

Cour Supérieure
(Chambre commerciale)

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No.: ●

Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* de:

LABORATOIRES C.O.P. INC., une personne morale dûment constituée, ayant son domicile au 8750 boul. Guillaume-Couture, à Lévis, à Québec, Province de Québec, G6V 9G9

9327-6269 QUEBEC INC., une personne morale dûment constituée, ayant son domicile au 8750 boul. Guillaume-Couture, à Lévis, Province de Québec, G6V 9G9

PHARMALAB INC., une personne morale dûment constituée, ayant son domicile au 8750 boul. Guillaume-Couture, Lévis, Province de Québec, G6V 9G9

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC. une personne morale dûment constituée, ayant son siège social au 3135 S.R. 580, Suite 5, Safety Harbor, en Floride, FL 34695 et ayant sa principale place d'affaires au 8750 boul. Guillaume-Couture, Lévis, Province de Québec, G6V 9G9

Débitrices

- et -

BANQUE DE MONTRÉAL, une banque dûment constituée en vertu de la *Loi sur les banques*, ayant son siège social au 119 Rue Saint-Jacques, à Montréal, Province de Québec, H2Y 1L6, agissant en sa qualité de prêteur et d'agent administratif pour elle-même et pour des prêteurs partis à une Convention de crédit conclue avec les Débitrices le 30 septembre 2015 et amendée de temps à autres

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC, une personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 100, Avenue des Commandeurs, à Lévis, Province de Québec, G6V 7N5, agissant en sa qualité de prêteur et d'agent de garantie pour elle-même et pour des prêteurs partis à une Convention de crédit conclue avec les Débitrices le 30 septembre 2015 et amendée de temps à autres

Mises en cause

- et -

ERNST & YOUNG INC., une personne morale dûment constituée ayant une place d'affaires au 2875, Boul. Laurier, Delta III, Bureau 410, Québec, G1V 0C7

Contrôleur proposé

Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale, d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente

(Articles 11 et suivants et 36 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*)

À l'Honorable Marc Paradis, j.c.s. de la Cour Supérieure du Québec, siégeant en chambre commerciale, dans et pour le district de Québec, les Débitrices soumettent respectueusement ce qui suit :

1. Fondée en 2004 par le Dr Tran Tien Chanh, docteur en médecine et expert en nutrition, et Olivier Benloulou, entrepreneur dans le domaine de l'alimentation et de la santé naturelle, Ideal Protein est une entreprise spécialisée dans la vente et la distribution de produits diététiques ainsi que dans la distribution de suppléments alimentaires et de produits naturels.
2. Ideal Protein est également spécialisée dans la création de solutions de santé et de bien-être et a, à ce titre, développé un protocole cétogène (« keto ») basé sur un régime restrictif en protéines et en hydrates de carbone et complété par un régime de vitamines dont l'objectif est d'aider les utilisateurs à perdre du poids.
3. En plus de produire, vendre et distribuer des produits diététiques ainsi que des suppléments alimentaires et des produits naturels directement à ses clients, Ideal Protein travaille également en partenariat avec des cliniques indépendantes situées aux États-Unis et aux Canada, lesquelles assistent leurs utilisateurs respectifs dans l'exécution du protocole.
4. Les Débitrices font face à une série de défis opérationnels et financiers, lesquels se sont traduits par une chute de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices avant intérêts, impôts et amortissement (**BAIIA**) depuis 2018, causant ainsi plusieurs défauts aux termes de la Convention de crédit (telle qu'amendée de temps à autres, la **Convention de crédit**) conclue entre les Débitrices (à titre d'emprunteurs ou de cautions, selon le cas) et un syndicat de prêteurs partie à la Convention de crédit (collectivement, les **Prêteurs**), incluant Banque de Montréal (**BMO**) et la Fédération des caisses Desjardins du Québec (**Desjardins**), agissant en leur qualité respective de prêteur, d'agent administratif ou d'agent de garantie, selon le cas (les **Agents**).
5. Dans ce contexte, les Prêteurs et Ideal Protein ont convenu d'une convention d'atermolement (la **Convention d'atermolement**) qui a depuis été amendée à onze (11) reprises, afin, notamment, de prolonger la Période d'atermolement et permettre aux Débitrices de mettre en œuvre un plan de redressement qui leur permettrait d'augmenter leurs revenus et ultimement de rembourser les sommes dues aux termes de la Convention de crédit.
6. La mise en œuvre du plan de redressement des Débitrices s'avère plus longue et complexe qu'anticipé de sorte qu'à ce jour les revenus et bénéfices d'exploitation des Débitrices continuent de décliner.
7. Aujourd'hui, les sommes dues par les Débitrices aux Prêteurs aux termes de la Convention de crédit excèdent 200 millions de dollars US, en capital, intérêts et frais, et cette créance est garantie par des sûretés de premier rang publiées à l'égard de l'universalité des biens des Débitrices.
8. Le 1^{er} août dernier, les Débitrices ont appris que les Prêteurs entendaient débiter et transférer, dans un nouveau compte bancaire ouvert au nom des Débitrices mais sous le contrôle de Desjardins, une somme totale d'environ 17 millions de dollars US (les **Liquidités excédentaires**), laissant toutefois une somme de 2.5 millions de dollars US (les **Liquidités disponibles**) visant à leur permettre de financer leurs opérations courantes au cours des Procédures sous la LACC (cette somme ayant été calculée sur la base des projections financières préparées par les Débitrices). Les Prêteurs ont avisé les Débitrices qu'ils

demeureraient néanmoins prêts à considérer, au besoin, toute demande faite de bonne foi pour l'octroi d'un financement additionnel au cours des Procédures sous la LACC.

9. À la lumière de ce qui précède, et après discussion entre les Prêteurs et les Débitrices, il a été convenu d'initier dès à présent les présentes Procédures sous la LACC dans le but de mettre en œuvre, sous la supervision du Contrôleur proposé et de cette Cour, un processus de restructuration ordonné et efficace.
10. Aux termes de la présente *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* (la **Demande**), Laboratoires C.O.P. Inc. (**C.O.P.**), 9327-6269 Québec Inc. (**9327**), Pharmalab Inc. (**Pharmalab**) et Ideal Protein of America Inc. (**IPAM**), (ensemble, les **Débitrices** ou **Ideal Protein**), demandent l'émission des ordonnances suivantes, le tout en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36 (la **LACC**):
 - (a) une ordonnance initiale de « *premier jour* » (l'**Ordonnance initiale**)¹ substantiellement conforme au projet d'ordonnance communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-1**² ;
 - (i) déclarant que les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique;
 - (ii) déclarant que le Canada est le lieu principal des affaires d'IPAM (COMI);
 - (iii) ordonnant la consolidation des présentes procédures initiées sous la LACC (les **Procédures sous la LACC**), pour des fins procédurales uniquement;
 - (iv) ordonnant la suspension de toutes procédures et de toutes mesures d'exécution entreprises ou pouvant être entreprises à l'égard des Débitrices et de leurs biens (la **Suspension des procédures**) pour une période initiale de dix (10) jours suivant la date de l'émission de l'Ordonnance initiale (la **Période de suspension**);
 - (v) nommant Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité (**EY** ou le **Contrôleur proposé**) comme contrôleur des Débitrices dans le cadre des Procédures sous la LACC, avec les pouvoirs étendus énoncés au projet d'Ordonnance initiale;
 - (vi) nommant RC Benson Consulting Inc. (**RC Benson**) à titre de chef de la restructuration des Débitrices (le **Chef de la restructuration**) dans le cadre des Procédures sous la LACC, avec les pouvoirs prévus au projet d'Ordonnance initiale;
 - (vii) autorisant le Contrôleur proposé à emprunter des Prêteurs, de temps à autres, pour et au nom des Débitrices, une somme initiale n'excédant pas 1 000 000\$ (collectivement, les **Avances temporaires**), à être avancée par les Prêteurs à même les sommes précédemment transférées vers le Compte

¹ L'émission de l'Ordonnance initiale sera demandée lors de la première audition fixée avec le Tribunal en lien avec le présent dossier.

² Une version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (R-1) et le projet d'ordonnance initiale standard proposé par le *Comité de liaison* du Barreau de Montréal avec la Chambre commerciale de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal (le **Comité de liaison**) est communiquée comme **Pièce R-1A**.

Desjardins, afin de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que les opérations courantes des Débitrices durant la mise en œuvre de ces procédures;

- (viii) ordonnant la mise en place d'une charge super-prioritaire grevant les biens des Débitrices d'un montant initial de 1 200 000\$ (la **Charge des avances temporaires**) en faveur des Prêteurs, afin de garantir le remboursement des Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura priorité sur l'ensemble des charges et réclamations à l'égard des biens des débitrices incluant, notamment, les réclamations sujettes à une fiducie présumée en faveur de la Couronne;
 - (ix) ordonnant que le paiement des frais et déboursés professionnels du Contrôleur proposé, de ses procureurs, des procureurs des Agents, des procureurs des Débitrices, et du Chef de la restructuration (collectivement, les **Professionnels**) encourus en lien avec les présentes Procédures sous la LACC soit garanti par une charge super-prioritaire grevant les biens des Débitrices, jusqu'à concurrence d'un montant initial de 225 000\$ (la **Charge d'administration**). La Charge d'administration aura priorité sur l'ensemble des charges et réclamations à l'égard des biens des Débitrices, incluant, notamment, les réclamations sujettes à une fiducie présumée en faveur de la Couronne;
 - (x) ordonnant la mise en place d'une charge super-prioritaire d'un montant total de 150 000\$ (la **Charge d'indemnisation**) visant à indemniser le Contrôleur proposé, le Chef de la restructuration et les dirigeants des Débitrices à l'égard de toute réclamation faite à l'encontre de ces derniers en lien avec l'accomplissement de leurs mandats respectifs pour le compte des Débitrices. La Charge d'indemnisation aura priorité sur l'ensemble des charges et réclamations à l'égard des biens des Débitrices, incluant, notamment, les réclamations sujettes à une fiducie présumée en faveur de la Couronne; et
 - (xi) autorisant, *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (tels que définies ci-après) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices (le **Compte Desjardins**)
 - (xii) ordonnant la mise sous scellés de certaines pièces confidentielles produites au soutien de la Demande et du rapport du Contrôleur proposé.
- (b) une ordonnance initiale amendée et reformulée (l' **Ordonnance initiale amendée et reformulée**)³, substantiellement conforme au projet d'ordonnance communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-2**⁴:
- (i) prolongeant la Période de suspension pour une période additionnelle allant jusqu'au 6 octobre 2023, inclusivement;

³ L'émission de l'Ordonnance initiale amendée et reformulée sera demandée lors d'une audition subséquente (selon les disponibilités du Tribunal), au plus tard dix (10) jours suivant l'émission de l'Ordonnance initiale, le cas échéant.

⁴ Une version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (**R-2**) et le projet d'ordonnance initiale standard proposée par le Comité de Liaison est communiquée comme **Pièce R-2A**, et une version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (**R-1**) et le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (**R-2**) est communiquée comme **Pièce R-2B**.

- (ii) confirmant la nomination de EY à titre de Contrôleur des Débitrices dans le cadre des Procédures sous la LACC, avec les pouvoirs étendus prévus au projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée;
 - (iii) Confirmant la nomination de RC Benson Consulting Inc. à titre de Chef de la restructuration des Débitrices dans le cadre des Procédures sous la LACC, avec les pouvoirs prévus au projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée;
 - (iv) augmentant la Charge d'administration d'une somme additionnelle de 775 000\$ (pour une somme totale de 1 000 000\$);
 - (v) augmentant la Charge d'indemnisation d'une somme additionnelle de 150 000\$ (pour une somme totale de 300 000\$);
 - (vi) autorisant le Contrôleur, sous réserve de l'obtention d'une opinion juridique favorable quant à la validité des sûretés des Prêteurs, à emprunter des Prêteurs des Avances temporaires pour un montant additionnel n'excédant pas 3 000 000\$ (pour un total de 4 000 000\$ et augmentant la Charge des avances temporaires d'une somme additionnelle de 3 600 000\$ (pour une somme totale de 4 800 000\$) en faveur des Prêteurs.
 - (vii) autorisant le Contrôleur à procéder à une distribution intérimaire aux Prêteurs de la balance des sommes détenues dans le Compte Desjardins, déduction faites des montants des Avances temporaires permises par la Cour;
 - (viii) approuvant un plan de rétention des employés clés (le **Plan de rétention**) et d'une charge afin de garantir les obligations des Débitrices en vertu du Plan de rétention (la **Charge en faveur des employés**);
 - (ix) confirmant la mise sous scellés de certaines pièces confidentielles produites au soutien de la Demande.
- (c) une ordonnance substantiellement conforme au projet d'ordonnance communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-3 (l' Ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation et de vente)**, approuvant le lancement d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente (le **PSIV**) ainsi que les procédures relatives à ce PSIV (les **Procédures relatives au PSIV**).
11. Pour les raisons plus amplement décrites ci-dessous, les Débitrices soumettent respectueusement que l'initiation, dès à présent, des Procédures sous la LACC, ainsi que du PSIV envisagé, est appropriée dans les circonstances, de sorte que les ordonnances recherchées aux termes de la présente Demande devraient être émises par cette Cour.

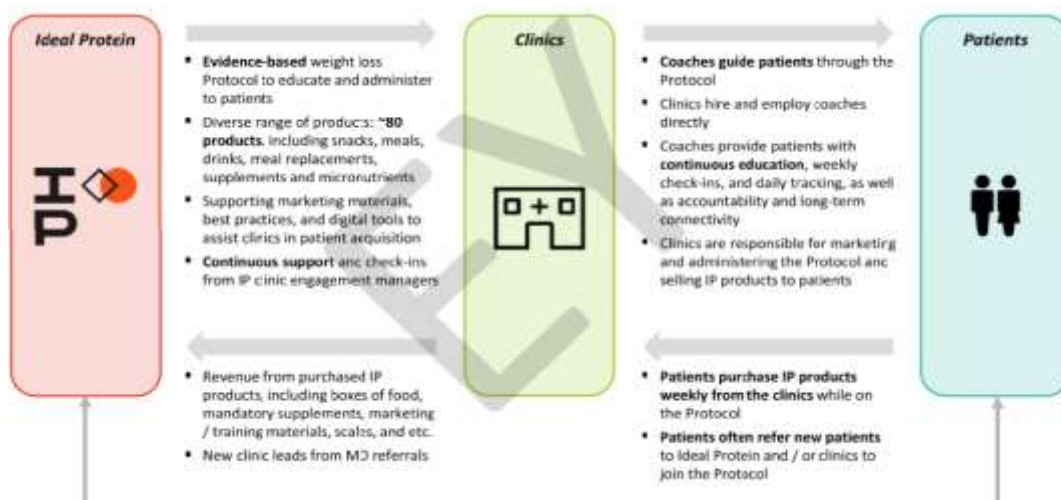
TABLE DES MATIÈRES

I.	Description des activités d'Ideal Protein et structure corporative	7
A.	Description des activités d'Ideal Protein	7
B.	Structure corporative	8
(i)	Laboratoires C.O.P. Inc.	8
(ii)	9327-6269 Québec inc	8
(iii)	Ideal Protein of America Inc.	9
(iv)	Pharmalab Inc.	9
II.	Cybersécurité	10
III.	Mises à pied temporaires	10
IV.	Situation financière d'Ideal Protein	10
A.	Difficultés financières d'Ideal Protein	10
B.	Situation financière actuelle	12
V.	Les parties prenantes.....	13
A.	Les Prêteurs.....	13
B.	Les employés.....	14
C.	Les utilisateurs des produits Ideal Protein et les clients de Pharmalab.....	14
D.	Les cliniques affiliées.....	15
VI.	La restructuration envisagée	15
VII.	Certaines mesures de redressement recherchées aux termes de l'Ordonnance initiale	16
A.	Déclaration à l'effet que les Débitrices sont des compagnies à l'égard desquelles la LACC s'applique	16
B.	Déclaration à l'effet que le Canada est le lieu principal des affaires d'IPAM (COMI)	16
C.	Consolidation procédurale des Procédures sous la LACC.....	16
D.	Suspension des procédures	17
E.	Nomination d'un contrôleur	17
F.	Nomination d'un Chef de la restructuration.....	17
G.	Charge d'administration	18
H.	Transfert des Liquidités excédentaires dans le Compte Desjardins	18
I.	Avances temporaires et Charge des avances temporaires.....	19
J.	Charge d'indemnisation.....	19
VIII.	Certaines mesures de restructuration recherchées aux termes de l'Ordonnance initiale amendée et reformulée	20
A.	Prolongation de la Période de suspension	20
B.	L'augmentation de la Charge d'administration	20
C.	L'augmentation de la Charge d'indemnisation.....	20
D.	L'augmentation de la Charge des avances temporaires	20
E.	Distribution de la balance des Liquidités excédentaires aux Prêteurs	21
F.	Plan de rétention et Charge en faveur des employés	21
IX.	L'Ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente ...	21
X.	Dispositions diverses.....	22
A.	Demande de mise sous-scailé des Pièces confidentielles.....	22
B.	Exécution nonobstant appel	22

I. Description des activités d'Ideal Protein et structure corporative

A. Description des activités d'Ideal Protein

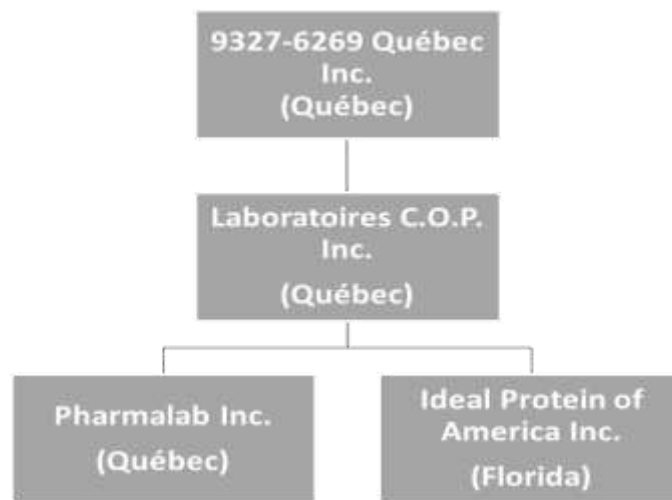
12. Fondée en 2004 par le Dr Tran Tien Chanh, docteur en médecine et expert en nutrition, et Olivier Benloulou, entrepreneur dans le domaine de l'alimentation et de la santé naturelle, Ideal Protein est une entreprise, exploitée par les Débitrices et spécialisée dans la production, la vente et la distribution des produits diététiques ainsi que des suppléments alimentaires et des produits naturels.
13. Ideal Protein est également spécialisée dans la création de solutions de santé et de bien-être et a, à ce titre, développé un protocole cétogène (« keto ») basé sur un régime restrictif en protéines et en hydrates de carbone et complété par un régime de vitamines dont l'objectif est d'aider les particuliers à perdre du poids (le **Protocole**).
14. En plus de produire, vendre et distribuer des produits diététiques ainsi que des suppléments alimentaires et des produits naturels directement à ses clients, Ideal Protein travaille également en partenariat avec des cliniques indépendantes situées aux États-Unis et au Canada, lesquelles assistent leurs utilisateurs respectifs dans l'exécution du Protocole.
15. Le Protocole d'Ideal Protein est divisé en trois phases : (i) perte de poids, (ii) stabilisation et (iii) maintien :
 - (a) Phase 1 – Perte de poids : En limitant l'apport en glucides, cette phase est conçue pour optimiser la perte de gras par la cétose, un état naturel et sécuritaire dans lequel le corps utilise le gras emmagasiné comme source d'énergie alternative;
 - (b) Phase 2 – Stabilisation : Après la perte de poids, le patient est accompagné pendant la réintroduction progressive des glucides et des lipides sains dans son alimentation; et
 - (c) Phase 3 – Maintien : Pendant les douze premiers mois suivant la phase de stabilisation le patient reçoit une formation et un soutien de la part de son « coach » ainsi que de sa clinique pour s'orienter vers des choix alimentaires sains et durables afin de l'aider à maintenir sa santé à long terme.
16. Le modèle d'affaires d'Ideal Protein est résumé dans le schéma ci-dessous :



17. Comme il appert du schéma ci-dessus, les cliniques indépendantes avec lesquelles Ideal Protein fait affaires distribuent les produits Ideal Protein et fournissent un encadrement à leurs utilisateurs par l'intermédiaire d'un « coach » qui fournit des conseils et des encouragements à ces utilisateurs, au moyen de contacts périodiques fréquents conformément au Protocole.
18. Ces cliniques sont détenues et gérées de façon indépendante et emploient leurs propres « coaches », qui reçoivent une formation continue de la part d'Ideal Protein, pour commercialiser et administrer le Protocole à leurs utilisateurs et clients, conformément aux lignes directrices établies par Ideal Protein.

B. Structure corporative

19. La structure corporative des Débitrices est reflétée dans l'organigramme ci-dessous :



(i) Laboratoires C.O.P. Inc.

20. C.O.P. est une société privée se spécialisant dans la vente et la distribution de produits diététiques et dans la distribution de suppléments alimentaires et produits naturels, laquelle a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), RLRQ, c. S-31.1 (la **LSAQ**), tel qu'il appert d'un extrait du *Registre des entreprises* communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-4**.
21. Les opérations canadiennes des Débitrices sont gérées par C.O.P., laquelle est responsable de la vente et de la distribution au Canada des produits diététiques, des suppléments alimentaires et autres produits naturels.
22. C.O.P. possède son siège social à Lévis, au Québec et en date des présentes, C.O.P. emploie approximativement 40 à 50 employés, lesquels sont tous situés au Québec.

(ii) 9327-6269 Québec inc

23. 9327-6269 Québec inc. (**9327**) est une société de portefeuille privée constituée en vertu de la *LSAQ*, tel qu'il appert d'un extrait du *Registre des entreprises* communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-5**.

24. 9327 a été formée en 2015 dans le cadre de la Transaction d'acquisition (telle que définie ci-après), celle-ci ayant servi comme véhicule d'acquisition pour acquérir les actions de 9327-6277 Québec inc. (aujourd'hui connue comme C.O.P.), laquelle a par la suite acquis les actions dans Ideal Protein et fusionné avec cette dernière.

25. 9327 possède son siège social à Lévis, au Québec, et n'emploie aucun employé.

(iii) Ideal Protein of America Inc.

26. IPAM est une compagnie privée détenue à part entière par C.O.P., laquelle est responsable de la vente et de la distribution aux États-Unis des produits diététiques, des suppléments alimentaires et autres produits naturels. Un extrait du *Division of Corporations* concernant IPAM est communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-6**

27. Tous les produits vendus et distribués par IPAM sont acquis de C.O.P. par l'entremise de vente inter-compagnies, et C.O.P. est ensuite responsable de la livraison de ces produits directement aux clients d'IPAM.

28. En date des présentes, IPAM emploie approximativement 30 à 40 employés, lesquels sont tous situés aux États-Unis. Cela étant, et malgré ses opérations et ses employés situés aux États-Unis, les affaires d'IPAM, incluant ses fonctions de marketing et de comptabilité, sont toutes gérées depuis le Québec.

(iv) Pharmalab Inc.

29. Pharmalab est une société privée se spécialisant dans la production de produits diététiques et suppléments alimentaires, laquelle a été constituée en vertu de la LSAQ, tel qu'il appert d'un extrait du *Registre des entreprises* communiqué au soutien des présentes comme **Pièce R-7**.

30. Pharmalab est une organisation de fabrication contractuelle et, à ce titre, fabrique des produits enregistrés et brevetés, selon des exigences de qualité strictes, pour ses clients Nord-Américains qui opèrent dans les industries pharmaceutiques et des suppléments alimentaires, incluant les produits Ideal Protein vendus et distribués par C.O.P. et par IPAM – à savoir les produits diététiques à base de protéines vendus sous forme de poudre ainsi que des vitamines et suppléments minéraux utilisés dans le cadre du Protocole.

31. Pharmalab est un partenaire stratégique pour ses clients, leur offrant des solutions innovantes pour les aider à augmenter leur productivité, leur compétitivité et leur rentabilité. Les services offerts par Pharmalab à partir de sa facilité de Lévis (qui est approuvée par Santé Canada et la *US Food and Drug Administration*) incluent notamment :

- (a) la fabrication et l'emballage – grâce à ses infrastructures à la fine pointe de la technologie, Pharmalab peut fabriquer et de transformer divers types de produits: alimentaires, naturels et pharmaceutiques ;
- (b) le contrôle de qualité – tirant profit de l'expertise de sa main d'œuvre et d'un laboratoire à la fine pointe de la technologie ;
- (c) la recherche et le développement – ce département une composante essentielle de Pharmalab, qui a investi dans des équipements de pointe et mise sur son savoir-faire pour se distinguer de la compétition; et

- (d) un service de validation et d'assurance qualité – ce département est chargé d'assurer l'intégrité des produits de ses clients et la conformité réglementaire.
32. Pharmalab possède son siège social à Lévis, au Québec et, en date des présentes, Pharmalab emploie approximativement 150 à 160 employés, lesquels sont tous situés au Québec.

II. Cybersécurité

33. Certaines informations personnelles en la possession d'Ideal Protein ont été divulguées par inadvertance à un fournisseur tiers à deux occasions. Ces divulgations ont été découvertes le 13 juin et le 26 juin 2023.
34. Les mesures appropriées ont été mises en œuvre par Ideal Protein dans les meilleurs délais suivant la découverte de chacun des incidents. Les informations personnelles ont été récupérées et le fournisseur tiers a confirmé ne pas les avoir disséminés et les avoir détruites des sorte qu'il est anticipé qu'aucun dommage ne sera subi par les particuliers dont l'information était l'objet de ces incidents.
35. Nonobstant ce qui précède, la conseil d'administration des Débitrices a décidé de déclarer les incidents aux autorités compétentes et une déclaration sera effectuée au cours des prochaines semaines.
36. Ideal Protein a l'intention de faire le nécessaire afin de satisfaire ses obligations eu égard à ces incidents.

III. Mises à pied temporaires

37. Le 11 août 2023, Ideal Protein a pris la décision de mettre à pied temporairement 152 employés. Bien qu'il s'agisse d'une décision qui a été difficile à prendre, il s'agissait d'une mesure nécessaire pour préserver les liquidités disponibles en prévision du dépôt des présentes Procédures sous la LACC.
38. Sur les 152 employés mis à pied temporairement, 104 employés ont reçu une lettre formelle par messenger entre le 11 août et le 13 août 2023. Pour les 48 autres employés, la lettre formelle sera livrée par messenger le 14 août 2023. Ideal Protein a toutefois communiqué par téléphone et/ou par courriel avec ces employés afin de les aviser de ne pas se présenter au travail le 14 août 2023.

IV. Situation financière d'Ideal Protein

A. Difficultés financières d'Ideal Protein

39. En 2015, lorsque les Prêteurs initiaux ont été sollicités en vue de participer à une transaction d'acquisition (la **Transaction d'acquisition**) visant le capital-actions d'Ideal Protein, la valeur d'entreprise d'Ideal Protein était estimée à 436 500 000\$US.
40. À cette époque, les revenus, de même que le BAIIA⁵ d'Ideal Protein avaient augmenté au cours des trois (3) années précédentes, tel qu'il appert du tableau ci-dessous :

⁵ Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement. Les chiffres de BAIIA ci-dessous font plutôt référence à un BAIIA ajusté, qui exclut du calcul certaines charges non-récurrentes.

Historical results of operations (in million US\$)				
	2012	2013	2014	CAGR
Revenues	153.4	160.6	170.9	5.55%
Adjusted EBITDA	59.2	60.4	64.0	3.95%

41. Cependant, et bien que cette hausse se soit poursuivie, Ideal Protein a vu ses revenus ainsi que son BAIIA chuter de façon importante à compter de 2018, tel qu'il appert du tableau ci-dessous :

Revenue and adjusted EBITDA (in million US\$)				
	Projected	Actual	Variance	%
Revenues				
FY16	177.6	201.2	23.6	13.3
FY17	184.7	193.2	8.5	4.6
FY18	192.1	164.5	(27.6)	(14.4)
Adjusted EBITDA				
FY16	69.0	81.1	12.1	17.5
FY17	69.7	75.9	6.2	8.9
FY18	72.6	57.1	(15.5)	(21.3)

42. En effet, entre 2016 et 2018 :
- (a) les revenus d'Ideal Protein ont chuté d'environ 36 700 000\$US, représentant une baisse d'approximativement 18.2%; et
 - (b) le BAIIA d'Ideal Protein a chuté d'environ 24 000 000\$US, représentant une baisse d'approximativement 29.6%.
43. Ces résultats ont forcé Ideal Protein à établir une provision en 2018 de 91 900 000\$US à titre de charge de dépréciation de la valeur de ses actifs.
44. Cette tendance à la baisse s'est poursuivie 2019, alors que les revenus d'Ideal Protein et son BAIIA ont chuté à approximativement 133 300 000\$US et 40 600 000\$US, respectivement, représentant ainsi, depuis 2016, une baisse de revenus d'environ 34%, et une baisse du BAIIA d'environ 50%.
45. Selon Ideal Protein à cette époque, les défis rencontrés par cette dernière et ses difficultés financières sont attribuables à plusieurs facteurs, incluant, notamment :
- (a) un manque de personnel en charge d'assurer les ventes, l'entraînement et le soutien aux employés des cliniques faisant affaires avec Ideal Protein;
 - (b) une structure de compensation inadéquate pour le personnel responsable des ventes;
 - (c) un manque de soutien au niveau des systèmes de technologies d'information aux cliniques faisant affaires avec Ideal Protein;

- (d) des difficultés à compléter chacune des phases envisagées dans le cadre du Protocole;
 - (e) une image de marque devant être mise à jour; et
 - (f) un manque d'innovation au niveau des produits vendus et distribués par Ideal Protein.
46. En 2020, la COVID-19 a également affecté les performances financières d'Ideal Protein. Le modèle d'affaires d'Ideal Protein est basé sur l'administration et le suivi individualisé avec les « *coachs* », en personne, dans les cliniques et les restrictions imposées par les gouvernements en raison de la pandémie étaient incompatibles avec ce modèle d'affaires. La fermeture temporaire des cliniques pendant le confinement, la fermeture définitive d'environ 250 cliniques, des retards dans le lancement de certains produits ainsi que la baisse du volume des produits vendus par Ideal Protein, tant au Canada qu'aux États-Unis, sont des conséquences directes de la pandémie.
47. Depuis lors, une nouvelle équipe de direction a été formée, laquelle est, en date des présentes, dirigée par Dawn Halkuff et George Kokkinos. La nouvelle équipe de direction a développé un nouveau plan d'affaires, qui prévoit une modernisation du modèle d'affaires, et des progrès significatifs ont pu être constatés au niveau du contrôle des opérations des Débitrices.
48. Bien que certains progrès aient été constatés depuis ce changement de direction, les mesures entreprises jusqu'à présent n'ont pas été, à elles seules, suffisamment importantes pour compenser l'impact de la COVID-19 et l'ampleur des tendances négatives associées à l'ensemble de l'industrie de la perte de poids et permettre aux Débitrices de se restructurer et de rembourser les sommes dues aux Prêteurs aux termes de la Convention de crédit.

B. Situation financière actuelle

49. Le 28 mars 2023, les vérificateurs d'Ideal Protein, PricewaterhouseCoopers S.E.N.C.R.L., s.r.l. (**PwC**), ont émis ses états financiers consolidés vérifiés pour l'année financière prenant fin le 31 décembre 2022 (les **États financiers de 2022**). Une copie des États financiers de 2022 est communiquée au soutien des présentes, sous pli confidentiel, comme **Pièce R-8**.
50. Tel qu'il appert du bilan inclus aux États financiers de 2022, pour l'année financière 2022, la valeur des dettes inscrites au bilan d'Ideal Protein (207 022 000\$US) dépassait la valeur de ses actifs (98 130 000\$US), laquelle valeur des actifs avait chuté d'environ 37% entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022.
51. Au surplus, l'état des résultats inclus aux États financiers de 2022 indiquait également une perte nette totale de 48 033 000\$US, alors qu'en 2021, cette perte nette totale s'élevait à 7 343 000\$US.
52. Les États financiers 2022 contiennent d'ailleurs une note relativement à la continuité des opérations dans le cours normal des affaires des Débitrices qui soulève des doutes significatifs quant à la capacité d'Ideal Protein à respecter ses obligations au fur et à mesure de leurs échéances, indiquant que la capacité d'Ideal Protein à poursuivre ses opérations dans le cours normal de ses affaires dépendra, notamment, du soutien continu de ses actionnaires et de ses créanciers.

53. Les états financiers intérimaires consolidés en date du 30 juin 2023 (les **États financiers intérimaires de 2023**) sont communiqués au soutien des présentes, sous pli confidentiel, comme **Pièce R-9**.
54. Tel qu'il appert du bilan inclus aux États financiers intérimaires de 2023, pour l'année financière 2023, en date du 30 juin 2023, les dettes déclarées d'Ideal Protein 215 756 000\$US) dépassaient la valeur comptable de ses actifs (98 408 000\$US), laquelle valeur des actifs a chuté d'environ 35% entre le 30 juin 2022 et le 30 juin 2023, tandis que l'état des résultats inclus dans les États financiers intérimaires de 2023 indique, en date du 30 juin 2023, une perte nette totale de 10 535 000\$US pour les 6 mois terminés à cette date.
55. La valeur du passif des Débitrices dépasse la valeur de son actif et elles ne sont également plus en mesure d'honorer leurs obligations au fur et à mesure qu'elles deviennent exigibles. En effet, les Débitrices n'ont pas les fonds nécessaires afin de rembourser les sommes dues aux Prêteurs en vertu de la Convention de crédit, laquelle est venue à échéance le 20 septembre 2020, ni d'effectuer les paiements d'intérêts dus à ce jour, lorsqu'ils sont échus.
56. Il appert de ce qui précède que les Débitrices sont insolvables.
- V. Les parties prenantes**
- A. Les Prêteurs**
57. En 2015, certains des Prêteurs ont été approchés afin de solliciter leur intérêt à participer à la Transaction d'acquisition, laquelle transaction devait être financée, notamment, par une contribution en équité de la part des actionnaires et par un ou plusieurs prêt(s) devant être avancé(s) par les Prêteurs.
58. Le 30 septembre 2015, afin de permettre la mise en œuvre de la Transaction d'acquisition, certains des Prêteurs ont conclu la Convention de crédit avec C.O.P., à titre d'emprunteur, et les autres Débitrices, à titre de cautions, tel qu'il appert de la Convention de crédit communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-10**.
59. Aux termes de la Convention de crédit, les Prêteurs ont notamment convenu d'avancer, ou de rendre accessible à, C.O.P. les facilités de crédit garanties suivantes:
- (a) un prêt à terme de 175 000 000\$US, lequel a été subséquemment augmenté à approximativement 280 000 000\$US (le **Prêt à terme**); et
 - (b) une facilité de crédit rotative de 25 000 000\$US (la **Marge de crédit**).
60. Le 16 septembre 2016, la Convention de crédit a été amendée pour la première fois, afin, notamment, d'accroître le nombre de Prêteurs, ainsi que le montant du Prêt à terme accordé à C.O.P. Une copie du Premier amendement à la Convention de crédit communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-11**.
61. À ce moment, le Prêt à terme a été augmenté à un montant total de 264 875 000\$US.
62. Le 13 octobre 2016, une convention de crédit additionnelle (*incremental agreement*) a été conclue afin d'accroître le Prêt à terme d'une somme additionnelle de 15 000 000\$US, laquelle serait avancée par un Prêteur additionnel, et ce, afin de permettre certains

paiements de dividende aux actionnaires d'Ideal Protein. Une copie de cette Convention de crédit additionnelle est communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-12**.

63. Le 11 janvier 2018, la Convention de crédit a été amendée pour la deuxième fois afin, notamment, de modifier, d'une part, certaines restrictions à l'égard de paiements pouvant être faits à titre de dividende et, d'autre part, certains ratios devant être respectés par Ideal Protein (le **Deuxième amendement à la Convention de crédit**), tel qu'il appert d'une copie du Deuxième amendement à la Convention de crédit communiquée au soutien des présentes comme **Pièce R-13**.
64. Au total, depuis la signature de la Convention de crédit, C.O.P. des paiements de dividendes, excédant 145 000 000\$US, ont été distribués aux actionnaires d'Ideal Protein, chaque distribution étant faite en conformité avec la Convention de crédit.
65. En date des présentes, les Débitrices demeurent en défaut aux termes de la Convention de crédit, laquelle, tel que mentionné précédemment, est échue depuis le 20 septembre 2020, et les sommes dues par C.O.P. (et les autres Débitrices, à titre de cautions) aux termes de cette Convention de crédit totalisent, en date du 10 août 2023, les sommes suivantes :
- (a) Prêt à terme : 192 155 687,40\$US; et
- (b) Intérêts: 20 082 901,60\$US.
66. En 2023, les Débitrices n'ont effectué aucun paiement aux Prêteurs en lien avec les montants dus à ces derniers, que ce soit à titre de capital ou d'intérêts, en vertu de la Convention de crédit.

B. Les employés

67. Ideal Protein emploie présentement approximativement 235 employés, dont la majorité sont localisés au siège social de Lévis.
68. En date des présentes, un montant total estimé à 705 000\$US est dû aux employés d'Ideal Protein à titre de vacances accumulées. Les Débitrices ont l'intention de payer ces montants dans le cadre du processus de restructuration.
69. Les Débitrices sont à jour dans leurs obligations relatives au versement des salaires et le paiement des déductions à la source.

C. Les utilisateurs des produits Ideal Protein et les clients de Pharmalab

70. Les produits d'Ideal Protein sont utilisés par des milliers d'utilisateurs à travers les États-Unis et le Canada. Ces utilisateurs ont recours aux produits d'Ideal Protein afin de perdre du poids et de retrouver un poids et état métabolique sain de manière durable.
71. Le Protocole proposé aux utilisateurs s'étire sur une période de plusieurs mois et les utilisateurs doivent pouvoir continuer de bénéficier des produits Ideal Protein pour leur permettre de poursuivre et compléter le Protocole.
72. Les opérations de Pharmalab sont par ailleurs essentielles aux activités de certains de ses clients, lesquels dépendent de Pharmalab pour de nombreux services, incluant la fabrication et l'emballage, le contrôle de qualité et la recherche et le développement en lien avec leurs produits.

D. Les cliniques affiliées

73. Tel que mentionné précédemment, Ideal Protein travaille en partenariat avec des cliniques indépendantes situées aux États-Unis et au Canada, lesquelles assistent leurs utilisateurs respectifs dans l'exécution du Protocole.
74. Les cliniques indépendantes avec lesquelles Ideal Protein fait affaires distribuent les produits Ideal Protein et fournissent un encadrement à leurs patients par l'intermédiaire d'un « coach » qui sont employés directement par les cliniques.

VI. La restructuration envisagée

75. Considérant tout ce qui précède, les Débitrices ont déterminé qu'il était approprié d'initier un processus de restructuration formel dans l'objectif de leur donner les outils nécessaires afin de restructurer leurs opérations et finances afin de permettre la continuité de l'entreprise et ainsi sauver des emplois et permettre à leurs milliers d'utilisateurs de pouvoir réaliser leur objectif de retrouver un poids et un mode de vie sain, le tout sous la supervision d'un contrôleur, en l'occurrence EY, et de cette Cour.
76. Dans cette optique, il a été convenu par les Débitrices et les Prêteurs qu'un PSIV serait développé, en collaboration avec le Contrôleur proposé, afin de solliciter un large éventail d'acheteurs potentiels de manière à vendre les actifs d'Ideal Protein au meilleur prix et, dans la mesure du possible, dans un contexte de continuité des affaires d'Ideal Protein où l'ensemble ou, à tout le moins, une partie des employés de cette dernière préserveront leur emploi.
77. Afin de maximiser les chances de conclure une ou plusieurs transaction(s) permettant à la fois de réaliser la meilleure valeur pour les actifs d'Ideal Protein et d'assurer la continuité des affaires d'Ideal Protein, si possible, il est prévu que durant la mise en œuvre des présentes Procédures sous la LACC et la mise en œuvre du PSIV, Ideal Protein poursuivra ses opérations sous la supervision du Chef de la restructuration, du Contrôleur proposé et de cette Cour. À cet égard, rappelons que les Prêteurs ont maintenu des Liquidités disponibles de 2 500 000\$US dans les comptes bancaires d'Ideal Protein, et qu'au surplus, les Prêteurs sont disposés à effectuer des Avances temporaires au Contrôleur en vue de financer les présentes Procédures sous la LACC, de même que le PSIV envisagé.
78. Compte tenu des circonstances actuelles dans lesquelles se retrouve Ideal Protein, les Débitrices soumettent respectueusement que la mise en œuvre d'un PSIV par le Contrôleur, sous la supervision de cette Cour, représente la meilleure option en vue de la réalisation des actifs d'Ideal Protein et permettre la maximisation de la valeur de ces actifs au profit de l'ensemble des parties prenantes des Débitrices.
79. En date des présentes, les Débitrices, le Contrôleur proposé ainsi que les Prêteurs discutent des dates relatives aux grandes étapes du PSIV envisagé. L'échéance envisagée pour le dépôt d'offres non-contraignantes serait toutefois fixée au plus tard le 29 septembre 2023. Dans la mesure où offres non-contraignantes acceptables au Contrôleur, en consultation avec les Prêteurs, sont soumises avant une telle date, les parties ayant soumises de telles offres seront invitées à participer à la phase 2 du PSIV et à soumettre une offre contraignante avant l'expiration du délai qui aura été fixé à cet égard. Dans la mesure où aucune telle offre non-contraignante n'est soumise, le Contrôleur pourra mettre fin au PSIV et procéder à une liquidation des actifs des Débitrices.

80. Dans tous les cas, dans la mesure où la Cour rend l'Ordonnance initiale demandée, une version complète et détaillée des Règles relatives au PSIV, faisant état, notamment, des dates clés proposées pour le PSIV, sera produite comme pièce additionnelle à cette Demande.

VII. Certaines mesures de redressement recherchées aux termes de l'Ordonnance initiale

A. Déclaration à l'effet que les Débitrices sont des compagnies à l'égard desquelles la LACC s'applique

81. Les Débitrices sont des « *compagnies débitrices* » au sens de la LACC, ces dernières étant des compagnies dûment constituées, et leur endettement dépassant largement le seuil de 5 000 000 \$ requis en vertu de la LACC.
82. Les Débitrices sont insolvables en ce que la valeur de leurs actifs est significativement inférieure à la valeur de leurs passifs, et en ce qu'elles ne sont pas en mesure d'honorer leurs obligations au fur et à mesure de leur échéance.

B. Déclaration à l'effet que le Canada est le lieu principal des affaires d'IPAM (COMI)

83. Dans le contexte des présentes procédures, IPAM compte parmi les Débitrices à l'égard desquelles certaines conclusions sont demandées en vertu de la LACC.
84. Bien qu'IPAM soit une compagnie incorporée et opérant aux États-Unis, le lieu principal des affaires d'IPAM (*center of main interest*) est situé au Canada, et, plus particulièrement, au Québec.
85. En effet, les principales affaires d'IPAM, incluant ses fonctions de comptabilité, sont principalement gérées par l'équipe de direction d'Ideal Protein, laquelle est située au Canada, et plus précisément, au Québec.
86. Une déclaration à l'effet que le Canada constitue le lieu principal des affaires d'IPAM est nécessaire puisqu'il est actuellement envisagé que des procédures de reconnaissance en vertu du Chapitre 15 du US Bankruptcy Code seront déposées aux États-Unis suivant l'émission par cette Cour de l'Ordonnance initiale, le cas échéant. Cette considération s'explique par le fait que les ventes d'IPAM représentent une part importante des revenus consolidés d'Ideal Protein.
87. L'initiation de procédures de reconnaissance aux États-Unis permettrait de reconnaître les présentes Procédures sous la LACC initiées au Québec en tant qu'instance étrangère principale, et d'assurer la suspension des procédures à l'égard d'IPAM et de ses actifs, aux États-Unis.
88. Dans ce contexte, il est demandé qu'EY puisse également agir à titre de représentant étrangers des Débitrices.

C. Consolidation procédurale des Procédures sous la LACC

89. Aux termes de la présente Demande, les Débitrices demandent respectueusement à cette Cour d'ordonner la consolidation des présentes Procédures sous la LACC, uniquement à des fins procédurales et/ou administratives, et ce, simplement afin de faciliter la production des procédures judiciaires dans le cadre du présent dossier.

90. Aucune consolidation substantive des patrimoines des Débitrices n'est demandée à cette Cour.

D. Suspension des procédures

91. Les Débitrices demandent qu'une suspension de toutes procédures et de toutes mesures d'exécution entreprises ou pouvant être entreprises à leur égard et à l'égard de leurs biens soit ordonnée par cette Cour, pour une Période de suspension initiale de dix (10) jours.
92. Les Débitrices soumettent que la Suspension des procédures demandée aux termes des présentes est nécessaire afin d'assurer la stabilité requise pour mettre en œuvre le PSIV envisagé, le tout sous la supervision du Contrôleur proposé et de cette Cour.

E. Nomination d'un contrôleur

93. Les Débitrices demandent à cette Cour de nommer EY à titre de contrôleur dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC.
94. EY a agi à titre d'aviseur financier des Prêteurs depuis 2019 et est, par conséquent, déjà très familier avec les affaires et les actifs des Débitrices, de même qu'avec leur situation financière respective. Ces connaissances permettront ainsi à EY d'assumer le rôle de contrôleur des Débitrices sans délai, et sans duplication des coûts importants qui seraient nécessaires afin qu'une autre firme se familiarise avec les opérations, les actifs et la situation financière de chacune des Débitrices.
95. EY est un syndic autorisé en insolvabilité, possédant toutes les qualités pour agir en tant que contrôleur, et a par ailleurs déjà confirmé aux Débitrices qu'il est prêt et consent à agir à ce titre dans le cadre des Procédures sous la LACC, sous réserve de l'autorisation de cette Cour.
96. Il est également important de noter qu'aucune restriction n'empêche EY d'agir en tant que contrôleur des Débitrices dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC.
97. Afin de permettre à EY d'accomplir son mandat et d'amorcer et de mettre en œuvre le processus de restructuration envisagé, incluant la mise en œuvre du PSIV, il est respectueusement soumis qu'il est dans l'intérêt de toutes les parties prenantes de doter EY des droits et des pouvoirs énoncés à l'Ordonnance initiale et à l'Ordonnance initiale amendée et reformulée.
98. EY a préparé un rapport au soutien de la présente Demande, lequel sera communiqué en avance de sa présentation à la Cour.

F. Nomination d'un Chef de la restructuration

99. Les Débitrices demandent à cette Cour d'approuver la nomination de RC Benson à titre de Chef de la restructuration dans le cadre des Procédures sous la LACC, le tout conformément à la lettre d'engagement du Chef de la restructuration dont copie est communiquée au soutien des présentes, sous pli confidentiel, comme **Pièce R-14**.
100. Dans les circonstances actuelles, il est essentiel que le Chef de la restructuration soit nommé afin de gérer les opérations quotidiennes des Débitrices, d'assurer le maintien des services à la clientèle et de planifier l'avenir des activités des Débitrices, le tout dans un souci de

préservation et de maximisation de la valeur des actifs pour de futurs acquéreurs et pour le bénéfice de l'ensemble des parties prenantes des Débitrices.

101. Tel que mentionné précédemment, RC Benson a été engagé par C.O.P. à titre de consultant en restructuration depuis septembre 2021.
102. Dans ce contexte, RC Benson est déjà très familier avec les opérations et les actifs des Débitrices, ainsi qu'avec leur situation financière.
103. RC Benson a informé les Débitrices qu'il est prêt et consent à agir à titre de Chef de la restructuration à leur égard, sous réserve de l'approbation de cette Cour.
104. Le Chef de la restructuration entend travailler en étroite collaboration avec le Contrôleur proposé, avec les Débitrices et avec les Prêteurs afin non seulement d'assurer la gestion des opérations des Débitrices au cours du PSIV envisagé, mais également d'assurer une transition en douceur, dans la mesure du possible, avec l'acheteur ou les acheteurs des actifs des Débitrices.

G. Charge d'administration

105. Le Contrôleur proposé (Ernst & Young Inc.), les avocats de ce dernier, incluant les en sa qualité de représentant étranger des Débitrices (Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.), les avocats des Agents (Stikeman Elliott S.E.N.C.R.L., s.r.l.), les avocats des Débitrices (McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Kirkland & Ellis LLP) ainsi que le Chef de la restructuration (collectivement, les **Professionnels**) seront des contributeurs clés au succès du PSIV envisagé par les Débitrices.
106. Les Professionnels ont informé les Débitrices de leur incapacité à agir à moins de bénéficier d'une charge super-prioritaire sur les actifs des Débitrices, ayant priorité sur les charges et réclamations existantes, incluant, notamment, les réclamations sujettes à une fiducie présumée en faveur de la Couronne, pour garantir leurs honoraires professionnels et débours.
107. Les Débitrices demandent respectueusement à cette Cour l'établissement qu'une Charge d'administration d'un montant initial de 225 000\$ soit établie afin de garantir les honoraires et débours des Professionnels.
108. La Charge d'administration prendra rang avant l'ensemble des charges et réclamations existantes grevant les actifs des Débitrices, tel que prévu au projet d'Ordonnance initiale (R-1).
109. Le montant initial de la Charge d'administration a été calculé en collaboration avec le Contrôleur proposé et il est respectueusement soumis que cette Charge d'administration est raisonnable dans les circonstances, et se limite à ce qui est nécessaire pour la Période de suspension initiale de dix (10) jours.

H. Transfert des Liquidités excédentaires dans le Compte Desjardins

110. Le ou vers le 2 août 2023, après avoir avisé les Débitrices de leur intention de débiter et transférer les Liquidités excédentaires dans le Compte Desjardins, ouvert au nom des Débitrices mais sous le contrôle de Desjardins, dans le but d'éviter tout risque d'érosion à l'égard de ces liquidités, les Prêteurs ont effectivement procédé à ce transfert le même jour.

111. Par les présentes, il est demandé à cette Cour d'autoriser, *nunc pro tunc*, le transfert susmentionné des Liquidités excédentaires.
112. Tel qu'il le sera plus amplement discuté ci-dessous, une portion de ces Liquidités excédentaires pourra, sujet à l'approbation par cette Cour, servir à financer les présentes Procédure sous la LACC, alors que la balance de ces Liquidités excédentaires demeureront dans le Compte Desjardins, jusqu'à ce que la Cour en autorise leur distribution aux Prêteurs.

I. Avances temporaires et Charge des avances temporaires

113. Les Demanderesses soumettent respectueusement que la mise en place d'un financement temporaire s'avérera nécessaire pour mener à terme les présentes Procédures sous la LACC ainsi que le PSIV envisagé.
114. Afin d'assurer un tel financement, il est demandé à ce que le Contrôleur proposé puisse demander aux Prêteurs d'effectuer, de temps à autres, et au cours de la Période de suspension initiale, des Avances temporaires n'excédant pas 1 000 000\$, lesquelles pourraient être reflétées à même des certificats signés par le Contrôleur proposé et transmis aux Prêteurs.
115. Afin de permettre la mise en œuvre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que le PSIV envisagé, les Prêteurs ont avisé les Débitrices et le Contrôleur proposé que ces derniers sont disposés à effectuer de telles Avances temporaires à même les Liquidités excédentaires transférées dans le Compte Desjardins, à condition toutefois que de telles Avances temporaires soient approuvées par la Cour et garanties par une charge super-prioritaire grevant les actifs des Débitrices d'un montant initial de 1 200 000\$.
116. Dans ce contexte, il est respectueusement soumis qu'il est approprié pour cette Cour d'autoriser les Avances temporaires ainsi que la Charge des Avances temporaires, dont le quantum a été limité à ce qui est nécessaires pour la Période de suspension initiale de dix (10) jours.

J. Charge d'indemnisation

117. Le succès de la restructuration des Débitrices dépend de la participation continue du Contrôleur proposé, des dirigeants des Débitrices et du Chef de la restructuration, laquelle est essentielle à la continuité des opérations des Débitrices.
118. Bien que le Contrôleur proposé, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration ont l'intention de se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables, ces parties ont des inquiétudes relativement à leur responsabilité personnelle potentielle dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC étant donné leurs responsabilités respectives, notamment dans un contexte où un PSIV sera mis en œuvre.
119. Dans ce contexte, le Contrôleur proposé, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration requièrent d'être indemnisés de toutes réclamations susceptibles de survenir, suite à la date de l'émission de l'Ordonnance initiale, dans le cadre de leurs fonctions.
120. Par conséquent, les Débitrices demandent à cette honorable Cour d'octroyer une Charge d'indemnisation en faveur du Contrôleur proposé, des dirigeants des Débitrices et du Chef de la restructuration jusqu'à concurrence d'un montant initial de 150 000\$ afin de garantir l'obligation d'indemnisation des Débitrices en leur faveur.

121. Le montant de la Charge d'indemnisation a été calculé par le Contrôleur proposé, lequel recommandera l'approbation de cette charge à la Cour.

VIII. Certaines mesures de restructuration recherchées aux termes de l'Ordonnance initiale amendée et reformulée

A. Prolongation de la Période de suspension

122. Dans la mesure où l'Ordonnance initiale est émise par cette Cour, les Débitrices demanderont, lors de l'« *audition de retour* », que la Période de suspension soit prolongée pour une période additionnelle allant jusqu'au 6 octobre 2023, inclusivement.
123. La prolongation de la Période de suspension d'un tel délai additionnel permettra d'assurer la stabilité requise pour mettre en œuvre le PSIV envisagé, le tout sous la supervision du Contrôleur proposé et de cette Cour.

B. L'augmentation de la Charge d'administration

124. Afin de mener à terme les présentes Procédures sous la LACC ainsi que le PSIV, il sera demandé à ce que la Charge d'administration soit augmentée à un montant total de 1 000 000\$, afin de garantir les honoraires et débours des Professionnels.
125. Ce montant révisé de la Charge d'administration a été calculé en collaboration avec le Contrôleur proposé, et il est respectueusement soumis que ce montant révisé est raisonnable dans les circonstances et s'aligne avec d'autres charges d'administration similaires précédemment ordonnées par cette Cour dans le cadre d'autres dossiers.

C. L'augmentation de la Charge d'indemnisation

126. Toujours dans l'objectif de mener à terme les présentes Procédures sous la LACC ainsi que le PSIV, il sera demandé à ce que la Charge d'indemnisation soit augmentée à un montant total de 300 000\$, afin indemniser le Contrôleur proposé, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration à l'égard de toute réclamation faite à l'encontre de ces derniers en lien avec l'accomplissement de leurs mandats respectifs pour le compte des Débitrices.
127. Une fois de plus, ce montant révisé de la Charge d'indemnisation a été calculé en collaboration avec le Contrôleur proposé, et il est respectueusement soumis que ce montant révisé est raisonnable dans les circonstances et s'aligne avec d'autres charges d'indemnisation similaires précédemment ordonnées par cette Cour dans le cadre de d'autres dossiers.

D. L'augmentation de la Charge des avances temporaires

128. Dans le même objectif, il est demandé à cette Cour d'augmenter le montant des Avances temporaires pouvant être faites au Contrôleur proposé d'un montant additionnel de 3 000 000\$ (pour un montant total n'excédant pas 4 000 000\$), ainsi que le montant de la Charge des avances temporaires d'un montant additionnel de 3 600 000\$ (pour un montant total n'excédant pas 4 800 000\$).
129. Le montant total des Avances temporaires pouvant être requis au cours des présentes Procédures sous la LACC a été calculé en collaboration avec le Contrôleur proposé, lequel, s'il est nommé à ce titre par la Cour, sera en charge de mener à bien les présentes Procédures sous la LACC ainsi que le PSIV envisagé.

130. Dans ce contexte, il est respectueusement soumis que les montants révisés respectifs des Avances temporaires et de la Charge des avances temporaires sont raisonnables dans les circonstances.

E. Distribution de la balance des Liquidités excédentaires aux Prêteurs

131. Tel que mentionné précédemment, le ou vers le 2 août 2023, les Prêteurs ont avisé les Débitrices qu'ils verraient à débiter et transférer les Liquidités excédentaires dans le Compte Desjardins, ce qu'ils ont fait le même jour.
132. Par les présentes, les Débitrices demandent à cette Cour, sous réserve de l'obtention par le Contrôleur d'une opinion juridique confirmant la validité des sûretés des Prêteurs, d'autoriser la distribution de ces Liquidités excédentaires aux Prêteurs, en réduction de leur créance garantie envers les Débitrices, le tout déduction faite des sommes requises pour procéder aux Avances temporaires.
133. Il est respectueusement soumis qu'une telle distribution est appropriée et raisonnable dans les circonstances puisqu'elle permettra de réduire les frais d'intérêts importants qui continuent de s'accumuler sur le capital de la dette due aux Prêteurs.

F. Plan de rétention et Charge en faveur des employés

134. La contribution de certains employés est essentielle au succès des présentes procédures de restructuration. Par conséquent, et afin d'assurer leur soutien continu au cours de la restructuration, Ideal Protein demande l'approbation par la Cour du Plan de rétention.
135. Le Plan de rétention a été élaboré par Ideal Protein, avec la supervision du Contrôleur proposé et du Chef de la restructuration, pour faciliter et encourager la participation continue de la direction et des employés clés d'Ideal Protein qui sont nécessaires pour guider l'entreprise dans la restructuration et préserver la valeur de l'entreprise au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.
136. De plus, considérant le marché de l'emploi actuel, ces employés auront probablement d'autres opportunités d'emploi plus stables et seront confrontés, au cours du processus de restructuration, à une charge de travail accrue.
137. Le Plan de rétention fournira aux participants un incitatif financier supplémentaire à poursuivre leur emploi pendant le processus de restructuration.
138. Le Plan de rétention sera déposé au dossier de la Cour, sous pli confidentiel, lors de l'« *audition de retour* ».

IX. L'Ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente

139. Lors de l'« *audition de retour* », les Débitrices demanderont à cette Cour d'émettre une Ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente, les Procédures relatives à ce PSIV ainsi qu'un, jointes en annexe à l'Ordonnance d'approbation du processus de sollicitation et de vente (R-3).
140. En effet, tel que discuté précédemment, il est respectueusement soumis qu'à ce stade-ci, la mise-en-cœuvre d'un PSIV par le Contrôleur, sous la supervision de cette Cour, est appropriée et raisonnable dans les circonstances.

141. Tel que mentionné ci-avant, les Débitrices, le Contrôleur proposé ainsi que les Prêteurs discutent actuellement des dates relatives aux grandes étapes du PSIV envisagé. Il est toutefois envisagé que l'échéance pour le dépôt d'offres non-contraignantes soit fixée au plus tard au 29 septembre 2023. Une telle date prend en considération le fait que deux (2) processus de sollicitation ont déjà été mis en œuvre par les Débitrices et leurs aviseurs financiers préalablement au dépôt des présentes Procédures sous la LACC, ainsi que le caractère limité des liquidités des Débitrices.
142. Dans la mesure où la Cour rend l'Ordonnance initiale demandée, une version complète et détaillée des Règles relatives au PSIV, faisant état, notamment, des dates clés proposées pour le PSIV, sera produite comme pièce additionnelle à cette Demande.

X. Dispositions diverses

A. Demande de mise sous-scellé des Pièces confidentielles

143. Une demande de mise sous-scellés des Pièces R-8, R-9 et R-14 est demandée, afin de préserver le caractère confidentiel des informations qui y sont contenues.
144. Les Pièces R-8 et R-9 sont des copies des états financiers des Débitrices et la demande de mise sous scellée de ces pièces s'explique non seulement par le fait que les Débitrices sont des compagnies privées, mais aussi, et surtout, par l'importance d'assurer l'intégrité du PSIV envisagé.
145. En effet, dans le contexte où il est envisagé d'initier à court terme un PSIV, l'ensemble des informations et documents concernant les Débitrices seront déposées dans une salle de données virtuelle, dont l'accès sera uniquement accordé aux soumissionnaires potentiels ayant signé une entente de confidentialité.
146. Ainsi, il est respectueusement soumis qu'il serait inapproprié dans les circonstances de rendre accessible de telles informations confidentielles au public, à l'extérieur du PSIV et sans exiger la signature d'une entente de confidentialité à cet effet.
147. En ce qui a trait à la Pièce R-14, il s'agit d'une copie de la lettre d'engagement du Chef de la restructuration.
148. Il est demandé à cette Cour de préserver la confidentialité de cette pièce en raison du caractère sensible de son contenu, incluant notamment des informations relatives à la rémunération du Chef de la restructuration, lesquelles informations ne sont pas autrement accessibles au public.
149. Les Tribunaux ont, par le passé, reconnu le caractère confidentiel de telles lettres d'engagement et ont, par conséquent, ordonné leur mise sous scellées lorsque jugé approprié.

B. Exécution nonobstant appel

150. Considérant la nature de la présente Demande et les motifs y inclus, et vu l'urgence pour Ideal Protein d'obtenir, notamment, la suspension des procédures nécessaires afin de lui permettre de compléter sa restructuration, Ideal Protein est justifiée de demander que le jugement rendu sur la présente Demande soit exécutoire nonobstant appel.

151. La présente demande est présentée de façon urgente et Ideal Protein demande à la Cour d'abréger tout délai de signification et de présentation de la Demande.

152. Ideal Protein a agi et continue d'agir de bonne foi et avec diligence.

POUR CES MOTIFS, PLAISE AU TRIBUNAL :

- [1] **D'ACCUEILLIR** la présente Requête;
- [2] **D'ÉMETTRE** une ordonnance substantiellement conforme au projet d'Ordonnance initiale communiquée au soutien de la Requête comme **Pièce R-1**; et
- [3] **D'ÉMETTRE** une ordonnance substantiellement conforme au projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée communiquée au soutien de la Requête comme **Pièce R-2**.
- [4] **D'ÉMETTRE** une ordonnance substantiellement conforme au projet d'Ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente communiquée au soutien de la Requête comme **Pièce R-3**.

LE TOUT, sans frais, sauf en cas de contestation et dans ce cas avec dépens contre toute partie s'opposant à la Demande.

Montréal, le 14 août 2023



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Avocats des Débitrices

M^e Alain N. Tardif

M^e François Alexandre Toupin

M^e Cassiopée Mailloux-Boucher

MZ400 – 1000 rue De La Gauchetière Ouest

Montréal, QC H3B 0A2

Téléphones: 514.397.4274

514.397.4210

514.397.5682

Courriels: atardif@mccarthy.ca

fatoupin@mccarthy.ca

cmaillouxboucher@mccarthy.ca

Cour Supérieure
(Chambre commerciale)

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No.: ●

**Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* de:
LABORATOIRES C.O.P. INC.**

9327-6269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

- et -

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC

Mises en cause

- et -

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur proposé

Déclaration sous serment

Je, soussigné(e), Randy Benson, ayant ma place d'affaires au 289 Heath St. East, Toronto, Ontario, M4T 1T3 déclare solennellement ce qui suit :

1. J'occupe la fonction consultant en restructuration auprès des Débitrices.
2. J'ai pris connaissance de la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale, d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* (la **Demande**).
3. Tous les faits allégués dans la Demande et qui ne ressortent pas autrement des pièces au soutien de la Demande ou du dossier de la Cour sont, au meilleur de ma connaissance, vrais.

ET J'AI SIGNÉ :

Randy Benson

Déclaré solennellement devant moi
par moyens technologiques,
à Montréal le 14^{ème} jour d'août 2023

Commissaire à l'assermentation
pour le Québec

Cour Supérieure
(Chambre commerciale)

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No.: ●

**Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* de:
LABORATOIRES C.O.P. INC.**

9327-6269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

- et -

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC

Mises en cause

- et -

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur proposé

Avis de présentation

À: Liste de distribution

PRENDRE NOTE que la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale, d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* sera présentée devant l'honorable Marc Paradis de la Cour supérieure du Québec, siégeant en Chambre commerciale dans et pour le district de Québec, au Palais de justice de Québec, 300, boulevard Jean Lesage, Québec, Québec, G1K 8K6, le **15 août 2023**, à **9h00**, en salle **3.21**.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Montréal, le 14 août 2023



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats des Débitrices

Cour Supérieure
(Chambre commerciale)

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No.: ●

**Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* de:
LABORATOIRES C.O.P. INC.**

9327-6269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

- et –

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC

Mises en cause

- et -

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur proposé

Liste des pièces

(Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale, d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente)

Pièce R-1: Projet d'Ordonnance initiale

Pièce R-1A : Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (R-1) et le projet d'ordonnance initiale standard proposé par le *Comité de liaison* du Barreau de Montréal avec la Chambre commerciale de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal

Pièce R-2 : Projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée

Pièce R-2A : Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (R-2) et le projet d'ordonnance initiale standard

proposée par le Comité de Liaison du Barreau de Montréal avec la Chambre commerciale de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal

- Pièce R-2B :** Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (R-1) et le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (R-2)
- Pièce R-3** Projet d'ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente
- Pièce R-4 :** Extrait du *Registre des entreprises* concernant Laboratoires C.O.P. Inc
- Pièce R-5** Extrait du *Registre des entreprises* concernant 9327-6269 Quebec inc.
- Pièce R-6 :** Extrait du *Division of Corporations* concernant Ideal Protein of America Inc.
- Pièce R-7 :** Extrait du *Registre des entreprises* concernant Pharmalab Inc.
- Pièce R-8 :** Copie des états financiers consolidés vérifiés d'Ideal Protein pour l'année financière prenant fin le 31 décembre 2022 (28 mars 2023)
Sous pli
confidentiel
- Pièce R-9 :** Copie des états financiers intérimaires consolidés d'Ideal Protein en date du 30 juin 2023
Sous pli
confidentiel
- Pièce R-10 :** Copie de la Convention de crédit entre les Prêteurs initiaux et Laboratoires C.O.P. Inc., à titre d'emprunteur, et 9327-6269 Quebec inc, Pharmalab Inc. et Ideal Protein of America Inc., à titre de cautions (30 septembre 2015)
- Pièce R-11 :** Copie du deuxième amendement à la Convention de crédit (11 janvier 2018)
- Pièce R-12 :** Copie de la Convention de crédit additionnelle (*incremental agreement*) entre le Prêteur additionnel et Laboratoires C.O.P. Inc., à titre d'emprunteur, et 9327-6269 Quebec inc, Pharmalab Inc. et Ideal Protein of America Inc., à titre de cautions (13 octobre 2016)
- Pièce R-13 :** Copie du deuxième amendement à la Convention de crédit (11 janvier 2018)
- Pièce R-14 :** Copie de la lettre d'engagement du Chef de la restructuration
Sous pli
confidentiel

Montréal, le 14 août 2023



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats des Débitrices

N° :
COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commercial)
Province de Québec
District judiciaire de Québec

DANS L'AFFAIRE DE LA *Loi sur les arrangements
avec les créanciers des compagnies de:*

LABORATOIRES C.O.P. INC.
9327-6269 QUÉBEC INC.
PHARMALAB INC.
IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

et

BANQUE DE MONTRÉAL
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU
QUÉBEC

Mises en cause

et

ERNST & YOUNG INC.
Contrôleur proposé

**Demande pour l'émission d'une ordonnance
initiale, d'une ordonnance initiale amendée et
reformulée et d'une ordonnance d'approbation
d'un processus de sollicitation d'investissement et
de vente**

ORIGINAL

M^e Alain Tardif 514 397-4274
M^e François Alexandre Toupin 514 397-4210
M^e Cassiopée Mailloux-Boucher 514 397-5682
atardif@mccarthy.ca / fatoupin@mccarthy.ca /
cmaillouxboucher@mccarthy.ca
N / D : 211378-444039

BC0847
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats ● Agents de brevets et marques de commerce
Barristers & Solicitors ● Patent & Trade-mark Agents

Bureau MZ-400
1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 0A2
Tél. : 514 397-4100

Cour Supérieure
(Chambre commerciale)

Canada
Province de Québec
District de Montréal
No.: ●

**Dans l'affaire de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* de:
LABORATOIRES C.O.P. INC.**

9327-6269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

- et –

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC

Mises en cause

- et -

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur proposé

Liste des pièces

(Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale, d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente)

Pièce R-1: Projet d'Ordonnance initiale

Pièce R-1A : Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (R-1) et le projet d'ordonnance initiale standard proposé par le *Comité de liaison* du Barreau de Montréal avec la Chambre commerciale de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal

Pièce R-2 : Projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée

Pièce R-2A : Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (R-2) et le projet d'ordonnance initiale standard

proposée par le Comité de Liaison du Barreau de Montréal avec la Chambre commerciale de la Cour supérieure du Québec pour le district de Montréal

- Pièce R-2B :** Version comparée entre le projet d'Ordonnance initiale recherchée (R-1) et le projet d'Ordonnance initiale amendée et reformulée recherchée (R-2)
- Pièce R-3** Projet d'ordonnance d'approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente
- Pièce R-4 :** Extrait du *Registre des entreprises* concernant Laboratoires C.O.P. Inc
- Pièce R-5** Extrait du *Registre des entreprises* concernant 9327-6269 Quebec inc.
- Pièce R-6 :** Extrait du *Division of Corporations* concernant Ideal Protein of America Inc.
- Pièce R-7 :** Extrait du *Registre des entreprises* concernant Pharmalab Inc.
- Pièce R-8 :** Copie des états financiers consolidés vérifiés d'Ideal Protein pour l'année financière prenant fin le 31 décembre 2022 (28 mars 2023)
Sous pli
confidentiel
- Pièce R-9 :** Copie des états financiers intérimaires consolidés d'Ideal Protein en date du 30 juin 2023
Sous pli
confidentiel
- Pièce R-10 :** Copie de la Convention de crédit entre les Prêteurs initiaux et Laboratoires C.O.P. Inc., à titre d'emprunteur, et 9327-6269 Quebec inc, Pharmalab Inc. et Ideal Protein of America Inc., à titre de cautions (30 septembre 2015)
- Pièce R-11 :** Copie du deuxième amendement à la Convention de crédit (11 janvier 2018)
- Pièce R-12 :** Copie de la Convention de crédit additionnelle (*incremental agreement*) entre le Prêteur additionnel et Laboratoires C.O.P. Inc., à titre d'emprunteur, et 9327-6269 Quebec inc, Pharmalab Inc. et Ideal Protein of America Inc., à titre de cautions (13 octobre 2016)
- Pièce R-13 :** Copie du deuxième amendement à la Convention de crédit (11 janvier 2018)
- Pièce R-14 :** Copie de la lettre d'engagement du Chef de la restructuration
Sous pli
confidentiel

Montréal, le 14 août 2023



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats des Débitrices

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

Nº: 200-11-[●]

DATE : 15 août 2023

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES
COMPAGNIES, L.R.C. 1985, CH. C-36 :**

LABORATOIRES C.O.P INC.

9327-9269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* présentée par Laboratoire C.O.P. inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle qu'amendée (la « **LACC** »), des pièces et de la déclaration sous serment de Randy

Benson déposées au soutien de celle-ci (la « **Demande** »), du consentement d'Ernst & Young Inc. à agir à titre de contrôleur des Débitrices (« **EY** » ou le « **Contrôleur** »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du 14 août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices, se fondant sur les représentations des avocats et ayant été avisé que toutes les parties intéressées, incluant les créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par les charges constituées en vertu de la présente ordonnance ont été avisés au préalable de la présentation de la Demande;

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT qu'il est approprié, notamment, de rendre une ordonnance initiale en vertu de la LACC prévoyant, notamment, la suspension de toutes les procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs actifs (incluant toutes procédures visant la revendication de ces derniers);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] **ACCORDE** la Demande.

[2] **REND** la présente ordonnance en vertu de la LACC (l'« **Ordonnance** »), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- Notification
- Application de la LACC
- Heure de prise d'effet
- Consolidation procédurale
- Plan d'arrangement
- Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens
- Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices
- Possession des Biens et exercice des activités
- Non-exercice des droits ou actions en justice
- Non-interférence avec les droits
- Continuation des services
- Non-dérogation aux droits;
- Les Prêteurs sont des créanciers non visés
- Transfert des Liquidités excédentaires
- Restructuration
- Pouvoirs du Contrôleur
- Nomination du Chef de la restructuration
- Charge d'indemnisation
- Avances temporaires et Charge des avances temporaires
- Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC
- Audition de retour
- Dispositions générales

Notification

- [3] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;
- [4] **DÉCLARE** qu'un avis préalable suffisant de la présentation de la Demande a été donné aux parties intéressées, y compris aux créanciers garantis susceptibles d'être affectés par les charges constituées en vertu de la présente Ordonnance;
- [5] **PERMET** la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Application de la LACC

- [6] **DÉCLARE** que les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique.

Heure de prise d'effet

- [7] **DÉCLARE** que cette Ordonnance et toutes ses dispositions prennent effet à compter de 00 h 01 heure de Québec, province de Québec, à la date de cette Ordonnance (l'« **Heure de prise d'effet** »).

Consolidation procédurale

- [8] **ORDONNE** la consolidation des présentes procédures initiées à l'égard des Débitrices en vertu de la LACC (les « **Procédures sous la LACC** ») sous un seul numéro de dossier, soit le no 200-11-[●].
- [9] **ORDONNE** que toutes les demandes, requêtes et autres procédures et documents en lien avec les Procédures sous la LACC seront dorénavant déposées sous le numéro de dossier no 200-11-[●].
- [10] **DÉCLARE** que la consolidation des Procédures sous la LACC ordonnée aux présentes ne sera qu'à des fins administratives et n'aura pas pour effet de consolider les actifs et les biens ou les dettes et obligations de chacune des Débitrices, y compris, mais sans s'y limiter, aux fins d'un Plan (tel défini ci-après) qui pourrait être mis en œuvre.

Plan d'arrangement

- [11] **DÉCLARE** que le Contrôleur a l'autorité requise afin de déposer, au nom des Débitrices, auprès du Tribunal et de présenter un ou plusieurs plans de transaction ou d'arrangement à l'égard des Débitrices (collectivement, le « **Plan** ») conformément aux dispositions de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens

- [12] **ORDONNE** que, jusqu'au 25 août 2023 inclusivement ou à une date ultérieure que le Tribunal pourra fixer (la « **Période de suspension** »), aucune procédure ni aucune mesure d'exécution devant toute cour ou tout tribunal, incluant sans limitation, toute action, demande, procédure d'arbitrage, poursuites, droit d'exécution, droit de résiliation extrajudiciaire, droit de compensation entre des réclamations mutuelles nées, respectivement, avant et après la date de l'Ordonnance initiale, droit de saisie, droit d'exécution (collectivement les « **Procédures** »), ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui affecte les affaires, l'exploitation et les activités commerciales des Débitrices (les « **Affaires** ») ou les Biens (tels que définis ci-après), incluant tel qu'ordonné au paragraphe [17] des présentes, sauf avec la permission de ce Tribunal. Toutes les Procédures déjà introduites à l'encontre des Débitrices ou affectant les Affaires ou les Biens sont suspendues jusqu'à ce que le Tribunal en autorise la continuation, le tout sous réserve des dispositions de l'article 11.1 de la LACC.
- [13] **ORDONNE** que les droits de Sa Majesté du Chef du Canada et de Sa Majesté du Chef d'une province soient suspendus selon les termes et conditions de l'article 11.09 de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices

- [14] **ORDONNE** qu'au cours de la Période de suspension et sauf tel que permis en vertu de l'article 11.03(2) LACC, aucune Procédure ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre de tout ancien, présent ou futur administrateur ou dirigeant des Débitrices, ni à l'encontre de toute personne réputée être un administrateur ou un dirigeant des Débitrices en vertu de l'alinéa 11.03(3) de la LACC (chacun, un « **Administrateur** » et collectivement, les « **Administrateurs** ») concernant toute réclamation à l'encontre d'un Administrateur intentée avant l'Heure de prise d'effet et portant sur toute obligation des Débitrices lorsqu'il est allégué que l'un ou l'autre des Administrateurs est, en vertu de toute loi, tenu, en cette qualité, au paiement de cette obligation.

Possession de Biens et exercice des activités

- [15] **ORDONNE** que, sous réserve des droits et pouvoirs accordés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance, les Débitrices demeurent en possession et conservent le contrôle de leurs éléments d'actif, droits, entreprises et propriétés, présents et futurs, de quelque nature ou sorte, et en quelque lieu qu'ils se trouvent, incluant toutes recettes qui en résultent (collectivement, les « **Biens** »), le tout conformément aux termes et conditions de cette Ordonnance.
- [16] **ORDONNE** que sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance et de la LACC, et, dans tous les cas, avec le consentement du Contrôleur (et en consultation avec les Agents), les Débitrices pourront payer, sans en avoir

l'obligation, toutes les dépenses raisonnables engagées par les Débitrices pour l'exploitation de leur entreprise respective dans le cours normal des affaires suivant l'émission de la présente Ordonnance, et dans l'exécution des dispositions de cette Ordonnance, lesquelles dépenses pourront comprendre, notamment :

- a) toutes les dépenses et les dépenses en capital raisonnablement nécessaires à la préservation des Biens ou des Affaires; et
- b) le paiement des biens ou des services effectivement fournis aux Débitrices après la date de la présente Ordonnance.

Non-exercice des droits ou actions en justice

- [17] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve notamment de l'article 11.1 de la LACC, tout droit ou action en justice (incluant tout droit de résolution ou revendication) de tout individu, personne, firme, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, fiducie, société en participation, association, organisation, organisme gouvernemental ou agence, ou de toute autre entité (collectivement, les « **Personnes** » et individuellement, la « **Personne** ») à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui a un impact sur les Affaires, les Biens ou sur toute partie des Affaires ou des Biens, soit par les présentes mis en sursis et suspendu, à moins d'une permission octroyée par ce Tribunal.
- [18] **DÉCLARE** que si des droits, obligations, délais ou périodes de prescription, notamment sans s'y limiter, pour le dépôt de griefs, se rapportant aux Débitrices, aux Biens ou aux Affaires, expirent (sauf en vertu des stipulations de tout contrat, entente ou arrangement de quelque nature que ce soit), la durée de ces droits ou obligations, délai de prescription ou autre délai sera, par les présentes, réputée prolongée d'une durée égale à la Période de suspension. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si les Débitrices font faillite ou si un séquestre est nommé au sens de l'article 243(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)* (la « **LFI** ») à l'égard des Débitrices, il ne sera pas tenu compte, quant aux Débitrices, de la période s'étant écoulée entre la date de la présente Ordonnance et le jour de la fin de la Période de suspension dans la computation de la période de trente (30) jours prévue à l'article 81.1 de la LFI.

Non-interférence avec les droits

- [19] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension, aucune Personne ne sera en droit d'interrompre, de faire défaut d'honorer, de changer, d'interférer avec, de répudier, de résilier, de mettre fin à, ou de cesser d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur des Débitrices ou détenus par celles-ci, à moins du consentement écrit du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du Tribunal.

Continuation des services

- [20] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve du paragraphe [23] des présentes et de l'article 11.01 de la LACC, toute Personne ayant des ententes verbales ou écrites avec les Débitrices ou des mandats statutaires ou réglementaires pour la fourniture de produits ou services, incluant mais sans limitation, pour tout logiciel informatique, services de traitement de données, services bancaires centralisés, services de paye, assurances, transport, services utilitaires ou autres produits et services rendus disponibles aux Débitrices sera, par les présentes, empêchée, jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue par le Tribunal, d'interrompre, de faire défaut de renouveler selon les mêmes modalités et conditions, de changer, d'interférer avec, de cesser de fournir, d'assujettir au paiement d'une créance antérieure à la date de l'Ordonnance initiale, la poursuite de la fourniture de produits ou services, ou, selon le cas, d'interrompre, de retarder ou d'arrêter le transit ou la fourniture de tels produits ou services qui peuvent être requis par les Débitrices, et que les Débitrices aient le droit d'usage continu de ses locaux actuels, numéros de téléphone, numéros de télécopieur, adresses Internet, noms de domaines Internet ou autres services, tant que dans chaque cas, les prix normaux ou charges pour tous ces produits ou services reçus après la date de l'Ordonnance initiale soient payés par les Débitrices, sans qu'elles n'aient à fournir de dépôt de garantie ou toute autre sûreté, conformément aux normes usuelles de paiement des Débitrices ou autres pratiques acceptées par le fournisseur de produits ou services et par les Débitrices, selon le cas, avec le consentement du Contrôleur ou tel qu'ordonné par le Tribunal.
- [21] **ORDONNE** que, nonobstant toute stipulation contenue aux présentes et sous réserve de l'article 11.01 de la LACC, aucune Personne ne soit empêchée de demander le paiement immédiat pour des produits, services, l'usage de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou autre contrepartie de valeur octroyée aux Débitrices à compter de la date de la présente Ordonnance et par ailleurs, qu'aucune Personne ne soit tenue d'effectuer d'autres avances monétaires ou fournir du crédit aux Débitrices.
- [22] **ORDONNE** que, sans restreindre la généralité de ce qui précède et sous réserve de l'article 21 de la LACC et du paragraphe [25] de la présente Ordonnance, lorsqu'applicable, les espèces ou les équivalents d'espèces déposés par les Débitrices auprès de toute Personne, à compter de la Période de suspension, que ce soit dans un compte d'exploitation ou dans un autre compte, pour elle-même ou pour une autre entité, ne puissent être utilisés par cette Personne afin de réduire ou rembourser les sommes dues à la date de la présente Ordonnance ou exigibles à l'expiration ou avant l'expiration de la Période de suspension afin de régler des intérêts ou charges y afférents. Toutefois, la présente disposition n'empêche pas une institution financière : i) de se rembourser du montant de tout chèque tiré par les Débitrices et dûment honoré par cette institution, ni (ii) de retenir le montant de tout chèque ou autre effet déposé au compte des Débitrices jusqu'à ce qu'il ait été honoré par l'institution financière sur laquelle il a été tiré.

Non-dérogation aux droits

- [23] **ORDONNE** que, nonobstant ce qui précède, toute Personne ayant fourni quelconque lettre de crédit, cautionnement, garantie ou obligation (la « **Partie émettrice** ») à la demande des Débitrices, soit tenue de continuer à honorer ces lettres de crédit, cautionnements, garanties et obligations émis à la date de la présente Ordonnance ou antérieurement pourvu que toutes les conditions y prévues soient remplies, à l'exception des défauts pouvant résulter de la présente Ordonnance. Toutefois, la Partie émettrice a le droit, le cas échéant, de retenir les connaissements, bordereaux d'expédition ou autres documents s'y rapportant jusqu'à paiement.

Les Prêteurs sont des créanciers non visés

- [24] **ORDONNE** que nonobstant toute autre disposition contenue à la présente Ordonnance, Banque de Montréal (« **BMO** ») et Fédération des Caisses Desjardins (« **Desjardins** », collectivement avec BMO, les « **Agents** »), ainsi que les autres prêteurs (les « **Prêteurs** ») parties à la Convention de crédit conclue avec les Débitrices en date du 30 septembre 2015 et amendée de temps à autre, seront des créanciers non visés dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que dans le cadre de tout Plan pouvant être déposé dans le contexte de ces procédures, et leurs réclamations à l'égard des Débitrices, incluant en lien avec toute Avance temporaire effectuée en faveur du Contrôleur en conformité avec la présente Ordonnance (ou toute ordonnance ultérieure de cette Cour), ne pourront pas faire l'objet de transaction ou de compromis à moins de leur consentement exprès.

Transfert des Liquidités excédentaires

- [25] **AUTORISE** *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices et sous le contrôle exclusif du Contrôleur (le « **Compte Desjardins** »).

Restructuration

- [26] **DÉCLARE** que, pour faciliter la restructuration ordonnée de activités commerciales et des affaires financières des Débitrices (la « **Restructuration** »), les Débitrices, sous réserve de l'approbation du Contrôleur, ou le Contrôleur, agissant pour et au nom des Débitrices, ont le droit de faire ce qui suit, sous réserve des exigences imposées par la LACC et, dans tous les cas en consultation avec les Agents :
- a) cesser, rationaliser ou interrompre l'une des exploitations ou fermer l'un des établissements des Débitrices, temporairement ou en permanence, selon ce qu'il jugera approprié, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant;

- b) entreprendre toutes démarches de financement ou de refinancement, de mise en vente, de transfert, de cession, ou de toute autre méthode d'aliénation des Affaires ou des Biens, entièrement ou en partie, sous réserve d'une nouvelle ordonnance du Tribunal, des articles 11.3 et 36 de la LACC et sous réserve du paragraphe [26]c);
- c) procéder, sans autorisation préalable de la Cour, à la vente, le transfert, la cession, la location ou à toute autre aliénation des Biens, en dehors du cours normal des affaires, entièrement ou en partie, pourvu que le prix dans chaque cas n'excède pas 100 000 \$ ou 1 000 000 \$ dans l'ensemble;
- d) licencier ou mettre à pied, temporairement ou en permanence, les employés des Débitrices, selon ce qu'il juge approprié et, si les indemnités de préavis ou de cessation d'emploi ou autres montants à cet égard ne sont pas payés dans le cours normal des affaires, conclure une entente à cet effet aux conditions auxquelles le Contrôleur, le cas échéant, et l'employé auront convenu ou, à défaut d'une telle entente, en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer;
- e) sous réserve de l'article 32 de la LACC, répudier ou résilier toute entente, contrat ou arrangement de quelque nature que ce soit, avec tout avis de non-responsabilité ou résiliation pouvant être convenu entre le Contrôleur et la partie concernée ou, à défaut, établir une provision à cette fin, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer; et
- f) sous réserve de l'article 11.3 de la LACC, céder tous droits et obligations des Débitrices.

- [27] **DÉCLARE** que si un préavis de résiliation est donné à un locateur de l'une ou l'autre des Débitrices en vertu de l'article 32 de la LACC et du sous-paragraphe [26]e) de l'Ordonnance, alors a) lors de la période de préavis précédant la prise d'effet de l'avis de non-responsabilité ou de la résiliation, le locateur peut montrer les locaux loués en question à d'éventuels locataires durant les heures normales de bureau en donnant au Contrôleur un préavis écrit de 24 heures et b) au moment de prise d'effet de l'avis de résiliation, le locateur peut en prendre possession sans pour autant renoncer à ses droits ou recours contre la ou les Débitrices concernées, rien dans les présentes relevant le locateur de son obligation de minimiser les dommages réclamés en raison de telle résiliation, le cas échéant;
- [28] **ORDONNE** que le Contrôleur donne au locateur concerné un préavis de son intention de retirer tous biens attachés, tous biens fixes, toutes installations ou améliorations locatives des Débitrices au moins sept (7) jours à l'avance. Si les Débitrices ont déjà quitté les locaux loués, elles ne seront pas considérées

occuper ces locaux en attendant la résolution de tout différend qui les oppose ou qui oppose le Contrôleur au locateur.

- [29] **DÉCLARE** que, pour faciliter la Restructuration, le Contrôleur peut, régler les réclamations des clients et des fournisseurs qui sont contestées.
- [30] **DÉCLARE** que, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5 et les dispositions équivalentes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le domaine privé*, RLRQ c. P-39.1, le Contrôleur est autorisé, dans le cadre des Procédures sous la LACC, à communiquer des renseignements personnels concernant des individus identifiables qu'il a en sa possession ou qui sont sous sa responsabilité à des parties intéressées ou à des investisseurs, financiers, acheteurs ou partenaires stratégiques éventuels ainsi qu'à ses conseillers (individuellement, un « **Tiers** »), mais seulement dans la mesure où il est opportun ou nécessaire de le faire pour négocier et mener à bien la Restructuration ou pour préparer et mettre en œuvre le Plan ou une transaction à cette fin, à la condition que les Personnes à qui ces renseignements personnels sont communiqués signent des conventions de confidentialité les obligeant à préserver et à protéger le caractère privé de ces renseignements et à en limiter l'utilisation dans la mesure nécessaire pour mener à bien la transaction ou la Restructuration alors en voie de négociation. Dès qu'ils cessent d'être utilisés aux fins limitées indiquées dans les présentes, les renseignements personnels doivent être retournés aux Débitrices ou détruits. Si un Tiers acquiert des renseignements personnels dans le cadre de la Restructuration ou de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan ou d'une transaction afin de réaliser celle-ci, il pourra continuer à les utiliser d'une manière identique à tous égards à l'utilisation que les Débitrices en faisaient.

Pouvoirs du Contrôleur

- [31] **ORDONNE** qu'Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, soit, par les présentes, nommé comme Contrôleur afin de surveiller l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières des Débitrices à titre d'officier de ce Tribunal et que le Contrôleur, en plus des pouvoirs et obligations mentionnés à l'article 23 de la LACC et autrement prévus dans la présente Ordonnance (incluant aux paragraphes [26] et [32] des présentes) :
- a) doive, sans délai, i) afficher sur le site Internet du Contrôleur (le « **Site Internet** ») un avis contenant les informations prescrites par la LACC, ii) rendre la présente Ordonnance publique de la manière prescrite par la LACC, iii) envoyer, de la manière prescrite par la LACC, un avis à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 1 000 \$ contre les Débitrices, les informant que la présente Ordonnance est disponible publiquement et, iv) préparer une liste des noms et adresses de ces créanciers et le montant estimé de leurs créances respectives et rendre cette liste publique de la manière prescrite, le tout

conformément au sous-paragraphe 23(1) (a) de la LACC et des règlements y afférents;

- b) doit surveiller les opérations et affaires financières des Débitrices, incluant, notamment, les recettes et débours des Débitrices;
- c) doit assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à traiter avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées pendant la Période de suspension;
- d) doit assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à préparer leur état de l'évolution de l'encaisse et autres projections ou rapports et à élaborer, négocier et mettre en œuvre le Plan;
- e) doit assister et conseiller les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, dans l'examen de leurs activités commerciales et dans l'évaluation des possibilités de réduire les coûts et d'accroître les revenus et les efficiences de l'exploitation;
- f) doit assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, relativement à la Restructuration, aux négociations avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées et à la tenue et l'organisation de toute assemblée tenue afin d'examiner le Plan et de tenir un vote, le cas échéant;
- g) doit faire rapport au Tribunal et aux Agents relativement aux activités commerciales et aux affaires financières des Débitrices, ou de tous développements dans la présente instance, ou toutes procédures afférentes, dans les délais prescrits par la LACC, et ce, à l'intérieur des délais que le Contrôleur considérera appropriés ou que le Tribunal puisse ordonner et qu'il puisse déposer des rapports consolidés pour les Débitrices;
- h) doit aviser le Tribunal et les parties intéressées, incluant mais sans limitation, les Débitrices, les Agents et les créanciers touchés par le Plan, de l'évaluation du Plan par le Contrôleur et de ses recommandations concernant le Plan;
- i) puisse retenir et employer tous agents, conseillers et autres assistants, tel que raisonnablement nécessaire à l'exécution de la présente Ordonnance, y compris, sans limitation, une ou plusieurs entités ayant des liens ou affiliées avec le Contrôleur;
- j) puisse retenir les services d'avocats dans la mesure où le Contrôleur le juge nécessaire pour exercer ses pouvoirs ou s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la présente instance et de toute instance connexe, en vertu de la présente Ordonnance ou de la LACC;

- k) puisse agir à titre de « représentant étranger » des Débitrices ou en toute autre capacité similaire dans le cadre de toutes procédures d'insolvabilité, de faillite ou de restructuration intentées à l'étranger;
- l) puisse donner tout consentement ou toute approbation pouvant être visé par la présente Ordonnance ou la LACC;
- m) puisse détenir et administrer des fonds dans le cadre d'arrangements pris entre les Débitrices, toute contrepartie et le Contrôleur, ou sur ordonnance de ce Tribunal; et
- n) puisse assumer toutes autres obligations prévues dans la présente Ordonnance ou la LACC ou exigées par ce Tribunal de temps à autre.

[32] **ORDONNE** qu'en plus des pouvoirs énoncés au paragraphe [31] des présentes, le Contrôleur est autorisé, sans y être tenu, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents :

- a) à diriger et à contrôler les affaires financières et les activités des Débitrices et à exercer les activités des Débitrices;
- b) à exécuter des opérations bancaires et autres pour le compte des Débitrices et à signer des documents ou à prendre toute autre mesure qui est nécessaire ou appropriée aux fins de l'exercice de ce pouvoir;
- c) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre de toute procédure devant ce Tribunal ou conformément à une ordonnance de ce Tribunal;
- d) à prendre des mesures pour préserver et protéger les Affaires et les Biens;
- e) à prendre toute mesure que les Débitrices peuvent prendre en vertu de la LACC ou de la présente Ordonnance ;
- f) à conclure des ententes à l'égard des Affaires ou des Biens;
- g) à demander au Tribunal toute ordonnance qui peut être nécessaire ou appropriée pour la vente des Biens à un ou plusieurs acheteur(s) de ceux-ci;
- h) à prendre toute mesure que doivent prendre les Débitrices en vertu de cette Ordonnance ou de toute autre ordonnance du Tribunal;
- i) à exercer, pour le compte des Débitrices, les droits et privilèges dont ces dernières peuvent se prévaloir à titre d'actionnaires, d'associés, de membres ou autre;

- j) à fournir des renseignements aux Agents et aux Prêteurs au sujet des Affaires et des Biens;
- k) à payer avec le consentement des Agents, les montants dus pour les biens ou services effectivement fournis aux Débitrices avant la date de la présente Ordonnance par des fournisseurs, si, de l'avis du Contrôleur, le paiement est essentiel aux activités et aux opérations courantes des Débitrices, tenant compte des obligations de continuer la fourniture de biens et services qui incombent aux fournisseurs en vertu de la LACC et de la présente Ordonnance;
- l) à interroger sous serment toute Personne qui est raisonnablement considérée détenir de l'information au sujet des Débitrices, des Affaires ou des Biens et à ordonner à cette Personne de produire les livres, les registres, la correspondance ou les documents en sa possession ou son contrôle relativement aux Débitrices, aux Affaires ou aux Biens; et
- m) à prendre toute mesure, à conclure toute entente, à signer tout document, à contracter toute obligation ou à prendre toute autre mesure nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnés.

[33] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé et habilité, sans y être tenu, à exploiter et contrôler, pour le compte des Débitrices, tous les comptes existants des Débitrices, tenus auprès de toute institution financière (individuellement, un « **Compte** » et collectivement, les « **Comptes** ») de la manière que le Contrôleur, à sa seule appréciation, juge nécessaire ou approprié, y compris, sans s'y limiter :

- a) exercer un contrôle sur les fonds crédités aux Comptes ou déposés dans ceux-ci;
- b) effectuer tout débours sur les Comptes autorisés par la présente Ordonnance ou toute autre ordonnance accordées dans le cadre des Procédures sous la LACC;
- c) donner des directives à l'égard des Comptes et des fonds qui y sont crédités ou qui y sont déposés, y compris transférer les fonds qui y sont crédités à tout autre compte ou déposés dans tout autre compte comme le Contrôleur peut l'ordonner; et
- d) ajouter ou supprimer des personnes ayant un pouvoir de signature à l'égard d'un Compte ou ordonner la fermeture d'un Compte.

[34] **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Contrôleur dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Contrôleur l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et

données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.

- [35] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à fournir des informations aux créanciers et autres parties intéressées concernées des Débitrices qui en font la demande par écrit au Contrôleur, avec copie aux avocats des Débitrices. Dans le cas d'informations dont les Débitrices ont avisé le Contrôleur de la nature confidentielle, exclusive ou concurrentielle, le Contrôleur ne doit communiquer ces informations à aucune Personne sans le consentement des Débitrices, à moins d'autorisation contraire en vertu de la présente Ordonnance ou à moins de directive contraire du Tribunal.
- [36] **DÉCLARE** que si le Contrôleur, en sa qualité de Contrôleur, continue l'exploitation des Affaires des Débitrices ou continue d'employer les employés des Débitrices, bénéficiera des dispositions prévues à l'article 11.8 de la LACC.
- [37] **ORDONNE** que ni le Contrôleur ni aucun employé ou mandataire du Contrôleur n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.
- [38] **DÉCLARE** qu'aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le Contrôleur en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que Contrôleur ou de l'exécution des dispositions d'une ordonnance du Tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du Tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept (7) jours au Contrôleur et à ses avocats. Les entités liées au Contrôleur ou appartenant au même groupe que lui ont également droit aux protections, sauvegardes, avantages et privilèges conférés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance.
- [39] **ORDONNE** aux Débitrices d'acquitter les frais et débours raisonnables du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration dans la mesure où ils sont reliés aux présentes Procédures sous la LACC, qu'ils aient été engagés avant ou après la date de la présente Ordonnance, et de verser à l'avance à chacun d'eux une provision raisonnable pour ces frais et débours sur demande à cet effet.
- [40] **DÉCLARE** qu'en garantie des frais et déboursés professionnels du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration (tel que défini ci-après) encourus tant avant qu'après la date de l'Ordonnance initiale en lien avec les présentes Procédures sous la LACC, ceux-ci bénéficient de et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens, jusqu'à concurrence d'un montant total de 225 000 \$ (la « **Charge d'administration** »), suivant la priorité établie au paragraphe [54] des présentes.

Nomination du Chef de la restructuration

- [41] **ORDONNE** que RC Benson Consulting Inc (« **RC Benson** ») soit nommé, par les présentes, comme chef de la restructuration des Débitrices (le « **Chef de la restructuration** ») dans le cadre des Procédures sous la LACC.
- [42] **ORDONNE** que la lettre d'engagement du Chef de la restructuration (Pièce R-14, sous scellé) au soutien de la Requête (la « **Lettre d'engagement du Chef de la restructuration** ») soit approuvée et **AUTORISE** le Chef de la restructuration à accomplir son mandat conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration.
- [43] **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Chef de la restructuration dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Chef de la restructuration l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.
- [44] **ORDONNE** que ni le Chef de la restructuration, ni aucun employé ou mandataire du Chef de la restructuration n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

Charge d'indemnisation

- [45] **ORDONNE** que les Débitrices indemnisent le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leur qualité respective de Contrôleur, de dirigeants des Débitrices ou de Chef de la restructuration, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de leur part.
- [46] **DÉCLARE** que le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices ainsi que le Chef de la restructuration bénéficient et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens jusqu'à concurrence d'un montant total de 150 000 \$ (la « **Charge d'indemnisation** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe [45] des présentes à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge d'indemnisation aura la priorité établie au paragraphe [54] des présentes.
- [47] **ORDONNE** que malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable en faveur des Débitrices faisant valoir le contraire, a) aucun assureur des Débitrices ne sera subrogé à la Charge d'indemnisation ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la

restructuration bénéficieront uniquement de la Charge d'indemnisation dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance permettant leur indemnisation à l'égard réclamations énoncées au paragraphe [45] des présentes, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que le Contrôleur, les dirigeants et le Chef de la restructuration sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe [45] des présentes.

Avances temporaires et Charge des avances temporaires

- [48] **ORDONNE** que le Contrôleur est autorisé à emprunter, auprès des Prêteurs, toute somme d'argent, à même les Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) transférées dans le Compte Desjardins, que le Contrôleur peut juger nécessaire ou souhaitable, à la condition que le montant de capital impayé n'excède pas le montant de 1 000 000 \$, ou tout autre montant supérieur que la Cour pourra autoriser, le cas échéant, dans le cadre d'une ordonnance ultérieure (collectivement, les « **Avances temporaires** » et chacune une « **Avance temporaire** »), et ce, à tout moment et aux taux d'intérêt qu'il juge indiqués, dans le but de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que l'exercice des pouvoirs et des obligations que la présente ordonnance lui confère, y compris les dépenses provisoires.
- [49] **ORDONNE** que tous les Biens des Débitrices soient, par les présentes, grevés d'une charge, d'une sûreté et d'une hypothèque jusqu'à concurrence d'un montant total de 1 200 000 \$ (la « **Charge des avances temporaires** ») en faveur des Prêteurs à titre de garantie pour toutes les obligations des Débitrices envers les Prêteurs relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts et autres frais) et qui découlent ou se rapporte aux Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura la priorité établie au paragraphe [54] des présentes.
- [50] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra délivrer des certificats, dont la forme est substantiellement conforme au modèle joint aux présentes en tant qu'**ANNEXE « A »** (chacun, le « **Certificat du Contrôleur** ») pour tout montant que le Contrôleur emprunte conformément à la présente Ordonnance.
- [51] **ORDONNE** que tout montant emprunté par le Contrôleur conformément à la présente ordonnance (ou à toute ordonnance ultérieure de cette Cour), de même que de même que tous les Certificats du Contrôleur attestant de ces emprunts ou d'une partie quelconque de ces dernières, ont égalité de rang, à moins d'accord contraire des détenteurs de tout Certificat du Contrôleur délivré antérieurement.
- [52] **DÉCLARE** que les Agents, agissant pour le bénéfice des Prêteurs, pourront :
- a) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, prendre de temps à autres, toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires ou

appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge des Avances temporaire dans toutes les juridictions qu'ils jugent appropriées;

- b) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, refuser d'effectuer toute avance au Contrôleur dans la mesure où ils le jugent approprié;

[53] **ORDONNE** que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce Tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes [48] à [52] des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la demande en vue de ladite ordonnance soit signifié aux Débitrices, aux procureurs des Débitrices, au Contrôleur, aux procureurs du Contrôleur et aux procureurs des Agents par la partie qui la présente au moins sept (7) jours avant la présentation de cette Demande au Tribunal ou b) que les Débitrices y consentent.

Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC

[54] **DÉCLARE** que les priorités, l'une par rapport à l'autre, entre la Charge d'administration, la Charge d'indemnisation et la Charge des avances temporaires (collectivement, les « **Charges en vertu de la LACC** ») en ce qui concerne les Biens auxquels elles s'appliquent, sont les suivantes :

- a) premièrement, la Charge d'administration;
- b) deuxièmement, la Charge d'indemnisation; et
- c) troisièmement, la Charge des avances temporaires.

[55] **DÉCLARE** que chacune des Charges en vertu de la LACC est de rang supérieur et prioritaire à celui de tous autres hypothèques, gages, sûretés, priorités, charges ou garanties de quelque nature que ce soit (collectivement, « **Sûretés** ») grevant l'un ou l'autre des Biens affectés par ces Sûretés, y compris les fiducies présumées.

[56] **ORDONNE** qu'à moins de disposition expresse contraire des présentes, les Débitrices ne pourront pas accorder de Sûretés à l'égard d'un Bien de rang supérieur ou égal à celui des Charges en vertu de la LACC, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Contrôleur et l'approbation préalable du Tribunal.

[57] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC grevent, à l'Heure de prise d'effet, tous les Biens actuels et futurs des Débitrices, malgré toute exigence d'obtenir le consentement d'une partie à de telles charges ou de se conformer à une condition préalable.

[58] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC et les droits et recours des bénéficiaires de ces Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires et ne sont pas autrement limités ou compromis de quelque manière que ce soit du

fait : i) de la présente instance et de la déclaration d'insolvabilité qui y est faite; ii) qu'une requête en vue d'une ordonnance de faillite a été déposée à l'égard des Débitrices en vertu de la LFI, qu'une ordonnance de faillite a été rendue par suite d'une telle requête ou qu'une cession de biens a été faite ou est réputée avoir été faite à l'égard des Débitrices, ou iii) que des clauses restrictives, des interdictions ou d'autres stipulations semblables relatives à des emprunts, à des dettes contractées ou à des Sûretés se retrouvent dans une entente, un bail, un contrat de sous-location, une offre de location ou un autre arrangement liant les Débitrices (la « **Convention avec un tiers** ») et, nonobstant toute disposition contraire d'une Convention de tiers :

- a) la constitution des Charges en vertu de la LACC n'entraîne pas et n'est pas réputée constituer un manquement de la part des Débitrices à une Convention avec un tiers à laquelle elles sont parties; et
- b) les bénéficiaires des Charges en vertu de la LACC n'engagent de responsabilité envers toute Personne, quelle qu'elle soit, par suite d'un manquement à une Convention avec un tiers occasionné par la constitution des Charges en vertu de la LACC ou découlant de celles-ci.

[59] **DÉCLARE** que nonobstant : i) la présente instance et toute déclaration d'insolvabilité qui y est faite, ii) toute requête en vue d'une ordonnance de faillite déposée à l'égard des Débitrices conformément à la LFI et toute ordonnance de faillite y faisant droit ou toute cession de biens visant les Débitrices qui est faite ou réputée avoir été faite, et iii) toute loi fédérale ou provinciale, les paiements ou dispositions de biens faits par les Débitrices conformément à la présente Ordonnance et l'octroi des Charges en vertu de la LACC ne constituent et ne constitueront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des transferts frauduleux, des opérations sous-évaluées ou d'autres transactions contestables ou révisables ou des actes donnant lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable.

[60] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires à l'encontre de tous les Biens des Débitrices et de toutes les Personnes, y compris tout syndic de faillite, séquestre, séquestre-gérant ou séquestre intérimaire des Débitrices, et ce, à toute fin.

« Audition de retour »

[61] **DÉCLARE** que toute Personne intéressée peut présenter une demande au Tribunal afin de faire modifier ou annuler la présente Ordonnance ou d'obtenir un autre redressement lors de l'« *audition de retour* » en lien avec la Demande, pour l'émission d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance approuvant un processus de sollicitation d'investissement et de vente, qui se tiendra le lieu le [23] août 2023 à [9h], en présentiel ou de façon virtuelle, selon ce qui aura été déterminé par le Tribunal .

Dispositions générales

- [62] **ORDONNE** qu'aucune Personne n'intente, ne continue ou ne fasse exécuter de Procédures à l'encontre de l'un ou l'autre des Administrateurs, employés, avocats ou conseillers financiers des Débitrices, des Agents ou des autres Prêteurs ou du Contrôleur, en relation avec Procédures sous la LACC, les Affaires ou les Biens des Débitrices, sans avoir d'abord obtenu la permission préalable du Tribunal, moyennant un préavis écrit de cinq (5) jours aux avocats des parties concernées qui sont mentionnés au présent paragraphe qu'il est proposé de nommer dans ces Procédures;
- [63] **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et la procédure et la déclaration sous serment y ayant donné ouverture, ne constituent pas, en elles-mêmes, un défaut des Débitrices ou une omission de leur part de se conformer à une loi, un règlement, une licence, un permis, un contrat, une permission, une promesse, une convention, un engagement ou quelque autre écrit ou exigence.
- [64] **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, les Débitrices et le Contrôleur sont libres de signifier tout avis, formulaire de preuve de réclamation, procuration, note d'information, procédure ou autre document se rapportant à la présente instance, en envoyant une copie par courrier ordinaire, port payé, par messagerie, par livraison en mains propres ou par transmission électronique aux Personnes ou autres parties concernées à leur dernière adresse respective donnée figurant dans les registres des Débitrices; le document ainsi signifié est réputé avoir été reçu à la date de livraison, s'il s'agit d'une livraison en mains propres ou d'une transmission électronique, le jour ouvrable suivant, s'il est livré par messagerie, ou trois (3) jours ouvrables suivant sa mise à la poste, s'il est envoyé par courrier ordinaire.
- [65] **DÉCLARE** que les Débitrices, le Contrôleur et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant de tels documents par courriel aux adresses courriel des avocats.
- [66] **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, de la LACC ou d'une ordonnance du Tribunal, il n'est pas nécessaire de signifier quelque document, ordonnance, ni autre document que ce soit à une Personne à l'égard de la présente instance, à moins que cette Personne n'ait signifié un avis de comparution aux avocats des Débitrices ainsi qu'au Contrôleur et à ses avocats et ne l'ait déposé au Tribunal ou qu'elle apparaisse sur la Liste de distribution, à moins que l'ordonnance recherchée ne vise une Personne non encore impliquée dans la présente instance.
- [67] **DÉCLARE** que les Pièces **[R-8, R-9 et R-14]** au soutien de la Demande soient gardées confidentielles et sous scellé jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure du Tribunal à l'effet contraire soit émise.

- [68] **DÉCLARE** que le Contrôleur peut, de temps à autre, présenter une demande au Tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de ses pouvoirs, obligations et droits en vertu des présentes ou concernant l'exécution appropriée de la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis aux autres parties.
- [69] **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.
- [70] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur pourra agir à titre de représentant étranger des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.
- [71] **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de la présente Ordonnance
- [72] **DÉCLARE** que, aux fins de toute demande auprès d'une autorité étrangère, le lieu du centre d'intérêt principal des Débitrices (« *center of main interest* ») se trouve dans la province de Québec, Canada.
- [73] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant tout appel.

L'HONORABLE MARC PARADIS J.C.S.

ANNEXE « A »

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

N^o DU CERTIFICAT : [●]

MONTANT : [●] \$

1. **LA PRÉSENTE ATTESTE** que **Ernst & Young Inc.**, syndic autorisé en insolvabilité, agissant à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») nommé par la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « **Cour** ») à l'égard de Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), conformément à une ordonnance rendue par la Cour le **[15 août 2023]** (telle qu'amendée et/ou reformulée, de temps à autres, l'« **Ordonnance initiale** ») dans le de dossier de Cour portant le numéro [●], atteste par les présentes avoir reçu des détenteurs du présent certificat (les « **Prêteurs** ») une avance temporaire (l'« **Avance temporaire** ») d'un montant en capital de [●] \$, le tout conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance initiale.
2. L'Avance temporaire, attestée par le présent certificat (le « **Certificat** »), est payable sur demande par les Prêteurs, avec les intérêts y afférents calculés et composés mensuellement et non à l'avance, le [●] jour de chaque mois, après la date des présentes, à un taux annuel égal à [●] % de plus que le taux d'intérêt préférentiel de la Banque du Canada en vigueur au moment où l'Avance temporaire est effectuée.
3. Tous les montants dus aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire, telle qu'attestée par le présent certificat, sont garantis par la « **Charge des avances temporaires** », telle qu'ordonnée par la Cour aux termes de l'Ordonnance initiale.
4. Tant que les sommes dues aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire attestée par le présent Certificat n'auront pas été remboursées aux Prêteurs, aucune autre charge ou sûreté de rang supérieur ne pourra être accordé à l'égard des biens des Débitrices, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable des Prêteurs.
5. Le Contrôleur agit aux termes des présentes comme Contrôleur des Débitrices, et non à titre personnel, et par conséquent, n'engage aucunement sa responsabilité personnelle en lien avec le présente Certificat.

[La page signature suit]

FAIT le [●]. jour de [●], 2023.

Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, uniquement en sa qualité de Contrôleur des Débitrices, et non en sa qualité personnelle.

Par :

Nom : [●].

Titre : [●].

Mai 2014

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

CANADA

P
R
O
V
I
N
C
E
D
E
Q
U
É
B
E
C

D
I
S
T
R
I
C
T
D
E
M
O
N
T
R
É
A
L

Q
U
E
B
E
C

N°
20
0-

~~COUR SUPÉRIEURE~~

~~Chambre commerciale~~

11
1

●
1

D
AT
E :
15
ao
ût
20
23

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARC PARADIS,
J.C.S.

~~Dossier n° 500-11-●~~

~~Montréal, le-●~~

~~En présence de l'honorable juge~~
~~●, j.c.s.~~

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES,
L.R.C. (1985), CH. C-36, ~~TELLE QU'AMENDÉE :~~

●

LABORATOIRE C.O.P INC.

9327-9269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE

Requérante

et



Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE¹

AYANT ~~lu~~ **PRIS CONNAISSANCE** de la ~~requête~~ Demande pour ~~obtenir~~ l'émission d'une ordonnance initiale présentée par ~~et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente~~ présentée par Laboratoire C.O.P. inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle qu'amendée (la « **LACC** »), ~~les~~ des pièces ~~connexes~~ et ~~l'affidavit de~~ ~~deposé~~ de la déclaration sous serment de Randy Benson déposées au soutien de celle-ci (la « **RequêteDemande** »), ~~le~~ du consentement ~~de~~ ~~d'~~ Ernst & Young Inc. à agir ~~en qualité à titre~~ de contrôleur (~~des Débitrices~~ (« **EY** ») ou le « **Contrôleur** »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du 14 août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices, se fondant sur les ~~arguments~~ représentations des ~~procureurs~~ avocats et ayant été avisé que toutes les parties intéressées, incluant les créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par les charges constituées en vertu de la présente ordonnance ont été avisés au préalable de la ~~Requête~~ Demande;

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT qu'il est approprié, notamment, de rendre une ordonnance initiale en vertu de la LACC prévoyant, notamment, la suspension de toutes les procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs actifs (incluant toutes procédures visant la revendication de ces derniers);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] **1. ACCORDE** la ~~Requête~~ Demande.

¹ ~~Une version surlignée faisant état des modifications apportées doit être remise au tribunal avec la demande d'ordonnance initiale et subséquemment publiée sur le site du contrôleur.~~

[2] **2. REND** ~~une~~ la présente ordonnance en vertu de la LACC (l' « Ordonnance »), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- ~~Signification~~ Notification
- Application de la LACC
- Heure de prise d'effet
- Consolidation procédurale
- Plan d'arrangement
- Suspension des Procédures à l'encontre ~~de la Requérante~~ des Débitrices et ~~des~~ de leurs Biens
- Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs ~~et dirigeants~~ des Débitrices
- Possession ~~des~~ des Biens et exercice des activités
- Non-exercice des droits ou actions en justice
- Non-interférence avec les droits
- Continuation des services
- Non-dérogation aux droits;
- ~~Financement temporaire~~ Les Prêteurs sont des créanciers non visés
- ~~Indemnisation et charge des Administrateurs et dirigeants~~ Transfert des Liquidités excédentaires
- Restructuration
- Pouvoirs du Contrôleur
- Nomination du Chef de la restructuration
- Charge d'indemnisation
- Avances temporaires et Charge des avances temporaires
- Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC
- Audition de retour
- Dispositions générales

Signification

Notification

[3] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;

[4] **3. DÉCLARE** ~~que la Requérante a donné qu'~~un avis préalable suffisant de la présentation de ~~cette Requête~~ la Demande a été donné aux parties intéressées, ~~incluant les~~ compris aux créanciers garantis susceptibles d'être affectés par les charges ~~créées par les présentes~~ constituées en vertu de la présente Ordonnance;

[5] **PERMET** la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Application de la LACC

[6] ~~4.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérante est une compagnie débitrice à laquelle~~ les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique.

Heure de prise d'effet

[7] ~~5.~~ **DÉCLARE** que cette Ordonnance et toutes ses dispositions prennent effet à compter de 00 h 01 heure de ~~Montréal~~ Québec, province de Québec, à la date de cette Ordonnance (l'« Heure de prise d'effet »).

Consolidation procédurale

[8] **ORDONNE** la consolidation des présentes procédures initiées à l'égard des Débitrices en vertu de la LACC (les « Procédures sous la LACC ») sous un seul numéro de dossier, soit le no 200-11-~~[●]~~.

[9] **ORDONNE** que toutes les demandes, requêtes et autres procédures et documents en lien avec les Procédures sous la LACC seront dorénavant déposées sous le numéro de dossier no 200-11-~~[●]~~.

[10] **DÉCLARE** que la consolidation des Procédures sous la LACC ordonnée aux présentes ne sera qu'à des fins administratives et n'aura pas pour effet de consolider les actifs et les biens ou les dettes et obligations de chacune des Débitrices, y compris, mais sans s'y limiter, aux fins d'un Plan (tel défini ci-après) qui pourrait être mis en œuvre.

Plan d'arrangement

[11] ~~6.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérante~~ le Contrôleur a l'autorité requise afin de déposer, au nom des Débitrices, auprès du ~~tribunal~~ Tribunal et de présenter ~~à ses créanciers~~ un ou plusieurs plans de transaction ou d'arrangement à l'égard des Débitrices (collectivement, le « Plan ») conformément aux dispositions de la LACC ~~(collectivement, le « Plan »)~~.

Suspension des Procédures à l'encontre ~~de la Requérante~~ des Débitrices et ~~des~~ leurs Biens

[12] ~~7.~~ **ORDONNE** que, jusqu'au ~~● [Date initiale maximale : 30 jours]~~ 25 août 2023 inclusivement ou à une date ultérieure que le ~~tribunal~~ Tribunal pourra fixer (la « Période de suspension »), aucune procédure ni aucune mesure d'exécution devant toute cour ou tout tribunal, incluant sans limitation, toute action, demande, procédure d'arbitrage, poursuites, droit d'exécution, droit de résiliation extrajudiciaire, droit de compensation entre des réclamations mutuelles nées, respectivement, avant et après la date de l'Ordonnance initiale, droit de saisie, droit d'exécution (collectivement les « **Procédures** »), ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre ou à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices ou qui affecte les affaires, l'exploitation et les activités commerciales ~~de la Requérante~~ des Débitrices (les « **Affaires** ») ou les Biens (tels que définis

ci-après), incluant tel ~~que stipulé qu'ordonné~~ au paragraphe ~~40~~^[17] des présentes, sauf avec la permission de ce ~~tribunal~~^{Tribunal}. Toutes les Procédures déjà introduites à l'encontre ~~de la Requérante~~^{des Débitrices} ou affectant les Affaires ou les Biens sont suspendues jusqu'à ce que le ~~tribunal~~^{Tribunal} en autorise la continuation, le tout sous réserve des dispositions de l'article 11.1 de la LACC.

[13] ~~7.1~~ — ~~Les~~^{ORDONNE} que les droits de Sa Majesté du Chef du Canada et de Sa Majesté du Chef d'une province ~~sont~~^{soient} suspendus selon les termes et conditions de l'article 11.09 ~~de la~~^{LACC}.

Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs ~~et dirigeants~~^{des Débitrices}

[14] ~~8.~~^{ORDONNE} qu'au cours de la Période de suspension et sauf tel que permis en vertu de l'article 11.03(2) LACC, aucune Procédure ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre de tout ancien, présent ou futur administrateur ou dirigeant ~~des Débitrices, ni à l'encontre de toute personne réputée être un administrateur ou un dirigeant des Débitrices en vertu de l'alinéa 11.03(3) de la Requérante~~^{LACC} (chacun, ~~un~~^{« Administrateur »} et collectivement, les ~~« Administrateurs »~~^{« Administrateurs »}) concernant toute réclamation à l'encontre d'un Administrateur intentée avant l'Heure de prise d'effet et portant sur toute obligation ~~de la Requérante~~^{des Débitrices} lorsqu'il est allégué que ~~tout Administrateur~~^{un ou l'autre des Administrateurs} est, en vertu de toute loi, tenu, en cette qualité, au paiement de cette obligation.

Possession de Biens et exercice des activités

[15] ~~9.~~^{ORDONNE} que ~~la Requérante demeure, sous réserve des droits et pouvoirs accordés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance, les Débitrices demeurent~~^{en possession et} ~~conserve~~^{conservernt} le contrôle de ~~ses~~^{leurs} éléments d'actif, droits, entreprises et propriétés, présents et futurs, de quelque nature ou sorte, et en quelque lieu qu'ils se trouvent, incluant toutes recettes qui en résultent (collectivement, ~~les~~^{« Biens »}), le tout conformément aux termes et conditions de cette Ordonnance ~~dont, sans limitation, le paragraphe 28 des présentes.~~

[16] ^{ORDONNE} que sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance et de la LACC, et, dans tous les cas, avec le consentement du Contrôleur (et en consultation avec les Agents), les Débitrices pourront payer, sans en avoir l'obligation, toutes les dépenses raisonnables engagées par les Débitrices pour l'exploitation de leur entreprise respective dans le cours normal des affaires suivant l'émission de la présente Ordonnance, et dans l'exécution des dispositions de cette Ordonnance, lesquelles dépenses pourront comprendre, notamment :

a) toutes les dépenses et les dépenses en capital raisonnablement nécessaires à la préservation des Biens ou des Affaires; et

b) le paiement des biens ou des services effectivement fournis aux Débitrices après la date de la présente Ordonnance.

Non-exercice des droits ou actions en justice

[17] ~~40.~~ **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve notamment de l'article 11.1 de la LACC, tout droit ou action en justice (incluant tout droit de résolution ou revendication) de tout individu, personne, firme, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, fiducie, société en participation, association, organisation, organisme gouvernemental ou agence, ou de toute autre entité (collectivement, les « Personnes » et individuellement, la « Personne ») à l'encontre ou à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices ou qui a un impact sur les Affaires, les Biens ou sur toute partie des Affaires ou des Biens, soit par les présentes mis en sursis et suspendu, à moins d'une permission octroyée par ~~le tribunal~~ le Tribunal.

[18] ~~41.~~ **DÉCLARE** que si des droits, obligations, délais ou périodes de prescription, notamment sans limitations y limiter, pour le dépôt de griefs, se rapportant ~~à la Requérante~~ aux Débitrices, aux Biens ou aux Affaires, expirent (sauf en vertu des stipulations de tout contrat, entente ou arrangement de quelque nature que ce soit), la durée de ces droits ou obligations, délai de prescription ou autre délai sera, par les présentes, réputée prolongée d'une durée égale à la Période de suspension. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si ~~la Requérante fait~~ les Débitrices font faillite ou si un séquestre est nommé au sens de l'article 243(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)* (la « LFI ») à l'égard des Débitrices, il ne sera pas tenu compte, quant ~~à la Requérante~~ aux Débitrices, de la période s'étant écoulée entre la date de la présente Ordonnance et le jour de la fin de la Période de suspension dans la computation ~~des périodes de la période~~ de trente (30) jours stipulées aux articles prévue à l'article 81.1 et 81.2 de la LFI.

Non-interférence avec les droits

[19] ~~42.~~ **ORDONNE** que, durant la Période de suspension, aucune Personne ~~n'interrompt, ne fasse~~ ne sera en droit d'interrompre, de faire défaut d'honorer, ~~ne change de~~ changer, ~~nd'interfère~~ interférer avec, ~~ne répudie, ne résilie, ne mette de~~ répudier, de résilier, de mettre fin à, ou ~~ne cesse de~~ cesser d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur ~~des Débitrices~~ des Débitrices ou ~~détenus~~ détenus par ~~la Requérante~~ celles-ci, à moins du consentement écrit ~~de la Requérante et~~ du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du ~~tribunal~~ Tribunal.

Continuation des services

[20] ~~43.~~ **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et ~~sujet au~~ sous réserve du paragraphe ~~45~~ [23] des présentes et de l'article 11.01 de la LACC, toute Personne ayant des ententes verbales ou écrites avec ~~la Requérante~~ les Débitrices ou des mandats statutaires ou réglementaires pour la fourniture de

produits ou services, incluant mais sans limitation, pour tout logiciel informatique, services de traitement de données, services bancaires centralisés, services de paye, assurances, transport, services utilitaires ou autres produits et services rendus disponibles ~~à la Requérente soit~~ aux Débitrices sera, par les présentes, empêchée, jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue par le ~~tribunal~~ Tribunal, d'interrompre, de faire défaut de renouveler selon les mêmes modalités et conditions, de changer, d'interférer avec ~~ou~~, de cesser de fournir, d'assujettir au paiement d'une créance antérieure à la date de l'Ordonnance initiale, la poursuite de la fourniture de produits ou services, ou, selon le cas, d'interrompre, de retarder ou d'arrêter le transit ou la fourniture de tels produits ou services qui peuvent être requis par ~~la Requérente~~ les Débitrices, et que ~~la Requérente ait~~ les Débitrices aient le droit d'usage continu de ses locaux actuels, numéros de téléphone, numéros de télécopieur, adresses ~~internet~~ Internet, noms de domaines ~~internet~~ Internet ou autres services, tant que dans chaque cas, les prix normaux ou charges pour tous ces produits ou services reçus après la date de l'Ordonnance initiale soient payés par ~~la Requérente~~ les Débitrices, sans qu'~~elle~~ elles n'~~ait~~ aient à fournir de dépôt de garantie ou toute autre sûreté, conformément aux normes usuelles de paiement ~~de la Requérente~~ des Débitrices ou autres pratiques acceptées par le fournisseur de produits ou services et par ~~la Requérente~~ les Débitrices, selon le cas, avec le consentement du Contrôleur ou tel qu'ordonné par le ~~tribunal~~ Tribunal.

[21] ~~14.~~ **ORDONNE** que, nonobstant toute stipulation contenue aux présentes et sous réserve de l'article 11.01 de la LACC, aucune Personne ne soit empêchée de demander le paiement immédiat pour des produits, services, l'usage de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou autre contrepartie de valeur octroyée ~~à la Requérente~~ aux Débitrices à compter de la date de la présente Ordonnance et par ailleurs, qu'aucune Personne ne soit tenue d'effectuer d'autres avances monétaires ou fournir du crédit ~~à la Requérente~~ aux Débitrices.

[22] ~~15.~~ **ORDONNE** que, sans restreindre la généralité de ce qui précède et sous réserve de l'article 21 de la LACC et du paragraphe [25] de la présente Ordonnance, lorsqu'applicable, les espèces ou les équivalents d'espèces déposés par ~~la Requérente~~ les Débitrices auprès de toute Personne ~~pendant, à compter de~~ la Période de suspension, que ce soit dans un compte d'exploitation ou dans un autre compte, pour elle-même ou pour une autre entité, ne puissent être utilisés par cette Personne afin de réduire ou rembourser les sommes dues à la date de ~~la~~ la présente Ordonnance ou exigibles à l'expiration ou avant l'expiration de la Période de suspension ~~ou exigibles~~ afin de régler des intérêts ou charges y afférents. Toutefois, la présente disposition n'empêche pas une institution financière : i) de se rembourser du montant de tout chèque tiré par ~~la Requérente~~ les Débitrices et dûment honoré par cette institution, ni (ii) de retenir le montant de tout chèque ou autre effet déposé au compte ~~de la Requérente~~ des Débitrices jusqu'à ce qu'il ait été honoré par l'institution financière sur laquelle il a été tiré.

Non-dérogation aux droits

[23] ~~16.~~ **ORDONNE** que, nonobstant ce qui précède, toute Personne ayant fourni quelconque lettre de crédit, cautionnement, garantie ou obligation (la « **Partie émettrice** ») à la demande ~~de la Requérante~~ des Débitrices, soit tenue de continuer à honorer ces lettres de crédit, cautionnements, garanties et obligations émis à la date de ~~la~~ présente Ordonnance ou antérieurement pourvu que toutes les conditions y prévues soient remplies, à l'exception des défauts pouvant résulter de la présente Ordonnance. Toutefois, la Partie émettrice a le droit, le cas échéant, de retenir les connaissements, bordereaux d'expédition ou autres documents s'y rapportant jusqu'à paiement.

Financement temporaire

~~17.~~ **ORDONNE** que ~~la Requérante soit, et elle est par les présentes, autorisée à emprunter, rembourser et réemprunter, de temps à autre, de~~ • (le « **Prêteur temporaire** ») les sommes que la Requérante juge nécessaires ou souhaitables, ~~lesquelles ne peuvent en tout temps excéder un~~ montant de capital impayé totalisant • \$, le tout selon les termes et conditions prévus dans les modalités du ~~financement temporaire ci-jointes comme Annexe~~ • (les « **Modalités du financement temporaire** ») et dans les Documents du financement temporaire (définis ci-après), afin de financer les dépenses courantes de la Requérante et de payer toute autre somme autorisée par les dispositions de l'Ordonnance et des Documents du financement temporaire (définis ci-après) (la « **Facilité temporaire** »);

Les Prêteurs sont des créanciers non visés

[24] ~~18.~~ **ORDONNE** que, nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, la Requérante soit par les présentes autorisée à signer et livrer les ententes de crédit, sûretés et autres documents (collectivement les « **Documents du financement temporaire** ») qui pourraient être requis par le Prêteur temporaire relativement à la Facilité temporaire et aux Modalités du financement temporaire, et que la Requérante soit par les présentes autorisée à exécuter toutes ses obligations en vertu des Documents du financement temporaire; ORDONNE que nonobstant toute autre disposition contenue à la présente Ordonnance, Banque de Montréal (« **BMO** ») et Fédération des Caisses Desjardins (« **Desjardins** », collectivement avec BMO, les « **Agents** »), ainsi que les autres prêteurs (les « **Prêteurs** ») parties à la Convention de crédit conclue avec les Débitrices en date du 30 septembre 2015 et amendée de temps à autre, seront des créanciers non visés dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que dans le cadre de tout Plan pouvant être

déposé dans le contexte de ces procédures, et leurs réclamations à l'égard des Débitrices, incluant en lien avec toute Avance temporaire effectuée en faveur du Contrôleur en conformité avec la présente Ordonnance (ou toute ordonnance ultérieure de cette Cour), ne pourront pas faire l'objet de transaction ou de compromis à moins de leur consentement exprès.

19. ~~ORDONNE QUE, nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, la Requérante paiera au Prêteur temporaire, lorsque dues, toutes les sommes payables (incluant le capital, les intérêts, les frais et les dépenses, notamment les frais et débours des procureurs et autres conseillers ou mandataires du Prêteur temporaire, sur une base d'indemnisation complète (les « **Dépenses du Prêteur temporaire** »)) en vertu des Documents du financement temporaire, et exécutera toutes ses autres obligations envers le Prêteur temporaire conformément aux Modalités du financement temporaire, aux Documents du financement temporaire et à l'Ordonnance;~~

20. ~~DÉCLARE que tous les biens de la Requérante soient par les présentes grevés d'une charge et d'une sûreté jusqu'à concurrence d'un montant total de ● \$ (cette charge et sûreté constituent la « **Charge du Prêteur temporaire** ») en faveur du Prêteur temporaire à titre de garantie pour toutes les obligations de la Requérante envers le Prêteur temporaire relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts, et les Dépenses du Prêteur temporaire) et qui découlent ou se rapportent aux Modalités du financement temporaire et aux Documents du financement temporaire. La Charge du Prêteur temporaire aura un rang prioritaire tel qu'établi aux paragraphes 40 et 41 des présentes;~~

21. ~~ORDONNE que les réclamations du Prêteur temporaire en vertu des Documents du financement temporaire ne puissent pas faire l'objet d'une transaction en vertu du Plan ou dans le cadre de ces procédures et que le Prêteur temporaire, en cette qualité, soit traité comme créancier non visé dans le cadre de la présente instance et dans tout Plan;~~

22. ~~DÉCLARE que le Prêteur temporaire pourra :~~

a) ~~nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, prendre de temps à autre toutes les mesures qu'il juge nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge du Prêteur temporaire et les Documents du financement temporaire dans toutes les juridictions qu'il juge appropriées;~~

b) ~~nonobstant les dispositions du paragraphe suivant, refuser d'effectuer toute avance à la Requérante si les dispositions des Modalités du financement temporaire et des Documents du financement temporaire ne sont pas respectées par la Requérante;~~

23. ~~ORDONNE que le Prêteur temporaire ne puisse prendre aucune mesure d'exécution en vertu des Documents du financement temporaire ou de la Charge du Prêteur temporaire à moins d'avoir donné un avis écrit de défaut d'au moins cinq (5) jours ouvrables à cet effet à la Requérante, au Contrôleur et aux créanciers dont les droits sont inscrits ou publiés aux registres appropriés ou ayant demandé copie d'un tel avis (le « **Délai de Préavis** »). À l'expiration du Délai de Préavis, le Prêteur temporaire aura le droit de prendre toutes les mesures prévues dans les Documents du financement temporaire et dans la Charge du Prêteur temporaire et autrement permises par la loi, mais sans être tenu d'envoyer quelque préavis que ce soit en vertu de l'article 244 de la LFI;~~

24. ~~ORDONNE que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes 17 à 23 des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la requête en vue de ladite ordonnance soit signifié au Prêteur temporaire par la partie qui la présente dans les sept (7) jours suivant le moment où ladite partie a reçu signification de cette Ordonnance ou b) que le Prêteur temporaire demande ladite ordonnance ou y consente;~~

Indemnisation et charge des Administrateurs et dirigeants

25. ~~ORDONNE que la Requérante indemnise ses Administrateurs de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leurs qualités respectives d'administrateurs ou de dirigeants de la Requérante à compter de l'Heure de prise d'effet, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de ces administrateurs ou dirigeants, tel que plus amplement décrit à l'article 11.51 LACC.~~

26. ~~DÉCLARE que les Administrateurs de la Requérante bénéficient et se voient par les présentes octroyer une charge et une sûreté sur les biens jusqu'à concurrence d'un montant total de ● \$ (la « **Charge des Administrateurs** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe 25 des présentes en ce qu'elle concerne les obligations et responsabilités que les Administrateurs peuvent encourir lorsqu'ils agissent en cette qualité à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge des Administrateurs aura la priorité établie aux paragraphes 40 et 41 des présentes.~~

27. ~~ORDONNE que, malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable faisant valoir le contraire, a) aucun assureur ne sera subrogé à la Charge des Administrateurs ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) les Administrateurs bénéficieront uniquement de la Charge des Administrateurs dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance des administrateurs ou des dirigeants, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que les Administrateurs sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe 25 de l'Ordonnance~~

Transfert des Liquidités excédentaires

[25] **AUTORISE** *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices et sous le contrôle exclusif du Contrôleur (le « **Compte Desjardins** »).

Restructuration

[26] ~~28.~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la restructuration ordonnée de ~~ses~~ activités commerciales et des affaires financières des Débitrices (la « **Restructuration** »), ~~la Requérante a, sous réserve des exigences imposées par la LACC et les Débitrices,~~ sous réserve de l'approbation du Contrôleur, ou d'une nouvelle ordonnance du tribunal, le Contrôleur, agissant pour et au nom des Débitrices, ont le droit de faire ce qui suit, sous réserve des exigences imposées par la LACC et, dans tous les cas en consultation avec les Agents :

- a) cesser, rationaliser ou interrompre l'~~une de ses~~des exploitations ou fermer l'~~un de ses~~des établissements des Débitrices, temporairement ou en permanence, selon ce qu'~~elle~~il jugera approprié, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant;
- b) entreprendre toutes démarches de financement ou de refinancement, de mise en vente, de transfert, de cession, ou de toute autre méthode d'aliénation des Affaires ou des Biens, entièrement ou en partie, sous réserve d'une nouvelle ordonnance du ~~tribunal~~Tribunal, des articles 11.3 et 36 de la LACC et sous réserve du ~~sous~~-paragraphe [26]c);
- c) procéder, sans autorisation préalable de la Cour, à la vente, le transfert, la cession, la location ou à toute autre aliénation des Biens, en dehors du cours normal des affaires, entièrement ou en partie, pourvu que le prix dans chaque cas n'excède pas ~~•100 000~~ \$ ou ~~•1 000 000~~ \$ dans l'ensemble;
- d) licencier ou mettre à pied, temporairement ou en permanence, ~~ses~~les employés des Débitrices, selon ce qu'~~elle~~il juge approprié et, si les indemnités de préavis ou de cessation d'emploi ou autres montants à cet égard ne sont pas payés dans le cours normal des affaires, conclure une entente à cet effet aux conditions auxquelles ~~la Requérante~~le Contrôleur, le cas échéant, et l'employé auront convenu ou, à défaut d'une telle entente, en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que ~~la Requérante~~le Contrôleur peut déterminer;
- e) sous réserve de l'article 32 de la LACC, répudier ou résilier toute entente, contrat ou arrangement de quelque nature que ce soit, avec tout avis de non-responsabilité ou résiliation pouvant être convenu entre ~~la Requérante~~le Contrôleur et la partie concernée ou, à défaut, établir une provision à cette fin, et en traiter ~~toutes~~ les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer; et
- f) sous réserve de l'article 11.3 de la LACC, céder tous droits et obligations ~~de la Requérante~~des Débitrices.

[27] ~~29.~~ **DÉCLARE** que si un préavis de résiliation est donné à un locateur de ~~la Requérante~~ une ou l'autre des Débitrices en vertu de l'article 32 de la LACC et

du sous-paragraphe ~~28-[26]~~e) de l'Ordonnance, alors a) lors de la période de préavis précédant la prise d'effet de l'avis de non-responsabilité ou de la résiliation, le locateur peut montrer les locaux loués en question à d'éventuels locataires durant les heures normales de bureau en donnant ~~à la Requêteur~~ et au Contrôleur un préavis écrit de 24 heures et b) au moment de prise d'effet de l'avis de résiliation, le locateur peut en prendre possession sans pour autant renoncer à ses droits ou recours contre la ~~Requêteur~~ ou les Débitrices concernées, rien dans les présentes relevant le locateur de son obligation de minimiser les dommages réclamés en raison de telle résiliation, le cas échéant;

[28] ~~30.-~~ **ORDONNE** que ~~la Requêteur~~ le Contrôleur donne au locateur concerné un préavis de son intention de retirer tous biens attachés, tous biens fixes, toutes installations ou améliorations locatives des Débitrices au moins sept (7) jours à l'avance. Si ~~la Requêteur~~ aux Débitrices ont déjà quitté les locaux loués, ~~elle~~elles ne seront pas ~~considérée~~considérées occuper ces locaux en attendant la résolution de tout différend qui ~~l'~~les oppose ou qui oppose le Contrôleur au locateur.

[29] ~~31.-~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la Restructuration, ~~la Requêteur peut, sous réserve de l'approbation du~~ Contrôleur ~~ou d'une nouvelle ordonnance du tribunal~~peut, régler les réclamations des clients et des fournisseurs qui sont contestées.

[30] ~~32.-~~ **DÉCLARE** que, conformément à ~~l'alinéa 7(3)c) de~~ la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5, ~~la Requêteur~~ et les dispositions équivalentes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le domaine privé*, RLRQ c. P-39.1, le Contrôleur est ~~autorisée~~autorisé, dans le cadre ~~de la présente instance~~des Procédures sous la LACC, à communiquer des renseignements personnels concernant des individus identifiables qu'~~elle~~il a en sa possession ou qui sont sous sa responsabilité à des parties intéressées ou à des investisseurs, financiers, acheteurs ou ~~associés~~partenaires stratégiques éventuels ainsi qu'à ses conseillers (individuellement, un « **Tiers** »), mais seulement dans la mesure où il est opportun ou nécessaire de le faire pour négocier et mener à bien la Restructuration ou pour préparer et mettre en œuvre le Plan ou une transaction à cette fin, à la condition que les Personnes à qui ces renseignements personnels sont communiqués ~~passent avec la Requêteur~~signent des conventions de confidentialité les obligeant à préserver et à protéger le caractère privé de ces renseignements et à en limiter l'utilisation dans la mesure nécessaire pour mener à bien la transaction ou la Restructuration alors en voie de négociation. Dès qu'ils cessent d'être utilisés aux fins limitées indiquées dans les présentes, les renseignements personnels doivent être retournés ~~à la Requêteur~~aux Débitrices ou détruits. Si un Tiers acquiert des renseignements personnels dans le cadre de la Restructuration ou de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan ou d'une transaction afin de réaliser celle-ci, il pourra continuer à les utiliser d'une manière identique à tous égards à l'utilisation que ~~la Requêteur~~les Débitrices en ~~faisait~~faisaient.

Pouvoirs du Contrôleur 31] ~~33. ORDONNANCE~~ que qu'Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, soit, par les présentes, nommé comme Contrôleur afin de surveiller l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières ~~de la Requérante~~ des Débitrices à titre d'officier de ce ~~tribunal (« Contrôleur »)~~ Tribunal et que le Contrôleur, en plus des pouvoirs et obligations mentionnés à l'article 23 de la LACC et autrement prévus dans la présente Ordonnance (incluant aux paragraphes [26] et [32] des présentes) :

- a) doive, sans délai, i) afficher sur le site Internet du Contrôleur (le « **Site Internet** ») un avis contenant les informations prescrites par la LACC, ii) rendre ~~la présente~~ la présente Ordonnance publique de la manière prescrite par la LACC, iii) envoyer, de la manière prescrite par la LACC, un avis à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 1 000 \$ contre ~~la Requérante~~ les Débitrices, les informant que ~~la présente~~ la présente Ordonnance est disponible publiquement et, iv) préparer une liste des noms et adresses de ces créanciers et le montant estimé de leurs créances respectives et ~~rendre~~ rendre cette liste publique de la manière prescrite, le tout conformément au sous-paragraphe 23(1) (a) de la LACC et des règlements y afférents;
- b) doive ~~superviser~~ surveiller les opérations et affaires financières des Débitrices, incluant, notamment, les recettes et débours ~~de la Requérante~~ des Débitrices;
- c) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, à traiter avec ~~ses~~ leurs créanciers et les autres Personnes intéressées pendant la Période de suspension;
- d) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, à préparer ~~son~~ leur état de l'~~évaluation~~ évolution de l'encaisse et autres projections ou rapports et à élaborer, négocier et mettre en œuvre le Plan;
- e) doive assister et conseiller ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, dans l'examen de ~~ses~~ leurs activités commerciales et dans l'évaluation des possibilités de réduire les coûts et d'accroître les revenus et les efficacies de l'exploitation;
- f) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, relativement à la Restructuration, aux négociations avec ~~ses~~ leurs créanciers et les autres Personnes intéressées et à la tenue et l'organisation de toute assemblée tenue afin d'examiner le Plan et de tenir un vote, le cas échéant;
- g) doive faire rapport au ~~tribunal~~ Tribunal et aux Agents relativement aux activités commerciales et aux affaires financières ~~de la Requérante~~ des Débitrices, ou de tous développements dans la présente instance, ou toutes procédures afférentes, dans les délais prescrits par la LACC, et ce,

à l'intérieur des délais que le Contrôleur considérera appropriés ou que le ~~tribunal~~Tribunal puisse ordonner et qu'il puisse déposer des rapports consolidés pour les Débitrices;

- h) doive aviser le ~~tribunal~~Tribunal et les parties intéressées, incluant mais sans limitation, les Débitrices, les Agents et les créanciers touchés par le Plan, de l'évaluation du Plan par le Contrôleur et de ses recommandations concernant le Plan;
- i) puisse retenir et employer tous agents, conseillers et autres assistants, tel que raisonnablement nécessaire à l'exécution de ~~la~~ présente Ordonnance, y compris, sans limitation, une ou plusieurs entités ayant des liens ou affiliées avec le Contrôleur;
- j) puisse retenir les services ~~de procureurs~~d'avocats dans la mesure où le Contrôleur le juge nécessaire pour exercer ses pouvoirs ou s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la présente instance et de toute instance connexe, en vertu de ~~la~~ présente Ordonnance ou de la LACC;
- k) puisse agir à titre de « représentant étranger » ~~de la Requérente~~des Débitrices ou en toute autre capacité similaire dans le cadre de toutes procédures d'insolvabilité, de faillite ou de restructuration intentées à l'étranger;
- l) puisse donner tout consentement ou toute approbation pouvant être visé par ~~la~~ présente Ordonnance ou la LACC;
- m) puisse détenir et administrer des fonds dans le cadre d'arrangements pris entre les Débitrices, toute contrepartie et le Contrôleur, ou sur ordonnance de ce Tribunal; et
- n) ~~m)~~ puisse assumer toutes autres obligations prévues dans ~~la~~ présente Ordonnance ou la LACC ou exigées par ce ~~tribunal~~Tribunal de temps à autre.

~~À moins d'y être expressément autorisé par le tribunal, le Contrôleur ne doit pas autrement s'ingérer dans l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières de la Requérente, et il n'a pas le pouvoir de prendre possession des Biens, ni de diriger l'exploitation de l'entreprise ou les affaires financières de la Requérente.~~

[32] ORDONNE qu'en plus des pouvoirs énoncés au paragraphe [31] des présentes, le Contrôleur est autorisé, sans y être tenu, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents :

- a) à diriger et à contrôler les affaires financières et les activités des Débitrices et à exercer les activités des Débitrices;

- b) à exécuter des opérations bancaires et autres pour le compte des Débitrices et à signer des documents ou à prendre toute autre mesure qui est nécessaire ou appropriée aux fins de l'exercice de ce pouvoir;
- c) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre de toute procédure devant ce Tribunal ou conformément à une ordonnance de ce Tribunal;
- d) à prendre des mesures pour préserver et protéger les Affaires et les Biens;
- e) à prendre toute mesure que les Débitrices peuvent prendre en vertu de la LACC ou de la présente Ordonnance ;
- f) à conclure des ententes à l'égard des Affaires ou des Biens;
- g) à demander au Tribunal toute ordonnance qui peut être nécessaire ou appropriée pour la vente des Biens à un ou plusieurs acheteur(s) de ceux-ci;
- h) à prendre toute mesure que doivent prendre les Débitrices en vertu de cette Ordonnance ou de toute autre ordonnance du Tribunal;
- i) à exercer, pour le compte des Débitrices, les droits et privilèges dont ces dernières peuvent se prévaloir à titre d'actionnaires, d'associés, de membres ou autre;
- j) à fournir des renseignements aux Agents et aux Prêteurs au sujet des Affaires et des Biens;
- k) à payer avec le consentement des Agents, les montants dus pour les biens ou services effectivement fournis aux Débitrices avant la date de la présente Ordonnance par des fournisseurs, si, de l'avis du Contrôleur, le paiement est essentiel aux activités et aux opérations courantes des Débitrices, tenant compte des obligations de continuer la fourniture de biens et services qui incombent aux fournisseurs en vertu de la LACC et de la présente Ordonnance;
- l) à interroger sous serment toute Personne qui est raisonnablement considérée détenir de l'information au sujet des Débitrices, des Affaires ou des Biens et à ordonner à cette Personne de produire les livres, les registres, la correspondance ou les documents en sa possession ou son contrôle relativement aux Débitrices, aux Affaires ou aux Biens; et
- m) à prendre toute mesure, à conclure toute entente, à signer tout document, à contracter toute obligation ou à prendre toute autre mesure nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnés.

[33] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé et habilité, sans y être tenu, à exploiter et contrôler, pour le compte des Débitrices, tous les comptes existants des Débitrices, tenus auprès de toute institution financière (individuellement, un « **Compte** » et collectivement, les « **Comptes** ») de la manière que le Contrôleur, à sa seule appréciation, juge nécessaire ou approprié, y compris, sans s'y limiter :

- a) exercer un contrôle sur les fonds crédités aux Comptes ou déposés dans ceux-ci;
- b) effectuer tout débours sur les Comptes autorisés par la présente Ordonnance ou toute autre ordonnance accordées dans le cadre des Procédures sous la LACC;
- c) donner des directives à l'égard des Comptes et des fonds qui y sont crédités ou qui y sont déposés, y compris transférer les fonds qui y sont crédités à tout autre compte ou déposés dans tout autre compte comme le Contrôleur peut l'ordonner; et
- d) ajouter ou supprimer des personnes ayant un pouvoir de signature à l'égard d'un Compte ou ordonner la fermeture d'un Compte.

[34] **34.—ORDONNE** que ~~la Requérante~~ les Débitrices et ~~ses~~ leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, ~~vérificateurs~~ auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de ~~la présente~~ Ordonnance collaborent avec le Contrôleur dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Contrôleur l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens ~~et Affaires~~, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents ~~de la Requérante dans le cadre des obligations et responsabilités du Contrôleur en vertu des présentes~~ Débitrices.

[35] **35.—DÉCLARE** que le Contrôleur peut être autorisé à fournir des informations aux créanciers et autres parties intéressées concernées des Débitrices qui en font la demande par écrit au Contrôleur, avec copie ~~au procureur de la Requérante. Le Contrôleur n'engage aucune obligation ni responsabilité à l'égard des informations de cette nature qu'il communique conformément à l'Ordonnance ou à la LACC, sauf tel qu'il est prévu au paragraphe 37~~ aux avocats des présentes Débitrices. Dans le cas d'informations dont ~~la Requérante~~ les Débitrices ont avisé le Contrôleur de la nature confidentielle, exclusive ou concurrentielle, le Contrôleur ne doit communiquer ces informations à aucune Personne sans le consentement ~~de la Requérante~~ des Débitrices, à moins d'autorisation contraire en vertu de la présente Ordonnance ou à moins de directive contraire du ~~tribunal~~ Tribunal.

[36] **36.—DÉCLARE** que si le Contrôleur, en sa qualité de Contrôleur, continue l'exploitation ~~de l'entreprise de la Requérante~~ des Affaires des Débitrices ou continue d'employer les employés ~~de la Requérante, le Contrôleur~~ des Débitrices, bénéficiera des dispositions prévues à l'article 11.8 de la LACC.

[37] **ORDONNE** que ni le Contrôleur ni aucun employé ou mandataire du Contrôleur n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

[38] **37. DÉCLARE** qu'aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le Contrôleur en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que Contrôleur ou de l'exécution des dispositions d'une ordonnance du ~~tribunal~~Tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du ~~tribunal~~Tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept (7) jours au Contrôleur et à ~~son procureur~~ses avocats. Les entités liées au Contrôleur ou appartenant au même groupe ~~qui sont mentionnées à l'alinéa 34i) des présentes~~que lui ont également droit aux protections, sauvegardes, avantages et privilèges conférés au Contrôleur en vertu ~~du présent paragraphe~~de la présente Ordonnance.

[39] **38. ORDONNE** ~~à la Requérante~~aux Débitrices d'acquitter les frais et débours raisonnables du Contrôleur, ~~du procureur~~des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du ~~procureur~~Chef de la ~~Requérante et des autres conseillers directement liés à la présente instance, au Plan et à la restructuration~~dans la mesure où ils sont reliés aux présentes Procédures sous la Restructuration LACC, qu'ils aient été engagés avant ou après la date de ~~la présente~~Ordonnance, et de verser à l'avance à chacun d'eux une provision raisonnable pour ces frais et débours sur demande à cet effet.

[40] **39. DÉCLARE** ~~que, qu'en~~ garantie des frais et déboursés professionnels du Contrôleur, des ~~procureurs~~avocats du Contrôleur, ~~s'il y en a, des procureurs de la Requérante et des conseillers respectifs~~des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du ~~Contrôleur et~~Chef de la ~~Requérante~~restructuration (tel que défini ci-après) encourus tant avant qu'après la date de l'Ordonnance ~~à l'égard de la présente instance, du Plan et de la Restructuration initiale en lien avec les présentes Procédures sous la LACC~~, ceux-ci bénéficient de et se voient, par les présentes, octroyer une charge ~~et~~, une sûreté et une hypothèque sur les Biens, jusqu'à concurrence d'un montant total de ●225 000 \$ (la « **Charge d'administration** »), suivant la priorité établie ~~aux paragraphes 40 et 41~~au paragraphe [54] des présentes;

Nomination du Chef de la restructuration

[41] **ORDONNE** que RC Benson Consulting Inc (« **RC Benson** ») soit nommé, par les présentes, comme chef de la restructuration des Débitrices (le « **Chef de la restructuration** ») dans le cadre des Procédures sous la LACC.

[42] **ORDONNE** que la lettre d'engagement du Chef de la restructuration (Pièce R-14, sous scellé) au soutien de la Requête (la « **Lettre d'engagement du Chef de la restructuration** ») soit approuvée et **AUTORISE** le Chef de la restructuration à accomplir son mandat conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration.

[43] **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Chef de la restructuration dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Chef de la restructuration l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.

[44] **ORDONNE** que ni le Chef de la restructuration, ni aucun employé ou mandataire du Chef de la restructuration n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

Charge d'indemnisation

[45] **ORDONNE** que les Débitrices indemnisent le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leur qualité respective de Contrôleur, de dirigeants des Débitrices ou de Chef de la restructuration, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de leur part.

[46] **DÉCLARE** que le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices ainsi que le Chef de la restructuration bénéficient et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens jusqu'à concurrence d'un montant total de 150 000 \$ (la « **Charge d'indemnisation** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe [45] des présentes à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge d'indemnisation aura la priorité établie au paragraphe [54] des présentes.

[47] **ORDONNE** que malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable en faveur des Débitrices faisant valoir le contraire, a) aucun assureur des Débitrices ne sera subrogé à la Charge d'indemnisation ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration bénéficieront uniquement de la Charge d'indemnisation dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance permettant leur indemnisation à l'égard réclamations énoncées au paragraphe [45] des présentes, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que le Contrôleur, les dirigeants et le Chef de la restructuration sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe [45] des présentes.

Avances temporaires et Charge des avances temporaires

[48] **ORDONNE** que le Contrôleur est autorisé à emprunter, auprès des Prêteurs, toute somme d'argent, à même les Liquidités excédentaires (telles que définies

dans la Demande) transférées dans le Compte Desjardins, que le Contrôleur peut juger nécessaire ou souhaitable, à la condition que le montant de capital impayé n'excède pas le montant de 1 000 000 \$, ou tout autre montant supérieur que la Cour pourra autoriser, le cas échéant, dans le cadre d'une ordonnance ultérieure (collectivement, les « **Avances temporaires** » et chacune une « **Avance temporaire** »), et ce, à tout moment et aux taux d'intérêt qu'il juge indiqués, dans le but de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que l'exercice des pouvoirs et des obligations que la présente ordonnance lui confère, y compris les dépenses provisoires.

[49] **ORDONNE** que tous les Biens des Débitrices soient, par les présentes, grevés d'une charge, d'une sûreté et d'une hypothèque jusqu'à concurrence d'un montant total de 1 200 000 \$ (la « **Charge des avances temporaires** ») en faveur des Prêteurs à titre de garantie pour toutes les obligations des Débitrices envers les Prêteurs relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts et autres frais) et qui découlent ou se rapporte aux Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura la priorité établie au paragraphe [54] des présentes.

[50] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra délivrer des certificats, dont la forme est substantiellement conforme au modèle joint aux présentes en tant qu'**ANNEXE « A »** (chacun, le « **Certificat du Contrôleur** ») pour tout montant que le Contrôleur emprunte conformément à la présente Ordonnance.

[51] **ORDONNE** que tout montant emprunté par le Contrôleur conformément à la présente ordonnance (ou à toute ordonnance ultérieure de cette Cour), de même que de même que tous les Certificats du Contrôleur attestant de ces emprunts ou d'une partie quelconque de ces dernières, ont égalité de rang, à moins d'accord contraire des détenteurs de tout Certificat du Contrôleur délivré antérieurement.

[52] **DÉCLARE** que les Agents, agissant pour le bénéfice des Prêteurs, pourront :

a) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, prendre de temps à autres, toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge des Avances temporaire dans toutes les juridictions qu'ils jugent appropriées;

b) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, refuser d'effectuer toute avance au Contrôleur dans la mesure où ils le jugent approprié;

[53] **ORDONNE** que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce Tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes [48] à [52] des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la demande en vue de ladite ordonnance soit signifié aux Débitrices, aux procureurs des Débitrices, au Contrôleur, aux procureurs du Contrôleur et aux procureurs des Agents par la partie qui la présente au moins

sept (7) jours avant la présentation de cette Demande au Tribunal ou b) que les Débitrices y consentent.

Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC

[54] ~~40.~~ **DÉCLARE** que les priorités, l'une par rapport à l'autre, entre la Charge ~~du Prêteur temporaire, la Charge~~ d'administration, la Charge d'indemnisation et la Charge des ~~Administrateurs~~ avances temporaires (collectivement, les « Charges en vertu de la LACC »); en ce qui concerne les Biens auxquels elles s'appliquent, sont les suivantes :

- a) premièrement, la Charge d'administration;
- b) deuxièmement, la Charge ~~des Administrateurs~~ d'indemnisation; et
- c) troisièmement, la Charge ~~du Prêteur temporaire; et~~ des avances temporaires.
- d) ~~quatrièmement, •~~

[55] ~~41.~~ **DÉCLARE** que chacune des Charges en vertu de la LACC est de rang supérieur et prioritaire à celui de tous autres hypothèques, gages, sûretés, priorités, charges ou garanties de quelque nature que ce soit (collectivement, « **Sûretés** ») grevant l'un ou l'autre des Biens affectés par ces ~~Charges~~ Sûretés, y compris les fiducies présumées.

[56] ~~42.~~ **ORDONNE** ~~que, qu'à~~ moins de disposition expresse contraire des présentes, ~~la Requérante n'accorde~~ les Débitrices ne pourront pas accorder de Sûretés à l'égard d'un Bien de rang supérieur ou égal à celui des Charges en vertu de la LACC, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Contrôleur et l'approbation préalable du ~~tribunal~~ Tribunal.

[57] ~~43.~~ **DÉCLARE** que ~~chacune des~~ les Charges en vertu de la LACC ~~grève~~ grèvent, à l'Heure de prise d'effet, tous les Biens actuels et futurs ~~de la Requérante~~ des Débitrices, malgré toute exigence d'obtenir le consentement d'une partie à ~~une telle charge~~ de telles charges ou de se conformer à une condition préalable.

[58] ~~44.~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC et les droits et recours des bénéficiaires de ces Charges en vertu de la LACC, ~~selon le cas,~~ sont valides et exécutoires et ne sont pas autrement limités ou compromis de quelque manière que ce soit du fait : i) de la présente instance et de la déclaration d'insolvabilité qui y est faite; ii) qu'une requête en vue d'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite a été déposée à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices en vertu de la LFI, qu'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite a été rendue par suite d'une telle requête ou qu'une cession de biens a été faite ou est réputée avoir été faite à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices, ou iii) que des clauses restrictives, des interdictions ou d'autres stipulations semblables relatives à des emprunts, à des dettes contractées ou à des Sûretés se retrouvent dans une entente, un bail, un contrat

de sous-location, une offre de location ou un autre arrangement liant les Débitrices (la ~~Requérante~~ (« **Convention avec un tiers** ») et, nonobstant toute disposition contraire d'une Convention de tiers :

- a) la constitution des Charges en vertu de la LACC n'entraîne pas et n'est pas réputée constituer un manquement de la part ~~de la Requérante~~ des Débitrices à une Convention avec un tiers à laquelle ~~elle est partie~~ elles sont parties; et
- b) les bénéficiaires des Charges en vertu de la LACC n'engagent de responsabilité envers toute Personne, quelle qu'elle soit, par suite d'un manquement à une Convention avec un tiers occasionné par la constitution des Charges en vertu de la LACC ou découlant de celles-ci.

[59] ~~45.~~ **DÉCLARE** que nonobstant : i) la présente instance et toute déclaration d'insolvabilité qui y est faite, ii) toute requête en vue d'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite déposée à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices conformément à la LFI et toute ordonnance de ~~séquestre~~ faillite y faisant droit ou toute cession de biens visant ~~la Requérante~~ les Débitrices qui est faite ou réputée avoir été faite, et iii) toute loi fédérale ou provinciale, les paiements ou dispositions de biens faits par ~~la Requérante~~ les Débitrices conformément à ~~l'~~ la présente Ordonnance et l'octroi des Charges en vertu de la LACC ne constituent et ne constitueront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des transferts frauduleux, des opérations sous-évaluées ou d'autres transactions contestables ou révisables ou des actes donnant lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable.

[60] ~~46.~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires à l'encontre de tous les Biens ~~de la Requérante~~ des Débitrices et de toutes les Personnes, y compris tout syndic de faillite, séquestre, séquestre-gérant ou séquestre intérimaire ~~de la Requérante~~ des Débitrices, et ce, à toute fin.

« Audition de retour »

[61] **DÉCLARE** que toute Personne intéressée peut présenter une demande au Tribunal afin de faire modifier ou annuler la présente Ordonnance ou d'obtenir un autre redressement lors de l' « *audition de retour* » en lien avec la Demande, pour l'émission d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance approuvant un processus de sollicitation d'investissement et de vente, qui se tiendra le lieu le [23] août 2023 à [9h], en présentiel ou de façon virtuelle, selon ce qui aura été déterminé par le Tribunal .

Dispositions générales

[62] ~~47.~~ **ORDONNE** qu'aucune Personne n'intente, ne continue ou ne fasse exécuter de Procédures à l'encontre de l'un ou l'autre des Administrateurs, employés, ~~procureurs~~ avocats ou conseillers financiers ~~de la Requérante~~ des Débitrices, des Agents ou des autres Prêteurs ou du Contrôleur, en relation avec Procédures

sous la LACC, les Affaires ou les Biens ~~de la Requérante~~ des Débitrices, sans avoir d'abord obtenu la permission préalable du ~~tribunal~~ Tribunal, moyennant un préavis écrit de cinq (5) jours ~~au procureur de la Requérante et à tous ceux~~ aux avocats des parties concernées qui sont mentionnés au présent paragraphe qu'il est proposé de nommer dans ces Procédures;

[63] ~~48.~~ **DÉCLARE** que ~~la présente~~ Ordonnance et la procédure et ~~affidavits y menant~~ la déclaration sous serment y ayant donné ouverture, ne constituent pas, en elles-mêmes, un défaut ~~de la Requérante~~ des Débitrices ou une omission de ~~sa~~ leur part de se conformer à une loi, un règlement, une licence, un permis, un contrat, une permission, une promesse, une convention, un engagement ou quelque autre écrit ou exigence.

[64] ~~49.~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, ~~la Requérante~~ les Débitrices et le Contrôleur sont libres de signifier tout avis, formulaire de preuve de réclamation, procuration, note d'information, procédure ou autre document se rapportant à la présente instance, en envoyant une copie par courrier ordinaire, port payé, par messagerie, par livraison en mains propres ou par transmission électronique aux Personnes ou autres parties concernées à leur dernière adresse respective donnée figurant dans les registres ~~de la Requérante~~ des Débitrices; le document ainsi signifié est réputé avoir été reçu à la date de livraison, s'il s'agit d'une livraison en mains propres ou d'une transmission électronique, le jour ouvrable suivant, s'il est livré par messagerie, ou trois (3) jours ouvrables suivant sa mise à la poste, s'il est envoyé par courrier ordinaire.

[65] ~~50.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérante~~ les Débitrices, le Contrôleur et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant ~~par courrier électronique un document PDF ou une autre forme de copie électronique de~~ ces ~~de tels~~ documents par courriel aux adresses ~~électroniques~~ courriel des ~~procureurs, à la condition qu'elle livre dès que possible des « copies papier » de~~ ces documents à toute partie qui en fait la demande avocats.

[66] ~~51.~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, de la LACC ou d'une ordonnance du ~~tribunal~~ Tribunal, il n'est pas nécessaire de signifier ~~aucun~~ quelque document, ordonnance, ni autre ~~élément~~ document que ce soit à une Personne à l'égard de la présente instance, à moins que cette Personne n'ait signifié un avis de comparution aux ~~procureurs de la Requérante et~~ des avocats des Débitrices ainsi qu'au Contrôleur et à ses avocats et ne l'ait déposé au ~~tribunal~~ Tribunal ou qu'elle apparaisse sur la ~~liste~~ Liste de ~~signification préparée par le Contrôleur ou ses procureurs~~ distribution, à moins que l'ordonnance recherchée ne vise une Personne non encore impliquée dans la présente instance.

[67] **DÉCLARE** que les Pièces [R-8, R-9 et R-14] au soutien de la Demande soient gardées confidentielles et sous scellé jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure du Tribunal à l'effet contraire soit émise.

[68] ~~52.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérante ou~~ le Contrôleur ~~peuvent~~peut, de temps à autre, présenter une demande au ~~tribunal~~Tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de ~~leurs~~ses pouvoirs, obligations et droits ~~respectifs~~ en vertu des présentes ou concernant l'exécution appropriée de ~~l'~~la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis ~~à l'autre partie~~aux autres parties.

~~53. DÉCLARE que toute Personne intéressée peut présenter une demande au tribunal afin de faire modifier ou annuler l'Ordonnance ou d'obtenir un autre redressement moyennant un préavis de cinq (5) jours à la Requérante, au Contrôleur et à toute autre partie susceptible d'être affectée par l'ordonnance demandée ou moyennant tout autre préavis, s'il en est, que le tribunal pourra ordonner, une telle demande ou requête devra être déposée durant la Période de Suspension découlant de l'Ordonnance à moins d'ordonnance contraire du tribunal.~~

[69] ~~54.~~ **DÉCLARE** que ~~l'~~la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et ~~effectives~~en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

[70] ~~55.~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur, ~~moyennant le consentement préalable de la Requérante,~~ est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de ~~l'~~la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du ~~tribunal et les complétant~~Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur ~~sera le~~pourra agir à titre de représentant étranger ~~de la Requérante~~des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.

[71] ~~56.~~ **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au ~~tribunal~~Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de ~~l'~~la présente Ordonnance

[72] **DÉCLARE** que, aux fins de toute demande auprès d'une autorité étrangère, le lieu du centre d'intérêt principal des Débitrices (« *center of main interest* ») se trouve dans la province de Québec, Canada.

L'HONORABLE MARC PARADIS J.C.S.

ANNEXE « A »

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

N° DU CERTIFICAT : [●]

MONTANT : [●] \$

1. LA PRÉSENTE ATTESTE que Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, agissant à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») nommé par la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « **Cour** ») à l'égard de Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), conformément à une ordonnance rendue par la Cour le [15 août 2023] (telle qu'amendée et/ou reformulée, de temps à autres, l'« **Ordonnance initiale** ») dans le dossier de Cour portant le numéro [●], atteste par les présentes avoir reçu des détenteurs du présent certificat (les « **Prêteurs** ») une avance temporaire (l'« **Avance temporaire** ») d'un montant en capital de [●] \$, le tout conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance initiale.
2. L'honorable _____ Avance temporaire, attestée par le présent certificat (le « **Certificat** »), est payable sur demande par les Prêteurs, avec les intérêts y afférents calculés et composés mensuellement et non à l'avance, le [●] jour de chaque mois, après la date des présentes, à un taux annuel égal à [●] % de plus que le taux d'intérêt préférentiel de la Banque du Canada en vigueur au moment où l'Avance temporaire est effectuée.
3. Tous les montants dus aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire, telle qu'attestée par le présent certificat, sont garantis par la « **Charge des avances temporaires** », telle qu'ordonnée par la Cour aux termes de l'Ordonnance initiale.
4. Tant que les sommes dues aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire attestée par le présent Certificat n'auront pas été remboursées aux Prêteurs, aucune autre charge ou sûreté de rang supérieur ne pourra être accordé à l'égard des biens des Débitrices, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable des Prêteurs.
5. Le Contrôleur agit aux termes des présentes comme Contrôleur des Débitrices, et non à titre personnel, et par conséquent, n'engage aucunement sa responsabilité personnelle en lien avec le présente Certificat.

[La page signature suit]

FAIT le [●]. jour de [●], 2023.

Ernst & Young Inc., syndic autorisé en
insolvabilité, uniquement en sa qualité de
Contrôleur des Débitrices, et non en sa qualité
personnelle.

Par :

Nom : [●].

Titre : [●].

Document comparison by Workshare Compare on lundi, août 14, 2023 16:11:28

Input:	
Document 1 ID	file:///C:/Users/fatoupin/Downloads/frm-ordonnanceinitiale_mai2014 (2).doc
Description	frm-ordonnanceinitiale_mai2014 (2)
Document 2 ID	iManage:///mccarthytravail-mobility-ca.imanage.work/mtdocs/48518411/3
Description	#48518411v3<mccarthytravail-mobility-ca.imanage.work>- Ideal Protein - R-1 - Projet d'ordonnance initiale(117673050.9)
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	628
Deletions	419
Moved from	28
Moved to	28
Style changes	0
Format changes	0
Total changes	1103

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

Nº: 200-11-[●]

DATE : [●] août 2023

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, L.R.C. 1985, CH. C-36 :**

LABORATOIRES C.O.P INC.

9327-9269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE AMENDÉE ET REFORMULÉE

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* présentée par Laboratoire C.O.P. inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle

qu'amendée (la « **LACC** »), des pièces et de la déclaration sous serment de Randy Benson déposées au soutien de celle-ci (la « **Demande** »), du consentement d'Ernst & Young Inc. à agir à titre de contrôleur des Débitrices (« **EY** » ou le « **Contrôleur** »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du [●] août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices, se fondant sur les représentations des avocats et ayant été avisé que toutes les parties intéressées, incluant les créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par les charges constituées en vertu de la présente ordonnance ont été avisés au préalable de la présentation de la Demande;

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT l'ordonnance initiale émise par ce Tribunal à l'issue de l'audience tenue le 15 août 2023 (l'« **Ordonnance initiale** »);

CONSIDÉRANT qu'il est approprié, notamment, de rendre une ordonnance initiale amendée et reformulée en vertu de la LACC prévoyant, notamment, la prolongation de la période de suspension de toutes les procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs actifs (incluant toutes procédures visant la revendication de ces derniers);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] **ACCORDE** la Demande.

[2] **REND** la présente ordonnance en vertu de la LACC (l'« **Ordonnance**»), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- Notification
- Application de la LACC
- Heure de prise d'effet
- Consolidation procédurale
- Plan d'arrangement
- Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens
- Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices
- Possession des Biens et exercice des activités
- Non-exercice des droits ou actions en justice
- Non-interférence avec les droits
- Continuation des services
- Non-dérogation aux droits
- Les Prêteurs sont des créanciers non visés
- Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires
- Restructuration
- Pouvoirs du Contrôleur
- Nomination du Chef de la restructuration
- Charge d'indemnisation
- Avances temporaires et Charge des avances temporaires
- Plan de rétention et Charge des employés

- Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC
- Procédures
- Dispositions générales

Notification

- [3] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;
- [4] **DÉCLARE** qu'un avis préalable suffisant de la présentation de la Demande a été donné aux parties intéressées, y compris aux créanciers garantis susceptibles d'être affectés par les charges constituées en vertu de la présente Ordonnance;
- [5] **PERMET** la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Application de la LACC

- [6] **DÉCLARE** que les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique.

Heure de prise d'effet

- [7] **DÉCLARE** que cette Ordonnance et toutes ses dispositions prennent effet à compter de 00 h 01 heure de Québec, province de Québec, à la date de cette Ordonnance (l'« **Heure de prise d'effet** »).

Consolidation procédurale

- [8] **ORDONNE** la consolidation des présentes procédures initiées à l'égard des Débitrices en vertu de la LACC (les « **Procédures sous la LACC** ») sous un seul numéro de dossier, soit le no 200-11-[●].
- [9] **ORDONNE** que toutes les demandes, requêtes et autres procédures et documents en lien avec les Procédures sous la LACC seront dorénavant déposées sous le numéro de dossier no 200-11-[●].
- [10] **DÉCLARE** que la consolidation des Procédures sous la LACC ordonnée aux présentes ne sera qu'à des fins administratives et n'aura pas pour effet de consolider les actifs et les biens ou les dettes et obligations de chacune des Débitrices, y compris, mais sans s'y limiter, aux fins d'un Plan (tel défini ci-après) qui pourrait être mis en œuvre.

Plan d'arrangement

- [11] **DÉCLARE** que le Contrôleur a l'autorité requise afin de déposer, au nom des Débitrices, auprès du Tribunal et de présenter un ou plusieurs plans de

transaction ou d'arrangement à l'égard des Débitrices (collectivement, le « **Plan** ») conformément aux dispositions de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens

- [12] **ORDONNE** que, jusqu'au **[6]** octobre 2023 inclusivement ou à une date ultérieure que le Tribunal pourra fixer (la « **Période de suspension** »), aucune procédure ni aucune mesure d'exécution devant toute cour ou tout tribunal, incluant sans limitation, toute action, demande, procédure d'arbitrage, poursuites, droit d'exécution, droit de résiliation extrajudiciaire, droit de compensation entre des réclamations mutuelles nées, respectivement, avant et après la date de l'Ordonnance initiale, droit de saisie, droit d'exécution (collectivement les « **Procédures** »), ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui affecte les affaires, l'exploitation et les activités commerciales des Débitrices (les « **Affaires** ») ou les Biens (tels que définis ci-après), incluant tel qu'ordonné au paragraphe [17] des présentes, sauf avec la permission de ce Tribunal. Toutes les Procédures déjà introduites à l'encontre des Débitrices ou affectant les Affaires ou les Biens sont suspendues jusqu'à ce que le Tribunal en autorise la continuation, le tout sous réserve des dispositions de l'article 11.1 de la LACC.
- [13] **ORDONNE** que les droits de Sa Majesté du Chef du Canada et de Sa Majesté du Chef d'une province soient suspendus selon les termes et conditions de l'article 11.09 de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices

- [14] **ORDONNE** qu'au cours de la Période de suspension et sauf tel que permis en vertu de l'article 11.03(2) LACC, aucune Procédure ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre de tout ancien, présent ou futur administrateur ou dirigeant des Débitrices, ni à l'encontre de toute personne réputée être un administrateur ou un dirigeant des Débitrices en vertu de l'alinéa 11.03(3) de la LACC (chacun, un « **Administrateur** » et collectivement, les « **Administrateurs** ») concernant toute réclamation à l'encontre d'un Administrateur intentée avant l'Heure de prise d'effet et portant sur toute obligation des Débitrices lorsqu'il est allégué que l'un ou l'autre des Administrateurs est, en vertu de toute loi, tenu, en cette qualité, au paiement de cette obligation.

Possession de Biens et exercice des activités

- [15] **ORDONNE** que, sous réserve des droits et pouvoirs accordés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance, les Débitrices demeurent en possession et conservent le contrôle de leurs éléments d'actif, droits, entreprises et propriétés, présents et futurs, de quelque nature ou sorte, et en quelque lieu qu'ils se trouvent, incluant toutes recettes qui en résultent (collectivement, les « **Biens** »), le tout conformément aux termes et conditions de cette Ordonnance.

[16] **ORDONNE** que sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance et de la LACC, et, dans tous les cas, avec le consentement du Contrôleur (et en consultation avec les Agents), les Débitrices pourront payer, sans en avoir l'obligation, toutes les dépenses raisonnables engagées par les Débitrices pour l'exploitation de leur entreprise respective dans le cours normal des affaires suivant l'émission de la présente Ordonnance, et dans l'exécution des dispositions de cette Ordonnance, lesquelles dépenses pourront comprendre, notamment :

- a) toutes les dépenses et les dépenses en capital raisonnablement nécessaires à la préservation des Biens ou des Affaires; et
- b) le paiement des biens ou des services effectivement fournis aux Débitrices après la date de la présente Ordonnance.

Non-exercice des droits ou actions en justice

[17] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve notamment de l'article 11.1 de la LACC, tout droit ou action en justice (incluant tout droit de résolution ou revendication) de tout individu, personne, firme, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, fiducie, société en participation, association, organisation, organisme gouvernemental ou agence, ou de toute autre entité (collectivement, les « **Personnes** » et individuellement, la « **Personne** ») à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui a un impact sur les Affaires, les Biens ou sur toute partie des Affaires ou des Biens, soit par les présentes mis en sursis et suspendu, à moins d'une permission octroyée par ce Tribunal.

[18] **DÉCLARE** que si des droits, obligations, délais ou périodes de prescription, notamment sans s'y limiter, pour le dépôt de griefs, se rapportant aux Débitrices, aux Biens ou aux Affaires, expirent (sauf en vertu des stipulations de tout contrat, entente ou arrangement de quelque nature que ce soit), la durée de ces droits ou obligations, délai de prescription ou autre délai sera, par les présentes, réputée prolongée d'une durée égale à la Période de suspension. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si les Débitrices font faillite ou si un séquestre est nommé au sens de l'article 243(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)* (la « **LFI** ») à l'égard des Débitrices, il ne sera pas tenu compte, quant aux Débitrices, de la période s'étant écoulée entre la date de l'Ordonnance initiale et le jour de la fin de la Période de suspension dans la computation de la période de trente (30) jours prévue à l'article 81.1 de la LFI.

Non-interférence avec les droits

[19] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension, aucune Personne ne sera en droit d'interrompre, de faire défaut d'honorer, de changer, d'interférer avec, de répudier, de résilier, de mettre fin à, ou de cesser d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur des Débitrices ou

détenus par celles-ci, à moins du consentement écrit du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du Tribunal.

Continuation des services

- [20] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve du paragraphe [23] des présentes et de l'article 11.01 de la LACC, toute Personne ayant des ententes verbales ou écrites avec les Débitrices ou des mandats statutaires ou réglementaires pour la fourniture de produits ou services, incluant mais sans limitation, pour tout logiciel informatique, services de traitement de données, services bancaires centralisés, services de paye, assurances, transport, services utilitaires ou autres produits et services rendus disponibles aux Débitrices sera, par les présentes, empêchée, jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue par le Tribunal, d'interrompre, de faire défaut de renouveler selon les mêmes modalités et conditions, de changer, d'interférer avec, de cesser de fournir, d'assujettir au paiement d'une créance antérieure à la date de l'Ordonnance initiale, la poursuite de la fourniture de produits ou services, ou, selon le cas, d'interrompre, de retarder ou d'arrêter le transit ou la fourniture de tels produits ou services qui peuvent être requis par les Débitrices, et que les Débitrices aient le droit d'usage continu de ses locaux actuels, numéros de téléphone, numéros de télécopieur, adresses Internet, noms de domaines Internet ou autres services, tant que dans chaque cas, les prix normaux ou charges pour tous ces produits ou services reçus après la date de l'Ordonnance initiale soient payés par les Débitrices, sans qu'elles n'aient à fournir de dépôt de garantie ou toute autre sûreté, conformément aux normes usuelles de paiement des Débitrices ou autres pratiques acceptées par le fournisseur de produits ou services et par les Débitrices, selon le cas, avec le consentement du Contrôleur ou tel qu'ordonné par le Tribunal.
- [21] **ORDONNE** que, nonobstant toute stipulation contenue aux présentes et sous réserve de l'article 11.01 de la LACC, aucune Personne ne soit empêchée de demander le paiement immédiat pour des produits, services, l'usage de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou autre contrepartie de valeur octroyée aux Débitrices à compter de la date de l'Ordonnance initiale et, par ailleurs, qu'aucune Personne ne soit tenue d'effectuer d'autres avances monétaires ou fournir du crédit aux Débitrices.
- [22] **ORDONNE** que, sans restreindre la généralité de ce qui précède et sous réserve de l'article 21 de la LACC et du paragraphe [25] de la présente Ordonnance, les espèces ou les équivalents d'espèces déposés par les Débitrices auprès de toute Personne, à compter de la Période de suspension, que ce soit dans un compte d'exploitation ou dans un autre compte, pour elle-même ou pour une autre entité, ne puissent être utilisés par cette Personne afin de réduire ou rembourser les sommes dues à la date de l'Ordonnance initiale afin de régler des intérêts ou charges y afférents. Toutefois, la présente disposition n'empêche pas une institution financière : i) de se rembourser du montant de tout chèque tiré par les Débitrices et dûment honoré par cette institution, ni (ii) de retenir le

montant de tout chèque ou autre effet déposé au compte des Débitrices jusqu'à ce qu'il ait été honoré par l'institution financière sur laquelle il a été tiré.

Non-dérogation aux droits

- [23] **ORDONNE** que, nonobstant ce qui précède, toute Personne ayant fourni quelconque lettre de crédit, cautionnement, garantie ou obligation (la « **Partie émettrice** ») à la demande des Débitrices, soit tenue de continuer à honorer ces lettres de crédit, cautionnements, garanties et obligations émis à la date de la l'Ordonnance initiale ou antérieurement pourvu que toutes les conditions y prévues soient remplies, à l'exception des défauts pouvant résulter de la présente Ordonnance. Toutefois, la Partie émettrice a le droit, le cas échéant, de retenir les connaissements, bordereaux d'expédition ou autres documents s'y rapportant jusqu'à paiement.

Les Prêteurs sont des créanciers non visés

- [24] **ORDONNE** que nonobstant toute autre disposition contenue à la présente Ordonnance, Banque de Montréal (« **BMO** ») et Fédération des Caisses Desjardins (« **Desjardins** », collectivement avec BMO, les « **Agents** »), ainsi que les autres prêteurs (les « **Prêteurs** ») parties à la Convention de crédit conclue avec les Débitrices en date du 30 septembre 2015 et amendée de temps à autre, seront des créanciers non visés dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que dans le cadre de tout Plan pouvant être déposé dans le contexte de ces procédures, et leurs réclamations à l'égard des Débitrices, incluant en lien avec toute Avance temporaire effectuée en faveur du Contrôleur en conformité avec la présente Ordonnance (ou toute ordonnance ultérieure de cette Cour), ne pourront pas faire l'objet de transaction ou de compromis à moins de leur consentement exprès.

Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires

- [25] **AUTORISE** *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices et sous le contrôle exclusif du Contrôleur (le « **Compte Desjardins** »).
- [26] **AUTORISE** le Contrôleur à procéder à une distribution aux Prêteurs, sous réserve de l'obtention d'une opinion juridique favorable quant à la validité des sûretés des Prêteurs, de la balance des Liquidités excédentaires détenues dans le Compte Desjardins, déduction faites des montants des Avances temporaires permises par la Cour conformément à la présente Ordonnance.

Restructuration

- [27] **DÉCLARE** que, pour faciliter la restructuration ordonnée de activités commerciales et des affaires financières des Débitrices (la « **Restructuration** »), les Débitrices, sous réserve de l'approbation du Contrôleur, ou le Contrôleur,

agissant pour et au nom des Débitrices, ont le droit de faire ce qui suit, sous réserve des exigences imposées par la LACC et, dans tous les cas en consultation avec les Agents:

- a) cesser, rationaliser ou interrompre l'une des exploitations ou fermer l'un des établissements des Débitrices, temporairement ou en permanence, selon ce qu'il jugera approprié, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant;
- b) entreprendre toutes démarches de financement ou de refinancement, de mise en vente, de transfert, de cession, ou de toute autre méthode d'aliénation des Affaires ou des Biens, entièrement ou en partie, sous réserve d'une nouvelle ordonnance du Tribunal, des articles 11.3 et 36 de la LACC et sous réserve du paragraphe [27]c);
- c) procéder, sans autorisation préalable de la Cour, à la vente, le transfert, la cession, la location ou à toute autre aliénation des Biens, en dehors du cours normal des affaires, entièrement ou en partie, pourvu que le prix dans chaque cas n'excède pas 100 000 \$ ou 1 000 000 \$ dans l'ensemble;
- d) licencier ou mettre à pied, temporairement ou en permanence, les employés des Débitrices, selon ce qu'il juge approprié et, si les indemnités de préavis ou de cessation d'emploi ou autres montants à cet égard ne sont pas payés dans le cours normal des affaires, conclure une entente à cet effet aux conditions auxquelles le Contrôleur, le cas échéant, et l'employé auront convenu ou, à défaut d'une telle entente, en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer;
- e) sous réserve de l'article 32 de la LACC, répudier ou résilier toute entente, contrat ou arrangement de quelque nature que ce soit, avec tout avis de non-responsabilité ou résiliation pouvant être convenu entre le Contrôleur et la partie concernée ou, à défaut, établir une provision à cette fin, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer; et
- f) sous réserve de l'article 11.3 de la LACC, céder tous droits et obligations des Débitrices.

[28] **DÉCLARE** que si un préavis de résiliation est donné à un locateur de l'une ou l'autre des Débitrices en vertu de l'article 32 de la LACC et du sous-paragraphe [27]e) de l'Ordonnance, alors a) lors de la période de préavis précédant la prise d'effet de l'avis de non-responsabilité ou de la résiliation, le locateur peut montrer les locaux loués en question à d'éventuels locataires durant les heures normales de bureau en donnant au Contrôleur un préavis écrit de 24 heures et b) au moment de prise d'effet de l'avis de résiliation, le locateur peut en prendre possession sans pour autant renoncer à ses droits ou recours contre la ou les

Débitrices concernées, rien dans les présentes relevant le locateur de son obligation de minimiser les dommages réclamés en raison de telle résiliation, le cas échéant;

- [29] **ORDONNE** que le Contrôleur donne au locateur concerné un préavis de son intention de retirer tous biens attachés, tous biens fixes, toutes installations ou améliorations locatives des Débitrices au moins sept (7) jours à l'avance. Si les Débitrices ont déjà quitté les locaux loués, elles ne seront pas considérées occuper ces locaux en attendant la résolution de tout différend qui les oppose ou qui oppose le Contrôleur au locateur.
- [30] **DÉCLARE** que, pour faciliter la Restructuration, le Contrôleur peut régler les réclamations des clients et des fournisseurs qui sont contestées.
- [31] **DÉCLARE** que, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5 et les dispositions équivalentes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le domaine privé*, RLRQ c. P-39.1, le Contrôleur est autorisé, dans le cadre des Procédures sous la LACC, à communiquer des renseignements personnels concernant des individus identifiables qu'il a en sa possession ou qui sont sous sa responsabilité à des parties intéressées ou à des investisseurs, financiers, acheteurs ou partenaires stratégiques éventuels ainsi qu'à ses conseillers (individuellement, un « **Tiers** »), mais seulement dans la mesure où il est opportun ou nécessaire de le faire pour négocier et mener à bien la Restructuration ou pour préparer et mettre en œuvre le Plan ou une transaction à cette fin, à la condition que les Personnes à qui ces renseignements personnels sont communiqués signent des conventions de confidentialité les obligeant à préserver et à protéger le caractère privé de ces renseignements et à en limiter l'utilisation dans la mesure nécessaire pour mener à bien la transaction ou la Restructuration alors en voie de négociation. Dès qu'ils cessent d'être utilisés aux fins limitées indiquées dans les présentes, les renseignements personnels doivent être retournés aux Débitrices ou détruits. Si un Tiers acquiert des renseignements personnels dans le cadre de la Restructuration ou de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan ou d'une transaction afin de réaliser celle-ci, il pourra continuer à les utiliser d'une manière identique à tous égards à l'utilisation que les Débitrices en faisaient.

Pouvoirs du Contrôleur

- [32] **CONFIRME** et **RATIFIE**, par les présentes, la nomination de Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, à titre de Contrôleur afin de surveiller l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières des Débitrices à titre d'officier de ce Tribunal et que le Contrôleur, en plus des pouvoirs et obligations mentionnés à l'article 23 de la LACC et autrement prévus dans la présente Ordonnance (incluant aux paragraphes [27] et [33] des présentes):
- a) doive, sans délai, i) afficher sur le site Internet du Contrôleur (le « **Site Internet** ») un avis contenant les informations prescrites par la LACC,

ii) rendre la présente Ordonnance publique de la manière prescrite par la LACC, iii) envoyer, de la manière prescrite par la LACC, un avis à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 1 000 \$ contre les Débitrices, les informant que la présente Ordonnance est disponible publiquement et, iv) préparer une liste des noms et adresses de ces créanciers et le montant estimé de leurs créances respectives et rendre cette liste publique de la manière prescrite, le tout conformément au sous-paragraphe 23(1) (a) de la LACC et des règlements y afférents;

- b) doive surveiller les opérations et affaires financières des Débitrices, incluant, notamment, les recettes et débours des Débitrices;
- c) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à traiter avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées pendant la Période de suspension;
- d) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à préparer leur état de l'évolution de l'encaisse et autres projections ou rapports et à élaborer, négocier et mettre en œuvre le Plan;
- e) doive assister et conseiller les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, dans l'examen de leurs activités commerciales et dans l'évaluation des possibilités de réduire les coûts et d'accroître les revenus et les efficiences de l'exploitation;
- f) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, relativement à la Restructuration, aux négociations avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées et à la tenue et l'organisation de toute assemblée tenue afin d'examiner le Plan et de tenir un vote, le cas échéant;
- g) doive faire rapport au Tribunal et aux Agents relativement aux activités commerciales et aux affaires financières des Débitrices, ou de tous développements dans la présente instance, ou toutes procédures afférentes, dans les délais prescrits par la LACC, et ce, à l'intérieur des délais que le Contrôleur considérera appropriés ou que le Tribunal puisse ordonner et qu'il puisse déposer des rapports consolidés pour les Débitrices;
- h) doive aviser le Tribunal et les parties intéressées, incluant mais sans limitation, les Débitrices, les Agents et les créanciers touchés par le Plan, de l'évaluation du Plan par le Contrôleur et de ses recommandations concernant le Plan;
- i) puisse retenir et employer tous agents, conseillers et autres assistants, tel que raisonnablement nécessaire à l'exécution de la présente Ordonnance,

y compris, sans limitation, une ou plusieurs entités ayant des liens ou affiliées avec le Contrôleur;

- j) puisse retenir les services d'avocats dans la mesure où le Contrôleur le juge nécessaire pour exercer ses pouvoirs ou s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la présente instance et de toute instance connexe, en vertu de la présente Ordonnance ou de la LACC;
- k) puisse agir à titre de « représentant étranger » des Débitrices ou en toute autre capacité similaire dans le cadre de toutes procédures d'insolvabilité, de faillite ou de restructuration intentées à l'étranger;
- l) puisse donner tout consentement ou toute approbation pouvant être visé par la présente Ordonnance ou la LACC;
- m) puisse détenir et administrer des fonds dans le cadre d'arrangements pris entre les Débitrices, toute contrepartie et le Contrôleur, ou sur ordonnance de ce Tribunal; et
- n) puisse assumer toutes autres obligations prévues dans la présente Ordonnance ou la LACC ou exigées par ce Tribunal de temps à autre.

[33] **ORDONNE** qu'en plus des pouvoirs énoncés au paragraphe [32] des présentes, le Contrôleur est autorisé, sans y être tenu, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents :

- a) à diriger et à contrôler les affaires financières et les activités des Débitrices et à exercer les activités des Débitrices;
- b) à exécuter des opérations bancaires et autres pour le compte des Débitrices et à signer des documents ou à prendre toute autre mesure qui est nécessaire ou appropriée aux fins de l'exercice de ce pouvoir;
- c) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre de toute procédure devant ce Tribunal ou conformément à une ordonnance de ce Tribunal;
- d) à prendre des mesures pour préserver et protéger les Affaires et les Biens;
- e) à prendre toute mesure que les Débitrices peuvent prendre en vertu de la LACC ou de la présente Ordonnance ;
- f) à conclure des ententes à l'égard des Affaires ou des Biens;
- g) à demander au Tribunal toute ordonnance qui peut être nécessaire ou appropriée pour la vente des Biens à un ou plusieurs acheteur(s) de ceux-ci;

- h) à prendre toute mesure que doivent prendre les Débitrices en vertu de cette Ordonnance ou de toute autre ordonnance du Tribunal;
- i) à exercer, pour le compte des Débitrices, les droits et privilèges dont ces dernières peuvent se prévaloir à titre d'actionnaires, d'associés, de membres ou autre;
- j) à fournir des renseignements aux Agents et aux Prêteurs au sujet des Affaires et des Biens;
- k) à payer avec le consentement des Agents, les montants dus pour les biens ou services effectivement fournis aux Débitrices avant la date de la l'Ordonnance initiale par des fournisseurs si, de l'avis du Contrôleur, le paiement est essentiel aux activités et aux opérations courantes des Débitrices, tenant compte des obligations de continuer la fourniture de biens et services qui incombent aux fournisseurs en vertu de la LACC et de la présente Ordonnance;
- l) à interroger sous serment toute Personne qui est raisonnablement considérée détenir de l'information au sujet des Débitrices, des Affaires ou des Biens et à ordonner à cette Personne de produire les livres, les registres, la correspondance ou les documents en sa possession ou son contrôle relativement aux Débitrices, aux Affaires ou aux Biens; et
- m) à prendre toute mesure, à conclure toute entente, à signer tout document, à contracter toute obligation ou à prendre toute autre mesure nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnées.

[34] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé et habilité, sans y être tenu, à exploiter et contrôler, pour le compte des Débitrices, tous les comptes existants des Débitrices, tenus auprès de toute institution financière (individuellement, un « **Compte** » et collectivement, les « **Comptes** ») de la manière que le Contrôleur, à sa seule appréciation, juge nécessaire ou approprié, y compris, sans s'y limiter :

- a) exercer un contrôle sur les fonds crédités aux Comptes ou déposés dans ceux-ci;
- b) effectuer tout débours sur les Comptes autorisés par la présente Ordonnance ou toute autre ordonnance accordées dans le cadre des Procédures sous la LACC;
- c) donner des directives à l'égard des Comptes et des fonds qui y sont crédités ou qui y sont déposés, y compris transférer les fonds qui y sont crédités à tout autre compte ou déposés dans tout autre compte comme le Contrôleur peut l'ordonner; et
- d) ajouter ou supprimer des personnes ayant un pouvoir de signature à l'égard d'un Compte ou ordonner la fermeture d'un Compte.

- [35] **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Contrôleur dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Contrôleur l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.
- [36] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à fournir des informations aux créanciers et autres parties intéressées concernées des Débitrices qui en font la demande par écrit au Contrôleur, avec copie aux avocats des Débitrices. Dans le cas d'informations dont les Débitrices ont avisé le Contrôleur de la nature confidentielle, exclusive ou concurrentielle, le Contrôleur ne doit communiquer ces informations à aucune Personne sans le consentement des Débitrices, à moins d'autorisation contraire en vertu de la présente Ordonnance ou à moins de directive contraire du Tribunal.
- [37] **DÉCLARE** que si le Contrôleur, en sa qualité de Contrôleur, continue l'exploitation des Affaires des Débitrices ou continue d'employer les employés des Débitrices, bénéficiera des dispositions prévues à l'article 11.8 de la LACC.
- [38] **ORDONNE** que ni le Contrôleur ni aucun employé ou mandataire du Contrôleur n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.
- [39] **DÉCLARE** qu'aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le Contrôleur en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que Contrôleur ou de l'exécution des dispositions d'une ordonnance du Tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du Tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept (7) jours au Contrôleur et à ses avocats. Les entités liées au Contrôleur ou appartenant au même groupe que lui ont également droit aux protections, sauvegardes, avantages et privilèges conférés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance.
- [40] **ORDONNE** aux Débitrices d'acquitter les frais et débours raisonnables du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration dans la mesure où ils sont reliés aux présentes Procédures sous la LACC, qu'ils aient été engagés avant ou après la date de l'Ordonnance initiale, et de verser à l'avance à chacun d'eux une provision raisonnable pour ces frais et débours sur demande à cet effet.
- [41] **DÉCLARE** qu'en garantie des frais et déboursés professionnels du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration (tel que défini ci-après) encourus tant avant qu'après la date de l'Ordonnance initiale en lien avec les présentes Procédures sous la LACC, ceux-ci bénéficient de et se voient, par les présentes, octroyer

une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens (la « **Charge d'administration** ») pour une somme totale de 1 000 000 \$, suivant la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.

Nomination du Chef de la restructuration

- [42] **ORDONNE** que RC Benson Consulting Inc (« **RC Benson** ») soit nommé, par les présentes, comme chef de la restructuration des Débitrices (le « **Chef de la restructuration** ») dans le cadre des Procédures sous la LACC.
- [43] **ORDONNE** que la lettre d'engagement du Chef de la restructuration (Pièce R-14, sous scellé) au soutien de la Requête (la « **Lettre d'engagement du Chef de la restructuration** ») soit approuvée et **AUTORISE** le Chef de la restructuration à accomplir son mandat conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration.
- [44] **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Chef de la restructuration dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Chef de la restructuration l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.
- [45] **ORDONNE** que les Débitrices paient les frais et déboursés professionnels du Chef de la restructuration, conformément aux conditions de la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration, qu'ils soient encourus avant ou après la date de la présente Ordonnance, et que les Débitrices versent au Chef de la restructuration une provision raisonnable à l'avance au titre de ces honoraires et débours, si la demande en est faite et **ORDONNE** que, conformément au paragraphe [41] des présentes, les frais et déboursés professionnels encourus par le Chef de la restructuration conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration soient garantis la Charge d'administration.
- [46] **ORDONNE** que ni le Chef de la restructuration, ni aucun employé ou mandataire du Chef de la restructuration n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

Charge d'indemnisation

- [47] **ORDONNE** que les Débitrices indemnisent le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leur qualité respective de Contrôleur, de dirigeants des Débitrices ou de Chef de la restructuration, sauf lorsque de telles obligations ou

responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de leur part.

- [48] **DÉCLARE** que le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices ainsi que le Chef de la restructuration bénéficient et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens jusqu'à concurrence d'un montant total de 300 000 \$ (la « **Charge d'indemnisation** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe [47] des présentes à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge d'indemnisation aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.
- [49] **ORDONNE** que malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable en faveur des Débitrices faisant valoir le contraire, a) aucun assureur des Débitrices ne sera subrogé à la Charge d'indemnisation ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration bénéficieront uniquement de la Charge d'indemnisation dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance permettant leur indemnisation à l'égard réclamations énoncées au paragraphe [47] des présentes, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que le Contrôleur, les dirigeants et le Chef de la restructuration sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe [47] des présentes.

Avances temporaires et Charge des avances temporaires

- [50] **ORDONNE** que le Contrôleur est autorisé à emprunter, auprès des Prêteurs, toute somme d'argent, à même les Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) transférées dans le Compte Desjardins, que le Contrôleur peut juger nécessaire ou souhaitable, à la condition que le montant de capital impayé n'excède pas le montant de 4 000 000 \$, ou tout autre montant supérieur que la Cour pourra autoriser, le cas échéant, dans le cadre d'une ordonnance ultérieure (collectivement, les « **Avances temporaires** » et chacune une « **Avance temporaire** »), et ce, à tout moment et aux taux d'intérêt qu'il juge indiqués, dans le but de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que l'exercice des pouvoirs et des obligations que la présente ordonnance lui confère, y compris les dépenses provisoires.
- [51] **ORDONNE** que tous les Biens des Débitrices soient, par les présentes, grevés d'une charge, d'une sûreté et d'une hypothèque jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 800 000 \$ (la « **Charge des avances temporaires** ») en faveur des Prêteurs à titre de garantie pour toutes les obligations des Débitrices envers les Prêteurs relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts et autres frais) et qui découlent ou se rapporte aux Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.
- [52] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra délivrer des certificats, dont la forme est substantiellement conforme au modèle joint aux présentes en tant qu'**ANNEXE**

« **A** » (chacun, le « **Certificat du Contrôleur** ») pour tout montant que le Contrôleur emprunte conformément à la présente Ordonnance.

- [53] **ORDONNE** que tout montant emprunté par le Contrôleur conformément à la présente ordonnance (ou à toute ordonnance ultérieure de cette Cour), de même que de même que tous les Certificats du Contrôleur attestant de ces emprunts ou d'une partie quelconque de ces dernières, ont égalité de rang, à moins d'accord contraire des détenteurs de tout Certificat du Contrôleur délivré antérieurement.
- [54] **DÉCLARE** que les Agents, agissant pour le bénéfice des Prêteurs, pourront :
- a) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, prendre de temps à autres, toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge des Avances temporaire dans toutes les juridictions qu'ils jugent appropriées;
 - b) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, refuser d'effectuer toute avance au Contrôleur dans la mesure où ils le jugent approprié;
- [55] **ORDONNE** que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce Tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes [50] à [54] des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la demande en vue de ladite ordonnance soit signifié aux Débitrices, aux procureurs des Débitrices, au Contrôleur, aux procureurs du Contrôleur et aux procureurs des Agents par la partie qui la présente au moins sept (7) jours avant la présentation de cette Demande au Tribunal ou b) que les Débitrices y consentent.

Plan de rétention et Charge des employés

- [56] **APPROUVE** le plan de rétention des employés et des dirigeants clés décrit à la Pièce R-●, sous scellé, (le « **Plan de rétention** »).
- [57] **DÉCLARE** que les employés et dirigeants bénéficiant du Plan de rétention se voient par les présentes octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens (la « **Charge des employés** ») pour une somme totale de ●\$, en garantie des incitatifs financiers prévus au Plan de rétention. La Charge des employés aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.
- [58] **AUTORISE** le Contrôleur à entreprendre toutes les démarches jugées nécessaires en vue de s'assurer de la mise en œuvre du Plan de rétention.
- [59] **ORDONNER** qu'en tout temps durant les présentes procédures, le Contrôleur ou les Débitrices puissent s'adresser au Tribunal afin d'obtenir des directives à l'égard du Plan de rétention.

Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC

- [60] **DÉCLARE** que les priorités, l'une par rapport à l'autre, entre la Charge d'administration, la Charge d'indemnisation, la Charge des employés et la Charge des avances temporaires (collectivement, les « **Charges en vertu de la LACC** ») en ce qui concerne les Biens auxquels elles s'appliquent, sont les suivantes :
- a) premièrement, la Charge d'administration;
 - b) deuxièmement, la Charge d'indemnisation;
 - c) troisièmement, la Charge des employés; et
 - d) quatrièmement, la Charge des avances temporaires.
- [61] **DÉCLARE** que chacune des Charges en vertu de la LACC est de rang supérieur et prioritaire à celui de tous autres hypothèques, gages, sûretés, priorités, charges ou garanties de quelque nature que ce soit (collectivement, « **Sûretés** ») grevant l'un ou l'autre des Biens affectés par ces Sûretés, y compris les fiducies présumées.
- [62] **ORDONNE** qu'à moins de disposition expresse contraire des présentes, les Débitrices ne pourront pas accorder de Sûretés à l'égard d'un Bien de rang supérieur ou égal à celui des Charges en vertu de la LACC, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Contrôleur et l'approbation préalable du Tribunal.
- [63] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC grèvent, à l'Heure de prise d'effet, tous les Biens actuels et futurs des Débitrices, malgré toute exigence d'obtenir le consentement d'une partie à de telles charges ou de se conformer à une condition préalable.
- [64] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC et les droits et recours des bénéficiaires de ces Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires et ne sont pas autrement limités ou compromis de quelque manière que ce soit du fait : i) de la présente instance et de la déclaration d'insolvabilité qui y est faite; ii) qu'une requête en vue d'une ordonnance de faillite a été déposée à l'égard des Débitrices en vertu de la LFI, qu'une ordonnance de faillite a été rendue par suite d'une telle requête ou qu'une cession de biens a été faite ou est réputée avoir été faite à l'égard des Débitrices, ou iii) que des clauses restrictives, des interdictions ou d'autres stipulations semblables relatives à des emprunts, à des dettes contractées ou à des Sûretés se retrouvent dans une entente, un bail, un contrat de sous-location, une offre de location ou un autre arrangement liant les Débitrices (la « **Convention avec un tiers** ») et, nonobstant toute disposition contraire d'une Convention de tiers :

- a) la constitution des Charges en vertu de la LACC n'entraîne pas et n'est pas réputée constituer un manquement de la part des Débitrices à une Convention avec un tiers à laquelle elles sont parties; et
- b) les bénéficiaires des Charges en vertu de la LACC n'engagent de responsabilité envers toute Personne, quelle qu'elle soit, par suite d'un manquement à une Convention avec un tiers occasionné par la constitution des Charges en vertu de la LACC ou découlant de celles-ci.

[65] **DÉCLARE** que nonobstant : i) la présente instance et toute déclaration d'insolvabilité qui y est faite, ii) toute requête en vue d'une ordonnance de faillite déposée à l'égard des Débitrices conformément à la LFI et toute ordonnance de faillite y faisant droit ou toute cession de biens visant les Débitrices qui est faite ou réputée avoir été faite, et iii) toute loi fédérale ou provinciale, les paiements ou dispositions de biens faits par les Débitrices conformément à la présente Ordonnance et l'octroi des Charges en vertu de la LACC ne constituent et ne constitueront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des transferts frauduleux, des opérations sous-évaluées ou d'autres transactions contestables ou révisables ou des actes donnant lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable.

[66] **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires à l'encontre de tous les Biens des Débitrices et de toutes les Personnes, y compris tout syndic de faillite, séquestre, séquestre-gérant ou séquestre intérimaire des Débitrices, et ce, à toute fin.

Procédures

[67] **ORDONNE** que, sous réserve d'une nouvelle ordonnance de ce Tribunal, toutes les requêtes dans le cadre des Procédures sous la LACC soient présentées moyennant un préavis d'au moins cinq (5) jours civils à toutes les Personnes figurant sur la liste de distribution préparée par les Débitrices ou les procureurs de ces dernières relativement aux Procédures sous la LACC (la « **Liste de distribution** »). Chaque requête doit préciser une date (la « **Date de retour initiale** ») et une heure (l'« **Heure de retour initiale** ») pour l'audience.

[68] **ORDONNE** que toute Personne souhaitant s'opposer ou s'objecter au redressement demandé dans une demande dans le cadre des Procédures sous la LACC doit signifier les documents de réponse relatifs à la requête ou un avis indiquant l'opposition ou l'objection à la demande et les motifs à l'appui de cette opposition ou objection (un « **Avis d'opposition** ») par écrit à la partie requérante, aux Débitrices, aux Agents, au Contrôleur et à leurs procureurs respectifs, avec copie à toutes autres Personnes figurant sur la Liste de distribution, au plus tard à 17 h à la date tombant trois (3) jours civils avant la Date de retour initiale (la « **Date limite d'opposition** »). Si une requête est présentée à moins de cinq (5) jours civils d'avis, la Date limite d'opposition sera rapprochée d'un délai égal et correspondant.

- [69] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le juge chargé des Procédures sous la LACC (le « **Juge président** ») peut décider: i) si une audience est nécessaire; ii) si cette audience se tiendra en personne, par vidéoconférence, par téléphone ou par soumissions écrites seulement (sur le vu du dossier), et iii) des personnes desquelles des soumissions sont requises (collectivement, les « **Détails concernant l'audience** »). En l'absence d'une telle décision, une audience sera tenue dans le cours normal.
- [70] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le Contrôleur ou le conseiller juridique du Contrôleur communique avec le Juge président pour savoir si une décision a été prise par le Juge président au sujet des Détails concernant l'audience. Le Contrôleur ou les avocats du Contrôleur doit par la suite informer la Liste de distribution des Détails concernant l'audience et le Contrôleur doit faire rapport de sa diffusion des Détails concernant l'audience au Tribunal en temps opportun, lequel rapport peut être inclus dans le prochain rapport du Contrôleur dans le cadre des Procédures sous la LACC.
- [71] **ORDONNE** que, si un Avis d'opposition est signifié avant la Date limite d'opposition, les parties intéressées doivent comparaître devant le Juge président à la Date de retour initiale à l'Heure de retour initiale, ou au moment antérieur ou ultérieur que le Tribunal peut décider, aux fins suivantes, comme le Tribunal peut l'ordonner : a) procéder à l'audience à la Date de retour initiale et à l'Heure de retour initiale; ou b) établir un échéancier pour la livraison des documents et l'audience de la requête contestée et des autres questions, dont les mesures provisoires, comme le Tribunal peut l'ordonner.

Dispositions générales

- [72] **ORDONNE** qu'aucune Personne n'intente, ne continue ou ne fasse exécuter de Procédures à l'encontre de l'un ou l'autre des Administrateurs, employés, avocats ou conseillers financiers des Débitrices, des Agents ou des autres Prêteurs ou du Contrôleur, en relation avec Procédures sous la LACC, les Affaires ou les Biens des Débitrices, sans avoir d'abord obtenu la permission préalable du Tribunal, moyennant un préavis écrit de cinq (5) jours aux avocats des parties concernées qui sont mentionnés au présent paragraphe qu'il est proposé de nommer dans ces Procédures.
- [73] **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et la procédure et la déclaration sous serment y ayant donné ouverture, ne constituent pas, en elles-mêmes, un défaut des Débitrices ou une omission de leur part de se conformer à une loi, un règlement, une licence, un permis, un contrat, une permission, une promesse, une convention, un engagement ou quelque autre écrit ou exigence.
- [74] **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, les Débitrices et le Contrôleur sont libres de signifier tout avis, formulaire de preuve de réclamation, procuration, note d'information, procédure ou autre document se rapportant à la

présente instance, en envoyant une copie par courrier ordinaire, port payé, par messagerie, par livraison en mains propres ou par transmission électronique aux Personnes ou autres parties concernées à leur dernière adresse respective donnée figurant dans les registres des Débitrices; le document ainsi signifié est réputé avoir été reçu à la date de livraison, s'il s'agit d'une livraison en mains propres ou d'une transmission électronique, le jour ouvrable suivant, s'il est livré par messagerie, ou trois (3) jours ouvrables suivant sa mise à la poste, s'il est envoyé par courrier ordinaire.

- [75] **DÉCLARE** que les Débitrices, le Contrôleur et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant de tels documents par courriel aux adresses courriel des avocats.
- [76] **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, de la LACC ou d'une ordonnance du Tribunal, il n'est pas nécessaire de signifier quelque document, ordonnance, ni autre document que ce soit à une Personne à l'égard de la présente instance, à moins que cette Personne n'ait signifié un avis de comparution aux avocats des Débitrices ainsi qu'au Contrôleur et à ses avocats et ne l'ait déposé au Tribunal ou qu'elle apparaisse sur la Liste de distribution, à moins que l'ordonnance recherchée ne vise une Personne non encore impliquée dans la présente instance.
- [77] **ORDONNE** que les Pièces **[R-8, R-9 et R-14]** au soutien de la Demande soient gardées confidentielles et sous scellé jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure du Tribunal à l'effet contraire soit émise.
- [78] **DÉCLARE** que le Contrôleur peut, de temps à autre, présenter une demande au Tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de ses pouvoirs, obligations et droits en vertu des présentes ou concernant l'exécution appropriée de la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis aux autres parties.
- [79] **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.
- [80] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur pourra agir à titre de représentant étranger des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.

- [81] **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de la présente Ordonnance.
- [82] **DÉCLARE** que, aux fins de toute demande auprès d'une autorité étrangère, le lieu du centre d'intérêt principal des Débitrices (« *center of main interest* ») se trouve dans la province de Québec, Canada.
- [83] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant tout appel.

L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

ANNEXE « A »

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

N^o DU CERTIFICAT : [●]

MONTANT : [●] \$

1. **LA PRÉSENTE ATTESTE** que **Ernst & Young Inc.**, syndic autorisé en insolvabilité, agissant à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») nommé par la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « **Cour** ») à l'égard de Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), conformément à une ordonnance rendue par la Cour le **[15 août 2023]** (telle qu'amendée et/ou reformulée, de temps à autres, l'« **Ordonnance initiale** ») dans le de dossier de Cour portant le numéro [●], atteste par les présentes avoir reçu des détenteurs du présent certificat (les « **Prêteurs** ») une avance temporaire (l'« **Avance temporaire** ») d'un montant en capital de [●] \$, le tout conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance initiale.
2. L'Avance temporaire, attestée par le présent certificat (le « **Certificat** »), est payable sur demande par les Prêteurs, avec les intérêts y afférents calculés et composés mensuellement et non à l'avance, le [●] jour de chaque mois, après la date des présentes, à un taux annuel égal à [●] % de plus que le taux d'intérêt préférentiel de la Banque du Canada en vigueur au moment où l'Avance temporaire est effectuée.
3. Tous les montants dus aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire, telle qu'attestée par le présent certificat, sont garantis par la « **Charge des avances temporaires** », telle qu'ordonnée par la Cour aux termes de l'Ordonnance initiale.
4. Tant que les sommes dues aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire attestée par le présent Certificat n'auront pas été remboursées aux Prêteurs, aucune autre charge ou sûreté de rang supérieur ne pourra être accordé à l'égard des biens des Débitrices, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable des Prêteurs.
5. Le Contrôleur agit aux termes des présentes comme Contrôleur des Débitrices, et non à titre personnel, et par conséquent, n'engage aucunement sa responsabilité personnelle en lien avec le présente Certificat.

[La page signature suit]

FAIT le [●]. jour de [●], 2023.

Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, uniquement en sa qualité de Contrôleur des Débitrices, et non en sa qualité personnelle.

Par :

Nom : [●].

Titre : [●].

Mai 2014

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

~~COUR SUPÉRIEURE~~

~~Chambre commerciale~~

CANADA

P
R
O
V
I
N
C
E
D
E
Q
U
É
B
E
C

D
I
S
T
R
I
C
T
D
E
M
O
N
T
P
É
R
É
E
A
T

Q
U
É
B
E
C

2010

0-
1
1-
1
•
1
D
A
T
E
:
[
1
a
o
ût
2
0
2
3

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARC PARADIS,
J.C.S.

Dossier n° 500-11-•

Montréal, le-•

En présence de l'honorable juge
•, j.c.s.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES COMPAGNIES,
L.R.C. (1985), CH. C-36, ~~TELLE QU'AMENDÉE~~ :

•

LABORATOIRE C.O.P INC.

9327-9269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE AMENDÉE ET REFORMULÉE

Requérante

et

•

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE¹

AYANT ~~lu~~ **PRIS CONNAISSANCE** de la ~~requête~~ **Demande** pour ~~obtenir~~ **l'émission d'une ordonnance initiale** ~~présentée par~~ ~~•~~ ~~et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée~~ **et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente** présentée par Laboratoire C.O.P. inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle qu'amendée (la « **LACC** »), ~~les~~ **des** pièces ~~connexes~~ ~~et l'affidavit de~~ ~~•~~ ~~déposé~~ **de la déclaration sous serment de Randy Benson déposées** au soutien de celle-ci (la « **RequêteDemande** »), ~~le~~ **du** consentement ~~de~~ ~~•~~ **d'Ernst & Young Inc.** à agir **en qualité à titre** de contrôleur ~~(des Débitrices (« EY » ou le « Contrôleur »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du [•] août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices,~~ se fondant sur les ~~arguments~~ **représentations** des ~~procureurs~~ **avocats** et ayant été avisé que toutes les parties intéressées, incluant les créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par les charges constituées en vertu de la présente ordonnance ont été avisés au préalable de la présentation de la **RequêteDemande**;

¹ ~~Une version surlignée faisant état des modifications apportées doit être remise au tribunal avec la demande d'ordonnance initiale et subséquemment publiée sur le site du contrôleur.~~

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT l'ordonnance initiale émise par ce Tribunal à l'issue de l'audience tenue le 15 août 2023 (l' « **Ordonnance initiale** »);

CONSIDÉRANT qu'il est approprié, notamment, de rendre une ordonnance initiale amendée et reformulée en vertu de la LACC prévoyant, notamment, la prolongation de la période de suspension de toutes les procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs actifs (incluant toutes procédures visant la revendication de ces derniers);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] ~~1.~~ **ACCORDE** la ~~Requête~~ Demande.

[2] ~~2.~~ **REND** ~~une~~ la présente ordonnance en vertu de la LACC (l' « **Ordonnance** »), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- ~~Signification~~ Notification
- Application de la LACC
- Heure de prise d'effet
- Consolidation procédurale
- Plan d'arrangement
- Suspension des Procédures à l'encontre ~~de la Requérante~~ des Débitrices et ~~des~~ de leurs Biens
- Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs ~~et dirigeants~~ des Débitrices
- Possession ~~des~~ des Biens et exercice des activités
- Non-exercice des droits ou actions en justice
- Non-interférence avec les droits
- Continuation des services
- Non-dérogação aux droits;
- ~~Financement temporaire~~ Les Prêteurs sont des créanciers non visés
- ~~Indemnisation et charge des Administrateurs et dirigeants~~ Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires
- Restructuration
- Pouvoirs du Contrôleur
- Nomination du Chef de la restructuration
- Charge d'indemnisation
- Avances temporaires et Charge des avances temporaires
- Plan de rétention et Charge des employés
- Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC
- Procédures
- Dispositions générales

Signification

Notification

- [3] ORDONNE que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;
- [4] ~~3. DÉCLARE que la Requérante a donné~~ qu'un avis préalable suffisant de la présentation de ~~cette Requête~~ la Demande a été donné aux parties intéressées, ~~incluant lesy~~ compris aux créanciers garantis susceptibles d'être affectés par les charges ~~créées par les présentes~~ constituées en vertu de la présente Ordonnance;
- [5] PERMET la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Application de la LACC

- [6] ~~4. DÉCLARE~~ que ~~la Requérante est une compagnie débitrice à laquelle~~ les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique.

Heure de prise d'effet

- [7] ~~5. DÉCLARE~~ que cette Ordonnance et toutes ses dispositions prennent effet à compter de 00 h 01 heure de ~~Montréal~~ Québec, province de Québec, à la date de cette Ordonnance (l'« **Heure de prise d'effet** »).

Consolidation procédurale

- [8] ORDONNE la consolidation des présentes procédures initiées à l'égard des Débitrices en vertu de la LACC (les « **Procédures sous la LACC** ») sous un seul numéro de dossier, soit le no 200-11-[●].
- [9] ORDONNE que toutes les demandes, requêtes et autres procédures et documents en lien avec les Procédures sous la LACC seront dorénavant déposées sous le numéro de dossier no 200-11-[●].
- [10] DÉCLARE que la consolidation des Procédures sous la LACC ordonnée aux présentes ne sera qu'à des fins administratives et n'aura pas pour effet de consolider les actifs et les biens ou les dettes et obligations de chacune des Débitrices, y compris, mais sans s'y limiter, aux fins d'un Plan (tel défini ci-après) qui pourrait être mis en œuvre.

Plan d'arrangement

- [11] ~~6. DÉCLARE~~ que ~~la Requérante~~ le Contrôleur a l'autorité requise afin de déposer, au nom des Débitrices, auprès du ~~tribunal~~ Tribunal et de présenter à ~~ses créanciers~~ un ou plusieurs plans de transaction ou d'arrangement à l'égard

des Débitrices (collectivement, le « Plan ») conformément aux dispositions de la LACC ~~(collectivement, le « Plan »)~~.

Suspension des Procédures à l'encontre ~~de la Requérante~~des Débitrices et ~~des~~leurs Biens

[12] ~~7.~~ **ORDONNE** que, jusqu'au ~~• [Date initiale maximale : 30 jours]~~ 6 octobre 2023 inclusivement ou à une date ultérieure que le ~~tribunal~~ Tribunal pourra fixer (la « **Période de suspension** »), aucune procédure ni aucune mesure d'exécution devant toute cour ou tout tribunal, incluant sans limitation, toute action, demande, procédure d'arbitrage, poursuites, droit d'exécution, droit de résiliation extrajudiciaire, droit de compensation entre des réclamations mutuelles nées, respectivement, avant et après la date de l'Ordonnance initiale, droit de saisie, droit d'exécution (collectivement les « **Procédures** »), ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre ou à l'égard ~~de la Requérante~~des Débitrices ou qui affecte les affaires, l'exploitation et les activités commerciales ~~de la Requérante~~des Débitrices (les « **Affaires** ») ou les Biens (tels que définis ci-après), incluant tel ~~que stipulé qu'ordonné~~ au paragraphe ~~40~~ 17 des présentes, sauf avec la permission de ce ~~tribunal~~ Tribunal. Toutes les Procédures déjà introduites à l'encontre ~~de la Requérante~~des Débitrices ou affectant les Affaires ou les Biens sont suspendues jusqu'à ce que le ~~tribunal~~ Tribunal en autorise la continuation, le tout sous réserve des dispositions de l'article 11.1 de la LACC.

[13] ~~7.1~~ ~~Les~~ **ORDONNE** que les droits de Sa Majesté du Chef du Canada et de Sa Majesté du Chef d'une province ~~sont~~ soient suspendus selon les termes et conditions de l'article 11.09 de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs ~~et dirigeants~~des Débitrices

[14] ~~8.~~ **ORDONNE** qu'au cours de la Période de suspension et sauf tel que permis en vertu de l'article 11.03(2) LACC, aucune Procédure ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre de tout ancien, présent ou futur administrateur ou dirigeant des Débitrices, ni à l'encontre de toute personne réputée être un administrateur ou un dirigeant des Débitrices en vertu de l'alinéa 11.03(3) de la Requérante LACC (chacun, un « **Administrateur** » et collectivement, les « **Administrateurs** ») concernant toute réclamation à l'encontre d'un Administrateur intentée avant l'Heure de prise d'effet et portant sur toute obligation ~~de la Requérante~~des Débitrices lorsqu'il est allégué que ~~tout Administrateur~~ un ou l'autre des Administrateurs est, en vertu de toute loi, tenu, en cette qualité, au paiement de cette obligation.

Possession de Biens et exercice des activités

[15] ~~9.~~ **ORDONNE** que ~~la Requérante demeure~~, sous réserve des droits et pouvoirs accordés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance, les Débitrices demeurent en possession et ~~conserve~~ conservent le contrôle de ~~ses~~ leurs

éléments d'actif, droits, entreprises et propriétés, présents et futurs, de quelque nature ou sorte, et en quelque lieu qu'ils se trouvent, incluant toutes recettes qui en résultent (collectivement, les « Biens »), le tout conformément aux termes et conditions de cette Ordonnance ~~dont, sans limitation, le paragraphe 28 des présentes.~~

[16] ORDONNE que sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance et de la LACC, et, dans tous les cas, avec le consentement du Contrôleur (et en consultation avec les Agents), les Débitrices pourront payer, sans en avoir l'obligation, toutes les dépenses raisonnables engagées par les Débitrices pour l'exploitation de leur entreprise respective dans le cours normal des affaires suivant l'émission de la présente Ordonnance, et dans l'exécution des dispositions de cette Ordonnance, lesquelles dépenses pourront comprendre, notamment :

- a) toutes les dépenses et les dépenses en capital raisonnablement nécessaires à la préservation des Biens ou des Affaires; et
- b) le paiement des biens ou des services effectivement fournis aux Débitrices après la date de la présente Ordonnance.

Non-exercice des droits ou actions en justice

[17] ~~10.~~ **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve notamment de l'article 11.1 de la LACC, tout droit ou action en justice (incluant tout droit de résolution ou revendication) de tout individu, personne, firme, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, fiducie, société en participation, association, organisation, organisme gouvernemental ou agence, ou de toute autre entité (collectivement, les « Personnes » et individuellement, la « Personne ») à l'encontre ou à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices ou qui a un impact sur les Affaires, les Biens ou sur toute partie des Affaires ou des Biens, soit par les présentes mis en sursis et suspendu, à moins d'une permission octroyée par ~~le tribunal~~ ce Tribunal.

[18] ~~11.~~ **DÉCLARE** que si des droits, obligations, délais ou périodes de prescription, notamment sans ~~limitations~~ s'y limiter, pour le dépôt de griefs, se rapportant ~~à la Requérante~~ aux Débitrices, aux Biens ou aux Affaires, expirent (sauf en vertu des stipulations de tout contrat, entente ou arrangement de quelque nature que ce soit), la durée de ces droits ou obligations, délai de prescription ou autre délai sera, par les présentes, réputée prolongée d'une durée égale à la Période de suspension. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si ~~la Requérante~~ faites Débitrices font faillite ou si un séquestre est nommé au sens de l'article 243(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)* (la « LFI ») à l'égard des Débitrices, il ne sera pas tenu compte, quant ~~à la Requérante~~ aux Débitrices, de la période s'étant écoulée entre la date de l'Ordonnance initiale et le jour de la fin de la Période de suspension dans la computation ~~des périodes de la période~~ de trente (30) jours ~~stipulées aux articles~~ prévue à l'article 81.1 ~~et 81.2~~ de la LFI.

Non-interférence avec les droits

[19] ORDONNE que, durant la Période de suspension, aucune Personne ne sera en droit d'interrompre, de faire défaut d'honorer, de changer, d'interférer avec, de répudier, de résilier, de mettre fin à, ou de cesser d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur des Débitrices ou détenus par celles-ci, à moins du consentement écrit du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du Tribunal.

Continuation des services

[20] ~~12. ORDONNE~~ que, durant la Période de suspension, ~~aucune Personne n'interrompt, ne fasse défaut d'honorer, ne change, n'interfère avec, ne répudie, ne résilie, ne mette fin à ou ne cesse d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur de ou détenu par la Requérante, à moins du consentement écrit de la Requérante et du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du tribunal.~~

~~Continuation des services~~

~~13. ORDONNE~~ que, durant la Période de suspension ~~et sujet au~~ et sous réserve du paragraphe ~~15~~[23] des présentes et de l'article 11.01 de la LACC, toute Personne ayant des ententes verbales ou écrites avec ~~la Requérante~~les Débitrices ou des mandats statutaires ou réglementaires pour la fourniture de produits ou services, incluant mais sans limitation, pour tout logiciel informatique, services de traitement de données, services bancaires centralisés, services de paye, assurances, transport, services utilitaires ou autres produits et services rendus disponibles ~~à la Requérante soit~~aux Débitrices sera, par les présentes, empêchée, jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue par le ~~tribunal~~Tribunal, d'interrompre, de faire défaut de renouveler selon les mêmes modalités et conditions, de changer, d'interférer avec ~~ou~~, de cesser de fournir, d'assujettir au paiement d'une créance antérieure à la date de l'Ordonnance initiale, la poursuite de la fourniture de produits ou services, ou, selon le cas, d'interrompre, de retarder ou d'arrêter le transit ou la fourniture de tels produits ou services qui peuvent être requis par ~~la Requérante~~les Débitrices, et que ~~la Requérante ait~~les Débitrices aient le droit d'usage continu de ses locaux actuels, numéros de téléphone, numéros de télécopieur, adresses ~~internet~~Internet, noms de domaines ~~internet~~Internet ou autres services, tant que dans chaque cas, les prix normaux ou charges pour tous ces produits ou services reçus après la date de l'Ordonnance initiale soient payés par ~~la Requérante~~les Débitrices, sans qu'~~elle~~elles n'~~ait~~aient à fournir de dépôt de garantie ou toute autre sûreté, conformément aux normes usuelles de paiement ~~de la Requérante~~des Débitrices ou autres pratiques acceptées par le fournisseur de produits ou services et par ~~la Requérante~~les Débitrices, selon le cas, avec le consentement du Contrôleur ou tel qu'ordonné par le ~~tribunal~~Tribunal.

[21] ~~14.~~ **ORDONNE** que, nonobstant toute stipulation contenue aux présentes et sous réserve de l'article 11.01 de la LACC, aucune Personne ne soit empêchée de demander le paiement immédiat pour des produits, services, l'usage de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou autre contrepartie de valeur octroyée à la Requérante aux Débitrices à compter de la date de l'Ordonnance initiale et, par ailleurs, qu'aucune Personne ne soit tenue d'effectuer d'autres avances monétaires ou fournir du crédit à la Requérante aux Débitrices.

[22] ~~15.~~ **ORDONNE** que, sans restreindre la généralité de ce qui précède et sous réserve de l'article 21 de la LACC, ~~lorsqu'applicable~~ et du paragraphe [25] de la présente Ordonnance, les espèces ou les équivalents d'espèces déposés par ~~la Requérante~~ les Débitrices auprès de toute Personne ~~pendant, à compter de~~ la Période de suspension, que ce soit dans un compte d'exploitation ou dans un autre compte, pour elle-même ou pour une autre entité, ne puissent être utilisés par cette Personne afin de réduire ou rembourser les sommes dues à la date de l'Ordonnance ~~ou exigibles à l'expiration ou avant l'expiration de la Période de suspension ou exigibles~~ initiale afin de régler des intérêts ou charges y afférents. Toutefois, la présente disposition n'empêche pas une institution financière : i) de se rembourser du montant de tout chèque tiré par ~~la Requérante~~ les Débitrices et dûment honoré par cette institution, ni (ii) de retenir le montant de tout chèque ou autre effet déposé au compte ~~de la Requérante~~ des Débitrices jusqu'à ce qu'il ait été honoré par l'institution financière sur laquelle il a été tiré.

Non-dérogation aux droits

[23] ~~16.~~ **ORDONNE** que, nonobstant ce qui précède, toute Personne ayant fourni quelconque lettre de crédit, cautionnement, garantie ou obligation (la « **Partie émettrice** ») à la demande ~~de la Requérante~~ des Débitrices, soit tenue de continuer à honorer ces lettres de crédit, cautionnements, garanties et obligations émis à la date de la l'Ordonnance initiale ou antérieurement pourvu que toutes les conditions y prévues soient remplies, à l'exception des défauts pouvant résulter de la présente Ordonnance. Toutefois, la Partie émettrice a le droit, le cas échéant, de retenir les connaissements, bordereaux d'expédition ou autres documents s'y rapportant jusqu'à paiement.

Financement temporaire

~~17.~~ **ORDONNE** que ~~la Requérante soit, et elle est par les présentes, autorisée à emprunter, rembourser et réemprunter, de temps à autre, de~~ • (le « **Prêteur temporaire** ») ~~les sommes que la Requérante juge nécessaires ou souhaitables, lesquelles ne peuvent en tout temps excéder un~~ montant de capital impayé ~~totalisant~~ • \$, ~~le tout selon les termes et conditions prévus dans les modalités du financement temporaire ci-jointes comme Annexe~~ • (les « **Modalités du financement temporaire** ») et dans les Documents du financement temporaire

~~(définis ci-après), afin de financer les dépenses courantes de la Requérante et de payer toute autre somme autorisée par les dispositions de l'Ordonnance et des Documents du financement temporaire (définis ci-après) (la « **Facilité temporaire** »);~~

~~18. —~~

Les Prêteurs sont des créanciers non visés

[24] ~~ORDONNE~~ que, ~~nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, la Requérante soit par les présentes autorisée à signer et livrer les ententes de crédit, sûretés et autres documents (collectivement les « **Documents du financement temporaire** ») qui pourraient être requis par le Prêteur temporaire relativement à la Facilité temporaire et aux Modalités du financement temporaire, et que la Requérante soit par les présentes autorisée à exécuter toutes ses obligations en vertu des Documents du financement temporaire;~~

~~19. — ORDONNE QUE, nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, la Requérante paiera au Prêteur temporaire, lorsque dues, toutes les sommes payables (incluant le capital, les intérêts, les frais et les dépenses, notamment les frais et débours des procureurs et autres conseillers ou mandataires du Prêteur temporaire, sur une base d'indemnisation complète (les « **Dépenses du Prêteur temporaire** »)) en vertu des Documents du financement temporaire, et exécutera toutes ses autres obligations envers le Prêteur temporaire conformément aux Modalités du financement temporaire, aux Documents du financement temporaire et à l'Ordonnance;~~

~~20. — DÉCLARE~~ que tous les biens de la Requérante soient par les présentes grevés d'une charge et d'une sûreté jusqu'à concurrence d'un montant total de ● \$ (cette charge et sûreté constituent la « **Charge du Prêteur temporaire** ») en faveur du Prêteur temporaire à titre de garantie pour toutes les obligations de la Requérante envers le Prêteur temporaire relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts, et les Dépenses du Prêteur temporaire) ~~et qui découlent ou se rapportent aux Modalités du financement temporaire et aux Documents du financement temporaire. La Charge du Prêteur temporaire aura un rang prioritaire tel qu'établi aux paragraphes 40 et 41 des présentes;~~

21. ~~ORDONNE~~ nonobstant toute autre disposition contenue à la présente Ordonnance, Banque de Montréal (« **BMO** ») et Fédération des Caisses Desjardins (« **Desjardins** », collectivement avec BMO, les « **Agents** »), ainsi que les autres prêteurs (les « **Prêteurs** ») parties à la Convention de crédit conclue avec les Débitrices en date du 30 septembre 2015 et amendée de temps à autre, seront des créanciers non visés dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que les réclamations du Prêteur temporaire en vertu des Documents du financement temporaire ne puissent pas faire l'objet d'une transaction en vertu du Plan ou dans le cadre de tout Plan pouvant être déposé dans le contexte de ces procédures, et que le Prêteur temporaire, en cette qualité, soit traité comme créancier non visé dans le cadre de leurs réclamations à l'égard des Débitrices, incluant en lien avec toute Avance temporaire effectuée en faveur du Contrôleur en conformité avec la présente instance et dans tout Plan;

22. ~~DÉCLARE~~ que le Prêteur temporaire pourra :

a) ~~nonobstant toute autre disposition de l'Ordonnance, prendre de temps à autre toutes les mesures qu'il juge nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge du Prêteur temporaire et les Documents du financement temporaire dans toutes les juridictions qu'il juge appropriées;~~

b) ~~nonobstant les dispositions du paragraphe suivant, refuser d'effectuer toute avance à la Requérante si les dispositions des Modalités du financement temporaire et des Documents du financement temporaire ne sont pas respectées par la Requérante;~~

23. ~~ORDONNE~~ que le Prêteur temporaire ne puisse prendre aucune mesure d'exécution en vertu des Documents du financement temporaire ou de la Charge du Prêteur temporaire à moins d'avoir donné un avis écrit de défaut d'au moins cinq (5) jours ouvrables à cet effet à la Requérante, au Contrôleur et aux créanciers dont les droits sont inscrits ou publiés aux registres appropriés ou ayant demandé copie d'un tel avis (le « **Délai de Préavis** »). À l'expiration du Délai de Préavis, le Prêteur temporaire aura le droit de prendre toutes les mesures prévues dans les Documents du financement temporaire et dans la Charge du Prêteur temporaire et autrement permises par la loi, mais sans être tenu d'envoyer quelque préavis que ce soit en vertu de l'article 244 de la LFI;

24. ~~ORDONNE que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes 17 à 23 des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la requête en vue de ladite ordonnance soit signifié au Prêteur temporaire par la partie qui la présente dans les sept (7) jours suivant le moment où ladite partie a reçu signification de cette Ordonnance ou b) que le Prêteur temporaire demande ladite ordonnance ou y consente;~~

~~Indemnisation et charge des Administrateurs et dirigeants~~

25. ~~ORDONNE que la Requérante indemnise ses Administrateurs de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leurs qualités respectives d'administrateurs ou de dirigeants de la Requérante à compter de l'Heure de prise d'effet, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de ces administrateurs ou dirigeants, tel que plus amplement décrit à l'article 11.51 LACC.~~

26. ~~DÉCLARE que les Administrateurs de la Requérante bénéficient et se voient par les présentes octroyer une charge et une sûreté sur les biens jusqu'à concurrence d'un montant total de ● \$ (la « **Charge des Administrateurs** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe 25 des présentes en ce qu'elle concerne les obligations et responsabilités que les Administrateurs peuvent encourir lorsqu'ils agissent en cette qualité à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge des Administrateurs aura la priorité établie aux paragraphes 40 et 41 des présentes.~~

27. ~~ORDONNE que, malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable faisant valoir le contraire, a) aucun assureur ne sera subrogé à la Charge des Administrateurs ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) les Administrateurs bénéficieront uniquement de la Charge des Administrateurs dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance des administrateurs ou des dirigeants, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que les Administrateurs sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe 25 de l' (ou toute ordonnance~~

ultérieure de cette Cour), ne pourront pas faire l'objet de transaction ou de compromis à moins de leur consentement exprès.

Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires

[25] AUTORISE *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices et sous le contrôle exclusif du Contrôleur (le « **Compte Desjardins** »).

[26] AUTORISE le Contrôleur à procéder à une distribution aux Prêteurs, sous réserve de l'obtention d'une opinion juridique favorable quant à la validité des sûretés des Prêteurs, de la balance des Liquidités excédentaires détenues dans le Compte Desjardins, déduction faites des montants des Avances temporaires permises par la Cour conformément à la présente Ordonnance.

Restructuration

[27] ~~28.~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la restructuration ordonnée de ~~ses~~ activités commerciales et des affaires financières des Débitrices (la « **Restructuration** »), ~~la Requérante a, sous réserve des exigences imposées par la LACC et les Débitrices,~~ sous réserve de l'approbation du Contrôleur, ~~ou d'une nouvelle ordonnance du tribunal,~~ le Contrôleur, agissant pour et au nom des Débitrices, ont le droit de faire ce qui suit , sous réserve des exigences imposées par la LACC et, dans tous les cas en consultation avec les Agents:

- a) cesser, rationaliser ou interrompre l'une de sesdes exploitations ou fermer l'un de sesdes établissements des Débitrices, temporairement ou en permanence, selon ce qu'elleil jugera approprié, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant;
- b) entreprendre toutes démarches de financement ou de refinancement, de mise en vente, de transfert, de cession, ou de toute autre méthode d'aliénation des Affaires ou des Biens, entièrement ou en partie, sous réserve d'une nouvelle ordonnance du tribunalTribunal, des articles 11.3 et 36 de la LACC et sous réserve du sous-paragraphe [27]c);
- c) procéder, sans autorisation préalable de la Cour, à la vente, le transfert, la cession, la location ou à toute autre aliénation des Biens, en dehors du cours normal des affaires, entièrement ou en partie, pourvu que le prix dans chaque cas n'excède pas ♦100 000 \$ ou ♦1 000 000 \$ dans l'ensemble;
- d) licencier ou mettre à pied, temporairement ou en permanence, sesles employés des Débitrices, selon ce qu'elleil juge approprié et, si les indemnités de préavis ou de cessation d'emploi ou autres montants à cet égard ne sont pas payés dans le cours normal des affaires, conclure une entente à cet effet aux conditions auxquelles la-Requérantele Contrôleur,

le cas échéant, et l'employé auront convenu ou, à défaut d'une telle entente, en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que ~~la Requérante~~ le Contrôleur peut déterminer;

- e) sous réserve de l'article 32 de la LACC, répudier ou résilier toute entente, contrat ou arrangement de quelque nature que ce soit, avec tout avis de non-responsabilité ou résiliation pouvant être convenu entre ~~la Requérante~~ le Contrôleur et la partie concernée ou, à défaut, établir une provision à cette fin, et en traiter ~~toutes~~ les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer; et
- f) sous réserve de l'article 11.3 de la LACC, céder tous droits et obligations ~~de la Requérante~~ des Débitrices.

[28] ~~29.~~ **DÉCLARE** que si un préavis de résiliation est donné à un locateur de ~~la Requérante~~ une ou l'autre des Débitrices en vertu de l'article 32 de la LACC et du sous-paragraphe ~~28-~~ [27]e) de l'Ordonnance, alors a) lors de la période de préavis précédant la prise d'effet de l'avis de non-responsabilité ou de la résiliation, le locateur peut montrer les locaux loués en question à d'éventuels locataires durant les heures normales de bureau en donnant ~~à la Requérante et~~ au Contrôleur un préavis écrit de 24 heures et b) au moment de prise d'effet de l'avis de résiliation, le locateur peut en prendre possession sans pour autant renoncer à ses droits ou recours contre la ~~Requérante ou les Débitrices~~ concernées, rien dans les présentes relevant le locateur de son obligation de minimiser les dommages réclamés en raison de telle résiliation, le cas échéant;

[29] ~~30.~~ **ORDONNE** que ~~la Requérante~~ le Contrôleur donne au locateur concerné un préavis de son intention de retirer tous biens attachés, tous biens fixes, toutes installations ou améliorations locatives des Débitrices au moins sept (7) jours à l'avance. Si ~~la Requérante~~ les Débitrices ont déjà quitté les locaux loués, ~~elle/elles~~ ne sera/seront pas ~~considérée/considérées~~ occuper ces locaux en attendant la résolution de tout différend qui ~~l'/les~~ oppose ou qui oppose le Contrôleur au locateur.

[30] ~~31.~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la Restructuration, ~~la Requérante peut, sous réserve de l'approbation du~~ Contrôleur ~~ou d'une nouvelle ordonnance du tribunal,~~ peut régler les réclamations des clients et des fournisseurs qui sont contestées.

[31] ~~32.~~ **DÉCLARE** que, conformément à ~~l'alinéa 7(3)c) de~~ la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5, ~~la Requérante~~ et les dispositions équivalentes de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le domaine privé, RLRQ c. P-39.1, le Contrôleur est ~~autorisée~~ autorisé, dans le cadre ~~de la présente instance~~ des Procédures sous la LACC, à communiquer des renseignements personnels concernant des individus identifiables qu'elle/il a en sa possession ou qui sont sous sa responsabilité à des parties intéressées ou à des investisseurs, financiers, acheteurs ou ~~associés~~ partenaires stratégiques éventuels ainsi qu'à

ses conseillers (individuellement, un « **Tiers** »), mais seulement dans la mesure où il est opportun ou nécessaire de le faire pour négocier et mener à bien la Restructuration ou pour préparer et mettre en œuvre le Plan ou une transaction à cette fin, à la condition que les Personnes à qui ces renseignements personnels sont communiqués ~~passent avec la Requérante~~ signent des conventions de confidentialité les obligeant à préserver et à protéger le caractère privé de ces renseignements et à en limiter l'utilisation dans la mesure nécessaire pour mener à bien la transaction ou la Restructuration alors en voie de négociation. Dès qu'ils cessent d'être utilisés aux fins limitées indiquées dans les présentes, les renseignements personnels doivent être retournés ~~à la Requérante~~ aux Débitrices ou détruits. Si un Tiers acquiert des renseignements personnels dans le cadre de la Restructuration ou de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan ou d'une transaction afin de réaliser celle-ci, il pourra continuer à les utiliser d'une manière identique à tous égards à l'utilisation que ~~la Requérante~~ les Débitrices en ~~faisait~~ faisaient.

Pouvoirs du Contrôleur

[32] ~~33. ORDONNE que • soit~~ CONFIRME et RATIFIE, par les présentes, ~~nommé la nomination de Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, à titre de~~ Contrôleur afin de surveiller l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières ~~de la Requérante~~ des Débitrices à titre d'officier de ce ~~tribunal («~~ Contrôleur ~~»)~~ Tribunal et que le Contrôleur, en plus des pouvoirs et obligations mentionnés à l'article 23 de la LACC et autrement prévus dans la présente Ordonnance (incluant aux paragraphes [27] et [33] des présentes):

- a) doive, sans délai, i) afficher sur le site Internet du Contrôleur (le « **Site Internet** ») un avis contenant les informations prescrites par la LACC, ii) rendre ~~la présente~~ Ordonnance publique de la manière prescrite par la LACC, iii) envoyer, de la manière prescrite par la LACC, un avis à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 1 000 \$ contre ~~la Requérante~~ les Débitrices, les informant que ~~la présente~~ Ordonnance est disponible publiquement et, iv) préparer une liste des noms et adresses de ces créanciers et le montant estimé de leurs créances respectives et ~~rendre~~ rendre cette liste publique de la manière prescrite, le tout conformément au sous-paragraphe 23(1) (a) de la LACC et des règlements y afférents;
- b) doive ~~superviser~~ surveiller les opérations et affaires financières des Débitrices, incluant, notamment, les recettes et débours ~~de la Requérante~~ des Débitrices;
- c) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ~~ont~~ ont besoin, à traiter avec ~~ses~~ leurs créanciers et les autres Personnes intéressées pendant la Période de suspension;
- d) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ~~ont~~ ont besoin, à préparer ~~son~~ leur état de l'~~évaluation~~ évolution de l'encaisse

et autres projections ou rapports et à élaborer, négocier et mettre en œuvre le Plan;

- e) doive assister et conseiller ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, dans l'examen de ~~ses~~ leurs activités commerciales et dans l'évaluation des possibilités de réduire les coûts et d'accroître les revenus et les efficacies de l'exploitation;
- f) doive assister ~~la Requérante~~ les Débitrices, dans la mesure où ~~elle~~ elles en ont besoin, relativement à la Restructuration, aux négociations avec ~~ses~~ leurs créanciers et les autres Personnes intéressées et à la tenue et l'organisation de toute assemblée tenue afin d'examiner le Plan et de tenir un vote, le cas échéant;
- g) doive faire rapport au ~~tribunal~~ Tribunal et aux Agents relativement aux activités commerciales et aux affaires financières ~~de la Requérante~~ des Débitrices, ou de tous développements dans la présente instance, ou toutes procédures afférentes, dans les délais prescrits par la LACC, et ce, à l'intérieur des délais que le Contrôleur considérera appropriés ou que le ~~tribunal~~ Tribunal puisse ordonner et qu'il puisse déposer des rapports consolidés pour les Débitrices;
- h) doive aviser le ~~tribunal~~ Tribunal et les parties intéressées, incluant mais sans limitation, les Débitrices, les Agents et les créanciers touchés par le Plan, de l'évaluation du Plan par le Contrôleur et de ses recommandations concernant le Plan;
- i) puisse retenir et employer tous agents, conseillers et autres assistants, tel que raisonnablement nécessaire à l'exécution de ~~l~~ la présente Ordonnance, y compris, sans limitation, une ou plusieurs entités ayant des liens ou affiliées avec le Contrôleur;
- j) puisse retenir les services ~~de procureurs~~ d'avocats dans la mesure où le Contrôleur le juge nécessaire pour exercer ses pouvoirs ou s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la présente instance et de toute instance connexe, en vertu de ~~l~~ la présente Ordonnance ou de la LACC;
- k) puisse agir à titre de « représentant étranger » ~~de la Requérante~~ des Débitrices ou en toute autre capacité similaire dans le cadre de toutes procédures d'insolvabilité, de faillite ou de restructuration intentées à l'étranger;
- l) puisse donner tout consentement ou toute approbation pouvant être visé par ~~l~~ la présente Ordonnance ou la LACC;
- m) puisse détenir et administrer des fonds dans le cadre d'arrangements pris entre les Débitrices, toute contrepartie et le Contrôleur, ou sur ordonnance de ce Tribunal; et

n) ~~m)~~ puisse assumer toutes autres obligations prévues dans ~~la présente~~ Ordonnance ou la LACC ou exigées par ce ~~tribunal~~ Tribunal de temps à autre.

~~À moins d'y être expressément autorisé par le tribunal, le Contrôleur ne doit pas autrement s'ingérer dans l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières de la Requérante, et il n'a pas le pouvoir de prendre possession des Biens, ni de diriger l'exploitation de l'entreprise ou les affaires financières de la Requérante.~~

[33] **ORDONNE** qu'en plus des pouvoirs énoncés au paragraphe [32] des présentes, le Contrôleur est autorisé, sans y être tenu, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents :

- a) à diriger et à contrôler les affaires financières et les activités des Débitrices et à exercer les activités des Débitrices;
- b) à exécuter des opérations bancaires et autres pour le compte des Débitrices et à signer des documents ou à prendre toute autre mesure qui est nécessaire ou appropriée aux fins de l'exercice de ce pouvoir;
- c) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre de toute procédure devant ce Tribunal ou conformément à une ordonnance de ce Tribunal;
- d) à prendre des mesures pour préserver et protéger les Affaires et les Biens;
- e) à prendre toute mesure que les Débitrices peuvent prendre en vertu de la LACC ou de la présente Ordonnance ;
- f) à conclure des ententes à l'égard des Affaires ou des Biens;
- g) à demander au Tribunal toute ordonnance qui peut être nécessaire ou appropriée pour la vente des Biens à un ou plusieurs acheteur(s) de ceux-ci;
- h) à prendre toute mesure que doivent prendre les Débitrices en vertu de cette Ordonnance ou de toute autre ordonnance du Tribunal;
- i) à exercer, pour le compte des Débitrices, les droits et privilèges dont ces dernières peuvent se prévaloir à titre d'actionnaires, d'associés, de membres ou autre;
- j) à fournir des renseignements aux Agents et aux Prêteurs au sujet des Affaires et des Biens;

- k) à payer avec le consentement des Agents, les montants dus pour les biens ou services effectivement fournis aux Débitrices avant la date de la l'Ordonnance initiale par des fournisseurs si, de l'avis du Contrôleur, le paiement est essentiel aux activités et aux opérations courantes des Débitrices, tenant compte des obligations de continuer la fourniture de biens et services qui incombent aux fournisseurs en vertu de la LACC et de la présente Ordonnance;
- l) à interroger sous serment toute Personne qui est raisonnablement considérée détenir de l'information au sujet des Débitrices, des Affaires ou des Biens et à ordonner à cette Personne de produire les livres, les registres, la correspondance ou les documents en sa possession ou son contrôle relativement aux Débitrices, aux Affaires ou aux Biens; et
- m) à prendre toute mesure, à conclure toute entente, à signer tout document, à contracter toute obligation ou à prendre toute autre mesure nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnés.

[34] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé et habilité, sans y être tenu, à exploiter et contrôler, pour le compte des Débitrices, tous les comptes existants des Débitrices, tenus auprès de toute institution financière (individuellement, un « **Compte** » et collectivement, les « **Comptes** ») de la manière que le Contrôleur, à sa seule appréciation, juge nécessaire ou approprié, y compris, sans s'y limiter :

- a) exercer un contrôle sur les fonds crédités aux Comptes ou déposés dans ceux-ci;
- b) effectuer tout débours sur les Comptes autorisés par la présente Ordonnance ou toute autre ordonnance accordées dans le cadre des Procédures sous la LACC;
- c) donner des directives à l'égard des Comptes et des fonds qui y sont crédités ou qui y sont déposés, y compris transférer les fonds qui y sont crédités à tout autre compte ou déposés dans tout autre compte comme le Contrôleur peut l'ordonner; et
- d) ajouter ou supprimer des personnes ayant un pouvoir de signature à l'égard d'un Compte ou ordonner la fermeture d'un Compte.

[35] **34. ORDONNE** que ~~la Requérante~~ les Débitrices et ~~ses~~ leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, ~~vérificateurs~~ auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de ~~l'~~ la présente Ordonnance collaborent avec le Contrôleur dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Contrôleur l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens ~~et Affaires~~, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents ~~de la Requérante dans le cadre des obligations et responsabilités du Contrôleur en vertu des présentes~~ Débitrices.

- [36] ~~35.~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur ~~peut~~ est autorisé à fournir des informations aux créanciers et autres parties intéressées concernées des Débitrices qui en font la demande par écrit au Contrôleur, avec copie ~~au procureur de la Requérante. Le Contrôleur n'engage aucune obligation ni responsabilité à l'égard des informations de cette nature qu'il communique conformément à l'Ordonnance ou à la LACC, sauf tel qu'il est prévu au paragraphe 37~~ aux avocats des présentes Débitrices. Dans le cas d'informations dont ~~la Requérante~~ ales Débitrices ont avisé le Contrôleur de la nature confidentielle, exclusive ou concurrentielle, le Contrôleur ne doit communiquer ces informations à aucune Personne sans le consentement ~~de la Requérante~~ des Débitrices, à moins d'autorisation contraire en vertu de la présente Ordonnance ou à moins de directive contraire du ~~tribunal~~ Tribunal.
- [37] ~~36.~~ **DÉCLARE** que si le Contrôleur, en sa qualité de Contrôleur, continue l'exploitation ~~de l'entreprise de la Requérante~~ des Affaires des Débitrices ou continue d'employer les employés ~~de la Requérante, le Contrôleur~~ des Débitrices, bénéficiera des dispositions prévues à l'article 11.8 de la LACC.
- [38] **ORDONNE** que ni le Contrôleur ni aucun employé ou mandataire du Contrôleur n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.
- [39] ~~37.~~ **DÉCLARE** qu'aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le Contrôleur en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que Contrôleur ou de l'exécution des dispositions d'une ordonnance du ~~tribunal~~ Tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du ~~tribunal~~ Tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept (7) jours au Contrôleur et à ~~son procureurs~~ ses avocats. Les entités liées au Contrôleur ou appartenant au même groupe ~~qui sont mentionnées à l'alinéa 34i) des présentes~~ que lui ont également droit aux protections, sauvegardes, avantages et privilèges conférés au Contrôleur en vertu du présent paragraphe de la présente Ordonnance.
- [40] ~~38.~~ **ORDONNE** ~~à la Requérante~~ aux Débitrices d'acquitter les frais et débours raisonnables du Contrôleur, ~~du procureur~~ des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du procureur Chef de la ~~Requérante et des autres conseillers directement liés à la présente instance, au Plan et à restructuration dans la mesure où ils sont reliés aux présentes Procédures sous la Restructuration LACC~~, qu'ils aient été engagés avant ou après la date de l'Ordonnance initiale, et de verser à l'avance à chacun d'eux une provision raisonnable pour ces frais et débours sur demande à cet effet.
- [41] ~~39.~~ **DÉCLARE** ~~que, qu'~~ en garantie des frais et déboursés professionnels du Contrôleur, des ~~procureurs~~ avocats du Contrôleur, ~~s'il y en a, des procureurs de la Requérante et des conseillers respectifs~~ des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Contrôleur et Chef de la ~~Requérante~~ restructuration (tel que défini ci-après) encourus tant avant qu'après la date de l'Ordonnance ~~à l'égard~~

~~de la présente instance, du Plan et de la Restructuration~~ initiale en lien avec les présentes Procédures sous la LACC, ceux-ci bénéficient de et se voient, par les présentes, octroyer une charge ~~et~~ une sûreté et une hypothèque sur les Biens, ~~jusqu'à concurrence d'un montant total de ● \$~~ (la « **Charge d'administration** ») pour une somme totale de 1 000 000 \$, suivant la priorité établie ~~aux paragraphes 40 et~~ au paragraphe [60] des présentes.

Nomination du Chef de la restructuration

- [42] ORDONNE que RC Benson Consulting Inc (« **RC Benson** ») soit nommé, par les présentes, comme chef de la restructuration des Débitrices (le « **Chef de la restructuration** ») dans le cadre des Procédures sous la LACC.
- [43] ORDONNE que la lettre d'engagement du Chef de la restructuration (Pièce R-14, sous scellé) au soutien de la Requête (la « **Lettre d'engagement du Chef de la restructuration** ») soit approuvée et **AUTORISE** le Chef de la restructuration à accomplir son mandat conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration.
- [44] ORDONNE que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Chef de la restructuration dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Chef de la restructuration l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.
- [45] ORDONNE que les Débitrices paient les frais et déboursés professionnels du Chef de la restructuration, conformément aux conditions de la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration, qu'ils soient encourus avant ou après la date de la présente Ordonnance, et que les Débitrices versent au Chef de la restructuration une provision raisonnable à l'avance au titre de ces honoraires et débours, si la demande en est faite et **ORDONNE** que, conformément au paragraphe [41] des présentes, les frais et déboursés professionnels encourus par le Chef de la restructuration conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration soient garantis la Charge d'administration.
- [46] ORDONNE que ni le Chef de la restructuration, ni aucun employé ou mandataire du Chef de la restructuration n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

Charge d'indemnisation

- [47] **ORDONNE** que les Débitrices indemnisent le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leur qualité respective de Contrôleur, de dirigeants des Débitrices ou de Chef de la restructuration, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de leur part.
- [48] **DÉCLARE** que le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices ainsi que le Chef de la restructuration bénéficient et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens jusqu'à concurrence d'un montant total de 300 000 \$ (la « **Charge d'indemnisation** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe [47] des présentes à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge d'indemnisation aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.
- [49] **ORDONNE** que malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable en faveur des Débitrices faisant valoir le contraire, a) aucun assureur des Débitrices ne sera subrogé à la Charge d'indemnisation ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration bénéficieront uniquement de la Charge d'indemnisation dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance permettant leur indemnisation à l'égard réclamations énoncées au paragraphe [47] des présentes, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que le Contrôleur, les dirigeants et le Chef de la restructuration sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe [47] des présentes.

Avances temporaires et Charge des avances temporaires

- [50] **ORDONNE** que le Contrôleur est autorisé à emprunter, auprès des Prêteurs, toute somme d'argent, à même les Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) transférées dans le Compte Desjardins, que le Contrôleur peut juger nécessaire ou souhaitable, à la condition que le montant de capital impayé n'excède pas le montant de 4 000 000 \$, ou tout autre montant supérieur que la Cour pourra autoriser, le cas échéant, dans le cadre d'une ordonnance ultérieure (collectivement, les « **Avances temporaires** » et chacune une « **Avance temporaire** »), et ce, à tout moment et aux taux d'intérêt qu'il juge indiqués, dans le but de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que l'exercice des pouvoirs et des obligations que la présente ordonnance lui confère, y compris les dépenses provisoires.
- [51] **ORDONNE** que tous les Biens des Débitrices soient, par les présentes, grevés d'une charge, d'une sûreté et d'une hypothèque jusqu'à concurrence d'un montant total de 4 800 000 \$ (la « **Charge des avances temporaires** ») en

faveur des Prêteurs à titre de garantie pour toutes les obligations des Débitrices envers les Prêteurs relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts et autres frais) et qui découlent ou se rapporte aux Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.

[52] **ORDONNE** que le Contrôleur pourra délivrer des certificats, dont la forme est substantiellement conforme au modèle joint aux présentes en tant qu'**ANNEXE « A »** (chacun, le « **Certificat du Contrôleur** ») pour tout montant que le Contrôleur emprunte conformément à la présente Ordonnance.

[53] **ORDONNE** que tout montant emprunté par le Contrôleur conformément à la présente ordonnance (ou à toute ordonnance ultérieure de cette Cour), de même que de même que tous les Certificats du Contrôleur attestant de ces emprunts ou d'une partie quelconque de ces dernières, ont égalité de rang, à moins d'accord contraire des détenteurs de tout Certificat du Contrôleur délivré antérieurement.

[54] **DÉCLARE** que les Agents, agissant pour le bénéfice des Prêteurs, pourront :

- a) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, prendre de temps à autres, toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge des Avances temporaire dans toutes les juridictions qu'ils jugent appropriées;
- b) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, refuser d'effectuer toute avance au Contrôleur dans la mesure où ils le jugent approprié;

[55] **ORDONNE** que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce Tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes [50] à [54] des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la demande en vue de ladite ordonnance soit signifié aux Débitrices, aux procureurs des Débitrices, au Contrôleur, aux procureurs du Contrôleur et aux procureurs des Agents par la partie qui la présente au moins sept (7) jours avant la présentation de cette Demande au Tribunal ou b) que les Débitrices y consentent.

Plan de rétention et Charge des employés

[56] **APPROUVE** le plan de rétention des employés et des dirigeants clés décrit à la Pièce R-●, sous scellé, (le « **Plan de rétention** »).

[57] **DÉCLARE** que les employés et dirigeants bénéficiant du Plan de rétention se voient par les présentes octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens (la « **Charge des employés** ») pour une somme totale de ● \$, en garantie des incitatifs financiers prévus au Plan de rétention. La Charge des employés aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.

[58] AUTORISE le Contrôleur à entreprendre toutes les démarches jugées nécessaires en vue de s'assurer de la mise en œuvre du Plan de rétention.

[59] ORDONNER qu'en tout temps durant les présentes procédures, le Contrôleur ou les Débitrices puissent s'adresser au Tribunal afin d'obtenir des directives à l'égard du Plan de rétention.

Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC

[60] ~~40.~~ **DÉCLARE** que les priorités, l'une par rapport à l'autre, entre la Charge ~~du Prêteur temporaire, la Charge~~ d'administration, la Charge d'indemnisation, la Charge des employés et la Charge des ~~Administrateurs~~ avances temporaires (collectivement, les « Charges en vertu de la LACC »), en ce qui concerne les Biens auxquels elles s'appliquent, sont les suivantes :

- a) premièrement, la Charge d'administration;
- b) deuxièmement, la Charge ~~des Administrateurs~~ d'indemnisation;
- c) troisièmement, la Charge ~~du Prêteur temporaire~~ des employés; et
- d) quatrièmement, ~~la~~ la Charge des avances temporaires.

[61] ~~41.~~ **DÉCLARE** que chacune des Charges en vertu de la LACC est de rang supérieur et prioritaire à celui de tous autres hypothèques, gages, sûretés, priorités, charges ou garanties de quelque nature que ce soit (collectivement, « **Sûretés** ») grevant l'un ou l'autre des Biens affectés par ces ~~Charges~~ Sûretés, y compris les fiducies présumées.

[62] ~~42.~~ **ORDONNE** ~~que, qu'~~ à moins de disposition expresse contraire des présentes, ~~la Requérante n'accorde~~ les Débitrices ne pourront pas accorder de Sûretés à l'égard d'un Bien de rang supérieur ou égal à celui des Charges en vertu de la LACC, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Contrôleur et l'approbation préalable du ~~tribunal~~ Tribunal.

[63] ~~43.~~ **DÉCLARE** que ~~chacune des~~ les Charges en vertu de la LACC ~~grève~~ grèvent, à l'Heure de prise d'effet, tous les Biens actuels et futurs ~~de la Requérante~~ des Débitrices, malgré toute exigence d'obtenir le consentement d'une partie à ~~une telle charge~~ de telles charges ou de se conformer à une condition préalable.

[64] ~~44.~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC et les droits et recours des bénéficiaires de ces Charges en vertu de la LACC, ~~selon le cas,~~ sont valides et exécutoires et ne sont pas autrement limités ou compromis de quelque manière que ce soit du fait : i) de la présente instance et de la déclaration d'insolvabilité qui y est faite; ii) qu'une requête en vue d'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite a été déposée à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices en vertu de la LFI, qu'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite a été rendue par suite d'une telle requête ou qu'une cession de biens a été faite ou est réputée avoir été faite à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices, ou iii) que des clauses restrictives, des interdictions

ou d'autres stipulations semblables relatives à des emprunts, à des dettes contractées ou à des Sûretés se retrouvent dans une entente, un bail, un contrat de sous-location, une offre de location ou un autre arrangement liant les Débitrices (la ~~Requérante~~ (« **Convention avec un tiers** »)) et, nonobstant toute disposition contraire d'une Convention de tiers :

- a) la constitution des Charges en vertu de la LACC n'entraîne pas et n'est pas réputée constituer un manquement de la part ~~de la Requérante~~ des Débitrices à une Convention avec un tiers à laquelle ~~elle est partie~~ elles sont parties; et
- b) les bénéficiaires des Charges en vertu de la LACC n'engagent de responsabilité envers toute Personne, quelle qu'elle soit, par suite d'un manquement à une Convention avec un tiers occasionné par la constitution des Charges en vertu de la LACC ou découlant de celles-ci.

[65] ~~45.~~ **DÉCLARE** que nonobstant : i) la présente instance et toute déclaration d'insolvabilité qui y est faite, ii) toute requête en vue d'une ordonnance de ~~séquestre~~ faillite déposée à l'égard ~~de la Requérante~~ des Débitrices conformément à la LFI et toute ordonnance de ~~séquestre~~ faillite y faisant droit ou toute cession de biens visant ~~la Requérante~~ les Débitrices qui est faite ou réputée avoir été faite, et iii) toute loi fédérale ou provinciale, les paiements ou dispositions de biens faits par ~~la Requérante~~ les Débitrices conformément à ~~l'~~ la présente Ordonnance et l'octroi des Charges en vertu de la LACC ne constituent et ne constitueront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des transferts frauduleux, des opérations sous-évaluées ou d'autres transactions contestables ou révisables ou des actes donnant lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable.

[66] ~~46.~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires à l'encontre de tous les Biens ~~de la Requérante~~ des Débitrices et de toutes les Personnes, y compris tout syndic de faillite, séquestre, séquestre-gérant ou séquestre intérimaire ~~de la Requérante~~ des Débitrices, et ce, à toute fin.

Procédures

[67] ORDONNE que, sous réserve d'une nouvelle ordonnance de ce Tribunal, toutes les requêtes dans le cadre des Procédures sous la LACC soient présentées moyennant un préavis d'au moins cinq (5) jours civils à toutes les Personnes figurant sur la liste de distribution préparée par les Débitrices ou les procureurs de ces dernières relativement aux Procédures sous la LACC (la « **Liste de distribution** »). Chaque requête doit préciser une date (la « **Date de retour initiale** ») et une heure (l'« **Heure de retour initiale** ») pour l'audience.

[68] ORDONNE que toute Personne souhaitant s'opposer ou s'objecter au redressement demandé dans une demande dans le cadre des Procédures sous la LACC doit signifier les documents de réponse relatifs à la requête ou un avis indiquant l'opposition ou l'objection à la demande et les motifs à l'appui de cette

opposition ou objection (un « **Avis d'opposition** ») par écrit à la partie requérante, aux Débitrices, aux Agents, au Contrôleur et à leurs procureurs respectifs, avec copie à toutes autres Personnes figurant sur la Liste de distribution, au plus tard à 17 h à la date tombant trois (3) jours civils avant la Date de retour initiale (la « **Date limite d'opposition** »). Si une requête est présentée à moins de cinq (5) jours civils d'avis, la Date limite d'opposition sera rapprochée d'un délai égal et correspondant.

[69] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le juge chargé des Procédures sous la LACC (le « **Juge président** ») peut décider: i) si une audience est nécessaire; ii) si cette audience se tiendra en personne, par vidéoconférence, par téléphone ou par soumissions écrites seulement (sur le vu du dossier), et iii) des personnes desquelles des soumissions sont requises (collectivement, les « **Détails concernant l'audience** »). En l'absence d'une telle décision, une audience sera tenue dans le cours normal.

[70] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le Contrôleur ou le conseiller juridique du Contrôleur communique avec le Juge président pour savoir si une décision a été prise par le Juge président au sujet des Détails concernant l'audience. Le Contrôleur ou les avocats du Contrôleur doit par la suite informer la Liste de distribution des Détails concernant l'audience et le Contrôleur doit faire rapport de sa diffusion des Détails concernant l'audience au Tribunal en temps opportun, lequel rapport peut être inclus dans le prochain rapport du Contrôleur dans le cadre des Procédures sous la LACC.

[71] **ORDONNE** que, si un Avis d'opposition est signifié avant la Date limite d'opposition, les parties intéressées doivent comparaître devant le Juge président à la Date de retour initiale à l'Heure de retour initiale, ou au moment antérieur ou ultérieur que le Tribunal peut décider, aux fins suivantes, comme le Tribunal peut l'ordonner : a) procéder à l'audience à la Date de retour initiale et à l'Heure de retour initiale; ou b) établir un échéancier pour la livraison des documents et l'audience de la requête contestée et des autres questions, dont les mesures provisoires, comme le Tribunal peut l'ordonner.

Dispositions générales

[72] ~~47.~~ **ORDONNE** qu'aucune Personne n'intente, ne continue ou ne fasse exécuter de Procédures à l'encontre de l'un ou l'autre des Administrateurs, employés, ~~procureurs~~avocats ou conseillers financiers ~~de la Requérante~~des Débitrices, des Agents ou des autres Prêteurs ou du Contrôleur, en relation avec Procédures sous la LACC, les Affaires ou les Biens ~~de la Requérante~~des Débitrices, sans avoir d'abord obtenu la permission préalable du ~~tribunal~~Tribunal, moyennant un préavis écrit de cinq (5) jours ~~au procureur de la Requérante et à tous ceux~~aux avocats des parties concernées qui sont mentionnés au présent paragraphe qu'il est proposé de nommer dans ces Procédures;

- [73] ~~48.~~ **DÉCLARE** que ~~l'~~la présente Ordonnance et la procédure et ~~affidavits-y menant~~la déclaration sous serment y ayant donné ouverture, ne constituent pas, en elles-mêmes, un défaut ~~de la Requérente~~des Débitrices ou une omission de ~~sa~~leur part de se conformer à une loi, un règlement, une licence, un permis, un contrat, une permission, une promesse, une convention, un engagement ou quelque autre écrit ou exigence.
- [74] ~~49.~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, ~~la Requérente~~les Débitrices et le Contrôleur sont libres de signifier tout avis, formulaire de preuve de réclamation, procuration, note d'information, procédure ou autre document se rapportant à la présente instance, en envoyant une copie par courrier ordinaire, port payé, par messagerie, par livraison en mains propres ou par transmission électronique aux Personnes ou autres parties concernées à leur dernière adresse respective donnée figurant dans les registres ~~de la Requérente~~des Débitrices; le document ainsi signifié est réputé avoir été reçu à la date de livraison, s'il s'agit d'une livraison en mains propres ou d'une transmission électronique, le jour ouvrable suivant, s'il est livré par messagerie, ou trois (3) jours ouvrables suivant sa mise à la poste, s'il est envoyé par courrier ordinaire.
- [75] ~~50.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérente~~les Débitrices, le Contrôleur et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant ~~par courrier électronique un document PDF ou une autre forme de copie électronique de~~ces ~~de tels~~ documents par courriel aux adresses ~~électroniques~~courriel des procureurs, ~~à la condition qu'elle livre dès que possible des « copies papier » de ces documents à toute partie qui en fait la demande~~avocats.
- [76] ~~51.~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, de la LACC ou d'une ordonnance du ~~tribunal~~Tribunal, il n'est pas nécessaire de signifier ~~aucun~~quelque document, ordonnance, ni autre ~~élément~~document que ce soit à une Personne à l'égard de la présente instance, à moins que cette Personne n'ait signifié un avis de comparution aux ~~procureurs de la Requérente et du~~avocats des Débitrices ainsi qu'au Contrôleur et à ses avocats et ne l'ait déposé au ~~tribunal~~Tribunal ou qu'elle apparaisse sur la ~~liste~~Liste de ~~signification préparée par le Contrôleur ou ses procureurs~~distribution, à moins que l'ordonnance recherchée ne vise une Personne non encore impliquée dans la présente instance.
- [77] **ORDONNE** que les Pièces [R-8, R-9 et R-14] au soutien de la Demande soient gardées confidentielles et sous scellé jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure du Tribunal à l'effet contraire soit émise.
- [78] ~~52.~~ **DÉCLARE** que ~~la Requérente ou~~ le Contrôleur ~~peuvent~~peut, de temps à autre, présenter une demande au ~~tribunal~~Tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de ~~leurs~~ses pouvoirs, obligations et droits ~~respectifs~~ en vertu des présentes ou concernant l'exécution appropriée de ~~l'~~la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis ~~à l'autre partie~~aux autres parties.

~~53. DÉCLARE que toute Personne intéressée peut présenter une demande au tribunal afin de faire modifier ou annuler l'Ordonnance ou d'obtenir un autre redressement moyennant un préavis de cinq (5) jours à la Requérante, au Contrôleur et à toute autre partie susceptible d'être affectée par l'ordonnance demandée ou moyennant tout autre préavis, s'il en est, que le tribunal pourra ordonner, une telle demande ou requête devra être déposée durant la Période de Suspension découlant de l'Ordonnance à moins d'ordonnance contraire du tribunal.~~

[79] ~~54.~~ **DÉCLARE** que l'la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et ~~effectives~~ en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

[80] ~~55.~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur, ~~moyennant le consentement préalable de la Requérante,~~ est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de l'la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du ~~tribunal et les complétant~~ Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur ~~sera le~~ pourra agir à titre de représentant étranger ~~de la Requérante~~ des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.

[81] ~~56.~~ **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au ~~tribunal~~ Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de l'la présente Ordonnance.

[82] **DÉCLARE** que, aux fins de toute demande auprès d'une autorité étrangère, le lieu du centre d'intérêt principal des Débitrices (« center of main interest ») se trouve dans la province de Québec, Canada.

[83] ~~57.~~ **ORDONNE** l'exécution provisoire de l'la présente Ordonnance nonobstant tout appel.

~~Le~~ _____ 20 _____

| L'honorable HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

ANNEXE « A »

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

N° DU CERTIFICAT : [●]

MONTANT : [●] \$

1. LA PRÉSENTE ATTESTE que Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, agissant à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») nommé par la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « **Cour** ») à l'égard de Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), conformément à une ordonnance rendue par la Cour le **[15 août 2023]** (telle qu'amendée et/ou reformulée, de temps à autres, l'« **Ordonnance initiale** ») dans le de dossier de Cour portant le numéro [●], atteste par les présentes avoir reçu des détenteurs du présent certificat (les « **Prêteurs** ») une avance temporaire (l'« **Avance temporaire** ») d'un montant en capital de [●] \$, le tout conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance initiale.
2. L'Avance temporaire, attestée par le présent certificat (le « **Certificat** »), est payable sur demande par les Prêteurs, avec les intérêts y afférents calculés et composés mensuellement et non à l'avance, le [●] jour de chaque mois, après la date des présentes, à un taux annuel égal à [●] % de plus que le taux d'intérêt préférentiel de la Banque du Canada en vigueur au moment où l'Avance temporaire est effectuée.
3. Tous les montants dus aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire, telle qu'attestée par le présent certificat, sont garantis par la « **Charge des avances temporaires** », telle qu'ordonnée par la Cour aux termes de l'Ordonnance initiale.
4. Tant que les sommes dues aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire attestée par le présent Certificat n'auront pas été remboursées aux Prêteurs, aucune autre charge ou sûreté de rang supérieur ne pourra être accordé à l'égard des biens des Débitrices, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable des Prêteurs.
5. Le Contrôleur agit aux termes des présentes comme Contrôleur des Débitrices, et non à titre personnel, et par conséquent, n'engage aucunement sa responsabilité personnelle en lien avec le présente Certificat.

[La page signature suit]

FAIT le [●]. jour de [●], 2023.

Ernst & Young Inc., syndic autorisé en
insolvabilité, uniquement en sa qualité de
Contrôleur des Débitrices, et non en sa qualité
personnelle.

Par :

Nom : [●].

Titre : [●].

Document comparison by Workshare Compare on lundi, août 14, 2023 16:12:41

Input:	
Document 1 ID	file:///C:/Users/fatoupin/Downloads/frm-ordonnanceinitiale_mai2014 (2).doc
Description	frm-ordonnanceinitiale_mai2014 (2)
Document 2 ID	iManage:///mccarthytravail-mobility-ca.imanage.work/mtdocs/48519744/3
Description	#48519744v3<mccarthytravail-mobility-ca.imanage.work>- Ideal Protein - R-2 - Projet d'ordonnance initiale amendée et reformulée(117716783.8)
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	639
Deletions	410
Moved from	28
Moved to	28
Style changes	0
Format changes	0
Total changes	1105

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

CANADA
PROVINCE DE
QUÉBEC DISTRICT
DE QUÉBEC

Nº: 200-11-[●]

DATE : 15[●] août
2023

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS
DES COMPAGNIES, L.R.C. 1985, CH. C-36 :

LABORATOIRES C.O.P INC.

9327-9269 QUEBEC INC.

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

ORDONNANCE INITIALE AMENDÉE ET REFORMULÉE

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance d'approbation d'un processus de sollicitation d'investissement et de vente* présentée par Laboratoire C.O.P. inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la *Loi sur les*

arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle qu'amendée (la « **LACC** »), des pièces et de la déclaration sous serment de Randy Benson déposées au soutien de celle-ci (la « **Demande** »), du consentement d'Ernst & Young Inc. à agir à titre de contrôleur des Débitrices (« **EY** » ou le « **Contrôleur** »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du 14th août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices, se fondant sur les représentations des avocats et ayant été avisé que toutes les parties intéressées, incluant les créanciers garantis qui seront vraisemblablement touchés par les charges constituées en vertu de la présente ordonnance ont été avisés au préalable de la présentation de la Demande;

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT l'ordonnance initiale émise par ce Tribunal à l'issue de l'audience tenue le 15 août 2023 (l' « **Ordonnance initiale** »);

CONSIDÉRANT qu'il est approprié, notamment, de rendre une ordonnance initiale amendée et reformulée en vertu de la LACC prévoyant, notamment, la prolongation de la période de suspension de toutes les procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs actifs (incluant toutes procédures visant la revendication de ces derniers);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] **ACCORDE** la Demande.

[2] **REND** la présente ordonnance en vertu de la LACC (l' « **Ordonnance** »), laquelle est présentée sous les intitulés suivants :

- Notification
- Application de la LACC
- Heure de prise d'effet
- Consolidation procédurale
- Plan d'arrangement
- Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens
- Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices
- Possession des Biens et exercice des activités
- Non-exercice des droits ou actions en justice
- Non-interférence avec les droits
- Continuation des services
- Non-dérogation aux droits;
- Les Prêteurs sont des créanciers non visés
- Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires
- Restructuration
- Pouvoirs du Contrôleur
- Nomination du Chef de la restructuration
- Charge d'indemnisation

- Avances temporaires et Charge des avances temporaires
- [Plan de rétention et Charge des employés](#)
- Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC
- ~~Audition de retour~~[Procédures](#)
- Dispositions générales

Notification

- [3] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;
- [4] **DÉCLARE** qu'un avis préalable suffisant de la présentation de la Demande a été donné aux parties intéressées, y compris aux créanciers garantis susceptibles d'être affectés par les charges constituées en vertu de la présente Ordonnance;
- [5] **PERMET** la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Application de la LACC

- [6] **DÉCLARE** que les Débitrices sont des compagnies débitrices auxquelles la LACC s'applique.

Heure de prise d'effet

- [7] **DÉCLARE** que cette Ordonnance et toutes ses dispositions prennent effet à compter de 00 h 01 heure de Québec, province de Québec, à la date de cette Ordonnance (l'« **Heure de prise d'effet** »).

Consolidation procédurale

- [8] **ORDONNE** la consolidation des présentes procédures initiées à l'égard des Débitrices en vertu de la LACC (les « **Procédures sous la LACC** ») sous un seul numéro de dossier, soit le no 200-11-[●].
- [9] **ORDONNE** que toutes les demandes, requêtes et autres procédures et documents en lien avec les Procédures sous la LACC seront dorénavant déposées sous le numéro de dossier no 200-11-[●].
- [10] **DÉCLARE** que la consolidation des Procédures sous la LACC ordonnée aux présentes ne sera qu'à des fins administratives et n'aura pas pour effet de consolider les actifs et les biens ou les dettes et obligations de chacune des Débitrices, y compris, mais sans s'y limiter, aux fins d'un Plan (tel défini ci-après) qui pourrait être mis en œuvre.

Plan d'arrangement

- [11] **DÉCLARE** que le Contrôleur a l'autorité requise afin de déposer, au nom des Débitrices, auprès du Tribunal et de présenter un ou plusieurs plans de transaction ou d'arrangement à l'égard des Débitrices (collectivement, le « **Plan** ») conformément aux dispositions de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Débitrices et de leurs Biens

- [12] **ORDONNE** que, jusqu'au ~~25 août~~ **6** octobre 2023 inclusivement ou à une date ultérieure que le Tribunal pourra fixer (la « **Période de suspension** »), aucune procédure ni aucune mesure d'exécution devant toute cour ou tout tribunal, incluant sans limitation, toute action, demande, procédure d'arbitrage, poursuites, droit d'exécution, droit de résiliation extrajudiciaire, droit de compensation entre des réclamations mutuelles nées, respectivement, avant et après la date de l'Ordonnance initiale, droit de saisie, droit d'exécution (collectivement les « **Procédures** »), ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui affecte les affaires, l'exploitation et les activités commerciales des Débitrices (les « **Affaires** ») ou les Biens (tels que définis ci-après), incluant tel qu'ordonné au paragraphe [17] des présentes, sauf avec la permission de ce Tribunal. Toutes les Procédures déjà introduites à l'encontre des Débitrices ou affectant les Affaires ou les Biens sont suspendues jusqu'à ce que le Tribunal en autorise la continuation, le tout sous réserve des dispositions de l'article 11.1 de la LACC.
- [13] **ORDONNE** que les droits de Sa Majesté du Chef du Canada et de Sa Majesté du Chef d'une province soient suspendus selon les termes et conditions de l'article 11.09 de la LACC.

Suspension des Procédures à l'encontre des Administrateurs des Débitrices

- [14] **ORDONNE** qu'au cours de la Période de suspension et sauf tel que permis en vertu de l'article 11.03(2) LACC, aucune Procédure ne puisse être introduite ou continuée à l'encontre de tout ancien, présent ou futur administrateur ou dirigeant des Débitrices, ni à l'encontre de toute personne réputée être un administrateur ou un dirigeant des Débitrices en vertu de l'alinéa 11.03(3) de la LACC (chacun, un « **Administrateur** » et collectivement, les « **Administrateurs** ») concernant toute réclamation à l'encontre d'un Administrateur intentée avant l'Heure de prise d'effet et portant sur toute obligation des Débitrices lorsqu'il est allégué que l'un ou l'autre des Administrateurs est, en vertu de toute loi, tenu, en cette qualité, au paiement de cette obligation.

Possession de Biens et exercice des activités

- [15] **ORDONNE** que, sous réserve des droits et pouvoirs accordés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance, les Débitrices demeurent en possession et conservent le contrôle de leurs éléments d'actif, droits, entreprises et propriétés, présents et futurs, de quelque nature ou sorte, et en quelque lieu qu'ils se

trouvent, incluant toutes recettes qui en résultent (collectivement, les « **Biens** »), le tout conformément aux termes et conditions de cette Ordonnance.

[16] **ORDONNE** que sous réserve des dispositions de la présente Ordonnance et de la LACC, et, dans tous les cas, avec le consentement du Contrôleur (et en consultation avec les Agents), les Débitrices pourront payer, sans en avoir l'obligation, toutes les dépenses raisonnables engagées par les Débitrices pour l'exploitation de leur entreprise respective dans le cours normal des affaires suivant l'émission de la présente Ordonnance, et dans l'exécution des dispositions de cette Ordonnance, lesquelles dépenses pourront comprendre, notamment :

- a) toutes les dépenses et les dépenses en capital raisonnablement nécessaires à la préservation des Biens ou des Affaires; et
- b) le paiement des biens ou des services effectivement fournis aux Débitrices après la date de la présente Ordonnance.

Non-exercice des droits ou actions en justice

[17] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve notamment de l'article 11.1 de la LACC, tout droit ou action en justice (incluant tout droit de résolution ou revendication) de tout individu, personne, firme, société par actions, société de personnes, société à responsabilité limitée, fiducie, société en participation, association, organisation, organisme gouvernemental ou agence, ou de toute autre entité (collectivement, les « **Personnes** » et individuellement, la « **Personne** ») à l'encontre ou à l'égard des Débitrices ou qui a un impact sur les Affaires, les Biens ou sur toute partie des Affaires ou des Biens, soit par les présentes mis en sursis et suspendu, à moins d'une permission octroyée par ce Tribunal.

[18] **DÉCLARE** que si des droits, obligations, délais ou périodes de prescription, notamment sans s'y limiter, pour le dépôt de griefs, se rapportant aux Débitrices, aux Biens ou aux Affaires, expirent (sauf en vertu des stipulations de tout contrat, entente ou arrangement de quelque nature que ce soit), la durée de ces droits ou obligations, délai de prescription ou autre délai sera, par les présentes, réputée prolongée d'une durée égale à la Période de suspension. Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si les Débitrices font faillite ou si un séquestre est nommé au sens de l'article 243(2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité (Canada)* (la « **LFI** ») à l'égard des Débitrices, il ne sera pas tenu compte, quant aux Débitrices, de la période s'étant écoulée entre la date de ~~la~~ présente l'Ordonnance initiale et le jour de la fin de la Période de suspension dans la computation de la période de trente (30) jours prévue à l'article 81.1 de la LFI.

Non-interférence avec les droits

- [19] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension, aucune Personne ne sera en droit d'interrompre, de faire défaut d'honorer, de changer, d'interférer avec, de répudier, de résilier, de mettre fin à, ou de cesser d'exercer tout droit, droit de renouvellement, contrat, entente, licence ou permis en faveur des Débitrices ou détenus par celles-ci, à moins du consentement écrit du Contrôleur, ou à moins d'obtenir la permission du Tribunal.

Continuation des services

- [20] **ORDONNE** que, durant la Période de suspension et sous réserve du paragraphe [23] des présentes et de l'article 11.01 de la LACC, toute Personne ayant des ententes verbales ou écrites avec les Débitrices ou des mandats statutaires ou réglementaires pour la fourniture de produits ou services, incluant mais sans limitation, pour tout logiciel informatique, services de traitement de données, services bancaires centralisés, services de paye, assurances, transport, services utilitaires ou autres produits et services rendus disponibles aux Débitrices sera, par les présentes, empêchée, jusqu'à ce qu'une nouvelle ordonnance soit rendue par le Tribunal, d'interrompre, de faire défaut de renouveler selon les mêmes modalités et conditions, de changer, d'interférer avec, de cesser de fournir, d'assujettir au paiement d'une créance antérieure à la date de l'Ordonnance initiale, la poursuite de la fourniture de produits ou services, ou, selon le cas, d'interrompre, de retarder ou d'arrêter le transit ou la fourniture de tels produits ou services qui peuvent être requis par les Débitrices, et que les Débitrices aient le droit d'usage continu de ses locaux actuels, numéros de téléphone, numéros de télécopieur, adresses Internet, noms de domaines Internet ou autres services, tant que dans chaque cas, les prix normaux ou charges pour tous ces produits ou services reçus après la date de l'Ordonnance initiale soient payés par les Débitrices, sans qu'elles n'aient à fournir de dépôt de garantie ou toute autre sûreté, conformément aux normes usuelles de paiement des Débitrices ou autres pratiques acceptées par le fournisseur de produits ou services et par les Débitrices, selon le cas, avec le consentement du Contrôleur ou tel qu'ordonné par le Tribunal.
- [21] **ORDONNE** que, nonobstant toute stipulation contenue aux présentes et sous réserve de l'article 11.01 de la LACC, aucune Personne ne soit empêchée de demander le paiement immédiat pour des produits, services, l'usage de biens loués ou faisant l'objet d'une licence ou autre contrepartie de valeur octroyée aux Débitrices à compter de la date de ~~la présente~~ l'Ordonnance initiale et, par ailleurs, qu'aucune Personne ne soit tenue d'effectuer d'autres avances monétaires ou fournir du crédit aux Débitrices.
- [22] **ORDONNE** que, sans restreindre la généralité de ce qui précède et sous réserve de l'article 21 de la LACC et du paragraphe [25] de la présente Ordonnance, ~~lorsqu'applicable,~~ les espèces ou les équivalents d'espèces déposés par les Débitrices auprès de toute Personne, à compter de la Période de suspension, que ce soit dans un compte d'exploitation ou dans un autre compte, pour

elle-même ou pour une autre entité, ne puissent être utilisés par cette Personne afin de réduire ou rembourser les sommes dues à la date de ~~la présente l'Ordonnance ou exigibles à l'expiration ou avant l'expiration de la Période de suspension~~initiale afin de régler des intérêts ou charges y afférents. Toutefois, la présente disposition n'empêche pas une institution financière : i) de se rembourser du montant de tout chèque tiré par les Débitrices et dûment honoré par cette institution, ni (ii) de retenir le montant de tout chèque ou autre effet déposé au compte des Débitrices jusqu'à ce qu'il ait été honoré par l'institution financière sur laquelle il a été tiré.

Non-dérrogation aux droits

- [23] **ORDONNE** que, nonobstant ce qui précède, toute Personne ayant fourni quelconque lettre de crédit, cautionnement, garantie ou obligation (la « **Partie émettrice** ») à la demande des Débitrices, soit tenue de continuer à honorer ces lettres de crédit, cautionnements, garanties et obligations émis à la date de la ~~présente l'Ordonnance~~ initiale ou antérieurement pourvu que toutes les conditions y prévues soient remplies, à l'exception des défauts pouvant résulter de la présente Ordonnance. Toutefois, la Partie émettrice a le droit, le cas échéant, de retenir les connaissements, bordereaux d'expédition ou autres documents s'y rapportant jusqu'à paiement.

Les Prêteurs sont des créanciers non visés

- [24] **ORDONNE** que nonobstant toute autre disposition contenue à la présente Ordonnance, Banque de Montréal (« **BMO** ») et Fédération des Caisses Desjardins (« **Desjardins** », collectivement avec BMO, les « **Agents** »), ainsi que les autres prêteurs (les « **Prêteurs** ») parties à la Convention de crédit conclue avec les Débitrices en date du 30 septembre 2015 et amendée de temps à autre, seront des créanciers non visés dans le cadre des présentes Procédures sous la LACC ainsi que dans le cadre de tout Plan pouvant être déposé dans le contexte de ces procédures, et leurs réclamations à l'égard des Débitrices, incluant en lien avec toute Avance temporaire effectuée en faveur du Contrôleur en conformité avec la présente Ordonnance (ou toute ordonnance ultérieure de cette Cour), ne pourront pas faire l'objet de transaction ou de compromis à moins de leur consentement exprès.

Transfert et distribution intérimaire des Liquidités excédentaires

- [25] **AUTORISE** *nunc pro tunc*, le transfert des Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) précédemment détenues par les Débitrices, vers un compte bancaire ouvert chez Desjardins pour le compte des Débitrices et sous le contrôle exclusif du Contrôleur (le « **Compte Desjardins** »).
- [26] **AUTORISE** le Contrôleur à procéder à une distribution aux Prêteurs, sous réserve de l'obtention d'une opinion juridique favorable quant à la validité des sûretés des Prêteurs, de la balance des Liquidités excédentaires détenues dans le Compte Desjardins, déduction faites des montants des Avances temporaires permises par la Cour conformément à la présente Ordonnance.

Restructuration

[27] ~~[26]~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la restructuration ordonnée de activités commerciales et des affaires financières des Débitrices (la « **Restructuration** »), les Débitrices, sous réserve de l'approbation du Contrôleur, ou le Contrôleur, agissant pour et au nom des Débitrices, ont le droit de faire ce qui suit, sous réserve des exigences imposées par la LACC et, dans tous les cas en consultation avec les Agents :

- a) cesser, rationaliser ou interrompre l'une des exploitations ou fermer l'un des établissements des Débitrices, temporairement ou en permanence, selon ce qu'il jugera approprié, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant;
- b) entreprendre toutes démarches de financement ou de refinancement, de mise en vente, de transfert, de cession, ou de toute autre méthode d'aliénation des Affaires ou des Biens, entièrement ou en partie, sous réserve d'une nouvelle ordonnance du Tribunal, des articles 11.3 et 36 de la LACC et sous réserve du paragraphe ~~[26]~~[27]c);
- c) procéder, sans autorisation préalable de la Cour, à la vente, le transfert, la cession, la location ou à toute autre aliénation des Biens, en dehors du cours normal des affaires, entièrement ou en partie, pourvu que le prix dans chaque cas n'excède pas 100 000 \$ ou 1 000 000 \$ dans l'ensemble;
- d) licencier ou mettre à pied, temporairement ou en permanence, les employés des Débitrices, selon ce qu'il juge approprié et, si les indemnités de préavis ou de cessation d'emploi ou autres montants à cet égard ne sont pas payés dans le cours normal des affaires, conclure une entente à cet effet aux conditions auxquelles le Contrôleur, le cas échéant, et l'employé auront convenu ou, à défaut d'une telle entente, en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer;
- e) sous réserve de l'article 32 de la LACC, répudier ou résilier toute entente, contrat ou arrangement de quelque nature que ce soit, avec tout avis de non-responsabilité ou résiliation pouvant être convenu entre le Contrôleur et la partie concernée ou, à défaut, établir une provision à cette fin, et en traiter les conséquences dans le Plan, le cas échéant, selon ce que le Contrôleur peut déterminer; et
- f) sous réserve de l'article 11.3 de la LACC, céder tous droits et obligations des Débitrices.

[28] ~~[27]~~ **DÉCLARE** que si un préavis de résiliation est donné à un locateur de l'une ou l'autre des Débitrices en vertu de l'article 32 de la LACC et du sous-paragraphe ~~[26]~~[27]e) de l'Ordonnance, alors a) lors de la période de préavis

précédant la prise d'effet de l'avis de non-responsabilité ou de la résiliation, le locateur peut montrer les locaux loués en question à d'éventuels locataires durant les heures normales de bureau en donnant au Contrôleur un préavis écrit de 24 heures et b) au moment de prise d'effet de l'avis de résiliation, le locateur peut en prendre possession sans pour autant renoncer à ses droits ou recours contre la ou les Débitrices concernées, rien dans les présentes relevant le locateur de son obligation de minimiser les dommages réclamés en raison de telle résiliation, le cas échéant;

[29] ~~[28]~~ **ORDONNE** que le Contrôleur donne au locateur concerné un préavis de son intention de retirer tous biens attachés, tous biens fixes, toutes installations ou améliorations locatives des Débitrices au moins sept (7) jours à l'avance. Si les Débitrices ont déjà quitté les locaux loués, elles ne seront pas considérées occuper ces locaux en attendant la résolution de tout différend qui les oppose ou qui oppose le Contrôleur au locateur.

[30] ~~[29]~~ **DÉCLARE** que, pour faciliter la Restructuration, le Contrôleur peut, régler les réclamations des clients et des fournisseurs qui sont contestées.

[31] ~~[30]~~ **DÉCLARE** que, conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*, L.C. 2000, ch. 5 et les dispositions équivalentes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le domaine privé*, RLRQ c. P-39.1, le Contrôleur est autorisé, dans le cadre des Procédures sous la LACC, à communiquer des renseignements personnels concernant des individus identifiables qu'il a en sa possession ou qui sont sous sa responsabilité à des parties intéressées ou à des investisseurs, financiers, acheteurs ou partenaires stratégiques éventuels ainsi qu'à ses conseillers (individuellement, un « **Tiers** »), mais seulement dans la mesure où il est opportun ou nécessaire de le faire pour négocier et mener à bien la Restructuration ou pour préparer et mettre en œuvre le Plan ou une transaction à cette fin, à la condition que les Personnes à qui ces renseignements personnels sont communiqués signent des conventions de confidentialité les obligeant à préserver et à protéger le caractère privé de ces renseignements et à en limiter l'utilisation dans la mesure nécessaire pour mener à bien la transaction ou la Restructuration alors en voie de négociation. Dès qu'ils cessent d'être utilisés aux fins limitées indiquées dans les présentes, les renseignements personnels doivent être retournés aux Débitrices ou détruits. Si un Tiers acquiert des renseignements personnels dans le cadre de la Restructuration ou de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan ou d'une transaction afin de réaliser celle-ci, il pourra continuer à les utiliser d'une manière identique à tous égards à l'utilisation que les Débitrices en faisaient.

Pouvoirs du Contrôleur

[32] ~~[31]~~ **ORDONNE** qu'**CONFIRME** et **RATIFIE**, par les présentes, la nomination de Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, ~~soit, par les présentes, nommé comme~~ à titre de Contrôleur afin de surveiller l'exploitation de l'entreprise et les affaires financières des Débitrices à titre d'officier de ce Tribunal et que le

Contrôleur, en plus des pouvoirs et obligations mentionnés à l'article 23 de la LACC et autrement prévus dans la présente Ordonnance (incluant aux paragraphes [2627] et [3233] des présentes) :

- a) doive, sans délai, i) afficher sur le site Internet du Contrôleur (le « **Site Internet** ») un avis contenant les informations prescrites par la LACC, ii) rendre la présente Ordonnance publique de la manière prescrite par la LACC, iii) envoyer, de la manière prescrite par la LACC, un avis à tous les créanciers connus des Débitrices ayant une réclamation de plus de 1 000 \$ contre les Débitrices, les informant que la présente Ordonnance est disponible publiquement et, iv) préparer une liste des noms et adresses de ces créanciers et le montant estimé de leurs créances respectives et rendre cette liste publique de la manière prescrite, le tout conformément au sous-paragraphe 23(1) (a) de la LACC et des règlements y afférents;
- b) doive surveiller les opérations et affaires financières des Débitrices, incluant, notamment, les recettes et débours des Débitrices;
- c) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à traiter avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées pendant la Période de suspension;
- d) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, à préparer leur état de l'évolution de l'encaisse et autres projections ou rapports et à élaborer, négocier et mettre en œuvre le Plan;
- e) doive assister et conseiller les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, dans l'examen de leurs activités commerciales et dans l'évaluation des possibilités de réduire les coûts et d'accroître les revenus et les efficacies de l'exploitation;
- f) doive assister les Débitrices, dans la mesure où elles en ont besoin, relativement à la Restructuration, aux négociations avec leurs créanciers et les autres Personnes intéressées et à la tenue et l'organisation de toute assemblée tenue afin d'examiner le Plan et de tenir un vote, le cas échéant;
- g) doive faire rapport au Tribunal et aux Agents relativement aux activités commerciales et aux affaires financières des Débitrices, ou de tous développements dans la présente instance, ou toutes procédures afférentes, dans les délais prescrits par la LACC, et ce, à l'intérieur des délais que le Contrôleur considérera appropriés ou que le Tribunal puisse ordonner et qu'il puisse déposer des rapports consolidés pour les Débitrices;
- h) doive aviser le Tribunal et les parties intéressées, incluant mais sans limitation, les Débitrices, les Agents et les créanciers touchés par le Plan, de l'évaluation du Plan par le Contrôleur et de ses recommandations concernant le Plan;

- i) puisse retenir et employer tous agents, conseillers et autres assistants, tel que raisonnablement nécessaire à l'exécution de la présente Ordonnance, y compris, sans limitation, une ou plusieurs entités ayant des liens ou affiliées avec le Contrôleur;
- j) puisse retenir les services d'avocats dans la mesure où le Contrôleur le juge nécessaire pour exercer ses pouvoirs ou s'acquitter de ses obligations dans le cadre de la présente instance et de toute instance connexe, en vertu de la présente Ordonnance ou de la LACC;
- k) puisse agir à titre de « représentant étranger » des Débitrices ou en toute autre capacité similaire dans le cadre de toutes procédures d'insolvabilité, de faillite ou de restructuration intentées à l'étranger;
- l) puisse donner tout consentement ou toute approbation pouvant être visé par la présente Ordonnance ou la LACC;
- m) puisse détenir et administrer des fonds dans le cadre d'arrangements pris entre les Débitrices, toute contrepartie et le Contrôleur, ou sur ordonnance de ce Tribunal; et
- n) puisse assumer toutes autres obligations prévues dans la présente Ordonnance ou la LACC ou exigées par ce Tribunal de temps à autre.

[33] ~~[32]~~ **ORDONNE** qu'en plus des pouvoirs énoncés au paragraphe ~~[34]~~[32] des présentes, le Contrôleur est autorisé, sans y être tenu, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents :

- a) à diriger et à contrôler les affaires financières et les activités des Débitrices et à exercer les activités des Débitrices;
- b) à exécuter des opérations bancaires et autres pour le compte des Débitrices et à signer des documents ou à prendre toute autre mesure qui est nécessaire ou appropriée aux fins de l'exercice de ce pouvoir;
- c) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre de toute procédure devant ce Tribunal ou conformément à une ordonnance de ce Tribunal;
- d) à prendre des mesures pour préserver et protéger les Affaires et les Biens;
- e) à prendre toute mesure que les Débitrices peuvent prendre en vertu de la LACC ou de la présente Ordonnance ;
- f) à conclure des ententes à l'égard des Affaires ou des Biens;
- g) à demander au Tribunal toute ordonnance qui peut être nécessaire ou appropriée pour la vente des Biens à un ou plusieurs acheteur(s) de ceux-ci;

- h) à prendre toute mesure que doivent prendre les Débitrices en vertu de cette Ordonnance ou de toute autre ordonnance du Tribunal;
- i) à exercer, pour le compte des Débitrices, les droits et privilèges dont ces dernières peuvent se prévaloir à titre d'actionnaires, d'associés, de membres ou autre;
- j) à fournir des renseignements aux Agents et aux Prêteurs au sujet des Affaires et des Biens;
- k) à payer avec le consentement des Agents, les montants dus pour les biens ou services effectivement fournis aux Débitrices avant la date de la ~~présente~~ l'Ordonnance initiale par des fournisseurs; si, de l'avis du Contrôleur, le paiement est essentiel aux activités et aux opérations courantes des Débitrices, tenant compte des obligations de continuer la fourniture de biens et services qui incombent aux fournisseurs en vertu de la LACC et de la présente Ordonnance;
- l) à interroger sous serment toute Personne qui est raisonnablement considérée détenir de l'information au sujet des Débitrices, des Affaires ou des Biens et à ordonner à cette Personne de produire les livres, les registres, la correspondance ou les documents en sa possession ou son contrôle relativement aux Débitrices, aux Affaires ou aux Biens; et
- m) à prendre toute mesure, à conclure toute entente, à signer tout document, à contracter toute obligation ou à prendre toute autre mesure nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnés.

[34] ~~[33]~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé et habilité, sans y être tenu, à exploiter et contrôler, pour le compte des Débitrices, tous les comptes existants des Débitrices, tenus auprès de toute institution financière (individuellement, un « **Compte** » et collectivement, les « **Comptes** ») de la manière que le Contrôleur, à sa seule appréciation, juge nécessaire ou approprié, y compris, sans s'y limiter :

- a) exercer un contrôle sur les fonds crédités aux Comptes ou déposés dans ceux-ci;
- b) effectuer tout débours sur les Comptes autorisés par la présente Ordonnance ou toute autre ordonnance accordées dans le cadre des Procédures sous la LACC;
- c) donner des directives à l'égard des Comptes et des fonds qui y sont crédités ou qui y sont déposés, y compris transférer les fonds qui y sont crédités à tout autre compte ou déposés dans tout autre compte comme le Contrôleur peut l'ordonner; et
- d) ajouter ou supprimer des personnes ayant un pouvoir de signature à l'égard d'un Compte ou ordonner la fermeture d'un Compte.

- [35] ~~[34]~~ **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Contrôleur dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Contrôleur l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.
- [36] ~~[35]~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à fournir des informations aux créanciers et autres parties intéressées concernées des Débitrices qui en font la demande par écrit au Contrôleur, avec copie aux avocats des Débitrices. Dans le cas d'informations dont les Débitrices ont avisé le Contrôleur de la nature confidentielle, exclusive ou concurrentielle, le Contrôleur ne doit communiquer ces informations à aucune Personne sans le consentement des Débitrices, à moins d'autorisation contraire en vertu de la présente Ordonnance ou à moins de directive contraire du Tribunal.
- [37] ~~[36]~~ **DÉCLARE** que si le Contrôleur, en sa qualité de Contrôleur, continue l'exploitation des Affaires des Débitrices ou continue d'employer les employés des Débitrices, bénéficiera des dispositions prévues à l'article 11.8 de la LACC.
- [38] ~~[37]~~ **ORDONNE** que ni le Contrôleur ni aucun employé ou mandataire du Contrôleur n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.
- [39] ~~[38]~~ **DÉCLARE** qu'aucune action ou autre procédure ne peut être intentée contre le Contrôleur en raison de sa nomination, de sa conduite en tant que Contrôleur ou de l'exécution des dispositions d'une ordonnance du Tribunal, sauf avec l'autorisation préalable du Tribunal et moyennant un préavis d'au moins sept (7) jours au Contrôleur et à ses avocats. Les entités liées au Contrôleur ou appartenant au même groupe que lui ont également droit aux protections, sauvegardes, avantages et privilèges conférés au Contrôleur en vertu de la présente Ordonnance.
- [40] ~~[39]~~ **ORDONNE** aux Débitrices d'acquitter les frais et débours raisonnables du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration dans la mesure où ils sont reliés aux présentes Procédures sous la LACC, qu'ils aient été engagés avant ou après la date de ~~la présente~~ l'Ordonnance initiale, et de verser à l'avance à chacun d'eux une provision raisonnable pour ces frais et débours sur demande à cet effet.
- [41] ~~[40]~~ **DÉCLARE** qu'en garantie des frais et déboursés professionnels du Contrôleur, des avocats du Contrôleur, des avocats des Agents, des avocats des Débitrices et du Chef de la restructuration (tel que défini ci-après) encourus tant avant qu'après la date de l'Ordonnance initiale en lien avec les présentes Procédures sous la LACC, ceux-ci bénéficient de et se voient, par les présentes,

octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens, ~~jusqu'à concurrence d'un montant total de 225 000 \$~~ (la « **Charge d'administration** ») pour une somme totale de 1 000 000 \$, suivant la priorité établie au paragraphe [5460] des présentes.

Nomination du Chef de la restructuration

[42] ~~[41]~~ **ORDONNE** que RC Benson Consulting Inc (« **RC Benson** ») soit nommé, par les présentes, comme chef de la restructuration des Débitrices (le « **Chef de la restructuration** ») dans le cadre des Procédures sous la LACC.

[43] ~~[42]~~ **ORDONNE** que la lettre d'engagement du Chef de la restructuration (Pièce R-14, sous scellé) au soutien de la Requête (la « **Lettre d'engagement du Chef de la restructuration** ») soit approuvée et **AUTORISE** le Chef de la restructuration à accomplir son mandat conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration.

[44] ~~[43]~~ **ORDONNE** que les Débitrices et leurs Administrateurs, dirigeants, employés et mandataires, comptables, auditeurs ainsi que toutes autres Personnes avisées de la présente Ordonnance collaborent avec le Chef de la restructuration dans l'exercice de son mandat et accordent sans délai au Chef de la restructuration l'accès non restreint à l'ensemble des Affaires et à tous les Biens, notamment les locaux, livres, registres et données, y compris les données sur support électronique, et à tous les autres documents des Débitrices.

[45] **ORDONNE** que les Débitrices paient les frais et déboursés professionnels du Chef de la restructuration, conformément aux conditions de la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration, qu'ils soient encourus avant ou après la date de la présente Ordonnance, et que les Débitrices versent au Chef de la restructuration une provision raisonnable à l'avance au titre de ces honoraires et débours, si la demande en est faite et **ORDONNE** que, conformément au paragraphe [41] des présentes, les frais et déboursés professionnels encourus par le Chef de la restructuration conformément à la Lettre d'engagement du Chef de la restructuration soient garantis la Charge d'administration.

[46] ~~[44]~~ **ORDONNE** que ni le Chef de la restructuration, ni aucun employé ou mandataire du Chef de la restructuration n'est réputé i) être un administrateur, un dirigeant ou un fiduciaire des Débitrices, ii) assumer toute obligation qui incombe aux Débitrices ou iii) assumer un devoir fiduciaire envers les Débitrices ou toute autre Personne, y compris un créancier ou un actionnaire des Débitrices.

Charge d'indemnisation

[47] ~~[45]~~ **ORDONNE** que les Débitrices indemnisent le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration de toutes réclamations relatives à toutes obligations ou responsabilités qu'ils peuvent encourir à raison de ou en relation avec leur qualité respective de Contrôleur, de dirigeants des Débitrices ou de Chef de la restructuration, sauf lorsque de telles obligations ou responsabilités ont été encourues en raison d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de leur part.

[48] ~~[46]~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices ainsi que le Chef de la restructuration bénéficient et se voient, par les présentes, octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens jusqu'à concurrence d'un montant total de ~~150-000~~300 000 \$ (la « **Charge d'indemnisation** »), en garantie de l'obligation d'indemnisation prévue au paragraphe ~~[45]~~[47] des présentes à compter de l'Heure de prise d'effet. La Charge d'indemnisation aura la priorité établie au paragraphe ~~[54]~~[60] des présentes.

[49] ~~[47]~~ **ORDONNE** que malgré toute stipulation d'une police d'assurance applicable en faveur des Débitrices faisant valoir le contraire, a) aucun assureur des Débitrices ne sera subrogé à la Charge d'indemnisation ni ne pourra en réclamer les bénéfices et b) le Contrôleur, les dirigeants des Débitrices et le Chef de la restructuration bénéficieront uniquement de la Charge d'indemnisation dans la mesure où ils ne bénéficient pas d'une couverture d'assurance permettant leur indemnisation à l'égard réclamations énoncées au paragraphe ~~[45]~~[47] des présentes, ou dans la mesure où cette couverture est insuffisante pour payer les montants que le Contrôleur, les dirigeants et le Chef de la restructuration sont en droit de recevoir à titre d'indemnisation conformément au paragraphe ~~[45]~~[47] des présentes.

Avances temporaires et Charge des avances temporaires

[50] ~~[48]~~ **ORDONNE** que le Contrôleur est autorisé à emprunter, auprès des Prêteurs, toute somme d'argent, à même les Liquidités excédentaires (telles que définies dans la Demande) transférées dans le Compte Desjardins, que le Contrôleur peut juger nécessaire ou souhaitable, à la condition que le montant de capital impayé n'excède pas le montant de ~~1-000-000~~4 000 000 \$, ou tout autre montant supérieur que la Cour pourra autoriser, le cas échéant, dans le cadre d'une ordonnance ultérieure (collectivement, les « **Avances temporaires** » et chacune une « **Avance temporaire** »), et ce, à tout moment et aux taux d'intérêt qu'il juge indiqués, dans le but de financer les présentes Procédures sous la LACC ainsi que l'exercice des pouvoirs et des obligations que la présente ordonnance lui confère, y compris les dépenses provisoires.

[51] ~~[49]~~ **ORDONNE** que tous les Biens des Débitrices soient, par les présentes, grevés d'une charge, d'une sûreté et d'une hypothèque jusqu'à concurrence d'un montant total de ~~1-200-000~~4 800 000 \$ (la « **Charge des avances temporaires** »).

») en faveur des Prêteurs à titre de garantie pour toutes les obligations des Débitrices envers les Prêteurs relativement à toutes les sommes dues (incluant le capital, les intérêts et autres frais) et qui découlent ou se rapporte aux Avances temporaires. La Charge des avances temporaires aura la priorité établie au paragraphe [5460] des présentes.

[52] ~~[50]~~ **ORDONNE** que le Contrôleur pourra délivrer des certificats, dont la forme est substantiellement conforme au modèle joint aux présentes en tant qu'**ANNEXE « A »** (chacun, le « **Certificat du Contrôleur** ») pour tout montant que le Contrôleur emprunte conformément à la présente Ordonnance.

[53] ~~[51]~~ **ORDONNE** que tout montant emprunté par le Contrôleur conformément à la présente ordonnance (ou à toute ordonnance ultérieure de cette Cour), de même que de même que tous les Certificats du Contrôleur attestant de ces emprunts ou d'une partie quelconque de ces dernières, ont égalité de rang, à moins d'accord contraire des détenteurs de tout Certificat du Contrôleur délivré antérieurement.

[54] ~~[52]~~ **DÉCLARE** que les Agents, agissant pour le bénéfice des Prêteurs, pourront :

- a) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, prendre de temps à autres, toutes les mesures qu'ils jugent nécessaires ou appropriées pour enregistrer, inscrire ou publier la Charge des Avances temporaire dans toutes les juridictions qu'ils jugent appropriées;
- b) nonobstant toute autre disposition de la présente Ordonnance, refuser d'effectuer toute avance au Contrôleur dans la mesure où ils le jugent approprié;

[55] ~~[53]~~ **ORDONNE** que sous réserve d'une ordonnance ultérieure de ce Tribunal, aucune ordonnance ayant pour effet de modifier, d'annuler ou autrement affecter les paragraphes [4850] à [5254] des présentes ne puisse être rendue, à moins a) qu'un avis de la demande en vue de ladite ordonnance soit signifié aux Débitrices, aux procureurs des Débitrices, au Contrôleur, aux procureurs du Contrôleur et aux procureurs des Agents par la partie qui la présente au moins sept (7) jours avant la présentation de cette Demande au Tribunal ou b) que les Débitrices y consentent.

Plan de rétention et Charge des employés

[56] **APPROUVE** le plan de rétention des employés et des dirigeants clés décrit à la Pièce R-●, sous scellé, (le « **Plan de rétention** »).

[57] **DÉCLARE** que les employés et dirigeants bénéficiant du Plan de rétention se voient par les présentes octroyer une charge, une sûreté et une hypothèque sur les Biens (la « **Charge des employés** ») pour une somme totale de ● \$, en garantie des incitatifs financiers prévus au Plan de rétention. La Charge des employés aura la priorité établie au paragraphe [60] des présentes.

[58] AUTORISE le Contrôleur à entreprendre toutes les démarches jugées nécessaires en vue de s'assurer de la mise en œuvre du Plan de rétention.

[59] ORDONNER qu'en tout temps durant les présentes procédures, le Contrôleur ou les Débitrices puissent s'adresser au Tribunal afin d'obtenir des directives à l'égard du Plan de rétention.

Priorités et dispositions générales relatives aux Charges en vertu de la LACC

[60] ~~[54]~~ **DÉCLARE** que les priorités, l'une par rapport à l'autre, entre la Charge d'administration, la Charge d'indemnisation, la Charge des employés et la Charge des avances temporaires (collectivement, les « **Charges en vertu de la LACC** ») en ce qui concerne les Biens auxquels elles s'appliquent, sont les suivantes :

- a) premièrement, la Charge d'administration;
- b) deuxièmement, la Charge d'indemnisation; ~~et~~
- c) troisièmement, la Charge des employés; et
- d) quatrièmement, la Charge des avances temporaires.

[61] ~~[55]~~ **DÉCLARE** que chacune des Charges en vertu de la LACC est de rang supérieur et prioritaire à celui de tous autres hypothèques, gages, sûretés, priorités, charges ou garanties de quelque nature que ce soit (collectivement, « **Sûretés** ») grevant l'un ou l'autre des Biens affectés par ces Sûretés, y compris les fiducies présumées.

[62] ~~[56]~~ **ORDONNE** qu'à moins de disposition expresse contraire des présentes, les Débitrices ne pourront pas accorder de Sûretés à l'égard d'un Bien de rang supérieur ou égal à celui des Charges en vertu de la LACC, à moins d'avoir obtenu l'approbation préalable écrite du Contrôleur et l'approbation préalable du Tribunal.

[63] ~~[57]~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC grevent, à l'Heure de prise d'effet, tous les Biens actuels et futurs des Débitrices, malgré toute exigence d'obtenir le consentement d'une partie à de telles charges ou de se conformer à une condition préalable.

[64] ~~[58]~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC et les droits et recours des bénéficiaires de ces Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires et ne sont pas autrement limités ou compromis de quelque manière que ce soit du fait : i) de la présente instance et de la déclaration d'insolvabilité qui y est faite; ii) qu'une requête en vue d'une ordonnance de faillite a été déposée à l'égard des Débitrices en vertu de la LFI, qu'une ordonnance de faillite a été rendue par suite d'une telle requête ou qu'une cession de biens a été faite ou est réputée avoir été faite à l'égard des Débitrices, ou iii) que des clauses restrictives, des interdictions ou d'autres stipulations semblables relatives à des emprunts, à des

dettes contractées ou à des Sûretés se retrouvent dans une entente, un bail, un contrat de sous-location, une offre de location ou un autre arrangement liant les Débitrices (la « **Convention avec un tiers** ») et, nonobstant toute disposition contraire d'une Convention de tiers :

- a) la constitution des Charges en vertu de la LACC n'entraîne pas et n'est pas réputée constituer un manquement de la part des Débitrices à une Convention avec un tiers à laquelle elles sont parties; et
- b) les bénéficiaires des Charges en vertu de la LACC n'engagent de responsabilité envers toute Personne, quelle qu'elle soit, par suite d'un manquement à une Convention avec un tiers occasionné par la constitution des Charges en vertu de la LACC ou découlant de celles-ci.

[65] ~~[59]~~ **DÉCLARE** que nonobstant : i) la présente instance et toute déclaration d'insolvabilité qui y est faite, ii) toute requête en vue d'une ordonnance de faillite déposée à l'égard des Débitrices conformément à la LFI et toute ordonnance de faillite y faisant droit ou toute cession de biens visant les Débitrices qui est faite ou réputée avoir été faite, et iii) toute loi fédérale ou provinciale, les paiements ou dispositions de biens faits par les Débitrices conformément à la présente Ordonnance et l'octroi des Charges en vertu de la LACC ne constituent et ne constitueront pas des règlements, des préférences frauduleuses, des transferts frauduleux, des opérations sous-évaluées ou d'autres transactions contestables ou révisables ou des actes donnant lieu à un recours pour abus en vertu d'une loi applicable.

[66] ~~[60]~~ **DÉCLARE** que les Charges en vertu de la LACC sont valides et exécutoires à l'encontre de tous les Biens des Débitrices et de toutes les Personnes, y compris tout syndic de faillite, séquestre, séquestre-gérant ou séquestre intérimaire des Débitrices, et ce, à toute fin.

« Audition de retour »

~~[61] **DÉCLARE** que toute Personne intéressée peut présenter une demande au Tribunal afin de faire modifier ou annuler la présente Ordonnance ou d'obtenir un autre redressement lors de l'« audition de retour » en lien avec la Demande, pour l'émission d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance approuvant un processus de sollicitation d'investissement et de vente, qui se tiendra le lieu le [23] août 2023 à [9h], en présentiel ou de façon virtuelle, selon ce qui aura été déterminé par le Tribunal.~~

Procédures

[67] **ORDONNE** que, sous réserve d'une nouvelle ordonnance de ce Tribunal, toutes les requêtes dans le cadre des Procédures sous la LACC soient présentées moyennant un préavis d'au moins cinq (5) jours civils à toutes les Personnes figurant sur la liste de distribution préparée par les Débitrices ou les procureurs de ces dernières relativement aux Procédures sous la LACC (la « **Liste de**

distribution »). Chaque requête doit préciser une date (la « **Date de retour initiale** ») et une heure (l'« **Heure de retour initiale** ») pour l'audience.

[68] **ORDONNE** que toute Personne souhaitant s'opposer ou s'objecter au redressement demandé dans une demande dans le cadre des Procédures sous la LACC doit signifier les documents de réponse relatifs à la requête ou un avis indiquant l'opposition ou l'objection à la demande et les motifs à l'appui de cette opposition ou objection (un « **Avis d'opposition** ») par écrit à la partie requérante, aux Débitrices, aux Agents, au Contrôleur et à leurs procureurs respectifs, avec copie à toutes autres Personnes figurant sur la Liste de distribution, au plus tard à 17 h à la date tombant trois (3) jours civils avant la Date de retour initiale (la « **Date limite d'opposition** »). Si une requête est présentée à moins de cinq (5) jours civils d'avis, la Date limite d'opposition sera rapprochée d'un délai égal et correspondant.

[69] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le juge chargé des Procédures sous la LACC (le « **Juge président** ») peut décider: i) si une audience est nécessaire; ii) si cette audience se tiendra en personne, par vidéoconférence, par téléphone ou par soumissions écrites seulement (sur le vu du dossier), et iii) des personnes desquelles des soumissions sont requises (collectivement, les « **Détails concernant l'audience** »). En l'absence d'une telle décision, une audience sera tenue dans le cours normal.

[70] **ORDONNE** que, si aucun Avis d'opposition n'est signifié avant la Date limite d'opposition, le Contrôleur ou le conseiller juridique du Contrôleur communique avec le Juge président pour savoir si une décision a été prise par le Juge président au sujet des Détails concernant l'audience. Le Contrôleur ou les avocats du Contrôleur doit par la suite informer la Liste de distribution des Détails concernant l'audience et le Contrôleur doit faire rapport de sa diffusion des Détails concernant l'audience au Tribunal en temps opportun, lequel rapport peut être inclus dans le prochain rapport du Contrôleur dans le cadre des Procédures sous la LACC.

[71] **ORDONNE** que, si un Avis d'opposition est signifié avant la Date limite d'opposition, les parties intéressées doivent comparaître devant le Juge président à la Date de retour initiale à l'Heure de retour initiale, ou au moment antérieur ou ultérieur que le Tribunal peut décider, aux fins suivantes, comme le Tribunal peut l'ordonner : a) procéder à l'audience à la Date de retour initiale et à l'Heure de retour initiale; ou b) établir un échéancier pour la livraison des documents et l'audience de la requête contestée et des autres questions, dont les mesures provisoires, comme le Tribunal peut l'ordonner.

Dispositions générales

[72] ~~[62]~~ **ORDONNE** qu'aucune Personne n'intente, ne continue ou ne fasse exécuter de Procédures à l'encontre de l'un ou l'autre des Administrateurs, employés, avocats ou conseillers financiers des Débitrices, des Agents ou des

autres Prêteurs ou du Contrôleur, en relation avec Procédures sous la LACC, les Affaires ou les Biens des Débitrices, sans avoir d'abord obtenu la permission préalable du Tribunal, moyennant un préavis écrit de cinq (5) jours aux avocats des parties concernées qui sont mentionnés au présent paragraphe qu'il est proposé de nommer dans ces Procédures;

[73] ~~[63]~~ **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et la procédure et la déclaration sous serment y ayant donné ouverture, ne constituent pas, en elles-mêmes, un défaut des Débitrices ou une omission de leur part de se conformer à une loi, un règlement, une licence, un permis, un contrat, une permission, une promesse, une convention, un engagement ou quelque autre écrit ou exigence.

[74] ~~[64]~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, les Débitrices et le Contrôleur sont libres de signifier tout avis, formulaire de preuve de réclamation, procuration, note d'information, procédure ou autre document se rapportant à la présente instance, en envoyant une copie par courrier ordinaire, port payé, par messagerie, par livraison en mains propres ou par transmission électronique aux Personnes ou autres parties concernées à leur dernière adresse respective donnée figurant dans les registres des Débitrices; le document ainsi signifié est réputé avoir été reçu à la date de livraison, s'il s'agit d'une livraison en mains propres ou d'une transmission électronique, le jour ouvrable suivant, s'il est livré par messagerie, ou trois (3) jours ouvrables suivant sa mise à la poste, s'il est envoyé par courrier ordinaire.

[75] ~~[65]~~ **DÉCLARE** que les Débitrices, le Contrôleur et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant de tels documents par courriel aux adresses courriel des avocats.

[76] ~~[66]~~ **DÉCLARE** que, sauf disposition contraire des présentes, de la LACC ou d'une ordonnance du Tribunal, il n'est pas nécessaire de signifier quelque document, ordonnance, ni autre document que ce soit à une Personne à l'égard de la présente instance, à moins que cette Personne n'ait signifié un avis de comparution aux avocats des Débitrices ainsi qu'au Contrôleur et à ses avocats et ne l'ait déposé au Tribunal ou qu'elle apparaisse sur la Liste de distribution, à moins que l'ordonnance recherchée ne vise une Personne non encore impliquée dans la présente instance.

[77] ~~[67]~~ **DÉCLARE** ORDONNE que les Pièces **[R-8, R-9 et R-14]** au soutien de la Demande soient gardées confidentielles et sous scellé jusqu'à ce qu'une ordonnance ultérieure du Tribunal à l'effet contraire soit émise.

[78] ~~[68]~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur peut, de temps à autre, présenter une demande au Tribunal afin d'obtenir des directives concernant l'exercice de ses pouvoirs, obligations et droits en vertu des présentes ou concernant l'exécution appropriée de la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis aux autres parties.

[79] ~~[69]~~ **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.

[80] ~~[70]~~ **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur pourra agir à titre de représentant étranger des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.

[81] ~~[74]~~ **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de la présente Ordonnance.

[82] ~~[72]~~ **DÉCLARE** que, aux fins de toute demande auprès d'une autorité étrangère, le lieu du centre d'intérêt principal des Débitrices (« *center of main interest* ») se trouve dans la province de Québec, Canada.

[83] ~~[73]~~ **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant tout appel.

L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

ANNEXE « A »

CERTIFICAT DU CONTRÔLEUR

N^o DU CERTIFICAT : [●]

MONTANT : [●] \$

1. **LA PRÉSENTE ATTESTE** que **Ernst & Young Inc.**, syndic autorisé en insolvabilité, agissant à titre de contrôleur (le « **Contrôleur** ») nommé par la Cour supérieure du Québec (Chambre commerciale) (la « **Cour** ») à l'égard de Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec inc., Pharmalab inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), conformément à une ordonnance rendue par la Cour le **[15 août 2023]** (telle qu'amendée et/ou reformulée, de temps à autres, l'« **Ordonnance initiale** ») dans le dossier de Cour portant le numéro [●], atteste par les présentes avoir reçu des détenteurs du présent certificat (les « **Prêteurs** ») une avance temporaire (l'« **Avance temporaire** ») d'un montant en capital de [●] \$, le tout conformément aux dispositions prévues dans l'Ordonnance initiale.
2. L'Avance temporaire, attestée par le présent certificat (le « **Certificat** »), est payable sur demande par les Prêteurs, avec les intérêts y afférents calculés et composés mensuellement et non à l'avance, le [●] jour de chaque mois, après la date des présentes, à un taux annuel égal à [●] % de plus que le taux d'intérêt préférentiel de la Banque du Canada en vigueur au moment où l'Avance temporaire est effectuée.
3. Tous les montants dus aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire, telle qu'attestée par le présent certificat, sont garantis par la « **Charge des avances temporaires** », telle qu'ordonnée par la Cour aux termes de l'Ordonnance initiale.
4. Tant que les sommes dues aux Prêteurs en lien avec l'Avance temporaire attestée par le présent Certificat n'auront pas été remboursées aux Prêteurs, aucune autre charge ou sûreté de rang supérieur ne pourra être accordée à l'égard des biens des Débitrices, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable des Prêteurs.
5. Le Contrôleur agit aux termes des présentes comme Contrôleur des Débitrices, et non à titre personnel, et par conséquent, n'engage aucunement sa responsabilité personnelle en lien avec le présent Certificat.

[La page signature suit]

FAIT le [●]. jour de [●], 2023.

Ernst & Young Inc., syndic autorisé en insolvabilité, uniquement en sa qualité de Contrôleur des Débitrices, et non en sa qualité personnelle.

Par :

Nom : [●].

Titre : [●].

Document comparison by Workshare Compare on lundi, août 14, 2023 16:16:15

Input:	
Document 1 ID	iManage://mccarhytetrault-mobility-ca.imanage.work/MTD OCS/48518411/3
Description	#48518411v3<mccarhytetrault-mobility-ca.imanage.work> - Ideal Protein - R-1 - Projet d'ordonnance initiale(117673050.9)
Document 2 ID	iManage://mccarhytetrault-mobility-ca.imanage.work/mtdocs/48519744/3
Description	#48519744v3<mccarhytetrault-mobility-ca.imanage.work> - Ideal Protein - R-2 - Projet d'ordonnance initiale amendée et reformulée(117716783.8)
Rendering set	Standard

Legend:	
<u>Insertion</u>	
Deletion	
Moved from	
<u>Moved to</u>	
Style change	
Format change	
Moved deletion	
Inserted cell	
Deleted cell	
Moved cell	
Split/Merged cell	
Padding cell	

Statistics:	
	Count
Insertions	129
Deletions	90
Moved from	0
Moved to	0
Style changes	0
Format changes	0

Total changes	219
---------------	-----

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

Nº: 200-11-[●]

DATE : [●] août 2023

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.

**DANS L'AFFAIRE DE LA LOI SUR LES ARRANGEMENTS AVEC LES CRÉANCIERS DES
COMPAGNIES, L.R.C. 1985, CH. C-36 :**

**LABORATOIRES C.O.P IN
C.
9327-9269 QUEBEC INC.**

PHARMALAB INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Débitrices

-et-

BANQUE DE MONTRÉAL

-et-

FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS

Mises en cause

-et-

ERNST & YOUNG INC.

Contrôleur

**ORDONNANCE D'APPROBATION DU PROCESSUS DE SOLlicitation
D'INVESTISSEMENT ET DE VENTE**

AYANT PRIS CONNAISSANCE de la *Demande pour l'émission d'une ordonnance initiale et d'une ordonnance initiale amendée et reformulée et d'une ordonnance approuvant un processus de sollicitation d'investissement et de vente* présentée par Laboratoire C.O.P. Inc., 9327-9269 Québec Inc., Pharmalab Inc. et Ideal Protein of America Inc. (collectivement, les « **Débitrices** »), en vertu de la *Loi sur les*

arrangements avec les créanciers des compagnies, L.R.C. (1985), ch. C-36, telle qu'amendée (la « **LACC** »), des pièces et de la déclaration sous serment de Randy Benson déposées au soutien de celle-ci (la « **Demande** »), du consentement d'Ernst & Young Inc. à agir à titre de contrôleur des Débitrices (« **EY** » ou le « **Contrôleur** »), ainsi que du rapport d'EY déposé en date du [●] août 2023, en sa qualité de Contrôleur proposé des Débitrices, se fondant sur les représentations des avocats et ayant été avisé que toutes les parties intéressées ont été avisées au préalable de la présentation de la Demande;

CONSIDÉRANT les dispositions de la LACC;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'ordonnance initiale émise, par ce Tribunal, le 15 août 2023 (telle qu'amendée et reformulée le [●]) (l'« **Ordonnance initiale** »);

EN CONSÉQUENCE, LE TRIBUNAL :

[1] **ACCORDE** la Demande.

[2] **REND** la présente ordonnance, laquelle est présentée sous les intitulés suivants:

- Définitions
- Notification
- Approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente
- Pouvoirs additionnels du Contrôleur
- Autres mesures connexes

Définitions

[3] **ORDONNE** que tous les termes débutant par une majuscule utilisés dans la présente ordonnance (l'« **Ordonnance** ») et qui ne sont pas autrement définis ont la signification qui leur est donnée dans l'Ordonnance initiale;

Notification

[4] **ORDONNE** que tout délai préalable pour la présentation de la Demande soit, par les présentes, abrégé et accepté afin que celle-ci soit valablement présentable aujourd'hui;

[5] **DÉCLARE** que les Débitrices ont donné un avis préalable suffisant de la présentation de la Demande aux parties intéressées;

[6] **PERMET** la notification de la présente Ordonnance à toute heure, en tout lieu et par tout moyen, incluant par courriel.

Approbation du processus de sollicitation d'investissement et de vente

- [7] **APPROUVE** le processus de sollicitation d'investissement et de vente (le « **PSIV** ») selon les modalités et conditions prévues à l'**Annexe A** de la présente Ordonnance (les « **Procédures relatives au PSIV** »).
- [8] **AUTORISE** le Contrôleur, en consultation avec les Agents, à mettre en œuvre le PSIV, à prendre toutes les mesures et à signer tous les documents nécessaires ou accessoires à la mise en œuvre du PSIV, le tout conformément aux Procédures relatives au PSIV.
- [9] **DÉCLARE** que le Contrôleur et chacune de ses parties affiliées, incluant, sans s'y limiter, ses partenaires, administrateurs, dirigeants, employés, agents, mandataires et conseillers juridiques, n'auront aucune responsabilité à l'égard de toutes pertes, réclamations, dommages ou responsabilités de quelque nature que ce soit à l'endroit de toute personne en relation ou résultant de la conduite du PSIV ou de l'exercice de leurs fonctions dans le cadre du PSIV, sauf dans la mesure où ces pertes, réclamations, dommages ou responsabilités sont encourus ou résultent d'une faute lourde, de l'inconduite délibérée ou d'une faute intentionnelle de l'une de ces personnes ou entités, selon le cas, tel que déterminé par ce Tribunal et sous réserve des dispositions de l'Ordonnance initiale.

Pouvoirs additionnels du Contrôleur

- [10] **ORDONNE** qu'en plus des pouvoirs du Contrôleur énoncés dans l'Ordonnance initiale, sous réserve d'autres ordonnances de ce Tribunal et des Procédures relatives au PSIV, le Contrôleur est autorisé, pour les Débitrices et en leur nom, mais après consultation avec les Agents (tels que définis dans la Demande):
- a) à prendre toutes les mesures nécessaires ou appropriées afin de mener à bien le PSIV;
 - b) à signer les documents qui peuvent être nécessaires dans le cadre du déploiement et de l'implémentation du PSIV; et
 - c) à conclure toute entente ou à contracter toute obligation nécessaire, utile ou accessoire à l'exercice des pouvoirs susmentionnés et au bon déroulement du PSIV.

Autres mesures connexes

- [11] **DÉCLARE** que le Contrôleur et les Débitrices peuvent de temps à autre présenter une demande au Tribunal afin d'obtenir des directives concernant la mise en œuvre du PSIV et l'exercice de leurs pouvoirs, obligations et droits respectifs en vertu des présentes ou des Procédures relatives au PSIV ou encore concernant l'exécution appropriée de la présente Ordonnance, et ce, uniquement en envoyant un avis aux autres parties.

- [12] **DÉCLARE** que le Contrôleur, les Débitrices et toute partie à la présente instance peuvent signifier tous documents relatifs à la présente instance à toutes les parties représentées par avocat en envoyant de tels documents par courriel aux adresses courriel des avocats.
- [13] **DÉCLARE** que la présente Ordonnance et toutes les autres ordonnances dans le cadre de la présente instance sont pleinement exécutoires et en vigueur dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada.
- [14] **DÉCLARE** que le Contrôleur est autorisé à s'adresser, selon ce qu'il juge nécessaire ou souhaitable, avec ou sans avis, à tout autre tribunal ou organisme administratif au Canada, aux États-Unis d'Amérique ou à l'étranger afin d'obtenir des ordonnances apportant une aide à l'égard de la présente Ordonnance et de toute ordonnance ultérieure du Tribunal ainsi que, sans limiter ce qui précède, une ordonnance en vertu du Chapitre 15 du *Bankruptcy Code* des États-Unis, à l'égard de laquelle le Contrôleur pourra agir à titre de représentant étranger des Débitrices. Tous les tribunaux et organismes administratifs de tous ces territoires sont respectivement priés par les présentes de rendre de telles ordonnances et de fournir au Contrôleur l'aide pouvant être jugée nécessaire ou appropriée à cette fin.
- [15] **DEMANDE** l'aide et la reconnaissance de tout tribunal ou organisme administratif de toute province du Canada, de tout tribunal fédéral ou organisme administratif du Canada, ainsi que de tout tribunal ou organisme administratif fédéral ou étatique des États-Unis d'Amérique et de tout tribunal ou organisme administratif étranger, afin que ceux-ci apportent leur aide au Tribunal et se fassent son auxiliaire aux fins de l'exécution des conditions de la présente Ordonnance
- [16] **ORDONNE** l'exécution provisoire de la présente Ordonnance nonobstant tout appel.

L'HONORABLE MARC PARADIS, J.C.S.



Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2023-08-09 14:46:29

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1171184824
Nom	LABORATOIRES C.O.P. INC.

Adresse du domicile

Adresse	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse
---------	----------------

Immatriculation

Date d'immatriculation	2015-08-20
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2015-08-20
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2015-08-20 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-06-28
---	------------

Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-06-28 2022
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2024-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2023-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

La personne morale a fait l'objet de fusion(s).

Type	Loi applicable	Date	Nom et domicile de la personne morale	Composante	Résultante
Fusion simplifiée	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)	2015-09-30	LABORATOIRES C.O.P. INC. 60 rue Jean-Proulx Gatineau (Québec) J8Z1W1 Canada	1171280325	1171184824

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7215
Activité	Sociétés de portefeuille (holdings)
Précisions (facultatives)	-

2^e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	6019
Activité	Autres magasins d'alimentation spécialisés n.c.a.
Précisions (facultatives)	SERVICES DE VENTE ET DE DISTRIBUTIONS DE PRODUITS DIÉTÉTIQUES, DISTRIBUTION DE SUPPLÉMENTS ALIMENTAIRES ET PRODUITS NATURELS

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec
De 50 à 99

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants, bénéficiaires ultimes et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom

9327-6269 Québec inc.

Adresse du domicile

8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec)
G6V9G9 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il existe une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

Actionnaires ou tiers assumant les pouvoirs du conseil d'administration

Tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires.

Nom de l'entreprise

9327-6269 Quebec Inc.

Date du début de la charge

2018-11-29

Date de fin de la charge

Adresse du domicile

8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec)
G6V9G9 Canada

Liste des administrateurs

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille

Halkuff

Prénom

Dawn

Fonctions actuelles

Président

Adresse du domicile

1501 Dale Lane Delray Beach FL 33444 USA

Adresse professionnelle

Déclaration relative aux bénéficiaires ultimes

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0003 - LABORATOIRES C.O.P. INC.	60 rue Jean-Proulx Gatineau (Québec) J8Z1W1 Canada	Autres magasins d'alimentation spécialisés n.c.a. (6019)
(Établissement principal)		
0002 - Le Groupe M. Vachon	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada	Sociétés de portefeuille (holdings) (7215) Autres magasins d'alimentation spécialisés n.c.a. (6019)
0001 - Les Laboratoires Vachon	8700 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada	Autres types de commerce de gros de produits alimentaires (5219) Commerce de gros de savons et de produits de toilette (5232)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2023-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2022-06-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-06-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-07-14
Déclaration de mise à jour courante	2020-05-04
Déclaration de mise à jour courante	2020-04-17
Déclaration de mise à jour courante	2020-01-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-06-28
Déclaration de mise à jour courante	2019-01-25
Déclaration de mise à jour courante	2018-12-05
Déclaration de mise à jour courante	2018-12-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-06-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2018-05-17
Déclaration de mise à jour courante	2017-12-18
Déclaration de mise à jour courante	2017-08-14
Déclaration de mise à jour courante	2017-07-05
Déclaration de mise à jour courante	2017-03-21
Déclaration de mise à jour courante	2017-01-19
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-08
Déclaration de mise à jour courante	2015-12-18
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-22
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-16
Certificat de fusion	2015-10-02
Certificat de modification	2015-09-29
Déclaration de mise à jour de correction	2015-08-31
Déclaration initiale	2015-08-20

Type de document	Date de dépôt au registre
Certificat de constitution	2015-08-20

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2017-07-05
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
LABORATOIRES C.O.P. INC.		2015-09-30		En vigueur
9327-6277 Québec inc.		2015-08-20	2015-09-30	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Idéal Technologie	Ideal Technology	2017-07-05		En vigueur
Idéal Protocole	Ideal Protocol	2017-01-19		En vigueur
Idéal Coaching.tv	Ideal Coaching.tv	2015-10-16		En vigueur
Idéal Protéine	Ideal Protein	2015-10-16		En vigueur
Idéal Protéine Académie	Ideal Protein Academy	2015-10-16		En vigueur
Idéal Rapide	Ideal Fast	2015-10-16		En vigueur
Le Groupe M. Vachon		2015-10-16		En vigueur
Les Laboratoires Vachon		2015-10-16		En vigueur
Natura (MC)		2015-10-16		En vigueur
Protidéa		2015-10-16		En vigueur
Protiforme		2015-10-16		En vigueur
Rolmex International		2015-10-16		En vigueur





Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2023-08-09 14:47:55

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1171184782
Nom	9327-6269 Québec inc.

Adresse du domicile

Adresse	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse
---------	----------------

Immatriculation

Date d'immatriculation	2015-08-20
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2015-08-20
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2015-08-20 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2022-06-28
---	------------

Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2022-06-28 2021
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2024-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2023-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	7215
Activité	Sociétés de portefeuille (holdings)
Précisions (facultatives)	-

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants, bénéficiaires ultimes et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom

ION PARENT HOLDINGS INC.

Adresse du domicile

595 Burrard Street Three Bentall Centre CP 49314
Vancouver Colombie-Britannique V7X1L3 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il n'existe pas de convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

Liste des administrateurs

Nom de famille	Benloulou
Prénom	Olivier
Date du début de la charge	2015-09-30
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	130 ch. de la Belle-Terre Chelsea (Québec) J9B1S5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Evans
Prénom	Dave
Date du début de la charge	2017-10-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	601 Lexington Avenue, 53rd Floor New York New York 10022 États-Unis
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Karandikar
Prénom	Ashish
Date du début de la charge	2017-11-28
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	601 Lexington Avenue, 53rd Floor New York New York 10022 États-Unis
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Zubko
Prénom	Mark
Date du début de la charge	2017-11-28
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	601 Lexington Avenue, 53rd Floor New York New York 10022 États-Unis
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Déclaration relative aux bénéficiaires ultimes

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2022-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-06-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-07-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-05-31
Déclaration de mise à jour courante	2017-12-06
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-08-16
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-29
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-13
Déclaration de mise à jour courante	2016-01-07
Déclaration de mise à jour de correction	2015-08-31
Déclaration initiale	2015-08-20
Certificat de constitution	2015-08-20

Index des noms

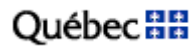
Date de mise à jour de l'index des noms 2015-08-20

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
9327-6269 Québec inc.		2015-08-20		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.



© Gouvernement du Québec



[Department of State](#) / [Division of Corporations](#) / [Search Records](#) / [Search by Entity Name](#) /

Detail by Entity Name

Florida Profit Corporation

IDEAL PROTEIN OF AMERICA INC.

Filing Information

Document Number P08000065575

FEI/EIN Number 75-3269434

Date Filed 07/09/2008

Effective Date 07/09/2008

State FL

Status ACTIVE

Last Event AMENDMENT

Event Date Filed 03/11/2020

Event Effective Date NONE

Principal Address

3135 S.R. 580, SUITE 5

SAFETY HARBOR, FL 34695

Changed: 09/04/2012

Mailing Address

3135 S.R. 580, SUITE 5

SAFETY HARBOR, FL 34695

Changed: 09/04/2012

Registered Agent Name & Address

CHESTNUT BUSINESS SERVICES, LLC

911 Chestnut Street

Clearwater, FL 33756

Name Changed: 03/30/2017

Address Changed: 08/22/2017

Officer/Director Detail

Name & Address

Title Director, CEO

Halkuff, Dawn
1215 Sandoway Lane
Delray Beach, FL 33483

Title COO

Peller, Julie
219 W 81st St.
Apt 3D
New York, NY 10024

Title Senior VP, Chief Legal Officer

Wilson, Alexander
202 Faraday St.
Ottawa, Ontario K1Y 3M6 CA

Title CFO

KOKKINOS, GEORGE
853 DATE PALM LANE
ST. PETERSBURG, FL 33707

Annual Reports

Report Year	Filed Date
2022	01/05/2022
2022	02/28/2022
2023	01/05/2023

Document Images

01/05/2023 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
07/25/2022 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
02/28/2022 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/05/2022 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/19/2021 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
05/04/2020 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
04/17/2020 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
03/11/2020 -- Amendment	View image in PDF format
01/06/2020 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/03/2020 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/29/2019 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/02/2019 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
12/04/2018 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
12/03/2018 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/02/2018 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
12/18/2017 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
12/15/2017 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
12/14/2017 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format

08/22/2017 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
03/30/2017 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/06/2017 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/11/2016 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
10/26/2015 -- Amendment	View image in PDF format
01/06/2015 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
05/07/2014 -- AMENDED ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/07/2014 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
02/09/2013 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
10/10/2012 -- Amendment	View image in PDF format
01/23/2012 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
01/12/2011 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
05/03/2010 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
04/08/2009 -- ANNUAL REPORT	View image in PDF format
07/09/2008 -- Domestic Profit	View image in PDF format

Florida Department of State, Division of Corporations

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2023-08-09 14:59:57

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1161012126
Nom	PHARMALAB INC.

Adresse du domicile

Adresse	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse
---------	----------------

Immatriculation

Date d'immatriculation	2002-09-06
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2002-09-06
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Société par actions ou compagnie
Date de la constitution	2002-09-05 Fusion
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les sociétés par actions (RLRQ, C. S-31.1)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-06-28
---	------------

Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-06-28 2022
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2024-07-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2023-07-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

La personne morale a fait l'objet de fusion(s).

Type	Loi applicable	Date	Nom et domicile de la personne morale	Composante	Résultante
Fusion ordinaire	QUÉBEC : Loi sur les compagnies partie 1A, RLRQ, C. C-38	2002-09-05	PHARMALAB (1982) INC. 8750, BOUL DE LA RIVE-SUD CP 100 LÉVIS QC G6V6N6	1142772772	1161012126
			FREGA INC. 8750, BOUL DE LA RIVE-SUD CP 100 LÉVIS QC G6V6N6	1142775361	

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	3741
Activité	Industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments
Précisions (facultatives)	et suppléments alimentaires

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 100 à 249

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Convention unanime, actionnaires, administrateurs, dirigeants, bénéficiaires ultimes et fondé de pouvoir

Actionnaires

Premier actionnaire

Le premier actionnaire est majoritaire.

Nom	LABORATOIRES C.O.P. INC.
Adresse du domicile	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada

Convention unanime des actionnaires

Il existe une convention unanime des actionnaires conclue en vertu d'une loi du Québec ou d'une autre autorité législative du Canada.

Actionnaires ou tiers assumant les pouvoirs du conseil d'administration

Tous les pouvoirs ont été retirés au conseil d'administration par une convention unanime des actionnaires.

Nom de l'entreprise	Laboratoires C.O.P. Inc.
Date du début de la charge	2018-11-29
Date de fin de la charge	
Adresse du domicile	8750 boul. Guillaume-Couture Lévis (Québec) G6V9G9 Canada

Liste des administrateurs

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	Halkuff
Prénom	Dawn
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	1501 Dale Lane Delray Beach FL 33444 USA
Adresse professionnelle	

Déclaration relative aux bénéficiaires ultimes

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2023-06-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2022-06-17
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-03-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2020-07-14
Déclaration de mise à jour courante	2020-05-04
Déclaration de mise à jour courante	2020-04-17
Déclaration de mise à jour courante	2020-01-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2019-06-28
Déclaration de mise à jour courante	2019-01-25
Déclaration de mise à jour courante	2018-12-05
Déclaration de mise à jour courante	2018-12-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2018-05-31
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2017-07-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2016-01-04
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2015-04-14
Déclaration de mise à jour courante	2015-02-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2014-03-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2013-04-02
Déclaration de mise à jour courante	2012-09-07
Déclaration de mise à jour courante	2012-06-29
Déclaration de mise à jour courante	2012-03-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-01-13
Déclaration de mise à jour courante	2011-05-10
Déclaration annuelle 2010	2011-05-09
Certificat de modification	2010-10-26
État et déclaration de renseignements 2009	2010-02-09
État et déclaration de renseignements 2008	2009-02-27
État et déclaration de renseignements 2007	2008-03-04
Certificat de modification	2008-02-18
Déclaration modificative	2008-01-09
État et déclaration de renseignements 2006	2007-05-11
Déclaration annuelle 2005	2006-02-08
Déclaration annuelle 2004	2005-01-21
Déclaration annuelle 2003	2003-12-11
Déclaration modificative	2003-06-12
Déclaration initiale	2002-09-12
Certificat de fusion	2002-09-06

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms

2010-10-26

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
PHARMALAB INC.		2010-10-19		En vigueur
PHARMALAB (1982) INC.		2002-09-05	2010-10-19	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
PHARMALAB (1982)		2012-03-14		En vigueur
PHARMALAB 1982		2012-03-14		En vigueur
FRÉGA		2002-09-12	2009-02-27	Antérieur



© Gouvernement du Québec

Pièce R-8
Sous scellé

Pièce R-9
Sous scellé

CREDIT AGREEMENT

Dated as of September 30, 2015

Among

9327-6269 QUÉBEC INC.,
as Holdings,

9327-6277 QUÉBEC INC.,
as the Borrower

BANK OF MONTREAL,
as Administrative Agent,

CAISSE CENTRALE DESJARDINS,
as Collateral Agent,

and

THE OTHER LENDERS FROM TIME TO TIME PARTY HERETO

BMO CAPITAL MARKETS and DESJARDINS CAPITAL MARKETS,
as Joint Lead Arrangers and Joint Bookrunners,

TABLE OF CONTENTS
[to be updated]

	Page
Article I Definitions and Accounting Terms.....	2
Section 1.01 Defined Terms	2
Section 1.02 Other Interpretive Provisions.....	59
Section 1.03 Accounting Terms.....	59
Section 1.04 Rounding.....	60
Section 1.05 References to Agreements, Laws, Etc	60
Section 1.06 Times of Day	60
Section 1.07 Timing of Payment or Performance.....	60
Section 1.08 Currency Equivalents Generally	60
Section 1.09 Québec Interpretation Clause.....	61
Section 1.10 Certain Calculations and Tests.....	62
Article II The Commitments and Credit Extensions.....	62
Section 2.01 The Loans	62
Section 2.02 Borrowings, Conversions and Continuations of Loans	63
Section 2.03 Letters of Credit	65
Section 2.04 Swing Line Loans	72
Section 2.05 Prepayments.....	75
Section 2.06 Termination or Reduction of Commitments	80
Section 2.07 Repayment of Terms Loans	81
Section 2.08 Interest	82
Section 2.09 Fees	82
Section 2.10 Computation of Interest and Fees	83
Section 2.11 Evidence of Indebtedness	83
Section 2.12 Payments Generally	84
Section 2.13 Sharing of Payments	85
Section 2.14 Incremental Credit Extensions.....	86
Section 2.15 [Reserved].....	89
Section 2.16 Defaulting Lenders	89
Section 2.17 Bankers' Acceptances.....	91

TABLE OF CONTENTS
(continued)

	Page
Article III Taxes, Increased Costs Protection and Illegality	93
Section 3.01 Taxes	93
Section 3.02 Illegality	95
Section 3.03 Inability to Determine Rates	96
Section 3.04 Increased Cost and Reduced Return; Capital Adequacy; Reserves on Libor Rate Loans	96
Section 3.05 Funding Losses	97
Section 3.06 Matters Applicable to All Requests for Compensation	98
Section 3.07 Replacement of Lenders under Certain Circumstances	99
Section 3.08 Survival	100
Article IV Conditions Precedent to Credit Extensions	100
Section 4.01 Conditions of Initial Credit Extension	100
Section 4.02 Conditions to All Credit Extensions	102
Article V Representations and Warranties	103
Section 5.01 Existence, Qualification and Power; Compliance with Laws	103
Section 5.02 Authorization; No Contravention	103
Section 5.03 Governmental Authorization; Other Consents	103
Section 5.04 Binding Effect	104
Section 5.05 Financial Statements; No Material Adverse Effect	104
Section 5.06 Litigation	104
Section 5.07 Ownership of Property; Liens	104
Section 5.08 Environmental Compliance	105
Section 5.09 Taxes	105
Section 5.10 Compliance with ERISA and other Pension Laws.	105
Section 5.11 Subsidiaries; Equity Interests	106
Section 5.12 Margin Regulations; Investment Company Act	106
Section 5.13 Disclosure	106
Section 5.14 Intellectual Property; Licenses, Etc	107
Section 5.15 Solvency	107
Section 5.16 Collateral Documents	107
Section 5.17 Use of Proceeds	107

TABLE OF CONTENTS (continued)

	Page
Section 5.18 Senior Indebtedness	107
Section 5.19 AML Legislation.....	107
Section 5.20 Anti-Corruption Laws and Sanctions.....	107
Section 5.21 Compliance with Regulatory Requirements	108
Article VI Affirmative Covenants.....	108
Section 6.01 Financial Statements	108
Section 6.02 Certificates; Other Information	109
Section 6.03 Notices	110
Section 6.04 Maintenance of Existence	111
Section 6.05 Maintenance of Properties	111
Section 6.06 Maintenance of Insurance	111
Section 6.07 Compliance with Laws	111
Section 6.08 Books and Records	111
Section 6.09 Inspection Rights	112
Section 6.10 Covenant to Guarantee Obligations and Give Security	112
Section 6.11 Use of Proceeds	113
Section 6.12 Further Assurances and Post-Closing Conditions.....	114
Section 6.13 Designation of Subsidiaries	115
Section 6.14 Payment of Taxes.....	115
Section 6.15 Nature of Business	115
Section 6.16 Guarantor Coverage Test.	115
Section 6.17 End of Fiscal Years; Fiscal Quarters	116
Article VII Negative Covenants.....	116
Section 7.01 Liens	116
Section 7.02 Investments	121
Section 7.03 Indebtedness	124
Section 7.04 Fundamental Changes.....	128
Section 7.05 Dispositions	130
Section 7.06 Restricted Payments.....	131
Section 7.07 Transactions with Affiliates.....	134

TABLE OF CONTENTS
(continued)

	Page
Section 7.08 Prepayments, Etc., of Indebtedness	136
Section 7.09 Financial Covenants.....	136
Section 7.10 Holdings Covenants.....	137
Section 7.11 Negative Pledge	139
Article VIII Events of Default and Remedies	140
Section 8.01 Events of Default	140
Section 8.02 Remedies Upon Event of Default	142
Section 8.03 Exclusion of Immaterial Subsidiaries	143
Section 8.04 Application of Funds	143
Section 8.05 Permitted Holders' Right to Cure	144
Article IX Administrative Agent and Other Agents	145
Section 9.01 Appointment and Authorization of Agents.....	145
Section 9.02 Delegation of Duties	146
Section 9.03 Liability of Agents	146
Section 9.04 Reliance by Agents	146
Section 9.05 Notice of Default	147
Section 9.06 Credit Decision; Disclosure of Information by Agents	147
Section 9.07 Indemnification of Agents	147
Section 9.08 Agents in their Individual Capacities.....	148
Section 9.09 Successor Agents	148
Section 9.10 Administrative Agent May File Proofs of Claim.....	149
Section 9.11 Collateral and Guaranty Matters.....	149
Section 9.12 Other Agents; Arrangers and Managers	150
Section 9.13 Withholding Tax	150
Section 9.14 Quebec Security	150
Section 9.15 Secured Cash Management Agreements and Secured Hedge Agreements	151
Section 9.16 Intercreditor Agreements	151
Article X Miscellaneous	151
Section 10.01 Amendments, Etc.....	151
Section 10.02 Notices and Other Communications; Facsimile Copies	153

TABLE OF CONTENTS
(continued)

	Page
Section 10.03 No Waiver; Cumulative Remedies	154
Section 10.04 Attorney Costs and Expenses	154
Section 10.05 Indemnification by the Borrower.....	155
Section 10.06 Payments Set Aside	156
Section 10.07 Successors and Assigns	156
Section 10.08 Confidentiality	162
Section 10.09 Setoff.....	163
Section 10.10 Counterparts.....	163
Section 10.11 Integration.....	163
Section 10.12 Survival of Representations and Warranties.....	164
Section 10.13 Severability	164
Section 10.14 Governing Law and Submission to Jurisdiction	164
Section 10.15 [Reserved].....	164
Section 10.16 Binding Effect.....	164
Section 10.17 Judgment Currency	165
Section 10.18 Lender Action	165
Section 10.19 AML Legislation.....	165
Section 10.20 Release of Collateral and Guarantee Obligations; Subordination of Liens	166
Section 10.21 English Language	167

SCHEDULES

1.01A	–	Certain Security Interests and Guarantees
1.01B	–	Unrestricted Subsidiaries
1.01C	–	Excluded Subsidiaries
1.01D	–	Restricted Subsidiary Guarantors
2.01(a)	–	Term Commitment
2.01(b)	–	Revolving Credit Commitment
2.03(a)	–	Existing Letters of Credit
5.06	–	Litigation
5.11	–	Subsidiaries
Section 5.21	–	Compliance with Regulatory Requirements
6.12	–	Post Closing
7.01(b)	–	Existing Liens
7.03(c)	–	Existing Indebtedness
7.05	–	Dispositions
7.07	–	Transactions with Affiliates
7.11	–	Negative Pledge Clauses
10.02	–	Administrative Agent's Office, Certain Addresses for Notices

EXHIBITS

Form of

A	–	Committed Loan Notice
B-1	–	[reserved]
B-2	–	Letter of Credit Application
C-1	–	Term Note
C-2	–	Revolving Credit Note
D	–	Compliance Certificate
E	–	Assignment and Assumption
F	–	Guaranty
G-1	–	U.S. Security Agreement
G-2	–	Quebec Security Agreement
H	–	[reserved]
I	–	Intellectual Property Security Agreement
J	–	Officer's Certificate
K	–	[reserved]
L	–	[reserved]
M	–	[reserved]
N	–	Solvency Certificate
O	–	[reserved]
P	–	Mortgage
Q	–	Subordinated Intercompany Note

CREDIT AGREEMENT

This CREDIT AGREEMENT is entered into as of September 30, 2015, among 9327-6277 QUÉBEC INC., a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”; as hereafter further defined), 9327-6269 QUÉBEC INC., a corporation organized under the laws of Quebec (“Holdings”; as hereafter further defined), BANK OF MONTREAL (“BMO”), as Administrative Agent, CAISSE CENTRALE DESJARDINS (“CAISSE CENTRALE”), as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender, and each lender from time to time party hereto (collectively, the “Lenders” and, individually, a “Lender”; each as hereafter further defined).

PRELIMINARY STATEMENTS

1. The Borrower (as this and other capitalized terms used in these Preliminary Statements are defined in Section 1.01 below) intends to acquire (the “Acquisition”) all of the issued and outstanding equity interests of the Company. To effect the Acquisition, (i) Holdings and certain other Investors will make the Equity Contribution, (ii) the Borrower will consummate the transactions contemplated by the Share Purchase Agreement, dated as of August 31, 2015 (as amended, the “Purchase Agreement”) by and among, inter alios, the Borrower and certain shareholders of the Company and (iii) Borrower will amalgamate, by way of vertical short-form amalgamation, with its wholly-owned subsidiary Laboratoires C.O.P. Inc., a corporation incorporated under the laws of Quebec (the “Company”) (such amalgamation, the “Amalgamation”).

2. The Borrower has requested that simultaneously with the consummation of the Acquisition the Lenders extend credit to the Borrower in the form of (i) Term Loans in an initial aggregate principal amount equal to \$175,000,000 available in US Dollars and (ii) Revolving Credit Commitments in an initial aggregate principal amount of \$25,000,000 (the “Revolving Credit Facility”) available in either US Dollars or Canadian Dollars. The Revolving Credit Facility may include one or more Swing Line Loans and one or more Letters of Credit from time to time.

3. The proceeds of the Term Loans, together with the proceeds of the Equity Contribution, will be used to finance the Acquisition and the Transaction Expenses and, subject to the terms and conditions set forth herein, to consummate the Closing Date Refinancing. The proceeds of Revolving Credit Loans made on or after the Closing Date and Letters of Credit will be used for working capital and other general corporate purposes of the Borrower and its Subsidiaries, including Capital Expenditures, Investments permitted by Section 7.02 (including the financing of Permitted Acquisitions) and Restricted Payments permitted by Section 7.06 and any other use not explicitly prohibited under the Loan Documents. Swing Line Loans will be used for general corporate purposes of the Borrower and its Subsidiaries.

4. The applicable Lenders have indicated their willingness to lend, and the L/C Issuer has indicated its willingness to issue Letters of Credit, in each case, on the terms and subject to the conditions set forth herein.

In consideration of the mutual covenants and agreements herein contained, the parties hereto covenant and agree as follows:

ARTICLE I

DEFINITIONS AND ACCOUNTING TERMS

Section 1.01 Defined Terms. As used in this Agreement, the following terms shall have the meanings set forth below:

“Accounting Changes” has the meaning specified in Section 1.03(d).

“Acquired EBITDA” means, with respect to any Acquired Entity or Business or any Converted Restricted Subsidiary for any period, the amount for such period of Consolidated EBITDA of such Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary (determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term “Consolidated EBITDA” (and in the component financial definitions used therein) were references to such Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary and its subsidiaries that will become Restricted Subsidiaries), as determined on a consolidated basis for such Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary in accordance with GAAP.

“Acquired Entity or Business” has the meaning specified in the definition of the term “Consolidated EBITDA.”

“Acquisition” has the meaning specified in the Preliminary Statements to this Agreement.

“Additional Lender” has the meaning specified in Section 2.14(d).

“Additional Revolving Credit Borrowing” means a borrowing consisting of Additional Revolving Credit Loans of the same Type and, in the case of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances and BA Equivalent Loans, having the same Interest Period made by each of the Additional Revolving Credit Lenders.

“Additional Revolving Credit Commitment” has the meaning specified in Section 2.14(a).

“Additional Revolving Credit Facility” means each Class of Additional Revolving Credit Commitments made pursuant to Section 2.14(a).

“Additional Revolving Credit Lender” means, at any time, any Lender that has an Additional Revolving Credit Commitment.

“Additional Revolving Credit Loans” means any loan made to the Borrower under a Class of Additional Revolving Credit Commitments.

“Administrative Agent” means BMO, in its capacity as administrative agent under the Loan Documents, or any successor administrative agent appointed in accordance with Section 9.09.

“Administrative Agent’s Office” means, with respect to any currency, the Administrative Agent’s address and, as appropriate, account as set forth on Schedule 10.02 with respect to such currency, or such other address or account as the Administrative Agent may from time to time notify the Borrower and the Lenders.

“Affiliate” means, with respect to any Person, another Person that directly, or indirectly through one or more intermediaries, Controls or is Controlled by, or is under common Control with, the Person specified. “Control” means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management or policies of a Person, whether through the ability to exercise voting power, by contract or otherwise. “Controlling” and “Controlled” have meanings correlative thereto.

“Affiliated Debt Fund” means a Sponsor Affiliated Lender that is primarily engaged in, or advises funds or other investment vehicles that are engaged in, making, purchasing, holding or otherwise investing in commercial loans, bonds and similar extensions of credit or securities in the ordinary course and that exercises investment discretion independent from the private equity business of the Sponsor.

“Agent-Related Persons” means the Agents, together with their respective Affiliates, and the officers, directors, employees, agents and attorneys-in-fact of such Persons and Affiliates.

“Agents” means, collectively, the Administrative Agent and the Collateral Agent.

“Aggregate Commitments” means the Commitments of all the Lenders.

“Agreement” means this Credit Agreement.

“Agreement Currency” has the meaning specified in Section 10.17.

“Amalgamation” has the meaning specified in the Preliminary Statements to this Agreement.

“AML Legislation” has the meaning specified in Section 10.19.

“Anti-Corruption Laws” means all laws, rules, and regulations of any jurisdiction applicable to the Borrower or any other Loan Party from time to time concerning or relating to bribery or corruption, including without limitation the Corruption of Foreign Public Officials Act (Canada).

“Applicable Lending Office” means for any Lender, such Lender’s office, branch or affiliate designated for Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances, BA Equivalent Loans, US Base Rate Loans, Canadian Prime Rate Loans, L/C Advances, Swing Line Loans or Letters of Credit, as applicable, as notified to the Administrative Agent and the Borrower or as otherwise specified in the Assignment and Assumption pursuant to which such Lender became a party hereto, any of which offices may, subject to Section 3.01(e) and Section 3.02, be changed by such Lender upon ten (10) days’ prior written notice to the Administrative Agent and the Borrower.

“Applicable Rate” means a percentage per annum equal to (i) until delivery of financial statements and a related Compliance Certificate for the first full fiscal quarter commencing on or after the Closing Date pursuant to Section 6.01(b), (A) for Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, 3.00%, (B) for Canadian Prime Rate Loans or US Base Rate Loans, 2.00% and (C) for letter of credit fees, 3.00% per annum and (ii) thereafter, the percentages per annum set forth in the table below, based upon the Total Leverage Ratio as set forth in the most recent Compliance Certificate received by the Administrative Agent pursuant to Section 6.02(a):

Applicable Rate

Pricing Level	Total Leverage Ratio	Letter of Credit Fees	Canadian Prime Rate or US Base Rate Revolving Credit Loans	Libor Rate or BA Stamping Fee
I	$\geq 3.25x$	3.00%	2.00%	3.00%
II	$< 3.25x$ but $\geq 2.75x$	2.50%	1.50%	2.50%
III	$< 2.75x$ but $\geq 2.00x$	2.25%	1.25%	2.25%
IV	$< 2.0x$	2.00%	1.00%	2.00%

Any increase or decrease in the Applicable Rate resulting from a change in the Total Leverage Ratio shall become effective as of the first Business Day immediately following the date a Compliance Certificate is delivered pursuant to Section 6.02(a).

Notwithstanding anything to the contrary contained above in this definition or elsewhere in this Agreement, if it is subsequently determined that the Total Leverage Ratio set forth in any Compliance Certificate delivered to the Administrative Agent is inaccurate for any reason and the result thereof is that the Lenders received interest or fees for any period based on an Applicable Rate that is less than that which would have been applicable had the Total Leverage Ratio been accurately determined, then, for all purposes of this Agreement, the “Applicable Rate” for any day occurring within the period covered by such Compliance Certificate shall retroactively be deemed to be the relevant percentage as based upon the accurately determined Total Leverage Ratio for such period, and any shortfall in the interest or fees theretofore paid by the Borrower for the relevant period as a result of the miscalculation of the Total Leverage Ratio shall be deemed to be (and shall be) due and payable, at the time the interest or fees for such period were required to be paid pursuant to Section 2.08, Section 2.09 or 2.12, as applicable; provided that notwithstanding the foregoing, so long as an Event of Default described in Section 8.01(f) has not occurred with respect to the Borrower, such shortfall shall be due and payable within five (5) Business Days following the demand thereof by the Administrative Agent. In addition, at the option of the Required Lenders, at any time during which the Borrower shall have failed to deliver the Section 6.01 Financials by the date required under Section 6.01, then the Total Leverage Ratio shall be deemed to be in Pricing Level I for the purposes of determining the Applicable Rate (but only for so long as such failure continues, after which the Pricing Level shall be otherwise as determined as set forth above).

“Appropriate Lender” means, at any time, (a) with respect to Loans of any Class, the Lenders of such Class, (b) with respect to any Letters of Credit, (i) the relevant L/C Issuer and (ii) the Revolving Credit Lenders and (c) with respect to the Swing Line Facility, (i) the applicable Swing Line Lender and (ii) if any Swing Line Loans are outstanding pursuant to Section 2.04(a), the Revolving Credit Lenders.

“Approved Foreign Bank” has the meaning specified in the definition of “Cash Equivalents.”

“Approved Fund” means any Person (other than a natural person) that is engaged or advises funds or other investment vehicles that are engaged in making, purchasing, holding or investing in commercial loans, bonds and similar extensions of credit or securities in the ordinary course of business and that is administered, advised or managed by (a) such Lender, (b) an Affiliate of such Lender or (c) an entity or an Affiliate of an entity that administers, advises or manages such Lender.

“Assignees” has the meaning specified in Section 10.07(b).

“Assignment and Assumption” means an Assignment and Assumption substantially in the form of Exhibit E or such other form as shall be reasonably acceptable to the Borrower and the Administrative Agent.

“Attorney Costs” means and includes all reasonable and documented or invoiced out-of-pocket fees, expenses and disbursements of any specified law firm or other specified external legal counsel.

“Audited Financial Statements” means the audited balance sheets of the Borrower and its consolidated Subsidiaries for the fiscal years ended December 31, 2012, December 31, 2013 and December 31, 2014 and the related audited statements of income and cash flows of Borrower and its consolidated Subsidiaries for the fiscal years ended December 31, 2012, December 31, 2013 and December 31, 2014.

“Auto-Renewal Letter of Credit” has the meaning specified in Section 2.03(b)(iii).

“BA Equivalent Loan” means any Loan in Canadian Dollars bearing interest at a rate determined by reference to the BA Rate and in accordance with the provisions of Section 2.17.

“BA Proceeds” means in respect of any Bankers’ Acceptance, an amount calculated on the applicable date of Revolving Credit Borrowing which is (rounded to the nearest full cent, with one half of one cent being rounded up) equal to the face amount of such Bankers’ Acceptance multiplied by the price, where the price is calculated by dividing one by the sum of one plus the product of (i) the BA Rate applicable thereto expressed as a decimal fraction multiplied by (ii) a fraction, the numerator of which is the term of such Bankers’ Acceptance and the denominator of which is 365, which calculated price will be rounded to the nearest multiple of 0.001%.

“BA Rate” means with respect to an issue of Bankers’ Acceptances or the making of BA Equivalent Loans, (a) for a Schedule I Lender, (i) the rate of interest per annum equal to the rates applicable to Bankers’ Acceptances having an identical or comparable term as the proposed BA Equivalent Loan or Bankers’ Acceptance, displayed and identified as such on the display referred to as the “CDOR Page” (or any display substituted therefor) of Reuter Monitor Money Rates Service as at or about 10:00 A.M. (Toronto time) of such day (or, if such day is not a Business Day, as of 10:00 A.M. (Toronto time) on the immediately preceding Business Day), or (ii) if such rates do not appear on the CDOR Page at such time and on such date, the rate for such date will be the annual discount rate (rounded upward to the nearest whole multiple of 1/100 of 1.0%) as of 10:00 A.M. (Toronto time) on such day at which the Administrative Agent is then offering to purchase Bankers’ Acceptances accepted by it having such specified term (or a term as closely as possible comparable to such specified term) and (b) for a Lender which is not a Schedule I Lender, for the proposed Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan, the lesser of (i) the arithmetic average of the annual discount rates for Bankers’ Acceptances for such term quoted by such Lender at or about 10:00 A.M. (Toronto time) and (ii) the annual discount rate applicable to Bankers’ Acceptances as determined for the Schedule I Lender in (a) above for the same Bankers’ Acceptances issue plus 10 basis points; provided that in no event shall the BA Rate be less than 0%.

“BA Stamping Fee” means any amount calculated by multiplying the face amount of each Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan by the Applicable Rate, and then multiplying the result by a fraction, the numerator of which is the duration of its term on the basis of the actual number of days to elapse from and including the date of acceptance of a Bankers’ Acceptance or date of issuance of a BA

Equivalent Loan by the Revolving Credit Lender up to but excluding the maturity date of the Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan and the denominator of which is 365.

"Bankers' Acceptance" and "B/A" means a bill of exchange within the meaning of the Bills of Exchange Act (Canada), including a depository bill issued in accordance with the Depository Bills and Notes Act (Canada), denominated in Canadian Dollars, drawn by the Borrower and accepted by a Revolving Credit Lender in accordance herewith and includes a Discount Note.

"Bankruptcy Code" means Title 11 of the United State Code, as amended, or any similar federal or state law for the relief of debtors, including the BIA and the Companies' Creditors Arrangement Act (Canada) and the Winding Up and Restructuring Act (Canada).

"Basel III" means, collectively, those certain agreements on capital requirements, leverage ratios and liquidity standards contained in "Basel III: A Global Regulatory Framework for More Resilient Banks and Banking Systems," "Basel III: International Framework for Liquidity Risk Measurement, Standards and Monitoring," and "Guidance for National Authorities Operating the Countercyclical Capital Buffer," each as published by the Basel Committee on Banking Supervision in December 2010 (as revised from time to time).

"BMO" has the meaning specified in the introductory paragraph to this Agreement.

"BIA" means the Bankruptcy and Insolvency Act (Canada).

"Board of Directors" means, with respect to any Person, (a) in the case of any corporation, the board of directors of such Person or any committee thereof duly authorized to act on behalf of such board, (b) in the case of any limited liability company, the board of managers or board of directors of such Person, (c) in the case of any partnership, the board of directors or board of managers of a general partner of such Person and (d) in any other case, the functional equivalent of the foregoing.

"Book Business Assets" has the meaning specified in the Purchase Agreement.

"Borrower" has the meaning specified in the introductory paragraph to this Agreement and includes the entity resulting from the Amalgamation and, to the extent applicable, any Successor Borrower.

"Borrowing" means (a) the Incurrence of Swing Line Loans from a Swing Line Lender on a given date, (b) the Incurrence of one Class and Type of Term Loans on the Closing Date (or resulting from conversions on a given date after the Closing Date) having, in the case of Libor Rate Loans, the same Interest Period, (c) the Incurrence of one Class and Type of Incremental Term Loans on an Incremental Facility Closing Date (or resulting from conversions on a given date after the applicable Incremental Facility Closing Date) having, in the case of Libor Rate Loans, the same Interest Period, (d) the Incurrence of one Class and Type of Revolving Credit Loans on a given date (or resulting from conversions on a given date) having, in the case of Libor Rate Loans, Banker's Acceptances and BA Equivalent Loans, the same Interest Period, and (e) the Incurrence of one Class and Type of Additional Revolving Credit Loans on a given date (or resulting from conversions on a given date) having, in the case of Libor Rate Loans, Banker's Acceptances and BA Equivalent Loans, the same Interest Period.

"Business Day" means any day other than a Saturday, Sunday or other day on which commercial banks are authorized to close under the Laws of, or are in fact closed in, New York City or Montreal, Quebec or Toronto, Ontario; provided that if such day relates to any interest rate settings as to a Libor Rate Loan, any fundings, disbursements, settlements and payments in respect of any such Libor

Rate Loan, or any other dealings in Dollars to be carried out pursuant to this Agreement in respect of any such Libor Rate Loan, Business Day also means any such day on which dealings in deposits in Dollars are conducted by and between banks in the London interbank eurocurrency market.

“Caisse Centrale” has the meaning specified in the introductory paragraph to this Agreement.

“Canadian Dollar” and “CDN\$” mean lawful money of Canada.

“Canadian Dollar Equivalent” means on any date of determination, (a) with respect to any amount denominated in Canadian Dollars, such amount and (b) with respect to any amount denominated in any currency other than Canadian Dollars, the equivalent amount in Canadian Dollars as determined by the Administrative Agent on the basis of the Exchange Rate in effect on the Business Day of determination.

“Canadian Prime Rate” means, at any time, the rate of interest per annum equal to the greater of: (i) the rate which the principal office of the Administrative Agent in Toronto, Ontario (or the principal office of a Swing Line Lender in respect of Swing Line Loans) then quotes, publishes and refers to as its “prime rate” and which is its reference rate of interest for loans in Canadian Dollars made in Canada to commercial borrowers, and (ii) the sum of (y) the average of the rates per annum for Canadian Dollar bankers’ acceptances having a term of one month that appears on the Reuters Screen CDOR Page as of 10:00 a.m. (Toronto time) on the date of determination, as reported by the Administrative Agent (and if such screen is not available, any successor or similar service as may be selected by the Administrative Agent), and (z) 1.00%.

“Canadian Prime Rate Loan” means a Loan that bears interest at a rate based on the Canadian Prime Rate.

“Canadian Subsidiary” means each Subsidiary of Holdings that is organized under the Laws of Canada or any province or territory thereof.

“Capital Expenditures” means, for any period, the aggregate of, without duplication, (a) all expenditures (whether paid in cash or accrued as liabilities and including Capitalized Research and Development Costs and Capitalized Software Expenditures) by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period that, in conformity with GAAP, are, or are required to be, included as additions during such period to property, plant or equipment reflected in the consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries and (b) all fixed asset additions financed through Capitalized Lease Obligations Incurred by the Borrower and its Restricted Subsidiaries and recorded on the balance sheet in accordance with GAAP during such period.

“Capitalized Lease Obligation” means, at the time any determination thereof is to be made, the amount of the liability in respect of a Capitalized Lease that would at such time be required to be capitalized and reflected as a liability on a balance sheet (excluding the footnotes thereto) prepared in accordance with GAAP.

“Capitalized Leases” means, as applied to any Person, all leases of property that have been or are required to be, in accordance with GAAP, recorded as capitalized leases of such Person.

“Capitalized Research and Development Costs” means research and development costs that have been, or are required to be, in accordance with GAAP, capitalized.

“Capitalized Software Expenditures” means, for any period, the aggregate of all expenditures (whether paid in cash or accrued as liabilities) by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period in respect of purchased software or internally developed software and software enhancements that, in conformity with GAAP, are, or are required to be, reflected as capitalized costs on the consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries.

“Cash Collateral” has the meaning specified in Section 2.03(f).

“Cash Collateralize” has the meaning specified in Section 2.03(f).

“Cash Equivalents” means any of the following types of Investments, to the extent owned by the Borrower or any Restricted Subsidiary:

1. Dollars or Canadian Dollars and (ii) with respect to any Foreign Subsidiaries, other currencies held by such Foreign Subsidiary in the ordinary course of business;
2. securities issued or directly and fully and unconditionally guaranteed or insured by the United States or the Canadian government or any agency or instrumentality of the foregoing, the securities of which are unconditionally guaranteed as a full faith and credit obligation of such government with maturities of 24 months or less from the date of acquisition;
3. certificates of deposit, bankers’s acceptances, time deposits and eurocurrency time deposits with maturities of 365 days or less from the date of acquisition, with any United States or Canadian commercial bank having capital and surplus of not less than \$500,000,000 (or the Canadian Dollar Equivalent in the case of Canadian banks) and that is rated at least "A" by S&P or at least "A3" by Moody's;
4. repurchase obligations for underlying securities of the types described in clauses (2), (3) and (7) of this definition entered into with any financial institution meeting the qualifications specified in clause (3) above;
5. commercial paper or any variable or fixed rate note rated at least “P-2” by Moody’s or at least “A-2” by S&P, and in each case maturing within 24 months after the date of creation thereof and Indebtedness or preferred stock issued by Persons with an Investment Grade Rating from Moody’s or S&P (or, if at any time neither Moody’s nor S&P shall be rating such obligations, an equivalent rating from another nationally recognized statistical rating agency selected by the Borrower), with maturities of 24 months or less from the date of acquisition;
6. marketable short-term money market and similar securities having either (a) a rating of at least “P-2” or “A-2” from either Moody’s or S&P, respectively (or, if at any time neither Moody’s nor S&P shall be rating such obligations, an equivalent rating from another nationally recognized statistical rating agency selected by the Borrower) or (b) having assets in excess of \$1,000,000,000;
7. readily marketable direct obligations issued by any state, commonwealth, province or territory of the United States or Canada or any political subdivision or taxing authority thereof having an Investment Grade Rating from Moody’s or S&P (or, if at any time neither Moody’s nor S&P shall be rating such obligations, an equivalent rating from another nationally recognized statistical rating agency selected by the Borrower);

8. readily marketable direct obligations issued by any foreign government or any political subdivision or public instrumentality thereof, in each case having an Investment Grade Rating from Moody's or S&P with maturities of 24 months or less from the date of acquisition (or, if at any time neither Moody's nor S&P shall be rating such obligations, an equivalent rating from another nationally recognized statistical rating agency selected by the Borrower);
9. Investments with average maturities of 24 months or less from the date of acquisition in money market funds rated within the top three ratings category by S&P or Moody's (or, if at any time neither Moody's nor S&P shall be rating such obligations, an equivalent rating from another nationally recognized statistical rating agency selected by the Borrower);
10. investment funds investing 90% of their assets in securities of the types described in clauses (1) through (9) above.

"Cash Management Agreement" means any agreement entered into from time to time by the Borrower or any of the Borrower's Restricted Subsidiaries in connection with cash management services for collections, other Cash Management Services or for operating, payroll and trust accounts of such Person, including automatic clearing house services, controlled disbursement services, electronic funds transfer services, information reporting services, lockbox services, stop payment services and wire transfer services.

"Cash Management Bank" means any Lender, any Agent, any Lead Arranger or any Affiliate of the foregoing at the time it provides any Cash Management Services or any Person that shall have become a Lender or an Affiliate of a Lender or an Agent at any time after it has provided any Cash Management Services.

"Cash Management Obligations" means obligations owed by the Borrower or any Restricted Subsidiary to any Cash Management Bank in respect of Cash Management Services.

"Cash Management Services" means (a) commercial credit cards, merchant card services, purchase or debit cards, including non-card e-payables services, (b) treasury management services (including controlled disbursement, overdraft automatic clearing house fund transfer services, return items and interstate depository network services) and (c) any other demand deposit or operating account relationships or other cash management services, including any Cash Management Agreements.

"Casualty Event" means any event that gives rise to the receipt by the Borrower or any Restricted Subsidiary of any insurance proceeds (excluding proceeds from business interruption insurance) or condemnation awards in respect of any equipment, fixed assets or real property (including any improvements thereon) to replace or repair such equipment, fixed assets or real property.

"Change in Law" means the occurrence, after the Closing Date, of any of the following: (a) the adoption of any law, rule, regulation or treaty, (b) any change in any law, rule, regulation or treaty or in the administration or interpretation thereof by any Governmental Authority or (c) the making or issuance of any request, rule, guideline or directive (whether or not having the force of law) by any Governmental Authority; provided that notwithstanding anything herein to the contrary (i) the Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act and all requests, rules, guidelines or directives thereunder or issued in connection therewith and (ii) Basel III and all requests, rules, guidelines or directives thereunder or issued in connection therewith, shall, in each case, be deemed to be a "Change in Law", regardless of the date enacted, adopted or issued.

“Change of Control” means the earlier to occur of:

(a) (i) at any time prior to a Qualifying IPO, (x) the Permitted Holders shall at any time cease, directly or indirectly, to have the power to vote or direct the voting of Equity Interests having at least a majority of the ordinary voting power for the election of directors of Holdings (or, for the avoidance of doubt, any New Holdings or Successor Holdings) or (y) any Person, entity or “group” (within the meaning of Section 13(d) or 14(d) of the Exchange Act, but excluding any employee benefit plan of such Person, entity or “group” and their respective Subsidiaries and any Person or entity acting in its capacity as trustee, agent or other fiduciary or administrator of any such plan), other than the Permitted Holders (or any Parent Entity of Holdings owned directly or indirectly by the Permitted Holders), shall at any time have acquired a direct or indirect beneficial ownership (as defined in SEC Rules 13(d)-3 and 13(d)-5 under the Exchange Act) of a percentage of the Equity Interests having power to vote or direct the voting of such Equity Interests that is greater than the percentage of such Equity Interests having the power to vote or direct the voting of such Equity Interests in the aggregate, directly or indirectly, beneficially owned by the Permitted Holders and/or (ii) at any time on and after a Qualifying IPO, any Person, entity or “group” (within the meaning of Section 13(d) or 14(d) of the Exchange Act, but excluding any employee benefit plan of such Person, entity or “group” and their respective Subsidiaries and any Person or entity acting in its capacity as trustee, agent or other fiduciary or administrator of any such plan), other than the Permitted Holders (or any Parent Entity of Holdings owned directly or indirectly by the Permitted Holders), shall at any time have acquired direct or indirect beneficial ownership (as defined in SEC Rules 13(d)-3 and 13(d)-5 under the Exchange Act) of Equity Interests having the power to vote or direct the voting of such Equity Interests for the election of directors of Holdings (or, for the avoidance of doubt, any New Holdings or Successor Holdings) having a majority of the ordinary voting power for the election of members of the Board of Directors of Holdings (or, for the avoidance of doubt, any New Holdings or Successor Holdings); and/or

(b) at any time prior to a Qualifying IPO of the Borrower, the Borrower (or, for the avoidance of doubt, any Successor Borrower) ceasing to be a direct Wholly-Owned Subsidiary of Holdings (or, for the avoidance of doubt, any New Holdings or Successor Holdings);

provided that, (i) at any time when at least a majority of the outstanding Voting Stock of Holdings is directly or indirectly owned by a Parent Entity, all references in clause (a) of this definition to “Holdings” (other than in this proviso) shall be deemed to refer to the ultimate Parent Entity that directly or indirectly owns such Voting Stock and (ii) for the purposes of clause (a) of this definition, the members of any Permitted Holder Group will be treated as individual “persons”, and not as a “group”.

“Class,” when used in reference to any Loan or Borrowing, refers to whether such Loan, or the Loans comprising such Borrowing, are Revolving Credit Loans, Term Loans, Incremental Term Loans (of a Class), Additional Revolving Credit Loans (and any related swing line loans thereunder) or Swing Line Loans, and, when used in reference to any Commitment, refers to whether such Commitment is a Revolving Credit Commitment, a Term Loan Commitment, an Incremental Term Loan Commitment (of a Class), an Additional Revolving Credit Commitment (and any related swing line commitment thereunder) or a Swing Line Commitment and when used in reference to any Lender, refers to whether such Lender has a Loan or Commitment of such Class.

“Closing Date” means September 30, 2015.

“Closing Date Refinancing” means the repayment, repurchase or other discharge of the Existing Credit Agreement Indebtedness and termination and/or release of any commitments, security interests and guarantees in connection therewith.

“Code” means the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.

“Collateral” means all the “Collateral” as defined in the Collateral Documents and shall include the Mortgaged Properties.

“Collateral Agent” means Caisse Centrale, in its capacity as collateral agent under any of the Loan Documents, or any successor collateral agent appointed in accordance with Section 9.09.

“Collateral and Guarantee Requirement” means, at any time, the requirement that:

(a) the Collateral Agent shall have received each Collateral Document required to be delivered on the Closing Date pursuant to Section 4.01(a)(ii) or, after the Closing Date, pursuant to Section 6.10 or Section 6.12 at such time required by such Collateral Documents or such section to be delivered in each case, duly executed by each Loan Party thereto;

(b) all Obligations shall have been unconditionally guaranteed (the “Guarantees”) by Holdings and each Restricted Subsidiary (other than any Excluded Subsidiary) including as of the Closing Date those that are listed on Schedule 1.01D (each, a “Guarantor”);

(c) the Obligations shall have been secured pursuant to the Security Agreement by a security interest in (i) all the Equity Interests of the Borrower and (ii) all Equity Interests (other than Excluded Equity Interests) held directly by the Borrower or any Guarantor in any Wholly-Owned Subsidiary;

(d) except to the extent otherwise provided hereunder or under any Collateral Document, the Obligations shall have been secured by a perfected security interest (other than in the case of real property, to the extent such security interest may be perfected by delivering certificated securities, filing personal property financing statements or making any necessary filings with the United States Patent and Trademark Office, United States Copyright Office or Canadian Intellectual Property Office) in, and mortgages on, substantially all tangible and intangible assets of Holdings, the Borrower and each other Guarantor (including, without limitation, accounts receivable, inventory, equipment, deposit and securities accounts, investment property, IP Rights, other general intangibles, owned (but not leased) real property and proceeds of the foregoing), in each case, with the priority required by the Collateral Documents; provided that security interests in real property shall be limited to the Mortgaged Properties;

(e) none of the Collateral shall be subject to any Liens other than Liens permitted by Section 7.01;

(f) the Collateral Agent shall have received (i) counterparts of a Mortgage with respect to each Material Real Property required to be delivered pursuant to Section 4.01(a)(ii) (if applicable), Section 6.10 and Section 6.12 (the “Mortgaged Properties”) duly executed and delivered by the record owner of such property, (ii) a title insurance policy for such property or the equivalent or other form (if applicable) available in each applicable jurisdiction (the “Mortgage Policies”) insuring the Lien of each such Mortgage as a valid Lien on the property described therein, free of any other Liens except as expressly permitted by Section 7.01, together with such endorsements, coinsurance and reinsurance as the Collateral Agent may reasonably request, provided that, with respect to the Material Real Property bearing civic address 8750 De la Rive-Sud Blvd, Lévis, Québec, no Mortgage Policies shall be required if Borrower provides Collateral Agent with title opinions in respect of such Material Real Property, in form and substance satisfactory to the Collateral Agent, acting reasonably and (iii) such existing surveys, existing abstracts, existing appraisals, legal opinions and other documents as the Collateral Agent may reasonably request with respect to any such Mortgaged Property;

(g) (i) except with respect to intercompany Indebtedness, if any, if Indebtedness for borrowed money in a principal amount in excess of \$2,000,000 (individually) is owing to any Loan Party and such Indebtedness is evidenced by a promissory note, the Collateral Agent shall have received such promissory note, together with undated instruments of transfer with respect thereto endorsed in blank and (ii) with respect to intercompany Indebtedness, all Indebtedness of the Borrower and each of its Restricted Subsidiaries that is owing to any Loan Party (or Person required to become a Loan Party) shall be evidenced by the Subordinated Intercompany Note, and the Collateral Agent shall have received such Subordinated Intercompany Note duly executed by the Borrower, each such Restricted Subsidiary and each such other Loan Party, together with undated instruments of transfer with respect thereto endorsed in blank;

The foregoing definition shall not require the creation or perfection of pledges of or security interests in, or the obtaining of title insurance or surveys or title opinions with respect to, particular assets if and for so long as the Collateral Agent and the Borrower agree in writing that the cost of creating or perfecting such pledges or security interests in such assets or obtaining title insurance or surveys or title opinions in respect of such assets shall be excessive in view of the benefits to be obtained by the Secured Parties therefrom.

The Collateral Agent may grant extensions of time for the provision or perfection of security interests in, or the obtaining of title insurance, surveys or title opinions with respect to, particular assets (including extensions beyond the Closing Date for the perfection of security interests in the assets of the Loan Parties on such date) where it reasonably determines, in consultation with the Borrower, that provision or perfection cannot be accomplished without undue effort or expense by the time or times at which it would otherwise be required by this Agreement or the Collateral Documents.

Notwithstanding the foregoing provisions of this definition or anything in this Agreement or any other Loan Document to the contrary, but subject in all respects to the Guarantor coverage test in Section 6.16, (a) with respect to leases of real property entered into by any Loan Party, such Loan Party shall not be required to take any action with respect to creation or perfection of security interests with respect to such leases (including requirements to deliver landlord lien waivers, estoppels and collateral access letters, other than with respect to the Borrower's obligation to use its commercially reasonable efforts to obtain a landlord lien waiver and/or collateral access letter in respect of the Designated Premises within 90 Business Days of the Closing Date), (b) Liens required to be granted from time to time pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement shall be subject to exceptions and limitations set forth in the Collateral Documents and, to the extent appropriate in the applicable jurisdiction, as agreed between the Collateral Agent and the Borrower, (c) the Collateral and Guarantee Requirement shall not apply to any of the following assets: (i) any fee-owned real property that is not a Material Real Property and any leasehold interests in real property, (ii) any governmental licenses or state or local franchises, charters or authorizations, to the extent a security interest in any such licenses, franchise, charter or authorization would be prohibited or restricted thereby (including any legally effective prohibition or restriction), (iii) motor vehicles and other assets and personal property subject to certificates of title to the extent a Lien thereon cannot be perfected by the filing of a UCC, PPSA or RPMRR financing statement or equivalent, (iv) assets and personal property for which a pledge thereof or a security interest therein is prohibited by applicable Laws (including any legally effective requirement to obtain the consent of any Governmental Authority), (v) Excluded Equity Interests, (vi) assets and personal property to the extent a security interest in such assets would result in material adverse tax consequences as reasonably determined by the Borrower in consultation with the Collateral Agent, (vii) any intent-to-use trademark application prior to the filing of a "Statement of Use" or "Amendment to Allege Use" with respect thereto, (viii) any contract, instrument, document, lease, license or other agreement to which a Loan Party or any of their property (including personal property) is subject with any Person if, to the extent and for so long as the grant of a Lien thereon to secure the Obligations constitutes a breach of or a default under, or creates a right of

termination in favor of any party (other than any Loan Party) to, such contract, instrument, document, lease, license or other agreement (but only to the extent any of the foregoing is not rendered ineffective by, or is otherwise unenforceable under, the UCC, PPSA or any applicable Law) and (ix) any lease, license, contract, instrument or other agreements or any property (including personal property) subject to a purchase money security interest, Capitalized Lease Obligation or similar arrangements, in each case to the extent permitted under the Loan Documents, to the extent that a pledge thereof or a security interest therein would violate or invalidate such lease, license, contract, instrument or agreement, purchase money, Capitalized Lease or similar arrangement, or create a right of termination in favor of any other party thereto (other than a Loan Party) after giving effect to the applicable anti-assignment clauses of the Uniform Commercial Code and applicable Laws (including the UCC, any PPSA or the Civil Code of Quebec), other than the proceeds and receivables thereof the assignment of which is expressly deemed effective under applicable Laws (including any PPSA or the Civil Code of Quebec) notwithstanding such prohibition (the assets excluded pursuant to this clause (c), collectively, the “Excluded Assets”), (d) control agreements shall not be required with respect to any financial accounts, deposit accounts, securities accounts, futures accounts or commodities accounts, (e) share certificates of Immaterial Subsidiaries and any other Subsidiary that is only minority owned by the Borrower and its Restricted Subsidiaries shall not be required to be delivered, (f) no perfection actions shall be required with respect to (i) motor vehicles and other assets and personal property subject to certificates of title and letter of credit rights, except to the extent constituting a supporting obligation for other Collateral as to which perfection is accomplished by the filing of a UCC, PPSA or RPMRR financing statement or equivalent (it being understood that no actions shall be required to perfect a security interest in letter of credit rights, other than the filing of a UCC, PPSA or RPMRR financing statement or equivalent) and (ii) commercial tort claims with an individual value of less than \$3,500,000 and (e) no actions in any non-U.S. or Canadian jurisdiction or required by the Laws of any non-U.S. or Canadian jurisdiction shall be required to be taken to create any security interests in assets located or titled outside of the U.S. or Canada or to perfect or make enforceable any security interests in any assets (it being understood that there shall be no Collateral Document (or other security agreements or pledge agreements) governed under the laws of any non-U.S. or Canadian jurisdiction).

“Collateral Documents” means, collectively, the Security Agreement, the Intellectual Property Security Agreements, the Mortgages, each of the mortgages, collateral assignments, Security Agreement Supplements, security agreements, hypothecs, pledge agreements or other similar agreements delivered to the Collateral Agent and the Lenders pursuant to Section 4.01(a)(ii), Section 6.10 or Section 6.12 and each of the other agreements, instruments or documents that creates or purports to create a Lien in favor of the Collateral Agent for the benefit of the Secured Parties.

“Commitment” means, (a) with respect to each Lender (to the extent applicable), such Lender’s Term Loan Commitment, Incremental Term Loan Commitment, Revolving Credit Commitment, Additional Revolving Credit Commitment or any combination thereof (as the context requires) and (b) with respect to the applicable Swing Line Lender, or swingline lender under any Additional Revolving Credit Commitments, its Swing Line Commitment or swingline commitment, as applicable.

“Commitment Fee” has the meaning provided in Section 2.09(a).

“Committed Loan Notice” means a notice of (a) a Term Borrowing, (b) a Revolving Credit Borrowing, (c) an Additional Revolving Credit Borrowing, (d) a conversion of Loans from one Type to the other, or (e) a continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, pursuant to Section 2.02(a), which shall be substantially in the form of Exhibit A (or such other form as shall be reasonably acceptable to the Borrower and the Administrative Agent).

“Company” has the meaning specified in the first paragraph of the Preliminary Statements.

“Compensation Period” has the meaning specified in Section 2.12(c)(ii).

“Compliance Certificate” means a certificate substantially in the form of Exhibit D.

“Connection Income Taxes” means Other Connection Taxes that are imposed on or measured by net income (however denominated) or that are franchise Taxes or branch profits Taxes.

“Consolidated Depreciation and Amortization Expense” means, with respect to the Borrower and its Restricted Subsidiaries for any period, the total amount of depreciation and amortization expense, including the amortization of deferred financing fees or costs, Capitalized Software Expenditures and the amortization of original issue discount resulting from the issuance of Indebtedness at less than par, of the Borrower and its Restricted Subsidiaries for such period on a consolidated basis and otherwise as determined in accordance with GAAP.

“Consolidated EBITDA” means, the Consolidated Net Income of the Borrower and its Restricted Subsidiaries for such period:

(a) increased (without duplication) by the following, in each case, to the extent the same were deducted (and not added back) in computing Consolidated Net Income in such period:

(i) provision for taxes based on income, revenues, profits or capital, including federal, foreign, state, franchise, excise, value added and similar taxes and foreign withholding taxes of such Person paid or accrued during such period (including in respect of repatriated funds and any penalties and interest related to such taxes or arising from any tax examinations); plus

(ii) total interest expense and, to the extent not reflected in such total interest expense, any losses on Hedging Obligations or other derivative instruments entered into for the purpose of hedging interest rate risk, net of interest income and gains on such Hedging Obligations or such derivative instruments, bank and letter of credit fees, amortization of deferred financing fees or costs and costs of surety bonds in connection with financing activities), plus

(iii) Consolidated Depreciation and Amortization Expense for such; plus

(iv) any expenses, fees, charges or losses (other than Consolidated Depreciation and Amortization Expense) related to any equity offering or issuance, Investment, acquisition, Disposition, conveyance, Refinancing or recapitalization permitted hereunder or the Incurrence of Indebtedness or Hedging Obligations permitted to be Incurred hereunder (in each case, including any such transaction consummated prior to the Closing Date and any such transaction undertaken but not completed and/or not successful), including (A) such fees, expenses or charges related to the Loan Documents and any other credit facilities, (B) such fees, expenses or charges related to the Acquisition and the Closing Date Refinancing and (C) any amendment or other modification of the Loans and any other credit facilities; provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to add back any such expenses, fees, charges or losses; plus

(v) the amount of any restructuring charge or reserve, integration cost or other business optimization expense or cost associated with establishing new facilities that is deducted (and not added back) in such period in computing Consolidated Net Income, including any one-time costs incurred in connection with acquisitions, and costs related to the closure and/or consolidation of facilities; provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to add back any such charge, reserve, integration cost, expense or cost; plus

(vi) any other non-cash charges, write-downs, write-offs, expenses, losses or items, including any impairment charges or the impact of purchase accounting, (excluding any such non-cash charge, write-off, write-down or item to the extent it represents an accrual or reserve for a cash expenditure for a future period) or other items classified by the Borrower as special items less other non-cash items of income increasing Consolidated Net Income (excluding any such non-cash item of income to the extent it represents a receipt of cash in any future period); plus

(vii) (A) the amount of management, monitoring, consulting and advisory fees (including termination fees) and related indemnities and expenses paid or accrued in such period to (or on behalf of) the Sponsor (including any termination fees payable in connection with the early termination of management and monitoring agreements) and (B) the amount of payments made to option holders of the Borrower or any of its direct or indirect parent companies in connection with, or as a result of, any distribution being made to shareholders of such person or its direct or indirect parent companies, which payments are being made to compensate such option holders as though they were shareholders at the time of, and entitled to share in, such distribution, in each case to the extent permitted under this Agreement; provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to add back any such amount of fees, indemnities, expenses or payments; plus

(viii) other add backs and adjustments reflected in the Sponsor Model; plus

(ix) any costs or expense incurred pursuant to any management equity plan or stock option plan or any other management or employee benefit plan or agreement or any stock subscription or shareholder agreement, to the extent that such cost or expenses are funded with cash proceeds contributed to the capital of the Borrower or Net Cash Proceeds of an issuance of Equity Interests of the Borrower (or any Parent Entity) (other than Disqualified Equity Interests or any Cure Amount); plus

(x) cash receipts (or any netting arrangements resulting in reduced cash expenditures) not representing Consolidated EBITDA in any period to the extent non-cash gains relating to such income were deducted in the calculation of Consolidated EBITDA pursuant to paragraph (b) below for any previous period and not added back; plus

(xi) realized non-cash foreign exchange losses resulting from the impact of foreign currency changes on the valuation of assets or liabilities on the balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries; plus

(xii) [reserved];

(xiii) (i) any expenses and charges that are reimbursed by indemnification or other reimbursement provisions in connection with any investment or any sale, conveyance, transfer or other Disposition of assets permitted hereunder and (ii) to the extent covered by insurance and actually reimbursed, or, so long as the Borrower has made a determination that there exists reasonable evidence that such amount will in fact be reimbursed by the insurer and only to the extent that such amount is (A) not denied by the applicable carrier in writing within 180 days and (B) in fact reimbursed within 365 days of the date of such evidence (with a deduction for any amount so added back to the extent not so reimbursed within such 365 days), expenses with respect to liability or casualty events or business interruption; plus

(xiv) costs associated with preparations for and implementation of compliance with the requirements of the Sarbanes-Oxley Act of 2002 and the rules and regulations promulgated in connection therewith and Public Company Costs; provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to add back any such costs; plus

(xv) the Specified BDC Payments, in each case in an aggregate amount not to exceed \$6,500,000 per fiscal year; plus

(xvi) any non-cash loss attributable to the mark-to-market movement in the valuation of Hedging Obligations (to the extent the cash impact resulting from such loss has not been realized) or other derivative instruments pursuant to Accounting Standards Codification 815;

(b) decreased (without duplication) by the following, in each case to the extent the same were included in Consolidated Net Income in such period:

(i) non-cash gains increasing Consolidated Net Income of such Person for such period, excluding any non-cash gains to the extent they represent the reversal of an accrual or reserve for a potential cash item that reduced Consolidated EBITDA in any prior period and any non-cash gains with respect to cash actually received in a prior period so long as such cash did not increase Consolidated EBITDA in such prior period; plus

(ii) realized foreign exchange income or gains resulting from the impact of foreign currency changes on the valuation of assets or liabilities on the balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries; plus

(iii) any non-cash gain attributable to the mark-to-market movement in the valuation of Hedging Obligations (to the extent the cash impact resulting from such gain has not been realized) or other derivative instruments pursuant to Accounting Standards Codification 815;

(c) increased or decreased (without duplication) by, as applicable, any adjustments resulting for the application of Accounting Standards Codification Topic 460 or any comparable regulation; and

(d) in accordance with the definition of “Pro Forma Basis”, an adjustment equal to the amount, without duplication of any amount otherwise included in any other clause of the definition of

“Consolidated EBITDA”, of the Pro Forma Adjustment shall be added to (or subtracted from) Consolidated EBITDA (including the portion thereof occurring prior to the relevant acquisition or Disposition) as specified in the Pro Forma Adjustment Certificate delivered to the Administrative Agent (for further delivery to the Lenders); provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to make any such adjustment;

in each case, as determined on a consolidated basis for the Borrower and the Restricted Subsidiaries in accordance with GAAP, and provided further that the aggregate amount added back pursuant to clause (a)(v), clause (a)(viii) and clause (d) for any period shall not exceed 10% of total Consolidated EBITDA for such period.

For purposes of determining any ratio herein for the most recently ended four fiscal quarter period for which financial statements are available, Consolidated EBITDA for any measurement period that contains such quarter in its calculation shall be deemed to be equal to (i) \$15,600,000 for the fiscal quarter ended December 31, 2014, (ii) \$18,200,000 for the fiscal quarter ended March 31, 2015, (iii) \$18,400,000 for the fiscal quarter ended June 30, 2015 and (iv) \$15,900,000 for the fiscal quarter ended September 30, 2015 (it being understood that such amounts are subject to adjustments, as and to the extent otherwise contemplated in this Agreement, in connection with any Pro Forma Adjustment or any calculation on a Pro Forma Basis).

There shall be included in determining Consolidated EBITDA for any period, without duplication, the Acquired EBITDA of any Person, property, business or asset acquired by the Borrower or any Restricted Subsidiary during such period (but not the Acquired EBITDA of any related Person, property, business or assets to the extent not so acquired), to the extent not subsequently sold, transferred or otherwise Disposed of by the Borrower or such Restricted Subsidiary during such period (each such Person, property, business or asset acquired (including pursuant to (i) a transaction consummated prior to the Closing Date and (ii) a Permitted Acquisition (or similar Investment)) and not subsequently so Disposed of, an “Acquired Entity or Business”), and the Acquired EBITDA of any Unrestricted Subsidiary that is converted into a Restricted Subsidiary during such period (each a “Converted Restricted Subsidiary”), based on the actual Acquired EBITDA of such Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary for such period (including the portion thereof occurring prior to such acquisition). There shall be excluded in determining Consolidated EBITDA for any period the Disposed EBITDA of any Person, property, business or asset (other than an Unrestricted Subsidiary) sold, transferred or otherwise Disposed of, closed or classified as discontinued operations by the Borrower or any Restricted Subsidiary during such period (each such Person, property, business or asset so sold or Disposed of, a “Sold Entity or Business”) and the Disposed EBITDA of any Restricted Subsidiary that is converted into an Unrestricted Subsidiary during such period to the extent not subsequently reacquired, reclassified or continued, in each case, during such period (each a “Converted Unrestricted Subsidiary”), based on the actual Disposed EBITDA of such Sold Entity or Business or Converted Unrestricted Subsidiary for such period (including the portion thereof occurring prior to such sale, transfer or Disposition) determined on a historical Pro Forma Basis; provided that for the avoidance of doubt, notwithstanding any classification under GAAP of any Person or business in respect of which a definitive agreement for the Disposition thereof has been entered into as discontinued operations, the Disposed EBITDA of such Person or business shall not be excluded pursuant to this paragraph until such Disposition shall have been consummated.

“Consolidated Interest Expense” means interest expense (including in respect of Capitalized Lease Obligations), net of interest income (including capitalized interest whether paid or accrued) of the Borrower and its Restricted Subsidiaries with respect to all outstanding indebtedness of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, including amortization of original issue discount resulting from

the issuance of Indebtedness at less than par, all commissions, discounts and other fees and charges owed with respect to letters of credit and bankers' acceptance financing and net costs (less net payments) under Swap Contracts and any non-cash interest expense, but excluding, for the avoidance of doubt, (a) amortization of deferred financing costs, debt issuance costs, commissions, fees and expenses, (b) any expenses resulting from discounting of Indebtedness in connection with the application of recapitalization accounting or purchase accounting, (c) penalties or interest related to taxes and any other amounts of non-cash interest resulting from the effects of acquisition method accounting or pushdown accounting, (d) the accretion or accrual of, or accrued interest on, discounted liabilities during such period, (e) non-cash interest expense attributable to the movement of the mark-to-market valuation of Hedging Obligations or other derivative instruments pursuant to FASB Accounting Standards Codification No. 815-Derivatives and Hedging, (f) [reserved], (g) all non-recurring interest expense consisting of liquidated damages for failure to timely comply with registration rights obligations, all as calculated on a consolidated basis in accordance with GAAP and (h) expensing of bridge, arrangement, structuring, underwriting or other similar financing fees.

"Consolidated Net Income" means, for any period, the net income (loss) attributable to the Borrower and the Restricted Subsidiaries for such period determined on a consolidated basis in accordance with GAAP, excluding, without duplication,

1. any net income (loss) of any Person if such Person is not the Borrower or a Restricted Subsidiary or that is accounted for by the equity method of accounting, except that the Borrower's or any Restricted Subsidiary's equity in the net income of any such Person for such period will be included in such Consolidated Net Income up to the aggregate amount of cash or Cash Equivalents actually distributed or that (as reasonably determined by a Responsible Officer of the Borrower) could have been distributed by such Person during such period to the Borrower or a Restricted Subsidiary as a dividend or other distribution or return on investment;
2. any net gain (or loss) realized upon the sale or other Disposition of any asset of the Borrower or any Restricted Subsidiaries (including pursuant to any sale/leaseback transaction) which is not sold or otherwise Disposed of in the ordinary course of business (as determined in good faith by a Responsible Officer or the Board of Directors of the Borrower);
3. any extraordinary, exceptional, unusual or nonrecurring gain, loss, charge or expense or any charges, expenses or reserves in respect of any restructuring, redundancy or severance expense; provided that the Borrower has obtained the consent of the Required Lenders at least once per fiscal year (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) to exclude any such gain, loss, charge, expense or reserve;
4. Transaction Expenses;
5. the cumulative effect of a change in accounting principles;
6. (i) stock-based, partnership interest-based and similar incentive-based compensation award or arrangement charges or expenses (including with respect to any profits interest relating to membership interests in any partnership or limited liability company and any charges or expenses arising from the grants of stock appreciation or similar rights, options, restricted stock or other rights or equity incentive programs) and any charges associated with the rollover, acceleration or payout of Equity Interests by, or to, officers, directors or employees of the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries, or any of its

Parent Entities, (ii) and any non-cash deemed finance charges in respect of any pension liabilities or other provisions and (iii) income (loss) attributable to deferred compensation plans or trusts,

7. all deferred financing costs written off and premiums paid or other expenses incurred directly in connection with any early extinguishment of Indebtedness and any net gain (loss) from any write-off or forgiveness of Indebtedness;
8. any unrealized gains or losses in respect of any obligations under any Swap Contracts or any ineffectiveness recognized in earnings related to qualifying hedge transactions or the fair value of changes therein recognized in earnings for derivatives that do not qualify as hedge transactions, in each case, in respect of any obligations under any Swap Contracts;
9. unrealized foreign exchange losses resulting from the impact of foreign currency changes on the valuation of assets or liabilities on the balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries;
10. any purchase accounting effects including, but not limited to, adjustments to inventory, property and equipment, software and other intangible assets and deferred revenue in component amounts required or permitted by GAAP and related authoritative pronouncements (including the effects of such adjustments pushed down to the Borrower and the Restricted Subsidiaries), as a result of any consummated acquisition (including any acquisition prior to the Closing Date), or the amortization or write-off of any amounts thereof (including any write-off of in process research and development);
11. any goodwill or other intangible asset impairment charge or write-off;
12. any income (loss) from the early extinguishment or cancellation of Indebtedness or any obligations under any Swap Contracts or other derivative instruments;
13. accruals and reserves that are established within twelve months after the Closing Date that are so required to be established as a result of the Transactions in accordance with GAAP or changes as a result of the adoption or modification of accounting policies during such period;
14. any net unrealized gains and losses resulting from Swap Contracts or embedded derivatives that require similar accounting treatment and the application of FASB Accounting Standards Codification Topic 815 – Derivatives and Hedging and related pronouncements; and
15. any net pension or other post-employment benefit costs representing amortization of unrecognized prior service costs, actuarial losses, including amortization of such amounts arising in prior periods, amortization of the unrecognized net obligation (and loss or cost) existing at the date of initial application of FASB Accounting Standards Codification 715, and any other items of a similar nature.

“Consolidated Total Assets” means, as of any date of determination, the total amount of all assets of the Borrower and the Restricted Subsidiaries, determined on a consolidated basis in accordance with GAAP as of such date.

“Consolidated Total Debt” means, as of any date of determination, (a) the aggregate principal amount of Indebtedness of the Borrower and its Restricted Subsidiaries outstanding on such date, determined on a consolidated basis in accordance with GAAP (but excluding the effects of any discounting of Indebtedness resulting from the application of purchase accounting in connection with the Transactions or any Permitted Acquisition (or any similar Investment)), consisting of Indebtedness for borrowed money, Capitalized Lease Obligations and debt obligations evidenced by promissory notes or similar instruments minus (b) the aggregate amount of unrestricted cash and Cash Equivalents (in each case, free and clear of all Liens, other than (i) any nonconsensual Lien that is permitted under the Loan Documents and (ii) Liens permitted under Sections 7.01(a), 7.01(m), 7.01(s), 7.01(v), 7.01(bb) and 7.01(ff) solely with respect to Sections 7.01(a) and 7.01(bb) to the extent such cash and Cash Equivalents constitute Collateral securing the underlying Indebtedness and are not contractually restricted from being distributed to the Borrower) included in the consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries as of such date and which are on deposit in any U.S. or Canadian deposit account maintained by a Lender or over which account the Collateral Agent has a perfected security interest, which aggregate amount of unrestricted cash and Cash Equivalents shall (x) be determined without giving pro forma effect to the proceeds of Indebtedness Incurred on such date and (y) not exceed, for the purposes of calculating the amount of Consolidated Total Debt as of any date of determination, \$10,000,000; provided that Consolidated Total Debt shall not include (x) Letters of Credit, except to the extent of Unreimbursed Amounts thereunder and (y) obligations under Swap Contracts permitted under Section 7.03(h).

“Consolidated Working Capital” means, at any date, the excess of (a) the sum of (i) all amounts (other than cash and Cash Equivalents) that would, in conformity with GAAP, be set forth opposite the caption “total current assets” (or any like caption) on a consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries at such date and (ii) long term accounts receivable over (b) the sum of (i) all amounts that would, in conformity with GAAP, be set forth opposite the caption “total current liabilities” (or any like caption) on a consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries on such date and (ii) long-term deferred revenue, but excluding (for the purposes of both clauses (a) and (b) above), without duplication, (a) the current portion of any Funded Debt, (b) all Indebtedness consisting of Revolving Credit Loans, Swing Line Loans and L/C Obligations, any Additional Revolving Credit Facility or any other revolving credit facility that is effective in reliance on Section 7.03(u), to the extent otherwise included therein, (c) the current portion of interest, (d) the current portion of current and deferred income taxes, (e) the current portion of any Capitalized Lease Obligations, (f) deferred revenue arising from cash receipts that are earmarked for specific projects, (g) the current portion of deferred acquisition costs, (h) current accrued costs associated with any restructuring or business optimization (including accrued severance and accrued facility closure costs), (i) any other liabilities that are not Indebtedness and will not be settled in cash or Cash Equivalents during the next succeeding twelve month period after such date, (j) the effects from applying purchase accounting, (k) any accrued professional liability risks and (l) restricted marketable securities; provided that, for purposes of calculating Excess Cash Flow, increases or decreases in working capital (A) arising from acquisitions or Dispositions by the Borrower and the Restricted Subsidiaries shall be measured from the date on which such acquisition or Disposition occurred until the first anniversary of such acquisition or Disposition with respect to the Person subject to such acquisition or Disposition and (B) shall exclude (I) the impact of non-cash adjustments contemplated in the Excess Cash Flow calculation, (II) the impact of adjusting items in the definition of “Consolidated Net Income” and (III) any changes in current assets or current liabilities as a result of (x) the effect of fluctuations in the amount of accrued or contingent obligations, assets or liabilities under Swap Contracts or other derivative obligations, (y) any reclassification in accordance with GAAP of assets or liabilities, as applicable, between current and noncurrent or (z) the effects of acquisition method accounting.

“Contract Consideration” has the meaning specified in the definition of “Excess Cash Flow.”

“Contractual Obligation” means, as to any Person, any provision of any security issued by such Person or of any agreement, instrument or other undertaking to which such Person is a party or by which it or any of its property is bound.

“Control” has the meaning specified in the definition of “Affiliate.”

“Converted Notes” has the meaning specified in the definition of “Equity Contribution”.

“Converted Restricted Subsidiary” has the meaning specified in the definition of “Consolidated EBITDA.”

“Converted Unrestricted Subsidiary” has the meaning specified in the definition of “Consolidated EBITDA.”

“Credit Extension” means each of the following: (a) a Borrowing and (b) an L/C Credit Extension.

“Cure Amount” has the meaning specified in Section 8.05.

“Cure Deadline” has the meaning specified in Section 8.05.

“Cure Right” has the meaning specified in Section 8.05.

“Customary Intercreditor Agreement” means (a) to the extent executed in connection with the Incurrence of secured Indebtedness, the Liens on the Collateral of which are intended to rank equal in priority to the Liens on the Collateral securing the Obligations (but without regard to the control of remedies), at the option of the Borrower and the Administrative Agent acting together in good faith, a customary intercreditor agreement in form and substance reasonably acceptable to the Administrative Agent and the Borrower, which agreement shall provide that the Liens on the Collateral securing such Indebtedness shall rank equal in priority to the Liens on the Collateral securing the Obligations (but without regard to the control of remedies) and (b) to the extent executed in connection with the Incurrence of secured Indebtedness the Liens on the Collateral of which are intended to rank junior in priority to the Liens on the Collateral securing the Obligations, at the option of the Borrower and the Administrative Agent acting together in good faith, a customary intercreditor agreement in form and substance reasonably acceptable to the Administrative Agent and the Borrower, which agreement shall provide that the Liens on the Collateral securing such Indebtedness shall rank junior in priority to the Liens on the Collateral securing the Obligations.

“Debt Incurrence Prepayment Event” means any Incurrence by the Borrower or any of the Restricted Subsidiaries of any Indebtedness, but excluding any Indebtedness permitted to be Incurred under Section 7.03 (other than Incremental Term Loans or Additional Revolving Credit Commitments Incurred in reliance on the second proviso of Section 2.14(a)).

“Debtor Relief Laws” means the Bankruptcy Code, and all other liquidation, conservatorship, bankruptcy, assignment for the benefit of creditors, moratorium, rearrangement, receivership, insolvency, reorganization, or similar debtor relief Laws of the United States, Canada or other applicable jurisdictions including the Canada Business Corporations Act or other corporate statute from time to time in effect and affecting the rights of creditors generally.

“Declined Proceeds” has the meaning specified in Section 2.05(b)(v).

“Default” means any event or condition that constitutes an Event of Default or that, with the giving of any notice, the passage of time, or both, would be an Event of Default.

“Default Rate” means, with respect to overdue principal, an interest rate equal to (a) the US Base Rate or Canadian Prime Rate, as applicable, plus (b) the Applicable Rate applicable to US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, plus (c) 2.0% per annum; provided that with respect to a Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, the Default Rate shall be an interest rate equal to the interest rate (including any Applicable Rate) otherwise applicable to such Loan plus 2.0% per annum, in each case, to the fullest extent permitted by applicable Laws, and with respect to overdue interest or other amount, an interest rate equal to the US Base Rate plus the Applicable Rate applicable to US Base Rate Loans plus 2.0% per annum.

“Defaulting Lender” means any Lender whose acts or failure to act, whether directly or indirectly, cause it to meet any part of the definition of “Lender Default.”

“Designated Non-Cash Consideration” means the Fair Market Value of non-cash consideration received by the Borrower or its Restricted Subsidiaries in connection with a Disposition pursuant to Section 7.05(m) that is designated as “Designated Non-Cash Consideration” pursuant to a certificate of a Responsible Officer of the Borrower delivered to the Administrative Agent, setting forth the basis of such valuation (which amount will be reduced by (i) the Fair Market Value of the portion of the non-cash consideration converted to cash within 180 days following the consummation of the applicable Disposition and (ii) the amount of Cash Equivalents received in connection with a subsequent sale of such Designated Non-Cash Consideration).

“Designated Premises” means (i) 101 Robin Hood Drive, Swanton, Vermont 05488 and (ii) 60, Jean-Proulx, Gatineau, Quebec, J8Z 1W1.

“Discount Note” means a promissory note evidencing a BA Equivalent Loan.

“Disposed EBITDA” means, with respect to any Sold Entity or Business or any Converted Unrestricted Subsidiary for any period, the amount for such period of Consolidated EBITDA of such Sold Entity or Business or such Converted Unrestricted Subsidiary (determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term “Consolidated EBITDA” (and in the component financial definitions used therein) were references to such Sold Entity or Business and its Subsidiaries or to such Converted Unrestricted Subsidiary and its Subsidiaries), all as determined on a consolidated basis for such Sold Entity or Business or such Converted Unrestricted Subsidiary.

“Disposition” or “Dispose” means the sale, assignment, transfer, license, lease or other disposition (including any Sale Leaseback and any sale of Equity Interests) of any property by any Person, including any sale, assignment, transfer or other disposal, with or without recourse, of any notes or accounts receivable or any rights and claims associated therewith; provided that “Disposition” and “Dispose” shall not be deemed to include any issuance by Holdings (or any Parent Entity) of any of its Equity Interests to another Person.

“Disqualified Equity Interests” means any Equity Interest which, by its terms (or by the terms of any security or other Equity Interests into which it is convertible or for which it is exchangeable), or upon the happening of any event or condition:

(a) matures or is mandatorily redeemable (other than solely for Qualified Equity Interests and cash in lieu of fractional shares of such Equity Interests) pursuant to a sinking fund obligation or otherwise (except as a result of a change of control or asset sale or casualty or condemnation event so

long as any rights of the holders thereof upon the occurrence of a change of control or asset sale or casualty or condemnation event shall be subject to the prior repayment in full of the Loans and all other Obligations (other than Hedging Obligations under any Secured Hedge Agreement, Cash Management Obligations under Secured Cash Management Agreements or contingent indemnification obligations and other contingent obligations) that are accrued and payable and the termination of the Commitments and all outstanding Letters of Credit (unless Cash Collateralized)),

(b) is redeemable at the option of the holder thereof (other than solely for Qualified Equity Interests and cash in lieu of fractional shares of such Equity Interests), in whole or in part,

(c) provides for the scheduled payments of dividends in cash, or

(d) is or becomes convertible into or exchangeable for Indebtedness or any other Equity Interests that would constitute Disqualified Equity Interests, in each case, prior to the date that is ninety-one (91) days after the Latest Maturity Date; provided that if such Equity Interests are issued pursuant to any plan for the benefit of employees of Holdings (or any Parent Entity thereof), the Borrower or any of its Subsidiaries or by any such plan to such employees, such Equity Interests shall not constitute Disqualified Equity Interests solely because it may be required to be repurchased by Holdings (or any Parent Entity thereof), the Borrower or any of its Subsidiaries in order to satisfy applicable statutory or regulatory obligations.

“Disqualified Lenders” means those Persons who are competitors of the Borrower and its Subsidiaries that are separately identified in writing by the Borrower or the Sponsor prior to August 31, 2015 as well as any of their Affiliates (which, for the avoidance of doubt, shall not include any bona fide debt investment funds that are affiliates of such Persons) that are reasonably identifiable on the basis of such Affiliates name.

“Distressed Person” has the meaning specified in the definition of “Lender-Related Distress Event.”

“Dollar” and “\$” mean lawful money of the United States.

“Dollar Equivalent” means, on any date of determination, (a) with respect to any amount denominated in Dollars, such amount and (b) with respect to any amount denominated in any currency other than Dollars, the equivalent amount thereof in Dollars as determined by the Administrative Agent in consultation with the Borrower, as the case may be, on the basis of the Exchange Rate (determined in respect of the relevant date of determination) for the purchase of Dollars with such currency.

“Domestic Subsidiary” means any Subsidiary that is organized under the laws of (i) the United States or any state thereof, (ii) the District of Columbia or (iii) Canada or any province or territory thereof.

“ECF Percentage” has the meaning specified in Section 2.05(b)(i).

“Effective Yield” means, as to any Indebtedness, the effective yield on such Indebtedness as determined by the Borrower and the Administrative Agent and consistent with generally accepted financial practices, taking into account the applicable interest rate margins, any interest rate “floors” (the effect of which floors shall be determined in a manner set forth in the proviso below and assuming that, if interest on such Indebtedness is calculated on the basis of a floating rate, that the “LIBOR” or “BA Rate” component, as applicable, of such formula is used to calculate Effective Yield) or similar devices and all fees, including upfront or similar fees, premiums, discounts or original issue discount (amortized over the

shorter of (x) the remaining Weighted Average Life to Maturity of such Indebtedness and (y) the four years following the date of Incurrence thereof) payable generally to Lenders or other institutions providing such Indebtedness, but excluding any commitment fees, arrangement fees, structuring fees, or other similar fees payable in connection therewith that are not generally shared with the relevant Lenders and, if applicable, ticking fees accruing prior to the funding of such Indebtedness and customary consent fees for an amendment paid generally to consenting Lenders; provided that, with respect to any Indebtedness that includes a “floor,” (a) to the extent that the Reference Rate on the date that the Effective Yield is being calculated is less than such floor, the amount of such difference shall be deemed added to the interest rate margin for such Indebtedness for the purpose of calculating the Effective Yield and (b) to the extent that the Reference Rate on the date that the Effective Yield is being calculated is greater than such floor, then the floor shall be disregarded in calculating the Effective Yield.

“Eligible Assignee” means any Assignee permitted by and consented to in accordance with Section 10.07(b).

“Environment” means the natural environment (including, without limitation, soil, land, surface or subsurface strata, surface waters, groundwater, sediment, ambient air (including all layers of atmosphere) and any other environmental medium and all sewer systems with which living organisms have dynamic relations.

“Environmental Laws” means any and all Laws relating to pollution or the protection or quality of human health or safety (as relating to exposure to Hazardous Materials), the Environment or natural resources, including civil and common law responsibility for acts or omissions with respect to the Environment and the soil and groundwater criteria set out in the Soil Protection and Contaminated Sites Rehabilitation Policy published in 1998 by the Ministry of Sustainable Development, Environment and Fight Against Climate Change, as amended to this date.

“Equity Contribution” means the contribution of (i) cash common and preferred equity by the Sponsor and certain other Investors to the Borrower and (ii) in the case of certain key consultants, certain promissory notes issued by the Borrower and/or the Company to such key consultants (the “Temporary Consideration Notes”), directly or indirectly, in an aggregate amount equal to, when combined with the fair market value of any capital stock (excluding Yield-Accruing Preferred Equity) of any of the management, key consultants and other existing equity holders of the Company rolled over, invested, received or exchanged for promissory notes issued by the Borrower which will be converted into shares of Ion Parent Holdings Inc., a corporation organized under the laws of British Columbia (the “Converted Notes”) in connection with the Transactions, at least 35.0% of the sum of (1) the aggregate amount of the Facilities and Loans funded on the Closing Date (but excluding the gross proceeds of any Revolving Credit Loans borrowed on the Closing Date to fund working capital needs) plus (2) the equity capitalization of the Borrower and its Subsidiaries (excluding Yield-Accruing Preferred Equity) on the Closing Date after giving effect to the Transactions.

“Equity Interests” means, with respect to any Person, all of the shares, interests, rights, participations or other equivalents (however designated) of capital stock of (or other ownership or profit interests or units in) such Person and all of the warrants, options or other rights for the purchase, acquisition or exchange from such Person of any of the foregoing (including through convertible securities).

“ERISA” means the Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended from time to time.

“ERISA Affiliate” means any trade or business (whether or not incorporated) that is under common control with any Loan Party and is treated as a single employer within the meaning of Section 414 of the Code or Section 4001 of ERISA.

“ERISA Event” means (a) a Reportable Event with respect to a Pension Plan; (b) a withdrawal by any Loan Party or any ERISA Affiliate from a Pension Plan subject to Section 4063 of ERISA during a plan year in which it was a substantial employer (as defined in Section 4001(a)(2) of ERISA) or a cessation of operations that is treated as such a withdrawal under Section 4062(e) of ERISA; (b) the failure of any Loan Party or any ERISA Affiliate to make by its due date a required installment under Section 430(j) of the Internal Revenue Code with respect to any Pension Plan; (c) a failure to satisfy the minimum funding standard under Section 412 of the Code or Section 302 of ERISA, or the filing pursuant to Section 412(c) of the Code or Section 302(c) of ERISA of an application for a waiver of the minimum funding standard, in each case with respect to a Pension Plan, whether or not waived, or a failure to make any required contribution to a Multiemployer Plan; (d) a complete or partial withdrawal by any Loan Party or any ERISA Affiliate from a Multiemployer Plan, notification of any Loan Party or ERISA Affiliate concerning the imposition of Withdrawal Liability or notification that a Multiemployer Plan is insolvent or is in reorganization within the meaning of Title IV of ERISA or that is in endangered or critical status, within the meaning of Section 305 of ERISA; (e) any event or condition which constitutes grounds for a termination under Section 4041A of ERISA, the filing of a notice of intent to terminate, the treatment of a Plan amendment as a termination under Section 4041 or 4041A of ERISA, or the commencement of proceedings by the PBGC to terminate a Pension Plan or Multiemployer Plan; (f) an event or condition which constitutes grounds under Section 4042 of ERISA for the termination of, or the appointment of a trustee to administer, any Pension Plan or Multiemployer Plan; (g) the imposition of any liability under Title IV of ERISA, including the imposition of a lien under Section 412 or 430(k) of the Internal Revenue Code or Section 303 or 4068 of ERISA on any property (or rights to property, whether real or personal) of a Loan Party, but excluding PBGC premiums due but not delinquent under Section 4007 of ERISA, upon any Loan Party or any ERISA Affiliate; (h) a determination that any Pension Plan is, or is expected to be, in “at-risk” status (within the meaning of Section 303(i)(4)(A) of ERISA or Section 430(i)(4)(A) of the Code) or (i) the occurrence of a non-exempt prohibited transaction with respect to any Pension Plan maintained or contributed to by any Loan Party (within the meaning of Section 4975 of the Code or Section 406 of ERISA), which could result in liability to any Loan Party.

“Event of Default” has the meaning specified in Section 8.01.

“Excess Cash Flow” means, for any period, an amount equal to:

- (a) the sum, without duplication, of:
 - (i) Consolidated Net Income for such period;
 - (ii) an amount equal to the amount of all non-cash charges to the extent deducted in arriving at such Consolidated Net Income (including, for greater certainty, Consolidated Depreciation and Amortization Expense);
 - (iii) decreases in Consolidated Working Capital (except as a result of the reclassification of items from short-term to long-term or vice versa), decreases in long-term accounts receivable and increases in the long-term portion of deferred revenue for such period; and
 - (iv) an amount equal to the aggregate net non-cash loss on Dispositions by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period (other than Dispositions

in the ordinary course of business) to the extent deducted in arriving at such Consolidated Net Income; and

(v) cash payments received in respect of Hedging Agreements during such period to the extent not included in arriving at such Consolidated Net Income; and

(vi) income tax expense to the extent deducted in arriving at such Consolidated Net Income; minus

(b) the sum, without duplication, of:

(i) an amount equal to the amount of all non-cash credits included in arriving at such Consolidated Net Income and cash charges included in clauses (1) through (15) of the definition of Consolidated Net Income;

(ii) without duplication of amounts deducted pursuant to clause (xi) below in prior fiscal years, the amount of Capital Expenditures or acquisitions of IP Rights made in cash or accrued during such period, in an aggregate amount not to exceed (together with the aggregate amount deducted pursuant to clause (xi) below) 3.0% of the consolidated gross revenues of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, to the extent that such Capital Expenditures or acquisitions were not financed with any of the proceeds received from (A) the Incurrence of long-term Indebtedness or (B) the issuance of Equity Interests;

(iii) the aggregate amount of all principal payments of Indebtedness of the Borrower and the Restricted Subsidiaries permitted hereunder (other than repayments of Indebtedness that is subject to a Customary Intercreditor Agreement or is unsecured) (including (A) the principal component of payments in respect of Capitalized Lease Obligations and (B) the amount of any mandatory prepayment of Term Loans actually made pursuant to Section 2.05(b)(i), in the case of this clause (B) from the proceeds of any Disposition and that resulted in an increase to Consolidated Net Income and not in excess of the amount of such increase but excluding (1) all other prepayments, repurchases, defeasances, and/or redemptions of Term Loans and (2) all prepayments of revolving credit loans and swingline loans permitted hereunder made during such period (other than in respect of any revolving credit facility to the extent there is an equivalent permanent reduction in commitments thereunder (excluding in respect of (x) the Revolving Credit Facility or Additional Revolving Credit Loans and (y) other revolving loans that are effective in reliance on Section 7.03(u)), except to the extent financed by (A) the Incurrence of long-term Indebtedness or (B) the issuance of Equity Interests;

(iv) an amount equal to the aggregate net non-cash gain on Dispositions by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period (other than Dispositions in the ordinary course of business) to the extent included in arriving at such Consolidated Net Income;

(v) increases in Consolidated Working Capital (except as a result of the reclassification of items from short term to long term or vice versa), increases in long term accounts receivable and decreases in the long-term portion of deferred revenue for such period;

(vi) cash payments by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period in respect of long-term liabilities of the Borrower and its Restricted Subsidiaries other than Indebtedness (including such Indebtedness specified in clause (b)(iii) above);

(vii) without duplication of amounts deducted pursuant to clause (xi) below in prior fiscal years, the amount of Investments permitted hereunder (other than intercompany Investments among Loan Parties and Investments in Cash Equivalents) and Permitted Acquisitions made during such period to the extent that such permitted Investments and Permitted Acquisitions were not financed with any of the proceeds received from (A) the Incurrence of long-term Indebtedness or (B) the issuance of Equity Interests;

(viii) the amount of Restricted Payments paid during such period (other than Restricted Payments made pursuant to Section 7.06(f) or Section 7.06(j)) to the extent such Restricted Payments were not financed with any of the proceeds received from (A) the Incurrence of long-term Indebtedness or (B) the issuance of Equity Interests;

(ix) the aggregate amount of any premium, make-whole or penalty payments actually paid in cash by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such period that are required to be made in connection with any prepayment of Indebtedness and the deduction of which prepayment is contemplated under this clause (b);

(x) the aggregate amount of expenditures actually made by the Borrower and its Restricted Subsidiaries in cash during such period (including expenditures for the payment of financing fees) to the extent that such expenditures are not expensed during such period;

(xi) without duplication of amounts deducted from Excess Cash Flow in other periods, (A) the aggregate consideration required to be paid in cash by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries pursuant to binding contracts (the "Contract Consideration") entered into prior to or during such period and (B) any planned cash expenditures by the Borrower or any of the Restricted Subsidiaries (the "Planned Expenditures"), in the case of each of clauses (A) and (B), relating to Permitted Acquisitions (or Investments similar to those made for Permitted Acquisitions), Capital Expenditures or acquisitions of IP Rights to be consummated or made during the period of four consecutive fiscal quarters of the Borrower following the end of such period (except to the extent financed with any of the proceeds received from (A) the Incurrence of long-term Indebtedness or (B) the issuance of Equity Interests); provided that to the extent that the aggregate amount of cash actually utilized to finance such Permitted Acquisitions (or Investments similar to those made for Permitted Acquisitions), Capital Expenditures or acquisitions of IP Rights during such following period of four consecutive fiscal quarters is less than the Contract Consideration and Planned Expenditures, the amount of such shortfall shall be added to the calculation of Excess Cash Flow, at the end of such period of four consecutive fiscal quarters; provided further, that the aggregate amount deducted pursuant to this clause (xi) and clause (ii) above shall not exceed 3.0% of consolidated gross revenues;

(xii) the amount of income taxes (including penalties and interest) paid in cash in such period; and

(xiii) cash expenditures made in respect of Hedging Agreements during such period to the extent not deducted in arriving at such Consolidated Net Income.

“Exchange Act” means the Securities Exchange Act of 1934, as amended and the rules and regulations promulgated thereunder.

“Exchange Rate” means, on any day with respect to any currency, the rate at which such currency may be exchanged into any other currency, as set forth at approximately 12:00 noon (Toronto time) on the preceding Business Day as the Bank of Canada noon mid-point spot rate for such currencies (as quoted or published from time to time by the Bank of Canada), and in the event that such rate does not appear on the Bank of Canada noon Spot page, the Exchange Rate shall be determined by reference to such other publicly available service for displaying exchange rates as may be agreed by the Administrative Agent and the Borrower, or, in the absence of such agreement, such Exchange Rate shall instead be the arithmetic average of the spot rates of exchange of the Administrative Agent in the market where its foreign currency exchange operations in respect of such currency are then being conducted, at or about 12:00 noon, (Toronto time), on the Business Day preceding the date of determination; provided that, for purposes of any calculation made under Section 2.09(a), the Exchange Rate shall be determined on the first Business Day of the month of determination.

“Excluded Assets” has the meaning specified in the definition of “Collateral and Guarantee Requirement”.

“Excluded Equity Interests” means:

(a) any Equity Interests with respect to which, in the reasonable judgment of the Collateral Agent and the Borrower, the cost of pledging such Equity Interests shall be excessive in view of the benefits to be obtained by the Secured Parties therefrom,

(b) any Equity Interests to the extent, and for so long as, the pledge thereof would be prohibited by any applicable Law (including any legally effective requirement to obtain the consent of any Governmental Authority unless such consent has been obtained),

(c) any “margin stock” and any Equity Interests of any Person (other than any Wholly-Owned Restricted Subsidiary) to the extent, and for so long as, the pledge of such Equity Interests would be prohibited by the terms of any Contractual Obligation, Organizational Document, joint venture agreement or shareholders’ agreement applicable to such Person,

(d) the Equity Interests of any Immaterial Subsidiary or Unrestricted Subsidiary,

(e) any Equity Interests of any Subsidiary to the extent that the pledge of such Equity Interests would result in material adverse tax consequences to Holdings, the Borrower or any Subsidiary as reasonably determined by the Borrower in consultation with the Administrative Agent, and confirmed in writing by notice to the Collateral Agent, and

(f) the Specified Preferred Shares.

“Excluded Subsidiary” means:

(a) any Subsidiary that is not a Wholly-Owned Subsidiary or is a joint venture on any date such Subsidiary would otherwise be required to become a Guarantor pursuant to the requirements of Section 6.10 (for so long as such Subsidiary is not a Wholly-Owned Subsidiary),

(b) any Subsidiary that is prohibited from guaranteeing the Obligations (and for so long as such restriction is in effect) by (x) subject to clause (h) below, applicable Law, rule or regulation, including but not limited to, financial assistance, corporate benefit, fraudulent preference, “transfer pricing”, “thin capitalization”, “earnings stripping” and other non-U.S. tax restrictions, (y) Contractual Obligation or (z) fiduciary or statutory duties of the directors of any such Subsidiary or where providing such guarantee would otherwise have the potential to result in a material risk of personal or criminal liability for any director or officer of any such Subsidiary; provided that in the case of clause (y), such Contractual Obligation existed on the Closing Date or, with respect to any Subsidiary acquired by the Borrower or a Restricted Subsidiary after the Closing Date, on the date such Subsidiary is so acquired and so long as such Contractual Obligation was not incurred in contemplation of such acquisition,

(c) any Subsidiary for which the provision of a Guarantee would result in a material adverse tax consequence to the Borrower or one of its Subsidiaries (as reasonably determined by the Borrower in consultation with the Administrative Agent),

(d) any Immaterial Subsidiary,

(e) any other Subsidiary with respect to which, in the reasonable judgment of the Administrative Agent in consultation with the Borrower (confirmed in writing by notice to the Borrower), the cost of providing a Guarantee shall be excessive in view of the benefits to be obtained by the Lenders therefrom,

(f) each Unrestricted Subsidiary,

(g) each other Domestic Subsidiary acquired pursuant to a Permitted Acquisition (or similar Investment) and financed with secured Indebtedness assumed pursuant to Section 7.03(i) (and, for the avoidance of doubt, not incurred in contemplation of such Permitted Acquisition (or similar Investment)), and each Restricted Subsidiary acquired in such Permitted Acquisition (or similar Investment) that guarantees such Indebtedness, in each case to the extent that, and for so long as, the documentation relating to such Indebtedness to which such Domestic Subsidiary or Restricted Subsidiary, as applicable, is a party prohibits such Subsidiary from guaranteeing the Obligations,

(h) any Subsidiary that would require any consent, approval, license or authorization from any Governmental Authority to provide a Guarantee unless such consent, approval, license or authorization has been received, or is received after commercially reasonable efforts (including if requested by the Administrative Agent to do so) by the Borrower and/or such Subsidiary to obtain the same.

“Excluded Swap Obligation” shall mean, with respect to any Guarantor, (a) any Swap Obligation if, and to the extent that, all or a portion of the guarantee of such Guarantor pursuant to the Guarantee of, or the grant by such Guarantor of a security interest to secure, such Swap Obligation (or any guarantee pursuant to the Guarantee thereof) is or becomes illegal under the Commodity Exchange Act or any rule, regulation, or order of the Commodity Futures Trading Commission (or the application or official interpretation of any thereof) (i) by virtue of such Guarantor’s failure to constitute an “eligible contract participant,” as defined in the Commodity Exchange Act and the regulations thereunder (determined after giving effect to any applicable keep well, support, or other agreement for the benefit of such Guarantor and any and all applicable guarantees of such Guarantor’s Swap Obligations by other Credit Parties), at the time the guarantee of (or grant of such security interest by, as applicable) such Guarantor becomes or would become effective with respect to such Swap Obligation or (ii) in the case of a Swap Obligation that is subject to a clearing requirement pursuant to section 2(h) of the Commodity Exchange Act, because such Guarantor is a “financial entity,” as defined in section 2(h)(7)(C) of the

Commodity Exchange Act, at the time the guarantee of (or grant of such security interest by, as applicable) such Guarantor becomes or would become effective with respect to such Swap Obligation or (b) any other Swap Obligation designated as an “Excluded Swap Obligation” of such Guarantor as specified in any agreement between the relevant Credit Parties and Hedge Bank applicable to such Swap Obligations. If a Swap Obligation arises under a Master Agreement governing more than one Swap, such exclusion shall apply only to the portion of such Swap Obligation that is attributable to the Swap for which such guarantee or security interest is or becomes excluded in accordance with the first sentence of this definition. As used herein, “Swap Obligation” means, with respect to any Guarantor, any obligation to pay or perform under any agreement, contract or transaction that constitutes a “swap” within the meaning of section 1a(47) of the Commodity Exchange Act.

“Excluded Taxes” means any of the following Taxes imposed on or with respect to any Agent or Lender or required to be withheld or deducted from a payment to any Agent or Lender, (a) Taxes imposed on or measured by net income (however denominated), franchise Taxes, and branch profits Taxes, in each case, (i) imposed as a result of such Agent or Lender being organized under the laws of, or having its principal office or, in the case of any Lender, its Applicable Lending Office located in, the jurisdiction imposing such Tax (or any political subdivision thereof) or (ii) that are Other Connection Taxes, (b) in the case of a Lender, withholding Taxes imposed on amounts payable to or for the account of such Lender with respect to an applicable interest in a Loan or Commitment pursuant to a law in effect on the date on which (i) such Lender acquires such interest in the Loan or Commitment (other than pursuant to an assignment requested by the Borrower under Section 3.07) or (ii) such Lender changes its Applicable Lending Office, except in each case to the extent that, pursuant to Section 3.01, amounts with respect to such Taxes were payable either to such Lender's assignor immediately before such Lender acquired the applicable interest in a Loan or Commitment or to such Lender immediately before it changed its Applicable Lending Office, (c) Taxes attributable to such Agent's or Lender's failure to comply with Section 3.01(f), (d) any U.S. federal withholding Taxes imposed under FATCA.

“Existing Credit Agreement Indebtedness” means the principal, interest, fees and other amounts, other than contingent obligations not due and payable, outstanding under (i) that certain credit agreement, dated as of September 4, 2012, by and among, inter alios, the Company and Caisse de depot et placement du Quebec, as lender (as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time) and (ii) that certain credit agreement, dated as of August 10, 2012, accepted as of August 17, 2012 and confirmed as of September 4, 2012, by and among, inter alios, the Company, as borrower, and La Caisse centrale Desjardins du Quebec and Caisse Populaire Desjardins de Levis, as lenders (as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time).

“Expected Cure Amount” has the meaning specified in Section 8.05.

“Facility” means any of the Term Loans, any Incremental Term Loan Facility, the Revolving Credit Facility or any Additional Revolving Credit Facility, as applicable.

“Fair Market Value” means with respect to any asset or group of assets on any date of determination, the value of the consideration obtainable in a sale of such asset at such date of determination assuming a sale by a willing seller to a willing purchaser dealing at arm's length and arranged in an orderly manner over a reasonable period of time having regard to the nature and characteristics of such asset, as determined in good faith by the Borrower.

“Fair Value” and “fair value” mean the amount at which the assets (both tangible and intangible), in their entirety, of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole would change hands between a willing buyer and a willing seller, within a commercially reasonable period of time, each having reasonable knowledge of the relevant facts, with neither being under any compulsion to act.

“FATCA” means Sections 1471 through 1474 of the Code, as of the Closing Date (or any amended or successor version that is substantively comparable and not materially more onerous to comply with), any current or future regulations with respect thereto or official administrative interpretations thereof, any agreements entered into pursuant to Section 1471(b)(1) of the Code and any intergovernmental agreements (or related legislation or official administrative rules or practices) implementing the foregoing.

“FCPA” means the Foreign Corrupt Practices Act of 1977.

“Federal Funds Rate” means, for any day, the rate per annum equal to the weighted average of the rates on overnight federal funds transactions with members of the Federal Reserve System arranged by federal funds brokers on such day, as published by the Federal Reserve Bank on the Business Day next succeeding such day; provided that (a) if such day is not a Business Day, the Federal Funds Rate for such day shall be such rate on such transactions on the next preceding Business Day as so published on the next succeeding Business Day, and (b) if no such rate is so published on such next succeeding Business Day, the Federal Funds Rate for such day shall be the average rate (rounded upward, if necessary, to a whole multiple of 1/100 of 1%) of the quotations for the day of such transactions received by the Administrative Agent from three federal funds brokers of recognized standing selected by it.

“Financial Covenants” means the Total Leverage Ratio Financial Covenant and the Fixed Charge Coverage Ratio Covenant.

“Fixed Charge Coverage Ratio” means, at any date of determination, the ratio of (a)(i) Consolidated EBITDA for the most recent Test Period ended on or prior to such date of determination (based upon the Section 6.01 Financials most recently delivered on or prior to such date) minus (ii) Unfinanced Capital Expenditures, minus (iii) taxes based on income or profits, including federal, foreign, state and income taxes of the Borrower and its Restricted Subsidiaries paid in cash during such Test Period, plus (iv) cash tax refunds of the Borrower and its Restricted Subsidiaries received during such Test Period, minus (v) the aggregate amount of Restricted Payments made under Section 7.06(a) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(e) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(f), Section 7.06(g), Section 7.06(h), Section 7.06(i) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(j), Section 7.06(l) and Section 7.06(m), minus (vi) the aggregate amount of Investments made under Section 7.02(n) (valued as provided thereunder) in Unrestricted Subsidiaries; to (b) Fixed Charges payable by the Borrower and its Restricted Subsidiaries; provided that for any Test Period ending prior to the first anniversary of the end of the first full fiscal quarter occurring after Closing Date, Fixed Charges shall be calculated on an annualized basis starting with the period commencing on the Closing Date through the date of determination and after giving Pro Forma Effect to the Transactions.

“Fixed Charge Coverage Ratio Covenant” means the financial covenant set forth in Section 7.09(b).

“Fixed Charges” means, with reference to any period, without duplication, the sum of (a) Consolidated Interest Expense paid in cash during such period, plus (b) the aggregate amount of scheduled principal payments in respect of Consolidated Total Debt required to be made (other than payments made by the Borrower or any Restricted Subsidiary to the Borrower or a Restricted Subsidiary) during such period, all calculated for such period for the Borrower and its Restricted Subsidiaries on a consolidated basis.

“Flood Insurance Laws” means, collectively, (i) the National Flood Insurance Act of 1968 as now or hereafter in effect or any successor statute thereto, (ii) the Flood Disaster Protection Act of 1973 as now or hereafter in effect or any successor statute thereto, (iii) the National Flood Insurance Reform Act of 1994 as now or hereafter in effect or any successor statute thereto and (iv) the Flood Insurance Reform Act of 2004 as now or hereafter in effect or any successor statute thereto.

“Foreign Multi-Employer Plan” means Foreign Plans to which any Loan Party or its Affiliates is required to contribute and which are not maintained or administered by any Loan Party or its Affiliates.

“Foreign Pension Event” means (a) a contribution or premium required to be paid to or in respect of each Foreign Plan is not paid in a timely fashion in accordance with the terms thereof and all applicable Law, or taxes, penalties or fees are owing or eligible under any Foreign Plan beyond the date permitted for payment of same; (b) the occurrence of an event respecting any Foreign Plan which would entitle any Person to wind-up or terminate any Foreign Plan, or which could reasonably be expected to adversely affect the tax status thereof; (c) the determination of a going concern unfunded actuarial liability, past service unfunded liability or solvency deficiency respecting any Foreign Plan or (d) the occurrence of an improper withdrawal or transfer of assets from any Foreign Plan.

“Foreign Plan” means any employee pension, retirement or other analogous plan, program, policy, arrangement or agreement maintained by, or contributed to or by, or entered into with, any Loan Party or any Subsidiary with respect to employees outside the United States providing for retirement income or retirement benefits but does not include any state-sponsored plan such as the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan (Régime de rentes du Québec).

“Foreign Subsidiary” means any direct or indirect Restricted Subsidiary of the Borrower that is not a Domestic Subsidiary.

“FRB” means the Board of Governors of the Federal Reserve System of the United States.

“Fronting Fee” has the meaning specified in Section 2.03(h).

“Fund” means any Person (other than a natural person) that is engaged in making, purchasing, holding or otherwise investing in commercial loans and similar extensions of credit in the ordinary course of its activities.

“Funded Debt” means all Indebtedness of the Borrower and its Restricted Subsidiaries for borrowed money that matures more than one year from the date of its creation or matures within one year from such date and is renewable or extendable, at the option of the lender, to a date more than one year from such date or arises under a revolving credit or similar agreement that obligates the lender or lenders to extend credit during a period of more than one year from such date, including Indebtedness in respect of the Loans.

“GAAP” means generally accepted accounting principles (including, for the avoidance of doubt, IFRS when applicable to the Borrower) set forth in the opinions and pronouncements of the Accounting Principles Board of the Canadian Institute of Chartered Accountants or in such other statements by such other entity as may be approved by a significant segment of the accounting profession of Canada, as in effect from time to time; provided that (A) if the Borrower notifies the Administrative Agent that the Borrower requests an amendment to any provision hereof to eliminate the effect of any change occurring after the Closing Date in GAAP or in the application thereof on the operation of such

provision (or if the Administrative Agent notifies the Borrower that the Required Lenders request an amendment to any provision hereof for such purpose), regardless of whether any such notice is given before or after such change in GAAP or in the application thereof, then such provision shall be interpreted on the basis of GAAP as in effect and applied immediately before such change shall have become effective until such notice shall have been withdrawn or such provision amended in accordance herewith, (B) at any time after the Closing Date, the Borrower may elect, upon notice to the Administrative Agent, to apply IFRS accounting principles exclusively in lieu of GAAP and, upon any such election, references herein to GAAP shall thereafter be construed to mean IFRS (except as otherwise provided herein), including as to the ability of the Borrower to make an election pursuant to clause (A) of this proviso, (C) any calculation or determination in this Agreement that requires the application of GAAP for periods that include fiscal quarters ended prior to the Borrower's election to exclusively apply IFRS shall remain as previously calculated or determined in accordance with GAAP and (D) the Borrower may only make an election pursuant to clause (B) of this proviso if it also elects to report any subsequent financial reports required to be made by the Borrower, including pursuant to Sections 6.01(a) and (b), exclusively in IFRS. Notwithstanding anything herein to the contrary, it is understood and agreed that all obligations of any Person that are or would be characterized as operating lease obligations in accordance with GAAP on January 1, 2013 (whether or not such operating lease obligations were in effect on such date) shall continue to be accounted for as operating lease obligations (and not as Capitalized Lease Obligations or Capitalized Leases) for purposes of this Agreement regardless of any change in GAAP following the date that would otherwise require such obligations to be recharacterized as Capitalized Lease Obligations or Capitalized Leases.

“Governmental Authority” means any nation or government, any state, provincial, territorial or other political subdivision thereof, and any agency, authority, instrumentality, regulatory body, court, administrative tribunal, central bank or other entity exercising executive, legislative, judicial, taxing, regulatory or administrative powers or functions of or pertaining to government.

“Granting Lender” has the meaning specified in Section 10.07(h).

“Guarantee Obligations” means, as to any Person, without duplication, any obligation, contingent or otherwise, of such Person guaranteeing or having the economic effect of guaranteeing any Indebtedness or other monetary obligation payable or performable by another Person (the “primary obligor”) in any manner, whether directly or indirectly, and including any obligation of such Person, direct or indirect, (i) to purchase or pay (or advance or supply funds for the purchase or payment of) such Indebtedness or other monetary obligation, (ii) to purchase or lease property, securities or services for the purpose of assuring the obligee in respect of such Indebtedness or other monetary obligation of the payment or performance of such Indebtedness or other monetary obligation, (iii) to maintain working capital, equity capital or any other financial statement condition or liquidity or level of income or cash flow of the primary obligor so as to enable the primary obligor to pay such Indebtedness or other monetary obligation, or (iv) entered into for the purpose of assuring in any other manner the obligee in respect of such Indebtedness or other monetary obligation of the payment or performance thereof or to protect such obligee against loss in respect thereof (in whole or in part); provided that the term “Guarantee Obligations” shall not include endorsements for collection or deposit, in either case in the ordinary course of business, or customary and reasonable indemnity obligations in effect on the Closing Date or entered into in connection with any acquisition or Disposition of assets permitted under this Agreement (other than such obligations with respect to Indebtedness). The amount of any Guarantee Obligation shall be deemed to be an amount equal to the stated or determinable amount of the related primary obligation, or portion thereof, in respect of which such Guarantee Obligation is made or, if not stated or determinable, the maximum reasonably anticipated liability in respect thereof as determined by the guaranteeing Person in good faith.

“Guarantees” has the meaning specified in the definition of “Collateral and Guarantee Requirement.”

“Guarantors” has the meaning specified in the definition of “Collateral and Guarantee Requirement.”

“Guaranty” means, collectively, (a) each of the Guaranty and the Canadian Guaranty substantially in the form of Exhibit F and (b) each other guaranty and guaranty supplement delivered pursuant to Section 6.10.

“Hazardous Materials” means all substances or wastes regulated listed, defined, classified as or otherwise determined to be a pollutant or a contaminant or dangerous, hazardous, explosive, radioactive or toxic or other term of equivalent regulatory import pursuant to any Environmental Law, including petroleum or petroleum distillates, friable asbestos or friable asbestos containing materials and polychlorinated biphenyls.

“Hedge Bank” means any Person that that is a counterparty to a Swap Contract with a Loan Party or one of its Restricted Subsidiaries, in its capacity as such, and that either (i) is a Lender, an Agent, a Lead Arranger or an Affiliate of the foregoing at the time it enters into such a Swap Contract, in its capacity as a party thereto or (ii) becomes a Lender or an Affiliate of a Lender or an Agent after it has entered into such a Swap Contract.

“Hedging Obligations” means, with respect to any Person, the obligations of such Person under Swap Contracts.

“Holdings” means (i) Holdings (as defined in the introductory paragraph to this Agreement) or (ii) after the Closing Date any other Person or Persons (the “New Holdings”) that is a Subsidiary of (or are Subsidiaries of) Holdings or of any Parent Entity of Holdings (or the previous New Holdings, as the case may be) but not the Borrower (the “Previous Holdings”); provided that (a) such New Holdings directly owns 100% of the Equity Interests of the Borrower other than the Specified Preferred Shares, (b) the New Holdings shall expressly assume all the obligations of the Previous Holdings under this Agreement and the other Loan Documents pursuant to a supplement hereto or thereto in form and substance reasonably satisfactory to the Administrative Agent, (c) the New Holdings shall have delivered to the Administrative Agent a certificate of a Responsible Officer stating that such substitution and any supplements to the Loan Documents preserve the enforceability of the Guarantee and the perfection and priority of the Liens under the Collateral Documents, (d) if reasonably requested by the Administrative Agent, an opinion of counsel shall be delivered by the Borrower to the Administrative Agent to the effect that, without limitation, such substitution does not breach or result in a default under this Agreement or any other Loan Document in form and substance reasonably satisfactory to the Administrative Agent, (e) all Equity Interests of the Borrower and substantially all of the other assets of the Previous Holdings are contributed or otherwise transferred to such New Holdings and pledged to secure the Obligations and (f) no Event of Default has occurred and is continuing at the time of such substitution and such substitution does not result in any Event of Default or material tax liability; provided, further, that if each of the foregoing is satisfied, the Previous Holdings shall be automatically released of all its obligations under the Loan Documents and any reference to “Holdings” in the Loan Documents shall be meant to refer to the “New Holdings”.

“Honor Date” has the meaning specified in Section 2.03(c)(i).

“Hypothecary Representative” has the meaning specified in Section 9.14.

“IFRS” means International Financial Reporting Standards as adopted in the European Union.

“Immaterial Subsidiary” means, at any date of determination, any Restricted Subsidiary of the Borrower (i) whose total assets (when combined with the assets of such Restricted Subsidiary’s Subsidiaries, after eliminating intercompany obligations) as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the date of determination were less than 5% of the Consolidated Total Assets at such date (based upon the Section 6.01 Financials most recently delivered on or prior to such date) or (ii) whose gross revenues (when combined with the revenues of such Restricted Subsidiary’s Subsidiaries, after eliminating intercompany obligations) for such Test Period were less than 5% of the consolidated gross revenues of the Borrower and its Restricted Subsidiaries for such period, in each case determined in accordance with GAAP.

“Immediate Family Members” shall mean with respect to any individual, such individual’s estate, heirs, legatees, distributees, child, stepchild, grandchild or more remote descendant, parent, stepparent, grandparent, spouse, former spouse, qualified domestic partner, sibling, niece, nephew, mother-in-law, father-in-law, son-in-law, daughter-in-law, brother-in-law or sister-in-law (including adoptive relationships) and any trust, partnership or other bona fide estate-planning vehicle the only beneficiaries of which are any of the foregoing individuals or any private foundation or fund that is controlled by any of the foregoing individuals or any donor-advised fund of which any such individual is the donor.

“Incremental Agreement” has the meaning specified in Section 2.14(e).

“Incremental Base Amount” means, as of any date of determination, the sum of (x) \$65,000,000 plus (y) the amount of any voluntary prepayments of the Term Loans or any existing Incremental Term Loans made prior to any such date (excluding, for greater certainty, any scheduled or mandatory repayments or prepayments hereunder) and voluntary permanent reductions of the Revolving Credit Commitment or any Additional Revolving Credit Commitment, in each case, made prior to such date (other than, in each case, to the extent financed with proceeds from the Incurrence of long-term Indebtedness).

“Incremental Commitments” has the meaning specified in Section 2.14(a).

“Incremental Facilities” has the meaning specified in Section 2.14(a).

“Incremental Facility Closing Date” has the meaning specified in Section 2.14(e).

“Incremental Revolving Credit Commitment Increase” has the meaning specified in Section 2.14(a).

“Incremental Revolving Credit Commitment Increase Lender” has the meaning specified in Section 2.14(f)(ii).

“Incremental Revolving Loans” means Additional Revolving Credit Loans and loans made pursuant to any Incremental Revolving Credit Commitment Increase or Additional Revolving Credit Commitment.

“Incremental Term Loan Commitment” means the Commitment of any Lender to make Incremental Term Loans of a particular Class pursuant to Section 2.14(a).

“Incremental Term Loan Facility” means each Class of Incremental Term Loans made pursuant to Section 2.14.

“Incremental Term Loan Maturity Date” means, with respect to any Class of Incremental Term Loans made pursuant to Section 2.14, the final maturity date thereof.

“Incremental Term Loans” has the meaning specified in Section 2.14(a).

“Incur” means, create, issue, assume, Guarantee, incur or otherwise become directly or indirectly liable for; provided, however, that any Indebtedness of a Person existing at the time such Person becomes a Restricted Subsidiary (whether by merger, consolidation, acquisition or otherwise) shall be deemed to be Incurred by such Person at the time it becomes a Restricted Subsidiary. The term “Incurrence” when used as a noun shall have a correlative meaning. Solely for purposes of determining compliance with Section 7.03 with respect to any initial incurrence of Indebtedness:

(a) amortization of debt discount or the accretion of principal with respect to a non-interest bearing or other discount security;

(b) the payment of regularly scheduled interest in the form of additional Indebtedness of the same instrument or the payment of regularly scheduled dividends on Equity Interests in the form of additional Equity Interests of the same class and with the same terms; and

(c) the obligation to pay a premium in respect of Indebtedness arising in connection with the issuance of a notice of prepayment or redemption or making of a mandatory offer to prepay, redeem or purchase such Indebtedness;

will, in each case, not be deemed to be the Incurrence of Indebtedness.

“Indebtedness” means, as to any Person at a particular time, without duplication, all of the following, whether or not included as indebtedness or liabilities in accordance with GAAP:

(a) all obligations of such Person for borrowed money and all obligations of such Person evidenced by bonds, debentures, notes, loan agreements or other similar instruments;

(b) the maximum amount (after giving effect to any prior drawings or reductions which may have been reimbursed) of all letters of credit (including standby and commercial), banker’s acceptances, bank guaranties, surety bonds, performance bonds and similar instruments issued or created by or for the account of such Person;

(c) net obligations of such Person under any Swap Contract;

(d) all obligations of such Person to pay the deferred purchase price of property or services (other than (i) trade accounts payable, liabilities or accrued expenses in the ordinary course of business and (ii) any earnout obligation until such obligation becomes a liability on the balance sheet of such Person in accordance with GAAP and if not paid after becoming due and payable);

(e) indebtedness (excluding prepaid interest thereon) secured by a Lien on property owned or being purchased by such Person (including indebtedness arising under conditional sales or other title retention agreements and mortgage, industrial revenue bond, industrial development bond and similar financings), whether or not such indebtedness shall have been assumed by such Person or is limited in recourse;

- (f) all Capitalized Lease Obligations of such Person;
- (g) all obligations of such Person in respect of Disqualified Equity Interests; and
- (h) all Guarantee Obligations of such Person in respect of any of the foregoing;

provided that Indebtedness shall not include (i) prepaid or deferred revenue arising in the ordinary course of business and (ii) purchase price holdbacks arising in the ordinary course of business in respect of a portion of the purchase price of an asset to satisfy warrants or other unperformed obligations of the seller of such asset.

For all purposes hereof, the Indebtedness of any Person shall (A) include the Indebtedness of any partnership or joint venture (other than a joint venture that is itself a corporation or limited liability company) in which such Person is a general partner or a joint venturer, except to the extent such Person's liability for such Indebtedness is otherwise limited and only to the extent such Indebtedness would be included in the calculation of Consolidated Total Debt and (B) in the case of Holdings, the Borrower and its Restricted Subsidiaries, exclude all intercompany Indebtedness having a term not exceeding 364 days (inclusive of any roll-over or extensions of terms) and made in the ordinary course of business consistent with past practice. The amount of any net obligation under any Swap Contract on any date shall be deemed to be the Swap Termination Value thereof as of such date. The amount of Indebtedness of any Person for purposes of clause (e) shall be deemed to be the aggregate unpaid amount of such Indebtedness or, to the extent such Indebtedness is limited in recourse, the lesser of (i) the aggregate unpaid amount of such Indebtedness and (ii) the Fair Market Value of the property encumbered thereby as determined by such Person in good faith.

"Indemnified Liabilities" has the meaning specified in Section 10.05.

"Indemnified Taxes" means (a) Taxes, other than Excluded Taxes, imposed on or with respect to any payment made by or on account of any obligation of any Loan Party under any Loan Document and (b) to the extent not otherwise described in clause (a) above, Other Taxes.

"Indemnitees" has the meaning specified in Section 10.05.

"Information" has the meaning specified in Section 10.08.

"Intellectual Property Security Agreement" means, collectively, (a) the Intellectual Property Security Agreement executed by certain Loan Parties in the form of Exhibit I, and (b) each other Intellectual Property Security Agreement Supplement executed and delivered pursuant to Section 6.10.

"Intellectual Property Security Agreement Supplement" has the meaning specified in the Intellectual Property Security Agreement.

"Interest Payment Date" means (a) as to any Loan other than a US Base Rate Loan or any Canadian Prime Rate Loan, the last day of each Interest Period applicable to such Loan and the Maturity Date of the Facility under which such Loan was made; provided that if any Interest Period for a Libor Rate Loan exceeds three months, the respective dates that fall every three months after the beginning of such Interest Period shall also be Interest Payment Dates; (b) as to any US Base Rate Loan or any Canadian Prime Rate Loan (other than a Swing Line Loan), the last Business Day of each December, March, June and September and the Maturity Date of the Facility under which such Loan was made; and (c) as to any Swing Line Loan, the last day of each calendar month.

“Interest Period” means, as to each Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan the period commencing on the date such Loan is disbursed or converted to or continued as a Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan and ending on the date one, two, three or six months thereafter, or to the extent available to each applicable Lender of such Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan, twelve months or a period shorter than one month thereafter, as selected by the Borrower in its Committed Loan Notice; provided that:

(a) any Interest Period that would otherwise end on a day that is not a Business Day shall be extended to the next succeeding Business Day unless such Business Day falls in another calendar month, in which case such Interest Period shall end on the next preceding Business Day;

(b) any Interest Period that begins on the last Business Day of a calendar month (or on a day for which there is no numerically corresponding day in the calendar month at the end of such Interest Period) shall end on the last Business Day of the calendar month at the end of such Interest Period; and

(c) no Interest Period shall extend beyond the Maturity Date of the Facility under which such Loan was made.

“Investment” means, as to any Person, any direct or indirect acquisition or investment by such Person, whether by means of (a) the purchase or other acquisition of Equity Interests or Indebtedness or other securities of another Person, (b) a loan, advance or capital contribution to, Guarantee Obligation with respect to any obligation of, or purchase or other acquisition of any other Indebtedness or equity participation or interest in, another Person, including any partnership or joint venture interest in such other Person (excluding, in the case of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, intercompany loans, advances, or Indebtedness having a term not exceeding 364 days (inclusive of any roll-over or extensions of terms) and made in the ordinary course of business) or (c) the purchase or other acquisition (in one transaction or a series of transactions) of all or substantially all of the property and assets or business of another Person or assets constituting a business unit, line of business or division of such Person. The amount, as of any date of determination, of (i) any Investment in the form of a loan or an advance shall be the principal amount thereof outstanding on such date, minus any cash payments actually received by such investor representing interest in respect of such Investment (to the extent any such payment to be deducted does not exceed the remaining principal amount of such Investment), but without any adjustment for write-downs or write-offs (including as a result of forgiveness of any portion thereof) with respect to such loan or advance after the date thereof, (ii) any Investment in the form of a Guarantee shall be equal to the stated or determinable amount of the related primary obligation, or portion thereof, in respect of which such Guarantee is made or, if not stated or determinable, the maximum reasonably anticipated liability in respect thereof, as determined in good faith by a Financial Officer, (iii) any Investment in the form of a transfer of Equity Interests or other non-cash property or services by the investor to the investee, including any such transfer in the form of a capital contribution, shall be the Fair Market Value of such Equity Interests or other property or services as of the time of the transfer, minus any payments actually received by such investor representing a return of capital of, or dividends or other distributions in respect of, such Investment (to the extent such payments do not exceed, in the aggregate, the original amount of such Investment), but without any other adjustment for increases or decreases in value of, or write-ups, write-downs or write-offs with respect to, such Investment after the date of such Investment, and (iv) any Investment (other than any Investment referred to in clause (i), (ii) or (iii) above) by the specified Person in the form of a purchase or other acquisition for value of any Equity Interests, evidences of Indebtedness or other securities of any other Person shall be the original cost of such Investment, except that the amount of any Investment in the form of a Permitted Acquisition shall be the Permitted Acquisition Consideration, minus (x) the amount of any portion of such Investment that has been repaid to the investor as a repayment of principal or a return of capital, and of any payments or other

amounts actually received by such investor representing interest, dividends or other distributions or similar payments in respect of such Investment (to the extent the amounts referred to in this clause (x) do not, in the aggregate, exceed the original cost of such Investment plus the costs of additions thereto), but without any other adjustment for increases or decreases in value of, or write-ups, write-downs or write-offs with respect to, such Investment after the date of such Investment. For purposes of Section 7.02, if an Investment involves the acquisition of more than one Person, the amount of such Investment shall be allocated among the acquired Persons in accordance with GAAP; provided that pending the final determination of the amounts to be so allocated in accordance with GAAP, such allocation shall be as reasonably determined by a Financial Officer.

“Investment Grade Rating” means a rating equal to or higher than Baa3 (or the equivalent) by Moody’s and BBB- (or the equivalent) by S&P, or an equivalent rating by Fitch, Inc.

“Investors” means the Sponsor and the Permitted Stockholders.

“IP Rights” has the meaning specified in Section 5.14.

“Judgment Currency” has the meaning specified in Section 10.17.

“Latest Maturity Date” means, with respect to the Incurrence of any Indebtedness or the issuance of any Equity Interests, the latest Maturity Date applicable to any Facility that is outstanding hereunder as determined on the date such Indebtedness is Incurred or such Equity Interests are issued.

“Laws” means, collectively, all international, foreign, federal, state, provincial and local statutes, treaties, rules, regulations, ordinances, codes and administrative or judicial precedents, including the interpretation or administration thereof by any Governmental Authority charged with the enforcement, interpretation or administration thereof, and all applicable administrative orders, directed duties, requests, licenses, authorizations and permits of, and agreements with, any Governmental Authority.

“L/C Advance” means, with respect to each Revolving Credit Lender, such Lender’s funding of its participation in any L/C Borrowing in accordance with its Pro Rata Share.

“L/C Borrowing” means an extension of credit resulting from a drawing under any Letter of Credit which has not been reimbursed on the applicable Honor Date or refinanced as a Revolving Credit Borrowing.

“L/C Credit Extension” means, with respect to any Letter of Credit, the issuance thereof or extension of the expiry date thereof, or the renewal or increase of the amount thereof.

“L/C Issuer” means (i) Caisse Centrale or any of its Subsidiaries or Affiliates, (ii) BMO or any of its Subsidiaries or Affiliates and (iii) any other Lender (or any of its Subsidiaries or Affiliates) that becomes an L/C Issuer in accordance with Section 2.03(j) or Section 10.07(m); in the case of each of clause (i), (ii) or (iii) above, in its capacity as an issuer of Letters of Credit hereunder, or any successor issuer of Letters of Credit hereunder. In the event that there is more than one L/C Issuer at any time, references herein and in the other Loan Documents to the L/C Issuer shall be deemed to refer to the L/C Issuer in respect of the applicable Letter of Credit or to all L/C Issuers, as the context requires.

“L/C Obligation” means, as at any date of determination, the aggregate maximum amount then available to be drawn under all outstanding Letters of Credit plus the aggregate of all Unreimbursed Amounts in respect of Letters of Credit, including all L/C Borrowings.

“LCA Election” has the meaning specified in Section 1.10.

“LCA Test Date” has the meaning specified in Section 1.10.

“Lead Arrangers” means BMO Capital Markets and Desjardins Capital Markets in their capacities as Joint Lead Arrangers and Joint Bookrunners under this Agreement.

“Lender” has the meaning specified in the introductory paragraph to this Agreement and, as the context requires, includes an L/C Issuer and a Swing Line Lender, and their respective successors and assigns as permitted hereunder, each of which is referred to herein as a “Lender.”

“Lender Default” means (i) the refusal (in writing and which has not been retracted) or failure of any Lender to make available its portion of any Incurrence of Loans or participations in or reimbursements of Letters of Credit or Swing Line Loans, which refusal or failure is not cured within one Business Day after the date of such refusal or failure; (ii) the failure of any Lender to pay over to the Administrative Agent, any L/C Issuer or any other Lender any other amount required to be paid by it hereunder within one Business Day of the date when due; (iii) a Lender has notified the Borrower or the Administrative Agent that it does not intend or expect to comply with any of its funding obligations or has made a public statement to that effect with respect to its funding obligations hereunder or under any other agreement in which it has committed to extend credit; (iv) the failure by a Lender to confirm in a manner reasonably satisfactory to the Administrative Agent that it will comply with its funding obligations hereunder; or (v) a Lender has admitted in writing that it is insolvent or a Lender becomes subject to a Lender-Related Distress Event.

“Lender-Related Distress Event” means, with respect to any Lender, that such Lender or any person that directly or indirectly controls such Lender (each, a “Distressed Person”), as the case may be, is or becomes subject to a voluntary or involuntary case with respect to such Distressed Person under any debt relief law, or a custodian, conservator, receiver or similar official is appointed for such Distressed Person or any substantial part of such Distressed Person’s assets, or such Distressed Person or any person that directly or indirectly controls such Distressed Person is subject to a forced liquidation, or such Distressed Person makes a general assignment for the benefit of creditors or is otherwise adjudicated as, or determined by any governmental authority having regulatory authority over such Distressed Person or its assets to be, insolvent or bankrupt; provided that a Lender-Related Distress Event shall not be deemed to have occurred solely by virtue of the ownership or acquisition of any equity interests in any Lender or any person that directly or indirectly controls such Lender by a Governmental Authority or an instrumentality thereof.

“Letter of Credit” means any letter of credit issued hereunder. A Letter of Credit may be a commercial letter of credit or a standby letter of credit.

“Letter of Credit Application” means an application and agreement for the issuance or amendment of a Letter of Credit in the form of Exhibit B-2 (or such other form as may be reasonably agreed by the Borrower and the L/C Issuer).

“Letter of Credit Expiration Date” means the day that is three (3) Business Days prior to the scheduled Maturity Date then in effect for the Revolving Credit Facility, unless such Letter of Credit is Cash Collateralized or backstopped on terms reasonably satisfactory to the L/C Issuer.

“Letter of Credit Sublimit” means an amount equal to the lesser of (a) \$10,000,000 (or the then applicable Canadian Dollar Equivalent) and (b) the aggregate amount of the undrawn Revolving

Credit Commitments. The Letter of Credit Sublimit is part of, and not in addition to, the Revolving Credit Commitments.

“Libor Rate” means, for any Interest Period with respect to any Libor Rate Loan:

(a) the rate per annum equal to the rate determined by the Administrative Agent to be the offered rate that appears on the Reuters Screen LIBOR01 (or any successor thereto) that displays an average ICE Benchmark Administration Interest Settlement Rate (or the successor thereto if the ICE Benchmark Administration is no longer making a LIBOR rate available) for deposits in Dollars (for delivery on the first day of such Interest Period) with a term equivalent to such Interest Period, determined as of approximately 11:00 a.m. (London time) two (2) Business Days prior to the first day of such Interest Period, or

(b) if the rates referenced in the preceding subsection (a) are not available, the rate per annum determined by the Administrative Agent as the rate of interest (rounded upward to the next 1/100th of 1%) at which deposits in Dollars for delivery on the first day of such Interest Period in same day funds in the approximate amount of the relevant Loan being made, continued or converted and with a term equivalent to such Interest Period would be offered by the Administrative Agent’s London Branch to major banks in the offshore Dollar market at their request at approximately 11:00 a.m. (London time) two (2) Business Days prior to the first day of such Interest Period;

provided that in no event shall the Libor Rate be less than 0%.

“Libor Rate Loan” means a Loan that bears interest at a rate based on the Libor Rate.

“Lien” means any mortgage, pledge, hypothecation, assignment, deposit arrangement, encumbrance, lien (statutory or other), charge, deemed trust, or preference, priority or other security interest or preferential arrangement of any kind or nature whatsoever (including any conditional sale or other title retention agreement, any easement, right of way or other encumbrance on title to real property, and any Capitalized Lease having substantially the same economic effect as any of the foregoing); provided that in no event shall an operating lease be deemed to be a Lien.

“Limited Condition Acquisition” means any Permitted Acquisition whose consummation is not conditioned upon the availability of, or on obtaining, third party financing.

“Loan” means any Revolving Credit Loan, Additional Revolving Credit Loan, Swing Line Loan (including any swingline loan pursuant to any Additional Revolving Credit Commitments) or Term Loan made by any Lender hereunder.

“Loan Documents” means, collectively, (i) this Agreement, (ii) the Collateral Documents, (iii) the Guaranty, (iv) each Letter of Credit, (v) any Customary Intercreditor Agreement entered into after the Closing Date to which the Collateral Agent and/or Administrative Agent is a party, (vi) any bank fee letter, agency fee letter or other fee letter executed and delivered in connection with any Facility and (vii) any other document related to this Agreement designated in writing by the Borrower and the Administrative Agent as a “Loan Document”.

“Loan Parties” means, collectively, (i) the Borrower, (ii) Holdings and (iii) each other Guarantor.

“Loan Party Adjusted EBITDA” shall mean, with respect to any Loan Party for any period, the amount for such period of Consolidated EBITDA of such Loan Party (determined as if

references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term “Consolidated EBITDA” (and in the component financial definitions used therein) were references to such Loan Party, all as determined on an unconsolidated basis for such Loan Party and by excluding all intercompany items.

“Loan Party Assets” shall mean, for any Loan Party, as of any date of determination, the total assets of such Loan Party, determined in accordance with GAAP, calculated on an unconsolidated basis and by excluding all intercompany items.

“Master Agreement” has the meaning specified in the definition of “Swap Contract.”

“Material Adverse Effect” means a circumstance or condition that would materially and adversely affect (a) the business or financial condition of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, taken as a whole, (b) the ability of the Borrower and the other Loan Parties, taken as a whole, to perform their payment obligations under the Loan Documents to which it is a party or (c) the rights and remedies of the Agents and the Lenders under the Loan Documents.

“Material Real Property” means any real property with a Fair Market Value (at the time of acquisition) in excess of \$2,000,000 owned by any Loan Party.

“Maturity Date” means (a) with respect to the Revolving Credit Facility, the fifth anniversary of the Closing Date, (b) with respect to Term Loans, the fifth anniversary of the Closing Date and (c) any Incremental Term Loan Maturity Date or any maturity date related to any Class of Additional Revolving Credit Commitments, as applicable; provided that if either such day is not a Business Day, the Maturity Date shall be the Business Day immediately preceding such day.

“Moody’s” means Moody’s Investors Service, Inc. and any successor thereto.

“Mortgage” means, collectively, the deeds of trust, trust deeds, debentures, deeds of hypothec and mortgages creating and evidencing a Lien on a Mortgaged Property made by any Loan Party in favor or for the benefit of the Collateral Agent on behalf of the Secured Parties substantially in the form of Exhibit P (in the case of Mortgaged Property located in the United States), and any other mortgages executed and delivered pursuant to Section 4.01(a)(ii) (if applicable), Section 6.10 and Section 6.12.

“Mortgage Policies” has the meaning specified in paragraph (f) of the definition of “Collateral and Guarantee Requirement”.

“Mortgaged Properties” has the meaning specified in paragraph (f) of the definition of “Collateral and Guarantee Requirement”.

“Multiemployer Plan” means a multiemployer plan as defined in Section 4001(a)(3) of ERISA, to which any Loan Party makes or is obligated to make contributions, or during the immediately preceding six (6) years, has made or been obligated to make contributions or to which any Loan Party has any liability (including any liability on account of any ERISA Affiliate).

“Necessary Cure Amount” has the meaning specified in Section 8.05(b).

“Net Cash Proceeds” means:

(a) with respect to the Disposition of any asset by the Borrower or any Restricted Subsidiary or any Casualty Event, the excess, if any, of (i) the sum of cash and Cash Equivalents received in connection with such Disposition or Casualty Event (including any cash or Cash Equivalents received by way of deferred payment (but excluding any interest payments) pursuant to, or by monetization of, a note receivable or otherwise, but only as and when so received and, with respect to any Casualty Event, any insurance proceeds or condemnation awards in respect of such Casualty Event actually received by or paid to or for the account of the Borrower or any Restricted Subsidiary) over (ii) the sum of (A) the principal amount, premium or penalty, if any, interest and other amounts on any Indebtedness that is secured by the asset subject to such Disposition or Casualty Event and that is required to be repaid (and is actually repaid) in connection with such Disposition or Casualty Event (other than Indebtedness under the Loan Documents and Indebtedness secured by Liens that are subject to a Customary Intercreditor Agreement), (B) the out-of-pocket fees and expenses (including attorneys' fees, investment banking fees, survey costs, title insurance premiums, and related search and recording charges, transfer taxes, deed or mortgage recording taxes, other customary expenses and brokerage, consultant and other customary fees) actually incurred by Holdings, the Borrower or such Restricted Subsidiary in connection with such Disposition or Casualty Event, (C) taxes paid or reasonably estimated to be actually payable in connection therewith (including withholding taxes imposed on the repartition of any such Net Cash Proceeds) and the amount of any reserves established by Holdings, the Borrower and the Restricted Subsidiaries to fund contingent liabilities reasonably estimated to be payable, that are directly attributable to such event, (D) in the case of any Disposition by a non-Wholly-Owned Restricted Subsidiary or Casualty Event with respect to assets of a non-Wholly-Owned Restricted Subsidiary, the pro rata portion of the net cash proceeds thereof (calculated without regard to this clause (D)) attributable to minority interests and not available for distribution to or for the account of the Borrower or a Wholly-Owned Restricted Subsidiary as a result thereof, and (E) any reserve for adjustment in respect of (x) the sale price of such asset or assets established in accordance with GAAP and (y) any liabilities associated with such asset or assets and retained by the Borrower or any Restricted Subsidiary after such sale or other Disposition thereof, including pension and other post-employment benefit liabilities and liabilities related to environmental matters or with respect to any indemnification obligations associated with such transaction; it being understood that "Net Cash Proceeds" shall include (i) any cash or Cash Equivalents received upon the Disposition of any non-cash consideration by the Borrower or any Restricted Subsidiary in any such Disposition and (ii) upon the reversal (without the satisfaction of any applicable liabilities in cash in a corresponding amount) of any reserve described in clause (E) above or if such liabilities have not been satisfied in cash and such reserve is not reversed within 365 days after such Disposition or Casualty Event, the amount of such reserve; provided that (x) no net cash proceeds calculated in accordance with the foregoing realized in a single transaction or series of related transactions shall constitute Net Cash Proceeds unless such net cash proceeds shall exceed \$2,500,000 and (y) no such net cash proceeds shall constitute Net Cash Proceeds under this clause (a) in any fiscal year until the aggregate amount of all such net cash proceeds in such fiscal year shall exceed \$5,000,000 (and thereafter only net cash proceeds in excess of such amount shall constitute Net Cash Proceeds under this clause (a)); and

(b) with respect to the Incurrence of any Indebtedness by the Borrower or any Restricted Subsidiary or any sale or issuance of Qualified Equity Interests by the Borrower, the excess, if any, of (A) the sum of the cash and Cash Equivalents received in connection with such Incurrence, issuance or sale over (B) the investment banking fees, discounts, issuance costs, commissions, costs and other out-of-pocket expenses and other customary expenses (and, in the case of the Incurrence of any Indebtedness the proceeds of which are required to be used to prepay any Class of Loans and/or reduce any Class of Commitments hereunder, accrued interest and premium, if any, on such Loans and any other amounts (other than principal) required to be paid in respect of such Loans and/or Commitments in connection with any such prepayment and/or reduction), incurred by the Borrower or such Restricted Subsidiary in connection with such Incurrence, issuance or sale.

“Non-BA Lender” means a Revolving Credit Lender that cannot or does not as a matter of policy issue Bankers’ Acceptances.

“Non-Consenting Lender” has the meaning specified in Section 3.07(d).

“Non-Debt Fund Affiliate” means any Sponsor Affiliated Lender (other than Holdings or any Subsidiary of Holdings) that is not an Affiliated Debt Fund.

“Non-Loan Party” means any Restricted Subsidiary of the Borrower that is not a Loan Party.

“Non-Loan Party Casualty Event” has the meaning specified in Section 2.05(b)(vi).

“Non-Loan Party Disposition” has the meaning specified in Section 2.05(b)(vi).

“Nonrenewal Notice Date” has the meaning specified in Section 2.03(b)(iii).

“Note” means a Term Note or a Revolving Credit Note as the context may require.

“Obligations” means all (x) advances to, and debts, liabilities, obligations, covenants and duties of, any Loan Party arising under any Loan Document or otherwise with respect to any Loan or Letter of Credit, whether direct or indirect (including those acquired by assumption), absolute or contingent, due or to become due, now existing or hereafter arising and including interest, fees and expenses that accrue after the commencement by or against any Loan Party of any proceeding under any Debtor Relief Laws naming such Person as the debtor in such proceeding, regardless of whether such interest, fees and expenses are allowed claims in such proceeding, (y) all Hedging Obligations under each Secured Hedge Agreement, including all interest, fees and expenses that accrue after commencement by or against any Loan Party of any proceeding under Debtor Relief Laws, regardless of whether such interest, fees and expenses are allowed claims in such proceeding, with respect to such Loan Party) under each Secured Hedge Agreement, and (z) Cash Management Obligations; provided, however, that with respect to any Loan Party, the “Obligations” guaranteed by such Loan Party or secured by any security granted by such Loan Party shall not include any Excluded Swap Obligations of such Loan Party. Without limiting the generality of the foregoing, the Obligations of the Loan Parties under the Loan Documents include the obligation (including guarantee obligations) to pay principal, interest, Letter of Credit commissions, reimbursement obligations, charges, expenses, fees, Attorney Costs, indemnities and other amounts payable by any Loan Party under any Loan Document. Notwithstanding the foregoing, (i) unless otherwise agreed to by the Borrower and any Hedge Bank or Cash Management Bank, the obligations of Holdings, the Borrower or any Subsidiary under any Secured Hedge Agreement and any Cash Management Obligations shall be secured and guaranteed pursuant to the Collateral Documents and the Guarantees only to the extent that, and for so long as, the other Obligations are so secured and guaranteed and (ii) any release of Collateral or Guarantors effected in the manner permitted by this Agreement and any other Loan Document shall not require the consent of any counterparty to any Secured Hedge Agreement or of the holders of Cash Management Obligations other than in their capacity as a Lender or an Agent.

“OFAC” means U.S. sanctions administered by the Office of Foreign Assets Control of the U.S. Treasury Department or the U.S. Department of State.

“Organization Documents” means (a) with respect to any corporation, the certificate or articles of incorporation and the bylaws (or equivalent or comparable constitutive documents with respect to any non-U.S. jurisdiction); (b) with respect to any limited liability company, the certificate or articles

of formation or organization and operating agreement; and (c) with respect to any partnership, joint venture, trust or other form of business entity, the partnership, joint venture or other applicable agreement of formation or organization and any agreement, declaration, instrument, filing or notice with respect thereto filed in connection with its formation or organization with the applicable Governmental Authority in the jurisdiction of its formation or organization and, if applicable, any certificate or articles of formation or organization of such entity.

“Other Connection Taxes” means, with respect to any Agent or Lender, Taxes imposed as a result of a present or former connection between such Agent or Lender and the jurisdiction imposing such Tax (other than connections arising from such Agent or Lender having executed, delivered, become a party to, performed its obligations under, received payments under, received or perfected a security interest under, engaged in any other transaction pursuant to, or enforced, any Loan Document, or sold or assigned an interest in any Loan or Loan Document).

“Other Taxes” means all present or future stamp, court or documentary Taxes and any other property, intangible, mortgage recording or similar Taxes which arise from any payment made under any Loan Document or from the execution, delivery, performance, enforcement or registration of, from the receipt or perfection of a security interest under, or otherwise with respect to, any Loan Document, except any such Taxes that are Other Connection Taxes imposed with respect to an assignment (other than pursuant to an assignment request by the Borrower under Section 3.07).

“Outstanding Amount” means (a) with respect to the Term Loans, Revolving Credit Loans, Additional Revolving Credit Loan and Swing Line Loans on any date, the outstanding principal amount thereof after giving effect to any borrowings and prepayments or repayments of Term Loans, Additional Revolving Credit Loans, Revolving Credit Loans (including any refinancing of outstanding Unreimbursed Amounts under Letters of Credit or L/C Credit Extensions as a Revolving Credit Borrowing) and Swing Line Loans, as the case may be, occurring on such date; and (b) with respect to any L/C Obligations on any date, the outstanding amount thereof on such date after giving effect to any related L/C Credit Extension occurring on such date and any other changes thereto as of such date, including as a result of any reimbursements of outstanding Unreimbursed Amounts under related Letters of Credit (including any refinancing of outstanding Unreimbursed Amounts under related Letters of Credit or related L/C Credit Extensions as a Revolving Credit Borrowing) or any reductions in the maximum amount available for drawing under related Letters of Credit taking effect on such date.

“Parent Entity” means any Person that is a direct or indirect parent company (which may be organized as, among other things, a partnership) of Holdings and/or the Borrower, as applicable.

“Participant” has the meaning specified in Section 10.07(e).

“Participant Register” has the meaning specified in Section 10.07(e).

“PBGC” means the Pension Benefit Guaranty Corporation.

“Pension Plan” means any “employee pension benefit plan” (as such term is defined in Section 3(2) of ERISA) other than a Multiemployer Plan, that is subject to Title IV of ERISA and in respect of which any Loan Party maintains contributes to or has any liability (including any contingent liability and any liability on account of any ERISA Affiliate).

“Permitted Acquisition” has the meaning specified in Section 7.02(j).

“Permitted Acquisition Consideration” means, in connection with any Permitted

Acquisition or similar Investment, the aggregate amount (as valued at the Fair Market Value of such Permitted Acquisition or similar Investment at the time such Permitted Acquisition or similar Investment is made) of, without duplication: (a) the purchase consideration paid or payable in cash for such Permitted Acquisition, whether payable at or prior to the consummation of such Permitted Acquisition or deferred for payment at any future time, whether or not any such future payment is subject to the occurrence of any contingency, and including any and all payments representing the purchase price and any Incurrence of Indebtedness and/or Guarantee Obligations, “earn-outs” and other agreements to make any payment the amount of which is, or the terms of payment of which are, in any respect subject to or contingent upon the revenues, income, cash flow or profits (or the like) of any Person or business and (b) the aggregate amount of Indebtedness Incurred in connection with such Permitted Acquisition; provided, in each case, that any such future payment that is subject to a contingency shall be considered Permitted Acquisition Consideration only to the extent of the reserve, if any, required under GAAP (as determined at the time of the consummation of such Permitted Acquisition) to be established in respect thereof by Holdings, the Borrower or its Restricted Subsidiaries.

“Permitted Holder Group” means any “group” (within the meaning of Rule 13d-5 of the Exchange Act) owning Equity Interests having the power to vote or direct the voting for the election of directors of Holdings (or any Parent Entity thereof) if a majority of such Equity Interests owned by the group is owned by Permitted Holders.

“Permitted Holders” means any of (a) the Sponsor and (b) the Permitted Stockholders.

“Permitted Refinancing Indebtedness” means, with respect to any Indebtedness (the “Refinanced Indebtedness”), any Indebtedness Incurred in exchange for or as a replacement of (including by entering into alternative financing arrangements in respect of such exchange or replacement (in whole or in part), either by adding or replacing lenders, creditors, agents, borrowers and/or guarantors, or after the original instrument giving rise to such Indebtedness has been terminated and including, by entering into any new credit agreement, loan agreement, note purchase agreement, indenture or other agreement), or the net proceeds of which are Incurred for the purpose of modifying, extending, refinancing, renewing, replacing, redeeming, repurchasing, defeasing, amending, supplementing, restructuring, repaying or refunding (collectively to “Refinance” or a “Refinancing” or “Refinanced”), such Refinanced Indebtedness (or previous refinancing thereof constituting Permitted Refinancing Indebtedness); provided that (a) after giving effect to such Refinancing, the principal amount (or accreted value, if applicable) thereof will not exceed the principal amount (or accreted value, if applicable) of the Refinanced Indebtedness except by an amount equal to unpaid accrued interest and premium thereon plus other amounts paid, and fees and expenses incurred, in connection with such Refinancing plus an amount equal to any existing commitments unutilized thereunder, (b) other than with respect to a Refinancing in respect of Indebtedness permitted pursuant to Section 7.03(f), such Permitted Refinancing Indebtedness has a Weighted Average Life to Maturity equal to or greater than the Weighted Average Life to Maturity of the Refinanced Indebtedness and (c) if such Indebtedness being Refinanced is Indebtedness permitted pursuant to Section 7.03(c), (i) to the extent such Refinanced Indebtedness is subordinated in right of payment to the Obligations, such Permitted Refinancing Indebtedness is subordinated in right of payment to the Obligations on terms at least as favorable to the Lenders, when taken as a whole, as those contained in the documentation governing the Indebtedness being so Refinanced and (ii) the terms and conditions (including, if applicable, as to collateral but excluding as to subordination, interest rates (including through fixed interest rates), interest rate margins, rate floors, fees, funding discounts, original issue discounts and redemption or prepayment terms and premiums) of any such Permitted Refinancing Indebtedness are not materially more restrictive on the Borrower and its Restricted Subsidiaries, when taken as a whole, than the terms and conditions of the Refinanced Indebtedness; provided that such terms and conditions shall not be deemed to be more restrictive solely as a result of (i) the inclusion in the documentation governing such Permitted Refinancing Indebtedness of a Previously Absent Financial

Maintenance Covenant so long as the Administrative Agent shall have been given prompt written notice thereof and this Agreement is amended to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant for the benefit of each Facility (provided, however, that if (x) the documentation governing the Permitted Refinancing Indebtedness that includes a Previously Absent Financial Maintenance Covenant consists of a revolving credit facility (whether or not the documentation therefor includes any other facilities) and (y) such Previously Absent Financial Maintenance Covenant is a “springing” financial maintenance covenant, the Previously Absent Financial Maintenance Covenant shall only be included in this Agreement for the benefit of each revolving credit facility hereunder (and not for the benefit of any term loan facility hereunder) and such Permitted Refinancing Indebtedness shall continue to not be deemed more restrictive solely as a result of such Previously Absent Financial Maintenance Covenant benefiting only such revolving credit facilities or (ii) covenants or other provisions applicable only to periods after the Latest Maturity Date at the time of such Refinancing; provided that a certificate of a Responsible Officer of the Borrower delivered to the Administrative Agent at least five Business Days prior to the Incurrence of such Indebtedness, together with a reasonably detailed description of the material terms and conditions of such Indebtedness or drafts of the documentation relating thereto, stating that the Borrower has determined in good faith that such terms and conditions satisfy the foregoing requirement shall be conclusive evidence that such terms and conditions satisfy the foregoing requirement unless the Administrative Agent notifies the Borrower within such five Business Day period that it disagrees with such determination (including a reasonable description of the basis upon which it disagrees).

“Permitted Stockholders” means (i) the members of management of the Borrower or any of its Subsidiaries who are (directly or indirectly through one or more investment vehicles) investors in Holdings or any Parent Entity and (ii) any other Person or its controlled Affiliates that (directly or indirectly through one or more investment vehicles) is the holder of any Equity Interests of Holdings or any Parent Entity as of the Closing Date.

“Person” means any natural person, corporation, limited liability company, trust, joint venture, association, company, partnership, Governmental Authority or other entity.

“Plan” means any “employee benefit plan” (as such term is defined in Section 3(3) of ERISA) other than a Foreign Plan or a Multiemployer Plan, established or maintained by any Loan Party.

“Planned Expenditures” has the meaning assigned to such term in the definition of “Excess Cash Flow”.

“Post-Transaction Period” means, (a) with respect to any Specified Transaction, the period beginning on the date such Specified Transaction is consummated and ending on the last day of the fourth full consecutive fiscal quarter immediately following the date on which such Specified Transaction is consummated and (b) with respect to any Specified Restructuring, the period beginning on the date such Specified Restructuring is initiated and ending on the last day of the fourth full consecutive fiscal quarter immediately following the date on which such Specified Restructuring is initiated.

“PPSA” means the Personal Property Security Act (Ontario), the Civil Code of Québec or any other applicable Canadian federal, provincial or territorial statute pertaining to the granting, perfecting, opposability, priority, ranking or enforcement of security interests, liens, hypothecs on personal or movable property, and any successor statutes, together with any regulations thereunder, in each case as in effect from time to time.

“Present Fair Saleable Value” means the amount that could be obtained by an independent willing seller from an independent willing buyer if the assets (both tangible and intangible)

of the applicable Person and its subsidiaries taken as a whole are sold on a going-concern basis with reasonable promptness in an arm's-length transaction under present conditions for the sale of comparable business enterprises insofar as such conditions can be reasonably evaluated.

"Previously Absent Financial Maintenance Covenant" means, at any time (x) any financial maintenance covenant that is not included in this Agreement at such time and (y) any financial maintenance covenant that is included in this Agreement at such time, but with covenant levels in this Agreement that are more restrictive on the Borrower and the Restricted Subsidiaries.

"Pro Forma Adjustment" means, for any Test Period that includes all or any part of a fiscal quarter included in any Post-Transaction Period, with respect to the Acquired EBITDA of the applicable Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary or the Consolidated EBITDA of the Borrower, (a) the pro forma increase or decrease (for the avoidance of doubt net of any such increase or decrease actually realized) in such Acquired EBITDA or such Consolidated EBITDA, as the case may be, projected by the Borrower in good faith as a result of (a) actions taken, actions with respect to which substantial steps have been taken or actions that are expected to be taken, in each case prior to or during such Post-Transaction Period, for the purposes of realizing reasonably identifiable cost savings, operating expense reductions or other synergies or (b) any additional costs, expenses or charges, accruals or reserves (collectively "Costs") incurred prior to or during such Post-Transaction Period with the combination of the operations of such Acquired Entity or Business or Converted Restricted Subsidiary with the operations of the Borrower and its Restricted Subsidiaries or otherwise in connection with, as a result, or related to, such Specified Transaction or Specified Restructuring; provided that so long as such actions are taken or expected to be taken actions with respect to which substantial steps have been taken or actions are, in each case, prior to or during such Post-Transaction Period or such costs are incurred prior to or during such Post-Transaction Period, as applicable, for purposes of projecting such pro forma increase or decrease to such Acquired EBITDA or such Consolidated EBITDA, as the case may be, it may be assumed that such cost savings, operating expense reductions or other synergies will be realizable during the entirety of such Test Period, or such Costs, will be incurred during the entirety of such Test Period.

"Pro Forma Adjustment Certificate" means any certificate of a Responsible Officer of the Borrower delivered pursuant to Section 6.02(a).

"Pro Forma Basis" and "Pro Forma Effect" mean, with respect to compliance with any test, financial ratio or covenant hereunder for an applicable period of measurement, for any Specified Transactions or Specified Restructurings that have been made during any applicable Test Period or, if applicable, subsequent to such Test Period and prior to or simultaneously with the events for which any such calculation is made, shall be calculated on a pro forma basis assuming that (A) to the extent applicable, the Pro Forma Adjustment shall have been made and (B) all Specified Transactions and the following transactions in connection therewith shall be deemed to have occurred as of the first day of the applicable period of measurement (as of the last date in the case of a balance sheet item) in such test or covenant: (a) income statement items (whether positive or negative) attributable to the property or Person subject to such Specified Transaction, (i) in the case of a Disposition of all or substantially all Equity Interests in any Subsidiary of the Borrower or any division, product line, or facility used for operations of the Borrower or any of its Subsidiaries, shall be excluded, and (ii) in the case of a Permitted Acquisition or Investment described in the definition of "Specified Transaction," shall be included, (b) Refinancing of Indebtedness, and (c) any Indebtedness Incurred by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries in connection therewith and if such Indebtedness has a floating or formula rate, shall have an implied rate of interest for the applicable period for purposes of this definition determined by utilizing the rate which is or would be in effect with respect to such Indebtedness as at the relevant date of determination; provided that, without limiting the application of the Pro Forma Adjustment pursuant to (A) above, the foregoing

pro forma adjustments may be applied to any such test, ratio or covenant solely to the extent that such adjustments are consistent with the definition of Consolidated EBITDA and give effect to events (including operating expense reductions) that are (as determined by the Borrower in good faith) (i) (x) directly attributable to such transaction, (y) expected to have a continuing impact on the Borrower and its Restricted Subsidiaries and (z) reasonably identifiable or (ii) otherwise consistent with the definition of Pro Forma Adjustment.

“Pro Rata Share” means, with respect to each Lender at any time a fraction (expressed as a percentage, carried out to the ninth decimal place), the numerator of which is the amount of the Commitments (or Loans, in the case of Term Loans) of such Lender under the applicable Facility or Facilities at such time and the denominator of which is the amount of the Aggregate Commitments (or aggregate Loans, in the case of Term Loans) under the applicable Facility or Facilities at such time; provided that if the Revolving Credit Commitments or Additional Revolving Credit Commitments have been terminated, then the Pro Rata Share of each Lender shall be determined based on the Pro Rata Share of such Lender immediately prior to such termination and after giving effect to any subsequent assignments made pursuant to the terms hereof.

“Public Company Costs” means costs relating to compliance with the provisions of the Securities Act of 1933, as amended, and the Securities Exchange Act of 1934, as amended, as applicable to companies with equity or debt securities held by the public, the rules of national securities exchange companies with listed equity or debt securities, directors’ or managers’ compensation, fees and expense reimbursement, costs relating to investor relations, shareholder meetings and reports to shareholders or debtholders, directors’ and officers’ insurance, listing fees and all executive, legal and professional fees related to the foregoing.

“Purchase Agreement” has the meaning specified in the Preliminary Statements to this Agreement.

“Purchasing Borrower Party” means Holdings, the Borrower or any Subsidiary of the Borrower.

“Qualified Equity Interests” means any Equity Interests that are not Disqualified Equity Interests.

“Qualifying IPO” means the issuance by Holdings, the Borrower or any Parent Entity of its common Equity Interests in an underwritten primary public offering (other than a public offering pursuant to a registration statement on Form S-8) pursuant to an effective registration statement filed with the SEC or any other national securities exchange in accordance with the Securities Act or any other applicable laws, as applicable (whether alone or in connection with a secondary public offering) or in a firm commitment underwritten offering (or series of related offerings of securities to the public pursuant to a final prospectus) made pursuant to the Securities Act or the or any other applicable laws, as applicable.

“Quebec Security Documents” means, collectively, the Quebec Security Agreement referenced in clause (c) of the definition of “Security Agreement” delivered to the Collateral Agent.

“Reference Rate” means, on any date of determination, an interest rate per annum equal to the Libor Rate or BA Rate, as applicable, for such day determined by the Administrative Agent on such date to be the offered rate that appears on the Reuters Screen LIBOR01 or CDOR Page (or any successor thereto) that displays an average ICE Benchmark Administration Interest Settlement Rate or Reuter Monitor Money Rates Service, as applicable, for deposits in Dollars or Canadian Dollars, as applicable

(for delivery on the first day of such Interest Period) with a term of three month, determined as of approximately 11:00 a.m. (London or Toronto time, as applicable) on such day; provided that (i) to the extent that the Libor Rate is not ascertainable pursuant to the foregoing, the Reference Rate shall be determined by the Administrative Agent to be the average of the rates per annum at which deposits in Dollars are offered for a three month Interest Period to major banks in the London interbank market in London, England by the Administrative Agent at approximately 11:00 a.m. (London time) on such date and (ii) if such rates do not appear on the CDOR Page at such time and on such date, the rate for such date will be the annual discount rate (rounded upward to the nearest whole multiple of 1/100 of 1.0%) as of 10:00 A.M. (Toronto time) on such day at which the Administrative Agent is then offering to purchase Bankers' Acceptances accepted by it having such specified term (or a term as closely as possible comparable to such specified term).

"Refinancing Debt Incurrence" has the meaning specified in Section 2.05(b)(iii).

"Refinance, Refinanced and Refinancing" each has the meaning specified in the definition of the term "Permitted Refinancing Indebtedness".

"Refinanced Indebtedness" has the meaning specified in the definition of the term "Permitted Refinancing Indebtedness".

"Register" has the meaning specified in Section 10.07(d).

"Rejection Notice" has the meaning specified in Section 2.05(b)(v).

"Release" means any release, spill, leak, discharge, abandonment, disposal, pumping, pouring, emitting, emptying, injecting, leaching, dumping, depositing, dispersing, or allowing to escape or migrate into or otherwise enter the Environment.

"Repayment Amount" means any Term Loan Repayment Amount and the amount of any installment of Incremental Term Loans scheduled to be repaid on any date.

"Reportable Event" means, with respect to any Plan, any of the events set forth in Section 4043(c) of ERISA or the regulations issued thereunder, other than events for which the thirty (30) day notice period has been waived.

"Request for Credit Extension" means (a) with respect to a Borrowing, conversion or continuation of Term Loans or Revolving Credit Loans, a Committed Loan Notice, (b) with respect to an L/C Credit Extension, a Letter of Credit Application, and (c) with respect to a Swing Line Loan, an overdraft as set forth in Section 2.04(b).

"Required Lenders" means, as of any date of determination, (i) if there are three Lenders or less, all of the Lenders and (ii) otherwise, at least three Lenders having more than 66 $\frac{2}{3}$ % of the sum of the (a) Total Outstandings (with the aggregate outstanding amount of each Lender's risk participation and funded participation in L/C Obligations and Swing Line Loans being deemed "held" by such Lender for purposes of this definition), (b) aggregate unused Term Commitments and (c) aggregate unused Revolving Credit Commitments and Additional Revolving Credit Commitments; provided that the unused Term Commitment and unused Revolving Credit Commitment or Additional Revolving Credit Commitments of, and the portion of the Total Outstandings held or deemed held by any Defaulting Lender or Lenders that are Sponsor Affiliated Lenders (other than Affiliated Debt Funds) shall be excluded for purposes of making a determination of Required Lenders.

“Responsible Officer” means the chief executive officer, president, vice president, chief financial officer, treasurer or assistant treasurer or other similar officer of a Loan Party and, as to any document delivered on the Closing Date, any secretary or assistant secretary of a Loan Party. Any document delivered hereunder that is signed by a Responsible Officer of a Loan Party shall be conclusively presumed to have been authorized by all necessary corporate, partnership and/or other action on the part of such Loan Party and such Responsible Officer shall be conclusively presumed to have acted on behalf of such Loan Party.

“Restricted Payment” means any dividend or other distribution (whether in cash, securities or other property) with respect to any Equity Interest in the Borrower, Holdings or any Parent Entity, or any payment (whether in cash, securities or other property), including any sinking fund or similar deposit, on account of the purchase, redemption, retirement, defeasance, acquisition, cancellation or termination of any such Equity Interest of the Borrower, Holdings or any Parent Entity.

“Restricted Subsidiary” means any Subsidiary of the Borrower other than an Unrestricted Subsidiary.

“Revolving Credit Borrowing” means a borrowing consisting of Revolving Credit Loans of the same Type and, in the case of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances and BA Equivalent Loans, having the same Interest Period made by each of the Revolving Credit Lenders pursuant to Section 2.01(b).

“Revolving Credit Commitment” means, as to each Revolving Credit Lender, its obligation to (a) make Revolving Credit Loans to the Borrower pursuant to Section 2.01(b) or Section 2.03, as applicable, (b) purchase participations in L/C Obligations in respect of Letters of Credit and (c) purchase participations in Swing Line Loans, in an aggregate principal amount at any one time outstanding not to exceed the amount set forth opposite such Lender’s name on Schedule 2.01(b) under the caption “Revolving Credit Commitment” or in the Assignment and Assumption pursuant to which such Lender becomes a party hereto, as applicable, as such amount may be adjusted from time to time in accordance with this Agreement. The aggregate Revolving Credit Commitments of all Revolving Credit Lenders shall be \$25,000,000 on the Closing Date, as such amount may be adjusted from time to time in accordance with the terms of this Agreement.

“Revolving Credit Exposure” means, as to each Revolving Credit Lender at any time, the sum of the US Dollar Equivalent of (a) the outstanding principal amount of all Revolving Credit Loans held by such Revolving Credit Lender (or its Applicable Lending Office), (b) such Revolving Credit Lender’s Pro Rata Share of the L/C Obligations and (c) such Revolving Credit Lender’s Pro Rata Share of the Swing Line Obligations.

“Revolving Credit Facility” has the meaning specified in the Preliminary Statements to this Agreement.

“Revolving Credit Lender” means, at any time, any Lender that has a Revolving Credit Commitment or that holds Revolving Credit Loans at such time.

“Revolving Credit Loan” has the meaning specified in Section 2.01(b).

“Revolving Credit Note” means a promissory note of the Borrower payable to any Revolving Credit Lender or its registered assigns, in substantially the form of Exhibit C-2, evidencing the aggregate Indebtedness of the Borrower to such Revolving Credit Lender resulting from the Revolving Credit Loans made by such Revolving Credit Lender.

“RPMRR” means the Register of Personal and Movable Real Rights of the Province of Quebec.

“S&P” means Standard & Poor’s Ratings Services, a Standard & Poor’s Financial Services LLC business, and any successor thereto.

“Sale Leaseback” means any transaction or series of related transactions pursuant to which the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries (a) sells, transfers or otherwise Disposes of any property, real or personal, whether now owned or hereafter acquired, and (b) as part of such transaction, thereafter rents or leases such property or other property that it intends to use for substantially the same purpose or purposes as the property being sold, transferred or Disposed.

“Sanctioned Country” means, at any time, a country, region, or territory which is itself the subject or target of any Sanctions.

“Sanctioned Person” means, at any time, any Person listed in any Sanctions-related list of designated Persons maintained by any Governmental Authority.

“Sanctions” means economic or financial sanctions or trade embargoes imposed, administered or enforced from time to time by any Governmental Authority.

“Schedule I Lender” means a Revolving Credit Lender, which is a Canadian chartered bank listed on Schedule I of the Bank Act (Canada).

“SEC” means the Securities and Exchange Commission, or any Governmental Authority succeeding to any of its principal functions.

“Section 6.01 Financials” means the financial statements delivered, or required to be delivered, pursuant to Section 6.01(a) or 6.01(b) together with the Compliance Certificate.

“Secured Cash Management Agreement” means any agreement relating to Cash Management Services that is entered into by and between the Borrower or any Restricted Subsidiary and a Cash Management Bank.

“Secured Hedge Agreement” means any Swap Contract permitted under Section 7.03(h) that is entered into by and between any Loan Party or any Restricted Subsidiary and any Hedge Bank.

“Secured Parties” means, collectively, the Agents, the Lenders, the Hedge Banks, the Cash Management Banks and each co-agent or sub-agent appointed by an Agent from time to time pursuant to Section 9.02.

“Securities Act” means the Securities Act of 1933, as amended, and the rules and regulations promulgated thereunder.

“Security Agreement” means, collectively, (a) the U.S. Security Agreement executed by certain Loan Parties substantially in the form of Exhibit G-1, (b) the Deed(s) of Hypothec (collectively, the “Quebec Security Agreement”) executed by certain Loan Parties substantially in the form of Exhibit G-2 and (c) each Security Agreement Supplement executed and delivered pursuant to Section 6.10.

“Security Agreement Supplement” has the meaning specified in the applicable Security Agreement.

“Sold Entity or Business” has the meaning specified in the definition of the term “Consolidated EBITDA.”

“Solvent” means, with respect to any Person, at any date, that (a) the sum of such Person’s debts (including contingent liabilities) do not exceed the Present Fair Saleable Value of such Person’s present assets, (b) such Person’s capital is not unreasonably small in relation to its business as contemplated on such date and (c) such Person has not incurred and does not intend to incur, or believe that it will incur, debts (including current obligations) beyond its ability to pay such debts as they become due (whether at maturity or otherwise). For purposes of this definition, the amount of any contingent liability at any time shall be computed as the amount that, in light of all of the facts and circumstances existing at such time, represents the amount that can reasonably be expected to become an actual or matured liability (irrespective of whether such contingent liabilities meet the criteria for accrual under Statement of Financial Accounting Standard No. 5).

“SPC” has the meaning specified in Section 10.07(h).

“Specified BDCs” means (i) Robert Grantham, (ii) Eugene Sykes and (iii) Timothy Callahan, and/or, in each case, any entity that directly, or indirectly through one or more intermediaries, controls or is controlled by, or is under common control with, each of the foregoing.

“Specified BDC Payments” means those certain buyout payments and/or payments in lieu of buyout payments to be made to the Specified BDCs for the fiscal years ending December 31, 2018 and December 31, 2019, respectively.

“Specified Preferred Shares” means the Class A Preferred shares of the Borrower.

“Specified Purchase Agreement Representations” means the representations made by, or with respect to, the Company and its subsidiaries in the Purchase Agreement as are material to the interests of the Term Lenders, but only to the extent that the Borrower (or its affiliates) have the right to terminate its (or their) obligations under the Purchase Agreement as a result of a breach of such representations in the Purchase Agreement.

“Specified Representations” means the representations and warranties of the Borrower and the Guarantors set forth in Sections 5.01(a) (with respect to the Borrower and the Guarantors), Section 5.01(b)(ii), Section 5.02(a) (with respect to the incurrence of the Loans on the Closing Date only, the provision of the Guarantees and the granting of Liens in the Collateral on the Closing Date), Section 5.02(c) (with respect to the incurrence of the Loans on the Closing Date only, the provision of the Guarantees and the granting of Liens in the Collateral on the Closing Date), Section 5.04, Section 5.12, Section 5.15, Section 5.16 (limited to the Collateral Documents required to be delivered on the Closing Date and the other requirements set forth in Section 4.01(a)(ii)), Section 5.18, Section 5.19 and Section 5.20.

“Specified Restructuring” means any restructuring or other strategic initiative (including cost saving initiative) of the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries after the Closing Date and not in the ordinary course and described in reasonable detail in a certificate of an Responsible Officer delivered by the Borrower to the Administrative Agent.

“Specified Transaction” means, with respect to any period, the Transactions, any Investment, Disposition, Incurrence of Indebtedness, Refinancing, prepayment or repayment of Indebtedness, Restricted Payment, Subsidiary designation, Incremental Term Loan, provision of Incremental Revolving Credit Commitment Increases, provision of Additional Revolving Credit

Commitments or other event that by the terms of the Loan Documents requires “Pro Forma Compliance” with a test, ratio or covenant hereunder or requires such test or covenant to be calculated on a “Pro Forma Basis” or after giving “Pro Forma Effect” thereto; provided that any Incremental Revolving Credit Commitment Increase and any Additional Revolving Credit Commitment for purposes of this “Specified Transaction” definition, shall be deemed to be fully drawn.

“Sponsor” Apax Partners L.P. and each of its Affiliates and any funds, partnerships or other investment vehicles managed or controlled by it or its Affiliates, but not including, however, any of their operating portfolio companies.

“Sponsor Affiliated Lender” means any Affiliate of Holdings (excluding Holdings, the Borrower and any of their Subsidiaries).

“Sponsor Management Agreement” means any management agreement entered into after the Closing Date between certain of the management companies associated with the Sponsor or their advisors and the Borrower, provided that any such agreement and any amendments thereto are in form and substance reasonably satisfactory to the Required Lenders.

“Sponsor Model” means that certain model provided to the Lead Arrangers on July 20, 2015.

“Sponsor Termination Fees” means any payment under the Sponsor Management Agreement of a termination fee to one or more of the Sponsor and its Affiliates.

“Subordinated Debt” means Indebtedness for borrowed money incurred by a Loan Party that is subordinated in right of payment to the prior payment of the Obligations of such Loan Party under the Loan Documents.

“Subordinated Debt Documents” means any agreement, indenture and instrument pursuant to which any Subordinated Debt is issued, in each case as amended to the extent permitted under the Loan Documents.

“Subordinated Intercompany Note” means the Intercompany Subordinated Note, dated as of the Closing Date, substantially in the form of Exhibit Q executed by Holdings, the Borrower and each other Restricted Subsidiary of the Borrower.

“Subsidiary” of a Person means a corporation, partnership, joint venture, limited liability company or other business entity of which a majority of the shares of securities or other interests having ordinary voting power for the election of directors or other governing body (other than securities or interests having such power only by reason of the happening of a contingency) are at the time beneficially owned, or the management of which is otherwise controlled, directly or indirectly, through one or more intermediaries, or both, by such Person. Unless otherwise specified, all references herein to a “Subsidiary” or to “Subsidiaries” shall refer to a Subsidiary or Subsidiaries of the Borrower.

“Subsidiary Guarantor” means, collectively, the Subsidiaries of the Borrower that are Guarantors.

“Successor Borrower” has the meaning specified in Section 7.04(a).

“Successor Holdings” has the meaning specified in Section 7.10.

“Swap Contract” means (a) any and all rate swap transactions, basis swaps, credit derivative transactions, forward rate transactions, commodity swaps, commodity options, forward commodity contracts, equity or equity index swaps or options, bond or bond price or bond index swaps or options or forward bond or forward bond price or forward bond index transactions, interest rate options, forward foreign exchange transactions, cap transactions, floor transactions, collar transactions, currency swap transactions, cross-currency rate swap transactions, currency options, spot contracts, or any other similar transactions or any combination of any of the foregoing (including any options to enter into any of the foregoing), whether or not any such transaction is governed by or subject to any master agreement, and (b) any and all transactions of any kind, and the related confirmations, which are subject to the terms and conditions of, or governed by, any form of master agreement published by the International Swaps and Derivatives Association, Inc., any International Foreign Exchange Master Agreement, or any other master agreement (any such master agreement, together with any related schedules, a “Master Agreement”), including any such obligations or liabilities under any Master Agreement.

“Swap Termination Value” means, in respect of any one or more Swap Contracts, after taking into account the effect of any legally enforceable netting agreement relating to such Swap Contracts, (a) for any date on or after the date such Swap Contracts have been closed out and termination value(s) determined in accordance therewith, such termination value(s), and (b) for any date prior to the date referenced in clause (a), the amount(s) determined as the mark to market value(s) for such Swap Contracts, as determined based upon one or more mid-market or other readily available quotations provided by any recognized dealer in such Swap Contracts (which may include a Lender or any Affiliate of a Lender).

“Swing Line Borrowing” means a borrowing of a Swing Line Loan pursuant to Section 2.04.

“Swing Line Facility” means the revolving credit facility made available by the Swing Line Lenders pursuant to Section 2.04.

“Swing Line Lenders” means (i) Caisse Centrale, in its capacity as provider of Swing Line Loans, (ii) any other Lender which agrees to provide Swing Line Loans and is approved therefor by the Borrower and Caisse Centrale (or its successor as Swing Line Lender), and (iii) any successor swing line lender hereunder.

“Swing Line Loan” has the meaning specified in Section 2.04(a).

“Swing Line Obligations” means, as at any date of determination, the aggregate principal amount of all Swing Line Loans outstanding.

“Swing Line Sublimit” means an amount equal to the lesser of (a) \$10,000,000 (or the then applicable Canadian Dollar Equivalent) and (b) the aggregate principal amount of the undrawn Revolving Credit Commitments. The Swing Line Sublimit is part of, and not in addition to, the Revolving Credit Commitments.

“Taxes” means all present or future taxes, duties, levies, imposts, deductions, assessments, fees, withholdings (including backup withholding) or similar charges, and all liabilities (including additions to tax, penalties and interest) with respect thereto.

“Temporary Consideration Notes” has the meaning provided in the definition of “Equity Contribution”.

“Term Borrowing” means a borrowing consisting of Term Loans made pursuant to Section 2.01(a) or a borrowing in respect of Incremental Term Loans, as the context requires.

“Term Commitment” means, as to each Term Lender, its obligation to make a Term Loan to the Borrower pursuant to Section 2.01(a) in an aggregate principal amount not to exceed the amount set forth opposite such Lender’s name on Schedule 2.01(a) under the caption “Term Commitment” or in the Assignment and Assumption pursuant to which such Term Lender becomes a party hereto, as applicable, as such amount may be adjusted from time to time in accordance with this Agreement. The initial aggregate amount of the Term Commitments is \$175,000,000.

“Term Lender” means, at any time, any lender that has a Term Commitment, a Term Loan, an Incremental Term Loan Commitment or an Incremental Term Loan at such time.

“Term Loan” means a Loan made pursuant to Section 2.01(a) or an Incremental Term Loan, as the context requires.

“Term Loan Repayment Amount” has the meaning provided in Section 2.07(a).

“Term Note” means a promissory note of the Borrower payable to any Term Lender or its registered assigns, in substantially the form of Exhibit C-1, evidencing the aggregate Indebtedness of the Borrower to such Term Lender resulting from the Term Loans made by such Term Lender.

“Test Period” means, at any date of determination, the most recently completed four consecutive fiscal quarters of the Borrower ending on or prior to such date for which Section 6.01 Financials have been delivered; provided that prior to the first date the Section 6.01 Financials have been delivered, the Test Period in effect shall be the period of four consecutive fiscal quarters of the Borrower ended September 30, 2015. A Test Period may be designated by reference to the last day thereof (i.e. the September 30, 2015 Test Period refers to the period of four consecutive fiscal quarters of the Borrower ended September 30, 2015), and a Test Period shall be deemed to end on the last day thereof.

“Threshold Amount” means \$5,000,000.

“Total Leverage Ratio” means, as of any date of determination, the ratio of (a) Consolidated Total Debt as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the date of determination to (b) Consolidated EBITDA for such Test Period.

“Total Leverage Ratio Financial Covenant” means the financial covenant set forth in Section 7.09(a).

“Total Outstandings” means the aggregate Outstanding Amount of all Loans and all L/C Obligations.

“Total Senior Secured Leverage Ratio” means, as of any date of determination, the ratio of (a) Consolidated Total Debt (including the Loans hereunder and under any Incremental Facility) that is secured by a Lien on any assets or property of the Borrower or any Restricted Subsidiary as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the date of determination to (b) Consolidated EBITDA for such Test Period.

“Transactions” means, collectively, (a) the funding of the Term Loans and of the Revolving Loans on the Closing Date and the consummation of the other transactions contemplated by this Agreement, (b) the Acquisition, (c) the Closing Date Refinancing, (d) the consummation of any other

transactions in connection with the foregoing and (e) the payment of the fees and expenses incurred in connection with any of the foregoing (including the Transaction Expenses).

“Transaction Expenses” means any fees or expenses incurred or paid by Sponsor, any Parent Entity, Holdings, the Borrower, or any of their Affiliates in connection with the Transactions, this Agreement and the other Loan Documents and the transactions contemplated hereby and thereby.

“Type” means, as to any Loan, its nature as a US Base Rate Loan, a Libor Rate Loan, a Canadian Prime Rate Loan, a Bankers’ Acceptance or a BA Equivalent Loan.

“Unaudited Financial Statements” means the unaudited consolidated balance sheets and related statements of income and cash flows of the Borrower and its consolidated subsidiaries, for each fiscal quarter ended after the most recent fiscal year covered by the Audited Financial Statements and at least forty-five (45) days before the Closing Date.

“Unfinanced Capital Expenditures” shall mean Capital Expenditures, excluding those (i) funded with the proceeds of (a) any Indebtedness, other than Revolving Loans and Incremental Revolving Loans, permitted hereunder and provided by third parties, (b) Dispositions and Casualty Events that are reinvested in accordance with the terms of Section 2.05(b)(ii), (c) the issuance or transfer of Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests), or (d) with respect to any equipment, (x)(A) used or surplus equipment traded in at the time of such purchase and (B) a concurrent sale of used or surplus equipment, in each case, in the ordinary course of business or (y) the purchase price of equipment that is purchased substantially contemporaneously with the trade-in of existing equipment to the extent that the gross amount of such price is reduced by the credit granted by the seller of such equipment for the equipment being traded in at such time, and (ii) reimbursed by a third party.

“Uniform Commercial Code” or “UCC” means the Uniform Commercial Code as the same may from time to time be in effect in the State of New York or the Uniform Commercial Code (or similar code or statute) of another jurisdiction, to the extent it may be required to apply to any item or items of Collateral.

“United States” and “U.S.” mean the United States of America.

“Unreimbursed Amount” has the meaning specified in Section 2.03(c)(i).

“Unrestricted Subsidiary” means (i) each Subsidiary of the Borrower listed on Schedule 1.01B, (ii) any Subsidiary of the Borrower designated by the Board of Directors of the Borrower as an Unrestricted Subsidiary pursuant to Section 6.13 subsequent to the Closing Date and (iii) any Subsidiary of an Unrestricted Subsidiary.

“US Base Rate” means a fluctuating interest rate per annum in effect from time to time, which rate per annum shall at all times be equal to the highest of:

(a) the rate of interest per annum established from time to time by the Administrative Agent (or by a Swing Line Lender in respect of Swing Line Loans) as the reference rate of interest for the determination of interest rates that the Administrative Agent (or the Swing Line Lender, as the case may be) will charge to customers in Canada for loans made in Dollars and designated as its "base rate";

(b) $\frac{1}{2}$ of 1% per annum above the Federal Funds Rate; and

(c) the Libor Rate for an Interest Period of one (1) month plus 1%; provided that for the avoidance of doubt, for purposes of calculating the Libor Rate pursuant to this clause (c), the Libor Rate for any day shall be the rate per annum equal to the rate determined by the Administrative Agent on such date to be the offered rate that appears on the Reuters Screen LIBOR01 (or any successor thereto) that displays an average ICE Benchmark Administration Interest Settlement Rate for deposits in Dollars (for delivery on the first day of such Interest Period) with a term of one month, determined as of approximately 11:00 a.m. (London time) on such day; provided, further, that if the rates referenced in the preceding proviso are not available, the rate per annum determined by the Administrative Agent as the rate of interest (rounded upward to the next 1/100th of 1%) at which deposits in Dollars for delivery on the first day of such Interest Period in same day funds in the approximate amount of the relevant Loan being made, continued or converted and with a term equivalent to such Interest Period would be offered by the Administrative Agent's London Branch to major banks in the offshore Dollar market at their request at approximately 11:00 a.m. (London time) on such day for a period equal to one month;

provided that in no event shall the US Base Rate be less than 0%

"US Base Rate Loan" means a Loan that bears interest at a rate based on the US Base Rate.

"US Dollar Equivalent" means, at any time, (a) as to any amount denominated in Dollars, the amount thereof at such time, and (b) as to any amount denominated in any other currency, the equivalent amount in Dollars based on the Exchange Rate in effect on the Business Day of determination.

"USA PATRIOT Act" means The Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001 (Title III of Pub. L. No. 107-56 (signed into law October 26, 2001)), as amended or modified from time to time.

"Voting Stock" means, with respect to any Person, shares of such Person's Equity Interests having the right to vote for the election of members of the Board of Directors of such Person under ordinary circumstances.

"Weighted Average Life to Maturity" means, when applied to any Indebtedness at any date, the number of years obtained by dividing: (i) the sum of the products obtained by multiplying (a) the amount of each then remaining installment, sinking fund, serial maturity or other required payments of principal, including payment at final maturity, in respect thereof, by (b) the number of years (calculated to the nearest one-twelfth) that will elapse between such date and the making of such payment by (ii) the then outstanding principal amount of such Indebtedness.

"Wholly-Owned" means, with respect to a Subsidiary of a Person, a Subsidiary of such Person all of the outstanding Equity Interests of which (other than (x) director's qualifying shares and (y) shares issued to foreign nationals to the extent (and limited to the amount) required by applicable Law) are owned by such Person and/or by one or more wholly-owned Subsidiaries of such Person.

"Withdrawal Liability" means the liability of a Multiemployer Plan as a result of a complete or partial withdrawal from such Multiemployer Plan, as such terms are defined in Part I of Subtitle E of Title IV of ERISA.

"Withholding Agent" means any Loan Party and the Administrative Agent.

"Yield-Accruing Preferred Equity" means the Cdn\$137,200,000 of Class A Preferred Shares and Class B Preferred Shares in the capital of Ion Parent Holdings Inc.

Section 1.02 Other Interpretive Provisions. With reference to this Agreement and each other Loan Document, unless otherwise specified herein or in such other Loan Document:

(a) The meanings of defined terms are equally applicable to the singular and plural forms of the defined terms.

(b) (i) The words “herein,” “hereto,” “hereof” and “hereunder” and words of similar import when used in any Loan Document shall refer to such Loan Document as a whole and not to any particular provision thereof.

(i) Article, Section, Exhibit and Schedule references are to the Loan Document in which such reference appears.

(ii) The term “including” is by way of example and not limitation.

(iii) The term “documents” includes any and all instruments, documents, agreements, certificates, notices, reports, financial statements and other writings, however evidenced, whether in physical or electronic form.

(c) In the computation of periods of time from a specified date to a later specified date, the word “from” means “from and including”; the words “to” and “until” each mean “to but excluding”; and the word “through” means “to and including.”

(d) Section headings herein and in the other Loan Documents are included for convenience of reference only and shall not affect the interpretation of this Agreement or any other Loan Document.

Section 1.03 Accounting Terms.

(a) All accounting terms not specifically or completely defined herein shall be construed in conformity with, and all financial data (including financial ratios and other financial calculations) required to be submitted pursuant to this Agreement shall be prepared in conformity with, GAAP, applied in a manner consistent with that used in preparing the Audited Financial Statements, except as otherwise specifically prescribed herein.

(b) Notwithstanding anything to the contrary herein, for purposes of determining compliance with any test contained in this Agreement with respect to any period during which any Specified Transaction or Specified Restructuring occurs, the Fixed Charge Coverage Ratio, the Total Leverage Ratio and the Total Senior Secured Leverage Ratio shall be calculated with respect to such period and such Specified Transaction on a Pro Forma Basis.

(c) Where reference is made to “the Borrower and its Restricted Subsidiaries on a consolidated basis” or similar language, such consolidation shall not include any Subsidiaries of the Borrower other than Restricted Subsidiaries.

(d) In the event that the Borrower elects to prepare its financial statements in accordance with IFRS and such election results in a change in the method of calculation of financial covenants, standards or terms (collectively, the “Accounting Changes”) in this Agreement, the Borrower and the Administrative Agent agree to enter into good faith negotiations in order to amend such provisions of this Agreement (including the levels applicable herein to any computation of the Fixed Charge Coverage Ratio, the Total Leverage Ratio and the Total Senior Secured Leverage Ratio) so as to reflect

equitably the Accounting Changes with the desired result that the criteria for evaluating the Borrower's financial condition shall be substantially the same after such change as if such change had not been made. Until such time as such an amendment shall have been executed and delivered by the Borrower, the Administrative Agent and the Required Lenders, all financial covenants, standards and terms in this Agreement shall continue to be calculated or construed in accordance with GAAP (as determined in good faith by a Responsible Officer of the Borrower) (it being agreed that the reconciliation between GAAP and IFRS used in such determination shall be made available to Lenders) as if such change had not occurred.

(e) Notwithstanding any other provision contained herein, all terms of an accounting or financial nature used herein shall be construed, and all computations of amounts and ratios referred to herein shall be made, without giving effect to any election under FASB Accounting Standards Codification 825-Financial Instruments, or any successor thereto (including pursuant to the FASB Accounting Standards Codification), to value any Indebtedness of the Borrower or any subsidiary at "fair value," as defined therein.

Section 1.04 Rounding. Any financial ratios required to be satisfied in order for a specific action to be permitted under this Agreement shall be calculated by dividing the appropriate component by the other component, carrying the result to one place more than the number of places by which such ratio is expressed herein and rounding the result up or down to the nearest number (with a rounding up if there is no nearest number).

Section 1.05 References to Agreements, Laws, Etc. Unless otherwise expressly provided herein, (a) references to Organization Documents, agreements (including the Loan Documents) and other contractual instruments shall be deemed to include all subsequent amendments, restatements, extensions, supplements and other modifications thereto, but only to the extent that such amendments, restatements, extensions, supplements and other modifications are permitted by any Loan Document; and (b) references to any Law shall include all statutory and regulatory provisions consolidating, amending, replacing, supplementing or interpreting such Law.

Section 1.06 Times of Day. Unless otherwise specified, all references herein to times of day shall be references to Eastern time (daylight or standard, as applicable).

Section 1.07 Timing of Payment or Performance. When the payment of any obligation or the performance of any covenant, duty or obligation is stated to be due or performance required on a day which is not a Business Day, the date of such payment (other than as described in the definition of Interest Period) or performance shall extend to the immediately succeeding Business Day.

Section 1.08 Currency Equivalents Generally.

(a) For purposes of any determination under Article VI, Article VII (other than Section 7.09) or Article VIII or any determination under any other provision of this Agreement requiring the use of a current exchange rate, all amounts incurred, outstanding or proposed to be incurred or outstanding in currencies other than Dollars shall be translated into Dollars at the Exchange Rate then in effect on the date of such determination; provided, however, that (x) for purposes of determining compliance with Article VII with respect to the amount of any Indebtedness, Investment, Disposition, Restricted Payment or payment under Section 7.08 in a currency other than Dollars, no Default or Event of Default shall be deemed to have occurred solely as a result of changes in rates of exchange occurring after the time such Indebtedness or Investment is Incurred or Disposition, Restricted Payment or payment under Section 7.08 is made, (y) for purposes of determining compliance with any Dollar-denominated restriction on the Incurrence of Indebtedness, if such Indebtedness is Incurred to refinance other Indebtedness denominated in a foreign currency, and such Refinancing would cause the applicable Dollar-denominated

restriction to be exceeded if calculated at the relevant currency Exchange Rate in effect on the date of such Refinancing, such Dollar-denominated restriction shall be deemed not to have been exceeded so long as the principal amount of such refinanced Indebtedness does not exceed the principal amount of such Indebtedness being Refinanced except by an amount equal to unpaid accrued interest and premium thereon plus other reasonable amounts paid, and fees and expenses reasonably Incurred, in connection with such Refinancing and (z) for the avoidance of doubt, the foregoing provisions of this Section 1.08 shall otherwise apply to such Sections, including with respect to determining whether any Indebtedness or Investment may be Incurred or Disposition, Restricted Payment or payment under Section 7.08 may be made at any time under such Sections. For purposes of Section 7.09, amounts in currencies other than Dollars shall be translated into Dollars at the applicable Exchange Rates used in preparing the most recently delivered Section 6.01 Financials on or prior to such date.

(b) Each provision of this Agreement shall be subject to such reasonable changes of construction as the Administrative Agent may from time to time specify with the Borrower's consent (such consent not to be unreasonably withheld) to appropriately reflect a change in currency of any country and any relevant market conventions or practices relating to such change in currency.

Section 1.09 Québec Interpretation Clause.

Notwithstanding the terms and expressions used in this Agreement, (i) "personal property" shall mean and be a reference to or be deemed to include "movable property", (ii) "real property" shall mean and be a reference to or be deemed to include "immovable property", (iii) "tangible property" shall mean and be a reference to or be deemed to include "corporeal property", (iv) "intangible property" shall mean and be a reference to or be deemed to include "incorporeal property", (v) "security interest", "mortgage" and "lien" shall mean and be a reference to or be deemed to include a "hypothec", "prior claim", "reservation of ownership" and a "resolatory clause", (vi) all references to filing, registering or recording under the UCC or PPSA shall mean and be a reference to or be deemed to include publication under the Civil Code of Québec, (vii) all references to "perfection" of or "perfected" liens or security interest shall mean and be a reference to or be deemed to include a reference to an "opposable" or "set up" hypothec as against third parties, (viii) any "right of offset", "right of setoff" or similar expression shall mean and be a reference to or be deemed to include a "right of compensation", (ix) "goods" shall mean and be a reference to or be deemed to include "corporeal movable property" other than chattel paper, documents of title, instruments, money and securities, (x) an "agent" shall mean and be a reference to or be deemed to include a "mandatary", (xi) "mechanics, materialmen, repairmen, construction contractors or other like Liens" shall mean and be a reference to or be deemed to include "legal hypothecs in favour of persons having taken part in the construction or renovation of an immovable"; (xii) "joint and several" shall mean and be a reference to or be deemed to include "solidary"; (xiii) "gross negligence or willful misconduct" shall mean and be a reference to or be deemed to be "intentional or gross fault"; (xiv) "beneficial ownership" shall mean and be a reference to or be deemed to include "ownership"; (xv) "legal title" shall mean and be a reference to or be deemed to include "holding title on behalf of an owner as mandatary or prête-nom"; (xvi) "easement" shall mean and be a reference to or be deemed to include "servitude"; (xvii) "priority" shall mean and be a reference to or be deemed to include "rank" or "prior claim", as applicable; (xviii) "survey" shall mean and be a reference to or be deemed to include "certificate of location and plan"; (xix) "state" shall mean and be a reference to or be deemed to include "province"; (xx) "fee simple title" and "fee-owned" shall mean and be a reference to or be deemed to include "ownership" (including ownership under a right of superficies); (xi) "ground lease" shall mean and be a reference to or be deemed to include "emphyteusis" or a "lease with a right of superficies", as applicable; (xii) "leasehold interest" shall mean and be a reference to or be deemed to include "a valid lease"; and (xiii) "lease" shall mean and be a reference to or be deemed to include a "leasing contract"; (xiv) "accounts" shall mean and be a reference to or be deemed to include "claims", and (xv) "guarantee", "guarantor" shall mean and be a reference to or be deemed to include "suretyship" and "surety", respectively.

Section 1.10 Certain Calculations and Tests. Notwithstanding anything in this Agreement or any other Loan Document to the contrary, when calculating any applicable ratio or determining other compliance with this Agreement (including the determination of compliance with any provision of this Agreement which requires that no Default or Event of Default has occurred, is continuing or would result therefrom) in connection with a Specified Transaction undertaken in connection with the consummation of a Limited Condition Acquisition, the date of calculation of such ratio and determination of whether any Default or Event of Default has occurred, is continuing or would result therefrom or compliance with any other applicable covenant shall, at the option of the Borrower (the Borrower's exercise of any such option, an "LCA Election"), be deemed to be the date the definitive agreements for such Limited Condition Acquisition are entered into (the "LCA Test Date") and if, after such ratios and other provisions are measured on a Pro Forma Basis after giving effect to such Limited Condition Acquisition and the other Specified Transactions to be entered into in connection therewith (including any incurrence of Indebtedness and the use of proceeds thereof) as if they occurred at the beginning of the four consecutive fiscal quarter period being used to calculate such financial ratio ending prior to the LCA Test Date, the Borrower could have taken such action on the relevant LCA Test Date in compliance with such ratios and provisions, such ratios and other provisions shall be deemed to have been complied with. For the avoidance of doubt, (x) if any of such ratios are exceeded as a result of fluctuations in such ratio (including due to fluctuations in Consolidated EBITDA of the Borrower) after the LCA Test Date and at or prior to the consummation of the relevant Limited Condition Acquisition, such ratios and other provisions will be deemed not to have been exceeded solely for purposes of determining whether the Limited Condition Acquisition is permitted hereunder and (y) such ratios and other provisions shall not be tested at the time of consummation of such Limited Condition Acquisition or related Specified Transactions. If the Borrower has made an LCA Election for any Limited Condition Acquisition, then in connection with any subsequent calculation of any ratio (excluding, for the avoidance of doubt, any ratio contained in Section 7.09) or basket availability with respect to any other Specified Transaction on or following the relevant LCA Test Date and prior to the earlier of the date on which such Limited Condition Acquisition is consummated or the date that the definitive agreement for such Limited Condition Acquisition is terminated or expires without consummation of such Limited Condition Acquisition, any such ratio or basket shall be calculated on a Pro Forma Basis assuming such Limited Condition Acquisition and other Specified Transactions in connection therewith (including any incurrence of Indebtedness and the use of proceeds thereof) have been consummated; provided, that (other than solely with respect to the incurrence test under which such Limited Condition Acquisition is being made) Consolidated EBITDA, assets and Consolidated Net Income of any target of such Limited Condition Acquisition can only be used in the determination of the relevant ratio and baskets if and when such Limited Condition Acquisition has closed.

ARTICLE II

THE COMMITMENTS AND CREDIT EXTENSIONS

Section 2.01 The Loans.

(a) The Term Borrowings. Subject to the terms and conditions set forth herein, each Term Lender severally agrees to make to the Borrower a single loan denominated in Dollars in a principal amount equal to such Term Lender's Term Commitment on the Closing Date. Amounts borrowed under this Section 2.01(a) and repaid or prepaid may not be reborrowed. Term Loans may be US Base Rate Loans or Libor Rate Loans, as further provided herein.

(b) The Revolving Credit Borrowings. Subject to the terms and conditions set forth herein, each Revolving Credit Lender severally agrees to make (or cause its Applicable Lending Office to make) loans denominated in either Dollars or Canadian Dollars (each such loan, a "Revolving Credit

Loan”) from time to time, on any Business Day on or after the Closing Date until the Maturity Date with respect to the Revolving Credit Facility, in an aggregate principal amount not to exceed (i) \$10,000,000 on the Closing Date, and (ii) at any time outstanding the amount of such Lender’s Revolving Credit Commitment; provided that after giving effect to any such Revolving Credit Borrowing, the aggregate US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of the Revolving Credit Loans of any Lender, plus such Lender’s Pro Rata Share of the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of all L/C Obligations, plus such Lender’s Pro Rata Share of the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of all Swing Line Loans shall not exceed such Lender’s Revolving Credit Commitment. Within the limits of each Lender’s Revolving Credit Commitment, and subject to the other terms and conditions hereof, the Borrower may borrow under this Section 2.01(b), prepay under Section 2.05, and reborrow under this Section 2.01(b). Revolving Credit Loans may be US Base Rate Loans, Canadian Prime Rate Loans, Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, as further provided herein.

Section 2.02 Borrowings, Conversions and Continuations of Loans.

(a) Each Term Borrowing, each Revolving Credit Borrowing, each Additional Revolving Credit Borrowing, each conversion of Loans from one Type to the other, and each continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances and BA Equivalent Loans shall be made upon the Borrower’s notice (which shall be revocable for a Term Borrowing so long as the Borrower agrees to comply with the applicable provisions of Section 3.05 upon any such revocation) to the Administrative Agent, which may be given by telephone. Each such notice must be received by the Administrative Agent not later than 1:00 p.m. Montreal time (i) three (3) Business Days prior to the requested date of any Borrowing or continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans or any conversion of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans to Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, or any conversion of Libor Rate Loans to US Base Rate Loans, and (ii) one (1) Business Day before the requested date of any Borrowing of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans or any conversion of Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans to Canadian Prime Rate Loans, as applicable; provided that, notwithstanding the foregoing, notice must only be given by 1:00 p.m. on the date of Borrowing, in the case of any Borrowing of Canadian Prime Rate Loans and by 10:00 a.m. on the date of Borrowing, in the case of any Borrowing of US Base Rate Loans, in each case on the Closing Date or any Incremental Facility Closing Date. Each telephonic notice by the Borrower pursuant to this Section 2.02(a) must be confirmed promptly by delivery to the Administrative Agent of a written Committed Loan Notice, appropriately completed and signed by a Responsible Officer of the Borrower. Each Borrowing of, conversion to or continuation of Libor Rate Loans shall be in a principal amount of \$1,000,000 or a whole multiple of \$100,000 in excess thereof. Each Borrowing of, conversion to or continuation of Bankers’ Acceptances and BA Equivalent Loans shall be in a principal amount of CDN\$1,000,000 or a whole multiple of CDN\$100,000 in excess thereof. Except as provided in Section 2.03(c) and Section 2.04(c), each Borrowing of or conversion to US Base Rate Loans shall be in a principal amount of \$500,000 or a whole multiple of \$100,000 in excess thereof. Except as provided in Section 2.03(c) and Section 2.04(c), each Borrowing of or conversion to Canadian Prime Rate Loans shall be in a principal amount of CDN\$500,000 or a whole multiple of CDN\$100,000 in excess thereof. Each Committed Loan Notice (whether telephonic or written) shall specify (i) the Type and Class of Borrowing and whether the Borrower is requesting a conversion of Loans from one Type to another (and, in such case, the Type of Loans to which the existing Loans are to be converted), or a continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, (ii) the requested date of the Borrowing, conversion or continuation, as the case may be (which shall be a Business Day), (iii) the principal amount of Loans to be borrowed, converted or continued, (iv) whether the Loans will be made in Dollars or Canadian Dollars and (v) if applicable, the duration of the Interest Period with respect thereto. If the Borrower fails to specify a Type of Loan in a Committed Loan Notice, then the applicable Loans shall be made as (x) Libor Rate Loans if in Dollars and Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans if in Canadian Dollars, in each case, with an Interest Period of one month, if such Committed Loan Notice was

received by the Administrative Agent not later than 1:00 p.m. Montreal time three (3) Business Days prior to the requested date of Borrowing, and (y) US Base Rate Loans if in Dollars and Canadian Prime Rate Loans if in Canadian Dollars if such Committed Loan Notice was received by the Administrative Agent at any time later than the time and period specified in clause (x) above. If the Borrower fails to give a timely notice requesting a conversion or continuation, then the applicable Loans shall be made as US Base Rate Loans if in Dollars and Canadian Prime Rate Loans if in Canadian Dollars. If the Borrower requests a Borrowing of, conversion to, or continuation of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans in any such Committed Loan Notice, but fails to specify an Interest Period, it will be deemed to have specified an Interest Period of one (1) month. For the avoidance of doubt, the Borrower and Lenders acknowledge and agree that any conversion or continuation of an existing Loan shall be deemed to be a continuation of that Loan with a converted interest rate methodology and not a new Loan.

(b) Following receipt of a Committed Loan Notice, the Administrative Agent shall promptly notify each Lender of the amount of its Pro Rata Share of the applicable Class of Loans, and if no timely notice of a conversion or continuation is provided by the Borrower, the Administrative Agent shall notify each Lender of the details of such Loans as described in Section 2.02(a). In the case of each Borrowing, each Appropriate Lender shall make (or cause its Applicable Lending Office to make) the amount of its Loan available to the Administrative Agent in immediately available funds at the Administrative Agent's Office not later than 1:00 p.m. on the Business Day specified in the applicable Committed Loan Notice; provided that in relation to Bankers' Acceptances and BA Equivalent Loans, the Administrative Agent shall credit to the Borrower's account on the applicable date of a Borrowing the BA Proceeds less the applicable BA Stamping Fee with respect to each Bankers' Acceptance purchased and each BA Equivalent Loan advanced by a Lender; provided, further, that on the Closing Date (or, with respect to any Incremental Facilities, on the relevant Incremental Facility Closing Date), such funds may be made available at such earlier time as may be agreed among the relevant Lenders, the Borrower and the Administrative Agent for the purpose of consummating the Transactions (or any transactions to occur on any Incremental Facility Closing Date). Upon satisfaction of the conditions set forth in Section 4.02, to the extent applicable (and, if such Borrowing is the initial Credit Extension, Section 4.01), the Administrative Agent shall make all funds so received available to the Borrower in like funds as received by the Administrative Agent either by (i) crediting the account of the Borrower on the books of the Administrative Agent with the amount of such funds or (ii) wire transfer of such funds, in each case in accordance with instructions provided to the Administrative Agent by the Borrower; provided, further, that if, on the date the Committed Loan Notice with respect to such Borrowing is given by the Borrower, there are Swing Line Loans or L/C Borrowings outstanding, then the proceeds of such Borrowing shall be applied first, to the payment in full of any such L/C Borrowings, second, to the payment in full of any such Swing Line Loans, and third, to the Borrower as provided above.

(c) Except as otherwise provided herein, a Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan may be continued or converted only on the last day of an Interest Period for such Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan, as applicable, unless the Borrower pays the amount due, if any, under Section 3.05 in connection therewith. During the existence of an Event of Default, the Administrative Agent or the Required Lenders may require that no Loans may be converted to or continued as Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable.

(d) The Administrative Agent shall promptly notify the Borrower and the Lenders of the interest rate applicable to any Interest Period for Libor Rate Loans and the BA Rate upon determination of such rate. The determination of the Libor Rate or BA Rate by the Administrative Agent shall be conclusive in the absence of manifest error.

(e) Anything in subsections (a) to (d) above to the contrary notwithstanding, after giving effect to all Term Borrowings and Revolving Credit Borrowings, all conversions of Term Loans

and Revolving Credit Loans from one Type to the other, and all continuations of Term Loans and Revolving Credit Loans as the same Type, there shall not be more than fifteen (15) Interest Periods in effect for Term Borrowings and Revolving Credit Borrowings (which number of Interest Periods may be increased by agreement between the Borrower and the Administrative Agent in connection with any Incremental Term Loan Facility).

Section 2.03 Letters of Credit.

(a) The Letter of Credit Commitments.

(i) Subject to the terms and conditions set forth herein, (1) each L/C Issuer agrees, in reliance upon the agreements of the other Revolving Credit Lenders set forth in this Section 2.03, (x) from time to time on any Business Day during the period from the Closing Date until the Letter of Credit Expiration Date, to issue Letters of Credit denominated in either Dollars or Canadian Dollars for the account of the Borrower (provided that any Letter of Credit may be for the benefit of any Subsidiary of the Borrower) and to amend or renew Letters of Credit previously issued by it, in accordance with Section 2.03(b), and (y) to honor drafts under the Letters of Credit and (2) the Revolving Credit Lenders severally agree to participate in Letters of Credit issued pursuant to this Section 2.03; provided that no L/C Issuer shall be obligated to make any L/C Credit Extension with respect to any Letter of Credit, and no Lender shall be obligated to participate in any Letter of Credit if after giving effect to such L/C Credit Extension, (x) the US Dollar Equivalent of the Revolving Credit Exposure of any Lender would exceed such Lender's Revolving Credit Commitment, or (y) the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of the L/C Obligations would exceed the Letter of Credit Sublimit. Within the foregoing limits, and subject to the terms and conditions hereof, the Borrower's ability to obtain Letters of Credit shall be fully revolving, and accordingly the Borrower may, during the foregoing period, obtain Letters of Credit to replace Letters of Credit that have expired or that have been drawn upon and reimbursed. It is hereby acknowledged and agreed that each of the letters of credit described in Schedule 2.03(a), if any, (the "Existing Letters of Credit") shall constitute a "Letter of Credit" for all purposes of this Agreement and shall be deemed issued under this Agreement on the Closing Date.

(ii) An L/C Issuer shall be under no obligation to issue any Letter of Credit if:

(A) any order, judgment or decree of any Governmental Authority or arbitrator shall by its terms purport to enjoin or restrain such L/C Issuer from issuing such Letter of Credit, or any Law applicable to such L/C Issuer or any directive (whether or not having the force of law) from any Governmental Authority with jurisdiction over such L/C Issuer shall prohibit, or direct that such L/C Issuer refrain from, the issuance of letters of credit generally or such Letter of Credit in particular or shall impose upon such L/C Issuer with respect to such Letter of Credit any restriction, reserve or capital requirement (for which such L/C Issuer is not otherwise compensated hereunder) not in effect on the Closing Date, or shall impose upon such L/C Issuer any unreimbursed loss, cost or expense that was not applicable on the Closing Date (for which such L/C Issuer is not otherwise compensated hereunder);

- (B) subject to Section 2.03(b)(iii), the expiry date of such requested Letter of Credit would occur more than twelve months after the date of issuance or last renewal, unless the Required Lenders and the L/C Issuer have approved such expiry date;
- (C) the expiry date of such requested Letter of Credit would occur after the Letter of Credit Expiration Date, unless (i) all the Revolving Credit Lenders have approved such expiry date or (ii) such Letter of Credit will be Cash Collateralized or backstopped on terms reasonably satisfactory to the L/C Issuer;
- (D) the issuance of such Letter of Credit would violate any material Laws, regulations or internal policies binding upon such L/C Issuer; or
- (E) the Letter of Credit is to be denominated in a currency other than Dollars or Canadian Dollars.

(iii) An L/C Issuer shall be under no obligation to amend any Letter of Credit if (A) such L/C Issuer would have no obligation at such time to issue such Letter of Credit in its amended form under the terms hereof, or (B) the beneficiary of such Letter of Credit does not accept the proposed amendment to such Letter of Credit.

(b) Procedures for Issuance and Amendment of Letters of Credit; Auto Renewal Letters of Credit.

(i) Each Letter of Credit shall be issued or amended, as the case may be, upon the delivery by the Borrower of a Letter of Credit Application to an L/C Issuer (with a copy to the Administrative Agent), appropriately completed and signed by a Responsible Officer of the Borrower. Such Letter of Credit Application must be received by the relevant L/C Issuer and the Administrative Agent not later than 1:00 p.m. at least three (3) Business Days prior to the proposed issuance date or date of amendment, as the case may be; or, in each case, such later date and time as the Administrative Agent and the relevant L/C Issuer may agree in a particular instance in its sole discretion. In the case of a request for an initial issuance of a Letter of Credit, such Letter of Credit Application shall specify in form and detail reasonably satisfactory to the relevant L/C Issuer: (a) the proposed issuance date of the requested Letter of Credit (which shall be a Business Day); (b) the amount and currency thereof; (c) the expiry date thereof; (d) the name and address of the beneficiary thereof; (e) the documents to be presented by such beneficiary in case of any drawing thereunder; (f) the full text of any certificate to be presented by such beneficiary in case of any drawing thereunder; and (g) such other matters as the relevant L/C Issuer may reasonably request. In the case of a request for an amendment of any outstanding Letter of Credit, such Letter of Credit Application shall specify in form and detail reasonably satisfactory to the relevant L/C Issuer (1) the Letter of Credit to be amended; (2) the proposed date of amendment thereof (which shall be a Business Day); (3) the nature of the proposed amendment; and (4) such other matters as the relevant L/C Issuer may reasonably request.

(ii) Promptly after receipt of any Letter of Credit Application, the relevant L/C Issuer will confirm with the Administrative Agent (by telephone or in writing) that the Administrative Agent has received a copy of such Letter of Credit Application from the Borrower and, if not, such L/C Issuer will provide the Administrative Agent with a

copy thereof. Upon receipt by the relevant L/C Issuer of confirmation from the Administrative Agent that the requested issuance or amendment is permitted in accordance with the terms hereof, then, subject to the terms and conditions hereof, such L/C Issuer shall, on the requested date, issue a Letter of Credit for the account of the Borrower or enter into the applicable amendment, as the case may be. Immediately upon the issuance of each Letter of Credit, each Revolving Credit Lender shall be deemed to, and hereby irrevocably and unconditionally agrees to, acquire from the relevant L/C Issuer a risk participation in such Letter of Credit in an amount equal to the product of such Revolving Credit Lender's Pro Rata Share multiplied by the amount of such Letter of Credit.

(iii) If the Borrower so requests in any applicable Letter of Credit Application, the relevant L/C Issuer shall agree to issue a Letter of Credit that has automatic renewal provisions (each, an "Auto-Renewal Letter of Credit"); provided that any such Auto-Renewal Letter of Credit must permit the relevant L/C Issuer to prevent any such renewal at least once in each twelve-month period (commencing with the date of issuance of such Letter of Credit) by giving prior notice to the beneficiary thereof not later than a day (the "Nonrenewal Notice Date") in each such twelve-month period to be agreed upon at the time such Letter of Credit is issued. Unless otherwise directed by the relevant L/C Issuer, the Borrower shall not be required to make a specific request to the relevant L/C Issuer for any such renewal. Once an Auto-Renewal Letter of Credit has been issued, the applicable Lenders shall be deemed to have authorized (but may not require) the relevant L/C Issuer to permit the renewal of such Letter of Credit at any time to an expiry date not later than the Letter of Credit Expiration Date; provided that the relevant L/C Issuer shall not permit any such renewal if (A) the relevant L/C Issuer has determined that it would have no obligation at such time to issue such Letter of Credit in its renewed form under the terms hereof (by reason of the provisions of Section 2.03(a)(ii) or otherwise), or (B) it has received notice (which may be by telephone, followed promptly in writing, or in writing) on or before the day that is five (5) Business Days before the Nonrenewal Notice Date from the Administrative Agent or any Revolving Credit Lender, as applicable, or the Borrower that one or more of the applicable conditions specified in Section 4.02 is not then satisfied.

(iv) Promptly after its delivery of any Letter of Credit or any amendment to a Letter of Credit to an advising bank with respect thereto or to the beneficiary thereof, the relevant L/C Issuer will also deliver to the Borrower and the Administrative Agent a true and complete copy of such Letter of Credit or amendment.

(c) Drawings and Reimbursements; Funding of Participations.

(i) Upon receipt from the beneficiary of any Letter of Credit of any notice of a drawing under such Letter of Credit, the relevant L/C Issuer shall promptly notify the Borrower and the Administrative Agent in writing thereof. On the Business Day immediately following the Business Day on which the Borrower shall have received such notice of any payment by an L/C Issuer under a Letter of Credit (or, if the Borrower shall have received such notice later than 1:00 p.m. on any Business Day, on the second succeeding Business Day) (each such date, an "Honor Date"), the Borrower shall reimburse such L/C Issuer through the Administrative Agent an amount equal to the amount of such drawing. If the Borrower fails to so reimburse such L/C Issuer by such time, the Administrative Agent shall promptly notify each Appropriate Lender of the Honor Date, the amount of the unreimbursed drawing (the "Unreimbursed Amount"), and

the amount of such Appropriate Lender's Pro Rata Share thereof. In such event, the Borrower shall be deemed to have requested a Revolving Credit Borrowing of US Base Rate Loans if the Letter of Credit is denominated in Dollars or Canadian Prime Rate Loans if the Letter of Credit is denominated in Canadian Dollars, in each case, to be disbursed on the Honor Date in an amount equal to the Unreimbursed Amount, without regard to the minimum and multiples specified in Section 2.02 for the principal amount of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, but subject to the amount of the unutilized portion of the Revolving Credit Commitments of the Appropriate Lenders, and subject to the conditions set forth in Section 4.02 (other than the delivery of a Committed Loan Notice). Any notice given by an L/C Issuer or the Administrative Agent pursuant to this Section 2.03(c)(i) may be given by telephone if immediately confirmed in writing; provided that the lack of such an immediate confirmation shall not affect the conclusiveness or binding effect of such notice.

(ii) Each Revolving Credit Lender (including any such Lender acting as an L/C Issuer) shall upon any notice pursuant to Section 2.03(c)(i) make funds available to the Administrative Agent for the account of the relevant L/C Issuer at the Administrative Agent's Office for payments in an amount equal to its Pro Rata Share of any Unreimbursed Amount not later than 1:00 p.m. on the Business Day specified in such notice by the Administrative Agent, whereupon, subject to the provisions of Section 2.04(c)(iii), each Revolving Credit Lender that so makes funds available shall be deemed to have made a US Base Rate Loan or Canadian Prime Rate Loan, as applicable, to the Borrower in such amount. The Administrative Agent shall remit the funds so received to the relevant L/C Issuer.

(iii) With respect to any Unreimbursed Amount that is not fully refinanced by a Revolving Credit Borrowing of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans because the conditions set forth in Section 4.02 cannot be satisfied or for any other reason, the Borrower shall be deemed to have incurred from the relevant L/C Issuer an L/C Borrowing in the amount of the Unreimbursed Amount that is not so refinanced, which L/C Borrowing shall be due and payable on demand (together with interest) and shall bear interest at the Default Rate. In such event, each Revolving Credit Lender's payment to the Administrative Agent for the account of the relevant L/C Issuer pursuant to Section 2.03(b)(ii) shall be deemed payment in respect of its participation in such L/C Borrowing and shall constitute an L/C Advance from such Lender in satisfaction of its participation obligation under this Section 2.03.

(iv) Until each Revolving Credit Lender funds its Revolving Credit Loan or L/C Advance pursuant to this Section 2.03(c) to reimburse the relevant L/C Issuer for any L/C Borrowing, interest in respect of such Lender's Pro Rata Share of such amount shall be solely for the account of the relevant L/C Issuer.

(v) Each Revolving Credit Lender's obligation to make Revolving Credit Loans or L/C Advances to reimburse an L/C Issuer for any L/C Borrowing, as contemplated by this Section 2.03(c), shall be absolute and unconditional and shall not be affected by any circumstance, including (A) any setoff, counterclaim, recoupment, defense or other right which such Lender may have against the relevant L/C Issuer, the Borrower or any other Person for any reason whatsoever; (B) the occurrence or continuance of a Default; or (C) any other occurrence, event or condition, whether or not similar to any of the foregoing; provided that each Revolving Credit Lender's obligation to make Revolving Credit Loans (but not L/C Advances) pursuant to this Section 2.03(c)

is subject to the conditions set forth in Section 4.02 (other than delivery by the Borrower of a Committed Loan Notice). No such making of an L/C Advance shall relieve or otherwise impair the obligation of the Borrower to reimburse the relevant L/C Issuer for the amount of any payment made by such L/C Issuer under any Letter of Credit, together with interest as provided herein.

(vi) If any Revolving Credit Lender fails to make available to the Administrative Agent for the account of the relevant L/C Issuer any amount required to be paid by such Lender pursuant to the foregoing provisions of this Section 2.03(c) by the time specified in Section 2.03(c)(ii), such L/C Issuer shall be entitled to recover from such Revolving Credit Lender (acting through the Administrative Agent), on demand, such amount with interest thereon for the period from the date such payment is required to the date on which such payment is immediately available to such L/C Issuer at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate. A certificate of the relevant L/C Issuer submitted to any Revolving Credit Lender (through the Administrative Agent) with respect to any amounts owing under this Section 2.03(c)(vi) shall be conclusive absent demonstrable error.

(vii) If, at any time after an L/C Issuer has made a payment under any Letter of Credit and has received from any Revolving Credit Lender such Lender's L/C Advance in respect of such payment in accordance with this Section 2.03(c), the Administrative Agent receives for the account of such L/C Issuer any payment in respect of the related Unreimbursed Amount or interest thereon (whether directly from the Borrower or otherwise, including proceeds of Cash Collateral applied thereto by the Administrative Agent), the Administrative Agent will distribute to each Revolving Credit Lender its Pro Rata Share thereof (appropriately adjusted, in the case of interest payments, to reflect the period of time during which such Revolving Credit Lender's L/C Advance was outstanding) in the same funds as those received by the Administrative Agent.

(viii) If any payment received by the Administrative Agent for the account of an L/C Issuer pursuant to Section 2.03(c)(i) is required to be returned under any of the circumstances described in Section 10.06 (including pursuant to any settlement entered into by such L/C Issuer in its discretion), each Revolving Credit Lender shall pay to the Administrative Agent for the account of such L/C Issuer its Pro Rata Share thereof on demand of the Administrative Agent, plus interest thereon from the date of such demand to the date such amount is returned by such Revolving Credit Lender, at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate.

(d) Obligations Absolute. The obligation of the Borrower to reimburse the relevant L/C Issuer for each drawing under each Letter of Credit issued by it and to repay each L/C Borrowing shall be absolute, unconditional and irrevocable, and shall be paid strictly in accordance with the terms of this Agreement under all circumstances, including the following:

(i) any lack of validity or enforceability of such Letter of Credit, this Agreement, or any other agreement or instrument relating thereto;

(ii) the existence of any claim, counterclaim, setoff, defense or other right that any Loan Party may have at any time against any beneficiary or any transferee of such Letter of Credit (or any Person for whom any such beneficiary or any such transferee may be acting), the relevant L/C Issuer or any other Person, whether in

connection with this Agreement, the transactions contemplated hereby or by such Letter of Credit or any agreement or instrument relating thereto, or any unrelated transaction;

(iii) any draft, demand, certificate or other document presented under such Letter of Credit proving to be forged, fraudulent, invalid or insufficient in any respect or any statement therein being untrue or inaccurate in any respect; or any loss or delay in the transmission or otherwise of any document required in order to make a drawing under such Letter of Credit;

(iv) any payment by the relevant L/C Issuer under such Letter of Credit against presentation of a draft or certificate that does not strictly comply with the terms of such Letter of Credit; or any payment made by the relevant L/C Issuer under such Letter of Credit to any Person purporting to be a trustee in bankruptcy, debtor-in-possession, assignee for the benefit of creditors, liquidator, receiver or other representative of or successor to any beneficiary or any transferee of such Letter of Credit, including any arising in connection with any proceeding under any Debtor Relief Law;

(v) any exchange, release or nonperfection of any Collateral, or any release or amendment or waiver of or consent to departure from the Guaranty or any other guarantee, for all or any of the Obligations of any Loan Party in respect of such Letter of Credit; or

(vi) any other circumstance or happening whatsoever, whether or not similar to any of the foregoing, including any other circumstance that might otherwise constitute a defense available to, or a discharge of, any Loan Party;

provided that the foregoing shall not excuse any L/C Issuer from liability to the Borrower to the extent of any direct damages (as opposed to consequential or punitive damages) suffered by the Borrower that are caused by such L/C Issuer's gross negligence, willful misconduct or bad faith when determining whether drafts and other documents presented under a Letter of Credit comply with the terms thereof.

(e) Role of L/C Issuers. Each Revolving Credit Lender and the Borrower agree that, in paying any drawing under a Letter of Credit, the relevant L/C Issuer shall not have any responsibility to obtain any document (other than any sight draft, certificates and documents expressly required by the Letter of Credit) or to ascertain or inquire as to the validity or accuracy of any such document or the authority of the Person executing or delivering any such document. None of the L/C Issuers, any Agent-Related Person nor any of the respective correspondents, participants or assignees of any L/C Issuer shall be liable to any Lender for (i) any action taken or omitted in connection herewith at the request or with the approval of the Lenders or the Required Lenders, as applicable; (ii) any action taken or omitted in the absence of gross negligence, willful misconduct or bad faith; or (iii) the due execution, effectiveness, validity or enforceability of any document or instrument related to any Letter of Credit or Letter of Credit Application. The Borrower hereby assumes all risks of the acts or omissions of any beneficiary or transferee with respect to its use of any Letter of Credit; provided that this assumption is not intended to, and shall not, preclude the Borrower's pursuing such rights and remedies as it may have against the beneficiary or transferee at law or under any other agreement. None of the L/C Issuers, any Agent-Related Person, nor any of the respective correspondents, participants or assignees of any L/C Issuer, shall be liable or responsible for any of the matters described in clauses (i) through (iii) of this Section 2.03(e); provided that anything in such clauses to the contrary notwithstanding, the Borrower may have a claim against an L/C Issuer, and such L/C Issuer may be liable to the Borrower, to the extent, but only to the extent, of any direct, as opposed to consequential or punitive, damages suffered by the Borrower caused by such L/C Issuer's gross negligence, willful misconduct or bad faith or such L/C Issuer's willful or grossly

negligent failure to pay under any Letter of Credit after the presentation to it by the beneficiary of a sight draft and certificate(s) strictly complying with the terms and conditions of a Letter of Credit. In furtherance and not in limitation of the foregoing, each L/C Issuer may accept documents that appear on their face to be in order, without responsibility for further investigation, regardless of any notice or information to the contrary, and no L/C Issuer shall be responsible for the validity or sufficiency of any instrument transferring or assigning or purporting to transfer or assign a Letter of Credit or the rights or benefits thereunder or proceeds thereof, in whole or in part, which may prove to be invalid or ineffective for any reason.

(f) Cash Collateral. (i) If any Event of Default occurs and is continuing and the Administrative Agent or the Required Lenders, as applicable, require the Borrower to Cash Collateralize the L/C Obligations pursuant to Section 8.02(iii) or (ii) an Event of Default set forth under Section 8.01(f) or (g) occurs and is continuing, then the Borrower, to the extent permitted by applicable Law, shall Cash Collateralize the then Outstanding Amount of all L/C Obligations (in an amount equal to such Outstanding Amount determined as of the date of such Event of Default), and shall do so not later than 2:00 p.m. on (x) in the case of the immediately preceding clause (i), (1) the Business Day that the Borrower receives notice thereof, if such notice is received on such day prior to 1:00 p.m., or (2) if clause (1) above does not apply, the Business Day immediately following the day that the Borrower receives such notice and (y) in the case of the immediately preceding clause (ii), the Business Day on which an Event of Default set forth under Section 8.01(f) or (g) occurs or, if such day is not a Business Day, the Business Day immediately succeeding such day, in either case, by 1:00 p.m. on such day. For purposes hereof, “Cash Collateralize” means to pledge and deposit with or deliver to the Administrative Agent, for the benefit of the relevant L/C Issuer and the Revolving Credit Lenders, as collateral for the L/C Obligations, cash or deposit account balances (“Cash Collateral”) pursuant to documentation in form and substance reasonably satisfactory to the Administrative Agent and the relevant L/C Issuer (which documents are hereby consented to by the Revolving Credit Lenders). Derivatives of such term have corresponding meanings. Cash Collateral shall be maintained in blocked accounts at Caisse Centrale and may be invested in readily available Cash Equivalents at Caisse Centrale’s sole discretion. If at any time the Administrative Agent determines that any funds held as Cash Collateral are subject to any right or claim of any Person other than the Administrative Agent (on behalf of the L/C Issuers and the Revolving Credit Lenders) or that the total amount of such funds is less than the aggregate Outstanding Amount of all L/C Obligations, the Borrower will, forthwith upon demand by the Administrative Agent, pay to the Administrative Agent, as additional funds to be deposited and held in the deposit accounts at Caisse Centrale as aforesaid, an amount equal to the excess of (a) such aggregate Outstanding Amount over (b) the total amount of funds, if any, then held as Cash Collateral that the Administrative Agent reasonably determines to be free and clear of any such right and claim. Upon the drawing of any Letter of Credit for which funds are on deposit as Cash Collateral, such funds shall be applied, to the extent permitted under applicable Law, to reimburse the relevant L/C Issuer. To the extent the amount of any Cash Collateral exceeds the then Outstanding Amount of such L/C Obligations and so long as no other Event of Default has occurred and is continuing (or if such Cash Collateral was not granted after an Event of Default, no Event Default has occurred and is continuing), the excess shall be refunded to the Borrower. If such Cash Collateral was granted after an Event of Default, then if such Event of Default is cured or waived and no Event of Default is then occurring and continuing, the amount of any Cash Collateral and accrued interest thereon shall be refunded to the Borrower. If such Cash Collateral was not granted after an Event of Default, then the amount of any Cash Collateral and accrued interest thereon shall be refunded to the Borrower upon the circumstances requiring Cash Collateralization ceasing to exist.

(g) Letter of Credit Fees. The Borrower shall pay to the Administrative Agent for the account of each Revolving Credit Lender (other than Defaulting Lenders) in accordance with its Pro Rata Share a Letter of Credit fee for each Letter of Credit issued pursuant to this Agreement equal to the product of (i) Applicable Rate for Letter of Credit fees and (ii) the daily maximum amount then available

to be drawn under such Letter of Credit. Such letter of credit fees shall be computed on a quarterly basis in arrears. Such letter of credit fees shall be due and payable on the first Business Day after the end of each December, March, June and September, commencing with the first such date to occur after the issuance of such Letter of Credit, on the Letter of Credit Expiration Date and thereafter on demand. If there is any change in the Applicable Rate during any quarter, the daily maximum amount of each Letter of Credit shall be computed and multiplied by the Applicable Rate separately for each period during such quarter that such Applicable Rate was in effect. Any fee payable under this Section 2.03(g) shall be paid in the same currency as that in which the Letter of Credit to which it relates is outstanding.

(h) Fronting Fee and Documentary and Processing Charges Payable to L/C Issuers. The Borrower shall pay directly to each L/C Issuer for its own account a fronting fee (a “Fronting Fee”) with respect to each Letter of Credit issued by it equal to 0.125% per annum (or such other percentage as may be separately agreed to between the applicable L/C Issuer and the Borrower) of the daily maximum amount then available to be drawn under such Letter of Credit. Such fronting fees shall be computed on a quarterly basis in arrears. Such fronting fees shall be due and payable on the first Business Day after the end of each December, March, June and September, commencing with the first such date to occur after the issuance of such Letter of Credit, on the Letter of Credit Expiration Date and thereafter on demand. In addition, the Borrower shall pay directly to each L/C Issuer for its own account the customary issuance, presentation, amendment and other processing fees, and other standard costs and charges, of such L/C Issuer relating to letters of credit as from time to time in effect. Such customary fees and standard costs and charges are due and payable within ten (10) Business Days of demand and are nonrefundable. Any fee payable under this Section 2.03(h) shall be paid in the same currency as that in which the Letter of Credit to which it relates is outstanding.

(i) Conflict with Letter of Credit Application. Notwithstanding anything else to the contrary in any Letter of Credit Application, in the event of any conflict between the terms hereof and the terms of any Letter of Credit Application, the terms hereof shall control.

(j) Replacement/Addition of an L/C Issuer. The Borrower may add L/C Issuers with the consent of the Administrative Agent (such consent not to be unreasonably withheld) and with the agreement of such new L/C Issuer, whereupon such new issuer of Letters of Credit shall be granted the rights, powers and duties of a L/C Issuer hereunder, and the term “L/C Issuer” shall mean such new issuer of Letters of Credit effective upon such appointment. The acceptance of any appointment as a L/C Issuer hereunder shall be evidenced by an agreement entered into by such new issuer of Letters of Credit, in a form satisfactory to the Borrower and the Administrative Agent, and, from and after the effective date of such agreement, such new issuer of Letters of Credit shall become a “L/C Issuer” hereunder.

Section 2.04 Swing Line Loans.

(a) The Swing Line. Subject to the terms and conditions set forth herein, the Swing Line Lenders agree to make loans denominated in either Dollars or Canadian Dollars (each such loan, a “Swing Line Loan”) to the Borrower from time to time on any Business Day (other than the Closing Date) until the Business Day prior to the Maturity Date with respect to the Revolving Credit Facility in the US Dollar Equivalent of an aggregate amount not to exceed at any time outstanding the amount of the Swing Line Sublimit; provided that such Swing Line Loans, when aggregated with the Pro Rata Share of the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of Revolving Credit Loans and L/C Obligations of the Lenders acting as Swing Line Lenders, may not exceed the amount of such Lenders’ Revolving Credit Commitments; provided further that after giving effect to any Swing Line Loan, the aggregate US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of the Revolving Credit Loans of any Lender, plus such Lender’s Pro Rata Share of the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of all L/C Obligations, plus such Lender’s Pro Rata Share of the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of all Swing Line Loans

shall not exceed such Lender's Revolving Credit Commitment then in effect; provided, further, that the Borrower shall not use the proceeds of any Swing Line Loan to refinance any outstanding Swing Line Loan. Within the foregoing limits, and subject to the other terms and conditions hereof, the Borrower may borrow under this Section 2.04, prepay under Section 2.05, and reborrow under this Section 2.04. Each Swing Line Loan made in Dollars shall be a US Base Rate Loan. Each Swing Line Loan made in Canadian Dollars shall be a Canadian Prime Rate Loan. Immediately upon the making of a Swing Line Loan, each Revolving Credit Lender shall be deemed to, and hereby irrevocably and unconditionally agrees to, purchase from applicable Swing Line Lender a risk participation in such Swing Line Loan in an amount equal to the product of such Lender's Pro Rata Share multiplied by the amount of such Swing Line Loan.

(b) Borrowing Procedures. Each Swing Line Borrowing shall automatically be made or deemed made, without notice from or to the Borrower, in respect of any overdraft (pursuant to a negotiable instrument, a payment instruction, a debit authorization or otherwise) in any one or more of the Borrower's accounts with a Swing Line Lender, by deposit to such account of an amount equal to such overdraft up to an amount not exceeding the Swing Line Sublimit; provided that all applicable conditions in Section 4.02 are satisfied.

(c) Refinancing of Swing Line Loans.

(i) Each Swing Line Lender may, at any time, in its sole and absolute discretion, and shall, to the extent the outstanding Swing Line Loans made by it exceed \$3,000,000, on Tuesday of each week, request, on behalf of the Borrower (which hereby irrevocably authorizes the Swing Line Lenders to so request on its behalf), that each Revolving Credit Lender make a US Base Rate Loan (in the case of a Swing Line Loan denominated in Dollars) or a Canadian Prime Rate Loan (in the case of a Swing Line Loan denominated in Canadian Dollars) in an amount equal to such Lender's Pro Rata Share of the amount of Swing Line Loans then outstanding. Such request shall be made in writing (which written request shall be deemed to be a Committed Loan Notice for purposes hereof) and in accordance with the requirements of Section 2.02 without regard to the minimum and multiples specified therein for the principal amount of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, and without regard to the one (1) Business Day notice for any such refinancing, which shall be funded on a same-day basis, but subject to the unutilized portion of the aggregate Revolving Credit Commitments and the conditions set forth in Section 4.02 (other than delivery of a Committed Loan Notice). The Swing Line Lenders shall furnish the Borrower with a copy of the applicable Committed Loan Notice promptly after delivering such notice to the Administrative Agent by no later than 10:00 a.m. on the date of refinancing. Each Revolving Credit Lender shall make an amount equal to its Pro Rata Share of the amount specified in such Committed Loan Notice available to the Administrative Agent in immediately available funds for the account of the applicable Swing Line Lender at the Administrative Agent's Office for payments not later than 1:00 p.m. on the same day (and as specified in such Committed Loan Notice), whereupon, subject to Section 2.04(c)(ii), each Revolving Credit Lender that so makes funds available shall be deemed to have made a US Base Rate Loan or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, to the Borrower in such amount. The Administrative Agent shall remit the funds so received to the applicable Swing Line Lender.

(ii) If for any reason any Swing Line Loan cannot be refinanced by such a Revolving Credit Borrowing in accordance with Section 2.04(c), the request for US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, submitted by a Swing Line

Lender as set forth herein shall be deemed to be a request by such Swing Line Lender that each of the Revolving Credit Lenders fund its risk participation in the relevant Swing Line Loan and each Revolving Credit Lender's payment to the Administrative Agent for the account of such Swing Line Lender pursuant to Section 2.04(c)(i) shall be deemed payment in respect of such participation.

(iii) If any Revolving Credit Lender fails to make available to the Administrative Agent for the account of any Swing Line Lender any amount required to be paid by such Lender pursuant to the foregoing provisions of this Section 2.04(c) by the time specified in Section 2.04(c)(i), such Swing Line Lender shall be entitled to recover from such Revolving Credit Lender (acting through the Administrative Agent), on demand, such amount with interest thereon for the period from the date such payment is required to the date on which such payment is immediately available to such Swing Line Lender at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate. A certificate of such Swing Line Lender submitted to any Revolving Credit Lender (through the Administrative Agent) with respect to any amounts owing under this clause (iii) shall be conclusive absent demonstrable error.

(iv) Each Revolving Credit Lender's obligation to make Revolving Credit Loans or to purchase and fund risk participations in Swing Line Loans pursuant to this Section 2.04(c) shall be absolute and unconditional and shall not be affected by any circumstance, including (A) any setoff, counterclaim, recoupment, defense or other right which such Lender may have against the Swing Line Lenders, the Borrower or any other Person for any reason whatsoever, (B) the occurrence or continuance of a Default, or (C) any other occurrence, event or condition, whether or not similar to any of the foregoing; provided that each Revolving Credit Lender's obligation to make Revolving Credit Loans (but not to purchase and fund risk participations in Swing Line Loans) pursuant to this Section 2.04(c) is subject to the conditions set forth in Section 4.02 (other than delivery of a Committed Loan Notice). No such funding of risk participations shall relieve or otherwise impair the obligation of the Borrower to repay Swing Line Loans, together with interest as provided herein.

(d) Repayment of Participations.

(i) At any time after any Revolving Credit Lender has purchased and funded a risk participation in a Swing Line Loan, if the applicable Swing Line Lender debits any payment or receives any payment by the Borrower on account of such Swing Line Loan, such Swing Line Lender will remit to the Administrative Agent, for distribution to such Revolving Credit Lender its Pro Rata Share of such payment (appropriately adjusted, in the case of interest payments, to reflect the period of time during which such Revolving Credit Lender's risk participation was funded) in the same funds as those received by such Swing Line Lender and in accordance with the procedures set forth in Section 2.05(a).

(ii) If any payment received by the applicable Swing Line Lender in respect of principal or interest on any Swing Line Loan is required to be returned by such Swing Line Lender under any of the circumstances described in Section 10.06 (including pursuant to any settlement entered into by such Swing Line Lender in its discretion), each Revolving Credit Lender shall pay to such Swing Line Lender its Pro Rata Share thereof on demand of the Administrative Agent, plus interest thereon from the date of such demand to the date such amount is returned by such Revolving Credit Lender, at a rate

per annum equal to the Federal Funds Rate. The Administrative Agent will make such demand upon the request of such Swing Line Lender.

(e) Interest for Account of Swing Line Lenders. The Swing Line Lenders shall be responsible for invoicing the Borrower for interest on the Swing Line Loans. Until each Revolving Credit Lender funds its US Base Rate Loan or Canadian Prime Rate Loan, as applicable, or risk participation pursuant to this Section 2.04 to refinance such Lender's Pro Rata Share of any Swing Line Loan, interest in respect of such Pro Rata Share shall be solely for the account of the applicable Swing Line Lender.

(f) Payments Directly to Swing Line Lenders. The Borrower shall make all payments of principal and interest in respect of the Swing Line Loans directly to the applicable Swing Line Lender.

(g) Authority to Debit and Credit. Subject to the provisions of this Agreement, the Borrower hereby expressly and irrevocably authorizes each Swing Line Lender to effect all the necessary debits, deposits and credits (in the amounts required and without regard to any minimums or multiples set forth herein) in the accounts held by the Borrower with such Swing Line Lender in order to accommodate the making of advances and repayments under this Section 2.04 and Section 2.05. Such accounts shall be deemed to include accounts of any Loan Party in respect of which set-off and netting arrangements have been made with the applicable Swing Line Lender, including any notional account reflecting any such arrangements.

Section 2.05 Prepayments.

(a) Optional Prepayments. The Borrower may, upon notice to the Administrative Agent, at any time or from time to time voluntarily prepay Term Loans and Revolving Credit Loans in whole or in part without premium or penalty; provided that (1) such notice must be received by the Administrative Agent not later than 1:00 p.m. (A) three (3) Business Days prior to any date of prepayment of Libor Rate Loans Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans and (B) on the Business Day prior to the date of prepayment of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans; (2) any prepayment of Libor Rate Loans shall be in a principal amount of \$1,000,000 or a whole multiple of \$500,000 in excess thereof; (3) any prepayment of Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans shall be in a principal amount of CDN\$1,000,000 or a whole multiple of CDN\$500,000 in excess thereof, (4) any prepayment of US Base Rate Loans shall be in a principal amount of \$500,000 or a whole multiple of \$100,000 in excess thereof and (5) any prepayment of Canadian Prime Rate Loans shall be in a principal amount of CDN\$500,000 or a whole multiple of CDN\$100,000 in excess thereof or, in the case of each of clauses (2) through (5), the entire principal amount thereof then outstanding. Each such notice shall specify the date and amount of such prepayment and the Class(es) and Type(s) of Loans to be prepaid. The Administrative Agent will promptly notify each Appropriate Lender of its receipt of each such notice, and of the amount of such Lender's Pro Rata Share of such prepayment. Any prepayment of a Libor Rate Loan shall be accompanied by all accrued interest thereon, and any prepayment of a Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan shall be accompanied by any additional amounts required pursuant to Section 3.05. Each prepayment of Loans pursuant to this Section 2.05(a) shall be applied in the manner and in the order of application set forth in Section 2.05(b)(iv). Notwithstanding anything to the contrary herein, in connection with any prepayment pursuant to this Section 2.05(a), such prepayment shall not be applied to any Loan of a Defaulting Lender.

Each Swing Line Borrowing shall automatically be repaid, in whole or in part, at any time and from time to time, without notice from or to the Borrower and without premium or penalty, in respect of the credit balances (if any) in the accounts held by the Borrower with the relevant Swing Line Lender. Any such credit balances in Canadian Dollars will be applied to the repayment of Swing Line

Loans made in Canadian Dollars until the same is repaid in full, and any such credit balances in Dollars will be applied to the repayment of Swing Line Loans made in Dollars until the same is repaid in full. No such credit balances will be applied to the repayment of any Loans other than the Swing Line Loans as provided in this Section 2.05 and in Section 2.04(g) unless otherwise provided by the terms of this Credit Agreement.

(b) Mandatory Prepayments.

(i) Within ten (10) Business Days after financial statements have been delivered pursuant to Section 6.01(a) and the related Compliance Certificate has been delivered pursuant to Section 6.02(a) (commencing with the financial statements to be delivered with respect to the fiscal year ending December 31, 2016), the Borrower shall prepay an aggregate principal amount of Loans in accordance with Section 2.05(b)(iv), equal to (A) 50% (such percentage as it may be reduced as described below, the “ECF Percentage”) of Excess Cash Flow, if any, for the fiscal year covered by such financial statements, minus (B) the sum of (i) all voluntary prepayments of Term Loans during such fiscal year (including, for the avoidance of doubt, prepayments pursuant to Section 2.05(d)) and (ii) all voluntary prepayments of Revolving Credit Loans and Swing Line Loans during such fiscal year to the extent the Revolving Credit Commitments are permanently reduced by the amount of such payments, in the case of each of the immediately preceding clauses (i) and (ii), to the extent such prepayments are not funded with the proceeds of long-term Indebtedness or issuances of Equity Interests, in each case, during such fiscal year or after year-end and prior to the time such prepayment is required pursuant to this Section 2.05(b); provided that (x) the ECF Percentage shall be 25% if the Total Leverage Ratio for the fiscal year covered by such financial statements was equal to or less than 2.00:1.00 and greater than 1.50:1.00 and (y) the ECF Percentage shall be 0% if the Total Leverage Ratio for the fiscal year covered by such financial statements was equal to or less than 1.50:1.00 (it being understood and agreed that for the purposes of this proviso, the Total Leverage Ratio shall be calculated giving Pro Forma Effect to any payments of Indebtedness pursuant to clause (B) above to the extent such payments were made after year end but prior to the time such prepayment is required by this Section 2.05(b)).

(ii) (A) Subject to Section 2.05(b)(ii)(B), if (x) the Borrower or any Restricted Subsidiary Disposes of any property or assets (other than any Disposition of any property or assets permitted by Section 7.05 (except pursuant to Sections 7.05(m) and 7.05(n)(ii)), or (y) any Casualty Event occurs, which in the aggregate results in the realization or receipt by the Borrower or such Restricted Subsidiary of Net Cash Proceeds, the Borrower shall make a prepayment, in accordance with Section 2.05(b)(ii)(C), of an aggregate principal amount of Loans equal to 100% of such Net Cash Proceeds; provided that no such prepayment shall be required pursuant to this Section 2.05(b)(ii)(A) with respect to such portion of such Net Cash Proceeds that the Borrower shall have, on or prior to such date, given written notice to the Administrative Agent of its intention to reinvest, or, in the case of a Restricted Subsidiary, cause to be reinvested, in accordance with Section 2.05(b)(ii)(B).

(B) With respect to any Net Cash Proceeds realized or received with respect to any Disposition (other than any Disposition specifically excluded from the application of Section 2.05(b)(ii)(A)) or any Casualty Event, at the option of the Borrower, the Borrower may reinvest, or, in the case of a Restricted Subsidiary, cause to be reinvested, all or any portion of such Net Cash Proceeds in its business within (x)

twelve (12) months following receipt of such Net Cash Proceeds or (y) if the Borrower enters into a legally binding commitment to reinvest such Net Cash Proceeds within twelve (12) months following receipt thereof, within the later of (1) twelve (12) months following receipt thereof or (2) one hundred and eighty (180) days of the date of such legally binding commitment; provided that if any Net Cash Proceeds are not so reinvested by the deadline specified in clause (x) or (y) above, as applicable, an amount equal to 100% of any such Net Cash Proceeds shall be offered to the prepayment of the Term Loans as set forth in this Section 2.05(b).

(C) On each occasion that the Borrower must make a prepayment of the Term Loans pursuant to this Section 2.05(b)(ii), the Borrower shall, within five (5) Business Days after the date of realization or receipt of such Net Cash Proceeds (or, in the case of prepayments required pursuant to Section 2.05(b)(ii)(B), within five (5) Business Days of the earlier of the deadline specified in clause (x) or (y) thereof, as applicable, or the date the Borrower reasonably determines that such Net Cash Proceeds are no longer intended to be or cannot be so reinvested, as the case may be), make a prepayment of the Term Loans, in accordance with Section 2.05(b)(v) below, in an amount equal to 100% of such Net Cash Proceeds realized or received.

(iii) On each occasion that a Debt Incurrence Prepayment Event occurs, the Borrower shall, within one Business Day after the receipt of Net Cash Proceeds from a Debt Incurrence Prepayment Event, prepay (including, in the case of a Debt Incurrence Prepayment Event arising from the Incurrence of Incremental Term Loans or Additional Revolving Credit Loans in reliance on the second proviso of Section 2.14(a) (a “Refinancing Debt Incurrence”)), in accordance with clause (iv) below, a principal amount of Loans and unpaid accrued interest and premium thereon in an amount equal to 100% of the Net Cash Proceeds from such Debt Incurrence Prepayment Event.

(iv) Each prepayment of Loans made pursuant to this Section 2.05(b) (other than any prepayment required under Section 2.05(b)(vii) and Section 2.05(c)) shall be applied in the following order: first, to the Term Loan Repayment Amounts and, if made pursuant to the terms of an Incremental Term Facility, then to the Repayment Amounts on a pro rata basis, in each case in the inverse order of maturity following the applicable prepayment event and each such prepayment shall be paid to the relevant Lenders in accordance with their respective Pro Rata Shares; and second, upon payment in full of all Term Loans and Incremental Term Loans outstanding under this Agreement, to the Revolving Loans and, if required under the terms of any Incremental Revolving Credit Commitment Increase or any Additional Revolving Credit Commitment, to the Revolving Loans and the Incremental Revolving Loans on a pro rata basis, which prepayment shall permanently reduce the Revolving Credit Commitments and Additional Revolving Credit Commitments, if any, hereunder.

(v) The Borrower shall notify the Administrative Agent in writing of any mandatory prepayment of Term Loans required to be made pursuant to clauses (i), (ii) and (iii) (other than with respect to a Refinancing Debt Incurrence) of this Section 2.05(b) at least one (1) Business Day prior to 1:00 p.m. on the date of such prepayment. The Administrative Agent will promptly notify each Appropriate Lender of the contents of the Borrower’s prepayment notice and of such Appropriate Lender’s Pro Rata Share of the prepayment. Notwithstanding any other provision of this Section 2.05(b), each Appropriate Lender may reject all or a portion of its Pro Rata Share of any mandatory prepayment (such declined amounts, the “Declined Proceeds”) of Term Loans

required to be made pursuant to clauses (i) and (ii), of this Section 2.05(b) by providing written notice (each, a “Rejection Notice”) to the Administrative Agent and the Borrower no later than 5:00 p.m. two (2) Business Days after the date of such Lender’s receipt of notice from the Administrative Agent regarding such prepayment. Each Rejection Notice from a given Lender shall specify the principal amount of the mandatory prepayment of Term Loans to be rejected by such Lender. If a Lender fails to deliver a Rejection Notice to the Administrative Agent within the time frame specified above or such Rejection Notice fails to specify the principal amount of the Term Loans to be rejected, any such failure will be deemed an acceptance of the total amount of such mandatory repayment of Loans. Any Declined Proceeds shall be retained by the Borrower.

(vi) Notwithstanding any other provisions of this Section 2.05(b), (i) to the extent that any of or all the Net Cash Proceeds of any Disposition by a Non-Loan Party giving rise to a prepayment pursuant to Section 2.05(b)(ii) (a “Non-Loan Party Disposition”), the Net Cash Proceeds of any Casualty Event from a Non-Loan Party (a “Non-Loan Party Casualty Event”), or Excess Cash Flow is prohibited or delayed by applicable local Law from being repatriated to the United States or Canada, the portion of such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow so affected will not be required to prepay Term Loans at the times provided in Section 2.05(b)(i), or the Borrower shall not be required to prepay the Term Loans at the time provided in Section 2.05(b)(ii), as the case may be. Instead, such amounts may be retained by the applicable Non-Loan Party so long, but only for so long, as the applicable local Law will not permit repatriation to the United States or Canada (the Borrower hereby agreeing to cause the applicable Non-Loan Party to use commercially reasonable efforts to take actions required by the applicable local Law to permit such repatriation), and once such repatriation of any of such affected Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow is permitted under the applicable local Law, such repatriation will be promptly effected and such repatriated Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow will be promptly (and in any event not later than three (3) Business Days after such repatriation) offered to be applied (net of additional taxes payable or reserved against as a result thereof) to the prepayment of the Term Loans pursuant to this Section 2.05(b) to the extent provided herein and (ii) to the extent that the Borrower has determined in good faith that repatriation of any of or all the Net Cash Proceeds of any Non-Loan Party Disposition, any Non-Loan Party Casualty Event or Excess Cash Flow would have a material adverse tax cost consequence (taking into account any foreign tax credit or benefit received in connection with such repatriation) with respect to such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow, the Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow so affected may be retained by the applicable Non-Loan Party; provided that in the case of this clause (ii), on or before the date on which any Net Cash Proceeds so retained would otherwise have been required to be applied to reinvestments or prepayments pursuant to this Section 2.05(b) (or such Excess Cash Flow would have been so required if it were Net Cash Proceeds), (x) the Borrower applies an amount equal to such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow to such reinvestments or prepayments as if such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow had been received by the Borrower rather than such Non-Loan Party, less the amount of additional taxes that would have been payable or reserved against if such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow had been repatriated (or, if less, the Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow that would be calculated if received by such Non-Loan Party) or (y) such Net Cash Proceeds or Excess Cash Flow are applied to the repayment of Indebtedness of a Non-Loan Party.

(vii) If the Administrative Agent notifies the Borrower that the U.S. Dollar Equivalent of the Revolving Credit Exposure at such time exceeds (A) in the case of

Credit Extensions denominated solely in Dollars, an amount equal to 100% of the Revolving Credit Commitments then in effect and (B) in the case of Credit Extensions denominated in Canadian Dollars, or in both Canadian Dollars and Dollars, an amount equal to 105% of the Revolving Credit Commitments then in effect, then, in each case, within two (2) Business Days after receipt of such notice, the Borrower shall prepay Revolving Credit Loans and/or the Borrower shall Cash Collateralize the L/C Obligations in an aggregate amount sufficient to reduce such amount outstanding as of such date of payment to an amount not to exceed 100% of the Revolving Credit Commitments.

(viii) With respect to each prepayment of Revolving Credit Loans and Additional Revolving Credit Loans elected by the Borrower pursuant to Section 2.05(a) or required by Section 2.05(b)(vii), the Borrower may designate (i) the Class and Types of Loans that are to be prepaid and the specific Borrowing(s) pursuant to which made and (ii) the Revolving Credit Loans or Additional Revolving Credit Loans to be prepaid; provided that (x) Libor Rate Loans may be designated for prepayment pursuant to this Section 2.05(b) only on the last day of an Interest Period applicable thereto unless all Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans with Interest Periods ending on such date of required prepayment and all US Base Rate Loans and Canadian Prime Rate Loans have been paid in full, (y) each prepayment of any Revolving Credit Loans or, if required under the terms of any Incremental Revolving Credit Commitment Increase or any Additional Revolving Credit Commitment, of any Incremental Revolving Loans made pursuant to a Borrowing shall be applied pro rata among such Loans of such Class (except that any prepayment made in connection with a reduction of the Commitments of such Class pursuant to Section 2.06 shall be applied pro rata based on the amount of the reduction in the Commitments of such Class of each applicable Lender), and (z) notwithstanding the provisions of the preceding clause (y), no prepayment made pursuant to Section 2.05(a) or Section 2.05(b)(vii) of Revolving Credit Loans or Additional Revolving Credit Loans shall be applied to the Loans of any Defaulting Lender. In the absence of a designation by the Borrower as described in the preceding sentence, the Administrative Agent shall, subject to the above, make such designation in a manner that minimizes the amount of any payments required to be made by the Borrower pursuant to Section 3.05.

(c) Interest, Funding Losses, Etc. All prepayments under this Section 2.05 shall be accompanied by all accrued interest thereon, together with, in the case of any such prepayment of a Libor Rate Loan, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans on a date other than the last day of an Interest Period therefor, any amounts owing in respect of such Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan, as applicable, pursuant to Section 3.05.

Notwithstanding any of the other provisions of this Section 2.05, so long as no Event of Default shall have occurred and be continuing, if any prepayment of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans is required to be made under this Section 2.05, prior to the last day of the Interest Period therefor, in lieu of making any payment pursuant to this Section 2.05, in respect of any such Libor Rate Loan, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, prior to the last day of the Interest Period therefor, the Borrower may, in its sole discretion, but shall, in the case of Banker's Acceptances only, deposit with the Administrative Agent the amount of any such prepayment otherwise required to be made hereunder until the last day of such Interest Period, at which time the Administrative Agent shall be authorized (without any further action by or notice to or from the Borrower or any other Loan Party) to apply such amount to the prepayment of such Loans in accordance with this Section 2.05. Such deposit shall constitute cash collateral for the Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, to be so prepaid; provided that the Borrower may, in the case of

Libor Rate Loans and BA Equivalent Loans only and subject to the payment of any amounts owing under Section 3.05, at any time direct that such deposit be applied to make the applicable payment required pursuant to this Section 2.05 (it being understood that Bankers' Acceptances may not be prepaid but may be cash collateralized in accordance with this Section 2.05).

(d) [reserved]

Section 2.06 Termination or Reduction of Commitments.

(a) Optional. The Borrower may, upon written notice to the Administrative Agent, terminate the unused Commitments of any Class or from time to time permanently reduce the unused Commitments of any Class; provided that (i) any such notice shall be received by the Administrative Agent two (2) Business Days prior to the date of termination or reduction, (ii) any such partial reduction shall be in an aggregate amount of \$1,000,000 or any whole multiple of \$100,000 in excess thereof, and (iii) if, after giving effect to any reduction of the Commitments, the Letter of Credit Sublimit or the Swing Line Sublimit exceeds the amount of the Revolving Credit Facility, such sublimit shall be automatically reduced by the amount of such excess. The amount of any such Commitment reduction shall not be applied to the Letter of Credit Sublimit or the Swing Line Sublimit unless otherwise specified by the Borrower. It being understood and agreed that the Borrower may allocate any termination or reduction of unused Commitments among Classes of Commitments at its direction.

(b) Mandatory. The Term Commitment of each Term Lender shall be automatically and permanently reduced to \$0 upon the making of such Term Lender's Term Loans pursuant to Section 2.01(a). The Revolving Credit Commitments shall terminate on the applicable Maturity Date. The Incremental Term Loan Commitment for any Class shall, unless otherwise provided in the documentation governing such Incremental Term Loan Commitment, terminate at 5:00 p.m. (New York City time) on the Incremental Facility Closing Date for such Class. The Additional Revolving Credit Commitment for any Class shall terminate at 5:00 p.m. (New York City time) on the maturity date for such Class specified in the documentation governing such Class. With respect to each mandatory reduction and termination of Revolving Credit Commitments or Additional Revolving Credit Commitments required in connection with the incurrence of any Additional Revolving Credit Commitments, the Borrower may designate (A) the Classes of Commitments to be reduced and terminated and (B) the corresponding Classes of Loans to be prepaid; provided that (x) any such reduction and termination shall apply proportionately and permanently to reduce the Commitments of each of the Lenders within any such Class and (y) after giving effect to such termination or reduction and to any prepayments of Loans or cancellation or cash collateralization of letters of credit made on the date of each such reduction and termination in accordance with this Agreement, the aggregate amount of such Lenders' credit exposures shall not exceed the remaining Commitments of such Lenders' in respect of the Class reduced and terminated. In connection with any such termination or reduction, to the extent necessary, the participations hereunder in outstanding Letters of Credit and Swing Line Loans may be required to be reallocated and related loans outstanding prepaid and then reborrowed, in each case in the manner contemplated by the last three sentences of Section 2.14(f)(ii) or Section 2.14(f)(iii) (as modified to account for a termination or reduction, as opposed to an increase, of such Commitment); provided further that no Additional Revolving Credit Commitments may be reduced and terminated unless the Revolving Credit Commitments have been reduced or terminated or are being concurrently reduced and terminated on a pro rata basis, and no Incremental Revolving Loans may be prepaid unless the Revolving Credit Loans have been prepaid or are being concurrently prepaid on a pro rata basis; and provided further that no prepayment made pursuant to this Section 2.06(b) shall be applied to the Loans of any Defaulting Lender.

(c) Application of Commitment Reductions; Payment of Fees. The Administrative Agent will promptly notify the Lenders of any termination or reduction of unused portions of the Letter of

Credit Sublimit, or the Swing Line Sublimit or the unused Commitments of any Class under this Section 2.06. Upon any reduction of unused Commitments of any Class, the Commitment of each Lender of such Class shall be reduced by such Lender's Pro Rata Share of the amount by which such Commitments are reduced (other than the termination of the Commitment of any Lender as provided in Section 3.07). All Commitment Fees accrued until the effective date of any termination of the Revolving Credit Commitments shall be paid on the effective date of such termination.

Section 2.07 Repayment of Terms Loans. Subject to adjustment as a result of the application of prepayments in accordance with Section 2.05, in each case, solely to the extent any such prepayments are applied to the reduction of the Term Loans, the Borrower shall repay to the Administrative Agent for the ratable account of the Term Lenders, on each date set forth below in the principal amount (each amount, a "Term Loan Repayment Amount") equal to (x) the outstanding principal amount of Term Loans made to the Borrower on the Closing Date multiplied by (y) the percentage set forth below opposite such date:

<u>Date</u>	<u>Term Loan Repayment Amount</u>
December 31, 2015	1.25%
March 31, 2016	1.25%
June 30, 2016	1.25%
September 30, 2016	1.25%
December 31, 2016	1.25%
March 31, 2017	1.25%
June 30, 2017	1.25%
September 30, 2017	1.25%
December 31, 2017	1.25%
March 31, 2018	1.25%
June 30, 2018	1.25%
September 30, 2018	1.25%
December 31, 2018	1.25%
March 31, 2019	1.25%
June 30, 2019	1.25%
September 30, 2019	1.25%
December 31, 2019	1.25%
March 31, 2020	1.25%
June 30, 2020	1.25%
September 30, 2020	76.25%

(a) Revolving Credit Loans. The Borrower shall repay to the Administrative Agent for the ratable account of the Appropriate Lenders on the Maturity Date for the Revolving Credit Facility the aggregate principal amount of all of its Revolving Credit Loans outstanding on such date.

(b) Swing Line Loans. The Borrower shall repay its Swing Line Loans on the Maturity Date for the Revolving Credit Facility.

(c) Incremental Loans. In the event any Incremental Term Loans are made, such Incremental Term Loans shall mature and be repaid in amounts and on dates as agreed between the Borrower and the relevant Lenders of such Incremental Term Loans in the applicable Incremental Agreement, subject to the requirements set forth in Section 2.14.

Section 2.08 Interest.

(a) Subject to the provisions of Section 2.08(b), (i) each Libor Rate Loan shall bear interest on the outstanding principal amount thereof for each Interest Period at a rate per annum equal to the Libor Rate for such Interest Period plus the Applicable Rate for Libor Rate Loans then in effect; (ii) each US Base Rate Loan shall bear interest on the outstanding principal amount thereof from the applicable borrowing date at a rate per annum equal to the US Base Rate plus the Applicable Rate then in effect for US Base Rate Loans; (iii) each Canadian Prime Rate Loan shall bear interest on the outstanding principal amount thereof from the applicable borrowing date at a rate per annum equal to the Canadian Prime Rate plus the Applicable Rate then in effect for Canadian Prime Rate Loans; (iv) each Swing Line Loan borrowed in Dollars shall bear interest on the outstanding principal amount thereof from the applicable borrowing date at a rate per annum equal to the Base Rate plus the Applicable Rate then in effect for Revolving Credit Loans that are US Base Rate Loans and (v) each Swing Line Loan borrowed in Canadian Dollars shall bear interest on the outstanding principal amount thereof from the applicable borrowing date at a rate per annum equal to the Canadian Base Rate plus the Applicable Rate then in effect for Revolving Credit Loans that are US Base Rate Loans.

(b) The Borrower shall pay interest on past due amounts hereunder at a fluctuating interest rate per annum at all times equal to the Default Rate to the fullest extent permitted by applicable Laws. Accrued and unpaid interest on past due amounts (including interest on past due interest) shall be due and payable upon demand.

(c) Interest on each Loan shall be due and payable in arrears on each Interest Payment Date applicable thereto and at such other times as may be specified herein. Interest hereunder shall be due and payable in accordance with the terms hereof before and after judgment, and before and after the commencement of any proceeding under any Debtor Relief Law.

Section 2.09 Fees.

(a) Commitment Fee. The Borrower shall pay to the Administrative Agent for the account of each (i) Revolving Credit Lender (other than Defaulting Lenders) in accordance with its Pro Rata Share, a commitment fee (the "Commitment Fee") equal to 0.50% per annum on the actual daily amount by which the aggregate Revolving Credit Commitment exceeds the sum of (A) the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of Revolving Credit Loans and (B) the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of L/C Obligations (disregarding for the purposes of such calculation, the US Dollar Equivalent of the Outstanding Amount of any Swing Line Loans). The Commitment Fee shall be reduced to (i) 0.375% per annum if the Total Leverage Ratio for any fiscal quarter (as evidenced by the Section 6.01 Financials and covering such period) shall be less than or equal to 2.00:1.00 but greater than 1.50:1.00 and (ii) 0.25% per annum if the Total Leverage Ratio for any fiscal quarter (as evidenced by the Section 6.01 Financials and covering such period) shall be less than or equal to 1.50:1.00, and in each case such decrease shall become effective as of the first Business Day immediately following the delivery of Section 6.01 Financials. The Commitment Fee shall accrue at all times from the Closing Date until the Maturity Date for the Revolving Credit Facility, including at any time during which one or more of the conditions in Article IV is not met, and shall be due and payable quarterly in arrears on the last Business Day of each December, March, June and September, commencing with the first full fiscal quarter to occur after the Closing Date, and on the Maturity Date for the Revolving Credit Facility. The Commitment Fee shall be calculated quarterly in arrears.

(b) [Reserved].

(c) Other Fees. The Borrower shall pay to the Agents such fees as shall have been separately agreed upon in writing in the amounts and at the times so specified. Such fees shall be fully earned when paid and shall not be refundable for any reason whatsoever (except as expressly agreed between the Borrower and the applicable Agent).

Section 2.10 Computation of Interest and Fees. All computations of interest (A) on BA Equivalent Loans, shall be made on the basis of a year of 365 days and the actual days elapsed, and (B) of Canadian Prime Rate Loans and of US Base Rate Loans determined on the basis of the Prime Rate, shall be made on the basis of a year of 365 days or 366 days, as the case may be, and the actual days elapsed. All other computations of fees and interest shall be made on the basis of a 360 day year and actual days elapsed. For the purposes of the Interest Act (Canada), (i) whenever any interest or fee under this Agreement is calculated using a rate based on a year of 360, 365 or 366 days, as the case may be, the rate determined pursuant to such calculation, when expressed as an annual rate, is equivalent to (x) the applicable rate based on a year of 360, 365 or 366 days, as the case may be, (y) multiplied by the actual number of days in the calendar year in which the period for which such interest or fee is payable (or compounded) ends, and (z) divided by 360, 365 or 366 as the case may be. Interest shall accrue on each Loan for the day on which such Loan is made, and shall not accrue on such Loan, or any portion thereof, for the day on which such Loan or such portion is paid; provided that any such Loan that is repaid on the same day on which it is made shall, subject to Section 2.12(a), bear interest for one (1) day. Each determination by the Administrative Agent of an interest rate or fee hereunder shall be conclusive and binding for all purposes, absent manifest error.

Section 2.11 Evidence of Indebtedness.

(a) The Credit Extensions made by each Lender shall be evidenced by one or more accounts or records maintained by such Lender and evidenced by one or more entries in the Register maintained by the Administrative Agent, in each case in the ordinary course of business. The accounts or records maintained by the Administrative Agent and each Lender shall be prima facie evidence absent manifest error of the amount of the Credit Extensions made by the Lenders to the Borrower and the interest and payments thereon. Any failure to so record or any error in doing so shall not, however, limit or otherwise affect the obligation of the Borrower hereunder to pay any amount owing with respect to the Obligations. In the event of any conflict between the accounts and records maintained by any Lender and the accounts and records of the Administrative Agent in respect of such matters, the accounts and records of the Administrative Agent shall control in the absence of demonstrable error. Upon the request of any Lender made through the Administrative Agent, the Borrower shall execute and deliver to such Lender (through the Administrative Agent) a Note payable to such Lender, which shall evidence such Lender's Loans in addition to such accounts or records. Each Lender may attach schedules to its Note and endorse thereon the date, Type (if applicable), Class, amount, maturity and currency of its Loans and payments with respect thereto.

(b) In addition to the accounts and records referred to in Section 2.11(c), each Lender and the Administrative Agent shall maintain in accordance with its usual practice accounts or records and, in the case of the Administrative Agent, entries in the Register, evidencing the purchases and sales by such Lender of participations in Letters of Credit and Swing Line Loans. In the event of any conflict between the accounts and records maintained by the Administrative Agent and the accounts and records of any Lender in respect of such matters, the accounts and records of the Administrative Agent shall control in the absence of demonstrable error.

(c) Entries made in good faith by the Administrative Agent in the Register pursuant to Section 2.11(a) and (b), and by each Lender in its account or accounts pursuant to Section 2.11(a) and (b), shall be prima facie evidence of the amount of principal and interest due and payable or to become

account or accounts, such Lender, under this Agreement and the other Loan Documents, absent manifest error; provided that the failure of the Administrative Agent or such Lender to make an entry, or any finding that an entry is incorrect, in the Register or such account or accounts shall not limit or otherwise affect the obligations of the Borrower under this Agreement and the other Loan Documents.

Section 2.12 Payments Generally.

(a) All payments to be made by the Borrower shall be made without condition or deduction for any counterclaim, defense, recoupment or setoff. Except as otherwise expressly provided herein, all payments by the Borrower hereunder shall be made to the Administrative Agent, for the account of the respective Lenders to which such payment is owed, at the applicable Administrative Agent's Office and in immediately available funds not later than 3:00 p.m. on the date specified herein or such later time as the Administrative Agent may otherwise determine in its reasonable discretion. The Administrative Agent will promptly distribute to each Lender its Pro Rata Share (or other applicable share as provided herein) of such payment in like funds as received by wire transfer to such Lender's Applicable Lending Office. Unless otherwise agreed by the Administrative Agent, all payments received by the Administrative Agent after 3:00 p.m. shall be deemed received on the next succeeding Business Day and any applicable interest or fee shall continue to accrue.

(b) If any payment to be made by the Borrower shall come due on a day other than a Business Day, payment shall be made on the next following Business Day, and such extension of time shall be reflected in computing interest or fees, as the case may be; provided that if such extension would cause payment of interest on or principal of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans to be made in the next succeeding calendar month, such payment shall be made on the immediately preceding Business Day.

(c) Unless the Borrower or any Lender has notified the Administrative Agent, prior to the date any payment is required to be made by it to the Administrative Agent hereunder, that the Borrower or such Lender, as the case may be, will not make such payment, the Administrative Agent may assume that the Borrower or such Lender, as the case may be, has timely made such payment and may (but shall not be so required to), in reliance thereon, make available a corresponding amount to the Person entitled thereto. If and to the extent that such payment was not in fact made to the Administrative Agent in immediately available funds, then:

(i) if the Borrower failed to make such payment, each Lender shall forthwith on demand repay to the Administrative Agent the portion of such assumed payment that was made available to such Lender in immediately available funds, together with interest thereon in respect of each day from and including the date such amount was made available by the Administrative Agent to such Lender to the date such amount is repaid to the Administrative Agent in immediately available funds at the Federal Funds Rate; and

(ii) if any Lender failed to make such payment, such Lender shall forthwith on demand pay to the Administrative Agent the amount thereof in immediately available funds, together with interest thereon for the period from the date such amount was made available by the Administrative Agent to the Borrower to the date such amount is recovered by the Administrative Agent (the "Compensation Period") at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate. When such Lender makes payment to the Administrative Agent (together with all accrued interest thereon), then such payment amount (excluding the amount of any interest which may have accrued and been paid in respect of such late payment) shall constitute such Lender's Loan included in the applicable Borrowing. If such Lender does not pay such amount forthwith upon the Administrative Agent's

demand therefor, the Administrative Agent may make a demand therefor upon the Borrower, and the Borrower shall pay such amount to the Administrative Agent, together with interest thereon for the Compensation Period at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate. Any failure of a Lender under this Section 2.12(c)(ii) shall not excuse such Lender from its obligation to fulfill its Commitment or to prejudice any rights which the Administrative Agent or the Borrower may have against such Lender as a result of any default by such Lender hereunder.

A notice of the Administrative Agent to any Lender or the Borrower with respect to any amount owing under this Section 2.12(c) shall be conclusive, absent demonstrable error.

(d) If any Lender makes available to the Administrative Agent funds for any Loan to be made by such Lender as provided in the foregoing provisions of this Article II, and such funds are not made available to the Borrower by the Administrative Agent because the conditions to the applicable Credit Extension set forth in Article IV are not satisfied or waived in accordance with the terms hereof, the Administrative Agent shall return such funds (in like funds as received from such Lender) to such Lender, without interest.

(e) The obligations of the Lenders hereunder to make Loans and to fund participations in Letters of Credit and Swing Line Loans are several and not joint. The failure of any Lender to make any Loan or to fund any such participation on any date required hereunder shall not relieve any other Lender of its corresponding obligation to do so on such date, and no Lender shall be responsible for the failure of any other Lender to so make its Loan or purchase its participation.

(f) Nothing herein shall be deemed to obligate any Lender to obtain the funds for any Loan in any particular place or manner or to constitute a representation by any Lender that it has obtained or will obtain the funds for any Loan in any particular place or manner.

(g) Whenever any payment received by the Administrative Agent under this Agreement or any of the other Loan Documents is insufficient to pay in full all amounts due and payable to the Administrative Agent and the Lenders under or in respect of this Agreement and the other Loan Documents on any date, such payment shall be distributed by the Administrative Agent and applied by the Administrative Agent and the Lenders in the order of priority set forth in Section 8.04. If the Administrative Agent receives funds for application to the Obligations of the Loan Parties under or in respect of the Loan Documents under circumstances for which the Loan Documents do not specify the manner in which such funds are to be applied, the Administrative Agent may, but shall not be obligated to, elect to distribute such funds to each of the Lenders in accordance with such Lender's Pro Rata Share of the sum of (a) the Outstanding Amount of all Loans outstanding at such time and (b) the Outstanding Amount of all L/C Obligations outstanding at such time, in repayment or prepayment of such of the outstanding Loans or other Obligations then owing to such Lender.

Section 2.13 Sharing of Payments. If, other than as provided elsewhere in this Agreement, any Lender shall obtain on account of the Loans made by it, or the participations in L/C Obligations and Swing Line Loans held by it, any payment (whether voluntary, involuntary, through the exercise of any right of setoff, or otherwise) in excess of its ratable share that it is owed (or other share contemplated hereunder) thereof, such Lender shall immediately (a) notify the Administrative Agent of such fact, and (b) purchase from the other Lenders such participations in the Loans made by them and/or such subparticipations in the participations in L/C Obligations or Swing Line Loans held by them, as the case may be, as shall be necessary to cause such purchasing Lender to share the excess payment in respect of such Loans or such participations, as the case may be, pro rata with each of them; provided that (x) if all or any portion of such excess payment is thereafter recovered from the purchasing Lender under any of

the circumstances described in Section 10.06 (including pursuant to any settlement entered into by the purchasing Lender in its discretion), such purchase shall to that extent be rescinded and each other Lender shall repay to the purchasing Lender the purchase price paid therefor, together with an amount equal to such paying Lender's ratable share (according to the proportion of (i) the amount of such paying Lender's required repayment to (ii) the total amount so recovered from the purchasing Lender) of any interest or other amount paid or payable by the purchasing Lender in respect of the total amount so recovered, without further interest thereon, (y) the provisions of this Section 2.13 shall not be construed to apply to any payment made by the Borrower pursuant to and in accordance with the express terms of this Agreement or any payment obtained by a Lender as consideration for the assignment of or sale of a participation in any of its Loans or participations in L/C Obligations to any assignee or participant and (z) [reserved]. The Administrative Agent will keep records (which shall be conclusive and binding in the absence of demonstrable error) of participations purchased under this Section 2.13 and will in each case notify the Lenders following any such purchases or repayments. Each Lender that purchases a participation pursuant to this Section 2.13 shall from and after such purchase have the right to give all notices, requests, demands, directions and other communications under this Agreement with respect to the portion of the Obligations purchased to the same extent as though the purchasing Lender were the original owner of the Obligations purchased.

Section 2.14 Incremental Credit Extensions.

(a) The Borrower may at any time or from time to time after the Closing Date, by written notice delivered to the Administrative Agent, request (i) one or more additional Classes of term loans or additional Loans of the same Class of term loans as an existing Class of Loans in Dollars (the "Incremental Term Loans"), (ii) one or more increases in the amount of the Revolving Credit Commitments of any Class (each such increase, an "Incremental Revolving Credit Commitment Increase") or (iii) one or more additional Classes of revolving credit commitments in either Dollars or Canadian Dollars or both (the "Additional Revolving Credit Commitments," and together with the Incremental Term Loans and the Incremental Revolving Credit Commitment Increases, the "Incremental Facilities" and the commitments in respect thereof are referred to as the "Incremental Commitments"); provided that, both at the time of any such request and after giving effect to the effectiveness of any Incremental Agreement referred to below, (x) except as set forth in the proviso to clause (y) below (and subject to Section 1.10 if such Incremental Facilities are Incurred in connection with a Limited Condition Acquisition), no Default or Event of Default shall exist and (y) after giving Pro Forma Effect to the Incurrence of any such Incremental Facility (which shall be deemed to include the full amount of any Incremental Revolving Credit Commitment Increase or the total commitments of any Additional Revolving Credit Commitments, as applicable, as if such full amount had been drawn or such total commitments had been used, respectively) and after giving effect to any Specified Transaction to be consummated in connection therewith, the Borrower would be in compliance with a Total Leverage Ratio as of the Test Period most recently ended on or prior to the Incurrence of any such Incremental Facility, calculated on a Pro Forma Basis, as if such Incurrence (and transaction) had occurred on the first day of such Test Period, that is no greater than 0.50x less than the then applicable Total Leverage Ratio Financial Covenant; provided that Incremental Term Loans may be Incurred and Additional Revolving Credit Commitments may be provided without regard to the Incremental Base Amount and without regard to whether a Default or an Event of Default has occurred and is continuing to the extent that the Net Cash Proceeds from such Incremental Term Loans and/or Additional Revolving Credit Commitments are used, on the date of Incurrence of such Incremental Term Loans and/or Additional Revolving Credit Commitments, to prepay in full and terminate the Term Loans and any then existing Incremental Term Loans and to permanently reduce to \$0 and cancel the Revolving Credit Commitments (including any then existing Incremental Revolving Credit Commitment Increase) and any then existing Additional Revolving Credit Commitment in accordance with the procedures set forth in Section 2.06(b).

(b) Each tranche of Incremental Term Loans, each tranche of Additional Revolving Credit Commitments and each Incremental Revolving Credit Commitment Increase shall be in an aggregate principal amount that is not less than \$1,000,000 (or CDN\$1,000,000) (provided that such amount may be less than \$1,000,000 (or CDN\$1,000,000) if such amount represents all remaining availability under the limit set forth below) (and in minimum increments of \$500,000 or CDN\$500,000) in excess thereof), and, subject to the proviso at the end of Section 2.14(a), the aggregate amount of the Incremental Facilities shall not exceed the Incremental Base Amount.

(c) (A) The Incremental Term Loans (i) shall rank equal in right of payment and of security with the Term Loans and shall be secured only by all or a portion of the Collateral securing the Obligations (if applicable pursuant to a Customary Intercreditor Agreement), (ii) shall not mature earlier than the Maturity Date of the Term Loans, (iii) shall not have a shorter Weighted Average Life to Maturity than the remaining Term Loans, (iv) shall have an annual amortization schedule that is not greater than the annual Term Loan Repayment Amount and (v) shall have the same Effective Yield as that of the Term Loans; provided that (1) subject to clauses (i), (ii), (iii), (iv) and (v) above, the Incremental Term Loans may otherwise have terms and conditions different than the Term Loans so long as any differences shall be reasonably satisfactory to the Administrative Agent, (2) the documentation governing any Incremental Term Loans may include any Previously Absent Financial Maintenance Covenant so long as the Administrative Agent shall have been given prompt written notice thereof and this Agreement is amended to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant for the benefit of each Facility and (3) the documentation governing any Incremental Term Loans may include covenants or other provisions applicable only to periods after the Latest Maturity Date at such time.

(B) The Incremental Revolving Credit Commitment Increase shall be treated the same as the Revolving Credit Commitments (including with respect to maturity date thereof) and shall be considered to be part of the Revolving Credit Facility.

(C) The Additional Revolving Credit Commitments (i) shall rank equal in right of payment and of security with the Revolving Credit Loans and shall be secured only by all or a portion of the Collateral securing the Obligations (if applicable, pursuant to a Customary Intercreditor Agreement), (ii) shall not mature earlier than the Maturity Date applicable to the Revolving Credit Facility on the Incremental Facility Closing Date and shall require no mandatory commitment reduction prior to the Maturity Date applicable to the Revolving Credit Facility on the Incremental Facility Closing Date and (iii) shall have the same Effective Yield as the Revolving Credit Facility; provided that (1) subject to clauses (i), (ii) and (iii) above, the Additional Revolving Credit Commitments may otherwise have terms and conditions different from those of the Revolving Credit Facility so long as such differences shall be reasonably satisfactory to the Administrative Agent, (2) the documentation governing any Additional Revolving Credit Commitments may include any Previously Absent Financial Maintenance Covenant so long as the Administrative Agent shall have been given prompt written notice thereof and this Agreement is amended to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant for the benefit of each Facility (provided, further, however, that if the applicable Previously Absent Financial Maintenance Covenant is a “springing” financial maintenance covenant, the Previously Absent Financial Maintenance Covenant shall be automatically included in this agreement only for the benefit of each revolving credit facility hereunder (and not for the benefit of any term loan facility hereunder) and (3) the documentation governing any Additional Revolving Credit Commitments may include covenants or other provisions applicable only to periods after the Latest Maturity Date at such time.

(d) If the Borrower shall, in its sole discretion, seek commitments in respect of any Incremental Facility, it shall do so (i) first, on a ratable basis, from the existing Lenders (it being understood that no existing Lender with a Term Loan Commitment will have an obligation to make a portion of any Incremental Term Loan, no existing Lender with a Revolving Credit Commitment will have

any obligation to provide a portion of any Incremental Revolving Credit Commitment Increase and no existing Lender with a Revolving Credit Commitment will have an obligation to provide a portion of any Additional Revolving Credit Commitment); provided that if any such existing Lender has not given the Borrower written notice of its decision to participate in any such Incremental Facility within ten (10) Business Days after written notice by the Borrower seeking such commitment, each such existing Lender shall be deemed to have declined to participate in any such Incremental Facility, and (ii) thereafter, with respect to any portion of each Incremental Facility for which no existing Lender has committed to participate, from any other bank, financial institution, other institutional lender or other investor it chooses (any such other bank, financial institution, institutional lender or other investor being called an “Additional Lender”); provided that the Administrative Agent shall have consented (not to be unreasonably withheld) to such Lender’s or Additional Lender’s making such Incremental Term Loans or providing such Incremental Revolving Credit Commitment Increases or such Additional Revolving Credit Commitments if such consent would be required under Section 10.07(b) for an assignment of Loans or Commitments, as applicable, to such Lender or Additional Lender; provided, further, that, solely with respect to any Incremental Revolving Credit Commitment Increases or Additional Revolving Credit Commitments, the Swing Line Lenders and each L/C Issuer shall have consented (not to be unreasonably withheld) to such Additional Lender’s providing such Incremental Revolving Credit Commitment Increases or Additional Revolving Credit Commitments if such consent would be required under Section 10.07(b) for an assignment of Loans or Commitments, as applicable, to such Lender or Additional Lender; and provided further that the making of any such Incremental Term Loans or the provision of any such Incremental Revolving Credit Commitment Increases or such Additional Revolving Credit Commitments by any Purchasing Borrower Party or any Sponsor Affiliated Lender shall be subject to the provisions of Section 10.07(j) if such provisions would apply for an assignment of Loans or Commitments, as applicable, to such Purchasing Borrower Party or such Sponsor Affiliated Lender. Each notice from the Borrower pursuant to this Section 2.14 shall be given in writing and shall set forth the requested amount and proposed terms of the relevant Incremental Term Loans, Incremental Revolving Credit Commitment Increases or Additional Revolving Credit Commitments, as applicable.

(e) Commitments in respect of Incremental Term Loans, Incremental Revolving Credit Commitment Increases and Additional Revolving Credit Commitments shall become Commitments (or in the case of an Incremental Revolving Credit Commitment Increase to be provided by an existing Lender with a Revolving Credit Commitment, an increase in such Lender’s applicable Revolving Credit Commitment) under this Agreement pursuant to an amendment (an “Incremental Agreement”) to this Agreement and, as appropriate, the other Loan Documents, executed by the Borrower, each Lender agreeing to provide such Commitment, if any, each Additional Lender, if any, and the Administrative Agent. The Incremental Agreement may, subject to Section 2.14(c), without the consent of any other Lenders, effect such amendments to this Agreement and the other Loan Documents as may be necessary or advisable, in the reasonable opinion of the Administrative Agent and the Borrower, to effect the provisions of this Section (including, in connection with an Incremental Revolving Credit Commitment Increase, to reallocate Revolving Credit Exposure on a pro rata basis among the relevant Revolving Credit Lenders). The effectiveness of any Incremental Agreement shall be subject to the satisfaction on the date thereof (each, an “Incremental Facility Closing Date”) and the occurrence of any extension of credit thereunder shall be subject to the satisfaction of such conditions as the parties thereto shall agree. The Borrower will use the proceeds of the Incremental Term Loans, Incremental Revolving Credit Commitment Increases and Additional Revolving Credit Commitments for any purpose not prohibited by this Agreement; provided, however, that the proceeds of any Incremental Term Loans Incurred, and any Additional Revolving Credit Commitments provided, in either case as described in the proviso to Section 2.14(a), shall be used in accordance with the terms thereof.

(f) (i) No Lender shall be obligated to provide any Incremental Term Loans, Incremental Revolving Credit Commitment Increases or Additional Revolving Credit Commitments unless it so agrees.

(ii) Upon each increase in the Revolving Credit Commitments pursuant to this Section, each Lender with a Revolving Credit Commitment of such Class immediately prior to such increase will automatically and without further act be deemed to have assigned to each Lender providing a portion of the Incremental Revolving Credit Commitment Increase (each, an “Incremental Revolving Credit Commitment Increase Lender”) in respect of such increase, and each such Incremental Revolving Credit Commitment Increase Lender will automatically and without further act be deemed to have assumed, a portion of such Lender’s participations hereunder in outstanding Letters of Credit and Swing Line Loans such that, after giving effect to each such deemed assignment and assumption of participations, the percentage of the aggregate outstanding (A) participations hereunder in Letters of Credit and (B) participations hereunder in Swing Line Loans held by each Lender with a Revolving Credit Commitment of such Class (including each such Incremental Revolving Credit Commitment Increase Lender) will equal the percentage of the aggregate Revolving Credit Commitments of such Class of all Lenders represented by such Lender’s Revolving Credit Commitment of such Class. If, on the date of such increase, there are any Revolving Credit Loans of such Class outstanding, such Revolving Credit Loans shall on or prior to the effectiveness of such Incremental Revolving Credit Commitment Increase be prepaid from the proceeds of additional Revolving Credit Loans made hereunder (reflecting such increase in Revolving Credit Commitments of such Class), which prepayment shall be accompanied by accrued interest on the Revolving Credit Loans of such Class being prepaid and any costs incurred by any Lender in accordance with Section 3.05. The Administrative Agent and the Lenders hereby agree that the minimum borrowing, pro rata borrowing and pro rata payment requirements contained elsewhere in this Agreement shall not apply to the transactions effected pursuant to the immediately preceding sentence.

(g) This Section 2.14 shall supersede any provisions in Section 2.02(b) or 10.01 to the contrary. For the avoidance of doubt, any provisions of this Section 2.14 may be amended with the consent of the Required Lenders; provided no such amendment shall require any Lender to provide any Incremental Commitment without such Lender’s consent.

Section 2.15 [Reserved].

Section 2.16 Defaulting Lenders. Notwithstanding any provision of this Agreement to the contrary, if any Lender becomes a Defaulting Lender, then the following provisions shall apply for so long as such Lender is a Defaulting Lender:

(a) The Commitment Fee shall cease to accrue on any of the Revolving Credit Commitments of such Defaulting Lender pursuant to Section 2.09(a);

(b) The Commitment, Outstanding Amount of Term Loans and Revolving Credit Exposure of such Defaulting Lender shall not be included in determining whether all Lenders or the Required Lenders have taken or may take any action hereunder (including any consent to any amendment, waiver or other modification pursuant to Section 10.01); provided that any waiver, amendment or modification requiring the consent of all Lenders or each affected Lender which affects such Defaulting Lender disproportionately when compared to the other affected Lenders, or increases or extends the Commitment of such Defaulting Lender, shall require the consent of such Defaulting Lender;

(c) If any Swing Line Obligations or L/C Obligations exist at the time such Lender becomes a Defaulting Lender then:

(i) all or any part of the Swing Line Obligations or L/C Obligations of such Defaulting Lender shall be reallocated among the non-Defaulting Lenders in accordance with their respective Pro Rata Shares but only to the extent that the US Dollar Equivalent of the Revolving Credit Exposure of each non-Defaulting Lender does not exceed the Revolving Facility Commitment of such non-Defaulting Lender;

(ii) if the reallocation described in clause (i) above cannot, or can only partially, be effected, the Borrower shall within three (3) Business Days following notice by the Administrative Agent (x) first, prepay such Swing Line Obligations and (y) second, Cash Collateralize for the benefit of the L/C Issuer only such Defaulting Lender's L/C Obligations (after giving effect to any partial reallocation pursuant to clause (i) above) in accordance with the procedures set forth in Section 2.03(f) for so long as such L/C Obligations are outstanding;

(iii) if the Borrower Cash Collateralizes any portion of such Defaulting Lender's L/C Obligations pursuant to clause (ii) above, the Borrower shall not be required to pay any fees to such Defaulting Lender pursuant to Section 2.03(h) with respect to such Defaulting Lender's L/C Obligations during the period such Defaulting Lender's L/C Obligations are Cash Collateralized;

(iv) if the L/C Obligations of the non-Defaulting Lenders are reallocated pursuant to clause (i) above, then the fees payable to the Lenders pursuant to Sections 2.09(a) and 2.03(h) shall be adjusted in accordance with such non-Defaulting Lenders' Pro Rata Shares; and

(v) if all or any portion of such Defaulting Lender's L/C Obligations is neither reallocated nor Cash Collateralized pursuant to clause (i) or (ii) above, then, without prejudice to any rights or remedies of the L/C Issuer or any other Lender hereunder, all letter of credit fees payable under Section 2.03(h) with respect to such Defaulting Lender's L/C Obligations shall be payable to the L/C Issuer until and to the extent that such L/C Obligations are reallocated and/or Cash Collateralized; and

(d) So long as (i) such Lender is a Defaulting Lender and (ii) a reallocation pursuant to clauses (c)(i) or (c)(ii) above cannot be effectuated, the Swing Line Lenders shall not be required to fund any Swing Line Loan and the L/C Issuer shall not be required to issue, amend or increase any Letter of Credit, unless it has received assurances reasonably satisfactory to it that non-Defaulting Lenders will cover the related exposure and/or cash collateral will be provided by the Borrower in accordance with Section 2.16(c), and participating interests in any newly made Swing Line Loan or any newly issued or increased Letter of Credit shall be allocated among non-Defaulting Lenders in a manner consistent with Section 2.16(c)(i) (and such Defaulting Lender shall not participate therein).

(e) In the event that the Administrative Agent, the Borrower, the Swing Line Lenders and the L/C Issuer each agrees that a Defaulting Lender has adequately remedied all matters that caused such Lender to be a Defaulting Lender, then the Swing Line Obligations and L/C Obligations of the Revolving Credit Lenders shall be readjusted to reflect the inclusion of such Lender's Revolving Credit Commitment and on such date such Lender shall purchase at par such of the Revolving Credit Loans of the other Revolving Credit Lenders (other than Swing Line Loans) as the Administrative Agent shall determine may be necessary in order for such Lender to hold such Revolving Credit Loans in accordance

with its Pro Rata Share; provided that no adjustments will be made retroactively with respect to fees accrued or payments made by or on behalf of the Borrower while that Lender was a Defaulting Lender; provided, further, that, except to the extent otherwise expressly agreed by the affected parties, no change hereunder from Defaulting Lender to Lender will constitute a waiver or release of any claim of any party hereunder arising from such Lender's having been a Defaulting Lender.

Section 2.17 Bankers' Acceptances.

(a) Term. Each Bankers' Acceptance shall have a term equal to the Interest Period specified in the Committed Loan Notice. No term of any Bankers' Acceptance shall extend beyond the Maturity Date.

(b) BA Rate. On each date of a Revolving Credit Borrowing or other date on which Bankers' Acceptances are to be accepted, the Administrative Agent shall advise the Borrower as to its determination of the applicable BA Rate for the Bankers' Acceptances to be accepted.

(c) Purchase. Upon acceptance of a Bankers' Acceptance by a Revolving Credit Lender, such Revolving Credit Lender shall purchase, or arrange, the purchase of, such Bankers' Acceptance at the applicable BA Rate. The Revolving Credit Lender shall provide to the Administrative Agent in accordance in Section 2.02(b) the BA Proceeds less the BA Stamping Fee payable by the Borrower with respect to the Bankers' Acceptance.

(d) Sale. Each Revolving Credit Lender may from time to time hold, sell, rediscount or otherwise Dispose of any or all Bankers' Acceptances accepted and purchased by it.

(e) Power of Attorney for the Execution of Bankers' Acceptances. To facilitate the availment of the Revolving Credit Facility by Bankers' Acceptances, the Borrower hereby appoints each Revolving Credit Lender as its attorney to sign and endorse on its behalf, in handwriting or by facsimile or mechanical signature as and when deemed necessary by such Revolving Credit Lender, blank forms of B/As. In this respect, it is each Revolving Credit Lender's responsibility to maintain an adequate supply of blank forms of B/As for acceptance under this Agreement. The Borrower recognizes and agrees that all B/As signed and/or endorsed on its behalf by a Revolving Credit Lender shall bind the Borrower as fully and effectually as if signed in the handwriting of and duly issued by its proper signing officers. Each Revolving Credit Lender is hereby authorized to issue such B/As endorsed in blank in such face amounts as may be determined by such Revolving Credit Lender; provided that the aggregate amount thereof is equal to the aggregate amount of B/As required to be accepted and purchased by such Revolving Credit Lender. No Revolving Credit Lender shall be liable for any damage, loss or other claim arising by reason of any loss or improper use of any such instrument except for the gross negligence or willful misconduct of the Revolving Credit Lender or its officers, employees, agents or representatives. Each Revolving Credit Lender shall maintain a record with respect to B/As held by it in blank hereunder, voided by it for any reason, accepted and purchased by it hereunder, and cancelled at their respective maturities. Each Revolving Credit Lender agrees to provide such records to the Borrower at its expense upon request.

(f) Execution. Drafts drawn by the Borrower to be accepted as Bankers' Acceptances shall be signed by a Responsible Officer. Notwithstanding that any Person whose signature appears on any Bankers' Acceptance may no longer be an authorized signatory for the Borrower at the time of issuance of a Bankers' Acceptance, that signature shall nevertheless be valid and sufficient for all purposes as if the authority had remained in force at the time of issuance and any Bankers' Acceptance so signed shall be binding on the Borrower.

(g) Issuance. The Administrative Agent, promptly following receipt of a notice of a Revolving Credit Borrowing, conversion or continuation by way of Bankers' Acceptances, shall advise the Revolving Credit Lenders of the notice and shall advise each Revolving Credit Lender of the face amount of Bankers' Acceptances to be accepted by it and the applicable term (which shall be identical for all Revolving Credit Lenders). The aggregate face amount of Bankers' Acceptances to be accepted by a Revolving Credit Lender shall be determined by the Administrative Agent by reference to that Revolving Credit Lender's Pro Rata Share of the Revolving Credit Commitment of the issue of Bankers' Acceptances, except that, if the face amount of a Bankers' Acceptance which would otherwise be accepted by a Revolving Credit Lender would not be CDN\$100,000 or a whole multiple thereof, the face amount shall be increased or reduced by the Administrative Agent in its sole discretion to CDN\$100,000, or the nearest whole multiple of that amount, as appropriate; provided that after such issuance, no Revolving Credit Lender shall have aggregate outstanding Revolving Credit Loans in excess of its Revolving Credit Commitment.

(h) Rollover. At or before 10:00 A.M. (Toronto time) three (3) Business Days before the maturity date of any Bankers' Acceptances, the Borrower shall give to the Administrative Agent, written notice which notice shall specify either that the Borrower intends to repay the maturing Bankers' Acceptances on the maturity date or that the Borrower intends to issue Bankers' Acceptances on the maturity date to provide for payment of the maturing Bankers' Acceptances. If the Borrower fails to provide such notice to the Administrative Agent or fails to repay the maturing Bankers' Acceptances, or if an Event of Default has occurred and is continuing on such maturity date, the Borrower's obligations in respect of such Bankers' Acceptances shall convert on such maturity date into a Canadian Prime Rate Loan in an amount equal to the aggregate face amount of such Bankers' Acceptances. Otherwise, the Borrower shall provide payment to the Administrative Agent on behalf of the Revolving Credit Lenders of an amount equal to the aggregate face amount of the Bankers' Acceptances issued by the applicable Revolving Credit Lenders on their maturity date.

(i) Waiver of Presentment and Other Conditions. The Borrower waives presentment for payment and any other defense to payment of any amounts due to a Revolving Credit Lender in respect of a Bankers' Acceptance accepted and purchased by it pursuant to this Agreement which might exist solely by reason of the Bankers Acceptance being held, at the maturity thereof, by the Revolving Credit Lender in its own right and the Borrower agrees not to claim any days of grace if the Revolving Credit Lender as holder sues the Borrower on the Bankers' Acceptance for payment of the amount payable by the Borrower thereunder. On the specified maturity date of a B/A that has not been converted or continued in accordance with the terms hereof, the Borrower shall pay to the Revolving Credit Lender that has accepted such B/A the full face amount of such B/A and after such payment, the Borrower shall have no further liability in respect of such B/A and the Revolving Credit Lender shall be entitled to all benefits of, and be responsible for all payments due to third parties under such B/A.

(j) BA Equivalent Loans by Non-BA Lenders. Whenever the Borrower requests a Revolving Credit Loan by way of Bankers' Acceptance, each Revolving Credit Lender which is a Non-BA Lender shall, in lieu of accepting and purchasing Bankers' Acceptances, make a BA Equivalent Loan in an equivalent aggregate amount.

(k) Terms Applicable to Discount Notes. As set out in the definition of the Bankers' Acceptances, that term includes Discount Notes and all terms of this Agreement applicable to Bankers' Acceptances shall apply equally to Discount Notes evidencing BA Equivalent Loans with such changes as may in the context be necessary. For greater certainty:

(i) the term of a Discount Note shall be the same as the term for Bankers' Acceptances accepted and purchased on the same date of a Revolving Credit Borrowing in respect of the same Revolving Credit Loan;

(ii) an acceptance fee will be payable in respect of a Discount Note and shall be calculated at the same rate and in the same manner as the BA Stamping Fee in respect of a Bankers' Acceptance accepted and purchased on the same date of a Revolving Credit Borrowing in respect of the same Revolving Credit Loan; and

(iii) the interest rate applicable to a Discount Note shall be the BA Rate applicable to Bankers' Acceptances accepted by a Revolving Credit Lender on the same date of a Revolving Credit Borrowing in respect of the same Revolving Credit Loan.

The Borrower and each applicable Non-BA Lender hereby acknowledges and agrees that from time to time certain Non-BA Lenders may elect not to receive any Discount Notes, and the Borrower and each applicable Non-BA Lender agrees that with respect to any such Non-BA Lender, in lieu of receiving Discount Notes, the applicable BA Equivalent Loan may be evidenced by a loan account which such Non-BA Lender shall maintain in its name, and in such event such loan account shall be entitled to all the benefits of Discount Notes.

(l) Depository Bills and Notes Act (Canada). At the option of any Revolving Credit Lender, Bankers' Acceptances under this Agreement to be accepted by that Revolving Credit Lender may be issued in the form of depository bills for deposit with The Canadian Depository for Securities Limited pursuant to the Depository Bills and Notes Act (Canada). All depository bills so issued shall be governed by the provisions of this Section 2.17.

ARTICLE III

TAXES, INCREASED COSTS PROTECTION AND ILLEGALITY

Section 3.01 Taxes.

(a) Except as required by Law, any and all payments by any Loan Party to or for the account of any Agent or any Lender under any Loan Document shall be made free and clear of and without deduction for any Taxes. If any applicable Withholding Agent shall be required by any Laws to deduct any Taxes from or in respect of any sum payable under any Loan Document to any Agent or any Lender, (i) if such Taxes are Indemnified Taxes, the sum payable by the applicable Loan Party shall be increased as necessary so that after all required deductions have been made (including deductions applicable to additional sums payable under this Section 3.01), each of such Agent and such Lender receives an amount equal to the sum it would have received had no such deductions been made, (ii) such applicable Withholding Agent shall make such deductions, (iii) such applicable Withholding Agent shall pay the full amount deducted to the relevant Governmental Authority in accordance with applicable Laws, and (iv) within thirty (30) days after the date of such payment by such applicable Withholding Agent (or, if receipts or evidence are not available within thirty (30) days, as soon as possible thereafter), such applicable Withholding Agent shall furnish to Borrower and the Administrative Agent, as applicable, the original or a facsimile copy of a receipt evidencing payment thereof to the extent such a receipt is issued therefor, or other written proof of payment thereof that is reasonably satisfactory to the Administrative Agent.

(b) In addition, the Loan Parties agree to pay all Other Taxes.

(c) Without duplication of any amounts payable pursuant to Section 3.01(a) or Section 3.01(b), the Borrower agrees to indemnify each Agent and each Lender for (i) the full amount of Indemnified Taxes (including any Indemnified Taxes imposed or asserted by any jurisdiction on amounts payable under this Section 3.01) payable by such Agent and such Lender and (ii) any reasonable expenses arising therefrom or with respect thereto, in each case whether or not such Indemnified Taxes were correctly or legally imposed or asserted by the relevant Governmental Authority. A certificate as to the amount of such payment or liability delivered to the Borrower by a Lender (with a copy to the Administrative Agent), or by the Administrative Agent on its own behalf, shall be conclusive absent manifest error. Payment under this Section 3.01(c) shall be made within ten (10) days after the date such Lender or such Agent makes a demand therefor.

(d) If any Lender or Agent determines, in its reasonable discretion, that it has received a refund in respect of any Taxes as to which indemnification or additional amounts have been paid to it by a Loan Party pursuant to this Section 3.01, it shall promptly remit such refund as soon as practicable after it is determined that such refund pertains to Taxes as to which indemnification or additional amounts have been paid (but only to the extent of indemnity payments made, or additional amounts paid, by the Loan Party under this Section 3.01 with respect to the Taxes giving rise to such refund) to the applicable Loan Party, net of all reasonable out-of-pocket expenses of the Lender or Agent, as the case may be and without interest (other than any interest paid by the relevant taxing authority with respect to such refund); provided that the applicable Loan Party, upon the request of the Lender or Agent, as the case may be, agrees promptly to return such refund to such party in the event such party is required to repay such refund to the relevant Governmental Authority. Such Lender or Agent, as the case may be, shall, at the applicable Loan Party's request, provide the applicable Loan Party with a copy of any notice of assessment or other evidence of the requirement to repay such refund received from the relevant Governmental Authority (provided that such Lender or Agent may delete any information therein that such Lender or Agent reasonably deems confidential). Nothing contained herein shall interfere with the right of a Lender or Agent to arrange its tax affairs in whatever manner it thinks fit nor oblige any Lender or Agent to claim any tax refund or to make available its tax returns or disclose any information relating to its tax affairs or any computations in respect thereof or require any Lender or Agent to do anything that would prejudice its ability to benefit from any other refunds, credits, reliefs, remissions or repayments to which it may be entitled.

(e) Each Lender agrees that, upon the occurrence of any event giving rise to the operation of Section 3.01(a) or (c) with respect to such Lender it will, if requested by the Borrower, use commercially reasonable efforts (subject to legal and regulatory restrictions) to designate another Applicable Lending Office for any Loan or Letter of Credit affected by such event; provided that such efforts are made on terms that, in the judgment of such Lender, cause such Lender and its Applicable Lending Office(s) to suffer no material economic, legal or regulatory disadvantage, and provided, further, that nothing in this Section 3.01(e) shall affect or postpone any of the Obligations of the Borrower or the rights of such Lender pursuant to Section 3.01(a) or (c).

(f) Each Lender shall, at such times as are reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent, provide the Borrower and the Administrative Agent with any documentation prescribed by Law, or reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent, certifying as to any entitlement of such Lender to an exemption from, or reduction in, any withholding Tax with respect to any payments to be made to such Lender under any Loan Document. In addition, each Lender, if reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent, shall deliver such other documentation prescribed by applicable Laws or reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent as will enable the Borrower or the Administrative Agent to determine whether or not such Lender is subject to backup withholding or information reporting requirements. Each such Lender shall, whenever a lapse in time or change in circumstances renders such documentation (including any documentation specifically

referenced below) expired, obsolete or inaccurate in any material respect, deliver promptly to the Borrower and the Administrative Agent updated or other appropriate documentation or promptly notify the Borrower and the Administrative Agent in writing of its inability to do so. Notwithstanding any other provision of this clause (f), a Lender shall not be required to deliver any form that such Lender is not legally eligible to deliver.

(g) If a payment made to a Lender under any Loan Document would be subject to U.S. federal withholding Tax imposed by FATCA if such Lender were to fail to comply with the applicable reporting requirements of FATCA (including those contained in Section 1471(b) or 1472(b) of the Code, as applicable), such Lender shall deliver to the Borrower and the Administrative Agent at the time or times prescribed by law and at such time or times reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent such documentation prescribed by applicable law (including as prescribed by Section 1471(b)(3)(C)(i) of the Code) and such additional documentation reasonably requested by the Borrower or the Administrative Agent as may be necessary for the Borrower and the Administrative Agent to comply with their obligations under FATCA and to determine that such Lender has complied with such Lender's obligations under FATCA or to determine the amount to deduct and withhold from such payment. Solely for purposes of this clause (g), "FATCA" shall include any amendments made to FATCA after the date of this Agreement.

(h) For the avoidance of doubt, the term "Lender" shall, for purposes of this Section 3.01, include any L/C Issuer and any Swing Line Lender.

(i) Notwithstanding anything to the contrary in this Section 3.01, no Loan Party shall have any obligation to indemnify any Lender for any incremental interest, penalties, additions to tax or expenses resulting from the failure of such Lender to notify the Borrowers of such indemnification claim within 180 days after the date on which such Lender receives written notice from the applicable taxing authority of the specific assessment or deficiency giving rise to such indemnification claim.

Section 3.02 Illegality.

(a) If any Lender reasonably determines that due to any Change in Law after the Closing Date it is unlawful, or that any Governmental Authority that is a court, statutory board or commission has asserted that it is unlawful, for any Lender or its Applicable Lending Office to make, maintain or fund Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, to determine or charge interest rates based upon the Libor Rate or BA Rate as contemplated by this Agreement, then, on notice thereof by such Lender to the Borrower through the Administrative Agent, in respect of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, (A) any obligation of such Lender to make or continue Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans or to convert US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans to Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, shall be suspended until such Lender notifies the Administrative Agent and the Borrower that the circumstances giving rise to such determination no longer exist, (B) upon receipt of such notice, the Borrower shall upon demand from such Lender (with a copy to the Administrative Agent), prepay in the case of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, such Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, that have become unlawful or, if applicable, convert (x) all Libor Rate Loans of such Lender to US Base Rate Loans and (y) all Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans of such Lender to Canadian Prime Rate Loans, either on the last day of the Interest Period therefor, if such Lender may lawfully continue to maintain such Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, to such day, or promptly, if such Lender may not lawfully continue to maintain such Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, and (C) upon any such prepayment or conversion, the Borrower shall also pay accrued interest on the amount so prepaid or converted and all amounts due, if any, in connection with such prepayment or

conversion under Section 3.05. Each Lender agrees to designate a different Applicable Lending Office if such designation will avoid the need for any such notice and will not, in the good faith judgment of such Lender, otherwise be materially disadvantageous to such Lender.

(b) If any provision of this Agreement or any of the other Loan Documents would obligate the Borrower to make any payment of interest or other amount payable to any Secured Party in an amount or calculated at a rate which would be prohibited by law or would result in a receipt by that Secured Party of “interest” at a “criminal rate” (as such terms are construed under the Criminal Code (Canada)), then, notwithstanding such provision, such amount or rate shall be deemed to have been established by the mutual mistake of the Secured Party and the Borrower and shall be deemed to have been adjusted with retroactive effect to the maximum amount or rate of interest, as the case may be, as would not be so prohibited by applicable law or so result in a receipt by the Secured Party of “interest” at a “criminal rate”, such adjustment to be effected, to the extent necessary (but only to the extent necessary), as follows:

(i) first, by reducing the amount or rate of interest required to be paid; and

(ii) thereafter, by reducing any fees, commissions, costs, expenses, premiums and other amounts required to be paid which would constitute interest for purposes of Section 347 of the Criminal Code (Canada).

Section 3.03 Inability to Determine Rates. If the Required Lenders determine that, for any reason, adequate and reasonable means do not exist for determining the Libor Rate or BA Rate for any requested Interest Period with respect to a proposed Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan, or that the Libor Rate or BA Rate for any requested Interest Period with respect to a proposed Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan does not adequately and fairly reflect the cost to such Lenders of funding such Loan, or that Dollar deposits are not being offered to banks in the London interbank eurocurrency market for the applicable amount and the Interest Period of such Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan, as applicable, the Administrative Agent will promptly so notify the Borrower and each Lender. Thereafter, the obligation of the Lenders to make or maintain Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances and/or BA Equivalent Loans shall be suspended until the Administrative Agent (upon the instruction of the Required Lenders) revokes such notice. Upon receipt of such notice, the Borrower may revoke any pending request for a Borrowing of, conversion to or continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans or, failing that, will be deemed to have converted such request into a request for a Borrowing of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, in the amount specified therein.

Section 3.04 Increased Cost and Reduced Return; Capital Adequacy; Reserves on Libor Rate Loans.

(a) If any Lender determines that as a result of any Change in Law after the Closing Date, there shall be any actual increase in the cost to such Lender of agreeing to make or making, funding or maintaining any Libor Rate Loan, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loan or issuing or participating in Letters of Credit, or a reduction in the amount received or receivable by such Lender in connection with any of the foregoing (excluding for purposes of this Section 3.04(a) any such increased costs or reduction in amount resulting from (i) Indemnified Taxes, (ii) taxes described in clauses (b) through (d) of the definition of Excluded Taxes, (iii) Connection Income Taxes or (iv) reserve requirements contemplated by Section 3.04(c)), then from time to time within fifteen (15) Business Days after demand by such Lender setting forth in reasonable detail such actual increased costs (with a copy of such demand to the Administrative Agent given in accordance with Section 3.06), the Borrower shall pay

to such Lender such additional amounts as will compensate such actual Lender for such increased cost or reduction.

(b) If any Lender determines that a Change in Law regarding capital adequacy after the Closing Date has the effect of reducing the actual rate of return on the capital of such Lender or any corporation controlling such Lender as a consequence of such Lender's obligations hereunder (taking into consideration its policies with respect to capital adequacy and such Lender's desired return on capital), then from time to time upon demand of such Lender setting forth in reasonable detail the charge and the calculation of such actual reduced rate of return (with a copy of such demand to the Administrative Agent given in accordance with Section 3.06), the Borrower shall pay to such Lender such additional amounts as will compensate such Lender for such reduction within fifteen (15) days after receipt of such demand.

(c) The Borrower shall pay to each Lender, (i) as long as such Lender shall be required to maintain reserves with respect to liabilities or assets consisting of or including Eurocurrency funds or deposits, additional interest on the unpaid principal amount of each Libor Rate Loan equal to the actual costs of such reserves allocated to such Loan by such Lender (as determined by such Lender in good faith, which determination shall be conclusive in the absence of demonstrable error), and (ii) as long as such Lender shall be required to comply with any reserve ratio requirement or analogous requirement of any other central banking or financial regulatory authority imposed in respect of the maintenance of the Commitments or the funding of the Libor Rate Loans, such actual additional costs (expressed as a percentage per annum and rounded upwards, if necessary, to the nearest five decimal places) equal to the actual costs allocated to such Commitment or Loan by such Lender (as determined by such Lender in good faith, which determination shall be conclusive absent demonstrable error) which in each case shall be due and payable on each date on which interest is payable on such Loan; provided the Borrower shall have received at least fifteen (15) days' prior notice (with a copy to the Administrative Agent) of such additional interest or cost from such Lender. If a Lender fails to give notice fifteen (15) days prior to the relevant Interest Payment Date, such additional interest or cost shall be due and payable fifteen (15) days after receipt of such notice.

(d) Subject to Section 3.06(b), failure or delay on the part of any Lender to demand compensation pursuant to this Section 3.04 shall not constitute a waiver of such Lender's right to demand such compensation.

(e) If any Lender requests compensation under this Section 3.04, then such Lender will, if requested by the Borrower, use commercially reasonable efforts to designate another Applicable Lending Office for any Loan or Letter of Credit affected by such event; provided that nothing in this Section 3.04(e) shall affect or postpone any of the Obligations of the Borrower or the rights of such Lender pursuant to Section 3.04(a), (b), (c) or (d).

(f) Notwithstanding anything in this Section 3.04 to the contrary, no Lender shall receive compensation pursuant to this Section 3.04, unless such Lender is generally seeking compensation from other borrowers in the U.S. leveraged loan market with respect to its similarly affected loans under agreements with such borrowers having provisions similar to this Section 3.04.

Section 3.05 Funding Losses. Upon demand of any Lender (with a copy to the Administrative Agent) from time to time, the Borrower shall promptly compensate such Lender for and hold such Lender harmless from any actual loss, cost or expense (but excluding, for the avoidance of doubt, any lost profits) incurred by it as a result of:

(a) any continuation, conversion, payment or prepayment of any Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan on a day other than the last day of the Interest Period for such Loan; or

(b) any failure by the Borrower (for a reason other than the failure of such Lender to make a Loan) to prepay, borrow, continue or convert any Loan (other than a US Base Rate Loan or a Canadian Prime Rate Loan) on the date or in the amount notified by the Borrower;

including any actual loss or expense arising from the liquidation or reemployment of funds obtained by it to maintain such Loan or from fees actually paid to terminate the deposits from which such funds were obtained.

Section 3.06 Matters Applicable to All Requests for Compensation.

(a) Any Agent or any Lender claiming compensation under this Article III shall deliver a certificate to the Borrower setting forth the additional amount or amounts to be paid to it hereunder which shall be conclusive in the absence of demonstrable error. In determining such amount, such Agent or such Lender may use any reasonable averaging and attribution methods.

(b) With respect to any Lender's claim for compensation under Section 3.02, Section 3.03 or Section 3.04, the Borrower shall not be required to compensate such Lender for any amount incurred more than one hundred and eighty (180) days prior to the date that such Lender notifies the Borrower of the event that gives rise to such claim; provided that if the circumstance giving rise to such claim is retroactive, then such 180-day period referred to above shall be extended to include the period of retroactive effect thereof. If any Lender requests compensation by the Borrower under Section 3.04, the Borrower may, by notice to such Lender (with a copy to the Administrative Agent), suspend the obligation of such Lender to make or continue Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans from one Interest Period to another, or to convert US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans into Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, until the event or condition giving rise to such request ceases to be in effect (in which case the provisions of Section 3.06(c) shall be applicable); provided that such suspension shall not affect the right of such Lender to receive the compensation so requested.

(c) If the obligation of any Lender to make or continue any Libor Rate Loan, Bankers' Acceptance or BA Equivalent Loan from one Interest Period to another, or to convert US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans into Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, shall be suspended pursuant to Section 3.06(b) hereof, such Lender's Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans shall be automatically converted into US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, on the last day(s) of the then current Interest Period(s) for such Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans (or, in the case of an immediate conversion required by Section 3.02, on such earlier date as required by Law) and, unless and until such Lender gives notice as provided below that the circumstances specified in Section 3.02, Section 3.03 or Section 3.04 hereof that gave rise to such conversion no longer exist:

(i) to the extent that such Lender's Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans have been so converted, all payments and prepayments of principal that would otherwise be applied to such Lender's Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans shall be applied instead to its US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable; and

(ii) all Loans that would otherwise be made or continued from one Interest Period to another by such Lender as Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans shall be made or continued instead as US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, and all US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans of such Lender that would otherwise be converted into Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, shall remain as US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable.

(d) If any Lender gives notice to the Borrower (with a copy to the Administrative Agent) that the circumstances specified in Section 3.02, Section 3.03 or Section 3.04 hereof that gave rise to the conversion of such Lender's Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans pursuant to this Section 3.06 no longer exist (which such Lender agrees to do promptly upon such circumstances ceasing to exist) at a time when Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans made by other Lenders are outstanding, such Lender's US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans, as applicable, shall be automatically converted to Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, on the first day(s) of the next succeeding Interest Period(s) for such outstanding Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, to the extent necessary so that, after giving effect thereto, all Loans held by the Lenders holding Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable, and by such Lender are held pro rata (as to principal amounts, interest rate basis, and Interest Periods) in accordance with their respective Commitments.

Section 3.07 Replacement of Lenders under Certain Circumstances.

(a) If at any time (i) any Lender requests reimbursement for amounts owing pursuant to Section 3.01 or Section 3.04 as a result of any condition described in such Sections or any Lender ceases to make Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans as a result of any condition described in Section 3.02, or Section 3.04, (ii) any Lender becomes a Defaulting Lender or (iii) any Lender is a Non-Consenting Lender, then the Borrower may, on prior written notice to the Administrative Agent and such Lender, replace such Lender by requiring such Lender to (and such Lender shall be obligated to) assign pursuant to Section 10.07(b) (with the assignment fee to be waived by the Administrative Agent in such instance) all of its rights and obligations under this Agreement (or, with respect to clause (iii) above, all of its rights and obligations with respect to the Class of Loans or Commitments that is the subject of the related consent, waiver or amendment) to one or more Eligible Assignees; provided that neither the Administrative Agent nor any Lender shall have any obligation to the Borrower to find a replacement Lender or other such Person; and provided, further, that in the case of any such assignment resulting from a Lender becoming a Non-Consenting Lender, the applicable Eligible Assignees shall have agreed to the applicable departure, waiver or amendment of the Loan Documents.

(b) Any Lender being replaced pursuant to Section 3.07(a) above shall (i) execute and deliver an Assignment and Assumption with respect to such Lender's Commitment and outstanding Loans and participations in L/C Obligations and Swing Line Loans, as applicable; provided that the failure of any such Lender to execute an Assignment and Assumption shall not render such assignment invalid and such assignment shall be recorded in the Register and (ii) deliver the Notes, if any, evidencing such Loans to the Borrower or Administrative Agent. Pursuant to such Assignment and Assumption, (A) the assignee Lender shall acquire all or a portion, as the case may be, of the assigning Lender's Commitment and outstanding Loans and participations in L/C Obligations and Swing Line Loans, as applicable, (B) all obligations of the Borrower owing to the assigning Lender relating to the Loans and participations so assigned shall be paid in full by the assignee Lender to such assigning Lender concurrently with such assignment and assumption, and any amounts owing to the assigning Lender (other than a Defaulting Lender) under Section 3.05 as a consequence of such assignment shall have been paid by the Borrower to

the assigning Lender and (C) upon such payment and, if so requested by the assignee Lender, the assignor Lender shall deliver to the assignee Lender the appropriate Note or Notes executed by the Borrower, whereupon the assignee Lender shall become a Lender hereunder and the assigning Lender shall cease to constitute a Lender hereunder with respect to such assigned Loans, Commitments and participations, except with respect to indemnification provisions under this Agreement, which shall survive as to such assigning Lender.

(c) Notwithstanding anything to the contrary contained above, any Lender that acts as an L/C Issuer may not be replaced hereunder at any time that it has any Letter of Credit outstanding hereunder unless arrangements reasonably satisfactory to such L/C Issuer (including the furnishing of a back-up standby letter of credit in form and substance, and issued by an issuer, reasonably satisfactory to such L/C Issuer, or the depositing of cash collateral into a cash collateral account in amounts and pursuant to arrangements reasonably satisfactory to such L/C Issuer) have been made with respect to each such outstanding Letter of Credit and the Lender that acts as the Administrative Agent may not be replaced hereunder except in accordance with the terms of Section 9.09.

(d) In the event that (i) the Borrower or the Administrative Agent has requested that the Lenders consent to a departure, termination, discharge or waiver of any provisions of the Loan Documents or agree to any amendment thereto, (ii) the consent, termination, discharge, waiver or amendment in question requires the agreement of all Lenders in accordance with the terms of Section 10.01, and (iii) the Required Lenders have agreed to such consent, waiver or amendment, then any Lender who does not agree to such consent, waiver or amendment shall be deemed a “Non-Consenting Lender.”

(e) Notwithstanding anything herein to the contrary, each party hereto agrees that any assignment pursuant to the terms of this Section 3.07 may be effected pursuant to an Assignment and Assumption executed by the Borrower, the Administrative Agent and the Eligible Assignee and that the Lender making such assignment need not be a party thereto.

Section 3.08 Survival. All of the Borrower’s obligations under Section 3.01, Section 3.04, Section 3.06 and Section 3.07 shall survive termination of the Aggregate Commitments and repayment of all other Obligations hereunder.

ARTICLE IV

CONDITIONS PRECEDENT TO CREDIT EXTENSIONS

Section 4.01 Conditions of Initial Credit Extension. The obligation of each Lender to make its initial Credit Extension hereunder is subject to satisfaction of the following conditions precedent except as otherwise agreed between the Borrower and the Administrative Agent:

(a) The Administrative Agent’s receipt of the following, each of which shall be originals or facsimiles (followed promptly by originals) unless otherwise specified, each properly executed by a Responsible Officer of the signing Loan Party:

(i) executed counterparts of this Agreement and the Guaranty;

(ii) each Collateral Document set forth on Schedule 1.01A required to be executed on the Closing Date as indicated on such schedule, duly executed by each Loan Party thereto, together with (except as provided in such Collateral Documents);

- (A) certificates, if any, representing the pledged equity referred to therein for Wholly Owned Restricted Subsidiaries (other than Excluded Subsidiaries) organized under the laws of the U.S. or Canada and accompanied by undated stock powers executed in blank and instruments evidencing the pledged debt referred to therein endorsed in blank;
- (B) evidence that all financing statements (or equivalent) under the Uniform Commercial Code, the PPSA (in Canadian provinces other than Quebec) or the RPMRR (in Quebec) have been filed or are otherwise in a form appropriate for filing.

or arrangements reasonably satisfactory to the Administrative Agent shall have been made for the execution, delivery and filing of such Collateral Documents;

- (iii) certificates substantially in the form of Exhibit J for the Borrower and each Guarantor which attach (A) resolutions or other action documentation, (B) incumbency certificates, (C) Organizational Documents, (D) share registers (except with respect to any Guarantor organized in the United States); and (E) good standing certificates (or equivalent) for the Borrower and each Guarantor;

- (iv) an opinion from Blake, Cassels & Graydon LLP, Canadian counsel to the Loan Parties;

- (v) an opinion from Duane Morris LLP, Florida counsel to the Loan Parties;

- (vi) a certificate, in the form of Exhibit N, attesting to the Solvency of the Borrower and its Subsidiaries (on a consolidated basis) on the Closing Date after giving effect to the Transactions occurring on the Closing Date, from the Chief Financial Officer of the Borrower; and

- (vii) a Committed Loan Notice or Letter of Credit Application, as applicable, relating to the initial Credit Extensions.

(b) All fees and expenses required to be paid hereunder on the Closing Date (including those referred to in Section 2.09(c)) shall, substantially concurrently with the initial Borrowing under the Term Loans, have been paid (which amounts may, at the Borrower's option, be offset against the proceeds of the Term Loans).

(c) The Lead Arrangers shall have received (i) the Audited Financial Statements and (ii) the Unaudited Financial Statements.

(d) Prior to or substantially simultaneously with the initial Credit Extension and the Amalgamation, the Closing Date Refinancing shall have been consummated.

(e) The Administrative Agent and the Lead Arrangers shall have received all documentation and other information about the Borrower and the Guarantors as has been reasonably requested in writing at least ten (10) Business Days prior to the Closing Date by the Administrative Agent or the Lead Arrangers that they reasonably determine is required by U.S. or Canadian regulatory authorities under applicable "know your customer" and anti-money laundering rules and regulations, including without limitation the USA PATRIOT Act.

(f) Prior to or substantially simultaneously with the initial Credit Extension, (i) the Equity Contribution shall have been made, (ii) the Yield-Accruing Preferred Equity shall have been issued, and (iii) the Acquisition shall be consummated in all material respects in accordance with the terms of the Purchase Agreement, after giving effect to any modifications, amendments, consents or waivers thereto, other than those that are materially adverse to the Lenders, unless consented to by the Lead Arrangers (such consent not to be unreasonably withheld, delayed or conditioned).

(g) The Specified Purchase Agreement Representations and Specified Representations shall be true and correct in all material respects on and as of the Closing Date; provided that to the extent that such representations and warranties specifically refer to an earlier date, they shall be true and correct in all material respects as of such earlier date; provided, further, that any representation and warranty that is qualified as to “materiality,” “Material Adverse Effect” or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates.

(h) The Lead Arrangers shall have received a pro forma consolidated balance sheet and related pro-forma consolidated statement of income of the Borrower as of, and for the twelve month period ending on, the last day of the most recently completed four fiscal quarter period ended at least 45 days prior to the Closing Date, prepared after giving effect to the Transactions as if the Transactions had occurred as of such date (in the case of such balance sheet) or at the beginning of such period (in the case of such statement of income).

(i) Except as set forth in the Disclosure Schedule (as defined in the Purchase Agreement), no Material Adverse Effect (as defined in the Purchase Agreement) shall have occurred since December 31, 2014.

The making of the initial Credit Extensions by the Lenders hereunder shall conclusively be deemed to constitute an acknowledgement by the Administrative Agent and each Lender that each of the conditions precedent set forth in this Section 4.01 shall have been satisfied in accordance with its respective terms or shall have been irrevocably waived by such Person.

Section 4.02 Conditions to All Credit Extensions. The obligation of each Lender to honor any Request for Credit Extension (other than (i) a Committed Loan Notice requesting only a conversion of Loans to the other Type, or a continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, (ii) borrowings made pursuant to Section 2.14, which may be subject to different conditions precedent and representations but only if so agreed by the Borrower and the applicable Lenders, and (iii) borrowings in the form of Incremental Term Loans in connection with a Limited Condition Acquisition) is subject to the following conditions precedent:

(a) Except in the case of the Credit Extensions on the Closing Date, the representations and warranties contained in Article V or any other Loan Document, shall be true and correct in all material respects on and as of the date of such Credit Extension; provided that to the extent that such representations and warranties specifically refer to an earlier date, they shall be true and correct in all material respects as of such earlier date; provided, further, that any representation and warranty that is qualified as to “materiality,” “Material Adverse Effect” or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates.

(b) Except in the case of the Credit Extensions on the Closing Date, no Default shall exist, or would result from such proposed Credit Extension or from the application of the proceeds therefrom.

(c) The Administrative Agent and, if applicable, the relevant L/C Issuer or the relevant Swing Line Lender shall have received a Request for Credit Extension in accordance with the requirements hereof.

Each Request for Credit Extension (other than (i) a Committed Loan Notice requesting only a conversion of Loans to the other Type or a continuation of Libor Rate Loans, Bankers' Acceptances or BA Equivalent Loans or (ii) a Credit Extension of Incremental Term Loans (x) which may be subject to different conditions precedent and representations but only if so agreed by the Borrower and the applicable Lenders or (y) in connection with a Limited Condition Acquisition) submitted by the Borrower shall be deemed to be a representation and warranty that the conditions specified in Sections 4.02(a) and (b) have been satisfied on and as of the date of the applicable Credit Extension.

ARTICLE V

REPRESENTATIONS AND WARRANTIES

The Borrower represents and warrants to the Agents and the Lenders that:

Section 5.01 Existence, Qualification and Power; Compliance with Laws. Each Loan Party and each other Restricted Subsidiary (a) is a Person duly incorporated, organized or formed, and validly existing and in good standing under the Laws of the jurisdiction of its incorporation or organization, (b) has all requisite power and authority to (i) own or lease its assets and carry on its business and (ii) in the case of each Loan Party, execute, deliver and perform its obligations under the Loan Documents to which it is a party, (c) is duly qualified and in good standing under the Laws of each jurisdiction where its ownership, lease or operation of properties or the conduct of its business requires such qualification, (d) is in compliance with all Laws, orders, writs, injunctions and orders and (e) has all requisite governmental licenses, authorizations, consents and approvals to operate its business as currently conducted; except in each case referred to in clause (b)(i), (c), (d) or (e), to the extent that failure to do so could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.02 Authorization; No Contravention. The execution, delivery and performance by each Loan Party of each Loan Document to which such Person is a party, are within such Loan Party's corporate or other powers, have been duly authorized by all necessary corporate or other organizational action, and do not and will not (a) conflict with or contravene the terms of any of such Person's Organization Documents or any shareholder agreement, (b) result in any breach or contravention of, or the creation of any Lien under (other than under the Loan Documents), or require any payment to be made under (i) any Contractual Obligation to which such Person is a party or affecting such Person or the properties of such Person or any of its Subsidiaries or (ii) any order, injunction, writ or decree of any Governmental Authority or any arbitral award to which such Person or its property is subject; or (c) violate any Law; except with respect to any conflict, breach or contravention or payment or violation (but not creation of Liens) referred to in clauses (b) or (c), to the extent that such conflict, breach, contravention or payment or violation could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.03 Governmental Authorization; Other Consents. No approval, consent, exemption, authorization, or other action by, or notice to, or filing with, any Governmental Authority or any other Person is necessary or required in connection with (a) the execution, delivery or performance by, or enforcement against, any Loan Party of this Agreement or any other Loan Document, or (b) the grant by any Loan Party of the Liens granted by it pursuant to the Collateral Documents or the perfection of the Liens created under the Collateral Documents, except for (i) filings necessary to perfect the Liens on the Collateral granted by the Loan Parties in favor of the Secured Parties, (ii) the approvals, consents,

exemptions, authorizations, actions, notices and filings which have been duly obtained, taken, given or made and are in full force and effect and (iii) those approvals, consents, exemptions, authorizations or other actions, notices or filings, the failure of which to obtain or make could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.04 Binding Effect. Each Loan Party has duly executed and delivered each Loan Document to which it is a party and each such Loan Document constitutes a legal, valid and binding obligation of such Loan Party, enforceable in accordance with its terms, subject to the effects of bankruptcy, insolvency, fraudulent conveyance, reorganization and other similar laws relating to or affecting creditors' rights generally and by general principles of equity (whether considered in a proceeding in equity or law).

Section 5.05 Financial Statements; No Material Adverse Effect.

(a) The Audited Financial Statements and Unaudited Financial Statements fairly present in all material respects the financial condition of the Borrower and its consolidated Subsidiaries as of the dates thereof and its results of operations for the periods covered thereby in accordance with GAAP consistently applied throughout the periods covered thereby, except (i) to the extent provided in the notes thereto subject, in the case of the Unaudited Financial Statements, to changes resulting from audit, normal year-end audit adjustments and to the absence of footnotes and (ii) as otherwise disclosed to the Administrative Agent prior to the Closing Date.

(b) Since the Closing Date, there has been no event or circumstance, either individually or in the aggregate, that has had or could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Each Lender and the Administrative Agent hereby acknowledges and agrees that the Borrower and its Subsidiaries may be required to restate historical financial statements as the result of the implementation of changes in GAAP or the interpretation thereof, and that such restatements will not result in a Default under the Loan Documents (including any effect on any conditions required to be satisfied on the Closing Date) to the extent that the restatements do not reveal any material omission, misstatement or other material inaccuracy in the reported information from actual results for any relevant prior period.

Section 5.06 Litigation. Except as set forth on Schedule 5.06, there are no actions, suits, proceedings, claims or disputes pending or, to the knowledge of the Borrower, threatened in writing, at law, in equity, in arbitration or before any Governmental Authority, by or against the Borrower or any Restricted Subsidiary or against any of their properties or revenues that either individually or in the aggregate, could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.07 Ownership of Property; Liens. Each Loan Party and each of its Restricted Subsidiaries has good and defensible title in fee simple to, or valid leasehold interests in, or easements or other limited property interests in, all property necessary in the ordinary conduct of its business, free and clear of all Liens except for minor defects in title that do not materially interfere with its ability to conduct its business or to utilize such assets for their intended purposes and Liens permitted under the Loan Documents and except where the failure to have such title or other interest could not reasonably be expected to have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect.

Section 5.08 Environmental Compliance.

(a) There are no actions, suits or proceedings pending or, to the knowledge of the Borrower, threatened in writing against the Borrower or any Restricted Subsidiary alleging violation of, or liability under, any applicable Environmental Law that would, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

(b) Except as would not reasonably be expected to have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect, there has been no Release of Hazardous Materials by the Borrower or any Restricted Subsidiary (and, to the knowledge of the Borrower, there are no Hazardous Substances present) at, on, under or from any location currently or formerly owned, leased or used by the Borrower or any Restricted Subsidiary in violation or in excess of applicable limits pursuant to applicable Environmental Laws.

(c) Except as would not reasonably be expected to result, individually or in the aggregate, in a Material Adverse Effect, the Borrower and the Restricted Subsidiaries are in compliance with all applicable Environmental Laws.

(d) Except as would not reasonably be expected to result, individually or in the aggregate, in a Material Adverse Effect, to Borrower's knowledge, no conditions or facts exist that would reasonably be expected result in liability under, or impose an obligation with respect to, Environmental Law for the Borrower or any Restricted Subsidiary.

Section 5.09 Taxes. The Borrower and each Restricted Subsidiary have timely filed all federal, provincial, state, municipal, foreign and other material tax returns and reports required to be filed, and have timely paid all federal, provincial, state, municipal, foreign and other taxes, assessments, fees and other governmental charges levied or imposed upon them or their properties, income or assets otherwise due and payable, except those which are being contested in good faith by appropriate proceedings diligently conducted and for which adequate reserves have been provided in accordance with GAAP and, except for failures to file or pay as could not, either individually or in the aggregate, reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect. There are no Tax audits, deficiencies, assessments or other claims with respect to the Borrower or any Restricted Subsidiary that could, either individually or in the aggregate, reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect.

Section 5.10 Compliance with ERISA and other Pension Laws.

(a) Except as would not, either individually or in the aggregate, reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect, (i) each Plan is in compliance in with the applicable provisions of ERISA, the Code and other federal or state Laws, and (ii) each Foreign Plan established, sponsored or maintained by any Loan Party has been registered, established, invested, administered and maintained in compliance with all applicable Laws.

(b) Except as would not, either individually or in the aggregate, reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect, (i) No ERISA Event with respect to a Pension Plan or Multiemployer Plan, has occurred; (ii) neither any Loan Party nor any ERISA Affiliate has incurred, any liability (an no event has occurred which, with the giving of notice under Section 4219 of ERISA would result in such liability) under Section 4201 et seq. or 4243 of ERISA with respect to a Multiemployer Plan; (iii) neither any Loan Party nor any ERISA Affiliate has engaged in a transaction that could be subject to Section 4069 or 4212(c) of ERISA; provided that with respect to Multiemployer Plans, the representations and warranties in this Section 5.10, other than with respect to liability under Sections 4201 and 4204 of

ERISA, are made to the knowledge of the Loan Parties; and (iv) no Foreign Pension Event has occurred or is reasonably expected to occur.

(c) Neither the Borrower nor any Restricted Subsidiary sponsors or contributes to a Foreign Plan which needs to be registered pursuant to Canadian pension legislation and which includes a defined benefits component.

Section 5.11 Subsidiaries; Equity Interests. As of the Closing Date and after giving effect to the Transactions occurring on the Closing Date, neither the Borrower nor any other Loan Party has any Subsidiaries other than those specifically disclosed in Schedule 5.11, and all of the outstanding Equity Interests in the Borrower and its Subsidiaries have been validly issued, and to the extent such concepts exist with respect to such Equity Interests, are fully paid and nonassessable and all Equity Interests owned by Holdings or any other Loan Party are owned free and clear of all Liens except (i) those created under the Collateral Documents and (ii) any Lien that is permitted by Section 7.01.

As of the Closing Date and after giving effect to the Transaction occurring on the Closing Date, Schedule 5.11 sets forth (a) the name and jurisdiction of organization of each Subsidiary, (b) sets forth the ownership interest of Holdings, the Borrower and any of their Restricted Subsidiaries in each of their Subsidiaries, including the percentage of such ownership and (c) identifies each Person the Equity Interests of which are required to be pledged on the Closing Date pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement.

Section 5.12 Margin Regulations; Investment Company Act.

(a) As of the Closing Date, none of the Collateral is comprised of any Margin Stock. No Loan Party is engaged, principally or as one of its important activities, in the business of purchasing or carrying margin stock (within the meaning of Regulation U issued by the Federal Reserve Board), or extending credit for the purpose of purchasing or carrying margin stock, and no proceeds of any Borrowings will be used for any purpose that violates Regulation U or Regulation X of FRB.

(b) None of the Loan Parties is an “investment company” within the meaning of the Investment Company Act of 1940, as amended.

Section 5.13 Disclosure.

(a) None of the written factual information or written factual data (taken as a whole) heretofore or contemporaneously furnished by Holdings, the Borrower, any of their respective Restricted Subsidiaries or any of their respective authorized representatives in writing to any Agent or any Lender on or before the Closing Date for purposes of or in connection with this Agreement or any transaction contemplated herein contained any untrue statement of material fact or omitted to state any material fact necessary to make such information and data (taken as a whole) not materially misleading at such time (after giving effect to all supplements so furnished prior to such time) in light of the circumstances under which such information or data was furnished; it being understood and agreed that for purposes of this Section 5.13(a), such factual information and data shall not include projections (including financial estimates, forecasts and other forward-looking information), pro forma financial information or information of a general economic or general industry nature.

(b) The projections contained in the information and data referred to in Section 5.13(a) were prepared in good faith based upon assumptions believed by Holdings and the Borrower to be reasonable at the time made; it being recognized by the Agents and the Lenders that such projections are as to future events and are not to be viewed as facts, the projections are subject to

significant uncertainties and contingencies, many of which are beyond the control of Holdings, the Borrower and the Restricted Subsidiaries, that no assurance can be given that any particular projections will be realized and that actual results during the period or periods covered by any such projections may differ from the projected results and such differences may be material.

Section 5.14 Intellectual Property; Licenses, Etc. Each of the Loan Parties and the other Restricted Subsidiaries own, license or possess the right to use, all of the trademarks, service marks, trade names, domain names, copyrights, patents, patent rights, technology, software, know-how, database rights, design rights and other intellectual property rights (collectively, “IP Rights”) that are necessary for the operation of their respective businesses as currently conducted, except to the extent such failure to own, license, or possess, either individually or in the aggregate, could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect, and, to the knowledge of the Borrower, without violation of the intellectual property rights of any Person, except to the extent such violations, either individually or in the aggregate, could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect. To the knowledge of the Borrower, no IP Rights owned by or purported to be owned by the Loan Parties (the “Owned IP Rights”) infringe upon any rights held by any Person except for such infringements, individually or in the aggregate, which could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect. No claim or litigation regarding any such Owned IP Rights is pending or, to the knowledge of the Borrower, threatened in writing against any Loan Party or Restricted Subsidiary, which, either individually or in the aggregate, could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.15 Solvency. On the Closing Date after giving effect to the Transactions occurring on the Closing Date, the Loan Parties and their Subsidiaries, on a consolidated basis, are Solvent.

Section 5.16 Collateral Documents. The Collateral Documents are effective to create in favor of the Collateral Agent for the benefit of the Secured Parties legal, valid and enforceable Liens on, and security interests in, the Collateral and, (i) when all appropriate filings or recordings are made in the appropriate offices as may be required under applicable Laws (which filings or recordings shall be made to the extent required hereunder or under any Collateral Document), including any filings with the United States Patent and Trademark Office, United States Copyright Office or the Canadian Intellectual Property Office, and (ii) upon the taking of possession or control by the Collateral Agent of such Collateral with respect to which a security interest may be perfected only by possession or control (which possession or control shall be given to the Collateral Agent to the extent required by any Collateral Document), such Collateral Document will constitute fully perfected Liens on, and security interests in, all right, title and interest of the Loan Parties in such Collateral (in the case of IP Rights, only to the extent perfection can be achieved by the foregoing), in each case subject to no Liens other than the applicable Liens permitted under the Loan Documents.

Section 5.17 Use of Proceeds. The proceeds of the Term Loans and the Revolving Credit Loans shall be used in a manner consistent with the uses set forth in the Preliminary Statements to this Agreement.

Section 5.18 Senior Indebtedness. The Obligations constitute “Senior Indebtedness” (or similar or comparable term) of the Borrower under any agreement, indenture or instrument pursuant to which any Subordinated Debt is Incurred.

Section 5.19 AML Legislation. Neither the Borrower nor any other Loan Party is in violation of any AML Legislation.

Section 5.20 Anti-Corruption Laws and Sanctions. The Borrower and each other Loan Party and their respective officers and employees and to the knowledge of the Borrower its directors and agents,

are in compliance with Anti-Corruption Laws and applicable Sanctions and are not knowingly engaged in any activity that would reasonably be expected to result in the Borrower being designated as a Sanctioned Person. None of (a) the Borrower, or any other Loan Party or, to the knowledge of the Borrower or such Loan Party, any of their respective directors, officers or employees, or (b) to the knowledge of the Borrower or such Loan Party, any agent of the Borrower or any other Loan Party that will act in any capacity in connection with or benefit from the credit facilities established hereby, is a Sanctioned Person. No Loan or Letter of Credit, use of proceeds or other transaction contemplated by this Agreement will violate Anti-Corruption Laws or applicable Sanctions.

Section 5.21 Compliance with Regulatory Requirements. Except as disclosed in Schedule 5.21, each Loan Party is in compliance with the Federal Food, Drug, and Cosmetic Act, 21 U.S.C. § 301 et seq., the Federal Trade Commission Act, 15 U.S.C. §§ 41 et seq., the Food and Drugs Act (Canada), the Canada Agricultural Products Act (Canada), the Safe Food for Canadians Act (Canada), the Consumer Packaging and Labelling Act (Canada), the Controlled Drugs and Substances Act (Canada) and all regulations promulgated thereunder and the programs and practices established by Health Canada, the Canadian Food Inspection Agency, the Food and Drug Administration, the Federal Trade Commission and all applicable regulators to the extent each governs a Loan Party's research, manufacture, fabrication, treatment, processing, testing, clinical trials, instructions or protocol for use, storage, transportation, import, export, advertising, promotion, sale, licensing, handling, distribution, packaging and labeling of the products of the Loan Parties; in each case except to the extent that failure to do so could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 5.22 Fiscal Year. The fiscal year of the Borrower ends on December 31.

ARTICLE VI

AFFIRMATIVE COVENANTS

So long as any Lender shall have any Commitment hereunder, any Loan or other Obligation (other than Hedging Obligations, Cash Management Obligations and contingent indemnification obligations and other contingent obligations) hereunder which is accrued and payable shall remain unpaid or unsatisfied, or any Letter of Credit shall remain outstanding (unless such Letters of Credit have been Cash Collateralized), the Borrower shall, and shall (except in the case of the covenants set forth in Section 6.01, Section 6.02 and Section 6.03) cause each Restricted Subsidiary to:

Section 6.01 Financial Statements. Deliver to the Administrative Agent for prompt further distribution to each Lender:

(a) as soon as available, but in any event within ninety (90) days after the end of each fiscal year of the Borrower (or, with respect to the first fiscal year ended after the Closing Date, as soon as available, but in any event within one hundred twenty (120) days after the end of such fiscal year), an audited consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries and, if different, an audited consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, in each case as at the end of such fiscal year, and the related audited consolidated statements of income or operations, shareholders' equity and cash flows for such fiscal year (or, in lieu of such audited consolidated financial statements of the Borrower and the Restricted Subsidiaries, a detailed reconciliation, reflecting such financial information for the Borrower and the Restricted Subsidiaries, on the one hand, and the Borrower and its consolidated Subsidiaries, on the other hand), setting forth in each case in comparative form the figures for the previous fiscal year, all in reasonable detail and prepared in accordance with GAAP, and except with respect to any such reconciliation, audited and accompanied by a report and opinion of an independent registered public accounting firm of nationally recognized standing, which report and opinion

shall (i) be prepared in accordance with generally accepted auditing standards and (ii) not be subject to any “going concern” or like qualification or any qualification or exception as to the scope of such audit; and

(b) as soon as available, but in any event, within forty-five (45) days after the end of each of the first three (3) fiscal quarters of each fiscal year of the Borrower (or, with respect to the first three (3) fiscal quarters of the Borrower ended after the Closing Date, as soon as available, but in any event within sixty (60) days after the end of each such fiscal quarter), a consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries and, if different, a consolidated balance sheet of the Borrower and the Restricted Subsidiaries, in each case as at the end of such fiscal quarter, and the related (i) consolidated statements of income or operations for such fiscal quarter and for the portion of the fiscal year then ended and (ii) consolidated statements of cash flows for the portion of the fiscal year then ended (or in lieu of such consolidated financial statements of the Borrower and the Restricted Subsidiaries, a detailed reconciliation, reflecting such financial information for the Borrower and the Restricted Subsidiaries, on the one hand, and the Borrower and its consolidated Subsidiaries on the other hand), setting forth in each case in comparative form the figures for the corresponding fiscal quarter of the previous fiscal year and the corresponding portion of the previous fiscal year, all in reasonable detail and certified by a Responsible Officer of the Borrower as fairly presenting in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the Borrower and its consolidated Subsidiaries (or, in the case of any reconciliation, the Borrower and its Restricted Subsidiaries) in accordance with GAAP, subject to changes resulting from audit and normal year-end audit adjustments and to the absence of footnotes.

Section 6.02 Certificates; Other Information. Deliver to the Administrative Agent for prompt further distribution to each Lender:

(a) no later than five (5) days after the delivery of the financial statements referred to in Section 6.01(a) and (b), a duly completed Compliance Certificate (which shall include a Pro Forma Adjustment Certificate, if applicable) signed by a Responsible Officer of the Borrower;

(b) promptly after the same are publicly available, copies of all annual, regular, periodic and special reports and registration statements which the Borrower files with the SEC, the Quebec Securities Commission or with any Governmental Authority that may be substituted therefor (other than amendments to any registration statement (to the extent such registration statement, in the form it became effective, is delivered to the Administrative Agent), exhibits to any registration statement and, if applicable, any registration statement on Form S-8) and in any case not otherwise required to be delivered to the Administrative Agent pursuant hereto;

(c) together with the delivery of the financial statements pursuant to Section 6.01(a) and each Compliance Certificate pursuant to Section 6.02(a), (i) a report setting forth the information required by Section 3.03 of the U.S. Security Agreement and Section 9.1 of the Quebec Security Documents (or confirming that there has been no change in such information since the Closing Date or the date of the last Compliance Certificate), (ii) a list of Subsidiaries that identifies each Immaterial Subsidiary as of the date of delivery of such Compliance Certificate or a confirmation that there is no change in such information since the later of the Closing Date or the date of the last such list and (iii) such other information required by the Compliance Certificate;

(d) no later than ninety (90) days (or, with respect to the first fiscal year ended after the Closing Date, one hundred twenty (120) days) following the first day of each fiscal year of the Borrower (commencing with the first day of the fiscal year of the Borrower ended December 31, 2016), an annual budget (on a quarterly basis) for such fiscal year in form customarily prepared by the Borrower;

(e) not later than any date on which financial statements are delivered with respect to any period in which a Pro Forma Adjustment is made, a certificate of a Responsible Officer of the Borrower setting forth the amount of such Pro Forma Adjustment and, in reasonable detail, the calculations and basis therefor;

(f) [reserved];

(g) as promptly as reasonably practicable after delivery of the financial statements pursuant to Section 6.01(a) and Section 6.01(b), if requested by the Required Lenders, hold a conference call with Lenders to discuss the results of operations for the relevant reporting period; and

(h) with reasonable promptness, but subject to the limitations set forth in the last sentence of Section 6.09 and Section 10.08, such other information (financial or otherwise) as the Administrative Agent on its own behalf or on behalf of any Lender may reasonably request in writing from time to time.

Documents required to be delivered pursuant to Section 6.01(a) and (b) and Section 6.02(b) may be delivered electronically and if so delivered, shall be deemed to have been delivered on the date (i) on which the Borrower posts such documents, or provides a link thereto on the Borrower's website on the Internet at the website address listed on Schedule 10.02; or (ii) on which such documents are posted on the Borrower's behalf on IntraLinks/IntraAgency or another relevant website, if any, to which each Lender and the Administrative Agent have access (whether a commercial, third-party website or whether sponsored by the Administrative Agent); provided that: (i) upon written request by the Administrative Agent, the Borrower shall deliver paper copies of such documents to the Administrative Agent for further distribution to each Lender until a written request to cease delivering paper copies is given by the Administrative Agent and (ii) the Borrower shall notify (which may be by facsimile or electronic mail) the Administrative Agent of the posting of any such documents and provide to the Administrative Agent by electronic mail electronic versions (i.e., soft copies) of such documents. Notwithstanding the foregoing, if requested by the Administrative Agent, the Borrower shall deliver originally executed Compliance Certificates to the Administrative Agent (in addition to the electronic copies pursuant to the foregoing). Each Lender shall be solely responsible for timely accessing posted documents or requesting delivery of paper copies of such documents from the Administrative Agent and maintaining its copies of such documents.

Section 6.03 Notices. Promptly after a Responsible Officer obtains actual knowledge thereof, notify the Administrative Agent:

(a) of the occurrence of any Default, which notice shall specify the nature thereof, the period of existence thereof and what action the Borrower proposes to take with respect thereto;

(b) any litigation or governmental proceeding or investigation (including, without limitation, pursuant to any applicable Environmental Laws) pending against the Borrower or any of the Subsidiaries that could reasonably be expected to be determined adversely and, if so determined, to result in a Material Adverse Effect;

(c) of the occurrence of any ERISA Event with respect to a Pension Plan or a Foreign Pension Event with respect to a Foreign Plan, in each case, that would individually or in the aggregate reasonably be expected to have a Material Adverse Effect; and

(d) of any implementation, sponsoring or contribution to a Foreign Plan which is required to be registered pursuant to relevant Canadian legislation or the *Income Tax Act* (Canada).

Section 6.04 Maintenance of Existence. (a) Preserve, renew and maintain in full force and effect its legal existence under the Laws of the jurisdiction of its organization and (b) take all reasonable action to maintain all rights, privileges (including its good standing), permits, licenses, consents, franchises and approvals necessary or desirable in the normal conduct of its business, except in the case of clauses (a) and (b), (i) to the extent that failure to do so could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect (other than with respect to the Borrower in clause (a)) or (ii) pursuant to a transaction permitted by Section 7.04 or Section 7.05.

Section 6.05 Maintenance of Properties. Except if the failure to do so could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect, (a) maintain, preserve and protect all of its properties and equipment necessary in the operation of its business in good working order, repair and condition, ordinary wear and tear excepted and casualty or condemnation excepted, and (b) make all necessary renewals, replacements, modifications, improvements, upgrades, extensions and additions thereof or thereto in accordance with prudent industry practice.

Section 6.06 Maintenance of Insurance. Maintain with financially sound and reputable insurance companies (in the good faith determination of the Borrower), insurance with respect to its properties and business against loss or damage of the kinds customarily insured against by Persons engaged in the same or similar business, of such types and in such amounts (after giving effect to any self-insurance reasonable and customary for similarly situated Persons engaged in the same or similar businesses as the Borrower and its Restricted Subsidiaries) as are customarily carried under similar circumstances by such other Persons (in the good faith determination of the Borrower), provided, Borrower shall in any event maintain civil liability coverage of at least \$30,000,000. If any portion of any Mortgaged Property is at any time located in an area identified by the Federal Emergency Management Agency (or any successor agency) as a special flood hazard area with respect to which flood insurance has been made available under the National Flood Insurance Act of 1968 (as now or hereafter in effect or successor act thereto), then, to the extent required by applicable Laws, the Borrower shall, or shall cause each Loan Party to, (i) maintain, or cause to be maintained, with a financially sound and reputable insurer, flood insurance in an amount reasonably satisfactory to the Administrative Agent and otherwise sufficient to comply with all applicable rules and regulations promulgated pursuant to the Flood Insurance Laws and (ii) deliver to the Administrative Agent evidence of such compliance in form and substance reasonably acceptable to the Administrative Agent.

Section 6.07 Compliance with Laws. Except as disclosed in Schedule 5.21, comply in all respects with the requirements of all Laws and all orders, writs, injunctions, decrees and judgments applicable to it or to its business or property (including without limitation Environmental Laws, the Federal Food, Drug, and Cosmetic Act, 21 U.S.C. § 301 et seq., the Federal Trade Commission Act, 15 U.S.C. §§ 41 et seq., the Food and Drugs Act (Canada), the Canada Agricultural Products Act (Canada), the Safe Food for Canadians Act (Canada), the Consumer Packaging and Labelling Act (Canada), the Controlled Drugs and Substances Act (Canada) and all regulations promulgated thereunder (as well as the programs and practices established by Health Canada, the Canadian Food Inspection Agency, the Food and Drug Administration, the Federal Trade Commission and all applicable regulators to the extent each governs a Loan Party's research, manufacture, fabrication, treatment, processing, testing, clinical trials, instructions or protocol for use, storage, transportation, import, export, advertising, promotion, sale, licensing, handling, distribution, packaging and labeling of the products of the Loan Parties), ERISA, FCPA, OFAC, Anti-Corruption Laws and the AML Legislation), except if the failure to comply therewith would not, individually or in the aggregate reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

Section 6.08 Books and Records. Maintain proper books of record and account, in which entries that are full, true and correct in all material respects and are in conformity with GAAP consistently

applied shall be made of all material financial transactions and matters involving the assets and business of the Borrower or such Restricted Subsidiary, as the case may be.

Section 6.09 Inspection Rights. Permit representatives and independent contractors of the Administrative Agent and each Lender to, at the Borrower's expense (subject to the limitations below) visit and inspect any of its properties and to discuss its affairs, finances and accounts with its directors, officers, and independent public accountants, all at the reasonable expense of the Borrower and at such reasonable times during normal business hours and as often as may be reasonably desired, upon reasonable advance notice to the Borrower; provided that, excluding any such visits and inspections during the continuation of an Event of Default, only the Administrative Agent on behalf of the Lenders may exercise rights of the Administrative Agent and the Lenders under this Section 6.09 and the Administrative Agent shall not exercise such rights more often than one (1) time during any calendar year; provided, further, that when an Event of Default exists, the Administrative Agent or any Lender (or any of their respective representatives or independent contractors) may do any of the foregoing at the expense of the Borrower as often as desired, at any time during normal business hours and upon reasonable advance notice. The Administrative Agent and the Lenders shall give the Borrower the opportunity to participate in any discussions with the Borrower's independent public accountants. Notwithstanding anything to the contrary in this Section 6.09, none of the Borrower or any Restricted Subsidiary will be required to disclose or permit the inspection or discussion of, any document, information or other matter (i) that constitutes non-financial trade secrets or non-financial proprietary information, (ii) in respect of which disclosure to the Administrative Agent or any Lender (or their respective representatives or contractors) is prohibited by Law or any binding agreement or (iii) that is subject to attorney client or similar privilege or constitutes attorney work product.

Section 6.10 Covenant to Guarantee Obligations and Give Security. At the Borrower's expense, take all action necessary or reasonably requested by the Administrative Agent to ensure that the Collateral and Guarantee Requirement (subject to the limitations set forth therein and in the Collateral Documents) continues to be satisfied, including:

(a) upon the formation or acquisition of any new direct or indirect Wholly-Owned Domestic Subsidiary (in each case, other than an Unrestricted Subsidiary or an Excluded Subsidiary) by any Loan Party, the designation in accordance with Section 6.13 of any existing direct or indirect Wholly-Owned Subsidiary as a Restricted Subsidiary, or any Wholly-Owned Restricted Subsidiary ceasing to be an Excluded Subsidiary:

(i) within sixty (60) days after such formation, acquisition, designation or occurrence or such longer period as the Administrative Agent may agree in its reasonable discretion:

(A) cause each such Restricted Subsidiary that is required to become a Guarantor under the Collateral and Guarantee Requirement to furnish to the Administrative Agent a description of the Material Real Properties owned by such Restricted Subsidiary in detail reasonably satisfactory to the Administrative Agent;

(B) cause each such Restricted Subsidiary that is required to become a Guarantor pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement to duly execute and deliver to the Administrative Agent or the Collateral Agent (as appropriate) Mortgages, pledges, assignments, hypothecs, the applicable Security Agreement Supplements and other security agreements and documents or joinders or supplements thereto (including

without limitation, with respect to Mortgages, the documents listed in Section 6.12(b)), as reasonably requested by and in form and substance reasonably satisfactory to the Administrative Agent and the Collateral Agent (consistent with the Mortgages, the applicable Security Agreement and other Collateral Documents in effect on the Closing Date), in each case granting Liens required by the Collateral and Guarantee Requirement;

- (C) cause each such Restricted Subsidiary that is required to become a Guarantor pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement to deliver any and all certificates representing Equity Interests (other than Excluded Equity Interests and only to the extent certificated) that are required to be pledged pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement, accompanied by undated stock powers or other appropriate instruments of transfer executed in blank (or any other documents customary under local Law) and instruments evidencing the Indebtedness held by such Restricted Subsidiary and required to be pledged pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement (including the execution of the Subordinated Intercompany Note), indorsed in blank to the Collateral Agent; and
- (D) take and cause such Restricted Subsidiary and each direct or indirect parent of such Restricted Subsidiary that is required to become a Guarantor pursuant to the Collateral and Guarantee Requirement to take whatever action (including the recording of Mortgages, the filing of financing statements (or equivalent) and delivery of share and membership interest certificates, if any) may be necessary in the reasonable opinion of the Collateral Agent to vest in the Collateral Agent (or in any representative of the Collateral Agent designated by it) valid and perfected Liens required by the Collateral and Guarantee Requirement, enforceable against all third parties in accordance with their terms.
- (E) deliver to the Collateral Agent with respect to each Material Real Property, upon the Administrative Agent's reasonable request, existing surveys, existing title reports, existing title insurance policies and existing environmental assessments in the possession or under the reasonable control of such Restricted Subsidiary.

If any Lender determines, acting reasonably, that any applicable Law has made it unlawful, or that any Governmental Authority has asserted that it is unlawful, for such Lender to hold or benefit from a Lien over real property pursuant to any Law of the United States or any State thereof, any Law of Canada or any province thereof, or any other local law such Lender may notify the Administrative Agent and disclaim any benefit of such security interest to the extent of such illegality; provided, that such determination or disclaimer shall not invalidate or render unenforceable such Lien for the benefit of any other Lender or Secured Party.

Section 6.11 Use of Proceeds. Use the proceeds of any Credit Extension in respect of the Term Loans or the Revolving Credit Loans as of the Closing Date, whether directly or indirectly, in a manner consistent with the uses set forth in the Preliminary Statements to this Agreement. The proceeds of any Incremental Term Loan Facility, the proceeds of any Revolving Credit Loans made pursuant to any

Incremental Revolving Credit Commitment Increase and the proceeds of any Additional Revolving Credit Loans made pursuant to any Additional Revolving Credit Commitments, as applicable, may be used for working capital requirements and other general corporate purposes of the Borrower and its Subsidiaries including the financing of acquisitions, other investments and dividends, other distributions on account of the Equity Interests of the Borrower (or any Parent Entity thereof) permitted hereunder and any other use not explicitly prohibited under the Loan Documents.

Section 6.12 Further Assurances and Post-Closing Conditions.

(a) Subject to the limitations set forth in the definition of Collateral and Guarantee Requirement and in the Collateral Documents, promptly upon reasonable request by the Administrative Agent or the Collateral Agent (i) correct any material defect or error that may be discovered in the execution, acknowledgment, filing or recordation of any Collateral Document or other document or instrument relating to any Collateral, and (ii) do, execute, acknowledge, deliver, record, re-record, file, re-file, register and re-register any and all such further acts, deeds, certificates, assurances and other instruments as the Administrative Agent or the Collateral Agent may reasonably request from time to time in order to carry out more effectively the purposes of this Agreement and the Collateral Documents.

(b) In the case of any Material Real Property (other than leasehold interests), provide the Collateral Agent with Mortgages and otherwise satisfy the applicable Collateral and Guarantee Requirements with respect to such owned real property within sixty (60) days (or such longer period as the Collateral Agent may agree in its sole discretion) of the acquisition of such real property in each case together with:

(i) evidence that counterparts of the Mortgages have been duly executed, acknowledged and delivered and are in form suitable for filing or recording in all filing or recording offices that the Collateral Agent may deem reasonably necessary or desirable in order to create a valid and subsisting perfected Lien on the property and/or rights described therein in favor of the Collateral Agent for the benefit of the Secured Parties and that all filing and recording taxes and fees have been paid or otherwise provided for in a manner reasonably satisfactory to the Collateral Agent;

(ii) Mortgage Policies in form and substance, with endorsements and in amounts, reasonably acceptable to the Collateral Agent (not to exceed the value of the real properties covered thereby), issued, coinsured and reinsured by title insurers reasonably acceptable to the Collateral Agent, insuring the Mortgages to be valid subsisting Liens on the property described therein, free and clear of all defects and encumbrances, subject to Liens permitted by Section 7.01, and providing for such other affirmative insurance (including endorsements for future advances under the Loan Documents) and such coinsurance and direct access reinsurance as the Collateral Agent may reasonably request, provided that, with respect to Material Real Property situated in the Province of Québec, no Mortgage Policies shall be required if Borrower provides Collateral Agent with title opinions in respect of such Material Real Property in form and substance and issued by legal counsel satisfactory to the Collateral Agent, acting reasonably; and

(iii) opinions of local counsel for the Loan Parties in states or provinces in which the real properties are located, with respect to the enforceability and perfection of the Mortgages and any related fixture filings in form and substance reasonably satisfactory to the Collateral Agent.

(c) Execute and/or deliver the documents and/or complete the tasks set forth on Schedule 6.12, in each case within the time limits specified on such schedule (or such longer period as the Administrative Agent may agree in its discretion).

(d) The Borrower shall deliver to the Administrative Agent and each Lender requesting the same, all such documentation and other information about any Loan Party as well as any other present or after-acquired Subsidiary that the Administrative Agent or such Lender reasonably determines is required by U.S. or Canadian regulatory authorities under applicable “know your customer” and anti-money laundering rules and regulations, including without limitation the AML Legislation and the USA PATRIOT Act.

Section 6.13 Designation of Subsidiaries. The Board of Directors of the Borrower may at any time designate any Restricted Subsidiary as an Unrestricted Subsidiary or any Unrestricted Subsidiary as a Restricted Subsidiary by notice to the Administrative Agent, provided that, in each case, (i) no Event of Default is then continuing or would result therefrom and (ii) the Borrower is in compliance, on a Pro Forma Basis, with the Financial Covenants as of the end of the most recent Test Period. The designation of any Restricted Subsidiary as an Unrestricted Subsidiary after the Closing Date shall constitute an Investment by the Borrower therein at the date of designation in an amount equal to the Fair Market Value of such Subsidiary at such time. The designation of any Unrestricted Subsidiary as a Restricted Subsidiary shall constitute the Incurrence at the time of designation of any Indebtedness or Liens of such Subsidiary existing at such time.

Section 6.14 Payment of Taxes. The Borrower will pay and discharge, and will cause each of the Restricted Subsidiaries to pay and discharge, all taxes, assessments and governmental charges or levies imposed upon it or upon its income or profits, or upon any properties belonging to it, in each case on a timely basis, and all lawful claims which, if unpaid, may reasonably be expected to become a lien or charge upon any properties of the Borrower or any of the Restricted Subsidiaries not otherwise permitted under this Agreement; provided that neither the Borrower nor any of the Restricted Subsidiaries shall be required to pay any such tax, assessment, charge, levy or claim which is being contested in good faith and by proper proceedings if it has maintained adequate reserves with respect thereto in accordance with GAAP or if the failure to pay would not reasonably be expected to constitute a Material Adverse Effect.

Section 6.15 Nature of Business. The Borrower and its Restricted Subsidiaries, taken as a whole, will not fundamentally and substantively alter the character of their business, taken as a whole, from the business conducted by the Borrower and its Restricted Subsidiaries, taken as a whole, on the Closing Date and other business activities incidental, related or ancillary to any of the foregoing.

Section 6.16 Guarantor Coverage Test. Except with the written consent of the Required Lenders and subject to Section 6.10 and Section 6.12, and notwithstanding any other provision of this Agreement (including Sections 7.02, 7.04 and 7.05), the Borrower and the Restricted Subsidiaries shall not permit that, at any time:

(a) the combined (without duplication) Loan Party Adjusted EBITDA for the most recently ended Test Period of all of the Loan Parties be less than 85% of the Consolidated EBITDA of the Borrower and its Restricted Subsidiaries (determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term “Consolidated EBITDA” (and in the component financial definitions used therein) were references to the Borrower and all of its Subsidiaries on a consolidated basis in accordance with GAAP) for the most recently ended Test Period; and

(b) the combined (without duplication) Loan Party Assets of all of the Loan Parties as of the last day of the most recently ended Test Period be less than 85% of Consolidated Total Assets the

Borrower and its Restricted Subsidiaries (determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term “Consolidated Total Assets” were references to the Borrower and all of its Subsidiaries on a consolidated basis in accordance with GAAP) as of the last day of the most recently ended Test Period.

Notwithstanding anything in this Section 6.16 to the contrary, (i) if during any period any Restricted Subsidiary is unable to become a Loan Party due to clause (b) of the definition of “Excluded Subsidiary”, the amount of Consolidated EBITDA attributable to such Restricted Subsidiary for such period (calculated on an unconsolidated basis and excluding all intercompany items) and the amount of total assets of such Restricted Subsidiary (as of the date of determination and calculated on an unconsolidated basis and excluding all intercompany items) shall not be included in the determination of Consolidated EBITDA (determined as set forth in clause (a) above) and Consolidated Total Assets (determined as set forth in clause (b) above) for the purposes of the calculations required by this Section 6.16, and (ii) the amount of Loan Party Adjusted EBITDA generated from any assets (x) located or titled outside of the U.S. or Canada or (y) for which valid and perfected security can only be granted by way of an action in a non-U.S. or non-Canadian jurisdiction or by way of a security or pledge agreement governed by the laws of a non-U.S. or non-Canadian jurisdiction, shall be included in the determination of the relevant Loan Party Adjusted EBITDA; provided that each such exclusion, with respect to clause (i) above, and each such inclusion, with respect to clause (ii) above, shall be subject to the consent of the Required Lenders (such consent not to be unreasonably withheld or delayed).

Section 6.17 End of Fiscal Years; Fiscal Quarters. The Borrower will not change its fiscal year from ending on December 31; provided, however, that the Borrower may, upon written notice to the Administrative Agent, change the financial reporting convention specified above to any other financial reporting convention reasonably acceptable to the Administrative Agent (such consent not to be unreasonably withheld or delayed), in which case the Borrower and the Administrative Agent will, and are hereby authorized by the Lenders to, make any adjustments to this Agreement and the other Loan Documents that are necessary in order to reflect such change in financial reporting.

ARTICLE VII

NEGATIVE COVENANTS

So long as any Lender shall have any Commitment hereunder, any Loan or other Obligation (other than Hedging Obligations, Cash Management Obligations and contingent indemnification obligations and other contingent obligations) hereunder which is accrued and payable shall remain unpaid or unsatisfied, or any Letter of Credit shall remain outstanding (unless such Letters of Credit have been Cash Collateralized), the Borrower shall not, nor shall it permit any of its Restricted Subsidiaries to, directly or indirectly (and, in the case of Section 7.10, Holdings shall not):

Section 7.01 Liens. Create, incur, assume or suffer to exist any Lien upon any of its property, assets or revenues, whether now owned or hereafter acquired, other than the following:

(a) Liens created pursuant to (i) the Loan Documents to secure the Obligations or permitted in respect of any Mortgaged Property by the terms of the applicable Mortgage, (ii) [reserved] and (iii) any documentation in connection with any Incremental Term Loans or Incremental Revolving Credit Commitments;

(b) Liens existing on the Closing Date and set forth on Schedule 7.01(b);

(c) Liens for Taxes, assessments or governmental charges which are not overdue for a period of more than thirty (30) days or which are either (i) being contested in good faith and by appropriate proceedings diligently conducted, if adequate reserves with respect thereto are maintained on the books of the applicable Person to the extent required in accordance with GAAP or (ii) with respect to which the failure to make payment could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect;

(d) inchoate, statutory or common law Liens of landlords, lessors, carriers, warehousemen, mechanics, materialmen, repairmen, construction contractors or other like Liens arising in the ordinary course of business which secure amounts (i) that are not overdue for a period of more than thirty (30) days or if more than thirty (30) days overdue, are unfiled (or if filed have been discharged or stayed) and no other action has been taken to enforce such Lien or which are being contested in good faith and by appropriate proceedings diligently conducted, if adequate reserves with respect thereto are maintained on the books of the applicable Person to the extent required in accordance with GAAP or (ii) with respect to which the failure to make payment could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect;

(e) [reserved];

(f) (i) pledges or deposits in the ordinary course of business in connection with workers' compensation, unemployment insurance and other social security legislation and (ii) pledges and deposits in the ordinary course of business securing liability for reimbursement or indemnification obligations of (including obligations in respect of letters of credit or bank guarantees for the benefit of) insurance carriers providing property, casualty or liability insurance to the Borrower or any Restricted Subsidiary;

(g) Liens incurred or deposits made to secure the performance of bids, trade contracts, governmental contracts and leases (other than Indebtedness for borrowed money), statutory obligations, surety, stay, customs and appeal bonds, performance bonds and other obligations of a like nature (including those to secure health, safety and environmental obligations) incurred in the ordinary course of business;

(h) easements, rights-of-way, restrictions (including zoning restrictions), encroachments, protrusions and other similar encumbrances and minor title defects affecting real property which, in the aggregate, do not in any case materially impair or interfere with the value or the use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, taken as a whole, and any exception on the title policies issued in connection with the Mortgaged Property;

(i) Liens securing judgments for the payment of money not constituting an Event of Default under Section 8.01(h);

(j) Liens securing Indebtedness permitted under Section 7.03(f); provided that (i) such Liens attach concurrently with or within two hundred and seventy (270) days after the acquisition, construction, repair, replacement, lease or improvement (as applicable) of the property subject to such Liens, (ii) such Liens do not at any time encumber any property other than the property financed by such Indebtedness, replacements thereof and additions and accessions to such property and the proceeds and the products thereof and customary security deposits, and (iii) with respect to Capitalized Leases, such Liens do not at any time extend to or cover any assets (except for additions and accessions to such assets, replacements and products thereof and customary security deposits) other than the assets subject to such Capitalized Leases; provided that individual financings of equipment provided by one creditor may be cross-collateralized to other financings of equipment provided by such creditor;

(k) leases, licenses, subleases, ground leases, sublicenses or cross licenses and Liens on the property covered thereby (including IP Rights), in each case, granted to others in the ordinary course of business which do not (i) impair or interfere in any material respect with the value or the use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, taken as a whole, or (ii) secure any Indebtedness;

(l) Liens in favor of customs and revenue authorities arising as a matter of Law to secure payment of customs duties in connection with the importation of goods in the ordinary course of business;

(m) Liens (i) of a collection bank (including those arising under Section 4-210 of the Uniform Commercial Code) on the items in the course of collection, (ii) arising as a matter of Law in favor of a banking or other financial institution relating to the establishment of depository relations and encumbering deposits or other funds maintained with said institution (including the right of set off) and which are within the general parameters customary in the banking industry and not given in connection with the incurrence of Indebtedness, (iii) relating to pooled deposit or sweep accounts of the Borrower or any Restricted Subsidiary to permit satisfaction of overdraft or similar obligations incurred in the ordinary course of business of the Borrower or its Restricted Subsidiaries, and (iv) attaching to commodity trading accounts, or other commodity brokerage accounts incurred in the ordinary course of business;

(n) Liens (i) on cash advances in favor of the seller of any property to be acquired in an Investment permitted pursuant to Section 7.02 to be applied against the purchase price for such Investment and (ii) consisting of an agreement to Dispose of any property in a Disposition permitted under Section 7.05, in each case, solely to the extent such Investment or Disposition, as the case may be, would have been permitted on the date of the creation of such Lien;

(o) Liens securing Indebtedness permitted under Section 7.03(e) in favor of the Borrower or a Restricted Subsidiary (provided that, solely with respect to Indebtedness required to be Subordinated Debt under Section 7.03(e), such Lien shall be subordinated to the Liens on the Collateral securing the Obligations to the same extent);

(p) Liens existing on property at the time of its acquisition or existing on the property of any Person at the time such Person becomes a Restricted Subsidiary (other than by designation as a Restricted Subsidiary pursuant to Section 6.13), in each case after the Closing Date; provided that (i) such Lien was not created in contemplation of such acquisition or such Person becoming a Restricted Subsidiary, (ii) such Lien does not extend to or cover any other assets or property (other than the proceeds or products thereof and other than after-acquired property subjected to a Lien securing Indebtedness and other obligations incurred prior to such time and which Indebtedness and other obligations are permitted hereunder and require, pursuant to their terms at such time, a pledge of after-acquired property, it being understood that such requirement shall not be permitted to apply to any property to which such requirement would not have applied but for such acquisition), and (iii) the Indebtedness secured thereby is permitted under Section 7.03(i);

(q) any interest or title of a lessor, licensor, sublessor or sublicensor under leases or subleases entered into by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries in the ordinary course of business;

(r) Liens arising out of conditional sale, title retention, consignment or similar arrangements for sale of goods entered into by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries in the ordinary course of business;

(s) Liens that are contractual rights of set-off relating to purchase orders and other agreements entered into with customers of the Borrower or any Restricted Subsidiary in the ordinary course of business;

(t) Liens arising from precautionary Uniform Commercial Code financing statement filings;

(u) Liens on insurance policies and the proceeds thereof securing the financing of the premiums with respect thereto;

(v) any zoning or similar law or right reserved to or vested in any Governmental Authority to control or regulate the use of any real property that does not materially impair or interfere with the value or use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower or any Restricted Subsidiary;

(w) Liens on specific items of inventory or other goods and the proceeds thereof securing such Person's obligations in respect of documentary letters of credit issued for the account of such Person to facilitate the purchase, shipment or storage of such inventory or goods; or

(x) the modification, replacement, renewal or extension of any Lien permitted by clauses (b), (j) and (p) of this Section 7.01; provided that (i) the Lien does not extend to any additional property other than (A) after-acquired property that is affixed or incorporated into the property covered by such Lien or financed by Indebtedness permitted under Section 7.03, and (B) proceeds and products thereof; and (ii) the renewal, extension or refinancing of the obligations secured or benefited by such Liens is permitted by Section 7.03;

(y) ground leases in respect of real property on which facilities owned or leased by the Borrower or any of its Subsidiaries are located;

(z) Liens on property of a Non-Loan Party securing Indebtedness of such Non-Loan Party permitted to be incurred by Section 7.03;

(aa) Liens solely on any cash earnest money deposits made by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries in connection with any letter of intent or purchase agreement permitted hereunder;

(bb) Liens not otherwise permitted by this Section 7.01; provided that at the time of the incurrence thereof and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of proceeds thereof, the aggregate outstanding amount of Indebtedness and other obligations secured thereby does not exceed \$10,000,000; provided that if such Liens are on Collateral, then the Borrower may elect that the holders of the Indebtedness or other obligations secured thereby (or a representative or trustee on their behalf) shall have entered into with the Administrative Agent and/or the Collateral Agent a Customary Intercreditor Agreement providing that the Liens on the Collateral securing such Indebtedness or other obligations shall rank junior to the Liens on the Collateral securing the Obligations. Without any further consent of the Lenders, the Administrative Agent and the Collateral Agent shall be authorized to negotiate, execute and deliver on behalf of the Secured Parties any Customary Intercreditor Agreement or any amendment (or amendment and restatement) to the Collateral Documents or the Customary Intercreditor Agreement to effect the provisions contemplated by this Section 7.01(bb);

(cc) Liens securing Swap Contracts permitted under Section 7.03(h) submitted for clearing in accordance with applicable Law;

(dd) Liens then existing with respect to assets of an Unrestricted Subsidiary on the day such Unrestricted Subsidiary is redesignated as a Restricted Subsidiary pursuant to the definition of “Unrestricted Subsidiary”, provided such Liens, if not otherwise then permitted hereunder, are released in a manner satisfactory to the Agents or discharged concurrently with such redesignation;

(ee) Liens securing Indebtedness or other obligations of the Borrower or a Restricted Subsidiary in favor of the Borrower or any Subsidiary Guarantor and Liens securing Indebtedness or other obligations of any Restricted Subsidiary that is not a Subsidiary Guarantor in favor of any Restricted Subsidiary that is not a Subsidiary Guarantor;

(ff) Liens on securities that are the subject of repurchase agreements constituting Cash Equivalents permitted under Section 7.02;

(gg) Liens on Equity Interests in joint ventures; provided that any such Lien is in favor of a creditor or partner of such joint venture;

(hh) Liens on cash and Cash Equivalents used to satisfy or discharge Indebtedness; provided such Indebtedness and satisfaction or discharge is permitted hereunder;

(ii) the reservations, limitations, provisos and conditions, if any, expressed in any original grant from the Crown of any real property or any interest therein or in any comparable grant in jurisdictions other than Canada; provided they do not materially impair or interfere with the value or use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower or any Restricted Subsidiary;

(jj) Liens given to a public utility or any municipality or governmental or other public authority when required by such utility or other authority in connection with ordinary conduct of the business of the Borrower or any Restricted Subsidiary; provided that such Liens do not materially impair or interfere with the value or use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower or any Restricted Subsidiary;

(kk) servicing agreements, development agreements, site plan agreements, subdivision agreements and other agreements with Governmental Authorities pertaining to the use or development of any of the real property of the Borrower or any Restricted Subsidiary; provided same do not materially impair or interfere with the value or use of the property in question or the ordinary conduct of the business of the Borrower or any Restricted Subsidiary including, without limitation, any obligations to deliver letters of credit and other security as required;

(ll) the right reserved to or vested in any Governmental Authority by any statutory provision or by the terms of any lease, license, franchise, grant or permit of the Borrower or any Restricted Subsidiary, to terminate any such lease, license, franchise, grant or permit, or to require annual or other payments as a condition to the continuance thereof; and

(mm) Liens securing Indebtedness permitted under Section 7.03(aa)(i); provided that (i) at the time of the Incurrence of such Indebtedness and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, (x) the Total Senior Secured Leverage Ratio for the most recently ended Test Period on or before such date is not greater than 3.50:1.00 and (y) the Total Leverage Ratio for the most recently ended Test Period on or before such date is not greater than 0.50x less than the then applicable Total Leverage Ratio Financial Covenant and (ii) the holders of any such Indebtedness (or a representative thereof on behalf of such holders) shall have entered into with the Administrative Agent and/or the Collateral Agent a Customary Intercreditor Agreement, which agreement shall provide that the Liens on

the Collateral securing such Indebtedness shall rank junior to the Liens on the Collateral securing the Obligations. Without any further consent of the Lenders, the Administrative Agent and the Collateral Agent shall be authorized to negotiate, execute and deliver on behalf of the Secured Parties a Customary Intercreditor Agreement or any amendment (or amendment and restatement) to the Collateral Documents to effect the provisions contemplated by this Section 7.01(mm).

Section 7.02 Investments. Make any Investments, except:

(a) Investments by the Borrower or a Restricted Subsidiary in assets that were Cash Equivalents when such Investment was made;

(b) loans or advances to officers, directors, partners, consultants and employees of Holdings (or any Parent Entity), the Borrower or its Restricted Subsidiaries (i) for reasonable and customary business-related travel, entertainment, relocation and analogous ordinary business purposes, (ii) in connection with such Person's purchase of Equity Interests of Holdings (or any Parent Entity or the Borrower) (provided that the amount of such loans and advances shall be contributed to the Borrower in cash as common equity (or any other form of equity reasonably satisfactory to the Administrative Agent or used to satisfy tax obligations relating to proceeds received by such Person in connection with the Transactions, which proceeds are used for the purchase of such Equity Interests) and (iii) for purposes not described in the foregoing clauses (i) and (ii), in an aggregate principal amount not to exceed \$2,000,000;

(c) asset purchases (including purchases of inventory, supplies and materials), the lease or sublease of any asset, or licensing or contribution of IP Rights pursuant to joint marketing arrangements with other Persons, in each case in the ordinary course of business;

(d) Investments (i) by any Loan Party in any other Loan Party (it being understood and agreed that any Investments by any Loan Party in any Non-Loan Party that is part of a series of simultaneous Investments by the Borrower and the Restricted Subsidiaries in other Restricted Subsidiaries that ultimately result in the proceeds of the intercompany Investment being invested in any Loan Party shall be permitted pursuant to this clause (i)), (ii) by any Restricted Subsidiary in any Loan Party, (iii) by any Non-Loan Party in any other Non-Loan Party and (iv) by any Loan Party in any Non-Loan Party; provided that any such Investment pursuant to clause (iv) either shall (A) be in connection with reorganizations and related activities related to tax planning; provided that after giving effect to any such reorganization and related activities, the value of the Collateral and the security granted for the Secured Parties therein, taken as a whole, is not materially impaired (it being understood that the contribution of the equity interests of one or more "first-tier" non U.S. or Canadian subsidiaries to a newly created "first-tier" U.S. or Canadian subsidiary shall be permitted) or (B) not exceed an aggregate amount, measured and valued at the Fair Market Value at the time each such Investment is made, and including all related commitments for future Investments (and without duplication with the amounts set forth in Section 7.03(r) and Section 7.03(aa) in respect of Non-Loan Parties), of \$20,000,000 plus the amount of capital contributions made by the Sponsor, any of its Affiliates or a Parent Entity of Holdings received as cash equity (or any other form of equity reasonably satisfactory to the Administrative Agent) by the Borrower or one of its Restricted Subsidiaries immediately prior to or at the time of such Investment and for the purpose thereof;

(e) Investments consisting of extensions of credit in the nature of accounts receivable or notes receivable arising from the grant of trade credit in the ordinary course of business, and Investments received in satisfaction or partial satisfaction thereof from financially troubled account debtors and other credits to suppliers in the ordinary course of business;

(f) Investments consisting of Liens, Indebtedness, fundamental changes, Dispositions and Restricted Payments permitted under Section 7.01, Section 7.03, Section 7.04, Section 7.05 (other than Section 7.05(e)) and Section 7.06, respectively; provided, however, that no Investments may be made solely pursuant to this Section 7.02(f);

(g) (i) Investments existing on the Closing Date and set forth in Schedule Section 7.02(g) and (ii) Investments consisting of any modification, replacement, renewal, reinvestment or extension of any Investment existing on the Closing Date; provided that the aggregate amount of the Investments permitted pursuant to this Section 7.02(g) is not increased from the aggregate amount of such Investments on the Closing Date except pursuant to the terms of such Investment as of the Closing Date or as otherwise permitted by this Section 7.02;

(h) Investments in Swap Contracts permitted under Section 7.03(h);

(i) promissory notes and other noncash consideration received in connection with Dispositions permitted by Section 7.05;

(j) the purchase or other acquisition of property and assets or businesses of any Person or of assets constituting a business unit, a line of business or division of such Person, or Equity Interests in a Person that, upon the consummation thereof, will be a Restricted Subsidiary of the Borrower (including as a result of a merger or consolidation) (each, a “Permitted Acquisition”); provided that (i) no Event of Default has occurred and is continuing and, subject in each case to Section 1.10 if applicable, (ii) after giving Pro Forma Effect to any such purchase or other acquisition, the Borrower shall be in compliance with Section 6.15 and the Financial Covenants, (iii) such acquisition is not a “hostile” acquisition, and (iv) if after giving Pro Forma Effect to any such purchase or other acquisition, the Borrower is in compliance with Section 6.16, then notwithstanding anything in this Agreement to the contrary, any such newly created or acquired Subsidiary shall not be required to become a Guarantor or merge, consolidate or amalgamate into the Borrower or a Subsidiary Guarantor;

(k) the Transactions (including the Acquisition);

(l) Investments in the ordinary course of business consisting of endorsements for collection or deposit and customary trade arrangements with customers consistent with past practices;

(m) Investments (including debt obligations and Equity Interests) received in connection with the bankruptcy or reorganization of suppliers and customers or in settlement of delinquent obligations of, or other disputes with, customers and suppliers arising in the ordinary course of business or upon the foreclosure with respect to any secured Investment or other transfer of title with respect to any secured Investment;

(n) any additional Investments (including Investments in minority investments, Investments in Unrestricted Subsidiaries, Investments in joint ventures or similar entities that do not constitute Restricted Subsidiaries, Investments constituting Permitted Acquisitions and Investments in Restricted Subsidiaries that are not, and do not become, Subsidiary Guarantors), as valued at the Fair Market Value of such Investment at the time each such Investment is made; provided that the aggregate amount of such Investment shall not cause the aggregate amount of all such Investments made pursuant to this Section 7.02(n) (each as measured and valued at the Fair Market Value at such time that each such Investment is made) to exceed, after giving effect to such Investment, \$10,000,000 plus the amount of capital contributions made by the Sponsor, any of its Affiliates or a Parent Entity of Holdings received as cash equity (or any other form of equity reasonably satisfactory to the Administrative Agent) by the

Borrower or one of its Restricted Subsidiaries immediately prior to or at the time of such Investment and for the purpose thereof;

(o) advances of payroll payments to employees, directors, consultants, independent contractors or other service providers or other advances of salaries or compensation to employees, directors, consultants, independent contractors or other service providers, in each case in the ordinary course of business;

(p) Guarantee Obligations of the Borrower or any Restricted Subsidiary in respect of leases (other than Capitalized Leases) or of other obligations that do not constitute Indebtedness, in each case entered into in the ordinary course of business;

(q) Investments to the extent that payment for such Investments is made in kind solely with Qualified Equity Interests (other than any Cure Amount) of Holdings (or of the Borrower or any Parent Entity);

(r) Guarantee Obligations of the Borrower or any Restricted Subsidiary in connection with the provision of credit card payment processing services;

(s) contributions to a “rabbi” trust for the benefit of employees, directors, consultants, independent contractors or other service providers or other grantor trust subject to claims of creditors in the case of a bankruptcy of the Borrower (or any Parent Entity thereof);

(t) Investments by an Unrestricted Subsidiary entered into prior to the day such Unrestricted Subsidiary is redesignated as a Restricted Subsidiary pursuant to the definition of “Unrestricted Subsidiary” to the extent that such Investments were not made in contemplation of or in connection with such redesignation;

(u) Investments made to acquire, purchase, repurchase or retire Equity Interests of Holdings (or any Parent Entity thereof) or the Borrower owned by any employee stock ownership plan or similar plan of Holdings (or any Parent Entity thereof) the Borrower, or any Subsidiary;

(v) Investments held by any Person acquired by the Borrower or a Restricted Subsidiary in accordance with Section 7.02(j), Section 7.02(n) or Section 7.02(x) after the Closing Date or of any Person merged into the Borrower or merged, amalgamated or consolidated with a Restricted Subsidiary in accordance with Section 7.04 after the Closing Date to the extent that such Investments were not made in contemplation of or in connection with such acquisition, merger, amalgamate or consolidation and were in existence on the date of such acquisition, amalgamation, merger or consolidation;

(w) Restricted Subsidiaries of the Borrower may be established or created if the Borrower and such Restricted Subsidiary comply with the requirements of Section 6.10, if applicable; provided that in each case, to the extent such new Restricted Subsidiary is created solely for the purpose of consummating a transaction pursuant to an acquisition permitted by this Section 7.02, and such new Restricted Subsidiary at no time holds any assets or liabilities other than any merger consideration contributed to it contemporaneously with the closing of such transactions, such new Restricted Subsidiary shall not be required to take the actions set forth in Section 6.10 until the respective acquisition is consummated (at which time the surviving entity of the respective transaction shall be required to so comply in accordance with the provisions thereof);

(x) additional Investments (other than Investments constituting Permitted Acquisitions that are funded with the proceeds of Indebtedness); provided that after giving Pro Forma

Effect thereto, (i) the Borrower is in compliance with the Financial Covenants (calculated on a Pro Forma Basis) and (ii) the Total Senior Secured Leverage Ratio (calculated on a Pro Forma Basis) is not greater than 2.00:1.00 as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the making of such Investment; and

- (y) Investments made to acquire, purchase or repurchase the Book Business Assets.

Notwithstanding anything in this Section 7.02 or Section 7.03 to the contrary, to the extent funded with the proceeds of Indebtedness, Permitted Acquisitions may only be funded with Indebtedness Incurred in the form of an Incremental Facility or Indebtedness Incurred pursuant to Sections 7.03(i) and (z).

Section 7.03 Indebtedness. Incur any Indebtedness, except:

- (a) Indebtedness of the Borrower and any of its Subsidiaries under the Loan Documents (including pursuant to Section 2.14);

- (b) [reserved];

- (c) Indebtedness (i) listed on Schedule 7.03(c) and any Permitted Refinancing Indebtedness thereof and (ii) that is intercompany Indebtedness outstanding on the date hereof;

- (d) Guarantee Obligations of the Borrower and its Restricted Subsidiaries in respect of Indebtedness of the Borrower or any Restricted Subsidiary otherwise permitted hereunder; provided that (i) if the Indebtedness being guaranteed is subordinated in right of payment to the Obligations, such Guarantee Obligation shall be subordinated in right of payment to the Guarantee of the Obligations on terms at least as favorable to the Lenders as those contained in the subordination of such Indebtedness and (ii) no Guarantee by any Restricted Subsidiary of any Indebtedness of a Loan Party shall be permitted unless such Restricted Subsidiary shall have also provided a Guarantee of the Obligations;

- (e) Indebtedness of the Borrower or any Restricted Subsidiary owing to the Borrower or any other Restricted Subsidiary to the extent constituting an Investment permitted by Section 7.02; provided that all such Indebtedness of any Loan Party owed to a Non-Loan Party shall be subject to the Subordinated Intercompany Note;

- (f) (i) Capitalized Lease Obligations and other Indebtedness (including Capitalized Leases) financing the acquisition, construction, repair, replacement, lease or improvement of fixed or capital assets; provided that (x) such Indebtedness is Incurred concurrently with or within two hundred seventy (270) days after the applicable acquisition, construction, repair, replacement, lease or improvement and (y) the aggregate principal amount of such Indebtedness pursuant to clause (i) (when aggregated with the amount of Permitted Refinancing Indebtedness pursuant to clause (iii) in respect of such Indebtedness then outstanding) shall not, except as contemplated by the definition of "Permitted Refinancing Indebtedness", exceed \$5,000,000, (ii) Capitalized Lease Obligations arising out of Sale Leasebacks (when aggregated with the amount of the Permitted Refinancing Indebtedness pursuant to clause (iii) in respect of such Indebtedness then outstanding) not to exceed, except as contemplated by the definition of "Permitted Refinancing Indebtedness", \$4,000,000 and (iii) any Permitted Refinancing of any Indebtedness set forth in the immediately preceding clauses (i) and (ii);

- (g) [reserved];

- (h) Indebtedness in respect of Swap Contracts incurred in the ordinary course of business and not for speculative purposes;

(i) Indebtedness assumed in connection with any Permitted Acquisition (or similar Investment); provided that (A) such Indebtedness was not created in contemplation of such Permitted Acquisition, (B) such Indebtedness is only the obligation of the Person and/or Person's Subsidiaries that are acquired or that acquired the relevant assets and such Indebtedness and (C) to the extent such Indebtedness is secured by a Lien on any assets or property of the Borrower or any Restricted Subsidiary, it shall be subject to any applicable limitations set forth in Sections 7.01(p) and Section 7.01(x);

(j) (i) Indebtedness representing deferred compensation to employees, directors, consultants, contract providers, independent contractors or other service providers of Holdings (or any Parent Entity thereof), the Borrower and the Restricted Subsidiaries Incurred in the ordinary course of business; and (ii) Indebtedness consisting of (x) obligations of Holdings (or any Parent Entity thereof), the Borrower or the Restricted Subsidiaries under deferred compensation arrangements to their employees, directors, consultants, independent contractors or other service providers, (y) other similar arrangements Incurred by such Persons in connection with Permitted Acquisitions or (z) any other Investment expressly permitted under Section 7.02;

(k) Indebtedness consisting of promissory notes issued by the Borrower or its Restricted Subsidiaries to their current or former officers, directors, partners, managers, consultants and employees and their respective estates, spouses or former spouses to finance the purchase or redemption of Equity Interests of Holdings (or any Parent Entity or the Borrower);

(l) unsecured Indebtedness consisting of promissory notes issued by any Loan Party to current or former officers, managers, consultants, directors, employees and other service providers (or their respective spouses, former spouses, successors, executors, administrators, heirs, legatees or distributees) to finance the retirement, acquisition, repurchase, purchase or redemption of Equity Interests of Holdings (or any Parent Entity thereof to the extent such Parent Entity uses the proceeds to finance the purchase or redemption (directly or indirectly) of its Equity Interests) or the Equity Interests of the Borrower, in each case to the extent permitted by Section 7.06;

(m) Cash Management Obligations and other Indebtedness in respect of netting services, automatic clearinghouse arrangements, overdraft protections and similar arrangements in each case in connection with deposit accounts incurred in the ordinary course;

(n) Indebtedness consisting of (a) the financing of insurance premiums or (b) take or pay obligations entered into in the ordinary course of business;

(o) Indebtedness Incurred by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries in respect of letters of credit, bank guarantees, banker's acceptances, warehouse receipts or similar instruments issued or created in the ordinary course of business, including in respect of workers compensation claims, health, disability or other employee benefits or property, casualty or liability insurance or self-insurance or other Indebtedness with respect to reimbursement-type obligations regarding workers compensation claims;

(p) obligations in respect of performance, bid, appeal and surety bonds and performance and completion guarantees and similar obligations provided by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries or obligations in respect of letters of credit, bank guarantees or similar instruments related thereto, in each case in the ordinary course of business or consistent with past practice;

(q) Indebtedness supported by a Letter of Credit in a principal amount not to exceed the face amount of such Letter of Credit;

(r) Indebtedness Incurred by a Non-Loan Party Subsidiary, and Guarantees thereof by Non-Loan Party Subsidiaries; provided that the aggregate amount of Indebtedness, measured at the time of Incurrence and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, of Non-Loan Parties pursuant to this clause (r) shall not exceed (without duplication with the amounts set forth in Section 7.02(d)(iv) and Section 7.03(aa) in respect of Non-Loan Parties) \$20,000,000 plus the amount of capital contributions made by the Sponsor, any of its Affiliates or a Parent Entity of Holdings received as cash equity (or any other form of equity reasonably satisfactory to the Administrative Agent) by the Borrower or one of its Restricted Subsidiaries immediately prior to or at the time of such Indebtedness and for the purpose of funding the same;

(s) additional Indebtedness in an aggregate principal amount, measured at the time of Incurrence and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, not to exceed \$10,000,000;

(t) subordinated Indebtedness consisting of promissory notes issued by any Loan Party to current or former officers, managers, consultants, directors, employees and other service providers (or their respective spouses, former spouses, successors, executors, administrators, heirs, legatees or distributees) to finance the retirement, acquisition, repurchase, purchase or redemption of Equity Interests of Holdings (or any Parent Entity thereof to the extent such Parent Entity uses the proceeds to finance the purchase or redemption (directly or indirectly) of its Equity Interests) or the Equity Interests of the Borrower, in each case either (i) to the extent not otherwise permitted by Section 7.06 or (ii) in lieu of Restricted Payments permitted under Section 7.06; provided that the Subordinated Debt Documents governing such Indebtedness must be reasonably acceptable to the Required Lenders (such approval not to be unreasonably withheld or delayed);

(u) [reserved];

(v) Guarantee Obligations of the Borrower or any Restricted Subsidiary in connection with the provision of credit card payment processing services; and

(w) Indebtedness arising in the course of the Transactions, including the Temporary Consideration Notes and Converted Notes (but only on and as of the Closing Date, it being understood that all such Indebtedness, including the Temporary Consideration Notes and Converted Notes, shall be satisfied in full concurrently with or immediately after the consummation of the Transactions on the Closing Date);

(x) Guarantee Obligations Incurred in the ordinary course of business in respect of obligations to suppliers, customers, franchisees, lessors, licensees, sublicensees or distribution partners;

(y) (i) unsecured Indebtedness in respect of obligations of the Borrower or any Restricted Subsidiary to pay the deferred purchase price of goods or services or progress payments in connection with such goods and services; provided that such obligations are incurred in connection with open accounts extended by suppliers on customary trade terms in the ordinary course of business and not in connection with the borrowing of money and (ii) unsecured Indebtedness in respect of intercompany obligations of the Borrower or any Restricted Subsidiary in respect of accounts payable incurred in connection with goods sold or services rendered in the ordinary course of business and not in connection with the borrowing of money;

(z) Indebtedness arising from seller notes (provided that such Indebtedness constitutes Subordinated Debt and the Subordinated Debt Documents governing such Indebtedness must be reasonably acceptable to the Required Lenders (such approval not to be unreasonably withheld or

delayed)) or other agreements of the Borrower or any Restricted Subsidiary providing for indemnification, adjustment of purchase price or similar obligations (including earn-outs), in each case entered into in connection with Permitted Acquisitions, other Permitted Investments and the Disposition of any business, assets or Equity Interests permitted hereunder, other than Guarantee Obligations incurred by any Person acquiring all or any portion of such business, assets or Equity Interests for the purpose of financing such acquisition;

(aa) Indebtedness of the Borrower and the Restricted Subsidiaries; provided that (i) if such Indebtedness is secured, (x) it must be secured solely by Liens that are junior to the Liens securing the Obligations, (y) the Subordinated Debt Documents governing such Indebtedness must be reasonably acceptable to the Required Lenders (such approval not to be unreasonably withheld or delayed) and (z) at the time of the Incurrence thereof and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, (1) the Total Senior Secured Leverage Ratio for the most recently ended Test Period on or before such date is not greater than 3.50:1.00 and (2) the Total Leverage Ratio for the most recently ended Test Period on or before such date is not greater than 0.50x less than the then applicable Total Leverage Ratio Financial Covenant, (ii) if such Indebtedness is unsecured, (x) the subordination terms governing such Indebtedness must be reasonably acceptable to the Required Lenders (such approval not to be unreasonably withheld or delayed) and (y) at the time of the Incurrence thereof and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, the Total Leverage Ratio for the most recently ended Test Period on or before such date is not greater than 0.50x less than the then applicable Total Leverage Ratio Financial Covenant, (iii) the covenants, events of default, Subsidiary guarantees and other terms for such Indebtedness (other than interest rates (including through fixed interest rates), interest rate margins, rate floors, fees, funding discounts, original issue discounts and redemption or prepayment terms and premiums) shall not be materially more restrictive on the Borrower and its Restricted Subsidiaries than the terms of this Agreement, when taken as a whole; provided that such terms shall not be deemed to be more restrictive solely as a result of (x) the inclusion in the documentation governing such Indebtedness of any Previously Absent Financial Maintenance Covenant so long as the Administrative Agent shall have been given prompt written notice thereof and this Agreement is amended to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant for the benefit of each Facility (provided, however, that if (1) the documentation governing such Indebtedness that includes a Previously Absent Financial Maintenance Covenant consists of a revolving credit facility (whether or not the documentation therefor includes any other facilities) and (2) such Previously Absent Financial Maintenance Covenant is a “springing” financial maintenance covenant, then this Agreement shall be amended to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant only for the benefit of each revolving credit facility hereunder (and not for the benefit of any term loan facility hereunder) and such Indebtedness shall continue not to be deemed not more restrictive solely as a result of such Previously Absent Financial Maintenance Covenant benefiting only such revolving credit facilities); provided further that a certificate of a Responsible Officer of the Borrower delivered to the Administrative Agent at least five Business Days prior to the Incurrence of such Indebtedness, together with a reasonably detailed description of the material terms and conditions of such Indebtedness or drafts of the documentation relating thereto, stating that the Borrower has determined in good faith that such terms and conditions satisfy the foregoing requirement shall be conclusive evidence that such terms and conditions satisfy the foregoing requirement unless the Administrative Agent notifies the Borrower within such five Business Day period that it disagrees with such determination (including a reasonable description of the basis upon which it disagrees) and (iv) the aggregate amount of Indebtedness, measured at the time of Incurrence and after giving Pro Forma Effect thereto and the use of the proceeds thereof, of Non-Loan Parties pursuant to this clause (aa) and clause (r) above and Section 7.02(d) shall not exceed \$20,000,000;

(bb) Indebtedness of the Borrower or any Subsidiary Guarantor that matures on or after the Latest Maturity Date in an amount equal to the amount of any capital contributions or other equity issuances (or issuances of Indebtedness that have been converted into or exchanged for Qualified Equity

Interests) received as cash equity by the Borrower during the period from and including the Business Day immediately following the Closing Date, but excluding all proceeds from the issuance of Disqualified Equity Interests;

(cc) [reserved]; and

(dd) all premiums (if any), interest (including post-petition interest), fees, expenses, charges and additional or contingent interest on obligations described in clauses (a) through (cc) above.

For purposes of determining compliance with this Section 7.03, in the event that an item of Indebtedness meets the criteria of more than one of the categories of Indebtedness described in clauses (a) through (dd) above, the Borrower shall, in its sole discretion, classify and reclassify or later divide, classify or reclassify such item of Indebtedness (or any portion thereof) and will only be required to include the amount and type of such Indebtedness in one or more of the above clauses; provided that all Indebtedness outstanding under the Loan Documents will be deemed to have been incurred in reliance only on the exception in clause (a) of this Section 7.03.

Section 7.04 Fundamental Changes. Merge, dissolve, liquidate, consolidate, amalgamate with or into another Person, or Dispose of (whether in one transaction or in a series of transactions) all or substantially all of its assets (whether now owned or hereafter acquired), taken as a whole, to or in favor of any Person, except that:

(a) any Subsidiary of the Borrower or any other Person (other than Holdings) may be merged, amalgamated or consolidated with or into the Borrower or the Borrower may convey, sell, assign or transfer all or substantially all of its business units, assets or other properties; provided that (i) the Borrower shall be the continuing or surviving Person or, in the case of a merger, amalgamation or consolidation where the Borrower is not the continuing or surviving Person, the Borrower, or in connection with a conveyance, sale, assignment or transfer of all or substantially all of the Borrower's assets, the Person formed by or surviving any such merger, amalgamation or consolidation (if other than the Borrower) or the transferee of such assets or properties shall be an entity organized or existing under the laws of the United States, Canada, any State or province thereof, the District of Columbia or any territory thereof (the Borrower or such Person, as the case may be, being herein referred to as the "Successor Borrower") (provided that with respect to any Person that is a Lender as of the Closing Date or becomes a Lender in connection with the primary syndication of Loans after the Closing Date, in the event, it is illegal for such Lender, or such Lender is not authorized because of applicable requirements of law, to make loans to a Person other than a Person that is an entity organized or existing under the laws of Canada, any province thereof or any territory thereof and the Successor Borrower is not an entity that is organized or existing under the laws of Canada, any province thereof or any territory thereof, such Lender shall be deemed to be a Non-Consenting Lender and the Borrower shall forthwith purchase from, or seek to assign to an Eligible Assignee, the Loans held by such Non-Consenting Lender as of the Closing Date or acquired by such Lender in connection with the primary syndication of the Loans at par in accordance with procedures set forth in Section 3.07(a)); (ii) the Successor Borrower (if other than the Borrower) shall expressly assume all the obligations of the Borrower under this Agreement and the other Loan Documents pursuant to a supplement hereto or thereto in form reasonably satisfactory to the Administrative Agent and (iii) if such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer involves the Borrower and a Person that, prior to the consummation of such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer, is not a Restricted Subsidiary of the Borrower, (A) each Loan Party, unless it is the other party to such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer or unless the Successor Borrower is the Borrower, shall have by a supplement to the relevant Loan Documents confirmed that its obligations thereunder shall apply to the Successor Borrower's obligations under this Agreement, (B) each mortgagor of a Mortgaged Property, unless it is the

other party to such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer or unless the Successor Borrower is the Borrower, shall have by an amendment to or restatement of the applicable Mortgage confirmed that its obligations thereunder shall apply to the Successor Borrower's obligations under this Agreement, (C) if reasonably requested by the Administrative Agent, the Borrower shall be required to deliver to the Administrative Agent an opinion of counsel to the effect that such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer does not breach or cause a default under this Agreement or any other Loan Document and that each Loan Document continues to be enforceable and any security granted thereunder constitutes valid and perfected security for the Obligations, as applicable, and such opinion shall include all customary corporate opinions in respect of the Successor Borrower, where applicable, (D) such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer shall be permitted under Section 7.02 and (E) no Event of Default pursuant to Section 8.01(a), (f) or (g) has occurred and is continuing at the date of such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer or would result from the consummation of such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer; provided, further, that if the foregoing are satisfied, the Successor Borrower (if other than the Borrower) will succeed to, and be substituted for, the Borrower under this Agreement (provided, further, that in the event of a conveyance, sale, assignment or transfer of all or substantially all of the Borrower's assets or property to a Successor Borrower (which is not the Borrower) as set forth above and notwithstanding anything to the contrary in this Section 7.04(a), if the original Borrower retains any assets or property other than immaterial assets or property after such conveyance, sale, assignment or transfer, such original Borrower shall remain obligated as a co-Borrower along with the Successor Borrower hereunder);

(b) any Subsidiary of the Borrower or any other Person (other than Holdings) may be merged, amalgamated or consolidated with or into any one or more Restricted Subsidiaries of the Borrower or any Restricted Subsidiary may convey, sell, assign or transfer all or substantially all of its business units, assets or other properties; provided that (i) in the case of any merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer involving one or more Restricted Subsidiaries, (A) a Restricted Subsidiary shall be the continuing or surviving corporation or the transferee of such assets or (B) the Borrower shall take all steps necessary to cause the Person formed by or surviving any such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer (if other than a Restricted Subsidiary) to become a Restricted Subsidiary concurrently with any such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer, (ii) in the case of any merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer involving one or more Subsidiary Guarantors, a Subsidiary Guarantor shall be the continuing or surviving corporation or the Person formed by or surviving any such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer (if other than a Subsidiary Guarantor) shall execute a supplement, if required pursuant to the terms of the Collateral and Guarantee Requirement, to the applicable Security Agreement and any applicable Mortgage, each in form and substance reasonably satisfactory to the Collateral Agent in order for the surviving Person to become a Subsidiary Guarantor and pledgor, mortgagor and grantor of Collateral for the benefit of the Secured Parties, and shall have otherwise complied with the applicable requirements of Sections 6.10 and 6.12 and (iii) if such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer involves a Restricted Subsidiary and a Person that, prior to the consummation of such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer, is not a Restricted Subsidiary of the Borrower, such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer shall be permitted under Section 7.02;

(c) any Non-Loan Party may Dispose of any or all of its assets (upon voluntary liquidation or otherwise) to the Borrower, a Guarantor or any other Restricted Subsidiary of the Borrower;

(d) any Subsidiary Guarantor may (i) merge, amalgamate or consolidate with or into any other Subsidiary Guarantor, (ii) merge, amalgamate or consolidate with or into any Non-Loan Party;

provided that if such Subsidiary Guarantor is not the surviving entity, such merger, amalgamation or consolidation shall be deemed to be an “Investment” and subject to the limitations set forth in Section 7.02 and (iii) Dispose of any or all of its assets (upon voluntary liquidation or otherwise) to the Borrower or any other Subsidiary Guarantor;

(e) any Restricted Subsidiary may liquidate or dissolve if (x) the Borrower determines in good faith that such liquidation or dissolution is in the best interests of the Borrower and is not materially disadvantageous to the Lenders and (y) to the extent such Restricted Subsidiary is a Subsidiary Guarantor, any assets or business not otherwise Disposed of or transferred in accordance with Section 7.02 or 7.05, or, in the case of any such business, discontinued, shall be transferred to, or otherwise owned or conducted by, the Borrower or another Subsidiary Guarantor after giving effect to such liquidation or dissolution;

(f) the Transactions (including the Acquisition) may be consummated; and

(g) any Restricted Subsidiary may merge, consolidate or amalgamate with any other Person in order to effect an Investment permitted pursuant to Section 7.02 (including the Acquisition); provided that the continuing or surviving Person shall be a Restricted Subsidiary.

Section 7.05 Dispositions. Make any Disposition, except:

(a) Dispositions of obsolete, worn out or surplus property, whether now owned or hereafter acquired, in the ordinary course of business and Dispositions of property no longer used or useful, or economically practicable to maintain, in the conduct of the business of the Borrower and its Restricted Subsidiaries;

(b) Dispositions of inventory and other assets in the ordinary course of business (including allowing any registrations or any applications for registration of any immaterial IP Rights to lapse or go abandoned in the ordinary course of business);

(c) Dispositions of property to the extent that (i) such property is exchanged for credit against the purchase price of similar replacement property that is promptly purchased or (ii) the proceeds of such Disposition are promptly applied to the purchase price of such replacement property (which replacement property is actually promptly purchased);

(d) Dispositions of property to the Borrower or a Restricted Subsidiary; provided that if the transferor of such property is a Loan Party (i) the transferee thereof must be a Loan Party or (ii) to the extent such transaction constitutes an Investment, such transaction is permitted under Section 7.02;

(e) Dispositions permitted by Section 7.02 (other than Section 7.02(f)), Section 7.04 and Section 7.06 and Liens permitted by Section 7.01;

(f) Dispositions of Cash Equivalents;

(g) leases, subleases, licenses or sublicenses, in each case in the ordinary course of business and which do not materially interfere with the business of the Borrower and its Restricted Subsidiaries or the value thereof, taken as a whole;

(h) transfers of property subject to Casualty Events upon receipt of the Net Cash Proceeds of such Casualty Event provided the Borrower or relevant Restricted Subsidiary complies with the applicable provisions of Section 2.05;

(i) Dispositions of Investments in joint ventures to the extent required by, or made pursuant to customary buy/sell arrangements between, the joint venture parties set forth in joint venture arrangements and similar binding arrangements;

(j) Dispositions of accounts receivable in the ordinary course of business in connection with the collection or compromise thereof;

(k) the unwinding of any Swap Contract pursuant to its terms;

(l) [reserved];

(m) Dispositions not otherwise permitted pursuant to this Section 7.05, if such Disposition shall be for Fair Market Value; provided that (i) with respect to any Disposition pursuant to this clause (m) for a purchase price in excess of \$1,000,000, the Borrower or a Restricted Subsidiary shall receive not less than 75% of such consideration in the form of cash or Cash Equivalents; provided, further, that, for purposes of determining what constitutes cash and Cash Equivalents under this clause (i), (A) any liabilities (as shown on the Borrower's or such Restricted Subsidiary's most recent balance sheet provided hereunder or in the footnotes thereto) of the Borrower or such Restricted Subsidiary, other than liabilities that are by their terms subordinated to the payment in cash of the Obligations, that are assumed by the transferee with respect to the applicable Disposition and for which the Borrower and all of the Restricted Subsidiaries shall have been validly released by all applicable creditors in writing shall be deemed to be cash, (B) any securities received by the Borrower or such Restricted Subsidiary from such transferee that are converted by the Borrower or such Restricted Subsidiary into cash (to the extent of the cash received) within 180 days following the closing of the applicable Disposition shall be deemed to be cash and (C) any Designated Non-Cash Consideration received by the Borrower or such Restricted Subsidiary in respect of the applicable Disposition having an aggregate Fair Market Value, taken together with all other Designated Non-Cash Consideration received pursuant to this clause (C) that is outstanding at the time such Designated Non-Cash Consideration is received, not in excess of \$2,500,000, with the Fair Market Value of each item of Designated Non-Cash Consideration being measured at the time received and without giving effect to subsequent changes in value, shall be deemed to be cash and (ii) the Borrower or the applicable Restricted Subsidiary complies with the applicable provisions of Section 2.05;

(n) the Borrower and the Restricted Subsidiaries may (i) sell or discount without recourse accounts receivable arising in the ordinary course of business in connection with the compromise or collection thereof and (ii) sell or transfer accounts receivable so long as the Net Cash Proceeds of any sale or transfer pursuant to this clause (ii) are offered to prepay the Term Loans pursuant to Section 2.05(a);

(o) Dispositions listed on Schedule 7.05; and

(p) the Disposition of the Equity Interests in, Indebtedness of, or other securities issued by, an Unrestricted Subsidiary.

Section 7.06 Restricted Payments. Make, directly or indirectly, any Restricted Payment, except:

(a) each Restricted Subsidiary may make Restricted Payments to the Borrower and to other Restricted Subsidiaries (and, in the case of a Restricted Payment by a non-Wholly-Owned Restricted Subsidiary, to the Borrower and any other Restricted Subsidiary and to each other owner of Equity Interests of such non-Wholly-Owned Restricted Subsidiary based on their relative ownership interests of the relevant class of Equity Interests);

(b) (i) the Borrower may (or may make Restricted Payments to permit any Parent Entity to redeem) redeem in whole or in part any of its Equity Interests for another class of its (or such Parent Entity's) Equity Interests or rights to acquire its Equity Interests or with proceeds from substantially concurrent equity contributions or issuances of new Equity Interests; provided that any terms and provisions material to the interests of the Lenders, when taken as a whole, contained in such other class of Equity Interests are at least as advantageous to the Lenders as those contained in the Equity Interests redeemed thereby and (ii) the Borrower and each Restricted Subsidiary may declare and make any Restricted Payment payable solely in the Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests not otherwise permitted by Section 7.03) of such Person;

(c) [reserved];

(d) to the extent constituting Restricted Payments, the Borrower and its Restricted Subsidiaries may enter into and consummate transactions expressly permitted by any provision of Section 7.02, Section 7.04 or Sections 7.07(d), (h) and (j);

(e) repurchases of Equity Interests in the ordinary course of business in the Borrower (or any Parent Entity) or any Restricted Subsidiary deemed to occur upon exercise, vesting and/or settlement of Equity Interests if such Equity Interests represent a portion of the exercise price thereof or any portion of required withholding or similar taxes due upon the exercise, vesting and/or settlement thereof;

(f) the Borrower or any Restricted Subsidiary may, in good faith, pay (or make Restricted Payments to allow any Parent Entity to pay) for the repurchase, retirement or other acquisition or retirement for value of Equity Interests of it or any Parent Entity (or any options or warrants or stock appreciation or similar rights issued with respect to any of such Equity Interests) held by any future, present or former employee, director, officer or other individual service provider (or any Affiliates, spouses, former spouses, successors, executors, administrators, heirs, legatees or distributees of any of the foregoing) of the Borrower (or any Parent Entity) or any of its Subsidiaries pursuant to any employee, management or director equity plan, employee, management or director stock option plan or any other employee, management or director benefit plan or any agreement (including any stock option or stock appreciation or similar rights plan, any management, director and/or employee stock ownership or equity-based incentive plan, stock subscription plan, employment termination agreement or any other employment agreements or equity holders' agreement) with any employee, director, officer or other individual service provider of Holdings (or any Parent Entity), the Borrower or any Subsidiary; provided that any such payments, measured at the time made, do not exceed (i) \$6,000,000 in any calendar year, plus (ii) all net cash proceeds obtained by any Parent Entity (and contributed to the Borrower) or the Borrower during such calendar year from the sale of such Equity Interests to other present or former officers, employees, directors and other individual service provider in connection with any permitted compensation and incentive arrangements plus (iii) all net cash proceeds obtained from any key-man life insurance policies received by the Borrower during such calendar year; provided that cancellation of Indebtedness owing to the Borrower (or any Parent Entity) or any of its Subsidiaries from employees, directors, officers or other individual service providers of the Borrower, any Parent Entity or any Subsidiary in connection with a repurchase of Equity Interests of any Parent Entity will not be deemed to constitute a Restricted Payment for purposes of this covenant or any other provision of this Agreement;

(g) the Borrower and its Restricted Subsidiaries may make Restricted Payments to any Parent Entity of the Borrower:

(i) the proceeds of which will be used to pay the portion of any consolidated, combined or similar income tax liability attributable to the income of the

Borrower or its Subsidiaries; provided that (x) no such payments shall exceed the income tax liability that would have been imposed on the Borrower and/or the applicable Subsidiaries had such entity(ies) filed on a stand-alone basis and (y) any such payments attributable to an Unrestricted Subsidiary shall be limited to the amount of any cash paid by such Unrestricted Subsidiary to the Borrower or any Restricted Subsidiary for such purpose;

(ii) the proceeds of which shall be used to pay such equity holder's operating costs and expenses incurred in the ordinary course of business, other overhead costs and expenses and fees (including administrative, legal, accounting and similar expenses provided by third parties as well as trustee, directors and general partner fees) which are reasonable and customary and incurred in the ordinary course of business and attributable to the ownership or operations of the Borrower and its Subsidiaries (including any reasonable and customary indemnification claims made by directors or officers of Parent Entity attributable to the direct or indirect ownership or operations of the Borrower and its Subsidiaries) and fees and expenses otherwise due and payable by the Borrower or any Restricted Subsidiary and permitted to be paid by the Borrower or such Restricted Subsidiary under this Agreement not to exceed \$3,500,000, in any fiscal year;

(iii) the proceeds of which shall be used to pay franchise and excise taxes, and other fees, taxes (including franchise taxes) and expenses, required to maintain its (or any of its direct or indirect parents') existence;

(iv) to finance any Investment permitted to be made pursuant to Section 7.02; provided that (A) such Restricted Payment shall be made substantially concurrently with the closing of such Investment and (B) the Borrower or such parent shall, immediately following the closing thereof, cause all property acquired (whether assets or Equity Interests) to be held by or contributed to the Borrower or a Restricted Subsidiary;

(v) the proceeds of which shall be used to pay customary costs, fees and expenses (other than to Affiliates) related to any unsuccessful equity or debt offering, or refinancing, issuance, incurrence, Disposition, acquisition or Investment made by the Borrower or any Restricted Subsidiary and permitted by this Agreement; and

(vi) the proceeds of which shall be used to pay customary salary, compensation, bonus and other benefits payable to officers, employees, consultants and other service providers of any Parent Entity or partner of the Borrower to the extent such salaries, compensation, bonuses and other benefits are attributable to the ownership or operation of the Borrower and its Restricted Subsidiaries;

(h) the Borrower or any Restricted Subsidiary may pay any dividend or distribution within 60 days after the date of declaration thereof, if at the date of declaration such payment would have complied with the provisions of this Agreement;

(i) the Borrower or any Restricted Subsidiary may (a) pay cash in lieu of fractional Equity Interests in connection with any dividend, split or combination thereof or any Permitted Acquisition (or other similar Investment) and (b) honor any conversion request by a holder of convertible Indebtedness and make cash payments in lieu of fractional shares in connection with any such conversion and may make payments on convertible Indebtedness in accordance with its terms;

(j) in addition to the foregoing Restricted Payments, so long as no Event of Default shall have occurred and be continuing or would result therefrom, the Borrower may make additional Restricted Payments so long as, after giving Pro Forma Effect thereto, (x) the Borrower is in compliance with the Financial Covenants (calculated on a Pro Forma Basis) and (y) the Total Senior Secured Leverage Ratio (calculated on a Pro Forma Basis) is not greater than 2.00:1.00 as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the making of such Restricted Payment;

(k) [reserved];

(l) the Borrower may pay (or may make Restricted Payments to allow any Parent Entity to pay) Restricted Payments in an amount equal to withholding or similar taxes payable or expected to be payable by any present or former employee, director, manager, consultant or other service provider (or its Affiliates, or any of their respective estates or Immediate Family Members) and any repurchases of Equity Interests in consideration of such payments including deemed repurchases in connection with the exercise of stock options; and

(m) payments made to optionholders of the Borrower, or any Parent Entity in connection therewith, or as a result of, any distribution being made to shareholders of the Borrower or any Parent Entity (to the extent such distribution is otherwise permitted hereunder), which payments are being made to compensate such optionholders as though they were shareholders at the time of, and entitled to share in, such distribution (it being understood that no such payment may be made to an optionholder pursuant to this clause to the extent such payment would not have been permitted to be made to such optionholder if it were a shareholder pursuant to any other paragraph of this Section 7.06); and

(n) [reserved].

Section 7.07 Transactions with Affiliates. Enter into any transaction of any kind with any Affiliate of the Borrower, whether or not in the ordinary course of business, other than:

(a) transactions between or among Holdings, the Borrower or any Restricted Subsidiary or any entity that becomes a Restricted Subsidiary as a result of such transaction;

(b) transactions on terms substantially as favorable to the Borrower or such Restricted Subsidiary as would be obtainable by the Borrower or such Restricted Subsidiary at the time in a comparable arm's-length transaction with a Person other than an Affiliate;

(c) the Transactions (including the issuance of Equity Interests to any officer, director, employee, consultant or other service provider of the Borrower or any of its Subsidiaries or any Parent Entity in connection therewith) and the payment of fees and expenses related to the Transactions;

(d) the payment of management and monitoring fees to the Sponsor in an aggregate amount in any fiscal year not to exceed the amount permitted to be paid pursuant to any Sponsor Management Agreement and any Sponsor Termination Fees not to exceed the amount set forth in any such Sponsor Management Agreement and related indemnities and reasonable expenses; provided that upon the occurrence and during the continuance of an Event of Default such amounts may accrue, but not be payable in cash during such period, but all such accrued amounts (plus accrued interest, if any, with respect thereto) may be payable in cash upon the cure or waiver of such Event of Default;

(e) Restricted Payments permitted under Section 7.06;

(f) loans and other transactions by and among the Borrower and/or one or more Subsidiaries to the extent permitted under this Article VII;

(g) employment, compensation, severance or termination arrangements between any Parent Entity, the Borrower or any of its Subsidiaries and their respective officers, employees and consultants (including management and employee benefit plans or agreements, subscription agreements or similar agreements pertaining to the repurchase of Equity Interests pursuant to put/call rights or similar rights with current or former employees, officers, directors, consultants and stock option or incentive plans and other compensation arrangements) and transactions pursuant to management equity plans, stock option plans and other employee benefit plans, agreements and arrangements;

(h) the payment of customary fees and reasonable out of pocket costs to, and indemnities provided on behalf of, directors, officers, managers, employees, consultants and other service providers of the Borrower and its Restricted Subsidiaries or any Parent Entity in the ordinary course of business to the extent attributable to the ownership or operation of the Borrower and its Restricted Subsidiaries;

(i) transactions pursuant to permitted agreements in existence on the Closing Date and set forth on Schedule 7.07 or any amendment thereto to the extent such an amendment, taken as a whole, is not adverse to the Lenders in any material respect;

(j) customary payments by the Borrower and any Restricted Subsidiaries to the Sponsor made for any financial advisory, financing, underwriting or placement services or in respect of other investment banking activities (including in connection with acquisitions or divestitures), which payments are approved, as applicable pursuant to requirements of law or the relevant constituent documents of the Borrower or such Restricted Subsidiary, by the majority of the members of the Board of Directors or a majority of the disinterested members of the Board of Directors of the Borrower in good faith and such payments shall not exceed the lesser of \$1,000,000 and 1% of the transaction value for each such transaction;

(k) transactions entered into by an Unrestricted Subsidiary with an Affiliate prior to the redesignation of any such Unrestricted Subsidiary as a Restricted Subsidiary pursuant to the definition of “Unrestricted Subsidiary” and not in contemplation thereof;

(l) the issuance or transfer of Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) of Holdings (or any Parent Entity) to any Permitted Holder or to any former, current or future director, manager, officer, partner, member, employee, consultant or other service provider (or any Affiliate of any of the foregoing) of Holdings (or any Parent Entity), the Borrower, any of the Restricted Subsidiaries or any direct or indirect parent thereof;

(m) any issuance of Equity Interests, or other payments, awards or grants in cash, securities, Equity Interests or otherwise pursuant to, or the funding of, employment arrangements, stock options and stock ownership plans approved by the Board of Directors of any Parent Entity of the Borrower or the Borrower, as the case may be;

(n) transactions with Wholly-Owned Subsidiaries for the purchase or sale of goods, products, parts and services entered into in the ordinary course of business in a manner consistent with prudent business practice followed by companies in the industry of the Borrower and its Subsidiaries;

(o) transactions with joint ventures for the purchase or sale of goods, equipment and services entered into in the ordinary course of business and in a manner consistent with prudent business practice followed by companies in the industry of the Borrower and its Subsidiaries;

(p) to the extent not prohibited by Sections 7.06(g)(i) and (iii), payments by any Parent Entity of the Borrower, the Borrower and the Restricted Subsidiaries pursuant to Tax sharing agreements among any such Parent Entity, the Borrower and the Restricted Subsidiaries on customary terms; provided that payments by Borrower and the Restricted Subsidiaries under any such Tax sharing agreements shall not exceed the excess (if any) of the amount they would pay on a standalone basis over the amount they actually pay to Governmental Authorities; and

(q) Investments permitted under Section 7.02(y) and Indebtedness incurred pursuant to Section 7.03(w), subject to the parenthetical thereof.

Section 7.08 Prepayments, Etc., of Indebtedness.

(a) Prepay, redeem, purchase, defease or otherwise satisfy prior to the scheduled maturity thereof in any manner any Subordinated Debt (it being understood that payments of regularly scheduled interest and mandatory prepayments under such Subordinated Debt Documents shall be permitted subject to the terms thereof which must be reasonably acceptable to the Required Lenders), except for (i) the refinancing thereof with the Net Cash Proceeds of any Indebtedness (to the extent such Indebtedness constitutes Permitted Refinancing Indebtedness), (ii) the conversion thereof to Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) of Holdings or the Borrower or any Parent Entity, (iii) [reserved] (iv) [reserved], (v) [reserved], (vi) prepayments, redemptions, purchases, defeasances and other payments in respect of Subordinated Debt prior to their scheduled maturity so long as after giving Pro Forma Effect thereto, (x) the Borrower is in compliance with the Financial Covenants (calculated on a Pro Forma Basis) and (y) the Total Senior Secured Leverage Ratio (calculated on a Pro Forma Basis) is not greater than 2.00:1.00 as of the last day of the Test Period most recently ended on or prior to the making of such Investment and (vii) prepayments, redemptions, purchases, defeasances and other payments necessary to consummate the Transactions (including with respect to the Converted Notes and the Temporary Consideration Notes);

(b) Amend, modify or change in any manner materially adverse to the interests of the Lenders any term or condition of the Subordinated Debt Documents without the consent of the Required Lenders (not to be unreasonably withheld or delayed); and

(c) Notwithstanding the foregoing and for the avoidance of doubt, nothing in this Section 7.08 shall prohibit (i) the repayment or prepayment of intercompany subordinated Indebtedness owed among the Borrower and/or the Restricted Subsidiaries, in either case unless an Event of Default has occurred and is continuing and the Borrower has received a notice from the Administrative Agent instructing it not to make or permit the Borrower and/or the Restricted Subsidiaries to make any such repayment or prepayment or (ii) substantially concurrent transfers of credit positions in connection with intercompany debt restructurings so long as such Indebtedness is permitted by Section 7.03 after giving effect to such transfer.

Section 7.09 Financial Covenants.

(a) Except with the written consent of the Required Lenders, permit the Total Leverage Ratio as of the last day of any Test Period (commencing with the first full fiscal quarter ending after the Closing Date) to be greater than the ratio set forth opposite such Test Period below:

Test Period Date	Total Leverage Ratio
December 31, 2015 through and including September 30, 2016	4.00:1.00
December 31, 2016 through and including September 30, 2017	3.75:1.00
December 31, 2017 through and including September 30, 2018	3.50:1.00
December 31, 2018 and thereafter	3.00:1.00

(b) Except with the written consent of the Required Lenders, permit the Fixed Charge Coverage Ratio as of the last day of any Test Period (commencing with the first full fiscal quarter ending after the Closing Date) to be less than 1.25:1.00.

Section 7.10 Holdings Covenants.

Holdings shall not conduct, transact or otherwise engage in any business or operations other than (i) the ownership and/or acquisition of the Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) of the Borrower, (ii) the maintenance of its legal existence, including the ability to incur fees, costs and expenses relating to such maintenance, (iii) to the extent applicable, participating in tax, accounting and other administrative matters as a member of the consolidated group of Holdings and the Borrower, (iv) the performance of its obligations under and in connection with the Loan Documents and any documents relating to other Indebtedness permitted under Section 7.03, (v) any public offering of its common stock or any other issuance or registration of its Equity Interests for sale or resale not prohibited by this Agreement, including the costs, fees and expenses related thereto, (vi) any transaction between Holdings and the Borrower or any Restricted Subsidiary permitted under this Section 7.10, including (a) making any dividend or distribution or other transaction similar to a Restricted Payment not prohibited by Section 7.07 (or the making of a loan to its Parent Entities in lieu of any such permitted Restricted Payment or distribution or other transaction similar to a Restricted Payment) or holding any cash received in connection with Restricted Payments made by the Borrower in accordance with Section 7.07 pending application thereof by Holdings in the manner contemplated by Section 7.07 (including the redemption in whole or in part of any of its Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) in exchange for another class of Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) or rights to acquire its Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) or with proceeds from substantially concurrent equity contributions or issuances of new shares of its Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests)), (b) making any Investment to the extent (1) payment therefor is made solely with the Equity Interests of Holdings (other than Disqualified Equity Interests), the proceeds of Restricted Payments received from the Borrower and/or proceeds of the issuance of, or contribution in respect of the, Equity Interests (other than Disqualified Equity Interests) of Holdings and (2) any property (including Equity Interests) acquired in connection therewith is contributed to the Borrower or a Subsidiary Guarantor (or, if otherwise permitted by Section 7.04, a Restricted Subsidiary) or the Person formed or acquired in connection therewith is merged with the Borrower or a Restricted Subsidiary and (c) the (x) provision of guarantees in the ordinary course of business in respect of obligations of the Borrower or any of its Subsidiaries to suppliers, customers, franchisees, lessors, licensees, sublicensees or distribution partners; provided, for the avoidance of doubt, that such guarantees shall not be in respect of debt for borrowed money, (y) incurrence of guarantees in respect of Indebtedness permitted to be incurred by the Borrower or any of its Restricted Subsidiaries hereunder and (z) granting of Liens to the extent the guarantees in respect of Indebtedness contemplated by subclause (y) is permitted to be secured under Section 7.01, (vii) incurring fees, costs and expenses relating to overhead and general operating including professional fees for legal,

tax and accounting issues and paying Taxes, (viii) providing indemnification to officers and directors and as otherwise permitted in Article VII, (ix) activities incidental to the consummation of the Transactions, (x) organizational activities incidental to Permitted Acquisitions or similar Investments consummated by the Borrower, including the formation of acquisition vehicle entities and intercompany loans and/or investments incidental to such Permitted Acquisitions or similar Investments in each case consummated substantially contemporaneously with the consummation of the applicable Permitted Acquisitions or similar Investments; provided that in no event shall any such activities include the incurrence of a Lien on any of the assets of Holdings, (xi) the making of any loan to any officers or directors contemplated by Section 7.02, the making of any Investment in the Borrower or any Subsidiary Guarantor or, to the extent otherwise allowed under Section 7.02, a Restricted Subsidiary, (xii) activities required to comply with applicable Laws, (xiii) maintenance and administration of stock option and stock ownership plans and activities incidental thereto, (xiv) the obtainment of, and the payment of any fees and expenses for, management, consulting, investment banking and advisory services to the extent otherwise permitted by this Agreement, (xv) in connection with, and following the completion of, a Qualifying IPO, activities necessary or reasonably advisable for or incidental to the initial registration and listing of Holdings common stock and the continued existence of Holdings as a public company and (xvi) activities incidental to the businesses or activities described in clauses (i) to (xv) of this Section 7.10.

Notwithstanding anything herein to the contrary, Holdings may merge, amalgamate or consolidate with or into any other Person (other than the Borrower) or, in connection with a Qualifying IPO, liquidate into the issuing entity, or otherwise convey, sell, assign or transfer all or substantially all of its assets or property; provided that (i) Holdings shall be the continuing or surviving corporation or, in the case of a merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer where Holdings is not the continuing or surviving Person or where Holdings has been liquidated, or in connection with a conveyance, sale, assignment or transfer of all or substantially all of its assets, the Person formed by or surviving any such merger, amalgamation or consolidation or the Person into which Holdings has been liquidated or to which Holdings has transferred such assets shall be an entity organized or existing under the laws of the United States, Canada any State or province thereof, the District of Columbia or any territory thereof (Holdings or such Person, as the case may be, being herein referred to as the “Successor Holdings”), (ii) the Successor Holdings (if other than Holdings) shall expressly assume all the obligations of Holdings under this Agreement and the other Loan Documents pursuant to a supplement hereto or thereto in form reasonably satisfactory to the Administrative Agent, (iii) no Event of Default has occurred and is continuing at the date of such merger, amalgamation, consolidation, liquidation, conveyance, sale, assignment or transfer or would result from the consummation of such merger, amalgamation, consolidation, liquidation, conveyance, sale, assignment or transfer, (iv) each Loan Party, unless it is the other party to such merger, amalgamation, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer or unless the Successor Holdings is Holdings, shall have by a supplement to the relevant Loan Documents confirmed that its obligations thereunder shall apply to the Successor Holdings’ obligations under this Agreement, (v) each mortgagor of a Mortgaged Property, unless it is the other party to such merger, consolidation, conveyance, sale, assignment or transfer or unless the Successor Holdings is Holdings, shall have by an amendment to or restatement of the applicable Mortgage confirmed that its obligations thereunder shall apply to the Successor Holdings’ obligations under this Agreement, (vi) the Successor Holdings shall, immediately following such merger, amalgamation, consolidation, liquidation, conveyance, sale, assignment or transfer directly or indirectly own all Subsidiaries owned by Holdings immediately prior to such merger, amalgamation, consolidation, liquidation, conveyance, sale, assignment or transfer and (vii) if reasonably requested by the Administrative Agent, an opinion of counsel shall be required to be provided to the effect that such merger, amalgamation, consolidation, liquidation, conveyance, sale, assignment or transfer does not breach or result in a default under this Agreement or any other Loan Document and that each Loan Document continues to be enforceable and any security granted thereunder constitutes valid and perfected security for the Obligations, as applicable, and such opinion shall include all customary corporate opinions in respect of the Successor Holdings, where

applicable; provided, further, that if the foregoing are satisfied, the Successor Holdings (if other than Holdings) will succeed to, and be substituted for, Holdings under this Agreement.

Section 7.11 Negative Pledge. Enter into any agreement, instrument, deed or lease that prohibits or limits the ability of any Loan Party to create, incur, assume or suffer to exist any Lien upon any of their respective properties or revenues, whether now owned or hereafter acquired, for the benefit of the Secured Parties with respect to the Obligations or under the Loan Documents; provided that the foregoing shall not apply to:

(a) restrictions and conditions imposed by (A) Law, (B) any Loan Document, (C) [reserved] and (D) any documentation governing any Permitted Refinancing Indebtedness incurred to Refinance any such Indebtedness referenced in clause (B) above;

(b) [reserved];

(c) restrictions and conditions contained in agreements relating to the sale of a Subsidiary or any assets pending such sale; provided that such restrictions and conditions apply only to the Subsidiary or assets that is or are to be sold and such sale is permitted hereunder;

(d) customary provisions in leases, licenses and other contracts restricting the assignment thereof or the granting of Liens on the rights of the Loan Party thereunder;

(e) restrictions imposed by any agreement relating to secured Indebtedness permitted by this Agreement to the extent such restriction applies only to the property securing such Indebtedness;

(f) any restrictions or conditions set forth in any agreement in effect at any time any Person becomes a Restricted Subsidiary (but not any modification or amendment expanding the scope of any such restriction or condition); provided that such agreement was not entered into in contemplation of such Person becoming a Restricted Subsidiary and the restriction or condition set forth in such agreement does not apply to the Borrower or any other Restricted Subsidiary;

(g) restrictions or conditions in any Indebtedness permitted pursuant to Section 7.03 that is incurred or assumed by Non-Loan Parties to the extent such restrictions or conditions are no more restrictive than the restrictions and conditions in the Loan Documents or, in the case of Subordinated Debt, are market terms at the time of issuance or, in the case of Indebtedness of any Non-Loan Party, are imposed solely on such Non Loan Party and its Subsidiaries;

(h) restrictions on cash or other deposits imposed by agreements entered into in the ordinary course of business (or other restrictions constituting Liens permitted hereunder);

(i) restrictions set forth on Schedule 7.11 and any extension, renewal, amendment, modification or replacement thereof, except to the extent any such amendment, modification or replacement expands the scope of any such restriction or condition;

(j) customary provisions in joint venture agreements and other similar agreements applicable to joint ventures permitted by Section 7.02 and applicable solely to such joint venture and entered into in the ordinary course of business;

(k) negative pledges and restrictions on Liens in favor of any holder of Indebtedness permitted under Section 7.03(f), (g), (i) or (r), but solely to the extent any negative pledge relates to the property financed by or the subject of such Indebtedness;

(l) customary provisions restricting assignment of any agreement entered into in the ordinary course of business;

(m) customary net worth provisions contained in real property leases entered into by Subsidiaries of the Borrower, so long as the Borrower has determined in good faith that such net worth provisions could not reasonably be expected to impair the ability of the Borrower and its Subsidiaries to meet their ongoing obligation; and

(n) provisions restricting the granting of a security interest in IP Rights contained in licenses or sublicenses by the Borrower and its Restricted Subsidiaries of such IP Rights, which licenses and sublicenses were entered into in the ordinary course of business (in which case such restriction shall relate only to such IP Rights).

Section 7.12 Specified Preferred Shares. Amend, modify or change in any manner materially adverse to the interests of the Lenders any term or condition of the Specified Preferred Shares without the consent of the Required Lenders (not to be unreasonably withheld or delayed).

ARTICLE VIII

EVENTS OF DEFAULT AND REMEDIES

Section 8.01 Events of Default. Any of the following events referred to in any of clauses (a) through (k) inclusive of this Section 8.01 shall constitute an “Event of Default”:

(a) Non-Payment. Any Loan Party fails to pay (i) when and as required to be paid herein, any amount of principal of any Loan or (ii) within five (5) Business Days after the same becomes due, any interest on any Loan or any other amount payable hereunder or with respect to any other Loan Document; or

(b) Specific Covenants. The Borrower or any Restricted Subsidiary fails to perform or observe any term, covenant or agreement contained in (i) any of Section 6.03(a) or Section 6.04(a) (solely with respect to the Borrower) or Article VII (other than Section 7.09(a)); (ii) Section 7.09(a), provided that an Event of Default shall not occur with respect to this clause (ii) until the Cure Deadline has occurred; (iii) Section 6.01(a) and (b), provided that, commencing after the third full fiscal quarter after the Closing Date, an Event of Default shall not occur with respect to this clause (iii) until such failure continues for ten (10) days after receipt by the Borrower of written notice thereof by the Administrative Agent or the Required Lenders; or (iv) Section 6.16, provided that an Event of Default shall not occur with respect to this clause (iv) until such failure continues for thirty (30) days after delivery by the Borrower of the then most recent financial statements pursuant to Section 6.01(a) and the related Compliance Certificate pursuant to Section 6.02(a); or

(c) Other Defaults. Any Loan Party or any Restricted Subsidiary thereof fails to perform or observe any other covenant or agreement (not specified in Section 8.01(a) or (b) above) contained in any Loan Document on its part to be performed or observed and such failure continues for thirty (30) days after receipt by the Borrower of written notice thereof by the Administrative Agent or the Required Lenders; or

(d) Representations and Warranties. Any representation, warranty, certification or statement of fact made or deemed made by or on behalf of any Loan Party herein, in any other Loan Document, or in any document required to be delivered in connection herewith or therewith shall be untrue in any material respect when made or deemed made and such untrue representation, warranty, certification

or statement of fact, if capable of being cured, remains so incorrect or misleading for thirty (30) days after receipt by the Borrower of written notice thereof by the Administrative Agent or the Required Lenders; or

(e) Cross-Default. Any Loan Party or any Restricted Subsidiary (A) fails to make any payment beyond the applicable grace period with respect thereto, if any (whether by scheduled maturity, required prepayment, acceleration, demand, or otherwise) in respect of any Indebtedness (other than Indebtedness hereunder) having an aggregate principal amount of not less than the Threshold Amount or (B) fails to observe or perform any other agreement or condition relating to any such Indebtedness, or any other event occurs (other than, with respect to Indebtedness consisting of Swap Contracts, termination events or equivalent events pursuant to the terms of such Swap Contracts), the effect of which default or other event is to cause, or to permit the holder or holders of such Indebtedness (or a trustee or agent on behalf of such holder or holders or beneficiary or beneficiaries) to cause, with the giving of notice if required, all such Indebtedness to become due or to be repurchased, prepaid, defeased or redeemed (automatically or otherwise), or an offer to repurchase, prepay, defease or redeem all such Indebtedness to be made, prior to its stated maturity; provided that this clause (e)(B) shall not apply to (x) secured Indebtedness that becomes due or as to which a prepayment is required to be made as a result of the voluntary sale or transfer of the property or assets securing such Indebtedness, if such sale or transfer is permitted hereunder and under the documents providing for such Indebtedness and (y) any Indebtedness permitted to exist or be incurred under the terms of this Agreement that is required to be repurchased, prepaid, defeased or redeemed (or as to which an offer to repurchase, prepay, defease or redeem is required to be made) in connection with any asset sale event, casualty or condemnation event, change of control (without limiting the rights of the Agents and the Lenders under Section 8.01(k) below), excess cash flow or other customary provision in such Indebtedness giving rise to such requirement to offer or prepay in the absence of any default thereunder; provided, further, that such failure is unremedied and is not waived by the holders of such Indebtedness; or

(f) Insolvency Proceedings, Etc. Any Loan Party or any of the Restricted Subsidiaries institutes or consents to the institution of any proceeding under any Debtor Relief Law, or makes an assignment for the benefit of creditors; or applies for or consents to the appointment of any receiver, interim receiver, receiver and manager, trustee, custodian, conservator, liquidator, rehabilitator, administrator, administrative receiver or similar officer for it or for all or any material part of its property; or any receiver, interim receiver, receiver and manager, trustee, custodian, conservator, liquidator, rehabilitator, administrator, administrative receiver or similar officer is appointed without the application or consent of such Person and the appointment continues undischarged or unstayed for sixty (60) calendar days; or any proceeding under any Debtor Relief Law relating to any such Person or to all or any material part of its property is instituted without the consent of such Person and continues undismissed or unstayed for sixty (60) calendar days; or an order for relief is entered in any such proceeding; or

(g) Attachment. Any writ or warrant of attachment or execution or similar process is issued or levied against all or any material part of the property of the Loan Parties or any Restricted Subsidiaries, taken as a whole, and is not released, vacated or fully bonded within sixty (60) days after its issue or levy; or

(h) Judgments. There is entered against any Loan Party or any Restricted Subsidiary a final judgment or order for the payment of money in an aggregate amount exceeding the Threshold Amount (to the extent not covered by independent third-party insurance or by an enforceable indemnity) and such judgment or order shall not have been satisfied, vacated, discharged or stayed or bonded pending an appeal for a period of sixty (60) consecutive days; or

(i) ERISA. (i) An ERISA Event occurs with respect to a Pension Plan or Multiemployer Plan which has resulted or would reasonably be expected to result in liability of any Loan

Party under Title IV of ERISA in an aggregate amount which would reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect or (ii) a Foreign Pension Event occurs with respect to a Foreign Plan that would reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect or (iii) any Loan Party or Restricted Subsidiaries implements, sponsors or contributes to a Foreign Plan which is required to be registered pursuant to relevant Canadian pension legislation and which includes a defined benefits component; or

(j) Invalidity of Collateral Documents. (i) Any material provision of any Collateral Document, at any time after its execution and delivery and for any reason other than as expressly permitted hereunder or thereunder (including as a result of a transaction permitted under Section 7.04 or Section 7.05) or as a result of acts or omissions by the Administrative Agent, the Collateral Agent or any Lender or the satisfaction in full of all the Obligations, ceases to be in full force and effect; or any Loan Party contests in writing the validity or enforceability of any material provision of any Collateral Document; or any Loan Party denies in writing that it has any or further liability or obligation under any Collateral Document (other than as a result of repayment in full of the Obligations and termination of the Aggregate Commitments), or purports in writing to revoke or rescind any Collateral Document or (ii) a material part of the Liens purported to be created by the Collateral Documents (subject to (x) the terms of the Collateral and Guarantee Requirement and (y) any Lien permitted by Section 7.01) ceases to be perfected security interests other than (x) as a result of a release of Collateral permitted under Section 10.20, (y) as a result of the Administrative Agent's or the Collateral Agent's failure to (1) maintain possession of any stock certificates, promissory notes or other instruments delivered to it under the Loan Documents or (2) file and maintain proper Uniform Commercial Code statements, PPSA statements or similar filings (including continuation statements) or (z) as to Collateral consisting of real property, to the extent that such real property is covered by a lender's title insurance policy and such insurer has not denied coverage; or

(k) Change of Control. There occurs any Change of Control.

Section 8.02 Remedies Upon Event of Default. If any Event of Default occurs and is continuing, the Administrative Agent may and, at the request of the Required Lenders, shall take any or all of the following actions:

(i) declare the commitment of each Lender to make Loans and any obligation of the L/C Issuer to make L/C Credit Extensions to be terminated, whereupon such commitments and obligation shall be terminated;

(ii) declare the unpaid principal amount of all outstanding Loans, all interest accrued and unpaid thereon, and all other amounts owing or payable hereunder or under any other Loan Document to be immediately due and payable, without presentment, demand, protest or other notice of any kind, all of which are hereby expressly waived by the Borrower;

(iii) require that the Borrower Cash Collateralize the L/C Obligations (in an amount equal to the then Outstanding Amount thereof); and

(iv) exercise on behalf of itself and the Lenders all rights and remedies available to it and the Lenders under the Loan Documents or applicable Law;

provided that upon the occurrence of an Event of Default under Section 8.01(f) with respect to the Borrower, the obligation of each Lender to make Loans and any obligation of the L/C Issuer to make L/C Credit Extensions shall automatically terminate, the unpaid principal amount of all outstanding Loans and all interest and other amounts as aforesaid shall automatically become due and payable, and the obligation

of the Borrower to Cash Collateralize the L/C Obligations as aforesaid shall automatically become effective, in each case without further act of the Administrative Agent or any Lender.

Section 8.03 Exclusion of Immaterial Subsidiaries. Solely for the purpose of determining whether a Default has occurred under clause (f) or (g) of Section 8.01, any reference in any such clause to any Restricted Subsidiary or Loan Party shall be deemed not to include any Restricted Subsidiary that is an Immaterial Subsidiary or at such time could, upon designation by the Borrower, become an Immaterial Subsidiary affected by any event or circumstances referred to in any such clause unless the Consolidated EBITDA of such Restricted Subsidiary together with the Consolidated EBITDA of all other Restricted Subsidiaries affected by such event or circumstance referred to in such clause, shall exceed 5% of the Consolidated EBITDA of the Borrower and its Restricted Subsidiaries for the most recent Test Period for which Section 6.01 Financials have been delivered.

Section 8.04 Application of Funds. If the circumstances described in Section 2.12(g) have occurred, or after the exercise of remedies provided for in Section 8.02 (or after the Loans have automatically become immediately due and payable and the L/C Obligations have automatically been required to be Cash Collateralized as set forth in the proviso to Section 8.02), including in any bankruptcy or insolvency proceeding, any amounts received on account of the Obligations shall be applied by the Administrative Agent in the following order:

First, to payment of that portion of the Obligations constituting fees, indemnities, expenses and other amounts (other than principal and interest, but including Attorney Costs payable under Section 10.04 and amounts payable under Article III) payable to each Agent in its capacity as such;

Second, to payment of that portion of the Obligations constituting fees, indemnities and other amounts (other than principal and interest) payable to the Lenders (including Attorney Costs payable under Section 10.04 and amounts payable under Article III), ratably among them in proportion to the amounts described in this clause Second payable to them;

Third, to payment of that portion of the Obligations constituting accrued and unpaid interest (including, but not limited to, post-petition interest), ratably among the Lenders in proportion to the respective amounts described in this clause Third payable to them;

Fourth, to payment of that portion of the Obligations constituting (i) unpaid principal, (ii) Unreimbursed Amounts or face amounts of the Loans, (iii) L/C Borrowings, (iv) Swap Termination Value under Secured Hedge Agreements, (v) Cash Management Obligations in an amount not to exceed \$10,000,000, and to Cash Collateralize that portion of L/C Obligations comprised of the aggregate undrawn amount of Letters of Credit (with such Cash Collateral provided to the Administrative Agent for the account of the L/C Issuers), ratably among the Secured Parties in proportion to the respective amounts described in this clause Fourth held by them;

Fifth, to the payment of all other Obligations of the Loan Parties that are due and payable to the Administrative Agent and the other Secured Parties on such date, ratably based upon the respective aggregate amounts of all such Obligations owing to the Administrative Agent and the other Secured Parties on such date;

Sixth, to payment of that portion of the Obligations constituting Cash Management Obligations to the extent not paid pursuant to clause Fourth above; and

Last, the balance, if any, after all of the Obligations have been indefeasibly paid in full, to the Borrower or as otherwise required by Law.

Subject to Section 2.03(c), amounts used to Cash Collateralize the aggregate undrawn amount of Letters of Credit pursuant to clause Fourth above shall be applied to satisfy drawings under such Letters of Credit as they occur. If any amount remains on deposit as Cash Collateral after all Letters of Credit have either been fully drawn or expired, such remaining amount shall be applied to the other Obligations, if any, in the order set forth above and, if no Obligations remain outstanding, to the Borrower. Notwithstanding the foregoing, no amounts received from any Guarantor shall be applied to any Excluded Swap Obligations of such Guarantor

Section 8.05 Permitted Holders' Right to Cure.

(a) Notwithstanding anything to the contrary contained in Section 8.01(b), in the event that the Borrower fails to comply with the Financial Covenants and/or either Financial Covenant, any of the Permitted Holders, Holdings or any other Person designated by the Borrower shall have the right, during the period beginning at the start of the last fiscal quarter of the applicable Test Period and until on the tenth (10th) Business Day after the date on which financial statements with respect to the Test Period in which such covenant is being measured are required to be delivered pursuant to Section 6.01 (such date, the "Cure Deadline"), to make a direct or indirect equity investment in the Borrower in cash in the form of common Equity Interests (or other Qualified Equity Interests reasonably acceptable to the Administrative Agent) (the "Cure Right"), and upon the receipt by the Borrower of net cash proceeds pursuant to the exercise of the Cure Right (the "Cure Amount"), the applicable Financial Covenants or Financial Covenants, shall be recalculated, giving effect to a pro forma increase to Consolidated EBITDA for such Test Period in an amount equal to such Cure Amount; provided that such pro forma adjustment to Consolidated EBITDA shall be given solely for the purpose of determining the existence of a Default or an Event of Default under the Financial Covenants with respect to any Test Period that includes the fiscal quarter for which such Cure Right was exercised and not for any other purpose under any Loan Document.

(b) If, after the exercise of the Cure Right and the recalculations pursuant to clause (a) above, the Borrower shall then be in compliance with Section 7.09 during such Test Period, the Borrower shall be deemed to have satisfied the requirements of Section 7.09 as of the relevant date of determination with the same effect as though there had been no failure to comply therewith at such date, and the applicable Default or Event of Default under Section 8.01 that had occurred shall be deemed cured; provided that (i) the Cure Right may be exercised on no more than five (5) occasions, (ii) in each four fiscal quarter period, there shall be at least two fiscal quarters in respect of which no Cure Right is exercised, (iii) with respect to any exercise of the Cure Right, the Cure Amount shall be no greater than the amount required to cause the Borrower to be in compliance with Section 7.09 (such amount, the "Necessary Cure Amount") (provided that if the Cure Right is exercised prior to the date financial statements are required to be delivered for such fiscal quarter then the Cure Amount shall be equal to the amount reasonably determined by the Borrower in good faith that is required for purposes of complying with Section 7.09 for such fiscal quarter (such amount, the "Expected Cure Amount"), (iv) subject to clause (c) below, all Cure Amounts shall be disregarded for purposes of determining the Applicable Rate, any baskets or with respect to the covenants contained in the Loan Documents and (v) the Cure Amount may not reduce the amount of Consolidated Total Debt (including by way of cash netting under clause (b) thereof) for purposes of calculating compliance with the Financial Covenants for the fiscal quarter for which such Cure Right is deemed applied; provided the amount of Consolidated Total Debt may be reduced to the extent the Cure Right is applied to prepay Indebtedness for determining compliance with the Financial Covenants in subsequent fiscal quarters.

(c) Notwithstanding anything herein to the contrary, to the extent that the Expected Cure Amount is (i) greater than the Necessary Cure Amount, then such difference may be used for the purposes of determining any baskets (other than any previously contributed Cure Amounts) or with respect to the covenants contained in the Loan Documents and (ii) less than the Necessary Cure Amount, then not later than the applicable Cure Deadline, the Borrower must receive a direct or indirect equity investment in cash in the form of common Equity Interests (or other Qualified Equity Interests reasonably acceptable to the Administrative Agent), which cash proceeds received by Borrower shall be equal to the shortfall between such Expected Cure Amount and such Necessary Cure Amount.

ARTICLE IX

ADMINISTRATIVE AGENT AND OTHER AGENTS

Section 9.01 Appointment and Authorization of Agents.

(a) Each Lender hereby irrevocably appoints, designates and authorizes the Administrative Agent to take such action on its behalf under the provisions of this Agreement and each other Loan Document and to exercise such powers and perform such duties as are expressly delegated to it by the terms of this Agreement or any other Loan Document, together with such powers as are reasonably incidental thereto. Notwithstanding any provision to the contrary contained elsewhere herein or in any other Loan Document, the Administrative Agent shall have no duties or responsibilities, except those expressly set forth herein, nor shall the Administrative Agent have or be deemed to have any fiduciary relationship with any Lender or participant, and no implied covenants, functions, responsibilities, duties, obligations or liabilities shall be read into this Agreement or any other Loan Document or otherwise exist against the Administrative Agent. Without limiting the generality of the foregoing sentence, the use of the term “agent” herein and in the other Loan Documents with reference to any Agent is not intended to connote any fiduciary or other implied (or express) obligations arising under the agency doctrine of any applicable Law. Instead, such term is used merely as a matter of market custom, and is intended to create or reflect only an administrative relationship between independent contracting parties.

(b) Each L/C Issuer shall act on behalf of the Lenders with respect to any Letters of Credit issued by it and the documents associated therewith, and each such L/C Issuer shall have all of the benefits and immunities (i) provided to the Agents in this Article IX with respect to any acts taken or omissions suffered by such L/C Issuer in connection with Letters of Credit issued by it or proposed to be issued by it and the applications and agreements for letters of credit pertaining to such Letters of Credit as fully as if the term “Agent” as used in this Article IX and in the definition of “Agent-Related Person” included such L/C Issuer with respect to such acts or omissions, and (ii) as additionally provided herein with respect to such L/C Issuer.

(c) The Collateral Agent shall act as the “collateral agent” under the Loan Documents, and each of the Secured Parties party hereto hereby irrevocably appoints and authorizes the Collateral Agent to act as the agent of (and to hold any security interest, charge or other Lien created by the Collateral Documents for and on behalf of or on trust for) all present and future Secured Parties for purposes of acquiring, holding and enforcing any and all Liens on Collateral granted by any of the Loan Parties to secure any of the Obligations, together with such powers and discretion as are reasonably incidental thereto. In this connection, the Collateral Agent (and any co-agents, subagents and attorneys-in-fact appointed by the Collateral Agent pursuant to Section 9.02 for purposes of holding or enforcing any Lien on the Collateral (or any portion thereof) granted under the Collateral Documents, or for exercising any rights and remedies thereunder at the direction of the Collateral Agent), shall be entitled to the benefits of all provisions of this Article IX (including Section 9.07, as though such co-agents, sub-agents and

attorneys-in-fact were the “collateral agent” under the Loan Documents) as if set forth in full herein with respect thereto.

Section 9.02 Delegation of Duties. The Administrative Agent and the Collateral Agent may execute any of its duties under this Agreement or any other Loan Document (including for purposes of holding or enforcing any Lien on the Collateral (or any portion thereof) granted under the Collateral Documents or of exercising any rights and remedies thereunder) by or through Affiliates, agents, employees or attorneys-in-fact, such sub-agents as shall be deemed necessary by the Administrative Agent or the Collateral Agent, if applicable, and shall be entitled to advice of counsel, both internal and external, and other consultants or experts concerning all matters pertaining to such duties. Neither the Administrative Agent nor the Collateral Agent shall not be responsible for the negligence or misconduct of any agent or sub-agent or attorney-in-fact that it selects in the absence of gross negligence, willful misconduct or bad faith.

Section 9.03 Liability of Agents. No Agent-Related Person shall (a) be liable to any Lender for any action taken or omitted to be taken by any of them under or in connection with this Agreement or any other Loan Document or the transactions contemplated hereby (except for its own gross negligence, willful misconduct or bad faith, as determined by the final judgment of a court of competent jurisdiction, in connection with its duties expressly set forth herein), or (b) be responsible in any manner to any Lender or participant for any recital, statement, representation or warranty made by any Loan Party or any officer thereof, contained herein or in any other Loan Document, or in any certificate, report, statement or other document referred to or provided for in, or received by the Administrative Agent under or in connection with, this Agreement or any other Loan Document, or the validity, effectiveness, genuineness, enforceability or sufficiency of this Agreement or any other Loan Document, or the perfection or priority of any Lien or security interest created or purported to be created under the Collateral Documents, or for any failure of any Loan Party or any other party to any Loan Document to perform its obligations hereunder or thereunder. No Agent-Related Person shall be under any obligation to any Lender or participant to ascertain or to inquire as to the observance or performance of any of the agreements contained in, or conditions of, this Agreement or any other Loan Document, or to inspect the properties, books or records of any Loan Party or any Affiliate thereof.

Section 9.04 Reliance by Agents.

(a) Each Agent shall be entitled to rely, and shall be fully protected in relying, upon any writing, communication, signature, resolution, representation, notice, consent, certificate, affidavit, letter, telegram, facsimile, telex or telephone message, electronic mail message, statement or other document or conversation believed by it to be genuine and correct and to have been signed, sent or made by the proper Person or Persons, and upon advice and statements of legal counsel (including counsel to any Loan Party), independent accountants and other experts selected by such Agent. Each Agent shall be fully justified in failing or refusing to take any action under any Loan Document unless it shall first receive such advice or concurrence of the Required Lenders (or such greater number of Lenders as may be expressly required hereby in any instance) as it deems appropriate and, if it so requests, it shall first be indemnified to its satisfaction by the Lenders against any and all liability and expense which may be incurred by it by reason of taking or continuing to take any such action. Each Agent shall in all cases be fully protected in acting, or in refraining from acting, under this Agreement or any other Loan Document in accordance with a request or consent of the Required Lenders (or such greater number of Lenders as may be expressly required hereby in any instance) and such request and any action taken or failure to act pursuant thereto shall be binding upon all the Lenders.

(b) For purposes of determining compliance with the conditions specified in Section 4.01, each Lender that has signed this Agreement shall be deemed to have consented to, approved

or accepted or to be satisfied with, each document or other matter required thereunder to be consented to or approved by or acceptable or satisfactory to a Lender unless the Administrative Agent shall have received notice from such Lender prior to the proposed Closing Date specifying its objection thereto.

Section 9.05 Notice of Default. The Administrative Agent shall not be deemed to have knowledge or notice of the occurrence of any Default, except with respect to defaults in the payment of principal, interest and fees required to be paid to the Administrative Agent for the account of the Lenders, unless the Administrative Agent shall have received written notice from a Lender or the Borrower referring to this Agreement, describing such Default and stating that such notice is a “notice of default.” The Administrative Agent will notify the Lenders of its receipt of any such notice. The Administrative Agent shall take such action with respect to any Event of Default as may be directed by the Required Lenders in accordance with Article VIII; provided that unless and until the Administrative Agent has received any such direction, the Administrative Agent may (but shall not be obligated to) take such action, or refrain from taking such action, with respect to such Event of Default as it shall deem advisable or in the best interest of the Lenders.

Section 9.06 Credit Decision; Disclosure of Information by Agents. Each Lender acknowledges that no Agent-Related Person has made any representation or warranty to it, and that no act by any Agent hereafter taken, including any consent to and acceptance of any assignment or review of the affairs of any Loan Party or any Affiliate thereof, shall be deemed to constitute any representation or warranty by any Agent-Related Person to any Lender as to any matter, including whether Agent-Related Persons have disclosed material information in their possession. Each Lender represents to each Agent that it has, independently and without reliance upon any Agent-Related Person and based on such documents and information as it has deemed appropriate, made its own appraisal of and investigation into the business, prospects, operations, property, financial and other condition and creditworthiness of the Loan Parties and their respective Subsidiaries, and all applicable bank or other regulatory Laws relating to the transactions contemplated hereby, and made its own decision to enter into this Agreement and to extend credit to the Borrower and the other Loan Parties hereunder. Each Lender also represents that it will, independently and without reliance upon any Agent-Related Person and based on such documents and information as it shall deem appropriate at the time, continue to make its own credit analysis, appraisals and decisions in taking or not taking action under this Agreement and the other Loan Documents, and to make such investigations as it deems necessary to inform itself as to the business, prospects, operations, property, financial and other condition and creditworthiness of the Borrower and the other Loan Parties. Except for notices, reports and other documents expressly required to be furnished to the Lenders by any Agent herein, such Agent shall not have any duty or responsibility to provide any Lender with any credit or other information concerning the business, prospects, operations, property, financial and other condition or creditworthiness of any of the Loan Parties or any of their respective Affiliates which may come into the possession of any Agent-Related Person.

Section 9.07 Indemnification of Agents. Whether or not the transactions contemplated hereby are consummated, the Lenders shall indemnify upon demand each Agent-Related Person (to the extent not reimbursed by or on behalf of any Loan Party and without limiting the obligation of any Loan Party to do so), pro rata, and hold harmless each Agent-Related Person from and against any and all Indemnified Liabilities incurred by it; provided that no Lender shall be liable for the payment to any Agent-Related Person of any portion of such Indemnified Liabilities resulting from such Agent-Related Person’s own gross negligence, willful misconduct or bad faith, as determined by the final judgment of a court of competent jurisdiction; provided that no action taken in accordance with the direction of the Required Lenders (or such other number or percentage of the Lenders as shall be required by the Loan Documents) shall be deemed to constitute gross negligence, willful misconduct or bad faith for purposes of this Section 9.07. In the case of any investigation, litigation or proceeding giving rise to any Indemnified Liabilities, this Section 9.07 applies whether any such investigation, litigation or proceeding is brought by

any Lender or any other Person. Without limitation of the foregoing, each Lender shall reimburse the Administrative Agent upon demand for its ratable share of any costs or out-of-pocket expenses (including Attorney Costs) incurred by the Administrative Agent in connection with the preparation, execution, delivery, administration, modification, amendment or enforcement (whether through negotiations, legal proceedings or otherwise) of, or legal advice in respect of rights or responsibilities under, this Agreement, any other Loan Document, or any document contemplated by or referred to herein, to the extent that the Administrative Agent is not reimbursed for such expenses by or on behalf of the Borrower; provided that such reimbursement by the Lenders shall not affect the Borrower's continuing reimbursement obligations with respect thereto, if any. The undertaking in this Section 9.07 shall survive termination of the Aggregate Commitments, the payment of all other Obligations and the resignation of the Administrative Agent.

Section 9.08 Agents in their Individual Capacities. BMO and its Affiliates may make loans to, issue letters of credit for the account of, accept deposits from, acquire Equity Interests in and generally engage in any kind of banking, trust, financial advisory, underwriting or other business with each of the Loan Parties and their respective Affiliates as though BMO were not the Administrative Agent hereunder and without notice to or consent of the Lenders. The Lenders acknowledge that, pursuant to such activities, BMO or its Affiliates may receive information regarding any Loan Party or any Affiliate of a Loan Party (including information that may be subject to confidentiality obligations in favor of such Loan Party or such Affiliate) and acknowledge that the Administrative Agent shall be under no obligation to provide such information to them. With respect to its Loans, BMO shall have the same rights and powers under this Agreement as any other Lender and may exercise such rights and powers as though it were not the Administrative Agent, and the terms "Lender" and "Lenders" include BMO in its individual capacity.

Section 9.09 Successor Agents. The Administrative Agent or the Collateral Agent may resign as the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, upon thirty (30) days' notice to the Lenders and the Borrower. If the Administrative Agent and/or Collateral Agent becomes a Defaulting Lender, then such Administrative Agent or Collateral Agent, as the case may be, may be removed as the Administrative Agent or Collateral Agent, as the case may be, at the reasonable request of the Borrower and the Required Lenders. If the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, resigns or is removed under this Agreement, the Required Lenders shall appoint from among the Lenders a successor agent for the Lenders or the Secured Parties, as applicable, which appointment of a successor agent shall require the consent of the Borrower at all times other than during the existence of an Event of Default (which consent of the Borrower shall not be unreasonably withheld or delayed). If no successor agent is appointed prior to the effective date of the resignation (but not removal) of the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, may appoint, after consulting with the Lenders and the Borrower (except during the existence of an Event of Default), a successor agent from among the Lenders. Upon the acceptance of its appointment as successor agent hereunder, the Person acting as such successor agent shall succeed to all the rights, powers and duties of the retiring Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, and the term "Administrative Agent" shall mean such successor administrative agent (and the term "Collateral Agent" shall mean such successor collateral agent and/or supplemental agent, as described in Section 9.01(c)), and the retiring or removed Administrative Agent's or the Collateral Agent's, as the case may be, appointment, powers and duties as the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, shall be terminated. After the retiring or removed Administrative Agent's or the Collateral Agent's, as the case may be, resignation hereunder as the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, the provisions of this Article IX and Section 10.04 and Section 10.05 shall inure to its benefit as to any actions taken or omitted to be taken by it while it was the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, under this Agreement. If no successor agent has accepted appointment as the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, by the date which is thirty (30) days following the retiring (but not removed) Administrative Agent's or the Collateral Agent's,

as the case may be, notice of resignation, the retiring Administrative Agent's or the Collateral Agent's, as the case may be, resignation shall nevertheless thereupon become effective and the Lenders shall perform all of the duties of the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, hereunder until such time, if any, as the Required Lenders appoint a successor agent as provided for above. Upon the acceptance of any appointment as the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, hereunder by a successor and upon the execution and filing or recording of such financing statements, or amendments thereto, and such amendments or supplements to the Mortgages, and such other instruments or notices, as may be necessary or desirable, or as the Required Lenders may reasonably request, in order to (a) continue the perfection of the Liens granted or purported to be granted by the Collateral Documents or (b) otherwise ensure that the Collateral and Guarantee Requirement is satisfied, the Administrative Agent or Collateral Agent, as the case may be, shall thereupon succeed to and become vested with all the rights, powers, discretion, privileges, and duties of the retiring Administrative Agent or Collateral Agent, as the case may be, and the retiring or removed Administrative Agent or Collateral Agent, as the case may be, shall be discharged from its duties and obligations under the Loan Documents.

Section 9.10 Administrative Agent May File Proofs of Claim. In case of the pendency of any receivership, insolvency, liquidation, bankruptcy, reorganization, arrangement, adjustment, composition or other judicial proceeding relative to any Loan Party, the Administrative Agent (irrespective of whether the principal of any Loan or L/C Obligation shall then be due and payable as herein expressed or by declaration or otherwise and irrespective of whether the Administrative Agent shall have made any demand on the Borrower) shall be entitled and empowered, by intervention in such proceeding or otherwise:

(a) to file and prove a claim for the whole amount of the principal and interest owing and unpaid in respect of the Loans, L/C Obligations and all other Obligations that are owing and unpaid and to file such other documents as may be necessary or advisable in order to have the claims of the Lenders and the Administrative Agent (including any claim for the reasonable compensation, expenses, disbursements and advances of the Lenders and the Administrative Agent and their respective agents and counsel and all other amounts due the Lenders and the Administrative Agent under Section 2.04(e) and (f), Section 2.09 and Section 10.04) allowed in such judicial proceeding; and

(b) to collect and receive any monies or other property payable or deliverable on any such claims and to distribute the same; and

(c) any custodian, receiver, assignee, trustee, liquidator, sequestrator or other similar official in any such judicial proceeding is hereby authorized by each Lender to make such payments to the Administrative Agent and, in the event that the Administrative Agent shall consent to the making of such payments directly to the Lenders, to pay to the Administrative Agent any amount due for the reasonable compensation, expenses, disbursements and advances of the Agents and their respective agents and counsel, and any other amounts due to the Administrative Agent under Section 2.09 and Section 10.04.

Nothing contained herein shall be deemed to authorize the Administrative Agent to authorize or consent to or accept or adopt on behalf of any Lender any plan of reorganization, arrangement, adjustment or composition affecting the Obligations or the rights of any Lender or to authorize the Administrative Agent to vote in respect of the claim of any Lender in any such proceeding.

Section 9.11 Collateral and Guaranty Matters. The Lenders irrevocably agree that any Lien on any property granted to or held by the Administrative Agent or the Collateral Agent under any Loan Document may be released or subordinated in accordance with the provisions of Section 10.20 or any Collateral Document.

Upon request by the Administrative Agent at any time, the Required Lenders (or such other percentage of the Lenders whose consent may be required in accordance with Section 10.01) will confirm in writing the Administrative Agent's authority to release or subordinate its interest in particular types or items of property, or to release any Guarantor from its obligations under the Guaranty pursuant to this Section 9.11 and Section 10.20.

Section 9.12 Other Agents; Arrangers and Managers. None of the Lenders or other Persons identified on the facing page or signature pages of this Agreement as a "syndication agent," or "co-arranger" shall have any right, power, obligation, liability, responsibility or duty under this Agreement other than those applicable to all Lenders as such. Without limiting the foregoing, none of the Lenders or other Persons so identified shall have or be deemed to have any fiduciary relationship with any Lender. Each Lender acknowledges that it has not relied, and will not rely, on any of the Lenders or other Persons so identified in deciding to enter into this Agreement or in taking or not taking action hereunder.

Section 9.13 Withholding Tax. To the extent required by any applicable Law, the Administrative Agent may deduct or withhold from any payment to any Lender an amount equivalent to any applicable withholding Tax. If the Internal Revenue Service, Canada Revenue Agency, Revenu Québec or any other Governmental Authority asserts a claim that the Administrative Agent did not properly withhold Tax from amounts paid to or for the account of any Lender (because the appropriate form was not delivered or was not properly executed or because such Lender failed to notify the Administrative Agent of a change in circumstance that rendered the exemption from, or reduction of, withholding Tax ineffective or for any other reason), such Lender shall indemnify and hold harmless the Administrative Agent fully for all amounts paid, directly or indirectly, by the Administrative Agent as Tax or otherwise, including any penalties, additions to Tax or interest and together with all expenses (including legal expenses, allocated internal costs and out-of pocket expenses) incurred, whether or not such Tax was correctly or legally imposed or asserted by the relevant Governmental Authority. A certificate as to the amount of such payment or liability delivered to any Lender by the Administrative Agent shall be conclusive absent manifest error. Each Lender hereby authorizes the Administrative Agent to set off and apply any and all amounts at any time owing to such Lender under this Agreement or any other Loan Document against any amount due the Administrative Agent under this Section 9.13. The agreements in this Section 9.13 shall survive the resignation and/or replacement of the Administrative Agent, any assignment of rights by, or the replacement of, a Lender, the termination of this Agreement and the repayment, satisfaction or discharge of all other obligations. For the avoidance of doubt, (1) the term "Lender" shall, for purposes of this Section 9.13, include any Issuing Bank and any Swing Line Lender and (2) this Section 9.13 shall not limit or expand the obligations of the Borrower or any Guarantor under Section 3.01 or any other provision of this Agreement.

Section 9.14 Quebec Security. For the purposes of the grant of security under the laws of the Province of Quebec which may now or in the future be required to be provided by any Loan Party, the Collateral Agent is hereby irrevocably authorized and appointed by each of the Secured Parties hereto to act as hypothecary representative (within the meaning of Article 2692 of the Civil Code of Quebec) for all present and future Secured Parties (in such capacity, the "Hypothecary Representative") in order to hold any hypothec granted under the laws of the Province of Quebec and to exercise such rights and duties as are conferred upon the Hypothecary Representative under the relevant deed of hypothec and applicable Laws (with the power to delegate any such rights or duties). The execution prior to the Closing Date by the Collateral Agent in its capacity as the Hypothecary Representative of any deed of hypothec or other security documents made pursuant to the laws of the Province of Quebec, is hereby ratified and confirmed. Any Person who becomes a Secured Party or successor Collateral Agent shall be deemed to have consented to and ratified the foregoing appointment of the Collateral Agent as the Hypothecary Representative on behalf of all Secured Parties, including such Person and any Affiliate of such Person designated above as a Secured Party. For greater certainty, the Collateral Agent, acting as the

Hypothecary Representative, shall have the same rights, powers, immunities, indemnities and exclusions from liability as are prescribed in favor of the Collateral Agent in this Agreement, which shall apply mutatis mutandis. In the event of the resignation of the Collateral Agent (which shall include its resignation as the Hypothecary Representative) and appointment of a successor Collateral Agent, such successor Collateral Agent shall also act as the Hypothecary Representative, as contemplated above.

Section 9.15 Secured Cash Management Agreements and Secured Hedge Agreements. Except as otherwise expressly set forth herein or in any Guarantee or any Collateral Document, no Cash Management Bank or Hedge Bank that obtains the benefits of any Guarantee or any Collateral by virtue of the provisions hereof or of any Guarantee or any Collateral Document shall have any right to notice of any action or to consent to, direct or object to any action hereunder or under any other Loan Document or otherwise in respect of the Collateral (including the release or impairment of any Collateral) other than in its capacity as a Lender and, in such case, only to the extent expressly provided in the Loan Documents. Notwithstanding any other provision of this Section 9.15 to the contrary, the Administrative Agent shall not be required to verify the payment of, or that other satisfactory arrangements have been made with respect to, Obligations arising under Secured Cash Management Agreements and Secured Hedging Agreements unless the Administrative Agent has received written notice of such Obligations, together with such supporting documentation as the Administrative Agent may request, from the applicable Cash Management Bank or Hedge Bank, as the case may be.

Section 9.16 Intercreditor Agreements. The Administrative Agent and the Collateral Agent are each hereby authorized to enter into any Customary Intercreditor Agreement to the extent contemplated by the terms hereof, and the parties hereto acknowledge that such Customary Intercreditor Agreement is binding upon them. Each Lender (a) hereby agrees that it will be bound by the provisions of the Customary Intercreditor Agreement as if it were a signatory thereto and will take no actions contrary to the provisions of the Customary Intercreditor Agreement and (b) hereby authorizes and instructs the Administrative Agent and/or Collateral Agent to enter into the Customary Intercreditor Agreement and to subject the Liens on the Collateral securing the Obligations to the provisions thereof. In addition, each Lender hereby authorizes the Administrative Agent and/or Collateral Agent to enter into (i) any amendments to any Customary Intercreditor Agreement, and (ii) any other intercreditor arrangements, in the case of clauses (i), and (ii) to the extent required to give effect to the establishment of intercreditor rights and privileges as contemplated and required by Section 7.01 of this Agreement, in each case, and without any further consent, authorization or other action by such Lender. Each Lender hereby agrees that no Lender shall have any right of action whatsoever against any Agent as a result of any action taken by such Agent pursuant to this Section or in accordance with the terms of any Customary Intercreditor Agreement. The foregoing provisions are intended as an inducement to the Secured Parties to extend credit to the Borrower and such Secured Parties are intended third-party beneficiaries of such provisions and the provisions of any Customary Intercreditor Agreement.

ARTICLE X

MISCELLANEOUS

Section 10.01 Amendments, Etc. Except as otherwise set forth in this Agreement, no amendment or waiver of any provision of this Agreement or any other Loan Document, and no consent to any departure by the Borrower or any other Loan Party therefrom, shall be effective unless in writing signed by the Required Lenders and the Borrower or the applicable Loan Party, as the case may be, and each such waiver or consent shall be effective only in the specific instance and for the specific purpose for which given; provided that no such amendment, waiver or consent shall:

(a) extend or increase the Commitment of any Lender without the written consent of each Lender (it being understood that a waiver of any condition precedent set forth in Section 4.02 or the waiver of any Default, Event of Default, mandatory prepayment or mandatory reduction of the Commitments or Loans shall not constitute an extension or increase of any Commitment of any Lender);

(b) postpone any date scheduled for, or reduce the amount of, any payment of principal or interest under Section 2.07 or Section 2.08 without the written consent of each Lender (it being understood that a waiver of any condition precedent set forth in Section 4.02 or the waiver of any Default, Event of Default, mandatory prepayment or mandatory reduction of the Commitments or Loans shall not constitute a postponement of any date scheduled for the payment of principal or interest);

(c) reduce the principal of, or the rate of interest specified herein on, any Loan or L/C Borrowing (it being understood that a waiver of any condition precedent set forth in Section 4.02 or waiver of any Default, Event of Default or mandatory prepayment shall not constitute a reduction or forgiveness of principal), or (subject to clause (iii) of the second proviso to this Section 10.01) any fees or other amounts payable hereunder or under any other Loan Document without the written consent of each Lender (it being understood that any change to the definition of the Total Leverage Ratio or the Total Senior Secured Leverage Ratio or in the component definitions thereof shall not constitute a reduction in the rate of interest; provided that only the consent of the Required Lenders shall be necessary to amend the definition of “Default Rate” or to waive any obligation of the Borrower to pay interest at the Default Rate);

(d) (i) amend, modify or waive any provision of this Section 10.01 that has the effect of altering the number of Lenders that must approve any amendment, modification or waiver, in each case without the written consent of each Lender, (ii) reduce the percentages specified in the definition of the term “Required Lenders”, or (iii) amend, modify or waive the provision in Section 10.07(a) requiring the prior consent of each Lender for any assignment or transfer by Holdings or the Borrower of its rights or obligations hereunder; or

(e) amend the definition of “Obligations” and, other than in a transaction permitted under Section 7.04 or Section 7.05, release all or substantially all of the Collateral in any transaction or series of related transactions (except as expressly permitted by the Collateral Documents or this Agreement), without the written consent of each Lender; or

(f) other than in a transaction permitted under Section 7.04 or Section 7.05, release all or substantially all of the Guarantees in any transaction or series of related transactions (except as expressly permitted by the Collateral Documents or this Agreement), without the written consent of each Lender; or

(g) amend, modify or waive any provision of Section 8.04;

and provided, further, that (i) no amendment, waiver or consent shall, unless in writing and signed by each L/C Issuer in addition to the Lenders required above, adversely affect the rights or duties of an L/C Issuer under this Agreement or any Letter of Credit Application relating to any Letter of Credit issued or to be issued by it; (ii) no amendment, waiver or consent shall, unless in writing and signed by a Swing Line Lender so affected in addition to the Lenders required above, adversely affect the rights or duties of such Swing Line Lender under this Agreement; (iii) no amendment, waiver or consent shall, unless in writing and signed by the Administrative Agent in addition to the Lenders required above, adversely affect the rights or duties of, or any fees or other amounts payable to, the Administrative Agent under this Agreement or any other Loan Document; (iv) the consent of the Lenders or the Required Lenders, as the case may be, shall not be required to make any such changes necessary or advisable to be made in connection with any borrowing of Incremental Term Loans to effect the provisions of

Section 2.14, the provision of any Incremental Revolving Credit Commitment Increase, any Additional Revolving Credit Commitments or otherwise to effect the provisions of Section 2.14; and (v) the consent of the Required Lenders shall be necessary to (and only the Required Lenders shall have the ability to) amend or waive the terms and provisions of Sections 7.09, 8.01(b)(ii) and 8.05 (including any defined terms as they relate thereto). Notwithstanding the foregoing, this Agreement may be amended (or amended and restated) with the written consent of the Required Lenders, the Administrative Agent and the Borrower (a) to add one or more additional credit facilities to this Agreement and to permit the extensions of credit from time to time outstanding thereunder and the accrued interest and fees in respect thereof to share ratably in the benefits of this Agreement and the other Loan Documents with the Term Loans, the Revolving Credit Loans, the Incremental Term Loans, if any, and the accrued interest and fees in respect thereof (in each case to the extent otherwise permitted under the terms of this Agreement) and (b) to include appropriately the Lenders holding such credit facilities in any determination of the Required Lenders and other definitions related to such new Loans.

Notwithstanding anything herein to the contrary, the Borrower and the Administrative Agent may, without the input or consent of the Lenders, effect changes to this Agreement that are necessary and appropriate to provide for the mechanics contemplated by the offering process set forth in Section 2.05(d).

Notwithstanding anything to the contrary contained in this Section 10.01, any guarantees, collateral security documents (including Customary Intercreditor Agreements) and related documents executed by Subsidiaries in connection with this Agreement may be in a form reasonably determined by the Administrative Agent and may be, together with this Agreement, amended, supplemented and waived with the consent of the Administrative Agent at the request of the Borrower without the need to obtain the consent of any Lender if such amendment, supplement or waiver is delivered in order (i) to comply with local Law or advice of local counsel, (ii) to cure ambiguities, omissions, mistakes or defects (subject to each Lender's right to object to any such proposed amendment within five (5) days of receipt of notice thereof from the Administrative Agent), (iii) to cause such guarantee, collateral security document or other document to be consistent with this Agreement and the other Loan Documents or (iv) add syndication or documentation agents and make customary changes and references related thereto.

Upon notice thereof by the Borrower to the Administrative Agent with respect to the inclusion of any Previously Absent Financial Maintenance Covenant, this Agreement shall be amended by an agreement in writing entered into by the Borrower and the Administrative Agent without the need to obtain the consent of any Lender to include such Previously Absent Financial Maintenance Covenant on the date of the incurrence of the applicable Indebtedness.

Section 10.02 Notices and Other Communications; Facsimile Copies.

(a) General. Unless otherwise expressly provided herein, all notices and other communications provided for hereunder or under any other Loan Document shall be in writing (including by facsimile transmission). All such written notices shall be mailed, faxed or delivered to the applicable address, facsimile number or electronic mail address, and all notices and other communications expressly permitted hereunder to be given by telephone shall be made to the applicable telephone number, as follows:

(i) if to the Borrower, the Administrative Agent, an L/C Issuer or the Swing Line Lenders, to the address, facsimile number, electronic mail address or telephone number specified for such Person on Schedule 10.02 or to such other address, facsimile number, electronic mail address or telephone number as shall be designated by such party in a notice to the other parties; and

(ii) if to any other Lender, to the address, facsimile number, electronic mail address or telephone number as shall be designated by such party in a written notice to the Borrower, the Administrative Agent, the L/C Issuers and the Swing Line Lenders.

All such notices and other communications shall be deemed to be given or made upon the earlier to occur of (i) actual receipt by the relevant party hereto and (ii) (A) if delivered by hand or by courier, when signed for by or on behalf of the relevant party hereto; (B) if delivered by mail, four (4) Business Days after deposit in the mails, postage prepaid; (C) if delivered by facsimile, when sent and receipt has been confirmed by telephone; and (D) if delivered by electronic mail (which form of delivery is subject to the provisions of Section 10.02(b)), when delivered; provided that notices and other communications to the Administrative Agent, the L/C Issuer and the Swing Line Lenders pursuant to Article II shall not be effective until actually received by such Person during the person's normal business hours. In no event shall a voice mail message be effective as a notice, communication or confirmation hereunder.

(b) Effectiveness of Facsimile Documents and Signatures. Loan Documents may be transmitted and/or signed by facsimile or other electronic communication. The effectiveness of any such documents and signatures shall, subject to applicable Law, have the same force and effect as manually signed originals and shall be binding on all Loan Parties, the Agents and the Lenders. The words "execution," "signed," "signature," and words of like import in any Assignment and Assumption shall be deemed to include electronic signatures or the keeping of records in electronic form, each of which shall be of the same legal effect, validity or enforceability as a manually executed signature or the use of a paper-based recordkeeping system, as the case may be, to the extent and as provided for in any applicable law, including the Federal Electronic Signatures in Global and National Commerce Act, the New York State Electronic Signatures and Records Act, or any other similar state laws based on the Uniform Electronic Transactions Act.

(c) Reliance by Agents and Lenders. The Administrative Agent and the Lenders shall be entitled to rely and act upon any notices (including telephonic Committed Loan Notices) purportedly given by or on behalf of the Borrower even if (i) such notices were not made in a manner specified herein, were incomplete or were not preceded or followed by any other form of notice specified herein, or (ii) the terms thereof, as understood by the recipient, varied from any confirmation thereof. All telephonic notices to the Administrative Agent may be recorded by the Administrative Agent, and each of the parties hereto hereby consents to such recording.

(d) Notice to other Loan Parties. The Borrower agrees that notices to be given to any other Loan Party under this Agreement or any other Loan Document may be given to the Borrower in accordance with the provisions of this Section 10.02 with the same effect as if given to such other Loan Party in accordance with the terms hereunder or thereunder.

Section 10.03 No Waiver; Cumulative Remedies. No failure by any Lender or the Administrative Agent to exercise, and no delay by any such Person in exercising, any right, remedy, power or privilege hereunder or under any other Loan Document shall operate as a waiver thereof; nor shall any single or partial exercise of any right, remedy, power or privilege hereunder preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, remedy, power or privilege. The rights, remedies, powers and privileges herein provided, and provided under each other Loan Document, are cumulative and not exclusive of any rights, remedies, powers and privileges provided by Law.

Section 10.04 Attorney Costs and Expenses. The Borrower agrees (a) if the Closing Date occurs, to pay or reimburse the Administrative Agent, the Collateral Agent and the Lead Arrangers for all reasonable and documented or invoiced out-of-pocket costs and expenses associated with the syndication

of the Term Loans and Revolving Credit Loans and the preparation, execution and delivery, administration, amendment, modification, waiver and/or enforcement of this Agreement and the other Loan Documents, and any amendment, waiver, consent or other modification of the provisions hereof and thereof (whether or not the transactions contemplated thereby are consummated), including all Attorney Costs of Stikeman Elliott LLP (and a single local counsel in each relevant jurisdiction or otherwise retained with the Borrower's consent (such consent not to be unreasonably withheld, conditioned or delayed)) and (b) to pay or reimburse the Administrative Agent, the Collateral Agent and the Lead Arrangers for all reasonable and documented out-of-pocket costs and expenses incurred in connection with the enforcement of any rights or remedies under this Agreement or the other Loan Documents (including Attorney Costs of one firm or counsel to the Administrative Agent and the Collateral Agent and, to the extent required, one firm or local counsel in each relevant local jurisdiction or otherwise retained with the Borrower's consent (such consent not to be unreasonably withheld, conditioned or delayed (which may include a single special counsel acting in multiple jurisdictions)). Subject to the limitations above, the foregoing costs and expenses shall include all reasonable search, filing, recording and title insurance charges and fees related thereto, and other reasonable and documented or invoiced out-of-pocket expenses incurred by the Administrative Agent or the Collateral Agent. The agreements in this Section 10.04 shall survive the termination of the Aggregate Commitments and repayment of all other Obligations. All amounts due under this Section 10.04 shall be paid within ten (10) Business Days of receipt by the Borrower of an invoice relating thereto setting forth such expenses in reasonable detail.

Section 10.05 Indemnification by the Borrower. The Borrower shall indemnify and hold harmless each Agent, each Lead Arranger, each Lender (without duplication) and their respective Affiliates, directors, officers, employees, agents, advisors, and other representatives (collectively, the "Indemnitees") and hold them harmless from and against any and all losses, claims, damages and liabilities of any kind or nature and documented or invoiced out-of-pocket fees and expenses (and, in the case of Attorney Costs, reasonable Attorney Costs of one firm of counsel for all Indemnitees and, if necessary, one firm of local counsel in each appropriate jurisdiction (which may include a single special counsel acting in multiple jurisdictions) for all Indemnitees taken as a whole (and, in the case of an actual or perceived conflict of interest, where the Indemnatee affected by such conflict informs the Borrower of such conflict and thereafter retains its own counsel, of such other firm of counsel for such affected Indemnatee)) (collectively, the "Losses") of any such Indemnatee arising out of or relating to any action, claim or any litigation investigation or other proceeding (including any inquiry or investigation of the foregoing) (regardless of whether such Indemnitees is a party thereto and whether or not such proceedings are brought by the Borrower, its equity holders, its Affiliates, creditors or any other third person) that relates to the Transactions, including the financing contemplated hereby and any Losses that relate to any actual or alleged presence or Release or threatened Release of Hazardous Materials on, at, in, under or from any property currently or formerly owned, leased, operated, controlled or occupied by the Borrower or any Restricted Subsidiary or any other liability arising under Environmental Law, in each case arising out of the activities or operations of the Borrower or any Restricted Subsidiary (collectively, the "Indemnified Liabilities"); provided that no Indemnatee will be indemnified for any Losses or related expenses to the extent it has resulted from (x) the gross or intentional fault or willful misconduct of such Indemnatee (as determined by a court of competent jurisdiction in a final and non-appealable decision), (y) any action, claim, litigation, investigation or other proceeding initiated by any Borrower or any of its Affiliates against an Indemnatee for a material breach of such Indemnatee's obligations hereunder or under any other Loan Document if the Borrower or such Affiliate has obtained a final and non-appealable judgment in its favour on such action, claim, litigation, investigation or other proceeding by a court of competent jurisdiction, or (z) any action, claim, litigation, investigation or other proceeding (other than a claim, litigation, investigation or other proceeding against any Agent or any Lead Arranger or any Person acting in a similar capacity, in each case, acting pursuant to the Loan Documents or in its capacity as such or of any of its Affiliates or its or their respective officers, directors, employees, agents, advisors and other representatives and the successors of each of the foregoing) solely between or among Indemnitees

that does not arise from any act or omission by the Borrower or any of its Affiliates or from the actual or alleged presence or Release or threatened Release of Hazardous Materials on, at, in, under or from any property currently or formerly owned, leased, controlled, occupied or operated by the Borrower or any of its Affiliates; provided, further, that the Administrative Agent, the Collateral Agent, the L/C Issuers, the Swing Line Lenders and the Lead Arrangers to the extent fulfilling their respective roles as an agent or arranger under the Facilities and in their capacities as such, shall remain indemnified in respect of such action, claim, litigation, investigation or other proceeding, to the extent that none of the exceptions set forth in clauses (w), (x) or (y) of the immediately preceding proviso apply to such person at such time. No Indemnitee shall be liable for any damages arising from the use by others of any information or other materials obtained through IntraLinks or other similar information transmission systems in connection with this Agreement except to the extent that such damages have resulted from the gross or intentional fault or willful misconduct of such Indemnitee (as determined by a court of competent jurisdiction in a final and non-appealable decision). No Indemnitee and no Loan Party shall have any liability for any special, punitive, indirect or consequential damages relating to this Agreement or any other Loan Document or arising out of its activities in connection herewith or therewith (whether before or after the Closing Date). All amounts due under this Section 10.05 shall be paid within ten (10) Business Days after demand therefor; provided, however, that such Indemnitee shall promptly refund such amount to the extent that there is a final judicial or arbitral determination that such Indemnitee was not entitled to indemnification or contribution rights with respect to such payment pursuant to the express terms of this Section 10.05. The agreements in this Section 10.05 shall survive the resignation or removal of the Administrative Agent, the replacement of any Lender, the termination of the Aggregate Commitments and the repayment, satisfaction or discharge of all the other Obligations. For the avoidance of doubt, this Section 10.05 shall not apply to Taxes other than Taxes that represent liabilities, obligations, losses, damages, etc., with respect to a non-Tax claim.

Section 10.06 Payments Set Aside. To the extent that any payment by or on behalf of the Borrower is made to any Agent or any Lender, or any Agent or any Lender exercises its right of setoff, and such payment or the proceeds of such setoff or any part thereof is subsequently invalidated, declared to be fraudulent or preferential, set aside or required (including pursuant to any settlement entered into by such Agent or such Lender in its discretion) to be repaid to a trustee, receiver or any other party, in connection with any proceeding under any Debtor Relief Law or otherwise, then (a) to the extent of such recovery, the obligation or part thereof originally intended to be satisfied shall be revived and continued in full force and effect as if such payment had not been made or such setoff had not occurred, and (b) each Lender severally agrees to pay to the Administrative Agent upon demand its applicable share of any amount so recovered from or repaid by any Agent, plus interest thereon from the date of such demand to the date such payment is made at a rate per annum equal to the Federal Funds Rate.

Section 10.07 Successors and Assigns.

(a) The provisions of this Agreement shall be binding upon and inure to the benefit of the parties hereto and their respective successors and assigns permitted hereby, except that, except as otherwise provided herein (including without limitation as permitted under Section 7.04 and Section 7.10), neither Holdings nor the Borrower may assign or otherwise transfer any of its rights or obligations hereunder without the prior written consent of each Lender and no Lender may assign or otherwise transfer any of its rights or obligations hereunder except (i) to an Eligible Assignee, (ii) by way of participation in accordance with the provisions of Section 10.07(e), (iii) by way of pledge or assignment of a security interest subject to the restrictions of Section 10.07(g) or (iv) to an SPC in accordance with the provisions of Section 10.07(h) (and any other attempted assignment or transfer by any party hereto shall be null and void). Nothing in this Agreement, expressed or implied, shall be construed to confer upon any Person (other than the parties hereto, their respective successors and assigns permitted hereby, Participants to the

extent provided in Section 10.07(e) and, to the extent expressly contemplated hereby, the Indemnitees) any legal or equitable right, remedy or claim under or by reason of this Agreement.

(b) (i) Subject to the conditions set forth in paragraph (b)(ii) below, any Lender may assign to one or more assignees (“Assignees”) all or a portion of its rights and obligations under this Agreement (including all or a portion of its Commitment and the Loans (including for purposes of this Section 10.07(b), participations in L/C Obligations and in Swing Line Loans) at the time owing to it) with the prior written consent (such consent not to be unreasonably withheld or delayed) of:

- (A) the Borrower; provided that no consent of the Borrower shall be required for (x) an assignment of any funded Loan to any other Lender, any Affiliate of a Lender or any Approved Fund or (y) any Assignee, if an Event of Default has occurred and is continuing;
 - (B) the Administrative Agent; provided that no consent of the Administrative Agent shall be required for an assignment of all or any portion of a Term Loan to another Lender, an Affiliate of a Lender or an Approved Fund;
 - (C) each L/C Issuer at the time of such assignment; provided that no consent of such L/C Issuer shall be required for any assignment of a Term Loan or any assignment to an Agent or an Affiliate of an Agent; and
 - (D) in the case of any assignment of any Revolving Credit Loan and Revolving Credit Commitments, each Swing Line Lender; provided that no consent of such Swing Line Lender shall be required if an Event of Default has occurred and is continuing.
- (ii) Assignments shall be subject to the following additional conditions:
- (A) except in the case of an assignment to a Lender or an Affiliate of a Lender or an Approved Fund or an assignment of the entire remaining amount of the assigning Lender’s Commitment or Loans of any Class, the amount of the Commitment or Loans of the assigning Lender subject to each such assignment (determined as of the date the Assignment and Assumption with respect to such assignment is delivered to the Administrative Agent) shall not be less than \$5,000,000 (in the case of the Revolving Credit Facility) or \$1,000,000 (in the case of a Term Loan) unless the Borrower and the Administrative Agent otherwise consents; provided that (1) no such consent of the Borrower shall be required if an Event of Default has occurred and is continuing and (2) such amounts shall be aggregated in respect of each Lender and its Affiliates or Approved Funds, if any;
 - (B) the parties to each assignment shall execute and deliver to the Administrative Agent an Assignment and Assumption;
 - (C) the Assignee, if it shall not be a Lender, shall deliver to the Administrative Agent any documentation required by Section 3.01(f) and (g); and

- (D) the Assignee shall not be a Disqualified Lender and shall represent that it is not a Disqualified Lender or an Affiliate of a Disqualified Lender; and

This paragraph (b) shall not prohibit any Lender from assigning all or a portion of its rights and obligations among separate Facilities on a non-pro rata basis.

(c) Subject to acceptance and recording thereof by the Administrative Agent pursuant to Section 10.07(d) and receipt by the Administrative Agent from the assigning Lender for each assignment of a processing and recordation fee of \$3,500 (provided that such fee shall not apply to assignments by BMO or any of its Affiliates), from and after the effective date specified in each Assignment and Assumption, the Eligible Assignee thereunder shall be a party to this Agreement and, to the extent of the interest assigned by such Assignment and Assumption, have the rights and obligations of a Lender under this Agreement, and the assigning Lender thereunder shall, to the extent of the interest assigned by such Assignment and Assumption, be released from its obligations under this Agreement (and, in the case of an Assignment and Assumption covering all of the assigning Lender's rights and obligations under this Agreement, such Lender shall cease to be a party hereto but shall continue to be entitled to the benefits of Sections 3.01, 3.04, 3.05, 10.04 and 10.05 with respect to facts and circumstances occurring prior to the effective date of such assignment). Upon request, and the surrender by the assigning Lender of its Note (if any), the Borrower (at its expense) shall execute and deliver a Note to the assignee Lender. Any assignment or transfer by a Lender of rights or obligations under this Agreement that does not comply with this clause (c) shall be treated for purposes of this Agreement as a sale by such Lender of a participation in such rights and obligations in accordance with Section 10.07(e). For greater certainty, any assignment by a Lender pursuant to this Section 10.07 shall not in any way constitute or be deemed to constitute a novation, discharge, recession, extinguishment or substitution of the existing Indebtedness and any Indebtedness so assigned shall continue to be the same obligation and not a new obligation.

(d) The Administrative Agent, acting solely for this purpose as an agent of the Borrower, shall maintain at the Administrative Agent's Office a copy of each Assignment and Assumption delivered to it and a register for the recordation of the names and addresses of the Lenders, and the Commitments of, and principal amounts (and related interest amounts) of the Loans, L/C Obligations (specifying the Unreimbursed Amounts), L/C Borrowings and amounts due under Section 2.04, owing to, each Lender pursuant to the terms hereof from time to time (the "Register"). The entries in the Register shall be conclusive, absent demonstrable error, and the Borrower, the Agents and the Lenders shall treat each Person whose name is recorded in the Register pursuant to the terms hereof as a Lender hereunder for all purposes of this Agreement, notwithstanding notice to the contrary. The Register shall be available for inspection by the Borrower, any Agent and any Lender with respect to its own Loans and/or Commitments only, at any reasonable time and from time to time upon reasonable prior notice.

(e) Any Lender may at any time, without the consent of, or notice to, the Borrower or the Administrative Agent, sell participations to any Person (other than a natural person or any Disqualified Lender; provided that for the purposes of this provision, Disqualified Lenders shall only be deemed to be Disqualified Lenders if a list of Disqualified Lenders has been made available to all Lenders by the Borrower) (each, a "Participant") in all or a portion of such Lender's rights and/or obligations under this Agreement (including all or a portion of its Commitment and/or the Loans (including such Lender's participations in L/C Obligations and/or Swing Line Loans) owing to it); provided that (i) such Lender's obligations under this Agreement shall remain unchanged, (ii) such Lender shall remain solely responsible to the other parties hereto for the performance of such obligations and (iii) the Borrower, the Agents and the other Lenders shall continue to deal solely and directly with such Lender in connection with such Lender's rights and obligations under this Agreement. Any agreement or instrument pursuant to which a Lender sells such a participation shall provide that such Lender shall retain the sole right to enforce this Agreement and the other Loan Documents and to approve any amendment, modification or waiver of any

provision of this Agreement or the other Loan Documents; provided that such agreement or instrument may provide that such Lender will not, without the consent of the Participant, agree to any amendment, waiver or other modification described in Section 10.01(a), (b), (c), (e) or (f) that requires the written consent of each Lender. Subject to Section 10.07(f), the Borrower agrees that each Participant shall be entitled to the benefits of Sections 3.01, 3.04 and 3.05 (through the applicable Lender), subject to the requirements and limitations of such Sections (including Sections 3.01(e), (f) and (g) and Sections 3.06 and 3.07, to the same extent as if it were a Lender and had acquired its interest by assignment pursuant to Section 10.07(b). To the extent permitted by applicable Law, each Participant also shall be entitled to the benefits of Section 10.09 as though it were a Lender; provided that such Participant agrees to be subject to Section 2.13 as though it were a Lender. Any Lender that sells participations shall maintain a register on which it enters the name and the address of each Participant and the principal amounts (and related interest amounts) of each Participant's participation interest in the Commitments and/or Loans (or other rights or obligations) held by it (the "Participant Register"). The entries in the Participant Register shall be conclusive, absent demonstrable error, and such Lender shall treat each person whose name is recorded in the Participant Register as the owner of such participation interest for all purposes notwithstanding any notice to the contrary. In maintaining the Participant Register, such Lender shall be acting as the agent of the Borrower solely for purposes of applicable United States federal income tax law and undertakes no duty, responsibility or obligation to the Borrower (without limitation, in no event shall such Lender be a fiduciary of the Borrower for any purpose, except that such Lender shall maintain the Participant Register and, upon request by the Borrower, such Lender shall show the Participant Register to the Borrower). For the avoidance of doubt, the parties intend and shall treat the Loans (and any participation made pursuant to this Section 10.07(e)) as being at all times maintained in "registered form" within the meaning of Section 163(f), 871(h)(2) and 881(c)(2) of the Code.

(f) A Participant shall not be entitled to receive any greater payment under Section 3.01, 3.04 or 3.05 than the applicable Lender would have been entitled to receive with respect to the participation sold to such Participant, unless the sale of the participation to such Participant is made with the Borrower's prior written consent or except to the extent such entitlement to a greater payment results from a Change in Law after the Participant became a Participant.

(g) Any Lender may at any time pledge or assign a security interest in all or any portion of its rights under this Agreement (including under its Note, if any) to secure obligations of such Lender, including any pledge or assignment to secure obligations to a Federal Reserve Bank; provided that no such pledge or assignment shall release such Lender from any of its obligations hereunder or substitute any such pledgee or assignee for such Lender as a party hereto.

(h) Notwithstanding anything to the contrary contained herein, any Lender (a "Granting Lender") may grant to a special purpose funding vehicle identified as such in writing from time to time by the Granting Lender to the Administrative Agent and the Borrower (an "SPC") the option to provide all or any part of any Loan that such Granting Lender would otherwise be obligated to make pursuant to this Agreement; provided that (i) nothing herein shall constitute a commitment by any SPC to fund any Loan and (ii) if an SPC elects not to exercise such option or otherwise fails to make all or any part of such Loan, the Granting Lender shall be obligated to make such Loan pursuant to the terms hereof. Each party hereto hereby agrees that (i) an SPC shall be entitled to the benefit of Sections 3.01, 3.04 and 3.05, subject to the requirements and limitations of such Sections (including Sections 3.01(e), (f) and (g) and Sections 3.06 and 3.07, to the same extent as if such SPC were a Lender, but neither the grant to any SPC nor the exercise by any SPC of such option shall increase the costs or expenses or otherwise increase or change the obligations of the Borrower under this Agreement (including its obligations under Section 3.01, 3.04 or 3.05) except to the extent any entitlement to greater amounts results from a Change in Law after the grant to the SPC occurred, (ii) no SPC shall be liable for any indemnity or similar payment obligation under this Agreement for which a Lender would be liable and such liability shall remain with

the Granting Lender, and (iii) the Granting Lender shall for all purposes, including the approval of any amendment, waiver or other modification of any provision of any Loan Document, remain the lender of record hereunder. The making of a Loan by an SPC hereunder shall utilize the Commitment of the Granting Lender to the same extent, and as if, such Loan were made by such Granting Lender. Notwithstanding anything to the contrary contained herein, any SPC may (i) with notice to, but without prior consent of the Borrower and the Administrative Agent, assign all or any portion of its right to receive payment with respect to any Loan to the Granting Lender and (ii) disclose on a confidential basis any non-public information relating to its funding of Loans to any rating agency, commercial paper dealer or provider of any surety or Guarantee Obligation or credit or liquidity enhancement to such SPC.

(i) Notwithstanding anything to the contrary contained herein, (1) any Lender may in accordance with applicable Law create a security interest in all or any portion of the Loans owing to it and the Note, if any, held by it and (2) any Lender that is a Fund may create a security interest in all or any portion of the Loans owing to it and the Note, if any, held by it to the trustee for holders of obligations owed, or securities issued, by such Fund as security for such obligations or securities; provided that unless and until such trustee actually becomes a Lender in compliance with the other provisions of this Section 10.07, (i) no such pledge shall release the pledging Lender from any of its obligations under the Loan Documents and (ii) such trustee shall not be entitled to exercise any of the rights of a Lender under the Loan Documents even though such trustee may have acquired ownership rights with respect to the pledged interest through foreclosure or otherwise.

(j) (i) Notwithstanding anything else to the contrary contained in this Agreement, any Lender may assign all or a portion of its Term Loans to any Purchasing Borrower Party or any Sponsor Affiliated Lender in accordance with Section 10.07(b); provided that:

- (A) with respect to any assignment to a Purchasing Borrower Party, no Event of Default has occurred or is continuing or would result therefrom;
- (B) for the avoidance of doubt, Lenders shall not be permitted to assign Revolving Credit Commitments, Revolving Credit Loans, Additional Revolving Credit Loans or Additional Revolving Credit Commitments to any Purchasing Borrower Party or any Sponsor Affiliated Lender;
- (C) any Term Loans assigned to any Purchasing Borrower Party shall be automatically and permanently cancelled upon the effectiveness of such assignment and will thereafter no longer be outstanding for any purpose hereunder;
- (D) no Purchasing Borrower Party may use the proceeds from Revolving Credit Loans or Swing Line Loans to purchase any Term Loans;
- (E) no Term Loan may be assigned to any Non-Debt Fund Affiliates pursuant to this Section 10.07(j), if after giving effect to such assignment, Non-Debt Fund Affiliates in the aggregate would own in excess of 25% of the Term Loans of any Class then outstanding (determined as of the time of such purchase); and
- (F) any purchases or assignments of Loans by a Non-Debt Fund Affiliates made through “Dutch auctions” shall (i) be conducted pursuant to procedures to be established by the Administrative Agent that are consistent with this Section 10.07(j)(i) and are otherwise reasonably

acceptable to the Borrower and (ii) require that such Person clearly identify itself as a Purchasing Borrower Party or a Sponsor Affiliated Lender, as the case may be, in any assignment and assumption agreement executed in connection with such purchases or assignments .

(ii) Notwithstanding anything to the contrary in this Agreement, no Non-Debt Fund Affiliates shall have any right to (A) attend (including by telephone) any meeting or discussions (or portion thereof) among the Administrative Agent or any Lender to which representatives of the Loan Parties are not invited, (B) receive any information or material prepared by Administrative Agent or any Lender or any communication by or among the Administrative Agent and/or one or more Lenders, except to the extent such information or materials have been made available to any Loan Party or its representatives or (C) make or bring (or participate in, other than as a passive participant in or recipient of its pro rata benefits of) any claim, in its capacity as a Lender, against the Administrative Agent, the Collateral Agent or any other Lender with respect to any duties or obligations or alleged duties or obligations of such Agent or any other such Lender under the Loan Documents.

(iii) Any Lender may assign all or a portion of the Term Loans of any Class (but not any Revolving Credit Commitments, Revolving Credit Loans or Incremental Revolving Credit Commitments) held by it to a Debt Fund Affiliate in accordance with Section 10.07(b).

(k) Notwithstanding anything in Section 10.01 or the definition of “Required Lenders” to the contrary, for purposes of determining whether the Required Lenders or any other requisite Class vote required by this Agreement have (i) consented (or not consented) to any amendment, modification, waiver, consent or other action with respect to any of the terms of any Loan Document or any departure by any Loan Party therefrom, (ii) otherwise acted on any matter related to any Loan Document, or (iii) directed or required the Administrative Agent, Collateral Agent or any Lender to undertake any action (or refrain from taking any action) with respect to or under any Loan Document, (A) all Term Loans held by any Non-Debt Fund Affiliate shall be deemed to be not outstanding for all purposes of calculating whether the Required Lenders (or requisite vote of any Class of Lenders) have taken any actions and (B) the aggregate amount of Term Loans held by Affiliated Debt Funds will be excluded to the extent in excess of 49.9% of the amount required to constitute “Required Lenders” (any such excess amount shall be deemed to be not outstanding on a pro rata basis among all Affiliated Debt Funds).;

(l) Upon any contribution of Term Loans to the Borrower or any Restricted Subsidiary and upon any purchase of Term Loans by a Purchasing Borrower Party, subject to Section 10.07(j)(C), (A) the aggregate principal amount (calculated on the face amount thereof) of such Term Loans shall automatically be cancelled and retired by the Borrower on the date of such contribution or purchase (and, if requested by the Administrative Agent, with respect to a contribution of Term Loans, any applicable contributing Lender shall execute and deliver to the Administrative Agent an Assignment and Assumption, or such other form as may be reasonably requested by the Administrative Agent, in respect thereof pursuant to which the respective Lender assigns its interest in such Loans to the Borrower for immediate cancellation) and (B) the Administrative Agent shall record such cancellation or retirement in the Register.

(m) Notwithstanding anything to the contrary contained herein, any L/C Issuer or any Swing Line Lender may, upon thirty (30) days’ notice to the Borrower and the Lenders, resign as an L/C Issuer or a Swing Line Lender, respectively; provided that on or prior to the expiration of such 30-day

period with respect to such resignation, the relevant L/C Issuer or the relevant Swing Line Lender shall have identified, in consultation with the Borrower, a successor L/C Issuer or Swing Line Lender willing to accept its appointment as successor L/C Issuer or Swing Line Lender, as applicable. In the event of any such resignation of an L/C Issuer or a Swing Line Lender, the Borrower shall be entitled to appoint from among the Lenders willing to accept such appointment a successor L/C Issuer or Swing Line Lender hereunder; provided that no failure by the Borrower to appoint any such successor shall affect the resignation of the relevant L/C Issuer or the relevant Swing Line Lender, as the case may be. If an L/C Issuer resigns as an L/C Issuer, it shall retain all the rights and obligations of an L/C Issuer hereunder with respect to all Letters of Credit outstanding as of the effective date of its resignation as an L/C Issuer and all L/C Obligations with respect thereto (including the right to require the Lenders to make US Base Rate Loans or fund risk participations in Unreimbursed Amounts pursuant to Section 2.03(c)). If a Swing Line Lender resigns as a Swing Line Lender, it shall retain all the rights of a Swing Line Lender provided for hereunder with respect to Swing Line Loans made by it and outstanding as of the effective date of such resignation, including the right to require the Lenders to make, US Base Rate Loans or fund risk participations in outstanding Swing Line Loans pursuant to Section 2.04(c).

Section 10.08 Confidentiality. Each of the Agents, Lead Arrangers and the Lenders agrees to maintain the confidentiality of the Information and to not use or disclose such information, except that Information may be disclosed (a) to its Affiliates and its and its Affiliates' directors, officers, employees, trustees, investment advisors and agents, including accountants, legal counsel and other advisors (it being understood that the Persons to whom such disclosure is made will be informed of the confidential nature of such Information and instructed to keep such Information confidential); (b) to the extent requested by any Governmental Authority (in which case the Agents and the Lenders agree (except with respect to any audit or examination conducted by bank accountants or regulatory authority exercising examination or regulatory authority), to the extent practicable and not prohibited by applicable Law, to inform the Borrower promptly thereof prior to disclosure); (c) to the extent required by applicable Laws or regulations or by any subpoena or similar legal process (in which case the Agents and the Lenders agree (except with respect to any subpoena issued by bank accountants or regulatory authority exercising examination or regulatory authority), to the extent practicable and not prohibited by applicable Law, to inform the Borrower promptly thereof prior to disclosure); (d) to any other party to any Loan Document; (e) subject to an agreement containing provisions substantially the same as those of this Section 10.08 (or as may otherwise be reasonably acceptable to the Borrower), to any pledgee referred to in Section 10.07(g) or Section 10.07(i), counterparty to a Swap Contract, Eligible Assignee of or Participant in, or any prospective Eligible Assignee of or Participant in, any of its rights or obligations under this Agreement; (f) with the written consent of the Borrower; (g) to the extent such Information (i) becomes publicly available other than as a result of a breach of this Section 10.08 or similar obligation of confidentiality or (ii) becomes available to any Agent, any Lender, or any of their respective Affiliates on a nonconfidential basis from a source other than Holdings, the Borrower or any Subsidiary thereof, and which source is not known by such Agent or Lender to be subject to a confidentiality restriction in respect thereof in favor of the Borrower, any Permitted Holder or any of their respective Affiliates; (h) to any Governmental Authority or examiner regulating any Lender (in which case the Agents and the Lenders agree (except with respect to any audit or examination conducted by bank accountants or regulatory authority exercising examination or regulatory authority), to the extent practicable and not prohibited by applicable Law, to inform the Borrower promptly thereof prior to disclosure); and (i) in connection with the exercise of any remedies hereunder or under any other Loan Document or any action or proceeding relating to this Agreement or any other Loan Document or the enforcement of rights hereunder or thereunder. For the purposes of this Section 10.08, "Information" means all information received from any Loan Party or its Affiliates or their respective directors, officers, employees, trustees, investment advisors or agents, relating to Holdings, the Borrower or any of their subsidiaries or their business, other than any such information that is publicly available to any Agent or any Lender prior to disclosure by any

Loan Party other than as a result of a breach of this Section 10.08 or similar obligation of confidentiality, including, without limitation, information delivered pursuant to Section 6.01, 6.02 or 6.03 hereof.

Section 10.09 Setoff. In addition to any rights and remedies of the Lenders provided by Law, upon the occurrence and during the continuance of any Event of Default, each Lender and each L/C Issuer is authorized at any time and from time to time, without prior notice to the Borrower or any other Loan Party, any such notice being waived by the Borrower (on its own behalf and on behalf of each Loan Party and its Subsidiaries) to the fullest extent permitted by applicable Law, to set off and apply any and all deposits (general or special, time or demand, provisional or final) at any time held by, and other Indebtedness at any time then due and owing by, such Lender or such L/C Issuer, as the case may be, to or for the credit or the account of the respective Loan Parties and their Subsidiaries against any and all Obligations then owing to such Lender or such L/C Issuer hereunder or under any other Loan Document, now or hereafter existing, irrespective of whether or not such Agent or such Lender shall have made demand under this Agreement or any other Loan Document and although such Obligations may be contingent or unmatured or denominated in a currency different from that of the applicable deposit or Indebtedness; provided that in the event that any Defaulting Lender shall exercise any such right of set-off, (x) all amounts so set off shall be paid over immediately to the Administrative Agent for further application in accordance with the provisions of Section 8.04 and, pending such payment, shall be segregated by such Defaulting Lender from its other funds and deemed held in trust for the benefit of the Administrative Agent, the Swing Line Lenders, the L/C Issuers and the Lenders, and (y) the Defaulting Lender shall provide promptly to the Administrative Agent a statement describing in reasonable detail the Obligations then owing to such Defaulting Lender as to which it exercised such right of set-off. Notwithstanding anything to the contrary contained herein, with respect to any Loan Party or a Subsidiary thereof that is a "United States Person" within the meaning of Section 7701(a)(30) of the Code, no Lender and no L/C Issuer shall have a right to set off and apply any deposits held or other Indebtedness owing by such Lender or such L/C Issuer, as the case may be, to or for the credit or the account of any Loan Party or any Subsidiary of a Loan Party which is not a "United States Person" within the meaning of Section 7701(a)(30) of the Code. Each Lender and L/C Issuer agrees promptly to notify the Borrower and the Administrative Agent after any such set off and application made by such Lender or L/C Issuer, as the case may be; provided that the failure to give such notice shall not affect the validity of such setoff and application. The rights of the Administrative Agent, each Lender and each L/C Issuer under this Section 10.09 are in addition to other rights and remedies (including other rights of setoff) that the Administrative Agent, such Lender and such L/C Issuer may have.

Section 10.10 Counterparts. This Agreement and each other Loan Document may be executed in one or more counterparts, each of which shall be deemed an original, but all of which together shall constitute one and the same instrument. Delivery by telecopier or other electronic means of an executed counterpart of a signature page to this Agreement and each other Loan Document shall be effective as delivery of an original executed counterpart of this Agreement and such other Loan Document. The Agents may also require that any such documents and signatures delivered by telecopier or other electronic means be confirmed by a manually signed original thereof; provided that the failure to request or deliver the same shall not limit the effectiveness of any document or signature delivered by telecopier or such other electronic means.

Section 10.11 Integration. This Agreement, together with the other Loan Documents, comprises the complete and integrated agreement of the parties on the subject matter hereof and thereof and supersedes all prior agreements, written or oral, on such subject matter. In the event of any conflict between the provisions of this Agreement and those of any other Loan Document, the provisions of this Agreement shall control; provided that the inclusion of supplemental rights or remedies in favor of the Agents or the Lenders in any other Loan Document shall not be deemed a conflict with this Agreement.

Each Loan Document was drafted with the joint participation of the respective parties thereto and shall be construed neither against nor in favor of any party, but rather in accordance with the fair meaning thereof.

Section 10.12 Survival of Representations and Warranties. All representations and warranties made hereunder and in any other Loan Document or other document delivered pursuant hereto or thereto or in connection herewith or therewith shall survive the execution and delivery hereof and thereof. Such representations and warranties have been or will be relied upon by each Agent and each Lender, regardless of any investigation made by any Agent or any Lender or on their behalf and notwithstanding that any Agent or any Lender may have had notice or knowledge of any Default at the time of any Credit Extension, and shall continue in full force and effect as long as any Loan or any other Obligation hereunder shall remain unpaid or unsatisfied or any Letter of Credit shall remain outstanding.

Section 10.13 Severability. If any provision of this Agreement or the other Loan Documents is held to be illegal, invalid or unenforceable, the legality, validity and enforceability of the remaining provisions of this Agreement and the other Loan Documents shall not be affected or impaired thereby. The invalidity of a provision in a particular jurisdiction shall not invalidate or render unenforceable such provision in any other jurisdiction.

Section 10.14 Governing Law and Submission to Jurisdiction

(a) THIS AGREEMENT SHALL BE GOVERNED BY, AND CONSTRUED IN ACCORDANCE WITH, THE LAWS OF THE PROVINCE OF QUEBEC AND THE LAWS OF CANADA APPLICABLE THEREIN.

(b) EACH LOAN PARTY IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY SUBMITS, FOR ITSELF AND ITS PROPERTY, TO THE NONEXCLUSIVE JURISDICTION OF THE COURTS OF THE PROVINCE OF QUEBEC, AND ANY APPELLATE COURT THEREOF, IN ANY ACTION OR PROCEEDING ARISING OUT OF OR RELATING TO THIS AGREEMENT OR ANY OTHER LOAN DOCUMENT, OR FOR THE RECOGNITION OR ENFORCEMENT OF ANY JUDGMENT, AND EACH OF THE PARTIES HERETO IRREVOCABLY AND UNCONDITIONALLY AGREES THAT ALL CLAIMS IN RESPECT OF ANY SUCH ACTION OR PROCEEDING MAY BE HEARD AND DETERMINED IN SUCH COURT. EACH OF THE PARTIES HERETO AGREES THAT A FINAL JUDGMENT IN ANY SUCH ACTION OR PROCEEDING SHALL BE CONCLUSIVE AND MAY BE ENFORCED IN OTHER JURISDICTIONS BY SUIT ON THE JUDGMENT OR IN ANY OTHER MANNER PROVIDED BY LAW. NOTHING IN THIS AGREEMENT OR IN ANY OTHER LOAN DOCUMENT SHALL EFFECT ANY RIGHT THAT THE AGENTS OR ANY LENDER MAY OTHERWISE HAVE TO BRING ANY ACTION OR PROCEEDING RELATING TO THIS AGREEMENT OR ANY OTHER LOAN DOCUMENT AGAINST ANY LOAN PARTY OR ITS PROPERTIES IN THE COURT OF ANY OTHER JURISDICTION.

Section 10.15 [Reserved].

Section 10.16 Binding Effect. This Agreement shall become effective when it shall have been executed by the Borrower and Holdings and the Administrative Agent shall have been notified by each Lender, Swing Line Lender and L/C Issuer that each such Lender, Swing Line Lender and L/C Issuer has executed it and thereafter shall be binding upon and inure to the benefit of the Borrower, each Agent and each Lender and their respective successors and assigns, except that the Borrower shall not have the right to assign its rights hereunder or any interest herein without the prior written consent of the Lenders except as permitted by Section 7.04.

Section 10.17 Judgment Currency. If, for the purposes of obtaining judgment in any court, it is necessary to convert a sum due hereunder or any other Loan Document in one currency into another currency, the rate of exchange used shall be that at which in accordance with normal banking procedures the Administrative Agent could purchase the first currency with such other currency on the Business Day preceding that on which final judgment is given. The obligation of the Borrower in respect of any such sum due from it to the Administrative Agent or the Lenders hereunder or under the other Loan Documents shall, notwithstanding any judgment in a currency (the “Judgment Currency”) other than that in which such sum is denominated in accordance with the applicable provisions of this Agreement (the “Agreement Currency”), be discharged only to the extent that on the Business Day following receipt by the Administrative Agent of any sum adjudged to be so due in the Judgment Currency, the Administrative Agent may in accordance with normal banking procedures purchase the Agreement Currency with the Judgment Currency. If the amount of the Agreement Currency so purchased is less than the sum originally due to the Administrative Agent from the Borrower in the Agreement Currency, the Borrower agrees, as a separate obligation and notwithstanding any such judgment, to indemnify the Administrative Agent or the Person to whom such obligation was owing against such loss. If the amount of the Agreement Currency so purchased is greater than the sum originally due to the Administrative Agent in such currency, the Administrative Agent agrees to return the amount of any excess to the Borrower (or to any other Person who may be entitled thereto under applicable Law).

Section 10.18 Lender Action. Each Lender agrees that it shall not take or institute any actions or proceedings, judicial or otherwise, for any right or remedy against any Loan Party or any other obligor under any of the Loan Documents or the Secured Hedge Agreements or the Cash Management Agreements (including the exercise of any right of setoff, rights on account of any banker’s lien or similar claim or other rights of self-help), or institute any actions or proceedings, or otherwise commence any remedial procedures, with respect to any Collateral or any other property of any such Loan Party, without the prior written consent of the Administrative Agent. The provision of this Section 10.18 is for the sole benefit of the Lenders and shall not afford any right to, or constitute a defense available to, any Loan Party.

Section 10.19 AML Legislation. Each Loan Party hereby acknowledges that pursuant to the Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act (Canada) and other applicable anti-money laundering, anti-terrorist financing, anti-bribery and corruption, government sanction and “know your client” laws, whether within Canada or, to the extent applicable to the Loan Parties, elsewhere (collectively, including any guidelines or orders thereunder, “AML Legislation”), each of Agents and each of the Lenders may be required to obtain, verify and record information regarding the Loan Parties and their respective directors, authorized signing officers, direct or indirect shareholders or other persons in control of the Loan Parties, and the transactions contemplated hereby. The Borrower shall promptly provide all such information, including supporting documentation and other evidence, as may be reasonably requested by the Agents or any Lender, or any prospective assign or participant of a Lender, in order to comply with any applicable AML Legislation, whether now or hereafter in existence. If any of the Agents has ascertained the identity of any Loan Party or any authorized signatories of any Loan Party for the purposes of applicable AML Legislation, then such Agent: (a) shall be deemed to have done so as an agent for each Lender, and this Agreement shall constitute a “written agreement” in such regard between each Lender and such Agent within the meaning of applicable AML Legislation; and (b) shall provide to each Lender copies of all information obtained in such regard without any representation or warranty as to its accuracy or completeness. Notwithstanding the preceding sentence and except as may otherwise be agreed in writing, each of the Lenders agrees that none of the Agents shall have any obligation to ascertain the identity of any Loan Party or any authorized signatories of any Loan Party on behalf of any Lender, or to confirm the completeness or accuracy of any information it obtains from any Loan Party or any such authorized signatory in doing so.

Section 10.20 Release of Collateral and Guarantee Obligations; Subordination of Liens.

(a) The Lenders hereby irrevocably agree that the Liens granted to the Secured Parties by the Loan Parties on any Collateral shall be automatically released (i) in full, as set forth in clause (b) below, (ii) upon the Disposition of such Collateral to any Person other than another Loan Party, to the extent such Disposition is permitted hereunder (and the Administrative Agent and the Collateral Agent may rely conclusively on a certificate to that effect provided to it by any Loan Party upon its reasonable request without further inquiry), (iii) to the extent such Collateral is comprised of property leased to a Loan Party by a Person that is not a Loan Party, upon termination or expiration of such lease, (iv) if the release of such Lien is approved, authorized or ratified in writing by the Required Lenders (or such other percentage of the Lenders whose consent may be required in accordance with Section 10.01), (v) to the extent the property constituting such Collateral is owned by any Guarantor, upon the release of such Guarantor from its obligations under the Guarantee (in accordance with the second succeeding sentence and Section 4.13 of the Guaranty), (vi) as required by the Administrative Agent or the Collateral Agent to effect any sale, transfer or other disposition of Collateral in connection with any exercise of remedies of the Administrative Agent or Collateral Agent pursuant to the Collateral Documents and (vii) to the extent such Collateral otherwise becomes an Excluded Equity Interest or an Excluded Asset. Any such release shall not in any manner discharge, affect, or impair the Obligations or any Liens (other than those being released) upon (or obligations (other than those being released) of the Loan Parties in respect of) all interests retained by the Loan Parties, including the proceeds of any sale, all of which shall continue to constitute part of the Collateral except to the extent otherwise released in accordance with the provisions of the Loan Documents. Additionally, the Lenders hereby irrevocably agree that the Guarantors shall be released from the Guarantees upon consummation of any transaction permitted hereunder resulting in such Subsidiary ceasing to constitute a Restricted Subsidiary, or otherwise becoming an Excluded Subsidiary, in each case, solely to the extent such Subsidiary ceasing to constitute a Restricted Subsidiary or otherwise becoming an Excluded Subsidiary is not prohibited by this Agreement, or, in the case of a Previous Holdings, in accordance with the conditions set forth in the definition of Holdings and Section 7.04. The Lenders hereby authorize the Administrative Agent and the Collateral Agent, as applicable, to execute and deliver any instruments, documents, and agreements necessary or desirable to evidence and confirm the release of any Guarantor or Collateral pursuant to the foregoing provisions of this paragraph, all without the further consent or joinder of any Lender. Any representation, warranty or covenant contained in any Loan Document relating to any such Collateral or Guarantor shall no longer be deemed to be repeated solely with respect to such Collateral or Guarantor.

(b) Notwithstanding anything to the contrary contained herein or any other Loan Document, when all Obligations (other than (i) Hedging Obligations in respect of any Secured Hedging Agreements, (ii) Cash Management Obligations in respect of any Secured Cash Management Agreements and (iii) contingent indemnification obligations and other contingent obligations) have been paid in full, all Commitments have terminated or expired and no Letter of Credit shall be outstanding that is not Cash Collateralized or back-stopped in a manner reasonably satisfactory to the applicable L/C Issuer, upon request of the Borrower, the Administrative Agent and/or Collateral Agent, as applicable, shall (without notice to, or vote or consent of, any Secured Party) take such actions as shall be required to release its security interest in all Collateral, and to release all obligations under any Loan Document, whether or not on the date of such release there may be any (i) Hedging Obligations in respect of any Secured Hedging Agreements, (ii) Cash Management Obligations in respect of any Secured Cash Management Agreements and (iii) contingent indemnification obligations and other contingent obligations; provided that in the case of the immediately preceding clauses (i) and (ii), the Lender or its Affiliate party to such Secured Hedging Agreements and Secured Cash Management Agreements has received from a Loan Party cash collateral acceptable to such Lender or Affiliate, acting reasonably, as security for such Hedging Obligations and Cash Management Obligations. Any such release of Obligations shall be deemed subject to the provision that such Obligations shall be reinstated if after such release any portion of any payment in respect of the

Obligations guaranteed thereby shall be rescinded or must otherwise be restored or returned upon the insolvency, bankruptcy, dissolution, liquidation or reorganization of the Borrower or any Guarantor, or upon or as a result of the appointment of a receiver, intervenor or conservator of, or trustee or similar officer for, the Borrower or any Guarantor or any substantial part of its property, or otherwise, all as though such payment had not been made.

(c) Notwithstanding the foregoing or anything in the Loan Documents to the contrary, at the direction of the Required Lenders, the Administrative Agent may, in exercising remedies, take any and all necessary and appropriate action to effectuate a credit bid of all Loans (or any lesser amount thereof) for the Borrower's assets in a bankruptcy, foreclosure or other similar proceeding, forbear from exercising remedies upon an Event of Default, or in a bankruptcy proceeding, enter into a settlement agreement on behalf of all Lenders.

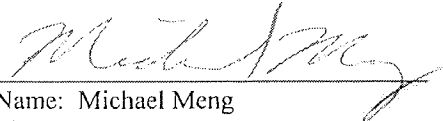
Section 10.21 English Language. The parties hereto confirm that it is their wish that this Agreement and any other document executed in connection with the transactions contemplated herein be drawn up in the English language only and that all other documents contemplated thereunder or relating thereto, including notices, may also be drawn up in the English language only. Les parties aux présentes confirment que c'est leur volonté que cette convention et les autres documents de crédit soient rédigés en langue anglaise seulement et que tous les documents, y compris tous avis, envisagés par cette convention et les autres documents peuvent être rédigés, en la langue anglaise seulement.

Section 10.22 No Advisory or Fiduciary Responsibility. In connection with all aspects of each transaction contemplated hereby (including in connection with any amendment, waiver or other modification hereof or of any other Loan Document), the Borrower and each other Loan Party acknowledges and agrees, and acknowledges its Affiliates' understanding, that: (a) (i) the arranging and other services regarding this Agreement provided by the Administrative Agent and any Affiliate thereof, the Arranger and the Lenders are arm's-length commercial transactions between the Borrower, each other Loan Party and their respective Affiliates, on the one hand, and the Administrative Agent and, as applicable, its Affiliates and the Lenders and their Affiliates (collectively, solely for purposes of this Section, the "Lenders"), on the other hand, (ii) each of the Borrower and the other Loan Parties has consulted its own legal, accounting, regulatory and tax advisors to the extent it has deemed appropriate, and (iii) the Borrower and each other Loan Party is capable of evaluating, and understands and accepts, the terms, risks and conditions of the transactions contemplated hereby and by the other Loan Documents; (b) (i) the Administrative Agent and its Affiliates and each Lender each is and has been acting solely as a principal and, except as expressly agreed in writing by the relevant parties, has not been, is not, and will not be acting as an advisor, agent or fiduciary, for Borrower, any other Loan Party or any of their respective Affiliates, or any other Person and (ii) neither the Administrative Agent, any of its Affiliates nor any Lender has any obligation to the Borrower, any other Loan Party or any of their respective Affiliates with respect to the transactions contemplated hereby except those obligations expressly set forth herein and in the other Loan Documents; and (c) the Administrative Agent and its Affiliates and the Lenders may be engaged in a broad range of transactions that involve interests that differ from those of the Borrower, the other Loan Parties and their respective Affiliates, and neither the Administrative Agent, any of its Affiliates nor any Lender has any obligation to disclose any of such interests to the Borrower, any other Loan Party or any of their respective Affiliates. To the fullest extent permitted by law, each of the Borrower and each other Loan Party hereby waives and releases any claims that it may have against the Administrative Agent, any of its Affiliates or any Lender with respect to any breach or alleged breach of agency or fiduciary duty in connection with any aspect of any transactions contemplated hereby.

[THE REMAINDER OF THIS PAGE IS INTENTIONALLY LEFT BLANK.]

IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have caused this Agreement to be duly executed as of the date first above written.

9327-6277 QUÉBEC INC., as the Borrower

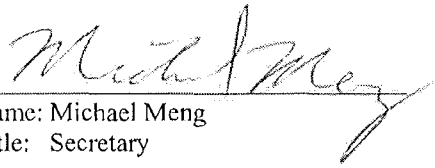
By: 
Name: Michael Meng
Title: Secretary

S-1

[Signature Page to Credit Agreement]

9327-6269 QUÉBEC INC.,as Holdings

By:


Name: Michael Meng
Title: Secretary

S-2

[Signature Page to Credit Agreement]

BANK OF MONTREAL, as Administrative
Agent and L/C Issuer

By: _____

Name:

Title:

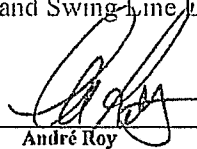


RICHARD BELZIL
Vice President

CAISSE CENTRALE DESJARDINS, as Collateral
Agent, L/C Issuer and Swing-Line Lender

By:

Name:


André Roy

Title:

Directeur, Financement corporatif
Director, Corporate Banking

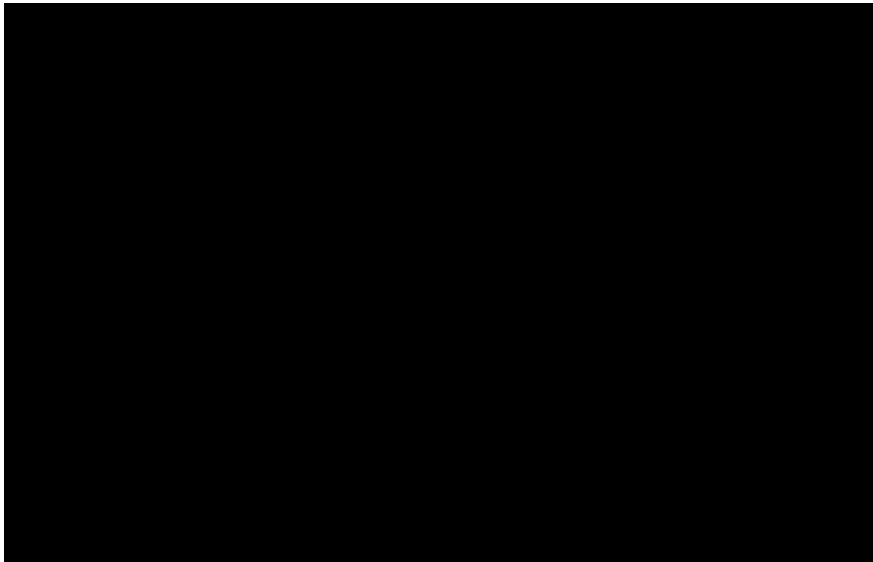
By:

Name:


Dominique Parizeau

Title:

Directeur général
Gestion du Portefeuille, Grandes Entreprises
Managing Director
Portfolio Management, Corporate Banking



8



[Signature Page to Credit Agreement]

EXHIBIT A
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF COMMITTED LOAN NOTICE

Bank of Montreal
as Administrative Agent
129 Rue Saint-Jacques
11th Floor
Montreal, Quebec
H2Y 1L6
Email: richard.belzil@bmo.com
Telecopier: 514.282.5920
Attention: Richard Belzil, Vice President, Corporate Banking

[Date]¹

Ladies and Gentlemen:

The undersigned, **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), refers to the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”), among **9327-6269 QUÉBEC INC.** (“Holdings”), the Borrower, the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the “Lenders”), **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent, and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS** as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender.

Capitalized terms used herein and not otherwise defined herein are used herein as defined in the Credit Agreement.

The Borrower hereby gives you notice pursuant to Section 2.02 of the Credit Agreement that it hereby requests a Borrowing under the Credit Agreement and, in connection therewith, sets forth below the terms on which such Borrowing is requested to be made:

(A) Date of Borrowing _____, _____

¹ Date should be no later than 1:00 p.m. Montreal time at least (i) three (3) Business Days prior to the request date of any Borrowing or continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans or any conversion of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans to Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans, as applicable or any conversion of Libor Rate Loans to US Base Rate Loans; or (ii) one (1) Business Day before the requested date of any Borrowing of US Base Rate Loans or Canadian Prime Rate Loans or any conversion of Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans to Canadian Prime Rate Loans, as applicable; provided that notwithstanding the foregoing, notice must only be given by 1:00 p.m. on the date of Borrowing in the case of any Borrowing of Canadian Prime Rate Loans and by 10:00 a.m. on the date of Borrowing in the case of any Borrowing of US Base Rate Loans, in each case on the Closing Date or any Incremental Facility Closing Date.

- (B) Aggregate Principal amount of Borrowing \$ _____²
- (C) Class of Borrowing _____³
- (D) Type of Borrowing _____⁴
- (E) Currency _____⁵
- (E) Interest Period _____⁶

[The undersigned hereby certifies that (a) all representations and warranties made by any Loan Party contained in the Credit Agreement or in the other Loan Documents shall be true and correct in all material respects with the same effect as though such representations and warranties had been made on and as of the date of the Borrowing requested hereby (except where such representations and warranties expressly relate to an earlier date, in which case such representations and warranties were true and correct in all material respects as of such earlier date); provided that any representation and warranty that is qualified as to “materiality,” “Material Adverse Effect” or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates), and (b) no Default or Event of Default shall have occurred and be continuing as of the date of the Borrowing requested hereby nor, after giving effect to the Borrowing requested hereby, would such a Default or Event of Default occur.]⁷

[The undersigned hereby certifies that the Specified Representations and the Specified Purchase Agreement Representations are true and correct in all material respects on and as of the Closing Date, with the same effect as though such representations and warranties had been made on and as of the date of the Borrowing requested hereby (except where such representations and warranties expressly relate to an earlier date, in which case such representations and warranties were true and correct in all material respects as of such earlier date); provided that any representation and warranty that is qualified as to “materiality,” “Material Adverse Effect” or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates.]⁸

² Libor Rate Loans shall be in a principal amount of \$1,000,000 or a whole multiple of \$100,000 in excess thereof. Bankers’ Acceptances and BA Equivalent Loans shall be in a principal amount of CDN\$1,000,000 or a whole multiple of CDN\$100,000 in excess thereof. US Base Rate Loans shall be in a principal amount of \$500,000 or a whole multiple of \$100,000 in excess thereof. Canadian Prime Rate Loans shall be in a principal amount of CDN\$500,000 or a whole multiple of CDN\$100,000 in excess thereof.

³ Specify Term Borrowing, a Revolving Credit Borrowing, a conversion of Loans from one Type to the other, or a continuation of Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans.

⁴ Specify US Base Rate Loans, Canadian Prime Rate Loans, Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptances or BA Equivalent Loans.

⁵ For Revolving Credit Borrowings only, specify Dollars or Canadian Dollars

⁶ Applicable to Libor Rate Loans, Bankers’ Acceptance or BA Equivalent Loans only and subject to the definition of “Interest Period” and Section 2.08 of the Credit Agreement.

⁷ To be used after the Closing Date, other than for a Limited Condition Acquisition.

⁸ To be used on the Closing Date.

If any Borrowing of Libor Rate Loans are not made as a result of a withdrawn Notice of Borrowing, the Borrower shall, after receipt of a written request by any Lender (which request shall set forth in reasonable detail the basis for requesting such amount), pay to the Administrative Agent for the account of such Lender any amounts required to compensate such Lender for any additional losses, costs or expenses that such Lender may reasonably incur as a result of such payment, failure to convert, failure to continue, failure to prepay, reduction or failure to reduce, including any loss, cost or expense (excluding loss of anticipated profits) actually incurred by reason of the liquidation or reemployment of deposits or other funds acquired by such Lender to fund or maintain such Libor Rate Loan.

Very truly yours,

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

EXHIBIT B-1
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

LETTER OF CREDIT APPLICATION

No. []¹

Dated []²

Caisse centrale Desjardins
as L/C Issuer
1170 Peel Street, Suite 300
Montreal, Quebec
H3B 0A9
Email: andre.roy@ccd.desjardins.com
Telecopier: 514.281.4317
Attention: André Roy, Director, Corporate Banking

With a copy to:

Bank of Montreal
as Administrative Agent
129 Rue Saint-Jacques
11th Floor
Montreal, Quebec
H2Y 1L6
Email: richard.belzil@bmo.com
Telecopier: 514-282-5920
Attention: Richard Belzil, Vice President, Corporate Banking

Ladies and Gentlemen:

The undersigned, **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), refers to the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”), among **9327-6269 QUÉBEC INC.** (“Holdings”), the Borrower, the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the “Lenders”), **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent, and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS** as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender.

Capitalized terms used herein and not otherwise defined herein are used herein as defined in the Credit Agreement.

¹ Letter of Credit Request number.

² Date of Letter of Credit Request to be no later than 1:00 p.m. at least three (3) Business Days prior to the proposed date of [issuance] [amendment] [renewal] [extension] or such lesser number of Business Days as may be agreed by the Administrative Agent and the relevant L/C Issuer in a particular instance in its sole discretion.

The undersigned hereby requests that the L/C Issuer named above [issue] [amend] [renew][extend] [a] [an existing] Letter of Credit on []³ (the “Date of [Issuance] [Amendment] [Renewal][Extension]”) in the aggregate stated amount of []⁴. [Such Letter of Credit was originally issued on [date].] .

The beneficiary of the requested Letter of Credit [will be] [is] []⁵, and such Letter of Credit [will be] [is] in support of []⁶ and [will have] [has] a stated expiration date of []⁷. [Describe the nature of the amendment, renewal or extension .]

The documents to be presented by such beneficiary in case of any drawing under the requested Letter of Credit [is] [are] [] and such documents shall include the following text: [] .

The undersigned hereby certifies that (a) subject to the provisions of Section 10.12 of the Credit Agreement, all representations and warranties made by any Loan Party contained in the Credit Agreement or in the other Loan Documents shall be true and correct in all material respects with the same effect as though such representations and warranties had been made on and as of the Date of [Issuance] [Amendment] [Renewal][Extension] (except where such representations and warranties expressly relate to an earlier date, in which case such representations and warranties were true and correct in all material respects as of such earlier date); provided that any representation and warranty that is qualified as to “materiality,” “Material Adverse Effect” or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates), and (b) no Default or Event of Default shall have occurred and be continuing as of the date of [Issuance] [Amendment] [Renewal][Extension] of the Letter of Credit requested hereby nor, after giving effect to the [issuance] [amendment] [renewal] [extension] of the Letter of Credit requested hereby, would such a Default or Event of Default occur.

Copies of all documentation with respect to the supported transaction are attached hereto.

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

³ Date of [Issuance] [Amendment] [Renewal][Extension]

⁴ Aggregate initial stated amount (and currency) of Letter of Credit.

⁵ Insert name and address of beneficiary.

⁶ Insert description of supported obligations and name of agreement to which it relates, if any.

⁷ Insert last date upon which drafts may be presented.

EXHIBIT C-1
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF TERM NOTE

\$ _____ [_____] , 20[]

FOR VALUE RECEIVED, the undersigned, **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the "Borrower"), hereby unconditionally promises to pay to the order of [Lender] or its registered assigns (the "Lender"), at the Administrative Agent's Office or such other place as **BANK OF MONTREAL** (the "Administrative Agent") shall have specified, in Dollars and in immediately available funds, in accordance with Section 2.07 of the Credit Agreement (as defined below; capitalized terms used and not otherwise defined herein shall have the meanings assigned to such terms in the Credit Agreement) on the Maturity Date, the principal amount of [] Dollars (\$[]) or, if less, the aggregate unpaid principal amount of all Term Loans, if any, made by the Lender to the Borrower pursuant to the Credit Agreement. The Borrower further unconditionally promises to pay interest in like money at such office on the unpaid principal amount hereof from time to time outstanding at the rates per annum and on the dates specified in Section 2.08 of the Credit Agreement.

This Term Note is one of the promissory notes referred to in Section 2.11 of the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as the same may be amended, supplemented, amended and restated or otherwise modified from time to time, the "Credit Agreement"), among **9327-6269 QUÉBEC INC.** ("Holdings"), the Borrower, the lending institutions from time to time party thereto (the "Lenders"), the Administrative Agent, and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS** as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender. This Term Note is subject to, and the Lender is entitled to the benefits of, the provisions of the Credit Agreement, and the Term Loans evidenced hereby are guaranteed and secured as provided therein and in the other Loan Documents. The Term Loans evidenced hereby are subject to prepayment prior to the Maturity Date, in whole or in part, as provided in the Credit Agreement.

All parties now and hereafter liable with respect to this Term Note, whether maker, principal, surety, guarantor, endorser or otherwise, hereby waive diligence, presentment, demand, protest and notice of any kind whatsoever in connection with this Term Note. No failure to exercise and no delay in exercising, on the part of the Administrative Agent or the Lender, any right, remedy, power or privilege hereunder or under the Loan Documents shall operate as a waiver thereof, nor shall any single or partial exercise of any right, remedy, power or privilege hereunder or thereunder preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, remedy, power or privilege. A waiver by the Administrative Agent or the Lender of any right, remedy, power or privilege hereunder or under any Loan Document on any one occasion shall not be construed as a bar to any right or remedy that the Administrative Agent or the Lender would otherwise have on any future occasion. The rights, remedies, powers and privileges herein provided are cumulative, may be exercised singly or concurrently and are not exclusive of any rights, remedies, powers and privileges provided by law.

All payments in respect of the principal of and interest on this Term Note shall be made to the Person recorded in the Register as the holder of this Term Note, as described more fully in Section 2.11(a) of the Credit Agreement, and such Person shall be treated as the Lender hereunder for all purposes of the Credit Agreement.

THIS TERM NOTE SHALL BE GOVERNED BY, AND CONSTRUED AND INTERPRETED
IN ACCORDANCE WITH, THE LAWS OF THE PROVINCE OF QUEBEC AND THE LAWS OF
CANADA APPLICABLE THEREIN.

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____

Name:

Title:

FORM OF REVOLVING CREDIT NOTE

[\$][CDN\$] _____

[_____] , 20[]

FOR VALUE RECEIVED, the undersigned, **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), hereby unconditionally promises to pay to the order of [Revolving Credit] [Swingline] Lender or its registered assigns (the “Lender”), at the Administrative Agent’s Office or such other place as **BANK OF MONTREAL** (the “Administrative Agent”) shall have specified, in [Dollars] [Canadian Dollars] and in immediately available funds, in accordance with Section 2.07 of the Credit Agreement (as defined below; capitalized terms used and not otherwise defined herein shall have the meanings assigned to such terms in the Credit Agreement) on the Maturity Date the principal amount of [] [Dollars (\$[])] [] [Canadian Dollars (CDN\$[])] or, if less, the aggregate unpaid principal amount of all advances made by the Lender to the Borrower as Revolving Credit Loans pursuant to the Credit Agreement. The Borrower further unconditionally promises to pay interest in like money at such office on the unpaid principal amount hereof from time to time outstanding at the rates per annum and on the dates specified in Section 2.08 of the Credit Agreement.

This Revolving Credit Note is one of the promissory notes referred to in Section 2.11 of the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as the same may be amended, supplemented, amended and restated or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”), among **9327-6269 QUÉBEC INC.** (“Holdings”), the Borrower, the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the “Lenders”), the Administrative Agent and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS** as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender. This Revolving Credit Note is subject to, and the Lender is entitled to the benefits of, the provisions of the Credit Agreement, and the Revolving Credit Loans evidenced hereby are guaranteed and secured as provided therein and in the other Loan Documents. The Revolving Credit Loans evidenced hereby are subject to prepayment prior to the Maturity Date, in whole or in part, as provided in the Credit Agreement.

All parties now and hereafter liable with respect to this Revolving Credit Note, whether maker, principal, surety, guarantor, endorser or otherwise, hereby waive diligence, presentment, demand, protest and notice of any kind whatsoever in connection with this Revolving Credit Note. No failure to exercise and no delay in exercising, on the part of the Administrative Agent or the Lender, any right, remedy, power or privilege hereunder or under the Loan Documents shall operate as a waiver thereof, nor shall any single or partial exercise of any right, remedy, power or privilege hereunder or thereunder preclude any other or further exercise thereof or the exercise of any other right, remedy, power or privilege. A waiver by the Administrative Agent or the Lender of any right, remedy, power or privilege hereunder or under any Loan Document on any one occasion shall not be construed as a bar to any right or remedy that the Administrative Agent or the Lender would otherwise have on any future occasion. The rights, remedies, powers and privileges herein provided are cumulative, may be exercised singly or concurrently and are not exclusive of any rights, remedies, powers and privileges provided by law.

All payments in respect of the principal of and interest on this Revolving Credit Note shall be made to the Person recorded in the Register as the holder of this Revolving Credit Note, as described more fully in Section 2.11(a) of the Credit Agreement, and such Person shall be treated as the Lender hereunder for all purposes of the Credit Agreement.

THIS REVOLVING CREDIT NOTE SHALL BE GOVERNED BY, AND CONSTRUED AND INTERPRETED IN ACCORDANCE WITH, THE LAWS OF THE PROVINCE OF QUEBEC AND THE LAWS OF CANADA APPLICABLE THEREIN.

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

EXHIBIT D
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF COMPLIANCE CERTIFICATE

[DATE]

Financial Statement Date _____

To Bank of Montreal, as Administrative Agent

Ladies and Gentlemen:

Reference is made to the Credit Agreement dated as of September 30, 2015 (as amended, supplemented or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”) among **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), **9327-6269 QUÉBEC INC.** (“Holdings”), the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the “Lenders”), **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent, and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS**, as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender (capitalized terms used herein have the meanings attributed thereto in the Credit Agreement unless otherwise defined herein). In addition, “Computation Date” shall mean the last date of the most recently ended Test Period covered by the financial statements accompanying this Compliance Certificate.

Pursuant to Section 6.02(a) of the Credit Agreement, the undersigned, in his/her capacity as a Responsible Officer of the Borrower, certifies as follows:

[Use following paragraph 1 for fiscal year-end financial statements]

1. [Attached hereto as Schedule I is the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries [, the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries]¹ as at the fiscal year ended [, and, [in each case,] the related audited consolidated statements of income or operations, shareholders’ equity and cash flows for such fiscal year [and, a detailed reconciliation, reflecting such financial information for the Borrower and the Restricted Subsidiaries, on the one hand, and the Borrower and its consolidated Subsidiaries, on the other hand]², setting forth in each case in comparative form the figures for the previous fiscal year, all in reasonable detail and prepared in accordance with GAAP, [and except with respect to any such reconciliation,] audited and accompanied by a report and opinion of an independent registered public accounting firm of nationally recognized standing, which report and

¹ Insert if the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries is different from the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, and Borrower chooses not to provide a detailed reconciliation of such differences.

² Insert if Borrower chooses to provide a detailed reconciliation of differences instead of the financial statements for the Borrower and its Restricted Subsidiaries.

opinion has (i) been prepared in accordance with generally accepted auditing standards and (ii) not be subject to any “going concern” or like qualification or any qualification or exception as to the scope of such audit.]

[Use following paragraph 1 for fiscal quarter-end financial statements]

1. [Attached hereto as Schedule I is the consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries [, the consolidated balance sheet of the Borrower and the Restricted Subsidiaries, in each case] as at the fiscal quarter ended [_____, ●]³, and the related (i) consolidated statements of income or operations for such fiscal quarter and for the portion of the fiscal year then ended and (ii) consolidated statements of cash flows for the portion of the fiscal year then ended, [and a detailed reconciliation, reflecting such financial information for the Borrower and the Restricted Subsidiaries, on one hand, and its consolidated Subsidiaries, on the other hand,]⁴ setting forth in each case in comparative form the figures for the corresponding fiscal quarter of the previous fiscal year and the corresponding portion of the previous fiscal year, all in reasonable detail and each of which fairly present in all material respects the financial condition, results of operations and cash flows of the Borrower and its consolidated Subsidiaries [or, in the case of any reconciliation, the Borrower and its Restricted Subsidiaries] in accordance with GAAP, subject to changes resulting from audit and normal year-end audit adjustments and to the absence of footnotes.]

2. Attached hereto as Schedule II are: (i) a report setting forth the information required by Section 3.03(c) of the U.S. Security Agreement and Section 9.1 of the Quebec Security Documents or confirmation that there has been no change in such information since the Closing Date or the date of the last Compliance Certificate delivered prior to the date hereof, (ii) certifications and descriptions of each event, condition or circumstance during the fiscal quarter ending [●] requiring a mandatory prepayment under Section 2.05(b) of the Credit Agreement (including reasonably detailed calculations of Excess Cash Flow where applicable), (iii) a list of Subsidiaries that identifies each Immaterial Subsidiary and each Subsidiary that is not an Immaterial Subsidiary as of the date hereof or confirmation that there is no change in such information since the later of the Closing Date or the date of the last such list, (iv) a report setting forth certain information (including detailed calculations of the Total Leverage Ratio and the Fixed Charge Coverage Ratio, as at the Computation Date) with respect to Section 7.09 of the Credit Agreement, and (v) a report setting forth certain information (including calculations of the Guarantor Coverage Test, as at the Computation Date) with respect to Section 6.16 of the Credit Agreement.

3. To my knowledge, during such fiscal period, except as otherwise disclosed to the Administrative Agent in writing pursuant to the Credit Agreement, no Default or Event of Default has occurred and is continuing.

³ Insert if the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its consolidated Subsidiaries is different from the audited consolidated balance sheet of the Borrower and its Restricted Subsidiaries, and Borrower chooses not to provide a detailed reconciliation of such differences.

⁴ Insert if Borrower chooses to provide a detailed reconciliation of differences instead of the financial statements for the Borrower and its Restricted Subsidiaries.

4. [Attached hereto is a Pro Forma Adjustment Certificate in accordance with clause (d) of the definition of Consolidated EBITDA in the Credit Agreement.]⁵

⁵ Only included to the extent applicable.

Yours truly,

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

CONSOLIDATED BALANCE SHEET

Schedule II to Compliance
Certificate

REPORT REGARDING PERFECTION INFORMATION
PARAGRAPH 2(i) OF COMPLIANCE CERTIFICATE

CERTIFICATIONS REGARDING MANDATORY PREPAYMENTS
PARAGRAPH 2(ii) OF COMPLIANCE CERTIFICATE

1. [Section 2.05(b)(i): The Excess Cash Flow⁶ for the Test Period ended on the Computation Date was \$[_____]. The ECF Percentage is [____]%.⁷
2. [Section 2.05(b)(ii): During the Test Period ended on the Computation Date, neither the Borrower nor any of its Restricted Subsidiaries has received any Net Cash Proceeds from any Disposition or suffered any Casualty Event which would require a prepayment pursuant to Section 2.05(b)(ii) of the Credit Agreement (after giving effect to any permitted reinvestment period).]
3. [Section 2.05(b)(iii): During the Test Period ended on the Computation Date, no Debt Incurrence Prepayment Event has occurred.

⁶ Attach hereto in reasonable detail the calculations required to arrive at Excess Cash Flow.
⁷ Only include for Compliance Certificate delivered for Test Period ending December 31.

SUBSIDIARIES
PARAGRAPH 2(iii) OF COMPLIANCE CERTIFICATE
[Select one]

[What follows is a list of each Immaterial Subsidiary and each Subsidiary that is not an Immaterial Subsidiary (each identified as such) of the Borrower as of the date hereof

- 1.
2.]

-or-

[There has been no change to the list of each Immaterial Subsidiary and each Subsidiary that is not an Immaterial Subsidiary, in each case, of the Borrower since (the later of) [the Closing Date] [the date of the last such list provided pursuant to the Compliance Certificate dated _____]]

REPORT REGARDING FINANCIAL COVENANTS AND GUARANTOR COVERAGE TEST
PARAGRAPHS 2(iv) and 2(v) OF COMPLIANCE CERTIFICATE

Financial Covenants

Total Leverage Ratio

- a) Consolidated Total Debt (including the Loans under the Credit Agreement) as of the Computation Date \$_____
- b) Consolidated EBITDA for the Test Period ended on the Computation Date \$_____
- c) Ratio of line a to line b _____:1.00
- d) Level that would be required pursuant to Section 7.09 _____:1.00

Fixed Charge Coverage Ratio

- a) Consolidated EBITDA for the Test Period ended on the Computation Date minus (i) Unfinanced Capital Expenditures, minus (ii) taxes based on income or profits, including federal, foreign, state and income taxes of the Borrower and its Restricted Subsidiaries paid in cash during such Test Period, plus (iii) cash tax refunds of the Borrower and its Restricted Subsidiaries received during such Test Period, minus (iv) the aggregate amount of Restricted Payments made under **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** and Section 7.06(m) of the Credit Agreement, minus (v) the aggregate amount of Investments made under **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (valued as provided thereunder) (other than Permitted Acquisitions of or other Investments in Restricted Subsidiaries) of the Credit \$_____

Agreement

- b) Fixed Charges payable by the Borrower and its Restricted Subsidiaries during such the Test Period⁸

(Consolidated Interest Expense paid in cash during such period, plus the aggregate amount of scheduled principal payments in respect of Consolidated Total Debt required to be made (other than payments made by the Borrower or any Restricted Subsidiary to the Borrower or a Restricted Subsidiary) during such period, all calculated for such period for the Borrower and its Restricted Subsidiaries on a consolidated basis)

\$_____

- c) Ratio of line a to line b

_____:1.00

- d) Level that would be required pursuant to Section 7.09

_____:1.00

Guarantor Coverage Test

- a) Combined (without duplication) Loan Party Adjusted EBITDA for the Test Period ended on the Computation Date

\$_____

- b) Consolidated EBITDA of the Borrower and its Restricted Subsidiaries⁹ for the Test Period ended on the Computation Date

\$_____

- c) Ratio of line a to line b

- d) Level that would be required pursuant to Section 6.16

0.85

- a) Combined (without duplication) Loan Party Assets of all of the Loan Parties as of the Computation Date

\$_____

- b) Consolidated Total Assets the Borrower and its Restricted Subsidiaries¹⁰ as of the Computation Date

\$_____

⁸ provided that for any Test Period ending prior to the first anniversary of the end of the first full fiscal quarter occurring after Closing Date, Fixed Charges shall be calculated on an annualized basis starting with the period commencing on the Closing Date through the date of determination and after giving Pro Forma Effect to the Transactions

⁹ determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term "Consolidated EBITDA" (and in the component financial definitions used therein) were references to the Borrower and all of its Subsidiaries on a consolidated basis in accordance with GAAP) for the most recently ended Test Period

¹⁰ determined as if references to the Borrower and the Restricted Subsidiaries in the definition of the term "Consolidated Total Assets" were references to the Borrower and all of its Subsidiaries on a consolidated basis in accordance with GAAP for the most recently ended Test Period

c) Ratio of line a to line b

d) Level that would be required pursuant to Section 6.16

0.85

EXHIBIT E
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF ASSIGNMENT AND ASSUMPTION

This Assignment and Assumption (the “Assignment and Assumption”) is dated as of the Effective Date (as defined below) and is entered into by and between the Assignor (as defined below) and the Assignee (as defined below). Capitalized terms used in this Assignment and Assumption and not otherwise defined herein shall have the meanings specified in the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as the same may be amended, supplemented, amended and restated or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”), among **9327-6269 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (“Holdings”), **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the “Lenders”), **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS**, as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender.

The Standard Terms and Conditions set forth in Annex 1 attached hereto are hereby agreed to and incorporated herein by reference and made a part of this Assignment and Assumption as if set forth herein in full.

For an agreed consideration, the Assignor hereby irrevocably sells and assigns to the Assignee, and the Assignee hereby irrevocably purchases and assumes from the Assignor, subject to and in accordance with the Standard Terms and Conditions set forth in Annex 1 hereto and the Credit Agreement, as of the Effective Date inserted by the Administrative Agent as contemplated below (i) all the Assignor’s rights and obligations in its capacity as a Lender under the Credit Agreement and any other documents or instruments delivered pursuant thereto to the extent related to the amount and percentage interest identified below of the Facility identified below and (ii) to the extent permitted to be assigned under applicable law, all claims, suits, causes of action and any other right of the Assignor (in its capacity as a Lender) against any Person, whether known or unknown, arising under or in connection with the Credit Agreement, any other documents or instruments delivered pursuant thereto or the loan transactions governed thereby or in any way based on or related to any of the foregoing, including contract claims, tort claims, malpractice claims, statutory claims and all other claims at law or in equity related to the rights and obligations sold and assigned pursuant to clause (i) above (the rights and obligations sold and assigned pursuant to clauses (i) and (ii) above being referred to herein collectively as the “Assigned Interest”). Such sale and assignment is without recourse to the Assignor and, except as expressly provided in this Assignment and Assumption, without representation or warranty by the Assignor.

1. Assignor (the “Assignor”): [NAME OF ASSIGNOR]
2. Assignee (the “Assignee”): [NAME OF ASSIGNEE]

3. Assigned Interest:

Facility	Total Commitment of all Lenders under each Facility	Amount of Credit Facility Assigned	Percentage Assigned of Total Commitment of all Lenders under each Facility¹
Term Commitment	\$[]	\$[]	[0.000000000]%
Revolving Credit Commitment	\$[]	\$[]	[0.000000000]%
[Incremental Term Loan Facility]	\$[]	\$[]	[0.000000000]%
[Additional/Replacement Revolving Credit Facility]	\$[]	\$[]	[0.000000000]%

4. Effective Date of Assignment (the “Effective Date”): ____, 20__.² [subject to the payment of an assignment fee in an amount of \$3,500 to the Administrative Agent]³.

¹ To be set forth, to at least 9 decimals, as a percentage of the total Commitment of all Lenders under each Facility.

² To be inserted by Administrative Agent and which shall be the effective date of recordation of transfer in the Register therefor.

³ To be deleted for assignment made by BMO or any of its Affiliates.

The terms set forth in this Assignment and Assumption are hereby agreed to:

[NAME OF ASSIGNOR], as Assignor

By: _____

Name:

Title:

[NAME OF ASSIGNEE], as Assignee

By: _____

Name:

Title:

[Consented to and]⁴ Accepted:

BANK OF MONTREAL,
as Administrative Agent

By: _____
Name:
Title:

[Consented to:

By: _____
Name:
Title:]⁵

⁴ See Section 10.07 of Credit Agreement.

⁵ See Section 10.07 of Credit Agreement.

STANDARD TERMS AND CONDITIONS FOR
ASSIGNMENT AND ACCEPTANCE

1. Representations and Warranties and Agreements.

1.1 Assignor. The Assignor (a) represents and warrants that (i) it is the legal and beneficial owner of the Assigned Interest, (ii) the Assigned Interest is free and clear of any Lien, encumbrance or other adverse claim and (iii) it has full power and authority, and has taken all action necessary, to execute and deliver this Assignment and Assumption and to consummate the transactions contemplated hereby and (b) assumes no responsibility with respect to (i) any statements, warranties or representations made in or in connection with the Credit Agreement or any other Loan Document, (ii) the execution, legality, validity, enforceability, genuineness, sufficiency or value of the Loan Documents or any collateral thereunder, (iii) the financial condition of the Borrower, any of its Subsidiaries or Affiliates or any other Person obligated in respect of any Loan Document or (iv) the performance or observance by any of the Borrower, any of its Subsidiaries or Affiliates or any other Person obligated in respect of any Loan Document of any of their respective obligations under any Loan Document.

1.2 Assignee. The Assignee (a) represents and warrants that (i) it has full power and authority, and has taken all action necessary, to execute and deliver this Assignment and Assumption and to consummate the transactions contemplated hereby and to become a Lender under the Credit Agreement, (ii) it satisfies the requirements, if any, specified in the Credit Agreement that are required to be satisfied by it in order to acquire the Assigned Interest and become a Lender thereunder, (iii) from and after the Effective Date, it shall be a party to the Credit Agreement and, to the extent provided in this Assignment and Assumption, have the rights and obligations of a Lender under the Credit Agreement, and (iv) it has received a copy of the Credit Agreement, together with copies of the most recent financial statements delivered pursuant to Section 6.01 of the Credit Agreement, and such other documents and information as it has deemed appropriate to make its own credit analysis and decision to enter into this Assignment and Assumption and to purchase the Assigned Interest on the basis of which it has made such analysis and decision independently and without reliance on the Administrative Agent or any other Lender and (b) agrees that (i) it will, independently and without reliance on the Administrative Agent, the Assignor or any other Lender, and based on such documents and information as it shall deem appropriate at the time, continue to make its own credit decisions in taking or not taking action under the Loan Documents, and (ii) it will perform in accordance with their terms all of the obligations which by the terms of the Loan Documents are required to be performed by it as a Lender, including its obligations to provide to the Borrower or the Administrative Agent all withholding tax forms and documentation required by Section 3.01(f) of the Credit Agreement.

2. Payments: From and after the Effective Date, the Administrative Agent shall make all payments in respect of the Assigned Interest (including payments of principal, interest, fees and other amounts) to the Assignor for amounts which have accrued to but excluding the Effective Date and to the relevant Assignee for amounts which have accrued from and after the Effective Date.

3. General Provisions.

3.1 In accordance with Section 10.07 of the Credit Agreement, upon execution, delivery, acceptance and recording of this Assignment and Assumption, from and after the Effective Date, (a) the Assignee shall be a party to the Credit Agreement and, to the extent provided in this Assignment and Assumption, have the rights and obligations of a Lender under the Credit Agreement with Commitments

as set forth herein and (b) the Assignor shall, to the extent of the Assigned Interest assigned pursuant to this Assignment and Assumption, be released from its obligations under the Credit Agreement (and if this Assignment and Assumption covers all of the Assignor's rights and obligations under the Credit Agreement, the Assignor shall cease to be a party to the Credit Agreement but shall continue to be entitled to the benefits of Sections 3.01, 3.04, 3.05, 10.04 and 10.05 thereof).

3.2 This Assignment and Assumption shall be binding upon and inure to the benefit of the parties hereto and their respective successors and assigns. This Assignment and Assumption may be executed by one or more of the parties to this Assignment and Assumption on any number of separate counterparts (including by facsimile or other electronic transmission (*i.e.*, a "PDF or "TIF" file)), and all of said counterparts taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument. This Assignment and Assumption and the rights and obligations of the parties hereunder shall be construed in accordance with and governed by and interpreted under the laws of the Province of Quebec and the laws of Canada applicable therein.

EXHIBIT F
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF GUARANTY

(See Attached)

EXHIBIT G-1
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF U.S. SECURITY AGREEMENT

(See Attached)

EXHIBIT G-2
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF QUEBEC SECURITY AGREEMENT

(See Attached)

EXHIBIT H
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

EXHIBIT I
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF INTELLECTUAL PROPERTY SECURITY AGREEMENT

(See Attached)

EXHIBIT J
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF OFFICER'S CERTIFICATE

(See Attached)

.

EXHIBIT K
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

EXHIBIT L
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

EXHIBIT M
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

FORM OF SOLVENCY CERTIFICATE

Date: _____, 2015

To the Administrative Agent and each of the Lenders party to the Credit Agreement referred to below:

I, the undersigned, the Chief Financial Officer of **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the "Borrower"), in that capacity only and not in my individual capacity (and without personal liability), do hereby certify as of the date hereof, and based upon facts and circumstances as they exist as of the date hereof (and disclaiming any responsibility for changes in such fact and circumstances after the date hereof), that:

1. This certificate is furnished to the Administrative Agent and the Lenders pursuant to Section 4.01(a)(vi) of the Credit Agreement, dated as of September 30, 2015 (as the same may be amended, supplemented, amended and restated or otherwise modified from time to time, the "Credit Agreement"), among **9327-6269 QUÉBEC INC.** ("Holdings"), the Borrower, the banks, financial institutions and other investors from time to time party thereto (the "Lenders"), **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS**, as Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender. Unless otherwise defined herein, capitalized terms used in this certificate shall have the meanings set forth in the Credit Agreement.

2. For purposes of this certificate, the terms below shall have the following definitions:

(a) "Fair Value"

The amount at which the assets (both tangible and intangible), in their entirety, of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole would change hands between a willing buyer and a willing seller, within a commercially reasonable period of time, each having reasonable knowledge of the relevant facts, with neither being under any compulsion to act.

(b) "Present Fair Salable Value"

The amount that could be obtained by an independent willing seller from an independent willing buyer if the assets (both tangible and intangible) of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole are sold on a going concern basis with reasonable promptness in an arm's-length transaction under present conditions for the sale of comparable business enterprises insofar as such conditions can be reasonably evaluated.

(c) "Stated Liabilities"

The recorded liabilities (including contingent liabilities that would be recorded in accordance with GAAP) of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole, as of the date hereof after giving effect to the consummation of the Transactions (including the execution and delivery of the Credit Agreement, the making of the Loans and the use of proceeds of such Loans on the date hereof), determined in accordance with GAAP consistently applied.

(d) "Identified Contingent Liabilities"

The maximum estimated amount of liabilities reasonably likely to result from pending litigation, asserted claims and assessments, guaranties, uninsured risks and other contingent liabilities of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole after giving effect to the Transactions (including the execution and delivery of the Credit Agreement, the making of the Loans and the use of proceeds of such Loans on the date hereof) (including all fees and expenses related thereto but exclusive of such contingent liabilities to the extent reflected in Stated Liabilities), as identified and explained in terms of their nature and estimated magnitude by responsible officers of the Borrower.

- (e) “Can pay their Stated Liabilities and Identified Contingent Liabilities as they mature”

The Borrower and its Subsidiaries taken as a whole after giving effect to the Transactions (including the execution and delivery of the Credit Agreement, the making of the Loans and the use of proceeds of such Loans on the date hereof) have sufficient assets and cash flow to pay their respective Stated Liabilities and Identified Contingent Liabilities as those liabilities mature or (in the case of contingent liabilities) otherwise become payable.

- (f) “Do not have Unreasonably Small Capital”

The Borrower and its Subsidiaries taken as a whole after giving effect to the Transactions (including the execution and delivery of the Credit Agreement, the making of the Loans and the use of proceeds of such Loans on the date hereof) have sufficient capital to ensure that it is a going concern.

3. For purposes of this certificate, I, or officers of the Borrower under my direction and supervision, have performed the following procedures as of and for the periods set forth below.

- (a) I have reviewed the financial statements (including the pro forma financial statements) referred to in Section 6.01(a) of the Credit Agreement.
- (b) I have knowledge of and have reviewed to my satisfaction the Credit Agreement.
- (c) As chief financial officer of the Borrower, I am familiar with the financial condition of the Borrower and its Subsidiaries.

4. Based on and subject to the foregoing, I hereby certify on behalf of the Borrower that after giving effect to the consummation of the Transactions (including the execution and delivery of the Credit Agreement, the making of the Loans and the use of proceeds of such Loans on the date hereof), it is my opinion that (i) each of the Fair Value and the Present Fair Salable Value of the assets of the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole exceed their Stated Liabilities and Identified Contingent Liabilities; (ii) the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole do not have Unreasonably Small Capital; and (iii) the Borrower and its Subsidiaries taken as a whole can pay their Stated Liabilities and Identified Contingent Liabilities as they mature.

IN WITNESS WHEREOF, the Borrower has caused this certificate to be executed on its behalf by the Chief Financial Officer as of the date first written above.

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____

Name:

Title: Chief Financial Officer

EXHIBIT O
TO THE CREDIT AGREEMENT

[Reserved]

EXHIBIT P
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF MORTGAGE

(Subject to adjustment for local law requirements
of jurisdiction where the Mortgaged Property is located.)³¹

MORTGAGE, SECURITY AGREEMENT, ASSIGNMENT OF RENTS AND LEASES
AND FINANCING STATEMENT

By and from
[NAME OF MORTGAGOR], “*Mortgagor*”

to

CAISSE CENTRALE DESJARDINS, in its capacity as Collateral Agent,
“*Mortgagee*”

Dated as of []

[THE MAXIMUM PRINCIPAL OBLIGATIONS WHICH IS SECURED BY THIS
MORTGAGE IS \$_____] [STATE SPECIFIC CAP IN MANNER REQUIRED BY
LOCAL LAW IF MORTGAGE CAP IS NECESSARY]

Premises:	[]
Municipality: State:	[]
County:	[]
	[]

³¹ Note to Draft: To the extent that the property is located in a Deed of Trust State, this mortgage form will need to be converted to a Deed of Trust form, including the addition of a named party as trustee for the benefit of the Collateral Agent. The land would be granted unto the Trustee, in trust with power of sale, for the benefit of the Collateral Agent. The Mortgagor would appoint the Trustee as attorney in fact with full power of substitution for the purpose of effectuating any transfer pursuant to a foreclosure

THIS MORTGAGE COVERS GOODS WHICH ARE OR ARE TO BECOME AFFIXED TO OR FIXTURES ON THE LAND DESCRIBED IN EXHIBIT A HERETO. THIS MORTGAGE IS ALSO A FINANCING STATEMENT FILED AS A FIXTURE FILING PURSUANT TO CODE OF [] SECTION [], AND IS TO BE INDEXED, AMONG OTHER PLACES, IN THE FINANCING STATEMENT RECORDS OF EACH COUNTY (OR, TO THE EXTENT SIMILAR RECORDS ARE MAINTAINED AT THE CITY OR TOWN LEVEL INSTEAD OF THE COUNTY LEVEL, EACH SUCH CITY OR TOWN) IN WHICH SAID LAND OR ANY PORTION THEREOF IS LOCATED.

THIS MORTGAGE, SECURITY AGREEMENT, ASSIGNMENT OF RENTS AND LEASES AND FINANCING STATEMENT dated as of [], 20[] (as it may be amended, supplemented or otherwise modified from time to time, this “*Mortgage*”), by and from [NAME OF MORTGAGOR], a [], with an address at [], as Mortgagor (“*Mortgagor*”) to CAISSE CENTRALE DES JARDINS, with an address at [], as Collateral Agent for the Secured Parties (together with its successors and assigns, in such capacity, “*Mortgagee*”).

WITNESSETH THAT:

Reference is made to (i) the Credit Agreement dated September 30, 2015 (as amended, supplemented or otherwise modified from time to time, the “*Credit Agreement*”), among 9327-6269 QUÉBEC INC., a corporation organized under the laws of Quebec, 9327-6277 QUÉBEC INC., a corporation organized under the laws of Quebec (the “*Borrower*”), the banks, financial institutions and other investors from time to time parties thereto (each a “*Lender*” and, collectively, the “*Lenders*”) including, inter alia, Mortgagee, as the Collateral Agent, L/C Issuer and Swing Line Lender and (ii) the Security Agreement dated September 30, 2015 (as amended, supplemented or otherwise modified from time to time, the “*Security Agreement*”) among certain subsidiaries of Borrower listed on Annex A thereto (the “*Subsidiary Guarantors*”) and Mortgagee, as Collateral Agent. All capitalized terms used herein without definition shall have the meanings ascribed to them in the Credit Agreement.

[*Include this paragraph for Guarantors*] [Mortgagor is a wholly owned Subsidiary of the Borrower and will derive substantial benefit from the making of the Loans and issuance of the Letters of Credit by the Lenders.]

[*Include this paragraph for Guarantors*][In order to induce the Lenders to make Loans and the L/C Issuers to issue the Letters of Credit, the Mortgagor has agreed to guarantee, to the Collateral Agent, for the benefit of the Secured Parties, among other things, prompt and complete payment and performance when due (whether at the stated maturity, by acceleration or otherwise) of the Obligations pursuant to the terms of the Guarantee. As used herein, the term “*Guarantee*” shall mean that certain Guarantee, dated September 30, 2015 among Holdings, Borrower, Mortgagor and the other guarantors referred to therein, and Mortgagee, as Collateral Agent, for the benefit of the Secured Parties, as the same may hereafter be amended, amended and restated, supplemented or otherwise modified from time to time.]

[*Include this paragraph for Guarantors*][Mortgagor may also unconditionally and irrevocably guaranty, as primary obligor and not merely as surety, for the benefit of the Secured Parties under any additional indenture, credit agreement, loan agreement, note purchase agreement or other document, instrument or agreement, if any, pursuant to which any Grantor (as such term is defined in the Security Agreement) has or will incur additional Obligations as permitted by the Credit Agreement (each an “*Additional Agreement*”), the prompt and complete payment and performance when due (whether at the stated maturity, by acceleration or otherwise) of the additional Obligations;

[*Include this paragraph for Guarantors*] [Mortgagor is a Guarantor and may be a guarantor of the additional Obligations];

The proceeds of the Credit Extensions will be used in part to enable the Borrower to make valuable transfers to Mortgagor in connection with the operation of its business;

It is a condition to the obligations of the Lenders and the L/C Issuers to make their respective Credit Extensions to the Borrower under the Credit Agreement that Mortgagor shall execute and deliver this Mortgage to the Collateral Agent, for the benefit of the Secured Parties;

Mortgagor acknowledges that it will derive substantial direct and indirect benefit from the Credit Extensions and has agreed to secure its obligations with respect thereto pursuant to this Mortgage, on a first priority basis (subject to Liens permitted by the Credit Agreement [and any Additional Agreement] ("**Permitted Liens**"));

Pursuant to the requirements of the Credit Agreement, Mortgagor is granting this Mortgage to create a lien on and a security interest in the Mortgaged Property (as hereinafter defined) to secure the performance and payment by Mortgagor of the Obligations. Pursuant to the Credit Agreement [and any Additional Agreement], the amount of Mortgagor's indebtedness thereunder may increase and decrease from time to time as the Secured Parties advance, Mortgagor repays, and the Secured Parties may make Incremental Term Loan Facilities, Incremental Revolving Credit Commitment Increases and Additional/Replacement Revolving Credit Commitments available, all as more fully described in the Credit Agreement [and any Additional Agreement].

[The maximum amount secured, or which under any contingency may be secured by this Mortgage may not exceed \$_____ (the "**Secured Amount**"). For purposes of this Mortgage, so long as the balance of the Obligations equals or exceeds Secured Amount, the amount of the Obligations secured by this Mortgage shall at all times equal only the Secured Amount. The Secured Amount represents only a portion of the first sums advanced by the Secured Parties in respect of the Obligations. The Secured Amount shall be reduced only by the last and final sums that Borrower repays with respect to the Obligations and shall not be reduced by any intervening repayments of the Obligations. So long as the balance of the Obligations exceeds the Secured Amount, the portion of the Obligations secured by this Mortgage will equal the Secured Amount and any payments and repayments of the Obligations shall not be deemed to be applied against, or to reduce, the portion of the Obligations secured by this Mortgage. Such payments shall instead be deemed to reduce only such portions of the Obligations as are secured by other collateral.]

Granting Clauses

NOW, THEREFORE, IN CONSIDERATION OF the foregoing and in order to secure the prompt and complete full payment and performance when due (whether at the stated maturity, by acceleration or otherwise) of the Obligations for the benefit of the Secured Parties, Mortgagor hereby grants, conveys, mortgages, warrants, assigns and pledges to the Mortgagee, its successors and assigns, for the benefit of the Secured Parties, a mortgage lien on and a security interest in, all of Mortgagor's right, title and interest in (subject only to Liens permitted under the Credit Agreement [and any Additional Agreement]) all the following described property (the "**Mortgaged Property**") whether now owned or held or hereafter acquired:

(1) the land more particularly described on **Exhibit A** hereto (the "**Land**"), together with all rights and interests appurtenant thereto or benefitting the Land and/or the Improvements, including, without limitation, all easements and rights of way over certain other adjoining land granted by any easement agreements, covenant or restrictive agreements and all air rights, mineral rights, water rights, oil and gas rights and development rights, if any, relating thereto, and also together with all of the other easements, rights, privileges, interests, hereditaments and appurtenances thereunto belonging or in any way appertaining and all of the estate, right, title, interest, claim or demand whatsoever of Mortgagor therein and in the streets and ways adjacent thereto, either in law or in equity, in possession or expectancy, now or hereafter acquired (the "**Premises**");

(2) all buildings, improvements, structures, paving, parking areas, walkways and landscaping now or hereafter erected or located upon the Land (the “**Improvements**”);

(3) all materials, supplies, equipment, apparatus and other items of personal property now owned or hereafter acquired by Mortgagor and now or hereafter attached to or installed in any of the Improvements or the Land, and water, gas, electrical, telephone, storm and sanitary sewer facilities and all other utilities whether or not situated in easements (the “**Fixtures**”);

(4) all apparatus, movable appliances, building materials, equipment, fittings, furnishings, furniture, machinery and other articles of tangible personal property of every kind and nature, and replacements thereof, now or at any time hereafter placed upon or used in any way in connection with the use, enjoyment, occupancy or operation of the Improvements or the Premises, including all of Mortgagor’s books and records relating thereto and including all pumps, tanks, goods, machinery, tools, equipment, lifts (including fire sprinklers and alarm systems, fire prevention or control systems, cleaning rigs, air conditioning, heating, boilers, refrigerating, electronic monitoring, water, loading, unloading, lighting, power, sanitation, waste removal, entertainment, communications, computers, recreational, window or structural, maintenance, truck or car repair and all other equipment of every kind), restaurant, bar and all other indoor or outdoor furniture (including tables, chairs, booths, serving stands, planters, desks, sofas, racks, shelves, lockers and cabinets), bar equipment, glasses, cutlery, uniforms, linens, memorabilia and other decorative items, furnishings, appliances, supplies, inventory, rugs, carpets and other floor coverings, draperies, drapery rods and brackets, awnings, venetian blinds, partitions, chandeliers and other lighting fixtures, freezers, refrigerators, walk-in coolers, signs (indoor and outdoor), computer systems, cash registers and inventory control systems, and all other apparatus, equipment, furniture, furnishings, and articles used in connection with the use or operation of the Improvements or the Premises, it being understood that the enumeration of any specific articles of property shall in no way result in or be held to exclude any items of property not specifically mentioned (the property referred to in this subparagraph (4), the “**Personal Property**”);

(5) all general intangibles owned by Mortgagor and relating to design, development, operation, management and use of the Premises or the Improvements, all certificates of occupancy, zoning variances, building, use or other permits, approvals, authorizations and consents obtained from and all materials prepared for filing or filed with any governmental agency in connection with the development, use, operation or management of the Premises and Improvements, all construction, service, engineering, consulting, leasing, architectural and other similar contracts concerning the design, construction, management, operation, occupancy and/or use of the Premises and Improvements, all architectural drawings, plans, specifications, soil tests, feasibility studies, appraisals, environmental studies, engineering reports and similar materials relating to any portion of or all of the Premises and Improvements, and all payment and performance bonds or warranties or guarantees relating to the Premises or the Improvements, all to the extent assignable (the “**Permits, Plans and Warranties**”);

(6) all now or hereafter existing leases or licenses (under which Mortgagor is landlord or licensor) and subleases (under which Mortgagor is sublandlord), concession, management, mineral or other agreements of a similar kind that permit the use or occupancy of the Premises or the Improvements for any purpose in return for any payment, or the extraction or taking of any gas, oil, water or other minerals from the Premises in return for payment of any fee, rent or royalty (collectively, “**Leases**”), and all agreements or contracts for the sale or other disposition of all or any part of the Premises or the Improvements, now or hereafter entered into by Mortgagor, together with all charges, fees, income, issues, profits, receipts, rents, revenues or royalties payable thereunder (“**Rents**”);

(7) all real estate tax refunds and all proceeds of the conversion, voluntary or involuntary, of any of the Mortgaged Property into cash or liquidated claims (“**Proceeds**”), including Proceeds of insurance maintained by Mortgagor and condemnation awards, any awards that may become due by reason of the taking by eminent domain or any transfer in lieu thereof of the whole or any part of the Premises or Improvements or any rights appurtenant thereto, and any awards for change of grade of streets, together with any and all moneys now or hereafter on deposit for the payment of real estate taxes,

assessments or common area charges levied against the Mortgaged Property, unearned premiums on policies of fire and other insurance maintained by Mortgagor covering any interest in the Mortgaged Property or required by the Credit Agreement [or any Additional Agreement]; and

(8) all extensions, improvements, betterments, renewals, substitutes and replacements of and all additions and appurtenances to, the Land, the Premises, the Improvements, the Personal Property, the Permits, Plans and Warranties and the Leases, hereinafter acquired by or released to Mortgagor or constructed, assembled or placed by Mortgagor on the Land, the Premises or the Improvements, and all conversions of the security constituted thereby, immediately upon such acquisition, release, construction, assembling, placement or conversion, as the case may be, and in each such case, without any further mortgage, deed of trust, conveyance, assignment or other act by the Mortgagor, all of which shall become subject to the lien of this Mortgage as fully and completely, and with the same effect, as though now owned by Mortgagor and specifically described herein.

Notwithstanding the foregoing provisions of Section (1) through (8) of these Granting Clauses, Mortgaged Property shall not include a grant of any of the Mortgagor's right, title or interest in any Permits, Plans, Warranties, Leases or other agreements or an assignment thereof (including any proceeds derived therefrom) (x) that validly prohibits the creation by the Mortgagor of a security interest therein and (y) to the extent, but only to the extent that, any Applicable Laws thereto prohibits the creation of a security interest therein; provided, however, that the right to receive any payment of money or any other right referred to in Sections 9-406(d), 9-407(a) or 9-408(a) of the UCC to the extent that such Sections are effective to limit the prohibitions described in clauses (x) and (y) of this Section shall constitute Mortgaged Property hereunder; and provided, further, that at such time as any Permits, Plans Warranties, Leases or other agreements described in clauses (x) and (y) of this Section is no longer subject to such prohibition, such applicable Permit, Plan, Warranty, Lease or agreement shall (without any act or delivery by any person) constitute Mortgaged Property hereunder;

TO HAVE AND TO HOLD the Mortgaged Property unto the Mortgagee, its successors and assigns, for the benefit of the Secured Parties, forever, subject only to Permitted Liens and to satisfaction and release as provided in Section 3.4.

IT IS HEREBY COVENANTED by Mortgagor, for itself and its heirs, legal representatives, successors and assigns, that the Mortgaged Property is to be held and applied subject to the terms herein set forth, and Mortgagor, for itself and its heirs, legal representatives, successors and assigns, hereby covenants and agrees with Mortgagee, its successors and assigns, for the benefit of the Secured Parties, as follows:

ARTICLE I *Representations, Warranties and Covenants of Mortgagor*

Mortgagor agrees, covenants, represents and/or warrants as follows:

1.1 Title, Mortgage Lien.

(a) Mortgagor has good and marketable fee simple title to the Mortgaged Property, free and clear of any liens, claims or interests, other than Permitted Liens, except where the failure to have such good title or interest in such property could not reasonably be expected to have a Material Adverse Effect. This Mortgage creates a valid, enforceable first priority lien and security interest against the Mortgaged Property, subject to Permitted Liens and minor defects in title that do not materially interfere with any Loan Party's and their Subsidiaries' ability to conduct its business or to utilize such property for its intended purposes.

(b) The execution and delivery of this Mortgage is within Mortgagor's corporate powers and

has been duly authorized by all necessary corporate and, if required, stockholder action³². This Mortgage has been duly executed and delivered by Mortgagor and constitutes a legal, valid and binding obligation of Mortgagor, enforceable in accordance with its terms, subject to applicable bankruptcy, insolvency, reorganization, moratorium or other laws affecting creditors' rights generally and subject to general principles of equity, regardless of whether considered in a proceeding in equity or at law.

(c) The execution, delivery and recordation of this Mortgage (i) do not require any consent or approval of, registration or filing with, or any other action by, any Governmental Authority, except such as have been obtained or made and are in full force and effect and except filings necessary to perfect the lien of this Mortgage, (ii) will not violate any applicable law or regulation or the charter, bylaws or other organizational documents of Mortgagor or any order of any Governmental Authority, (iii) will not violate or result in a default under any indenture, agreement or other instrument binding upon Mortgagor or its assets, or give rise to a right thereunder to require any payment to be made by Mortgagor except to the extent such violation or default could not reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect, and (iv) will not result in the creation or imposition of any Lien on any asset of Mortgagor, except the lien of this Mortgage.

This Mortgage when duly recorded in the public records identified in the Perfection Certificate will create a valid, perfected and enforceable lien upon and security interest in all of the Mortgaged Property.

d) Mortgagor will forever warrant and defend its title to the Mortgaged Property, the rights of Mortgagee therein under this Mortgage and the validity and priority of the lien of this Mortgage thereon against the claims of all persons and parties except those having rights under Permitted Liens to the extent of those rights until the Obligations are fully paid and performed, except to the extent failing to do so could not reasonably be expected to result in a Material Adverse Effect.

1.2 Credit Agreement. This Mortgage is given pursuant to the Credit Agreement. Mortgagor expressly covenants and agrees to pay when due, and to timely perform, and to cause the other Loan Parties to pay when due, and to timely perform, the Obligations in accordance with the terms of the Loan Documents, each Secured Hedge Agreement and each Secured Cash Management Agreement (together, the "***Secured Debt Documents***") [and any Additional Agreement].

1.3 Replacement of Fixtures and Personalty.

Except as provided for in Section 7.05 of the Credit Agreement [and any equivalent provision of any Additional Agreement], Mortgagor shall not, without the prior written consent of Mortgagee, permit any of the Fixtures or Personal Property owned or leased by Mortgagor to be removed at any time from the Land or Improvements, unless the removed item is removed temporarily for maintenance and repair or is permitted to be removed by the Credit Agreement, any other Secured Debt Document [or any Additional Agreement].

1.4 Payment of Taxes, and Other Obligations.

(a) Mortgagor will pay and discharge from time to time prior to the time when the same shall become delinquent, and before any interest or penalty accrues thereon or attaches thereto, all taxes and other obligations with respect to the Mortgaged Property or any part thereof or upon the Rents from the Mortgaged Property or arising in respect of the occupancy, use or possession thereof in accordance with, and to the extent required by, Section 6.14 of the Credit Agreement [and any Additional Agreement], except in each case to the extent that the failure to pay and discharge such taxes and such other obligations could not reasonably be expected to have, individually or in the aggregate, a Material Adverse Effect.

³²

Note to Draft: Revise provision if Mortgagor is not a corporation.

(b) In the event of the passage of any state, Federal, municipal or other governmental law, order, rule or regulation subsequent to the date hereof (i) deducting from the value of real property for the purpose of taxation any lien or encumbrance thereon or in any manner changing or modifying the laws now in force governing the taxation of this Mortgage or debts secured by mortgages or deeds of trust (other than laws governing income, franchise and similar taxes generally) or the manner of collecting taxes thereon and (ii) imposing a tax to be paid by Mortgagee, either directly or indirectly, on this Mortgage or any of the Security Documents, or requiring an amount of taxes to be withheld or deducted therefrom, Mortgagor will promptly (i) notify Mortgagee of such event, (ii) enter into such further instruments as Mortgagee may determine are reasonably necessary or desirable to obligate Mortgagor to make any additional payments necessary to put the Secured Parties in the same financial position they would have been if such law, order, rule or regulation had not been passed and (iii) make such additional payments to Mortgagee for the benefit of the Secured Parties.

1.5 Maintenance of Mortgaged Property. Mortgagor will maintain the Mortgaged Property in the manner required by the Credit Agreement [and any Additional Agreement].

1.6 Insurance. Mortgagor will keep or cause to be kept the Improvements and Personal Property insured against such risks, and in the manner, described in the Credit Agreement and shall purchase such additional insurance as may be required from time to time pursuant to the Credit Agreement [and any Additional Agreement]. Each such policy of insurance shall name Mortgagee as the loss payee (or, in the case of liability insurance, an additional insured) thereunder for the benefit of the Secured Parties. Federal Emergency Management Agency Standard Flood Hazard Determination Forms will be purchased by Mortgagor for each Mortgaged Property on which Improvements are located. If any portion of Improvements constituting part of the Mortgaged Property is located in an area identified as a special flood hazard area by Federal Emergency Management Agency or other applicable agency, Mortgagor will purchase flood insurance in an amount satisfactory to Mortgagee, but in no event less than the maximum limit of coverage available under the National Flood Insurance Act of 1968, as amended.

1.7 Casualty Condemnation/Eminent Domain. Mortgagor shall give Mortgagee prompt written notice of any casualty or other damage to the Mortgaged Property or any proceeding for the taking of the Mortgaged Property or any portion thereof or interest therein under power of eminent domain or by condemnation or any similar proceeding in accordance with, and to the extent required by, the Credit Agreement [and any Additional Agreement]. Any Net Cash Proceeds received by or on behalf of Mortgagor in respect of any such casualty, damage or taking shall constitute trust funds held by Mortgagor for the benefit of the Secured Parties to be applied to repair, restore or replace the Mortgaged Property or, if a Recovery Event shall occur with respect to any such Net Cash Proceeds, to be applied in accordance with the Credit Agreement.

1.8 Assignment of Leases and Rents.

(a) Mortgagor hereby irrevocably and absolutely grants, transfers and assigns all of its right title and interest in all Leases, together with any and all extensions and renewals thereof for purposes of securing and discharging the performance by Mortgagor of the Obligations. Mortgagor has not assigned or executed any assignment of, and will not assign or execute any assignment of, any Leases or the Rents payable thereunder to anyone other than Mortgagee.

(b) All Leases shall be subordinate to the lien of this Mortgage. Mortgagor will not enter into, modify or amend any Lease if such Lease, as entered into, modified or amended, will not be subordinate to the lien of this Mortgage.

(c) Subject to Section 1.8(d), Mortgagor has assigned and transferred to Mortgagee all of Mortgagor's right, title and interest in and to the Rents now or hereafter arising from each Lease heretofore or hereafter made or agreed to by Mortgagor, it being intended that this assignment establish, subject to Section 1.8(d), an absolute transfer and assignment of all Rents and all Leases to Mortgagee and not merely to grant a security interest therein. Subject to Section 1.8(d), Mortgagee may in Mortgagor's name and stead (with or without first taking possession of any of the Mortgaged Property personally or by receiver as

provided herein) operate the Mortgaged Property and rent, lease or let all or any portion of any of the Mortgaged Property to any party or parties at such rental and upon such terms as Mortgagee shall, in its sole discretion, determine, and may collect and have the benefit of all of said Rents arising from or accruing at any time thereafter or that may thereafter become due under any Lease.

(d) So long as an Event of Default shall not have occurred and be continuing, Mortgagee will not exercise any of its rights under Section 1.8(c), and Mortgagor shall receive and collect the Rents accruing under any Lease; but after the happening and during the continuance of any Event of Default, Mortgagee may, at its option, receive and collect all Rents and enter upon the Premises and Improvements through its officers, agents, employees or attorneys for such purpose and for the operation and maintenance thereof. Mortgagor hereby irrevocably authorizes and directs each tenant, if any, and each successor, if any, to the interest of any tenant under any Lease, respectively, to rely upon any notice of a claimed Event of Default sent by Mortgagee to any such tenant or any of such tenant's successors in interest, and thereafter to pay Rents to Mortgagee without any obligation or right to inquire as to whether an Event of Default actually exists and even if some notice to the contrary is received from the Mortgagor, who shall have no right or claim against any such tenant or successor in interest for any such Rents so paid to Mortgagee. Each tenant or any of such tenant's successors in interest from whom Mortgagee or any officer, agent, attorney or employee of Mortgagee shall have collected any Rents, shall be authorized to pay Rents to Mortgagee only after such tenant or any of their successors in interest shall have received written notice from Mortgagee that the Event of Default is no longer continuing, unless and until a further notice of an Event of Default is given by Mortgagee to such tenant or any of its successors in interest.

(e) Mortgagee will not become a mortgagee in possession so long as it does not enter or take actual possession of the Mortgaged Property. In addition, Mortgagee shall not be responsible or liable for performing any of the obligations of the landlord under any Lease, for any waste by any tenant, or others, for any dangerous or defective conditions of any of the Mortgaged Property, for negligence in the management, upkeep, repair or control of any of the Mortgaged Property or any other act or omission by any other person.

(f) So long as an Event of Default shall have occurred and be continuing, Mortgagor shall furnish to Mortgagee, within 30 days after a request by Mortgagee to do so, a written statement containing the names of all tenants, subtenants and concessionaires of the Premises or Improvements, the terms of any Lease, the space occupied and the rentals and/or other amounts payable thereunder.

1.9 Restrictions on Transfers and Encumbrances. Except as may otherwise be permitted under the terms of the Credit Agreement [or any Additional Agreement], Mortgagor shall not directly or indirectly sell, convey, alienate, assign, lease, sublease, license, mortgage, pledge, encumber or otherwise transfer, create, consent to or suffer the creation of any lien, charge or other form of encumbrance upon any interest in or any part of the Mortgaged Property, or be divested of its title to the Mortgaged Property or any interest therein in any manner or way, whether voluntarily or involuntarily (other than resulting from a condemnation), or engage in any common, cooperative, joint, time-sharing or other congregate ownership of all or part thereof, except in each case in accordance with and to the extent permitted by the Credit Agreement [or any Additional Agreement]; provided, that Mortgagor may, in the ordinary course of business and in accordance with reasonable commercial standards, enter into easement or covenant agreements that relate to and/or benefit the operation of the Mortgaged Property and that do not materially and adversely affect the value, use or operation of the Mortgaged Property. If any of the foregoing transfers or encumbrances results in a Prepayment Event, any Net Cash Proceeds received by or on behalf of Mortgagor in respect thereof shall constitute trust funds to be held by Mortgagor for the benefit of the Secured Parties and applied in accordance with Section 2.12 of the Credit Agreement.

1.10 Security Interest. This Mortgage is both a mortgage of real property and a grant of a security interest in personal property which are or are to become "fixtures", and shall constitute and serve as a "Security Agreement" within the meaning of the UCC and other applicable law. Mortgagor hereby grants unto Mortgagee a security interest in and to all the Mortgaged Property described in this Mortgage that is not real property. Mortgagee shall have all rights with respect to the part of the Mortgaged Property that is the subject of a security interest afforded by the UCC in addition to, but not in limitation of, the

other rights afforded Mortgagee hereunder and under the Security Agreement. As used herein, the term "UCC" shall mean Uniform Commercial Code of [] or, if the creation, perfection and enforcement of any security interest herein granted is governed by the laws of a state other than [], then, as to the matter in question, the Uniform Commercial Code in effect in that state.

1.11 Filing and Recording. Mortgagor will cause this Mortgage, any other security instrument creating a security interest in or evidencing the lien hereof upon the Mortgaged Property and each instrument of further assurance to be filed, registered or recorded and, if necessary, refiled, rerecorded and reregistered, in such manner and in such places as may be required by any present or future law in order to publish notice of and fully to perfect the lien hereof upon, and the security interest of Mortgagee in, the Mortgaged Property until this Mortgage is terminated and released in full in accordance with Section 3.4 hereof. Mortgagor will pay all filing, registration and recording fees, all Federal, state, county and municipal recording, documentary or intangible taxes, mortgage taxes, and other taxes, duties, imposts, assessments and charges, and all reasonable expenses incidental to or arising out of or in connection with the execution, delivery and recording of this Mortgage, any mortgage supplemental hereto, any security instrument with respect to the Personal Property, Permits, Plans and Warranties and Proceeds or any instrument of further assurance. After the date of this Mortgage, Mortgagor shall not change its name, type of organization, organizational identification number (if any), jurisdiction of organization or location (within the meaning of the UCC) without giving prompt written notice (which shall in any event be provided within 30 days of such change) to Mortgagee.

1.12 Inspection. Mortgagor shall permit Mortgagee and the Secured Parties (to the extent it is within such Mortgagor's control to permit such inspection), and their respective agents, representatives and employees, upon reasonable prior written notice to Mortgagor, to inspect the Mortgaged Property and all books and records of Mortgagor located thereon, and following the occurrence and during the continuance of an Event of Default, to conduct such environmental and engineering studies as Mortgagee or the Secured Parties may reasonably require, provided that such inspections and studies shall be conducted at reasonable times during normal business hours and shall not materially interfere with the use and operation of the Mortgaged Property; provided that, excluding any such visits and inspections during the continuation of an Event of Default, only the Mortgagee on behalf of the Secured Parties may exercise rights of the Mortgagee and the Secured Parties under this Section 1.12 and the Mortgagee shall not exercise such rights more often than once during any calendar year absent the existence of an Event of Default..

1.13 Further Assurances. Upon demand by Mortgagee, Mortgagor will, at the cost of Mortgagor and without expense to Mortgagee, do, execute, acknowledge and deliver all such further acts, deeds, conveyance, mortgages, assignments, notices of assignment, transfers and assurances as Mortgagee shall from time to time reasonably require for the better assuring, conveying, assigning, transferring and confirming unto Mortgagee the property and rights hereby conveyed or assigned or intended now or hereafter so to be, or which Mortgagor may be or may hereafter become bound to convey or assign to Mortgagee, or for carrying out the intention or facilitating the performance of the terms of this Mortgage, or for filing, registering or recording this Mortgage, and on demand, Mortgagor will also execute and deliver and hereby appoints Mortgagee as its true and lawful attorney-in-fact and agent, for Mortgagor and in its name, place and stead, in any and all capacities, during the continuance of an Event of Default, to execute and file to the extent it may lawfully do so, one or more financing statements, chattel mortgages or comparable security instruments reasonably requested by Mortgagee to evidence more effectively the lien hereof upon the Personal Property and to perform each and every act and thing requisite and necessary to be done to accomplish the same.

1.14 Additions to Mortgaged Property. All right, title and interest of Mortgagor in and to all extensions, improvements, betterments, renewals, substitutes and replacements of, and all additions and appurtenances to, the Mortgaged Property hereafter acquired by or released to Mortgagor or constructed, assembled or placed by Mortgagor upon the Premises or the Improvements, and all conversions of the security constituted thereby, immediately upon such acquisition, release, construction, assembling, placement or conversion, as the case may be, and in each such case without any further mortgage, conveyance, assignment or other act by Mortgagor, shall become subject to the lien and security interest of

this Mortgage as fully and completely and with the same effect as though now owned by Mortgagor and specifically described in the grant of the Mortgaged Property above, but at any and all times Mortgagor will execute and deliver to Mortgagee any and all such further assurances, mortgages, conveyances or assignments thereof as Mortgagee may reasonably require for the purpose of expressly and specifically subjecting the same to the lien and security interest of this Mortgage.

1.15 No Claims Against Mortgagee. Nothing contained in this Mortgage shall constitute any consent or request by Mortgagee, express or implied, for the performance of any labor or services or the furnishing of any materials or other property in respect of the Mortgaged Property or any part thereof, nor as giving Mortgagor any right, power or authority to contract for or permit the performance of any labor or services or the furnishing of any materials or other property in such fashion as would permit the making of any claim against Mortgagee in respect thereof.

1.16 Fixture Filing.

(a) Certain portions of the Mortgaged Property are or will become “fixtures” (as that term is defined in the UCC) on the Land, and this Mortgage, upon being filed for record in the real estate records of the county wherein such fixtures are situated, shall operate also as a financing statement filed as a fixture filing in accordance with the applicable provisions of said UCC upon such portions of the Mortgaged Property that are or become fixtures.

(b) The real property to which the fixtures relate is described in Exhibit A attached hereto. The record owner of the real property described in Exhibit A attached hereto is Mortgagor. The name, type of organization and jurisdiction of organization of the “Debtor” for purposes of this financing statement are the name, type of organization and jurisdiction of organization of Mortgagor set forth in the first paragraph of this Mortgage, and the name of the “Secured Party” for purposes of this financing statement is the name of the Mortgagee set forth in the first paragraph of this Mortgage. The mailing address of the Mortgagor/debtor is the address of Mortgagor set forth in the first paragraph of this Mortgage. The mailing address of the Mortgagee/secured party from which information concerning the security interest hereunder may be obtained is the address of the Mortgagee set forth in the first paragraph of this Mortgage.

(c) In addition, Mortgagee shall have the right to file in any public office each financing statement relating to fixtures that Mortgagee shall deem necessary or desirable at the sole option of Mortgagee.

1.17 Environmental Representations, Warranties and Indemnification. Mortgagor makes, with respect to the Mortgaged Property, the representations and warranties made by Borrower in Section 5.08 of the Credit Agreement and, joint and severally with Borrower, agrees to indemnify, defend and hold Collateral Agent and Secured Parties harmless for any Losses that relate to any actual or alleged presence or Release or threatened Release of Hazardous Materials on, at, in, under or from the Mortgaged Property or any other liability arising under Environmental Law with respect to the Mortgaged Property, on the same terms and conditions (subject to the same limitations) as set forth in Section 10.05 of the Credit Agreement and without limiting any of the Obligations of Borrower under Section 10.05 of the Credit Agreement or otherwise.

ARTICLE II *Defaults and Remedies*

2.1 Events of Default. Any Event of Default under the Credit Agreement or any Additional First Lien Agreement (as such term is defined therein) shall constitute an Event of Default under this Mortgage.

2.2 Demand for Payment. If an Event of Default shall occur and be continuing beyond any applicable notice and cure period, then, upon written demand of Mortgagee, Mortgagor will pay to

Mortgagee all amounts due hereunder and under the Credit Agreement[,the Guarantee, any Additional Agreement] and the Security Agreement and such further amount as shall be sufficient to cover the costs and expenses of collection, including reasonable attorneys' fees, disbursements and expenses incurred by Mortgagee, and Mortgagee shall be entitled and empowered to institute an action or proceedings at law or in equity for the collection of the sums so due and unpaid, to prosecute any such action or proceedings to judgment or final decree, to enforce any such judgment or final decree against Mortgagor and to collect, in any manner provided by law, all moneys adjudged or decreed to be payable.

2.3 Rights To Take Possession, Operate and Apply Revenues.

(a) If an Event of Default shall occur and be continuing beyond any applicable notice and cure period, Mortgagor shall, upon demand of Mortgagee, forthwith surrender to Mortgagee actual possession of the Mortgaged Property and, if and to the extent not prohibited by applicable law, Mortgagee itself, or by such officers or agents as it may appoint, may then enter and take possession of all the Mortgaged Property without the appointment of a receiver or an application therefor, exclude Mortgagor and its agents and employees wholly therefrom, and have access to the books, papers and accounts of Mortgagor.

(b) If Mortgagor shall for any reason fail to surrender or deliver the Mortgaged Property or any part thereof after such demand by Mortgagee, Mortgagee may to the extent not prohibited by applicable law, obtain a judgment or decree conferring upon Mortgagee the right to immediate possession or requiring Mortgagor to deliver immediate possession of the Mortgaged Property to Mortgagee, to the entry of which judgment or decree Mortgagor hereby specifically consents. Mortgagor will pay to Mortgagee, upon demand, all reasonable expenses of obtaining such judgment or decree, including reasonable compensation to Mortgagee's attorneys and agents with interest thereon at the rate per annum applicable to overdue amounts under the Credit Agreement as provided in Section 2.08 of the Credit Agreement (the "**Interest Rate**"); and all such expenses and compensation shall, until paid, be secured by this Mortgage.

Upon every such entry or taking of possession and for so long as an Event of Default shall have occurred and be continuing beyond any applicable notice and grace period, Mortgagee may, to the extent not prohibited by applicable law, hold, store, use, operate, manage and control the Mortgaged Property, conduct the business thereof and, from time to time, (i) make all necessary and proper maintenance, repairs, renewals, replacements, additions, betterments and improvements thereto and thereon, (ii) purchase or otherwise acquire additional fixtures, personalty and other property necessary for the continued use and operation of the Mortgaged Property, (iii) insure or keep the Mortgaged Property insured in the same manner required by the terms of the Credit Agreement [and any Additional Agreement], (iv) manage and operate the Mortgaged Property and exercise all the rights and powers of Mortgagor to the same extent as Mortgagor could in its own name or otherwise with respect to the same, or (v) enter into any and all agreements with respect to the exercise by others of any of the powers herein granted Mortgagee, all as may from time to time be directed or reasonably determined by Mortgagee to be in its best interest and Mortgagor hereby appoints, which appointment is irrevocable and coupled with an interest, Mortgagee as its true and lawful attorney-in-fact and agent with full irrevocable power and authority, for Mortgagor and in its name or otherwise, place and stead, in any and all capacities, for the purpose of carrying out the terms of this Mortgage, the other Secured Debt Documents [and any Additional Agreement], to take any and all appropriate action and to execute any and all documents and instruments which the Mortgagee may deem necessary or desirable to accomplish the purposes of this Mortgage, the other Secured Debt Documents [and any Additional Agreement]. Without limiting the generality of the foregoing, Mortgagor hereby gives the Mortgagee the power and right, on behalf of Mortgagor, either in the Mortgagee's name or in the name of Mortgagor or otherwise, without assent by Mortgagor, to do any or all of the following at the same time or at different times, in each case after the occurrence and during the continuation of an Event of Default: Mortgagee may collect and receive all the Rents, issues, profits and revenues from the Mortgaged Property, including those past due as well as those accruing thereafter, and, after deducting (i) all expenses of taking, holding, managing and operating the Mortgaged Property (including compensation for the services of all persons employed for such purposes), (ii) the costs of all such maintenance, repairs, renewals, replacements, additions, betterments,

improvements, purchases and acquisitions, (iii) the costs of insurance, (iv) such taxes, assessments and other similar charges as Mortgagee may at its option pay, (v) other proper charges upon the Mortgaged Property or any part thereof and (vi) the compensation, expenses and disbursements of the attorneys and agents of Mortgagee, Mortgagee shall apply the remainder of the moneys and proceeds so received first to the payment of the Mortgagee for the satisfaction of the Obligations, and second, if there is any surplus, to Mortgagor, subject to the entitlement of others thereto under applicable law.

(d) Whenever, before any sale of the Mortgaged Property under Section 2.6, all Obligations that are then due shall have been paid and all Events of Default fully cured, Mortgagee will surrender possession of the Mortgaged Property back to Mortgagor, its successors or assigns. The same right of taking possession shall, however, arise again if any subsequent Event of Default shall occur and be continuing.

2.4 Right To Cure Mortgagor's Failure to Perform. If an Event of Default shall have occurred and be continuing, should Mortgagor fail in the payment, performance or observance of any term, covenant or condition required by this Mortgage or the Credit Agreement [or any Additional Agreement] (with respect to the Mortgaged Property), Mortgagee may pay, perform or observe the same, and all payments made or costs or expenses incurred by Mortgagee in connection therewith shall be secured hereby and shall be, without demand, immediately repaid by Mortgagor to Mortgagee with interest thereon at the Interest Rate. Mortgagee shall be the judge using reasonable discretion of the necessity for any such actions and of the amounts to be paid. Mortgagee is hereby empowered to enter and to authorize others to enter upon the Premises or the Improvements or any part thereof for the purpose of performing or observing any such defaulted term, covenant or condition without having any obligation to so perform or observe and without thereby becoming liable to Mortgagor, to any person in possession holding under Mortgagor or to any other person.

2.5 Right to a Receiver. If an Event of Default shall occur and be continuing beyond any applicable notice and cure period, Mortgagee, upon application to a court of competent jurisdiction, shall be entitled as a matter of strict right, without notice to Mortgagor or regard to the adequacy of the Mortgaged Property for the repayment of the Obligations, to the appointment of a receiver to take possession of and to operate the Mortgaged Property and to collect and apply the Rents. The receiver shall have all of the rights and powers permitted under the laws of the state wherein the Mortgaged Property is located. Mortgagor shall pay to Mortgagee upon demand all reasonable expenses, including receiver's fees, reasonable attorney's fees and disbursements, costs and agent's compensation incurred pursuant to the provisions of this Section 2.5; and all such expenses shall be secured by this Mortgage and shall be, without demand, immediately repaid by Mortgagor to Mortgagee with interest thereon at the Interest Rate.

2.6 Foreclosure and Sale. Upon the occurrence and during the continuance of an Event of Default, Mortgagee may, at Mortgagee's election, exercise any or all of the following rights, remedies and recourses, institute proceedings for the complete foreclosure of this Mortgage by judicial action, strict foreclosure, or foreclosure by sale (unless expressly prohibited by applicable laws), or in part by each such method or in any other manner as permitted by applicable laws, in which case the Mortgaged Property may be sold for cash or credit in one or more parcels as Mortgagee may determine. With respect to any notices required or permitted under the UCC, Mortgagor agrees that ten (10) days' prior written notice shall be deemed commercially reasonable. In addition to any and all other rights and remedies of Mortgagee, if an Event of Default shall have occurred, Mortgagee may, either with or without entry or taking possession as hereinafter provided or otherwise, sell the Premises or any portion thereof at public outcry, in front of the courthouse door of the county wherein the Premises are located, to the highest bidder for cash, either in person or by auctioneer, after first giving notice of the time, place and terms of such sale by publication once a week for three (3) successive weeks in some newspaper published in said county, and, upon the payment of the purchase money, Mortgagee or any person conducting said sale for it is authorized and empowered to execute and deliver to the purchaser at said sale, a deed to the property so purchased, in the name and on behalf of Mortgagor. The equity of redemption from this Mortgage may also be foreclosed by suit in any court of competent jurisdiction as now provided by law in the case of past due mortgages. At any such sale by virtue of any judicial proceedings or any other legal right, remedy or

recourse, the title to and right of possession of any such property shall pass to the purchaser thereof, and to the fullest extent permitted by law, Mortgagor shall be completely and irrevocably divested of all of its right, title, interest, claim, equity, equity of redemption, and demand whatsoever, either at law or in equity, in and to the property sold and such sale shall be a perpetual bar both at law and in equity against Mortgagor, and against all other Persons claiming or to claim the property sold or any part thereof, by, through or under Mortgagor subject to all applicable statutory rights of redemption under applicable law. Mortgagee or any of the Secured Parties may be a purchaser at such sale. If Mortgagee or such Secured Party is the highest bidder, Mortgagee or such Secured Party may credit the portion of the purchase price that would be distributed to Mortgagee or such Secured Party against the Obligations in lieu of paying cash. In the event this Mortgage is foreclosed by judicial action, appraisal of the Mortgaged Property is waived.

2.7 Other Remedies.

(a) In case an Event of Default shall occur and be continuing beyond any applicable notice and cure period, Mortgagee may also exercise, to the extent not prohibited by law, any or all of the remedies available to a secured party under the Secured Debt Documents [or any Additional Agreement] or otherwise available at law (including the UCC) or in equity.

(b) In connection with a sale of the Mortgaged Property or any Personal Property and the application of the proceeds of sale as provided in Section 2.8, Mortgagee shall be entitled to enforce payment of and to receive up to the principal amount of the Obligations, plus all other charges, payments and costs due under this Mortgage, and to recover a deficiency judgment for any portion of the aggregate principal amount of the Obligations remaining unpaid, with interest.

2.8 Application of Sale Proceeds and Rents. After any foreclosure sale of all or any of the Mortgaged Property, Mortgagee shall receive and apply the proceeds of the sale together with any Rents that may have been collected and any other sums that then may be held by Mortgagee under this Mortgage as follows:

FIRST, to the payment of all reasonable and documented out-of-pocket costs and expenses incurred by the Mortgagee in connection with such sale, collection or realization or otherwise in connection with this Mortgage, the other Security Documents[, any Additional Agreement] or any of the Obligations, including all court costs and the reasonable and documented fees and expenses of its agents and legal counsel, the repayment of all advances made by the Mortgagee hereunder or under any other Security Document on behalf of Mortgagor and any other reasonable and documented out-of-pocket costs or expenses incurred in connection with the exercise of any right or remedy hereunder, under any other Security Document [or under any Additional Agreement];

SECOND, to the Secured Parties, an amount equal to all Obligations owing to them on the date of any such distribution, and, if such moneys shall be insufficient to pay such amounts in full, then ratably (without priority of any one over any other) to such Secured Parties in proportion to the unpaid amounts thereof; and

THIRD, any surplus then remaining shall be paid to the Mortgagor or its successors or assigns or to whomsoever may be lawfully entitled to receive the same or as a court of competent jurisdiction may direct.

Notwithstanding the foregoing, after the payments pursuant to clause FIRST above, if an intercreditor agreement has been entered into among the holders of Obligations which provides for the application of proceeds received by the Mortgagee in respect of any sale of, collection from or other realization upon all or any part of the Mortgaged Property, then such proceeds may be applied pursuant to the terms of such intercreditor agreement and in making the determination and allocations required in any inter-creditor agreement the Collateral Agent may conclusively rely upon information supplied by the applicable Authorized Representatives as to the amounts of unpaid principal and interest and other

amounts outstanding with respect to such Obligations and Mortgagee shall have no liability to any of the Secured Parties for actions taken in reliance on such information.

The Mortgagee shall have absolute discretion as to the time of application of any such proceeds, moneys or balances in accordance with this Mortgage. Upon any sale of the Mortgaged Property by the Mortgagee, the receipt of the Mortgagee or of the officer making the sale shall be a sufficient discharge to the purchaser or purchasers of the Mortgaged Property so sold and such purchaser or purchasers shall not be obligated to see to the application of any part of the purchase money paid over to the Mortgagee or such officer or be answerable in any way for the misapplication thereof.

2.9 Mortgagor as Tenant Holding Over. If Mortgagor remains in possession of any of the Mortgaged Property after any foreclosure sale by Mortgagee, at Mortgagee's election Mortgagor shall be deemed a tenant holding over and shall forthwith surrender possession to the purchaser or purchasers at such sale or be summarily dispossessed or evicted according to provisions of law applicable to tenants holding over.

2.10 Waiver of Appraisalment, Valuation, Stay, Extension and Redemption Laws. Mortgagor waives, to the extent not prohibited by law, (i) the benefit of all laws now existing or that hereafter may be enacted (x) providing for any appraisalment or valuation of any portion of the Mortgaged Property and/or (y) in any way extending the time for the enforcement or the collection of amounts due under any of the Obligations or creating or extending a period of redemption from any sale made in collecting said debt or any other amounts due Mortgagee, (ii) any right to at any time insist upon, plead, claim or take the benefit or advantage of any law now or hereafter in force providing for any homestead exemption, stay, statute of limitations, extension or redemption, or sale of the Mortgaged Property as separate tracts, units or estates or as a single parcel in the event of foreclosure or notice of deficiency, and (iii) all rights of redemption, valuation, appraisalment, stay of execution, notice of election to mature or declare due the whole of or each of the Obligations and marshaling in the event of foreclosure of this Mortgage.

2.11 Discontinuance of Proceedings. In case Mortgagee shall proceed to enforce any right, power or remedy under this Mortgage by foreclosure, entry or otherwise, and such proceedings shall be discontinued or abandoned for any reason, or shall be determined adversely to Mortgagee, then and in every such case Mortgagor and Mortgagee shall be restored to their former positions and rights hereunder, and all rights, powers and remedies of Mortgagee shall continue as if no such proceeding had been taken.

2.12 Suits To Protect the Mortgaged Property. So long as an Event of Default shall have occurred and be continuing beyond any applicable notice and grace period, Mortgagee shall have power (a) to institute and maintain suits and proceedings to prevent any impairment of the Mortgaged Property by any acts that may be unlawful or in violation of this Mortgage, (b) to preserve or protect its interest in the Mortgaged Property and in the Rents arising therefrom and (c) to restrain the enforcement of or compliance with any legislation or other governmental enactment, rule or order that may be unconstitutional or otherwise invalid if the enforcement of or compliance with such enactment, rule or order would impair the security or be prejudicial to the interest of Mortgagee hereunder.

2.13 Filing Proofs of Claim. In case of any receivership, insolvency, bankruptcy, reorganization, arrangement, adjustment, composition or other proceedings affecting Mortgagor, Mortgagee shall, to the extent permitted by law, be entitled to file such proofs of claim and other documents as may be necessary or advisable in order to have the claims of Mortgagee allowed in such proceedings for the Obligations secured by this Mortgage at the date of the institution of such proceedings and for any interest accrued, late charges and additional interest or other amounts due or that may become due and payable hereunder after such date.

2.14 Possession by Mortgagee. Notwithstanding the appointment of any receiver, liquidator or trustee of Mortgagor, any of its property or the Mortgaged Property, so long as an Event of Default shall have occurred and be continuing, Mortgagee shall be entitled, to the extent not prohibited by law, to remain in possession and control of all parts of the Mortgaged Property now or hereafter granted under this Mortgage to Mortgagee in accordance with the terms hereof and applicable law.

2.15 Waiver.

(a) No delay or failure by Mortgagee or any other Secured Party to exercise any right, power or remedy accruing upon any breach or Event of Default shall exhaust or impair any such right, power or remedy or be construed to be a waiver of any such breach or Event of Default or acquiescence therein; and every right, power and remedy given by this Mortgage to Mortgagee or any other Secured Party may be exercised from time to time and as often as may be deemed expedient by Mortgagee or any other Secured Party. No consent or waiver by Mortgagee to or of any breach or Event of Default by Mortgagor in the performance of the Obligations shall be deemed or construed to be a consent or waiver to or of any other breach or Event of Default in the performance of the same or of any other Obligations by Mortgagor hereunder. No failure on the part of Mortgagee or any other Secured Party to complain of any act or failure to act or to declare an Event of Default, irrespective of how long such failure continues, shall constitute a waiver by Mortgagee or any other Secured Party of its rights hereunder or impair any rights, powers or remedies consequent on any future Event of Default by Mortgagor.

(b) Even if Mortgagee (i) grants some forbearance or an extension of time for the payment of any sums secured hereby, (ii) takes other or additional security for the payment of any sums secured hereby, (iii) waives or does not exercise some right granted herein or under the Secured Debt Documents [or under any Additional Agreement], (iv) releases a part of the Mortgaged Property from this Mortgage, (v) agrees to change some of the terms, covenants, conditions or agreements of any of the Secured Debt Documents [or any Additional Agreement], (vi) consents to the filing of a map, plat or replat affecting the Premises, (vii) consents to the granting of an easement or other right affecting the Premises or (viii) makes or consents to an agreement subordinating Mortgagee's lien on the Mortgaged Property hereunder; no such act or omission shall preclude Mortgagee from exercising any other right, power or privilege herein granted or intended to be granted in the event of any breach or Event of Default then made or of any subsequent default; nor, except as otherwise expressly provided in an instrument executed by Mortgagee, shall this Mortgage be altered thereby. In the event of the sale or transfer by operation of law or otherwise of all or part of the Mortgaged Property, Mortgagee is hereby authorized and empowered to deal with any vendee or transferee with reference to the Mortgaged Property secured hereby, or with reference to any of the terms, covenants, conditions or agreements hereof, as fully and to the same extent as it might deal with the original parties hereto and without in any way releasing or discharging any liabilities, obligations or undertakings.

2.16 Waiver of Trial by Jury. To the fullest extent permitted by applicable law, Mortgagor and Mortgagee each hereby irrevocably and unconditionally waive trial by jury in any legal action, claim, suit or proceeding relating to this Mortgage and for any counterclaim brought therein. Mortgagor hereby waives all rights to interpose any counterclaim in any suit brought by Mortgagee hereunder and all rights to have any such suit consolidated with any separate suit, action or proceeding.

2.17 Remedies Cumulative. No right, power or remedy conferred upon or reserved to Mortgagee by this Mortgage is intended to be exclusive of any other right, power or remedy, and each and every such right, power and remedy shall be cumulative and concurrent and in addition to any other right, power and remedy given hereunder or now or hereafter existing at law or in equity or by statute.

ARTICLE III *Miscellaneous*

3.1 Partial Invalidity. In the event any one or more of the provisions contained in this Mortgage shall for any reason be held to be invalid, illegal or unenforceable in any respect, such validity, illegality or unenforceability shall, at the option of Mortgagee, not affect any other provision of this Mortgage, and this Mortgage shall be construed as if such invalid, illegal or unenforceable provision had never been contained herein or therein.

3.2 Notices. All notices, requests and demands pursuant hereto shall be made in accordance with Section 10.02 of the Credit Agreement (whether or not then in effect). All communications and notices hereunder to Mortgagor shall be given to it in care of the Borrower at the Borrower's address set

forth in Section 10.02 of the Credit Agreement (whether or not then in effect). All notices to any holder of additional Obligations shall be given to it in care of the applicable Authorized Representative at such Authorized Representative's address set forth in any additional Secured Party's executed consent [or Additional Agreement], as the case may be, as such address may be changed by written notice to the Mortgagee and the Borrower.

3.3 Successors and Assigns. The provisions of this Mortgage shall be binding upon and inure to the benefit of the parties hereto and their respective successors and assigns permitted hereby, except that Mortgagor may not assign, transfer or delegate any of its rights or obligations under this Mortgage without the prior written consent of the Mortgagee, except pursuant to a transaction expressly permitted by both the Credit Agreement [and each Additional Agreement].

3.4 Termination; Release.

(a) This Mortgage shall remain in full force and effect and be binding in accordance with and to the extent of its terms upon Mortgagor and the successors and assigns thereof and shall inure to the benefit of the Mortgagee and the other Secured Parties and their respective successors, indorsees, transferees and assigns until the Maturity Date.

(b) Mortgagor shall automatically be released from its obligations hereunder and the security interests in any Mortgaged Property created hereby shall be automatically released (x) as it relates to the Obligations, upon the consummation of any transaction permitted by the Credit Agreement, as a result of which Mortgagor ceases to be a Restricted Subsidiary of the Borrower or otherwise becomes an Excluded Subsidiary [and (y) as it relates to any additional Obligations under any Additional Agreement, upon the consummation of any transaction permitted by such Additional Agreement, as a result of which Mortgagor ceases to be a guarantor thereunder]; provided that (A) in the case of clause (x) above the Required Lenders shall have consented to such transaction (to the extent required by the Credit Agreement) and the terms of such consent did not provide otherwise [and (B) in the case of clause (y) above the requisite holders or lenders of such additional Obligations shall have consented to such transaction (to the extent required by the applicable Additional Agreement) and the terms of such consent did not provide otherwise].

(c) The security interest and lien in any Mortgaged Property created hereby shall be automatically released and such Mortgaged Property sold free and clear of the lien and security interest created hereby (x) upon any sale or other transfer by any Mortgagor of any Mortgaged Property that is permitted under the Credit Agreement [and any Additional Agreement] (other than to another Loan Party (as defined in the Credit Agreement)), and (y) upon the effectiveness of any written consent to the release of the security interests created hereby in any Collateral pursuant to Section 10.01 of the Credit Agreement [and any applicable provision in any Additional Agreement].

(d) In connection with any termination or release pursuant to paragraph (a), (b) or (c), the Mortgagee shall execute and deliver to Mortgagor, at Mortgagor's expense, all documents that Mortgagor shall reasonably request to evidence such termination or release. Any execution and delivery of documents pursuant to this Section 3.4 shall be without recourse to or warranty by the Mortgagee.

3.5 Definitions. As used in this Mortgage, the singular shall include the plural as the context requires and the following words and phrases shall have the following meanings: (a) "including" shall mean "including but not limited to"; (b) "provisions" shall mean "provisions, terms, covenants and/or conditions"; (c) "lien" shall mean "lien, charge, encumbrance, security interest, mortgage or deed of trust"; (d) "obligation" shall mean "obligation, duty, covenant and/or condition"; and (e) "any of the Mortgaged Property" shall mean "the Mortgaged Property or any part thereof or interest therein". Any act that Mortgagee is permitted to perform hereunder may be performed at any time and from time to time by Mortgagee or any person or entity designated by Mortgagee. Any act that is prohibited to Mortgagor hereunder is also prohibited to all lessees of any of the Mortgaged Property. Each appointment of Mortgagee as attorney-in-fact for Mortgagor under the Mortgage is irrevocable, with power of substitution and coupled with an interest.

3.6 Multisite Real Estate Transaction. Mortgagor acknowledges that this Mortgage is one of a number of Security Documents that secure the Obligations. Mortgagor agrees that the lien of this Mortgage shall be absolute and unconditional and shall not in any manner be affected or impaired by any acts or omissions whatsoever of Mortgagee, and without limiting the generality of the foregoing, the lien hereof shall not be impaired by any acceptance by the Mortgagee of any security for or guarantees of any of the Obligations hereby secured, or by any failure, neglect or omission on the part of Mortgagee to realize upon or protect any Obligation hereby secured or any collateral security therefor including the other Security Documents. The lien hereof shall not in any manner be impaired or affected by any release (except as to the property released), sale, pledge, surrender, compromise, settlement, renewal, extension, indulgence, alteration, changing, modification or disposition of any of the Obligations secured or of any of the collateral security therefor, including the other Security Documents or of any guarantee thereof, and Mortgagee may at its discretion foreclose or exercise any other remedy available to it under any or all of the other Security Documents without first exercising or enforcing any of its rights and remedies hereunder. Such exercise of Mortgagee's rights and remedies under any or all of the other Security Documents shall not in any manner impair the indebtedness hereby secured or the lien of this Mortgage and any exercise of the rights or remedies of Mortgagee hereunder shall not impair the lien of any of the other Security Documents or any of Mortgagee's rights and remedies thereunder. Mortgagor specifically consents and agrees that Mortgagee may exercise its rights and remedies hereunder and under the other Security Documents separately or concurrently and in any order that it may deem appropriate and waives any rights of subrogation.

3.7 No Oral Modification. This Mortgage may not be changed or terminated orally. None of the terms or provisions of this Mortgage may be waived, amended, supplemented or otherwise modified except by a written instrument executed by Mortgagor and Mortgagee in accordance with Section 10.01 of the Credit Agreement. Any agreement made by Mortgagor and Mortgagee after the date of this Mortgage relating to this Mortgage shall be superior to the rights of the holder of any intervening or subordinate Mortgage, lien or encumbrance.

3.8 Applicable Law; Submission to Jurisdiction; Venue. This Mortgage shall be governed by and construed in accordance with the internal law of the state where the Mortgaged Property is located, without regard to principles of conflict of law. Mortgagor and Mortgagee agree to submit to jurisdiction and the laying of venue for any suit on this Mortgage in the state where the Mortgaged Property is located.

3.9 Mortgagee as Agent; Successor Agents.

(a) Mortgagee has been appointed to act as Collateral Agent hereunder by the other Secured Parties. Mortgagee shall have the right hereunder to make demands, to give notices, to exercise or refrain from exercising any rights, and to take or refrain from taking any action (including, without limitation, the release or substitution of the Mortgaged Property) in accordance with the terms of the Credit Agreement, [any Additional Agreement], any related agency agreement among Agent and the other Secured Parties (collectively, as amended, amended and restated, supplemented or otherwise modified or replaced from time to time, the "**Agency Documents**") and this Mortgage. Mortgagor and all other Persons shall be entitled to rely on releases, waivers, consents, approvals, notifications and other acts of Agent, without inquiry into the existence of required consents or approvals of the Secured Parties therefor.

(b) Mortgagee shall at all times be the same Person that is Collateral Agent under the Agency Documents. Written notice of resignation by Collateral Agent pursuant to the Agency Documents shall also constitute notice of resignation as Mortgagee under this Mortgage. Removal of Collateral Agent pursuant to any provision of the Agency Documents shall also constitute removal as Mortgagee under this Mortgage. Appointment of a successor Collateral Agent pursuant to the Agency Documents shall also constitute appointment of a successor Mortgagee under this Mortgage. Upon the acceptance of any appointment as Collateral Agent by a successor Collateral Agent under the Agency Documents, that successor Collateral Agent shall thereupon succeed to and become vested with all the rights, powers, privileges and duties of the retiring or removed Collateral Agent as the Mortgagee under this Mortgage, and the retiring or removed Collateral Agent shall promptly (i) assign and transfer to such successor Agent

all of its right, title and interest in and to this Mortgage and the Mortgaged Property, and (ii) execute and deliver to such successor Collateral Agent such assignments and amendments and take such other actions, as may be necessary or appropriate in connection with the assignment to such successor Collateral Agent of the liens and security interests created hereunder, whereupon such retiring or removed Collateral Agent shall be discharged from its duties and obligations under this Mortgage. After any retiring or removed Collateral Agent's resignation or removal hereunder as Mortgagee, the provisions of this Mortgage and the Agency Documents shall inure to its benefit as to any actions taken or omitted to be taken by it under this Mortgage while it was Mortgagee hereunder.

3.10 Intercreditor Agreement. Notwithstanding any provision to the contrary in this Mortgage, if any additional Obligations are outstanding, in the event of any conflict or inconsistency between the provisions of any intercreditor agreement among the holders of Obligations and this Mortgage, the provisions of such inter-creditor agreement shall prevail.

3.11 Covenants Shall Run with the Land. The covenants contained in this Mortgage shall run with the land and bind each subsequent owner, encumbrancer, tenant and subtenant of the Premises or any portion thereof, and shall inure to the benefit of, and be enforceable by, Mortgagee and each successor and assign of Mortgagee.

3.12 Joint and Several. If there is more than one Mortgagor, each of them shall be jointly and severally liable for all amounts and obligations which become due or should be performed under this Mortgage and the term "Mortgagor" shall include each as well as all of them.

ARTICLE IV *Local Law Provisions*

4.1 Inconsistencies. In the event of any inconsistencies between the terms and conditions of this Article IV and the other provisions of this Mortgage, the terms and conditions of this Article IV shall control and be binding.

[Balance of page intentionally left blank.]

IN WITNESS WHEREOF, Mortgagor has on the date set forth in the acknowledgement hereto, effective as of the date first above written, caused this instrument to be duly EXECUTED UNDER SEAL AND DELIVERED by authority duly given.

[NAME OF MORTGAGOR], a [TYPE OF ENTITY]

By: _____ (SEAL)

Name: Title: _____

STATE OF _____)

:

COUNTY OF _____)

I, , a Notary Public in and for said County, in said State, hereby certify that whose name as of [], a corporation, is signed to the foregoing conveyance and who is known to me, acknowledged before me on this day that, being informed of the contents of the conveyance, he/she, as such officer and with full authority, executed the same voluntarily for and as the act of said corporation.

Given under my hand this the day of , 20__.

Notary Public

My Commission Expires: _____

PREPARED BY, RECORDING REQUESTED BY, AND WHEN RECORDED MAIL TO:

EXHIBIT A
TO THE MORTGAGE

EXHIBIT A
DESCRIPTION OF THE LAND

EXHIBIT Q
TO THE CREDIT AGREEMENT

FORM OF SUBORDINATED INTERCOMPANY NOTE

\$ _____ [_____], 20[]

FOR VALUE RECEIVED, each of the undersigned, to the extent a borrower from time to time from any other entity listed on the signature page hereto (each, in such capacity, a “Payor”), hereby promises to pay on demand to the order of such other entity listed below (each, in such capacity, a “Payee”), in lawful money of the United States of America or Canada, or in such other currency as agreed to by such Payor and such Payee, in immediately available funds, at such location as a Payee shall from time to time designate, the unpaid principal amount of all loans and advances (including trade payables) made by such Payee to such Payor. Each Payor promises also to pay interest on the unpaid principal amount of all such loans and advances in like money at said location from the date of such loans and advances until paid at such rate per annum as shall be agreed upon from time to time by such Payor and such Payee.

Capitalized terms used in this Intercompany Note (this “Note”) but not otherwise defined herein shall have the meanings given to them, as applicable, in that certain Credit Agreement dated as of September 30, 2015 (as the same may be amended, restated, supplemented, amended and restated or otherwise modified from time to time, the “Credit Agreement”), among **9327-6269 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec, **9327-6277 QUÉBEC INC.**, a corporation organized under the laws of Quebec (the “Borrower”), the banks, financial institutions and other investors from time to time parties thereto (the “Lenders”) and **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent and **CAISSE CENTRALE DESJARDINS**, as Collateral Agent (in such capacity, the “Collateral Agent”), L/C Issuer and Swing Line Lender.

This Note shall be pledged by each Payee that is a Loan Party (a “Loan Party Payee”) (i) to the Collateral Agent (or any agent or designee thereof), for the benefit of the Secured Parties (as defined in the Credit Agreement, the “Secured Parties”), as collateral security for the Obligations. Each Payee hereby acknowledges and agrees that (i) after the occurrence of and during the continuance of an Event of Default under and as defined in the Credit Agreement, the Collateral Agent may exercise all rights of the Loan Party Payees with respect to this Note.

Upon the commencement of any insolvency or bankruptcy proceeding, or any receivership, liquidation, reorganization or other similar proceeding in connection therewith, relating to any Payor owing any amounts evidenced by this Note to any Loan Party, or to any property of any such Payor, or upon the commencement of any proceeding for voluntary liquidation, dissolution or other winding up of any such Payor, all amounts evidenced by this Note owing by such Payor to any and all Loan Parties shall become immediately due and payable, without presentment, demand, protest or notice of any kind.

Anything in this Note to the contrary notwithstanding, the indebtedness evidenced by this Note owed by any Payor that is a Loan Party to any Payee shall be subordinate and junior in right of payment, to the extent and in the manner hereinafter set forth, to all Obligations of such Payor until the Termination Date (as defined in the Guarantee); the Obligations and other indebtedness and obligations incurred in connection with any renewal, replacement, refunding, restructuring, arrangement or refinancing thereof, including interest thereon accruing after the commencement of any proceedings referred to in clause (i) below, whether or not such interest is an allowed claim in such proceeding, being hereinafter collectively referred to as “Senior Indebtedness”).

- (i) In the event of any insolvency or bankruptcy proceedings, and any receivership, liquidation, reorganization, restructuring, arrangement or other similar proceedings in connection therewith, relative to any Payor or to its property, and in the event of any proceedings for voluntary liquidation, dissolution or other winding up of such Payor (except as expressly permitted by the Credit Agreement), whether or not involving insolvency or bankruptcy or such other similar proceedings, then, if an Event of Default (as defined in the Credit Agreement) has occurred and is continuing after prior written notice from the Collateral Agent to the Borrower, (x) the holders of Senior Indebtedness shall be irrevocably paid in full in cash in respect of all amounts constituting Senior Indebtedness (other than (i) Hedging Obligations in respect of any Secured Hedging Agreements, (ii) Cash Management Obligations in respect of any Secured Cash Management Agreements and (iii) contingent indemnification obligations and other contingent obligations; provided that in the case of the immediately preceding clauses (i) and (ii), the Lender or its Affiliate party to such Secured Hedging Agreements and Secured Cash Management Agreements has received from a Loan Party cash collateral acceptable to such Lender or Affiliate, acting reasonably, as security for such Hedging Obligations and Cash Management Obligations) before any Payee is entitled to receive (whether directly or indirectly), or make any demands for, any payment on account of this Note and (y) until the holders of Senior Indebtedness are irrevocably paid in full in cash in respect of all amounts constituting Senior Indebtedness (other than (i) Hedging Obligations in respect of any Secured Hedging Agreements, (ii) Cash Management Obligations in respect of any Secured Cash Management Agreements and (iii) contingent indemnification obligations and other contingent obligations; provided that in the case of the immediately preceding clauses (i) and (ii), the Lender or its Affiliate party to such Secured Hedging Agreements and Secured Cash Management Agreements has received from a Loan Party cash collateral acceptable to such Lender or Affiliate, acting reasonably, as security for such Hedging Obligations and Cash Management Obligations), any payment or distribution to which such Payee would otherwise be entitled (other than debt securities of such Payor that are subordinated, to at least the same extent as this Note, to the payment of all Senior Indebtedness then outstanding (such securities being hereinafter referred to as “Restructured Debt Securities”)) shall be made to the holders of Senior Indebtedness;
- (ii) If any Event of Default (under and as defined in the Credit Agreement) occurs and is continuing after prior written notice from the Collateral Agent to the Borrower, then (x) no payment or distribution of any kind or character shall be made by or on behalf of the Payor or any other Person on its behalf with respect to this Note and (y) upon the request of the Collateral Agent, no amounts evidenced by this Note owing by any Payor to any Payee that is a Loan Party shall be forgiven or otherwise reduced in any way, other than as a result of payment in full thereof made in cash;
- (iii) If any payment or distribution of any character, whether in cash, securities or other property (other than Restructured Debt Securities), in respect of this Note shall (despite these subordination provisions) be received by any Payee in violation of clause (i) or (ii) above before all Senior Indebtedness shall have been irrevocably paid in full in cash (other than (i) Hedging Obligations in respect of any Secured Hedging Agreements, (ii) Cash Management Obligations in respect of any Secured Cash Management Agreements and (iii) contingent indemnification obligations and other contingent obligations; provided that in the case of the immediately preceding clauses (i) and (ii), the Lender or its Affiliate party to such Secured Hedging Agreements and Secured Cash Management Agreements has received from a Loan Party cash collateral acceptable to such Lender or Affiliate, acting reasonably, as security for such Hedging Obligations and Cash Management Obligations), such payment or distribution shall be held in trust (segregated from other property of such Payee) for the benefit of the Collateral Agent, and

shall be paid over or delivered to the Collateral Agent or in accordance with, to the extent applicable, any intercreditor agreement; and

- (iv) Each Payee agrees to file all claims against each relevant Payor in any bankruptcy or other proceeding in which the filing of claims is required by law in respect of any Senior Indebtedness, and the Collateral Agent shall be entitled to all of such Payee's rights under such claims. If for any reason a Payee fails to file such claim at least ten Business Days prior to the last date on which such claim should be filed, such Payee hereby irrevocably appoints the Collateral Agent as its true and lawful attorney-in-fact, which Collateral Agent is hereby authorized to act as attorney-in-fact, in such Payee's name, to file such claim or, in the Collateral Agent's discretion, to assign such claim to and cause proof of claim to be filed in the name of the Collateral Agent or its nominee. In all such cases, whether in administration, bankruptcy or otherwise, the person or persons authorized to pay such claim shall pay to the Collateral Agent the full amount payable on the claim in the proceeding, and, to the full extent necessary for such purpose, each Payee hereby assigns to the Collateral Agent all of such Payee's rights to any payments or distributions to which such Payee otherwise would be entitled under or in connection with this Note. If the amount so paid is greater than such Payee's liability hereunder or under any other Loan Document, the Collateral Agent shall pay the excess amount to the party entitled thereto. In addition, each Payee hereby irrevocably appoints each Collateral Agent as its attorney in fact to exercise all of such Payee's voting rights in connection with any bankruptcy or similar proceeding or any plan for the reorganization of each relevant Payor or the arrangement of such Payor's debt.

To the fullest extent permitted by law, no present or future holder of Senior Indebtedness shall be prejudiced in its right to enforce the subordination of this Note by any act or failure to act on the part of any Payor or by any act or failure to act on the part of such Payee or holder or any trustee or agent for such Payee or holder. Each Payee and each Payor hereby agree that the subordination of this Note is for the benefit of the Collateral Agent and the other Secured Parties. The Collateral Agent and the other Secured Parties are obligees under this Note to the same extent as if their names were written herein as such and the Collateral Agent may, on behalf of itself, and the Secured Parties, proceed to enforce the subordination provisions herein.

The indebtedness evidenced by this Note owed by any Payor that is not a Loan Party shall not be subordinated to, and shall rank *pari passu* in right of payment with, any other obligation of such Payor.

Nothing contained in the subordination provisions set forth above is intended to or will impair, as between each Payor and each Payee, the obligations of such Payor, which are absolute and unconditional, to pay to such Payee the principal of and interest on this Note as and when due and payable in accordance with its terms, or is intended to or will affect the relative rights of such Payee and other creditors of such Payor other than the holders of Senior Indebtedness.

Each Payee is hereby authorized to record all loans and advances made by it to any Payor (all of which shall be evidenced by this Note), and all repayments or prepayments thereof, in its books and records, such books and records constituting prima facie evidence of the accuracy of the information contained therein; provided that the failure of any Payee to record such information shall not affect any Payor's obligations in respect of intercompany indebtedness extended by such Payee to such Payor.

Each Payor hereby waives presentment, demand, protest or notice of any kind in connection with this Note. All payments under this Note shall be made without offset, compensation, counterclaim or deduction of any kind.

It is understood that this Note shall only evidence Indebtedness.

This Note shall be binding upon each Payor and its successors and assigns, and the terms and provisions of this Note shall inure to the benefit of each Payee and their respective successors and assigns, including subsequent holders hereof. Notwithstanding anything to the contrary contained herein, in any other Loan Document or in any other promissory note or other instrument, this Note replaces and supersedes any and all promissory notes or other instruments which create or evidence any loans or advances made on, before or after the date hereof by any Payee to any other Subsidiary.

From time to time after the date hereof, additional Subsidiaries of Holdings may become parties hereto (as Payor and/or Payee, as the case may be) by executing a counterpart signature page hereto, which shall automatically be incorporated into this Note (each additional Subsidiary, an “Additional Party”). Upon delivery of such counterpart signature page to the Payees, notice of which is hereby waived by the other Payors, each Additional Party shall be a Payor and/or a Payee, as the case may be, and shall be as fully a party hereto as if such Additional Party were an original signatory hereof. Each Payor expressly agrees that its obligations arising hereunder shall not be affected or diminished by the addition or release of any other Payor or Payee hereunder. This Note shall be fully effective as to any Payor or Payee that is or becomes a party hereto regardless of whether any other person becomes or fails to become or ceases to be a Payor or Payee hereunder.

THIS SUBORDINATED INTERCOMPANY NOTE SHALL BE GOVERNED BY, AND CONSTRUED IN ACCORDANCE WITH, THE LAWS OF THE PROVINCE OF QUEBEC AND THE LAWS OF CANADA APPLICABLE THEREIN.

[Signature Pages Follow]

9327-6269 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

9327-6277 QUÉBEC INC.

By: _____
Name:
Title:

[]

By: _____
Name:
Title:

Schedule 1.01A

Certain Security Interests and Guarantees

1. The Guaranty.
2. The U.S. Security Agreement.
3. The Intellectual Property Security Agreement, dated as of the date hereof, among Ideal Protein of America Inc. and the Collateral Agent.
4. The Canadian Guaranty, dated as of the date hereof, among Holdings and the Collateral Agent.
5. Deed of Hypothec, dated as of September 28, 2015, among Holdings and the Collateral Agent.
6. Deed of Hypothec, dated as of September 28, 2015 among the Borrower and the Collateral Agent.

Schedule 1.01B

Unrestricted Subsidiaries

None.

Schedule 1.01D

Restricted Subsidiary Guarantors

1. Ideal Technology Inc.
2. Pharmalab Inc.
3. Ideal Protein of America Inc.

Schedule 2.01(a)

Term Commitments

Lender		Term Commitment	

Schedule 2.01(b)

Revolving Credit Commitments

Lender		Revolving Credit Commitment	

Schedule 2.03(a)

Existing Letters of Credit

None.

Schedule 5.06

Litigation

None.

Schedule 5.11

Subsidiaries

Subsidiary	Jurisdiction of Organization	Registered Holder	Percentage of Ownership	Required to be Pledged
9327-6277 Québec Inc. ¹	Quebec	9327-6269 Québec Inc.	100%	Yes
Pharmalab Inc.	Quebec	Laboratoires C.O.P. Inc. ²	100%	Yes
Ideal Technology Inc.	Quebec	Laboratoires C.O.P. Inc. ²	100%	Yes
Ideal Protein S.A.S.	France	Laboratoires C.O.P. Inc. ²	100%	Yes
Ideal Protein of America Inc.	Florida	Laboratoires C.O.P. Inc. ²	100%	Yes

¹ Prior to the Amalgamation, after such time 9327-6277 Québec Inc. will amalgamate with Laboratoires C.O.P. Inc. and result in the entity to be known as Laboratoires C.O.P. Inc., which will also be held 100% by 9327-6269 Québec Inc.

² Prior to the Amalgamation, after which time Laboratoires C.O.P. Inc. will amalgamate with 9327-6277 Québec Inc. and the resulting entity will also be the 100% registered holder of each of these subsidiaries.

Schedule 5.21

Compliance with Regulatory Requirements

None.

Schedule 6.12

Post-Closing

1. Deed of Hypothec from Laboratoires C.O.P. Inc., Pharmalab Inc. and Ideal Technology Inc. in favor of the Collateral Agent, to be executed within 1 Business Day after the Closing Date, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
2. Canadian Guaranty supplements from each of Laboratoires C.O.P. Inc., Pharmalab Inc. and Ideal Technology Inc. in favor of the Collateral Agent, to be executed within 1 Business Day after the Closing Date, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
3. Delivery of an opinion from Blake, Cassels & Graydon LLP, Canadian counsel to Laboratoires C.O.P. Inc. (prior to the Amalgamation), Pharmalab Inc. and Ideal Technology Inc., to be delivered shortly after the registration at the Register of Personal and Movable Real Rights of the Deed of Hypothec listed in Section 1 above, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
4. Confirmation Agreement from Laboratoires C.O.P. Inc. (after giving effect to the Amalgamation), to be executed shortly after the Amalgamation, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent
5. Delivery of the insurance certificates naming the Collateral Agent as an additional insured/loss payee, to be delivered within 45 days of the Closing Date or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
6. Delivery of the landlord waiver letters, or commensurate document, with respect to the property located in Swanson, Vermont, to be delivered within 90 Business Days of the Closing Date or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
7. Delivery of title insurance with respect to the Lévis property, to be delivered within 90 Business Days after the Closing Date, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
8. Delivery of the landlord waiver letters, or commensurate document, with respect to the property located in Gatineau, Quebec, to be delivered within 90 Business Days of the Closing Date or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
9. Delivery of stock certificates and related stock powers or stock transfer forms, as applicable, for each of Laboratoires C.O.P. Inc., Pharmalab Inc., Ideal Protein of America Inc. and Ideal Technology Inc. reflecting the Amalgamation, to be delivered within 7 Business Days after the Amalgamation, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.
10. Delivery of an officer's certificate substantially in the form of Exhibit J for Laboratoires C.O.P. Inc. (after giving effect to the Amalgamation), which attaches (A) resolutions or other action documentation, (B) incumbency certificates, (C) Organizational Documents, (D) share

registers; and (E) good standing certificates (or equivalent), to be delivered shortly after the Amalgamation, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.

11. Delivery of an opinion from Blake, Cassels & Graydon LLP, Canadian counsel to Laboratoires C.O.P. Inc. (after giving effect to the Amalgamation), to be delivered shortly after the Amalgamation, or such longer period as reasonably agreed by the Administrative Agent.

Schedule 7.01(b)

Existing Liens

Date and Registration Number^o		Debtor	Secured Party	Collateral Description
1	June 20, 2011 11-0460609-0007	Laboratoire C.O.P. Inc.	Xerox Canada Ltd.	Equipment
2	September 5, 2012 ³ 12-0723481-0002	9265-3997 Québec Inc.	Caisse de dépôt et de placement du Québec	All assets
3	September 5, 2012 ³ 12-0723481-0001	9265-3997 Québec Inc.	La Caisse Centrale Desjardins du Québec Caisse Populaire Desjardins de Lévis	All assets
4	September 5, 2012 ³ 12-0723481-0004	Pharmalab Inc. Laboratoires C.O.P. Inc. Les Laboratoires Vachon Inc. Le Groupe M. Vachon Inc.	Caisse de dépôt et de placement du Québec	All assets
5	September 5, 2012 ³ 12-0723481-0003	Pharmalab Inc. Laboratoires C.O.P. Inc. Les Laboratoires Vachon Inc. Le Groupe M. Vachon Inc.	La Caisse Centrale Desjardins du Québec Caisse Populaire Desjardins de Lévis	All assets
6.	September 4, 2012 ³ 201207462797	Ideal Protein of America, Inc.	La Caisse Centrale Desjardins du Québec Caisse Populaire Desjardins de Lévis	All assets
7.	September 4, 2012 ³ 201207462835	Ideal Protein of America Inc.	Caisse de dépôt et de placement du Québec	All assets

³ To be released promptly following the Closing Date.

Schedule 7.03(c)

Existing Indebtedness

1. The item listed on Schedule 7.01(b)(1) is hereby incorporated by reference.

Schedule 7.05

Dispositions

None.

Schedule 7.07

Transactions with Affiliates

None.

Schedule 7.11

Negative Pledge Clauses

None.

Schedule 10.02

Administrative Agent's Office, Certain Addresses for Notices

If to the Administrative Agent:

Bank of Montreal
129 Rue Saint-Jacques
11th Floor
Montreal, Quebec
H2Y 1L6
Attention: Richard Belzil, Vice President, Corporate Banking
Telecopy No.: 514.282.5920

If to the Swing Line Lender:

Caisse centrale Desjardins
1170 Peel Street, Suite 300
Montreal, Quebec
H3B 0A9
Attention: André Roy, Director, Corporate Banking
Telecopy No.: 514.281.4317

If to the L/C Issuers:

Bank of Montreal
129 Rue Saint-Jacques
11th Floor
Montreal, Quebec
H2Y 1L6
Attention: Richard Belzil, Vice President, Corporate Banking
Telecopy No.: 514.282.5920

Caisse centrale Desjardins
1170 Peel Street, Suite 300
Montreal, Quebec
H3B 0A9
Attention: André Roy, Director, Corporate Banking
Telecopy No.: 514.281.4317

If to the Borrower:

9327-6277 QUÉBEC INC.
Attention: Alain Roy
60 Jean-Proulx Street
Gatineau, QC J8Z 1W1

with a copy to:

Kirkland & Ellis LLP
Attention: Jocelyn A. Hirsch

300 North LaSalle Street
Chicago, IL 60654
Telecopy No: 312-862-2200

Apax Partners
Attention: Michael Meng
601 Lexington Avenue
New York, NY 10022

FIRST AMENDMENT TO CREDIT AGREEMENT dated as of September 16, 2016.

AMONG: **9327-6269 QUÉBEC INC.**, as Holdings

AND: **LABORATOIRES C.O.P. INC.**, as Borrower

AND: **THE LENDERS SET FORTH ON THE SIGNATURE PAGES HERETO**, as Lenders

AND: **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent

AND: **CAISSE CENTRALE DESJARDINS**, as Collateral Agent

WHEREAS the parties hereto are parties to that certain credit agreement dated as of September 30, 2015 by and among 9327-6269 Québec Inc., as Holdings, 9327-6277 Québec Inc. (further to the Amalgamation, now known as Laboratoires C.O.P. Inc.), as Borrower, Bank of Montreal, as Administrative Agent and Lender, Caisse centrale Desjardins, as Collateral Agent and Lender, and National Bank of Canada and Bank of America, N.A. Canada Branch, as Lenders (the "**Credit Agreement**"); and

WHEREAS the Borrower, Bank of Montreal, as Administrative Agent and Lender, Caisse centrale Desjardins, as Collateral Agent, Syndication Agent and Lender, Bank of America, N.A., Canada Branch, as Documentation Agent and Lender, and National Bank of Canada, CDPQ Revenu Fixe II Inc. (formerly known as CDP Revenu Fixe 780 Inc.), Investissement Québec and Laurentian Bank, as Lenders, wish to amend the Credit Agreement in the manner hereinafter set forth, without novation.

NOW THEREFORE, the parties hereto agree as follows:

1. Interpretation.

- 1.1** The preamble forms an integral part hereof as if recited herein at length.
- 1.2** Capitalized terms used and not otherwise defined herein have the meanings ascribed thereto in the Credit Agreement.
- 1.3** This First Amendment to Credit Agreement amends and supplements the Credit Agreement, forms part thereof and has the same effect as if it were incorporated therein on the date hereof. Except as specifically amended by this First Amendment, the Credit Agreement shall remain in full force and effect and is hereby ratified and confirmed.
- 1.4** The expressions "hereto", "hereof", "herein", "hereunder", "this First Amendment" or "this Agreement" in this First Amendment to Credit Agreement (unless embedded in the text of the Credit Agreement) refer to this First Amendment to Credit Agreement. On and after this date, each reference in the Credit Agreement to "hereto", "hereof", "herein", "hereunder", "this Agreement" or "this Credit Agreement", and each reference to the

"Credit Agreement" in any other Loan Document and in any other agreement, document and instrument delivered by any Lender, the Borrower or any other Person in connection herewith or therewith, shall mean and be a reference to the Credit Agreement, as amended by this First Amendment.

1.5 Unless otherwise expressly provided herein or unless there be something inconsistent therewith, all references to Articles, Sections, subsections, paragraphs, subparagraphs, clauses, Exhibits or Schedules shall mean and be a reference to such Articles, Sections, subsections, paragraphs, subparagraphs, clauses, Exhibits or Schedules of the Credit Agreement.

1.6 This First Amendment shall constitute a Loan Document.

2. Amendments to the Credit Agreement.

2.1 Section 1.01 is hereby amended by deleting the sentence occurring first after the chart set forth in the definition of "Applicable Rate" and replacing it with the text "Any increase or decrease in the Applicable Rate resulting from a change in the Total Leverage Ratio shall become effective as of the first Business Day immediately following the date a Compliance Certificate is delivered pursuant to Section 6.02(a) or Section 3.5.4 of the First Amendment."

2.2 Section 1.01 is hereby further amended by adding the text "(including the First Amendment)" immediately after the text "any amendment" in clause (a)(iv)(C) of the definition of "Consolidated EBITDA".

2.3 Section 1.01 is hereby further amended by deleting the text "or Section 7.06(j)" in paragraph (viii) of clause (b) of the definition of "Excess Cash Flow" and replacing it with the text ", Section 7.06(j) or Section 7.06(n)".

2.4 Section 1.01 is hereby further amended by deleting the definition of "Fixed Charge Coverage Ratio" in its entirety and replacing it by:

"Fixed Charge Coverage Ratio" means, at any date of determination, the ratio of (a)(i) Consolidated EBITDA for the most recent Test Period ended on or prior to such date of determination (based upon the Section 6.01 Financials most recently delivered on or prior to such date) minus (ii) Unfinanced Capital Expenditures, minus (iii) taxes based on income or profits, including federal, foreign, state and income taxes of the Borrower and its Restricted Subsidiaries paid in cash during such Test Period, plus (iv) cash tax refunds of the Borrower and its Restricted Subsidiaries received during such Test Period, minus (v) the aggregate amount of Restricted Payments made under Section 7.06(a) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(e) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(f), Section 7.06(g), Section 7.06(h), Section 7.06(i) (but only Restricted Payments made in cash to a Person that is not the Borrower or a Restricted Subsidiary), Section 7.06(j), Section 7.06(l) and Section 7.06(m) (for the avoidance of doubt, Consolidated EBITDA shall not be

reduced by the Restricted Payments made under Section 7.06(n), minus (vi) the aggregate amount of Investments made under Section 7.02(n) (valued as provided thereunder) in Unrestricted Subsidiaries; to (b) Fixed Charges payable by the Borrower and its Restricted Subsidiaries; provided that for any Test Period ending prior to the first anniversary of the end of the first full fiscal quarter occurring after Closing Date, Fixed Charges shall be calculated on an annualized basis starting with the period commencing on the Closing Date through the date of determination and after giving Pro Forma Effect to the Transactions; and provided further that for any Test Period ending after the First Amendment Effective Date but prior to the first anniversary of the end of the first full fiscal quarter occurring after the First Amendment Effective Date, Fixed Charges shall be calculated on an annualized basis;"

- 2.5 Section 1.01 is hereby further amended by deleting the text "\$65,000,000" in the definition of "Incremental Base Amount" and replacing it with the text "\$40,000,000 (provided that such amount shall be reduced to \$25,000,000 if an Incremental Facility in the aggregate amount of \$15,000,000 is not Incurred for the purposes of Section 7.06(n)(ii) prior to December 31, 2016 and, for greater certainty, such additional \$15,000,000 base amount is allotted strictly for such purpose)".

- 2.6 Section 1.01 is hereby further amended by adding the following new definitions in the appropriate alphabetical order:

""Cash Sweep Deductions" has the meaning ascribed thereto in Section 2.05(b)(i)(A);";

""First Amendment" means that certain First Amendment to Credit Agreement dated as of September 16, 2016 by and among Holdings, the Borrower, the Administrative Agent, the Collateral Agent and the Lenders;";

""First Amendment Effective Date" has the meaning ascribed thereto in the First Amendment;"; and

""Special ECF Payment" has the meaning ascribed thereto in Section 2.05(b)(i)(B)(2);".

- 2.7 Section 2.01(a) is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"(a) The Term Borrowings. Subject to the terms and conditions set forth herein, each Term Lender severally agrees to make to the Borrower (i) on the Closing Date, a single loan denominated in Dollars in a principal amount equal to such Term Lender's Term Commitment on the Closing Date, and (ii) on the First Amendment Effective Date, a single loan denominated in Dollars in a principal amount equal to such Term Lender's Term Commitment on the First Amendment Effective Date minus such Lender's Pro Rata Share of the Outstanding Amount of the Term Loans. Amounts borrowed under this Section 2.01(a) and repaid or prepaid may not be reborrowed. Term Loans may be US Base Rate Loans or Libor Rate Loans, as further provided herein."

- 2.8 Section 2.05(a) is hereby amended by deleting the text "Each prepayment of Loans pursuant to this Section 2.05(a) shall be applied in the manner and in the order of application set forth in Section 2.05(b)(iv)." and replacing it with the text "Each prepayment of Term Loans pursuant to this Section 2.05(a) shall be applied in the manner and in the order of application set forth in Section 2.05(b)(iv) and each prepayment of Revolving Credit Loans pursuant to this Section 2.05(a) shall be applied in the manner and in the order of application set forth in Section 2.05(b)(viii)."
- 2.9 Section 2.05(b)(i) is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"(i)(A) Within ten (10) Business Days after financial statements have been delivered pursuant to Section 6.01(a) and the related Compliance Certificate has been delivered pursuant to Section 6.02(a) (commencing with the financial statements to be delivered with respect to the fiscal year ending December 31, 2016), the Borrower shall prepay an aggregate principal amount of Loans, in accordance with Section 2.05(b)(iv), equal to (a) 50% (such percentage as it may be reduced as described below, the "ECF Percentage") of Excess Cash Flow, if any, for the fiscal year covered by such financial statements, minus (b) the sum of (i) all voluntary prepayments of Term Loans during such fiscal year (including, for the avoidance of doubt, prepayments pursuant to Section 2.05(d)) and (ii) all voluntary prepayments of Revolving Credit Loans and Swing Line Loans during such fiscal year to the extent the Revolving Credit Commitments are permanently reduced by the amount of such payments; in the case of each of the immediately preceding clauses (i) and (ii), to the extent such prepayments are not funded with the proceeds of long-term Indebtedness or issuances of Equity Interests incurred or made during such fiscal year or after year-end and prior to the time such prepayment is required pursuant to this Section 2.05(b) (the deductions made under the immediately preceding clauses (i) and (ii) are collectively referred to herein as the "Cash Sweep Deductions"); provided that (x) the ECF Percentage shall be 25% if the Total Leverage Ratio for the fiscal year covered by such financial statements was equal to or less than 2.00:1.00 and greater than 1.50:1.00 and (y) the ECF Percentage shall be 0% if the Total Leverage Ratio for the fiscal year covered by such financial statements was equal to or less than 1.50:1.00 (it being understood and agreed that for the purposes of this proviso, the Total Leverage Ratio shall be calculated giving Pro Forma Effect to the Cash Sweep Deductions to the extent such voluntary prepayments were made after year end but prior to the time the mandatory prepayment required by this Section 2.05(b) is due).

(i)(B) Notwithstanding the foregoing:

(1) for the fiscal year ending December 31, 2016 and for the purposes of determining the prepayment required under this Section 2.05(b)(i), Excess Cash Flow and Cash Sweep Deductions shall be calculated only for the fiscal quarter ending December 31, 2016 (for greater certainty, the Lenders hereby waive the calculation of Excess Cash Flow otherwise required under Section 2.05(b)(i)(A) for the periods occurring prior thereto); provided that the ECF Percentage shall be determined based on the Total Leverage Ratio for the December 31, 2016 Test Period;

(2) within ten (10) Business Days after financial statements have been delivered pursuant to Section 6.01(b) and the related Compliance Certificate has been delivered pursuant to Section 6.02(a) for the fiscal quarter ending June 30, 2017, the Borrower shall prepay an aggregate principal amount of Loans, in accordance with Section 2.05(b)(iv), equal to the greater of (x) \$10,000,000, and (y) an amount equal to (a) the ECF Percentage multiplied by the Excess Cash Flow for the first two fiscal quarters of 2017, minus (b) the Cash Sweep Deductions for the first two fiscal quarters of 2017 (such amount, the "Special ECF Payment"); provided that the ECF Percentage shall be determined based on the Total Leverage Ratio for the June 30, 2017 Test Period; and

(3) within ten (10) Business Days after financial statements have been delivered pursuant to Section 6.01(a) and the related Compliance Certificate has been delivered pursuant to Section 6.02(a) for the fiscal year ending December 31, 2017, the Borrower shall prepay an aggregate principal amount of Loans, in accordance with Section 2.05(b)(iv), equal to the amount calculated as set forth in Section 2.05(b)(i)(A), minus the Special ECF Payment; provided that no refunds or other amounts shall be remitted or advanced to the Borrower if the Special ECF Payment exceeds the aforesaid amount calculated pursuant to Section 2.05(b)(i)(A)."

2.10 Section 2.05(b)(iv) is hereby amended by deleting the text "Each prepayment of Loans made pursuant to this Section 2.05(b) (other than any prepayment required under Section 2.05(b)(vii) and Section 2.05(c)) shall be applied in the following order:" and replacing it with the text "Each prepayment of Term Loans made pursuant to Section 2.05(a) and Loans made pursuant to this Section 2.05(b) (other than any prepayment required under Section 2.05(b)(vii)) shall be applied in the following order:"

2.11 Section 2.07 is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"Section 2.07 Repayment of Terms Loans. Subject to adjustment as a result of the application of prepayments in accordance with Section 2.05, in each case, solely to the extent any such prepayments are applied to the reduction of the Term Loans, the Borrower shall repay to the Administrative Agent for the ratable account of the Term Lenders, on each date set forth below in the principal amount (each amount, a "Term Loan Repayment Amount") equal to (x) the outstanding principal amount of Term Loans on the First Amendment Effective Date (taking into account the Term Loans made to the Borrower on the First Amendment Effective Date), multiplied by (y) the percentage set forth below opposite such date:

"Date"	Term Loan Repayment Amount
September 30, 2016.....	0%
December 31, 2016.....	1.25%
March 31, 2017	1.25%
June 30, 2017	1.25%
September 30, 2017.....	1.25%
December 31, 2017.....	1.25%
March 31, 2018	1.25%
June 30, 2018	1.25%
September 30, 2018.....	1.25%
December 31, 2018.....	1.25%
March 31, 2019	1.25%
June 30, 2019	1.25%
September 30, 2019.....	1.25%
December 31, 2019.....	1.25%
March 31, 2020	1.25%
June 30, 2020	1.25%
September 30, 2020.....	81.25%".

2.12 Section 2.14(d) is hereby amended by adding the following text at the end thereof: "Notwithstanding the foregoing, the Borrower may seek commitments in respect of an Incremental Facility in the aggregate amount of \$15,000,000 to be Incurred for the purposes of Section 7.06(n)(ii) (and only for such purpose) prior to December 31, 2016 without being subject to the requirement of clause (i) of this Section 2.14(d) (it being understood that all other provisions of this Section 2.14(d) shall otherwise apply)."

2.13 Section 2.15 is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"Section 2.15 MIRE Events. Any increase, extension or renewal of the Facilities shall be subject to flood insurance due diligence and flood insurance compliance reasonably satisfactory to all Secured Parties."

2.14 Section 5.17 is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"Section 5.17 Use of Proceeds. The proceeds of the Term Loans made on the Closing Date and the Revolving Credit Loans shall be used in a manner consistent with the uses set forth in the Preliminary Statements to this Agreement. The proceeds of the Term Loans made on the First Amendment Effective Date shall be used to fund a portion of the Restricted Payment permitted by Section 7.06(n)."

2.15 Section 6.06 is hereby amended by adding the text "and the Lenders" immediately after the text "Administrative Agent" in clause (i) of such Section.

2.16 Section 6.11 is hereby amended by inserting the following sentence immediately after the first sentence thereof: "The proceeds of the Term Loans made on the First Amendment Effective Date may be used to fund a portion of the Restricted Payment

permitted by Section 7.06(n)."

- 2.17 Section 6.12(b) is hereby amended by deleting the lead-in sentence therein in its entirety and replacing it with the text "In the case of any Material Real Property (other than leasehold interests), provide the Collateral Agent and each Lender with at least thirty (30) days prior written notice of the acquisition of such Material Real Property and, upon confirmation by the Secured Parties of their satisfactory completion of flood insurance due diligence and compliance, provide the Collateral Agent with Mortgages and otherwise satisfy the applicable Collateral and Guarantee Requirements with respect to such owned real property within sixty (60) days (or such longer period as the Collateral Agent may agree in its sole discretion) of the acquisition of such real property in each case together with:"

- 2.18 Section 7.06(n) is hereby deleted in its entirety and replaced by:

"(n) the Borrower and Holdings may make, (i) on or about the First Amendment Effective Date, a one-time special Restricted Payment, in cash, to their shareholders including, for the avoidance of doubt, holders of the Specified Preferred Shares in a maximum amount of \$131,437,500 and (ii) within sixty (60) days of the First Amendment Effective Date, a one-time special Restricted Payment, in cash, to their shareholders including, for the avoidance of doubt, holders of the Specified Preferred Shares in a maximum amount of \$13,562,500; provided that (A) the Restricted Payment referred in clause (ii) above shall be financed solely with the proceeds of Revolving Credit Loans or Incremental Facilities (and, for greater certainty, the proceeds of any Incremental Facility obtained after the making of such Restricted Payment with the proceeds of Revolving Credit Loans shall be applied as a repayment of such Revolving Credit Loans and, after giving effect thereto, to the Borrower's deposit accounts, and (B) in each of the cases of clauses (i) and (ii) above, so long as, after giving Pro Forma Effect to each such special Restricted Payment and to the Term Borrowing on the First Amendment Effective Date and to any Borrowing of such Incremental Facilities within sixty (60) days of the First Amendment Effective Date, the Total Leverage Ratio (calculated on a Pro Forma Basis) is not greater than 3.50:1.00 as of the last day of the Test Period for which financial statements have been delivered to the Administrative Agent under Section 6.01(b) on or prior to the making of such Restricted Payments."

- 2.19 Section 7.09 is hereby amended by deleting the table set forth therein in its entirety and replacing it by:

<u>"Test Period Date</u>	<u>Total Leverage Ratio</u>
December 31, 2015 through and including March 31, 2017	4.00:1.00
June 30, 2017 through and including December 31, 2017	3.75:1.00
March 31, 2018 through and including September 30, 2018	3.50:1.00
December 31, 2018 and thereafter....	3.00:1.00"

- 2.20 Schedule 2.01(a) is hereby deleted in its entirety and replaced by Schedule 2.01(a) attached hereto.

3. Conditions Precedent.

This First Amendment shall not be in force or effect until the following conditions precedent are met to the satisfaction of the Administrative Agent and the Lenders (the "**First Amendment Effective Date**"):

- 3.1 no Default shall exist or would arise after giving effect to or as a result of this First Amendment, and the Administrative Agent shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the absence of any such Default or Event of Default;
- 3.2 [reserved];
- 3.3 the representations and warranties contained in Article V of the Credit Agreement or any other Loan Document shall be true and correct in all material respects on and as of the First Amendment Effective Date, and the Administrative Agent shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the same; provided that to the extent that such representations and warranties specifically refer to an earlier date, they shall be true and correct in all material respects as of such earlier date; provided, further, that any representation and warranty that is qualified as to "materiality", "Material Adverse Effect" or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates;
- 3.4 satisfactory confirmation that no Material Adverse Effect shall have occurred since December 31, 2015, and the Administrative Agent shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the same;
- 3.5 the Administrative Agent and the Lenders shall have received, in form and substance reasonably satisfactory to them and their counsel:
 - 3.5.1 duly executed counterparts of this First Amendment;
 - 3.5.2 certificates substantially in the form of Exhibit I to the Credit Agreement for the Borrower and each Guarantor which attach (A) resolutions or other action documentation in connection with this First Amendment, (B) incumbency certificates, (C) Organizational Documents, (D) share registers (except with respect to any Guarantor organized in the United States) and (E) good standing certificates (or equivalent) for the Borrower and each Guarantor; except that, in the case of (B) to (D) inclusively, no such attachment is required if the relevant certificate(s) attest(s) to the fact that there has been no change in such attachments since those delivered on the Closing Date;

- 3.5.3 results of Lien searches (Quebec and Florida) evidencing that all Loan Party assets (other than Excluded Assets) continue to remain free and clear of all Liens other than Liens permitted by Section 7.01, that the Obligations continue to be duly secured, and that such security in favour of the Collateral Agent and the Secured Parties continues to be duly perfected;
- 3.5.4 a duly completed Compliance Certificate after giving Pro Forma Effect to the special Restricted Payments referred to under Section 7.06(n); and
- 3.5.5 a Committed Loan Notice relating to the Term Borrowing and any Revolving Credit Borrowing expected to be made on the First Amendment Effective Date;
- 3.6 the entire amount of all fees, costs, charges and expenses contemplated herein or in the amendment request letter of the Borrower dated September 1, 2016 and addressed to the Administrative Agent, and of the reasonable and documented out-of-pocket fees and disbursements of the Administrative Agent's legal counsel incurred in connection with the preparation and negotiation of this First Amendment up to and including the date hereof, shall, substantially concurrently with the Borrowing under the Term Loans, have been paid (which amount may, at the Borrower's option, be offset against the proceeds of the Term Loans);
- 3.7 an opinion from Blake, Cassels & Graydon LLP, Canadian counsel to the Loan Parties; and
- 3.8 an opinion from Duane Morris LLP, Florida counsel to the Loan Parties.
- 4. Representations and Warranties**
 - 4.1 The execution, delivery and performance by each Loan Party of this First Amendment are within such Loan Party's corporate or other powers, have been duly authorized by all necessary corporate or other organizational action, and do not and will not (a) conflict with or contravene the terms of any of such Loan Party's Organization Documents or any shareholder agreement, (b) result in any breach or contravention of, or the creation of any Lien under (other than under the Loan Documents), or require any payment to be made under (i) any Contractual Obligation to which such Loan Party is a party or affecting such Loan Party or the properties of such Loan Party or any of its Subsidiaries or (ii) any order, injunction, writ or decree of any Governmental Authority or any arbitral award to which such Loan Party or its property is subject; or (c) violate any Law; except with respect to any conflict, breach or contravention or payment or violation (but not creation of Liens) referred to in clauses (b) or (c), to the extent that such conflict, breach, contravention or payment or violation could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.
 - 4.2 Each Loan Party has duly executed and delivered this First Amendment and the First Amendment constitutes a legal, valid and binding obligation of such Loan Party, enforceable in accordance with its terms, subject to the effects of bankruptcy, insolvency,

fraudulent conveyance, reorganization and other similar laws relating to or affecting creditors' rights generally and by general principles of equity (whether considered in a proceeding in equity or law).

- 4.3** No Default has occurred or is continuing and there has been no event or circumstance, either individually or in the aggregate, that has had or could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

5. No Waiver.

The execution, delivery and effectiveness of this First Amendment shall not, except as expressly set forth in Section 2.8 hereof, operate as a waiver of any of the rights and powers of or remedies available to the Administrative Agent, the Collateral Agent or the Lenders under the Credit Agreement or any of the other Loan Documents nor, except as expressly set forth in Section 2.8 hereof, constitute a waiver of any provision of the Credit Agreement or such other Loan Documents.

6. No Novation.

This First Amendment shall not operate as a novation; however, should a court of competent jurisdiction determine that this First Amendment constitutes novation of any Facility, the Collateral Agent (in such capacity, including its capacity as Hypothecary Representative, for and on behalf of the Secured Parties) and the Lenders hereby expressly reserve all the Liens created under the Collateral Documents and granted in their respective favour by the Borrower or any other Loan Party in connection with and as security for such Facility, the whole in accordance with the provisions of Article 1662 of the *Civil Code of Québec*.

7. Ratification and Confirmation.

Each Loan Party hereby ratifies and confirms all of its Obligations under the Credit Agreement, as amended hereby, and under each of the other Loan Documents, including each Collateral Document to which it is a party.

8. Governing Law.

This First Amendment shall be governed by and interpreted and enforced in accordance with the laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein.

9. Successors and Assigns.

The provisions of this First Amendment shall be binding on and enure to the benefit of the undersigned and their respective successors and permitted assigns.

10. Counterparts.

This First Amendment may be executed in any number of counterparts and all of such counterparts taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument.

11. English Language.

The parties hereto confirm that it is their wish that this First Amendment and any other document executed in connection with the transactions contemplated herein be drawn up in the English language only and that all other documents contemplated thereunder or relating thereto, including notices, may also be drawn up in the English language only. *Les parties aux présentes confirment que c'est leur volonté que cette convention et les autres documents de crédit soient rédigés en langue anglaise seulement et que tous les documents, y compris tous avis, envisagés par cette convention et les autres documents peuvent être rédigés, en la langue anglaise seulement.*

[signature pages follow]

IN WITNESS WHEREOF the Borrower and the Guarantors hereto have executed this First Amendment to Credit Agreement in _____ as of the date hereinabove mentioned.

BORROWER:

LABORATOIRES C.O.P. INC.

Per: 
Name: Olivier Benloulou
Title : President

GUARANTORS:

9327-6269 QUÉBEC INC.

Per: _____
Name: Michael Meng
Title : Secretary

**PHARMALAB INC.
IDEAL TECHNOLOGY INC.
IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.**

Per: 
Name: Olivier Benloulou
Title : President

IN WITNESS WHEREOF the Borrower and the Guarantors hereto have executed this First Amendment to Credit Agreement in _____ as of the date hereinabove mentioned.

BORROWER:

LABORATOIRES C.O.P. INC.

Per: _____
Name: Olivier Benloulou
Title : President

GUARANTORS:

9327-6269 QUÉBEC INC.


Per: _____
Name: Michael Meng
Title : Secretary

**PHARMALAB INC.
IDEAL TECHNOLOGY INC.
IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.**

Per: _____
Name: Olivier Benloulou
Title : President

IN WITNESS WHEREOF the Administrative Agent, the Collateral Agent and the Lenders hereto have executed this First Amendment to Credit Agreement in Toronto, Ontario as of the date hereinabove mentioned.

ADMINISTRATIVE AGENT

BANK OF MONTREAL

Per:  _____

Name:

RICHARD BELZIL

Title :

Directeur / Director

Per: _____

Name:

Title :

COLLATERAL AGENT:

CAISSE CENTRALE DESJARDINS

Per: _____



Name:

André Roy
Directeur, Financement corporatif

Title :

Director, Corporate Banking

Per: _____



Name:

Dominique Parizeau

Title :

Directeur général
Gestion du Portefeuille, Grandes Entreprises
Managing Director
Portfolio Management, Corporate Banking

LENDERS:

BANK OF MONTREAL

Per: _____

Name:

Title :

RICHARD BELZIL

Directeur / Director

LENDERS:

CAISSE CENTRALE DESJARDINS

Per: _____

Name:

Title :



André Roy

Directeur, Financement corporatif

Director, Corporate Banking



Dominique Parizeau

Directeur général

Gestion du Portefeuille, Grandes Entreprises

Managing Director

Portfolio Management, Corporate Banking

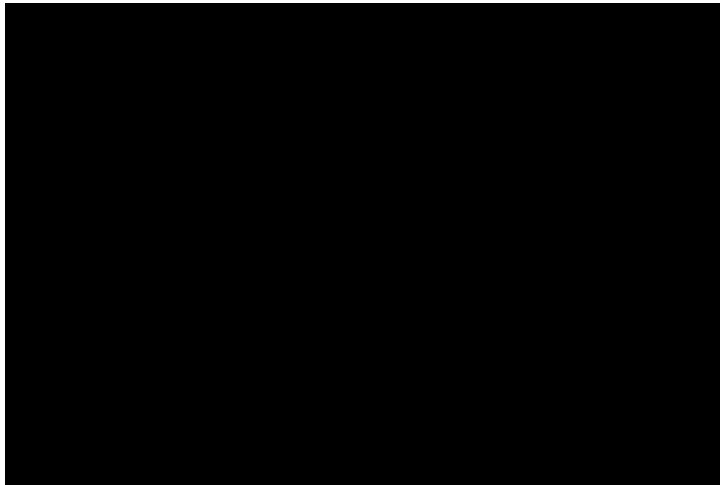
LENDERS:



LENDERS:



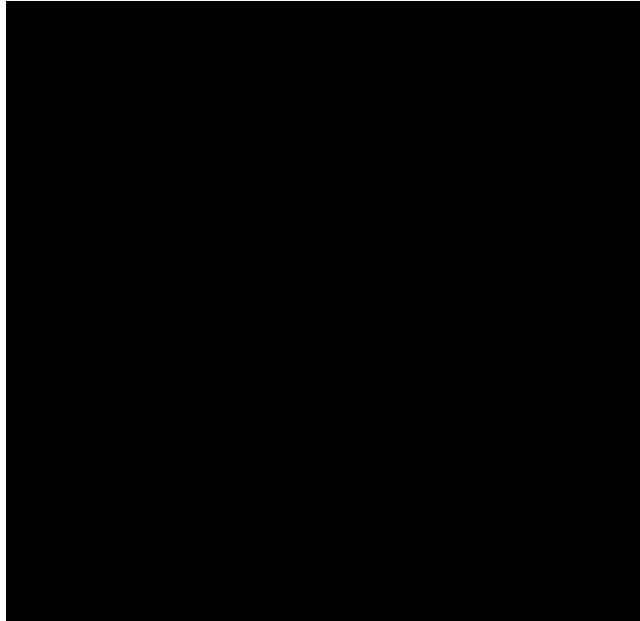
LENDERS:



LENDERS:



LENDERS:



Schedule 2.01(a)

Term Commitments

Lender		Term Commitment	

INCREMENTAL AGREEMENT

INCREMENTAL AGREEMENT dated as of October **13**, 2016 (this "Incremental Agreement"), by and among Bank of China (Canada) (the "Additional Lender"), the Borrower (as defined below) and the guarantors set forth on the signature pages hereof, and consented to by Bank of Montreal, as Administrative Agent.

RECITALS:

WHEREAS reference is hereby made to the Credit Agreement dated as of September 30, 2015 (as amended as of September 16, 2016 by a First Amendment to Credit Agreement and as may be further amended, restated, supplemented or otherwise modified from time to time, the "Credit Agreement"), among 9327-6269 Québec Inc. ("Holdings"), 9327-6277 Québec Inc. (further to the Amalgamation, now known as Laboratoires C.O.P. Inc.; the "Borrower"), the Lenders from time to time party thereto, Bank of Montreal, as Administrative Agent, Caisse centrale Desjardins, as Collateral Agent and Syndication Agent, and Bank of America, N.A. Canada Branch, as Documentation Agent. Capitalized terms used but not defined herein having the meaning provided to them in the Credit Agreement;

WHEREAS subject to the terms and conditions of the Credit Agreement, the Borrower may establish Incremental Commitments by, among other things, entering into one or more Incremental Agreements;

WHEREAS it is intended that the Borrower will obtain \$15.0 million of incremental term loans (the "Incremental Term Loans") in order to finance, subject to the terms and conditions of Section 7.06(n) of the Credit Agreement, the one-time special Restricted Payment, in cash, to the shareholders of the Borrower and Holdings (including, for the avoidance of doubt, holders of the Specified Preferred Shares) in a maximum amount of \$13,562,500 (the "Special Restricted Payment") and to pay fees and expenses in connection therewith, in each case, pursuant to the terms of this Incremental Agreement; and

WHEREAS the Borrower intends to incur the Incremental Term Loans pursuant to Section 2.14 of the Credit Agreement;

NOW, THEREFORE, in consideration of the premises and agreements, provisions and covenants herein contained, the parties hereto agree as follows:

Pursuant to the provisions of Section 2.14 of the Credit Agreement, the Additional Lender hereby agrees to provide the Incremental Commitment set forth on Schedule A annexed hereto on the Incremental Facility Closing Date (as defined below) on and subject to the following terms and conditions.

1. **Initial Drawing.** The Incremental Term Loans shall be denominated in Dollars and shall be made in a single drawing on the Incremental Facility Closing Date.
2. **Interest.** The Incremental Term Loans shall be US Base Rate Loans from the Incremental Closing Date until the date of their conversion into Libor Rate Loans in accordance with the request therefor in the Committed Loan Notice delivered pursuant to Section 9(iii)(D) hereinbelow. Notwithstanding the provisions of this Agreement and those of Section 2.12(a) of the Credit Agreement, prior to next Interest Payment Date applicable to the Term Loans existing

immediately prior to the Incremental Closing Date (the “Existing Term Loans”), the Additional Lender will receive all of the interest payments on the Incremental Term Loans and none of the interest payments on the Existing Term Loans.

3. **Principal Payments.** The (i) scheduled amortization payments under Section 2.07 of the Credit Agreement shall be automatically increased by the aggregate principal amount of the Incremental Term Loans multiplied by the applicable percentage and (ii) the Administrative Agent shall take any and all action as may be reasonably necessary to ensure that the Incremental Term Loans are included in each repayment of the Term Loans on a pro rata basis (with the Incremental Term Loans being part of and fungible with the Term Loans) based upon the original principal amount of the Term Loans made on the Closing Date, the Term Loans made on the First Amendment Effective Date and the Incremental Term Loans made on the Incremental Facility Closing Date. Any remaining outstanding amount of the Term Loans (including the Incremental Term Loans) shall be repaid in full on the applicable Maturity Date.
4. **Use of Proceeds.** The Borrower shall use the proceeds of the Incremental Term Loans to finance the Special Restricted Payment, to pay fees and expenses related thereto, to make repayments of Revolving Credit Loans and to keep such proceeds as cash on its balance sheet.
5. **Terms Generally.**
 - (a) Upon the funding of the Incremental Term Loans on the Incremental Facility Closing Date, the Incremental Term Loans shall, automatically and without further action by any Person, constitute and form part of the Term Loans for all purposes of the Credit Agreement and the other Loan Documents, and, other than as set forth herein, the Incremental Term Loans shall have the same terms as the Term Loans and shall be treated for purposes of voluntary and mandatory prepayments and all other provisions of the Credit Agreement as the same Class of Loans as the Term Loans. The Incremental Term Loans shall constitute an increase to the existing Term Loans.
 - (b) The Administrative Agent shall have no obligations or responsibility to ascertain or monitor that the Incremental Term Loans have been made on the Incremental Facility Closing Date, and the Borrower shall provide to the Administrative Agent a written notice indicating that it has received aggregate proceeds of the Incremental Term Loans in an amount equal to \$15,000,000 minus the upfront fee provided in Section 8 hereinbelow.
6. **Additional Lender.** The Additional Lender acknowledges and agrees that, upon its execution of this Incremental Agreement, it shall become a “Lender” and “Term Lender” under and for all purposes of the Credit Agreement and the other Loan Documents, and shall be subject to and bound by the terms thereof, and shall perform all of the obligations and have all of the rights of a Lender and “Term Lender” thereunder.

The Additional Lender (i) confirms that it has received a copy of the Credit Agreement and the other Loan Documents and the exhibits thereto, together with copies of the financial statements referred to therein and such other documents and information as it has deemed appropriate to make its own credit analysis and decision to enter into this Incremental Agreement; (ii) agrees that it will, independently and without reliance upon the Administrative Agent, the Collateral Agent or any Lender and based on such documents and information as it shall deem appropriate at the time, continue to make its own credit decisions in taking or not taking action under the Credit Agreement; (iii) appoints and authorizes the Administrative Agent and the Collateral Agent to take such action as agent on its behalf and to exercise such powers under the Credit

Agreement and the other Loan Documents as are delegated to the Administrative Agent or the Collateral Agent, as the case may be, by the terms thereof, together with such powers as are reasonably incidental thereto; and (iv) agrees that it will perform, in accordance with their terms, all of the obligations which are required to be performed by it as an Additional Lender under the Credit Agreement and the other Loan Documents.

7. **Credit Agreement Governs.** Except as set forth in this Incremental Agreement, the Incremental Term Loans shall otherwise be subject to the provisions of the Credit Agreement and the other Loan Documents.
8. **Fees.** The Borrower shall pay to the Additional Lender an upfront fee equal to 0.6% of its Incremental Commitment, which upfront fee will be deducted from the proceeds of the Incremental Term Loans.
9. **Incremental Facility Closing Date Conditions.** The obligation of the Additional Lender to make the Credit Extension of Incremental Term Loans hereunder is subject to satisfaction of the following conditions precedent, except as otherwise agreed between the Borrower and the Additional Lender (the date of satisfaction of such conditions precedent, the "Incremental Facility Closing Date"):
 - (i) no Default shall exist or would arise after giving effect to or as a result of this Incremental Agreement, and the Administrative Agent and the Additional Lender shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the absence of any such Default or Event of Default;
 - (ii) the representations and warranties contained in Article V of the Credit Agreement or any other Loan Document shall be true and correct in all material respects on and as of the Incremental Facility Closing Date, and the Administrative Agent and the Additional Lender shall have received a certificate from a Responsible Officer of the Borrower dated the Incremental Facility Closing Date confirming the same; provided that to the extent that such representations and warranties specifically refer to an earlier date, they shall be true and correct in all material respects as of such earlier date; provided, further, that any representation and warranty that is qualified as to "materiality", "Material Adverse Effect" or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates;
 - (iii) the Administrative Agent and the Additional Lender shall have received, in form and substance reasonably satisfactory to them and their counsel:
 - (A) duly executed counterparts of this Incremental Agreement;
 - (B) bringdown certificates for the Borrower and each Guarantor dated the Incremental Facility Closing Date and attesting as to the same matters as those set forth in the corresponding certificates delivered on the First Amendment Effective Date and as to the fact that there has been no change in the attachments to such certificates since those delivered on the First Amendment Effective Date;
 - (C) good standing certificates (or equivalent) for the Borrower and each Guarantor from the applicable governmental authority of its jurisdiction of incorporation;

(D) a Committed Loan Notice in respect of the Incremental Term Loans (provided that the Administrative Agent shall have no obligation to comply with Section 2.02 of the Credit Agreement, to verify or ascertain the validity of such Committed Loan Notice, or to determine whether conditions precedent to the Borrowing of the Incremental Term Loans have been satisfied);

(E) a written opinion of Duane Morris LLP, Florida counsel to the Loan Parties, addressed to the Administrative Agent and the Additional Lender, as to matters substantially similar to those covered in the corresponding opinion delivered on the First Amendment Effective Date; and

(F) a written opinion of Blake, Cassels & Graydon LLP, Canadian counsel to the Loan Parties, addressed to the Administrative Agent and the Additional Lender, as to matters substantially similar to those covered in the corresponding opinion delivered on the First Amendment Effective Date; and

(iv) the entire amount of all fees, costs, charges and expenses contemplated herein and of the reasonable and documented out-of-pocket fees and disbursements of the Administrative Agent's and Additional Lender's legal counsel incurred in connection with the preparation and negotiation of this Incremental Agreement up to and including the date hereof, shall, substantially concurrently with the Borrowing under the Incremental Term Loans, have been paid (which amount shall, in the case of the upfront fee provided in Section 8 hereinabove, and may at the Borrower's option, in the case of all other fees, costs, charges and expenses, be offset against the proceeds of the Incremental Term Loans).

10. **Representations and Warranties.** By its execution of this Incremental Agreement, the Borrower hereby represents and warrants to the Administrative Agent and the Additional Lender that:

(i) The execution, delivery and performance by each Loan Party of this Incremental Agreement are within such Loan Party's corporate or other powers, have been duly authorized by all necessary corporate or other organizational action, and do not and will not (a) conflict with or contravene the terms of any of such Loan Party's Organization Documents or any shareholder agreement, (b) result in any breach or contravention of, or the creation of any Lien under (other than under the Loan Documents), or require any payment to be made under (i) any Contractual Obligation to which such Loan Party is a party or affecting such Loan Party or the properties of such Loan Party or any of its Subsidiaries or (ii) any order, injunction, writ or decree of any Governmental Authority or any arbitral award to which such Loan Party or its property is subject; or (c) violate any Law; except with respect to any conflict, breach or contravention or payment or violation (but not creation of Liens) referred to in clauses (b) or (c), to the extent that such conflict, breach, contravention or payment or violation could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

(ii) Each Loan Party has duly executed and delivered this Incremental Agreement and the Incremental Agreement constitutes a legal, valid and binding obligation of such Loan Party, enforceable against it in accordance with its terms, subject to the effects of bankruptcy, insolvency, fraudulent conveyance, reorganization and other similar laws relating to or affecting creditors' rights generally and by general principles of equity (whether considered in a proceeding in equity or law).

(iii) No Default has occurred or is continuing and there has been no event or circumstance, either individually or in the aggregate, that has had or could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

11. **Notice.** This Incremental Agreement shall constitute notice to the Administrative Agent required under Section 2.14 of the Credit Agreement. For purposes of the Credit Agreement, the initial notice address and contact details of the Additional Lender are set out under its signature hereinbelow.
12. **Recordation of the Incremental Term Loans.** Upon receipt of the notice specified in Section 5(b) hereof, the Administrative Agent will record the Incremental Term Loans made by the Additional Lender in the Register.
13. **Amendment, Modification and Waiver.** This Incremental Agreement may not be amended, modified or waived except by an instrument or instruments in writing signed and delivered on behalf of each of the parties hereto. This Incremental Agreement, the Credit Agreement and the other Loan Documents constitute the entire agreement among the parties with respect to the subject matter hereof and thereof and supersede all other prior agreements and understandings, both written and verbal, among the parties or any of them with respect to the subject matter hereof.
14. **GOVERNING LAW.** THIS INCREMENTAL AGREEMENT AND THE RIGHTS AND OBLIGATIONS OF THE PARTIES HEREUNDER SHALL BE GOVERNED BY, AND SHALL BE CONSTRUED AND ENFORCED IN ACCORDANCE WITH THE LAWS OF THE PROVINCE OF QUEBEC AND THE FEDERAL LAWS OF CANADA APPLICABLE THEREIN.
15. **Severability.** Any term or provision of this Incremental Agreement which is illegal, invalid or unenforceable in any jurisdiction shall, as to that jurisdiction, be ineffective to the extent of such illegality, invalidity or unenforceability without rendering illegal, invalid or unenforceable the remaining terms and provisions of this Incremental Agreement or affecting the legality, validity or enforceability of any of the terms or provisions of this Incremental Agreement in any other jurisdiction. If any provision of this Incremental Agreement is so broad as to be unenforceable, the provision shall be interpreted to be only so broad as would be enforceable.
16. **Successors and Assigns.** The provisions of this Incremental Agreement shall be binding on and enure to the benefit of the undersigned and their respective successors and permitted assigns.
17. **Counterparts.** This Incremental Agreement may be executed in counterparts (including by facsimile or other electronic transmission), each of which shall be deemed to be an original, but all of which shall constitute one and the same agreement.
18. **Loan Document.** On and after the Incremental Facility Closing Date, this Incremental Agreement shall constitute an amendment to the Credit Agreement and a “Loan Document” for all purposes of the Credit Agreement and the other Loan Documents (it being understood that, for the avoidance of doubt, this Incremental Agreement may be amended or waived solely by the parties hereto as set forth in Section 13 above).
19. **Consent and Affirmation of the Loan Parties.** Each of the Guarantors party hereto, in its capacity as a guarantor under the Guarantee and a grantor under the Collateral Documents to which it is a party, and as a party to each other Loan Document to which it is a party, hereby (i)

consents to the execution, delivery and performance of this Incremental Agreement and agrees that each of the Loan Documents to which it is a party is, and shall continue to be, in full force and effect and is hereby in all respects ratified and confirmed on the Incremental Facility Closing Date, except that, on and after the Incremental Facility Closing Date, each reference to the “Credit Agreement”, “thereunder”, “thereof”, “therein” or words of like import referring to the Credit Agreement shall mean and be a reference to the Credit Agreement as amended and otherwise modified by this Incremental Agreement, and (ii) confirms that the Loan Documents to which it is a party and all of the Collateral described therein do, and shall continue to, guarantee and secure the payment of all of the Obligations, which are hereby ratified and confirmed.

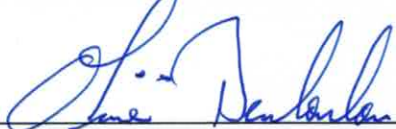
20. **English Language.** The parties hereto confirm that it is their wish that this Incremental Agreement and any other document executed in connection with the transactions contemplated herein be drawn up in the English language only and that all other documents contemplated thereunder or relating thereto, including notices, may also be drawn up in the English language only. *Les parties aux présentes confirment que c’est leur volonté que cette convention et les autres documents de crédit soient rédigés en langue anglaise seulement et que tous les documents, y compris tous avis, envisagés par cette convention et les autres documents peuvent être rédigés, en la langue anglaise seulement.*

[signature pages follow]

IN WITNESS WHEREOF, each of the undersigned has caused its duly authorized officer to execute and deliver this Incremental Agreement as of the date first set forth above.

BORROWER:

LABORATOIRES C.O.P. INC.

Per: 

Name: Olivier Benloulou

Title : President

GUARANTORS:

9327-6269 QUÉBEC INC.

Per: _____

Name: Michael Meng

Title : Secretary

PHARMALAB INC.

IDEAL TECHNOLOGY INC.

IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.

Per: 

Name: Olivier Benloulou

Title : President

IN WITNESS WHEREOF, each of the undersigned has caused its duly authorized officer to execute and deliver this Incremental Agreement as of the date first set forth above.

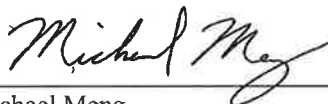
BORROWER:

LABORATOIRES C.O.P. INC.

Per: _____
Name: Olivier Benloulou
Title : President

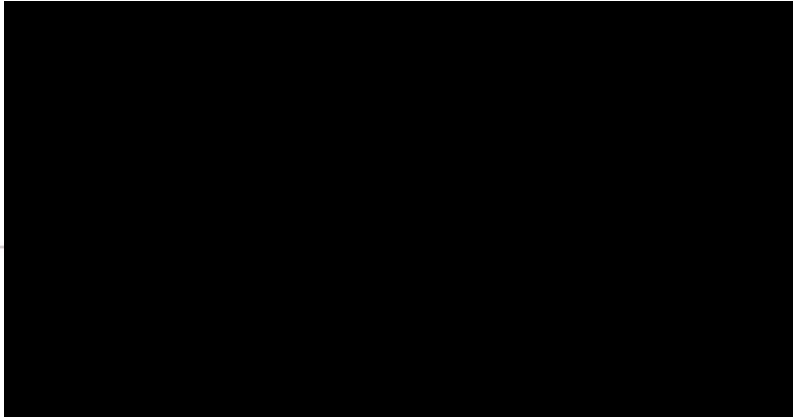
GUARANTORS:

9327-6269 QUÉBEC INC.

Per:  _____
Name: Michael Meng
Title : Secretary

**PHARMALAB INC.
IDEAL TECHNOLOGY INC.
IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.**

Per: _____
Name: Olivier Benloulou
Title : President



[Signature Page to Incremental Agreement]

Consented to by:

BANK OF MONTREAL, as Administrative Agent
(solely for purposes of Sections 2.14(d) and (e) of the
Credit Agreement)

By: _____

Name:

Title:



RICHARD BELZIL
Directeur / Director

[Signature Page to Incremental Agreement]

SCHEDULE A

Additional Lender		Type of Commitment		Commitment Amount	

SECOND AMENDMENT TO CREDIT AGREEMENT dated as of January 11, 2018.

AMONG: 9327-6269 QUÉBEC INC., as Holdings

AND: LABORATOIRES C.O.P. INC., as Borrower

AND: **THE LENDERS SET FORTH ON THE SIGNATURE PAGES HERETO**, as Lenders

AND: **BANK OF MONTREAL**, as Administrative Agent

WHEREAS the parties hereto are parties to that certain credit agreement dated as of September 30, 2015 by and among 9327-6269 Québec Inc., as Holdings, 9327-6277 Québec Inc. (further to the Amalgamation, now known as Laboratoires C.O.P. Inc.), as Borrower, Bank of Montreal, as Administrative Agent and Lender, Caisse centrale Desjardins (now known as Fédération des Caisses Desjardins du Québec), as Collateral Agent and Lender, and National Bank of Canada and Bank of America, N.A. Canada Branch, as Lenders (as amended by the First Amendment to Credit Agreement, dated as of September 16, 2016 and the Incremental Agreement, dated October 13, 2016, the “**Credit Agreement**”); and

WHEREAS the Borrower, Bank of Montreal, as Administrative Agent and Lender, each of the Lenders who have signed herein below, as Required Lenders, wish to amend the Credit Agreement in the manner hereinafter set forth, without novation.

NOW THEREFORE, the parties hereto agree as follows:

- 1. Interpretation.**
 - 1.1** The preamble forms an integral part hereof as if recited herein at length.
 - 1.2** Capitalized terms used and not otherwise defined herein have the meanings ascribed thereto in the Credit Agreement.
 - 1.3** This Second Amendment to Credit Agreement amends and supplements the Credit Agreement, forms part thereof and has the same effect as if it were incorporated therein on the date hereof. Except as specifically amended by this Second Amendment, the Credit Agreement shall remain in full force and effect and is hereby ratified and confirmed.
 - 1.4** The expressions “hereto”, “hereof”, “herein”, “hereunder”, “this Second Amendment” or “this Agreement” in this Second Amendment to Credit Agreement (unless embedded in the text of the Credit Agreement) refer to this Second Amendment to Credit Agreement. On and after this date, each reference in the Credit Agreement to “hereto”, “hereof”, “herein”, “hereunder”, “this Agreement” or “this Credit Agreement”, and each reference to the “Credit Agreement” in the Credit Agreement or any other Loan Document and in any other agreement, document and instrument delivered by any Lender, the Borrower or any other Person in connection herewith or therewith, shall mean and be a reference to the Credit Agreement, as amended by this Second Amendment.

1.5 Unless otherwise expressly provided herein or unless there be something inconsistent therewith, all references to Articles, Sections, subsections, paragraphs, subparagraphs, clauses, Exhibits or Schedules shall mean and be a reference to such Articles, Sections, subsections, paragraphs, subparagraphs, clauses, Exhibits or Schedules of the Credit Agreement.

1.6 This Second Amendment shall constitute a Loan Document.

2. Amendments to the Credit Agreement.

2.1 Section 7.06(c) is hereby amended and restated in its entirety as follows:

“(c) the Borrower and its Restricted Subsidiaries may make (or may make Restricted Payments to permit any Parent Entity to make) Restricted Payments consisting of dividends to certain shareholders on such shareholders’ preferred share Equity Interests in the Borrower (or any Parent Entity), not to exceed \$3,600,000 in the aggregate.”.

2.2 Section 7.09 is hereby amended by deleting the table set forth therein in its entirety and replacing it by:

“Test Period Date	Total Leverage Ratio
December 31, 2015 through and including March 31, 2017	4.00:1.00
June 30, 2017 through and including December 31, 2017	3.75:1.00
March 31, 2018 through and including June 30, 2019	4.00:1.00
September 30, 2019	3.75:1.00
December 31, 2019 through and including March 31, 2020	3.50:1.00
June 30, 2020 and thereafter	3.25:1.00”.

3. Conditions Precedent.

This Second Amendment shall not be in force or effect until the following conditions precedent are met to the satisfaction of the Administrative Agent and the Required Lenders (the “**Second Amendment Effective Date**”):

3.1 no Default shall exist or would arise after giving effect to or as a result of this Second Amendment, and the Administrative Agent shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the absence of any such Default or Event of Default;

3.2 the representations and warranties contained in Article V of the Credit Agreement or any other Loan Document shall be true and correct in all material respects on and as of the Second Amendment Effective Date, and the Administrative Agent shall have received a certificate of a Responsible Officer of the Borrower confirming the same; provided that to the extent that such representations and warranties specifically refer to an earlier date, they shall be true and correct in all material respects as of such earlier date; provided, further, that any representation and warranty that is qualified as to “materiality”,

"Material Adverse Effect" or similar language shall be true and correct (after giving effect to any qualification therein) in all respects on such respective dates;

- 3.3 the Administrative Agent and the Required Lenders shall have received, in form and substance reasonably satisfactory to them and their counsel duly executed counterparts of this Second Amendment;
- 3.4 the payment to the Administrative Agent for the account of each consenting Lender signatory hereto of an amendment fee equal to 0.10% of the aggregate outstanding Term Loans and Revolving Credit Commitments of such Lenders as of the date hereof; and
- 3.5 the entire amount of the reasonable and documented out-of-pocket fees and disbursements of the Administrative Agent's legal counsel incurred in connection with the preparation and negotiation of this Second Amendment up to and including the date hereof, shall, substantially concurrently with the Second Amendment Effective Date, have been paid.

4. Representations and Warranties

- 4.1 The execution, delivery and performance by each Loan Party of this Second Amendment are within such Loan Party's corporate or other powers, have been duly authorized by all necessary corporate or other organizational action, and do not and will not (a) conflict with or contravene the terms of any of such Loan Party's Organization Documents or any shareholder agreement, (b) result in any breach or contravention of, or the creation of any Lien under (other than under the Loan Documents), or require any payment to be made under (i) any Contractual Obligation to which such Loan Party is a party or affecting such Loan Party or the properties of such Loan Party or any of its Subsidiaries or (ii) any order, injunction, writ or decree of any Governmental Authority or any arbitral award to which such Loan Party or its property is subject; or (c) violate any Law; except with respect to any conflict, breach or contravention or payment or violation (but not creation of Liens) referred to in clauses (b) or (c), to the extent that such conflict, breach, contravention or payment or violation could not, individually or in the aggregate, reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.
- 4.2 Each Loan Party has duly executed and delivered this Second Amendment and the Second Amendment constitutes a legal, valid and binding obligation of such Loan Party, enforceable in accordance with its terms, subject to the effects of bankruptcy, insolvency, fraudulent conveyance, reorganization and other similar laws relating to or affecting creditors' rights generally and by general principles of equity (whether considered in a proceeding in equity or law).
- 4.3 No Default has occurred or is continuing and there has been no event or circumstance, either individually or in the aggregate, that has had or could reasonably be expected to have a Material Adverse Effect.

5. No Waiver.

The execution, delivery and effectiveness of this Second Amendment shall not operate as a waiver of any of the rights and powers of or remedies available to the Administrative Agent, the Collateral Agent or the Lenders under the Credit Agreement or any of the other Loan Documents nor constitute a waiver of any provision of the Credit Agreement or such other Loan Documents.

6. No Novation.

This Second Amendment shall not operate as a novation; however, should a court of competent jurisdiction determine that this Second Amendment constitutes novation of any Facility, the Collateral Agent (in such capacity, including its capacity as Hypothecary Representative, for and on behalf of the Secured Parties) and the Lenders hereby expressly reserve all the Liens created under the Collateral Documents and granted in their respective favour by the Borrower or any other Loan Party in connection with and as security for such Facility, the whole in accordance with the provisions of Article 1662 of the *Civil Code of Québec*.

7. Ratification and Confirmation.

Each Loan Party hereby ratifies and confirms all of its Obligations under the Credit Agreement, as amended hereby, and under each of the other Loan Documents, including each Collateral Document to which it is a party.

8. Governing Law.

This Second Amendment shall be governed by and interpreted and enforced in accordance with the laws of the Province of Québec and the federal laws of Canada applicable therein.

9. Successors and Assigns.

The provisions of this Second Amendment shall be binding on and enure to the benefit of the undersigned and their respective successors and permitted assigns.

10. Counterparts.

This Second Amendment may be executed in any number of counterparts and all of such counterparts taken together shall be deemed to constitute one and the same instrument.

11. English Language.

The parties hereto confirm that it is their wish that this Second Amendment and any other document executed in connection with the transactions contemplated herein be drawn up in the English language only and that all other documents contemplated thereunder or relating thereto, including notices, may also be drawn up in the English language only. *Les parties aux présentes confirment que c'est leur volonté que cette convention et les autres documents de crédit soient rédigés en langue anglaise seulement et que tous les documents, y compris tous avis, envisagés par cette convention et les autres documents peuvent être rédigés, en la langue anglaise seulement.*

[signature pages follow]

IN WITNESS WHEREOF the Borrower and the Guarantors hereto have executed this Second Amendment to Credit Agreement as of the date hereinabove mentioned.

BORROWER:

LABORATOIRES C.O.P. INC.

Per: _____
Name:
Title:

GUARANTORS:

9327-6269 QUÉBEC INC.

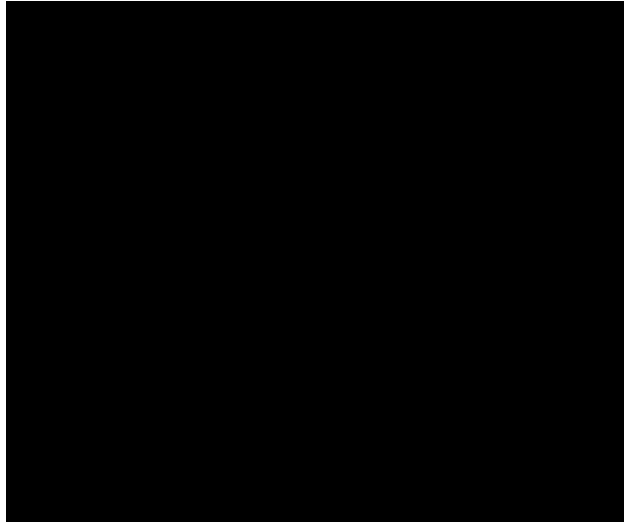
Per: _____
Name:
Title:

**PHARMALAB INC.
9362-8204 QUEBEC INC. (FORMERLY,
IDEAL TECHNOLOGY INC.)
IDEAL PROTEIN OF AMERICA, INC.**

Per: _____
Name:
Title:
IDEAL PROTEIN CHINA LIMITED

Per: _____
Name:
Title:

LENDER:



[Signature Page to Second Amendment to Credit Agreement]

Pièce R-14
Sous scellé